Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa

http://www.archive.org/details/n21viedespeuples06pari

Tome VI. — N° 21-22 10 Janvier. - 10 Février 1922.

WITHDRAWN FROM VICTORIA UNIVERSITY LIBRARY

LA VIE DES PEUPLES

SOMMAIRE

***	*Benoît XV*	5
Henri LICHTENBERGER	*L'Allemagne actuelle*	32
Jean BONNEROT	*Saint-Saëns*	53
Edouard GUYOT	*La Coopération franco-britannique.*	63
Charles CLERC	*La Suisse française et la Suisse allemande d'après leurs écrivains.*	80
Louis EISENMANN	*L'Autriche et la Guerre*	95
B. FAY	*The Middle West*	111
Georges POTUT	*Les Amis et les ennemis de Molière*	127
CHOULGUINE	*Les Assassins du Rêve blanc* avec une préface de B. Mirsky	151
Raymond LENOIR	*Emile Boutroux et la conscience moderne*	201
Henri DEJUST	*La Chimie biologique*	222

Vie littéraire : Claude Berton: Autour du prix Goncourt, 236; P. R. : *Notturno* de G. d'Annunzio, 246. — **Vie théâtrale** : Nismes : *Aimer*, de M. P. Géraldy, 257. — **Vie musicale** : E. Davy : *A l'Ombre de la cathédrale*, de M. G. Hue, 254; *Dame libellule*, de M. G. Lemierre, 268. — **Vie universitaire** : Les fêtes de Molière à la Sorbonne, 269. — **Vie sportive** : Paul Sourzac : Sports d'hiver, 274. — **Vie maritime** : La baisse du fret, 280; La marine marchande en France, 281; Le développement du pavillon américain, 284; La crise de la marine marchande norvégienne, 285; La flotte commerciale d'Etat au Portugal, 285. — **Vie économique** : Les progrès de la sidérurgie allemande, 286. — **Vie financière** : France, 291; Allemagne, 293; Brésil, 294; Chine, 294; Russie, 296; Pologne, 299; Autriche, 301; — **Vie politique** : France : Le cabinet Poincaré, 302; Belgique : Les nouvelles élections, 318; Bulgarie, 323; Empire britannique : Grande-Bretagne, 325; Canada, 326; Egypte, 328; P. R. : Italie : Les relations franco-italiennes, 330; Russie : La fin des Romanov, 340; Tchécoslovaquie : Deux documents, 348. — **Vie internationale** : Le Conseil suprême de Cannes, 366; *Nauticus* : La Conférence de Washington et les sous-marins, 374; Le régime de l'air au Congrès de Monaco, 379; *** La Session de janvier du Conseil de la S. D. N., 381. — **A travers les livres** : Les premières de Molière, 388. — **A travers Journaux et Revues** : Une lettre de Guillaume II, 394; La politique extérieure tchèque, 395; Le quatrième centenaire de Sixte-Quint, 396; Le Pape Benoît XV et la Presse française, 342.

Traduction et reproduction interdites

10, Place Edouard-VII
PARIS (IX°)

LA VIE DES PEUPLES

Revue de la Pensée et de l'Activité françaises et étrangères

Paraît le 10 de chaque mois

en un volume in-8° d'au moins 192 pages.

DIRECTEUR-FONDATEUR

A. DE LAPRADELLE, *professeur à l'Université de Paris*

PRIÈRE D'ADRESSER TOUT CE QUI CONCERNE

LA RÉDACTION ET L'ADMINISTRATION DE LA REVUE

10, Place Edouard-VII (PARIS-IX^e^) Téléph. : CENTRAL 94-51

Secrétaire Général : JEAN BONNEROT.

LA VIE DES PEUPLES publiera dans ses prochains numéros :

La protection des minorités	ST. OSUSKY
De Washington à Gênes	XXX
Les souvenirs de Conrad von Hœtzendorf	L. EISENMANN
La poésie américaine	CH. CESTRE
L'œuvre de lord Bryce	A. de LAPRADELLE
Le théâtre irlandais	HENRI RUYSSEN
Vienne : impressions d'un ex-Autrichien	J. HAJSMAN
Princes sans couronne	G. RAPHAEL
L'inauguration de la Cour internationale : les juges	SESMESANGES
En descendant le Paraguay	P. DE LEYRAT
L'amitié franco-grecque	XXX
Les idées de M. François de Curel	RENÉ LAURET

CONDITIONS D'ABONNEMENT :

	Un an	Six mois
FRANCE	50 fr.	30 fr.
ETRANGER	70 fr.	40 fr.

Prix du numéro : 5 francs.

LA VIE DES PEUPLES

LA VIE DES PEUPLES

REVUE SYNTHÉTIQUE

DE LA

PENSÉE & DE L'ACTIVITÉ FRANÇAISES & ÉTRANGÈRES

Tome VI

JANVIER - FÉVRIER - MARS - AVRIL

1922

10, Place Edouard-VII
PARIS (IX^e^)

BENOIT XV

Il était fils d'une famille ligure très ancienne, mais de fortune épuisée. Famille alliée aux Doria, aux Spinola, aux Pallavicini, mais qui n'occupa jamais les premières charges de la République de Gênes. Le marquis Della Chiesa avait trois fils. Deux entrèrent dans la marine royale. Quant à Giacomo, né en 1854, on ne pouvait penser à en faire un soldat. Il était petit, myope, presque contrefait; il boitait un peu. Dès l'enfance, Giacomo se sentit attiré vers l'Eglise. Mais le marquis Della Chiesa, se défiant sans doute d'une vocation si précoce, exigea que son fils vécût d'abord de la vie ordinaire des jeunes gens. Après avoir passé son enfance au collège et au séminaire de Gênes, Giacomo entra à l'Université; il étudia le droit. En 1875, il était docteur. C'est alors seulement qu'il put suivre sa vocation.

Justement à cette époque, la famille Della Chiesa vint s'établir à Rome. Giacomo entra au collège Capranica où tant d'illustres personnages, papes et cardinaux, l'avaient précédé. Il suivit aussi les cours de la Grégorienne, c'est-à-dire de la Faculté des jésuites. Il prit ses grades en théologie. Le 21 décembre 1878, il fut ordonné prêtre. Ici, le caractère du futur Benoît XV commence à se préciser.

Deux voies se présentaient à lui : la voie la plus simple, l'apostolat direct, le contact avec le peuple, la voie que suivent tous les prêtres de chez nous, celle où Pie X fit ses premiers pas. Il pouvait devenir curé de campagne ou vicaire d'une paroisse de Rome. Mais Della Chiesa sent que, pour agir sur les simples, il lui manque cette autorité physique, ce charme,

cette largeur d'allures sans lesquels le contact ne peut s'établir. Sa voix est mal timbrée, sa démarche hésitante. Dans une foule, il se sent mal à l'aise. C'est un homme d'étude plus qu'un prédicateur et, s'il trouve en lui le besoin d'agir, ce n'est pas à l'action directe qu'il pense.

Peut-être déjà le jeune Della Chiesa a-t-il des ambitions profondes. Plusieurs fois, dans sa vie, il a laissé entendre qu'il est fier de son origine et qu'un noble a des devoirs particuliers. Ses ancêtres ont joué un rôle dans l'Etat; l'un même, très lointain, a été le pape Innocent VII. Della Chiesa se sent entraîné vers la diplomatie.

C'est parmi les cadets de noblesse que le Saint-Siège recrute ses futurs diplomates. Sans doute, il y a des exceptions, et les papes d'aujourd'hui ne sont plus aussi sévères que ceux d'autrefois sur les quartiers de noblesse, mais l'école romaine préparatoire à la diplomatie porte toujours le titre d'Académie des Nobles ecclésiastiques. Della Chiesa trouve à l'Académie des prêtres de son rang. Par son ardeur au travail, par sa finesse, il s'y fait remarquer. Le futur cardinal Rampolla comprend toute la valeur du jeune homme et décide de se l'attacher. En 1883, Rampolla est nommé nonce à Madrid. Il prend le jeune homme comme secrétaire et l'emmène avec lui. Della Chiesa est nommé camérier secret. Il a alors vingt-neuf ans. Le premier échelon de la carrière est gravi.

Quelle était, en 1883, la situation générale de l'Eglise ? Quel pouvait être l'état d'esprit du nouveau camérier ? Della Chiesa appartient à une génération nouvelle, à la génération qui est arrivée à la prêtrise après la perte du pouvoir temporel. Ce point est très important et doit être mis en lumière.

En 1883, Pie IX est mort depuis cinq ans. La querelle du pouvoir temporel commence à devenir moins aiguë. Sans doute Léon XIII n'est pas sorti du Vatican, il ne s'est pas réconcilié avec l'Italie, il proteste en toute occasion contre la « spoliation » dont il est victime. Mais ses protestations émeuvent moins que celles de Pie IX. Pie IX avait été dépossédé lui-même, et la chrétienté le considérait comme un martyr. Léon XIII n'a pas souffert en personne; il a pris la succession du

martyre, et cela apitoie beaucoup moins. On sent que sa protestation devient de plus en plus théorique et que la papauté s'habitue à la situation qui lui a été imposée par les événements du 20 septembre 1870. La plaie se cicatrise.

Léon XIII, bien qu'il semble ne jamais avoir renoncé à reconquérir ses Etats, est un homme plein de souplesse, un politique, et l'on n'est jamais sûr, lorsqu'il se plaint, que sa plainte ne lui soit pas dictée par un intérêt politique. Diplomate avisé, il songe moins à pleurer sur les avantages perdus qu'à tirer parti des réalités. Della Chiesa l'admire, car il reconnaît en lui un esprit de sa nature. Et, prenant le pontife pour modèle, il regarde vers l'avenir plutôt que vers le passé.

Il est possible d'ailleurs que, dès l'enfance, Giacomo Della Chiesa ait été partagé entre son respect pour le pape et l'Eglise et son amour pour l'Italie naissante. Il est né à Gênes, ne l'oublions pas, en plein *Risorgimento*, dans la patrie de Mazzini et de Garibaldi, sur une terre qui, depuis 1815, fait partie du Piémont. Il est né, il a vécu dans le noyau de la jeune Italie. La prise de Rome a eu lieu pendant son enfance, avant que sa vocation ait eu le temps de se déterminer. Peut-être même y a-t-il applaudi. Si les catholiques français de ce temps étaient fièrement partisans du pouvoir temporel du pape, pouvoir qui ne gênait pas leur patrie, un grand nombre de catholiques italiens, et des plus ardents, pensaient tout autrement. Le général Cadorna qui ouvrit la brèche de la Porta Pia était un homme très pieux. Quant à la famille Della Chiesa, rien n'indique qu'elle ait été hostile à la jeune Italie; elle lui donna deux de ses fils.

Quoi qu'il en soit, même si l'on pense que le petit Giacomo pleura sur les souffrances de Pie IX, lorsqu'en 1878 Della Chiesa reçoit la prêtrise, lorsque, devenu homme, il commence à considérer la constitution de l'Eglise, la perte du pouvoir temporel est un fait passé. Le jeune prêtre s'habitue à considérer comme normale une situation qui, à ses aînés même les plus libéraux, apparaissait comme un état anormal dû à une mutilation inadmissible. Cet état d'esprit nouveau explique certains actes du pontife futur.

Donc, il part pour Madrid et, sous Rampolla, il achève de se former. Rampolla est au début de sa grande carrière. Il a quarante ans. Della Chiesa en a trente. La différence d'âge est assez faible; le respect ne peut empêcher l'intimité de s'établir. Rampolla est un homme que Della Chiesa doit comprendre. Il est sorti d'une très vieille famille de Sicile. Il est très élégant, pénétrant, mesuré. Il aime l'intrigue, mais y mêle toujours une réelle grandeur. Della Chiesa reconnaît en lui un type de sa race, et peut-être un type plus accompli. Plus âgé que Della Chiesa et plus avancé dans la carrière, ayant peut-être aussi plus d'envergure, plus de souplesse et plus de contact avec la vie, il porte les qualités de Della Chiesa à l'extrême, et ainsi devient, pour lui, l'homme accompli qu'il faut égaler. Rampolla, de plus, a des qualités qui manquent à Della Chiesa. Il est beau, il séduit; aucun de ceux qui l'approchent n'échappe à son prestige; il a justement cette autorité physique, cette emprise sur les hommes qui font si cruellement défaut au jeune camérier.

Rampolla, de son côté, découvre peu à peu Della Chiesa. Sous son aspect chétif, c'est une grande force, un abatteur de besogne, un infatigable. Il se couche à onze heures, se lève à cinq. Il lit tout, il annote tout, il rédige avec une élégance un peu fleurie, mais que Rampolla apprécie parce qu'elle dissimule sous les artifices les mouvements de l'âme. Il vit sans exercice, assis à sa table parmi ses papiers, mangeant à peine, ignorant tout malaise.

A Madrid, isolés de la cour romaine, les deux hommes sont sans cesse en présence l'un de l'autre; ils apprennent à se connaître jusqu'au fond. Cette intimité sert Della Chiesa qui manque de brillant, d'extérieur, qui ne peut être apprécié qu'à la longue, pour les richesses en demi-teinte de son esprit. Rampolla reconnaît en lui un sûr connaisseur des hommes, un esprit pondéré et aigu, dissimulé jusqu'à l'être d'une façon trop apparente et dont l'unique défaut est peut-être un certain manque de chaleur.

Rampolla comprend, en outre, que son secrétaire fera difficilement carrière par ses propres moyens, qu'il est de ceux

qui, ne pouvant se révéler que dans les entretiens à deux, ont besoin d'un patron. Si Rampolla s'attache Della Chiesa, il acquiert un second très utile, un confident sûr. Ainsi s'établit une amitié que la disgrâce n'affaiblira jamais.

En 1887, Léon XIII rappelle Rampolla et en fait son secrétaire d'Etat. Della Chiesa revient avec lui. Il pourrait, à ce moment, demander un poste lucratif, car il est très pauvre. Mais son ambition n'est pas vulgaire. Il préfère le pouvoir à l'aisance et aux honneurs. Il entre à la Secrétairerie d'Etat comme simple *minutante*, rédacteur. Sous ce titre obscur, il continue à être le secrétaire de Rampolla, le confident du premier ministre. On le voit alors passer en soutane élimée dans les rues de Rome. S'il paraît à un repas diplomatique, c'est à la dernière place. Il vit avec sa mère place Saint-Eustache, au centre de la vieille Rome. Parfois, dans l'église Saint-Eustache qui est en face de chez lui, il écoute les confessions d'inconnus, comme si, las des complications de la politique, il cherchait un peu d'âme vivante. Dans le monde, où il paraît quelquefois, il est le mystère même. Il parle de théâtre, de littérature, mais si l'on veut en venir aux affaires ecclésiastiques, il arrête ses interlocuteurs d'un sourire : « Ne troublons pas notre digestion, voulez-vous ? »

Treize ans, il demeure dans cette demi-obscurité qui est encore inexpliquée. Il entendait rester auprès de Rampolla, mais il paraît impossible que, pendant treize ans, aucune vacance ne se soit produite dans les Sacrés Palais. Peut-être Rampolla, qui était très prudent, ne voulut-il pas donner à son protégé une place trop brillante. Peut-être Della Chiesa n'avait-il pas la faveur de Léon XIII. On peut penser aussi que Rampolla, ayant besoin de Della Chiesa, retarda volontairement sa carrière pour l'empêcher de penser à sa propre ambition. Il est possible enfin que, par modestie ou par calcul, Della Chiesa ait préféré attendre et s'élever dans l'ombre pour éviter de soulever trop tôt les inimitiés.

C'est seulement le 23 avril 1901 qu'il fut nommé substitut de la Secrétairerie d'Etat pour les affaires ecclésiastiques ordinaires et secrétaire du chiffre. Della Chiesa devenait ainsi of-

ficiellement le premier personnage de la Secrétairerie après Rampolla. Sa position réelle était confirmée par un titre. Léon XIII étant très vieux, on pouvait penser que si Rampolla devenait pape, Della Chiesa deviendrait secrétaire d'Etat.

Deux ans après, le 20 juillet 1903, Léon XIII s'éteignit ; l'heure de Rampolla semblait être venue. Les plus beaux espoirs s'ouvraient pour le secrétaire d'Etat et pour son substitut. Ils furent trompés.

Rampolla croyait s'être assuré la majorité du Sacré-Collège. A peine Léon XIII mort, un incident vint lui montrer qu'il n'était pas tout-puissant.

Quelques jours avant la mort de Léon XIII, Mgr Volpini, le secrétaire du Conclave, était mort. Il n'était pas encore remplacé. Les cardinaux devaient donc choisir un secrétaire provisoire. Rampolla proposa Della Chiesa ; mais les cardinaux l'écartèrent. Ils lui préférèrent un jeune homme qui avait jusque-là été chargé de missions purement décoratives et qui fit ainsi sa première apparition dans la politique du Vatican, Mgr Merry del Val. Pour la première fois, le destin mettait en présence Della Chiesa et Merry del Val. Leur vie devait être, à l'avenir, un continuel antagonisme. A la première rencontre, Della Chiesa fut battu.

Mgr Merry del Val avait été choisi par le groupe de l'opposition à la politique de Léon XIII. Ce groupe avait pour chef le doyen du Sacré-Collège, le cardinal camerlingue Oreglia, unique survivant des cardinaux créés par Pie IX. Ce groupe était nombreux. Le libéralisme politique du dernier règne, les avances faites à la France, le ralliement à la République, le libéralisme religieux avaient indisposé fortement les cardinaux italiens attachés aux traditions, et, naturellement, les cardinaux appartenant aux pays monarchiques, fidèles soutiens de l'autorité de l'Etat et peu sympathiques à la France. Ce fut le cardinal Oreglia lui-même qui proposa Mgr Merry del Val.

Rampolla, pourtant, ne s'était pas complètement trompé. La majorité du Sacré-Collège lui donna ses suffrages et il eût été élu pape sans le veto de l'Autriche. Malheureusement pour lui,

sa majorité manquait de cohésion. Les plus tièdes n'osèrent passer par-dessus l'opposition de François-Joseph et se détachèrent de Rampolla. Rampolla s'obstina, mais il perdait des voix à chaque tour. Le cardinal Sarto fut élu. Il ignorait tout de la politique. Son élection était un saut dans l'inconnu.

Rampolla est disgracié et le nouveau pape cherche un secrétaire d'Etat. Pie X est un ancien curé de campagne; il ne sait aucune langue étrangère, il n'est jamais sorti d'Italie. Il a horreur de la diplomatie de Léon XIII, de la souplesse et des concessions. Pourtant, il lui faut un diplomate; il jette les yeux sur le jeune Mgr Merry del Val.

Il l'a vu au conclave et il a été séduit par son élégance, par le charme de ses manières. Mgr Merry del Val a toutes les qualités qui manquent au nouveau pape. Fils d'un grand diplomate espagnol, il est né à Londres et il y a été élevé. A vingt-et-un ans, il est venu se « romaniser » à l'Académie des Nobles. Mais il sait les langues étrangères, il a l'habitude des cours, il connaît familièrement les pays anglo-saxons, fait inouï au Vatican. Et ce prélat cosmopolite, chose primordiale pour Pie X, est très attaché aux dogmes et à la tradition; il se dispose à les défendre avec une ardeur presque farouche. Cet Espagnol anglisé et mondain a des intransigeances d'inquisiteur. Pie X lui confie les affaires politiques; il le fait cardinal, le nomme secrétaire d'Etat.

Cependant, Rampolla quitte le Vatican. C'est lui qui, en qualité d'archiprêtre de St-Pierre, reçoit Pie X dans son église et lui adresse le compliment de bienvenue. Puis il se retire dans son palais de Ste-Marthe. Il s'occupe des affaires du Saint-Office, il écrit la Vie de sainte Mélanie. Della Chiesa est resté à son poste. Merry del Val n'a pas osé le renvoyer.

Trop d'affaires sont restées en suspens. Merry del Val est jeune, inexpérimenté, il ne peut les prendre en mains d'un seul coup. Il a besoin d'un homme qui ait assisté à la naissance de ces affaires, qui les connaisse dans leurs moindres détails. Il garde Della Chiesa. Mais, alors que sous Rampolla, Della Chiesa avait une grande part dans la direction des affaires il est réduit aujourd'hui à un simple rôle d'informateur.

De plus en plus, il se sent devenir, dans cette maison où jadis il était presque maître, l'étranger que l'on garde quelque temps encore, en attendant le jour où on pourra le congédier. Il doit se soumettre à un homme qui n'était rien la veille, qui a dix ans de moins que lui, qui a triomphé de lui au conclave, qui occupe aujourd'hui cette place de secrétaire d'Etat qui aurait dû lui revenir sans doute, si Rampolla avait été élu. Il connaît et il transmet, sans pouvoir résister, sans pouvoir même rien atténuer, les mesures intransigeantes du nouveau Gouvernement qui, pour cet homme tout de souplesse, sont des maladresses insignes, néfastes à l'Eglise. Il voit se préparer la rupture avec le gouvernement français. Puis cette rupture survient, annihilant d'un seul coup l'œuvre de rapprochement menée à bien sous Léon XIII par Rampolla et le nonce Ferrata.

Il s'acquittait loyalement de tous les devoirs de sa charge, mais souvent, il quittait le Vatican et se réfugiait au palais de Ste-Marthe, auprès de Rampolla. Là, il trouvait asile, il pouvait enfin ouvrir son cœur. Les deux hommes, parlant du passé, agitant des espoirs futurs, assistaient, tristes et impuissants, à la ruine de leur œuvre commune.

Quatre ans s'écoulèrent ainsi, pendant lesquels le cardinal Merry del Val prit lentement connaissance de toutes les affaires de l'Eglise. Maintenant, Della Chiesa était devenu inutile. Il ne pouvait plus être considéré au Vatican que comme un agent de l'adversaire. On résolut de l'écarter.

Il était impossible de le disgracier brutalement. Si rude qu'il fût, le gouvernement de Pie X était un gouvernement ecclésiastique et il évitait les éclats. D'autre part, il était impossible de ne pas reconnaître les services éminents que Della Chiesa rendait depuis si longtemps à l'Eglise. On lui assigna un exil doré. Le 10 décembre 1907, il fut nommé archevêque de Bologne. Ainsi, il était éloigné tout à la fois du Vatican et de Rampolla.

Cette nomination, on a essayé de le dissimuler plus tard, était une disgrâce. Car, quoi qu'on ait dit, Della Chiesa pouvait avoir encore des promotions dans la carrière diplomatique. Il est évident que si le cardinal Merry del Val avait été d'accord

avec lui, il aurait pu lui confier une nonciature importante. Le nommer archevêque, c'était l'écarter du gouvernement. Sur son siège de Bologne, l'hostilité du Vatican le poursuivit encore. Alors que l'archevêque de Bologne reçoit ordinairement la pourpre dans un délai assez court, plus de six années s'écoulèrent avant que Della Chiesa fût nommé cardinal.

De Bologne, le nouvel archevêque suivait attentivement la politique. Pie X était vieux et on pouvait penser que la succession ne tarderait pas à être ouverte. Souvent Della Chiesa, plus libre que jadis, venait rendre visite à Rampolla. L'ancien ministre de Léon XIII n'abdiquait pas. Plus jeune et mieux portant que Pie X, il pensait encore à la tiare. C'est à ce moment que, s'il faut en croire des bruits très persistants, Rampolla se serait rapproché des Puissances centrales et aurait conclu un accord avec les Jésuites. En 1913, Pie X fut très malade. Della Chiesa put croire le moment venu. Mais le 16 décembre 1913, Rampolla mourait lui-même mystérieusement. On parla de poison et il semble bien que ce fut avec quelque raison. Il est pourtant absolument certain qu'il ne s'agissait pas d'un crime politique. Della Chiesa pleura longuement son ami ; il accourut à Rome et célébra lui-même la messe dans la chapelle ardente. Dans les premiers mois de 1914, le cardinal Merry del Val recevait les charges de Rampolla. Le 25 mai de la même année, Della Chiesa était enfin nommé cardinal et recevait le titre des *Quatre-saints-couronnés*. Deux mois après, la guerre éclatait. Trois mois après, il était pape.

C'est une histoire confuse que celle du conclave de 1914. Pour la première fois et sur l'ordre exprès de Benoît XV, les tours de scrutin ne furent pas publiés. On en est réduit aux indiscrétions et aux conjectures.

Plusieurs questions divisaient les cardinaux. En premier lieu, la question des nationalités. L'Europe était en pleine guerre. Les cardinaux de l'Entente et les cardinaux des Empires centraux formaient deux partis irréconciliables. D'autre part, une question de doctrine et de politique générale divisait le Sacré-Collège. On pouvait distinguer, d'un côté, les

diplomates et les libéraux qui représentaient les maximes politiques de Léon XIII et de Rampolla ; de l'autre, les « intégristes » ou tenants de la politique de Pie X. Ceux-ci se groupaient autour des cardinaux Merry del Val et De Lai. Enfin, la question du pouvoir temporel et des rapports avec l'Italie venait encore compliquer les choses. Une partie des cardinaux italiens, annonçant la politique du parti « populaire » italien, était favorable à une amélioration des relations avec la monarchie de Savoie. Comment l'élection se fit-elle ? C'est encore un mystère, et on est obligé de s'en tenir aux bruits qui coururent alors. On ne peut donc donner sur le conclave, qu'une série d'indications, de probabilités si l'on veut, jamais de certitudes.

On assure que la lutte s'engagea d'abord entre le cardinal Maffi et le cardinal Serafini. Le cardinal Maffi était soutenu par les libéraux ; le cardinal Serafini par les « intégristes ». On ne put arriver à un accord. Il semble que, dès ces premiers tours de scrutin, Della Chiesa recueillit quelques voix.

Les cardinaux français étaient naturellement disposés à choisir un candidat parmi les anciens collaborateurs de Léon XIII et de Rampolla. Pie X leur avait laissé de mauvais souvenirs par sa rudesse, et ils avaient toujours cru à la francophilie ardente de Rampolla. Parmi les hommes de Léon XIII, un homme s'imposait à eux. C'était le cardinal Ferrata dont la largeur d'esprit et l'amitié pour la France, s'étaient souvent manifestées. De 1877 à 1882, sous le nonce Czaski, Ferrata avait été à Paris. Il était revenu comme nonce en 1891, au moment où Léon XIII avait inauguré le ralliement à la République. Ferrata avait été l'instrument de cette politique et il aurait parfaitement réussi s'il ne s'était heurté à la résistance d'une grande partie du clergé et des fidèles qui ne consentirent pas à séparer le catholicisme de la monarchie. En outre, Ferrata était l'homme qui, en 1885, avait rétabli les relations avec le gouvernement de Bruxelles, après la rupture causée par le ministère Frère-Orban. Les Français comptaient sur lui : à l'extérieur pour soutenir la France en guerre, à l'intérieur pour rétablir les relations.

Ferrata eut peu de voix, et il fallut l'abandonner. Qui prendre ? Parmi les hommes de Léon XIII, deux autres hommes étaient en vue : Della Chiesa et Gasparri. Della Chiesa, pour son amitié avec Rampolla, pour son élégance, pour sa mesure, pour sa discrétion, semblait devoir être préféré. Il avait, au sein du conclave, des soutiens puissants.

Ce fidèle ami de Rampolla était appuyé par l'Autriche et par l'Allemagne. Ceci est un fait et, de sa villa Malta, M. de Bulow faisait campagne pour lui. L'explication du fait est assez obscure. La version que nous reproduisons sous toutes réserves a circulé longtemps dans les milieux romains.

Si, du temps de Léon XIII, les Empires centraux avaient eu à se plaindre du gouvernement de Rampolla, ils furent encore plus mécontents lorsqu'éclata la brutalité de Pie X, du pape que le veto de l'Autriche avait mis sur le trône. Ils essayèrent alors de renouer avec l'opposition. De cette opposition, Rampolla était toujours le chef. Un été, les Romains le virent avec stupeur faire des préparatifs de voyage. Or, Rampolla ne quittait jamais Rome. Cette année, il déclara qu'il se sentait las et que les médecins lui ordonnaient d'aller en Suisse. Il partit, s'installa à Einsiedeln ; on prétend qu'il y reçut les délégués des Empires centraux et se réconcilia avec eux. On peut penser que le pacte conclu assurait à Rampolla les voix des cardinaux allemands, si un conclave venait à s'ouvrir. C'est ce qu'on appelle à Rome « le conclave d'Einsiedeln ». On assure que les Jésuites avaient organisé la rencontre.

La grandeur de Della Chiesa était liée à celle de son ami. Il fut donc au courant de l'affaire et accepta, lui aussi, le pacte. Sur le siège de Bologne, on le vit témoigner aux Jésuites les plus grandes sympathies. Il menaça un jour les professeurs du séminaire de les renvoyer tous et d'installer des jésuites à leur place. Plus tard, on se souvint de cette étrange attitude.

On assure que, dès son arrivée à Rome, pour le conclave, le cardinal Czernoch, primat de Hongrie, offrit à Della Chiesa les voix des Empires centraux et que, dès le premier jour du

conclave, le P. Tacchi-Venturi, secrétaire général de la Compagnie de Jésus, annonçait que le cardinal élu serait Della Chiesa. On peut s'étonner de voir un ordre international comme la Compagnie lier sa cause à celle des Empires centraux; mais ceux qui rapportent ces bruits font observer que si les Jésuites ont montré un patriotisme parfait dans les pays belligérants, ils ont fait en revanche, dans les pays neutres, une ardente propagande pour l'Allemagne; qu'en Espagne, par exemple, ils servaient d'intermédiaires entre la cour d'Autriche et la reine-mère; que le général des Jésuites était, en 1914, un Allemand, le P. Wernz, que son principal collaborateur était un Polonais rallié à l'Autriche, le P. Ledochowsky, qui ne devait pas tarder à devenir général à son tour; que l'Autriche impériale était le dernier grand pays d'Europe où les Jésuites fussent encore tout-puissants, que la Compagnie espérait, à force de services rendus à l'Allemagne, faire abroger la loi d'exclusion dirigée contre elle par Bismarck.

En choisissant Della Chiesa, les Puissances centrales avaient fait preuve d'une grande sagacité. La majorité du Sacré-Collège était lasse de la rudesse de Pie X, et Della Chiesa était un diplomate. L'heure était particulièrement difficile, et Della Chiesa avait une grande réputation d'habileté. Enfin, il était l'ami de Rampolla, de ce Rampolla qui, à ce que croyaient les cardinaux français, avait tant aimé la France. L'entrevue d'Einsiedeln était sans doute restée mystérieuse. Della Chiesa devait être accepté.

Il fut élu aux jours les plus sombres de la guerre. Ce pontife, travailleur acharné, mais bien frêle d'épaules, fut jeté en pleine tourmente.

*
* *

Benoît XV passait pour avoir une connaissance profonde des hommes. Mais il faut se rappeler que son champ d'expériences avait toujours été assez limité. Il n'était pas sorti des séminaires et des chancelleries. Nul n'était plus habile à deviner la pensée secrète d'un prélat ou d'un diplomate. Toute sa

carrière l'avait exercé à comprendre ces hommes particuliers qui vivent par l'intelligence. Mais Benoît XV, qui pénétrait si bien les individus, ne pouvait prendre contact avec les foules. Or, le 2 août 1914, les foules avaient saisi le gouvernement du monde; les individualités ne comptaient plus. Benoît XV croyait que les hommes étaient des êtres réfléchis et circonspects, qui mesurent leurs propos, qui décident d'avance la forme de leurs actes. Or, en septembre 1914, les hommes agissaient par grandes impulsions collectives. Benoît XV, enfin, jugeait les hommes comme des égoïstes mus uniquement par leurs intérêts. L'expérience lui avait montré partout l'égoïsme seul roi. Or, s'il est vrai que, d'ordinaire, les hommes ne pensent qu'à l'intérêt personnel, il n'en est pas ainsi dans les grandes crises. En août et en septembre 1914, les hommes sacrifiaient leurs biens, leur bonheur, leur vie même pour un idéal. Idéal qui, pour les uns, était le devoir, pour les autres le bonheur de l'humanité, la justice, l'honneur, toutes clartés imprécises et d'autant plus belles. Ce monde où Benoît XV n'avait jamais vu, de sa chancellerie, qu'un conflit d'intérêts, était tout ardent et vibrant d'idées généreuses : il avait le mysticisme du sacrifice. Dans les champs de la Marne, offrant sa vie pour des principes, qui devenaient sensibles dans des patries, tombait une génération innombrable de martyrs et de saints.

Le nouveau pape le comprit-il? Saisit-il cette flamme? L'intelligence de tels mouvements relève surtout du cœur; sa puissance de réflexion qui était si vive, ne manquait-elle pas de la chaleur nécessaire?

Benoît XV avait passé trop d'heures à sa table de travail, il n'avait peut-être pas assez senti battre le cœur des hommes. Il crut simplement, parce que Pie X était mort, le temps de Léon XIII revenu, et que son devoir était de faire regagner à l'Eglise le terrain politique que son prédécesseur lui avait laissé perdre. Il pensa qu'il pourrait régler le conflit européen par une solution élégante, semblable à cette fameuse sentence d'arbitrage des Carolines rendue jadis par Léon XIII et que lui-même avait préparée. Le temps était passé des subtiles finesses de

la diplomatie. Devant le grand choc des idées et des peuples, elle s'effaçait impuissante.

Ce n'était pas que Benoît XV ne sentît la souffrance des hommes. Il était bon et, de toute sa force, il soulagea les misères. Mais, peut-être, le pli professionnel du diplomate de carrière déformait-il ici la vision naturelle au Pontife souverain. Pour comprendre les événements, il eût fallu entrer directement en contact avec les réalités. Ce que les évêques pouvaient faire, le prisonnier du Vatican ne le pouvait.

Par un contraste fatal, les hommes qui, au temps de la paix, se tournaient assez rarement vers Rome, maintenant qu'ils se sentaient purifiés par le sacrifice, regardaient vers le Vatican. Beaucoup de jeunes Français, — nous ne pouvons parler que de notre peuple, — même ceux qui, depuis longtemps, avaient abandonné la religion de leur enfance, même ceux qui avaient renoncé définitivement à toute croyance, pensaient avec douceur au Pape, à ce maître spirituel choisi pour faire régner la parole du Christ sur la terre. Car, croyants ou incroyants, tous, en France du moins, moururent pour réaliser le règne de l'amour, c'est-à-dire la parole du Christ. Et comme ils devenaient très saints, comme le sacrifice consenti leur apportait des joies presque célestes, ils imaginaient un Pape les dépassant encore, toute pureté, toute simplicité, tout instinct, tout amour. Dans leur impuissance contre les forces du mal qui semblaient triomphantes, ils attendaient un acte sublime de ce chef, une révélation de Dieu. Certains espérèrent que le Pape viendrait s'offrir en holocauste. D'autres, saisis de doute devant les victoires de l'envahisseur, implorèrent de Rome une sentence, une condamnation. Ces idées nous paraissent folles aujourd'hui. Mais, lorsque nous vivions dans l'héroïsme, elles étaient pour nous naturelles.

Benoît XV, reclus dans son palais silencieux, ne pouvait même les imaginer. Et, au lieu de ramener Dieu sur la terre par quelque inspiration divine, il pensa surtout à préserver l'Eglise. Il ne voyait pas grand, il n'avait pas cette foi qui remue les montagnes. On n'a pas le droit de dire qu'il pensait plus à l'Eglise qu'à Dieu, car pour lui l'affermissement de

l'Eglise dans le monde, par des traités et par des concordats, était le seul moyen de maintenir la domination de l'Evangile sur les hommes. Mais trop souvent le moyen, qui était l'Eglise, lui cacha la fin, qui était Dieu.

Dès les premiers jours de son pontificat, son incompréhension de la situation présente apparaît. Il ne se considère pas comme un pape nouveau dans un monde nouveau, il est le continuateur de Léon XIII. L'œuvre de Léon XIII et de Rampolla a été interrompue, quelquefois détruite par Pie X. Il va reprendre cette œuvre au point où elle est restée.

La grande erreur du règne de Pie X lui paraît avoir été la rupture avec la France. Grande erreur en effet, événement de premier ordre en temps de paix, mais qui, en temps de guerre, alors que le droit et la justice sont violés, perd un peu de son importance. Benoît XV ne sent pas qu'il a d'autres mesures à prendre qu'une mesure diplomatique. Il choisit comme secrétaire d'Etat le cardinal Ferrata qui a été le candidat des Français, il se met en rapports avec les chefs du catholicisme français. Il veut que le premier acte de son règne soit la reprise des relations diplomatiques. La mort de Ferrata, survenue brusquement en octobre 1914, arrête ses projets. Benoît XV est obligé de renoncer aux arrangements diplomatiques secondaires ; il doit entrer directement dans la guerre.

Quelle attitude pouvait avoir Benoît XV parmi les nations en guerre? Deux seules attitudes étaient possibles : celle d'un saint, celle d'un diplomate. A-t-on le droit d'être un saint, c'est-à-dire d'agir selon des impulsions spontanées que l'on attribue à Dieu plus ou moins arbitrairement, lorsqu'on est responsable non seulement de soi-même, mais de l'Eglise entière? Benoît XV ne le crut pas, il voulut agir avec toutes les ressources de son intelligence, affinée par quarante ans d'études. Il mit au service de sa charge les qualités qu'il était sûr de posséder. Il agit en diplomate.

Il se garda de prendre parti. L'Allemagne et l'Autriche étaient trop évidemment les coupables. On ne peut croire qu'il ne l'ait pas compris. Mais se déclarer contre les puissances centrales, n'était-ce pas risquer de provoquer un schisme? Au

cas où ces puissances seraient victorieuses, ce qui lui apparaissait presque certain, n'était-ce pas risquer d'attirer leurs vengeances sur l'Église romaine, de voir le luthéranisme et les sectes du Nord prendre une force nouvelle? La monarchie austro-hongroise n'était-elle pas pour Rome un ferme appui? Ne pouvait-on pas attendre d'une victoire des Centraux une solution favorable de la question romaine?

Dès octobre 1914, aidé par son nouveau secrétaire d'Etat, le cardinal Gasparri, et par de jeunes prélats qu'il aime particulièrement, Mgr Pacelli, secrétaire des Affaires Extraordinaires, Mgr Tedeschini, son « fils chéri », qui occupe ce poste de substitut des Affaires Ordinaires qui fut le sien sous Rampolla, Benoît XV commence son action. Action prudente qui soulèvera pourtant bien des colères et essuiera bien des échecs.

Son premier grand acte officiel est l'encyclique du 1er novembre 1914. Et, par cette encyclique, il montre qu'au lieu de garder sa magnifique position d'arbitre désintéressé, il est disposé à entrer dans le débat et à faire profiter l'Église des circonstances créées par la guerre. En premier lieu, il déplore les horreurs qui ensanglantent l'Europe et exhorte les hommes à la paix. Puis, réglant d'un trait de plume le conflit doctrinal qui a occupé le règne de Pie X, il engage les catholiques à l'union et répudie également le modernisme et l'intransigeance « intégriste ». Il en vient ensuite à la paix future et aux revendications politiques de la papauté.

Ces revendications se groupent autour d'un seul point : le pouvoir temporel. Le pape proteste plus violemment que ses prédécesseurs immédiats contre l'état de fait créé en 1870. Il espère que la paix future rendra au Saint-Siège la liberté qui lui a été ravie, liberté qui ne peut être réelle en l'absence de cette garantie (*presidio*) que les siècles lui avaient constituée. Entendons : le pouvoir temporel.

Deux tendances se dessinaient nettement dans cette encyclique : le pape entendait participer à l'élaboration de la paix future ; il voulait arriver à une solution de la question romaine ; et ceci le préoccupera jusqu'à la fin de son règne.

La manœuvre pouvait paraître très habile à un diplomate ;

aux yeux des nations, elle diminuait Benoît XV qui, en demandant des avantages matériels pour l'Eglise, perdait son prestige de juge, qui introduisait une question italienne dans le débat alors que l'Italie était encore neutre, qui semblait attendre une victoire des Empires centraux, l'Autriche seule pouvant consentir à rétablir par la force le pouvoir temporel.

A Noël, le pape essaye d'obtenir une trêve d'un jour. Sa demande est repoussée. Mais, dans l'allocution qu'il adresse aux cardinaux qui sont venus lui présenter leurs hommages, il annonce qu'il a entamé des démarches pour l'échange des prisonniers. Ainsi commence sa longue action pour le soulagement des misères de la guerre. Cette action donnera les plus heureux résultats.

C'est Benoît XV qui a obtenu que les prisonniers définitivement inaptes à porter les armes fussent rendus à leurs patries. C'est lui qui aplanit les difficultés surgies entre l'Angleterre et l'Allemagne au sujet du traitement des équipages de sous-marins faits prisonniers. Il pourvoyait aussi aux besoins spirituels des mourants et donnait aux aumôniers militaires de très grands pouvoirs. Enfin, la Secrétairerie d'Etat organisa un service de renseignements qui fut très utile aux familles.

Le 22 janvier 1915; il prononce une allocution qui produit un vif étonnement parmi les peuples de l'Entente. Au moment même où l'Allemagne semble avoir le dessus, le pape ordonne à tous les catholiques de faire, le 11 février et le 21 mars, des prières générales pour la paix. L'Eglise de France est particulièrement embarrassée par cet ordre. Le cardinal Amette explique aux fidèles réunis au Sacré-Cœur de Montmartre que le Saint-Père a voulu entendre « la paix qui suppose le triomphe et le règne du droit. Prier pour la paix, ajoute-t-il, c'est prier pour la victoire du droit ». Ce qui semble bien avoir été une respectueuse déformation. On prétend qu'un évêque, des plus âgés, des plus éminents, des plus chargés d'honneurs, refusa d'ordonner cette prière dans son diocèse.

Dans la même allocution, le pape donnait quelques conseils de prudence à « son bien-aimé peuple belge » et aux Français habitant les régions envahies. Après avoir demandé que les

régions envahies ne fussent pas « dévastées plus qu'il n'est strictement requis par les exigences de l'occupation militaire », il exhortait les habitants au calme. « Nous comprenons fort bien combien il doit leur être dur de se trouver soumis au joug étranger, mais Nous ne voudrions pas que le désir de récupérer leur indépendance les amenât à entraver le maintien de l'ordre public, et, par suite, à empirer de beaucoup leur position ».

Le 24 mai 1915, l'Italie entre en guerre. Et aussitôt, dans une lettre adressée au cardinal Vannutelli, le Pape écrit une phrase malheureuse que lui ainspirée sans doute son amour de la paix, mais qui ne pouvait que diminuer la force morale des catholiques italiens. « Un terrible incendie, écrit Benoît XV, s'est étendu aussi sur notre Italie bien-aimée, faisant malheureusement craindre aussi, pour elle, une période de larmes et de désastres qui accompagnent habituellement toute guerre, même heureuse ». Dans la même lettre, le Pape signale « les moyens de guerre contraires aux lois de l'humanité et du droit international ».

Au Consistoire du 6 décembre 1915, Benoît XV déplore la situation du Saint-Siège, situation qui empêche, en partie, son œuvre de pacification. Les représentants de l'Autriche et de l'Allemagne, dit le Pape, ont été « contraints » de quitter Rome. En réalité, l'Italie avait autorisé la présence des représentants diplomatiques près le Saint-Siège. Elle avait simplement demandé que les correspondances chiffrées de ces représentants fussent soumises au contrôle du Vatican. Les représentants des Empires centraux avaient donc quitté Rome de leur plein gré. Le Pape, dans son allocution, reconnaissait d'ailleurs la bonne volonté de l'Italie.

Cette « œuvre de pacification », dont le Pape parlait, était son idée essentielle. Il pensait pouvoir devenir l'arbitre de l'Europe. Aussi, distribuant également aux deux partis les marques de sa bienveillance, il préparait l'heure d'une intervention efficace. Le 8 septembre 1914, il assurait le cardinal de Hartmann qu'il était favorable à une paix fondée sur le droit et la justice, paix qui, à cette date, n'aurait pu profiter qu'à l'Allemagne, mais, en novembre suivant, à la suite de

l'incursion des avions autrichiens sur Padoue, il protestait contre le bombardement par avions des villes ouvertes; le 4 décembre 1916, il protestait contre « les déportations, les méfaits commis sur terre et sur mer, le traitement indigne infligé à certains ministres du culte, même insignes par leur dignité ». C'était une allusion au cardinal Mercier que les Allemands avaient empêché de se rendre au consistoire. Ainsi Benoît XV s'efforçait de tenir la balance égale.

Au cours de l'année 1917, le pape crut que le moment d'une intervention directe était venu. Le président Wilson, dans son message du 22 janvier 1917, avait exprimé les premiers principes de la paix : désarmement, arbitrage obligatoire, liberté des mers. Mais, presque aussitôt, son œuvre avait été interrompue. Le 3 février, il cessait toute relation diplomatique avec l'Allemagne. C'est alors que Benoît XV commence son action. L'Allemagne est lasse de la guerre. Au Reichstag, le centre catholique, dont Erzberger est le chef, se montre favorable à la paix. Il est évident qu'un secret accord a été conclu entre le Gouvernement allemand et les catholiques et que le Pape connaît cette entente, puisque Mgr Pacelli, qui est alors nonce à Munich, déclare, dans un discours adressé au roi de Bavière, que le Pape lui a donné l'ordre de travailler à la paix. Le 7 mai, Benoît XV, au cours d'une lettre écrite au cardinal Gasparri, souhaite que, « dans les âmes des gouvernants, les desseins de paix prennent le dessus et que ces mêmes gouvernants ne résistent pas plus longtemps à la voix des peuples qui demandent la paix. » D'autre part, le 19 juillet, le Reichstag vote une motion pacifiste demandant la création d'un organe international de droit et la liberté des mers.

De son côté, le nonce Pacelli agissait directement en Allemagne, les révélations de Bethmann-Hollweg l'ont montré par la suite. A la fin de juin, Mgr Pacelli arrivait au quartier général allemand et présentait une lettre de Benoît XV. Par cette lettre, le Pape anonçait qu'il espérait obtenir la fin de la guerre. Mgr Pacelli demanda au chancelier sur quelles bases l'Allemagne accepterait de discuter. Bethmann-Hollweg, qui craignait une manœuvre de l'ennemi, fit une réponse assez va-

gue : l'Allemagne accepterait un désarmement partiel, si tous les autres désarmaient ; elle acceptait en principe l'idée d'une cour arbitrale chargée de prévenir les conflits futurs ; elle promettait l'indépendance de la Belgique ; quant à l'Alsace-Lorraine, Bethmann-Hollweg laissait espérer « de réciproques corrections de frontière ». Le nonce Pacelli vit ensuite Guillaume II qui affirma qu'il croyait venu le moment d'agir.

C'était aussi l'avis de Benoît XV. Le 1er août, il adressa aux chefs des nations belligérantes son fameux message pour la paix. Il descendait, disait-il, « à des propositions plus concrètes et pratiques ». C'étaient le désarmement, l'arbitrage, la liberté et la communauté des mers, « la *condonation* entière et réciproque » des « dommages à réparer » et des « frais de la guerre », la restitution des territoires alors occupés, l'indépendance de la Belgique. Quant aux questions territoriales, « qui sont débattues entre l'Italie et l'Autriche, entre l'Allemagne et la France », Benoît XV demande qu'on tienne compte, pour les régler, « des aspirations des peuples dans la mesure du juste et du possible ». Le même esprit devait être appliqué à l'Arménie, aux Balkans, à la Pologne. Ainsi, les chefs des nations mettraient fin à une « lutte terrible qui apparaissait de plus en plus comme un massacre inutile ».

Il est inutile de rappeler l'impression que cette note produisit dans les pays de l'Entente. Elle fut en général bien accueillie par les journaux de l'Europe centrale. Il est difficile de comprendre comment le Pape n'avait pas senti l'insuffisance de ses propositions. Le président Wilson répondit au Pape et l'Angleterre se joignit à lui. La France et l'Italie se turent. Quant aux empires centraux, ils répondirent en septembre, mais ne firent aucune proposition précise. Le Pape diplomate avait commis une grave erreur. Comprenant enfin le fossé qui le séparait des peuples combattants, il s'abstint désormais de toute intervention directe.

* * *

Lorsque la guerre fut achevée, Benoît XV put enfin montrer ses qualités. Les enthousiasmes s'étaient éteints, l'esprit de

sacrifice était mort, les peuples déposaient les armes. Les intérêts particuliers reprenaient leur empire. Le Pape retrouva les hommes tels qu'il les avait autrefois connus. Le champ était ouvert à la diplomatie. C'est à partir de ce moment que Benoît XV fut vraiment un grand pontife. Il fit du Saint-Siège un des principaux centres de la civilisation.

Benoît XV a su nouer des relations avec toutes les puissances du monde, même avec les puissances anti-catholiques. La grande œuvre de son règne, celle qui lui tenait le plus à cœur, fut la reprise des rapports diplomatiques avec la France. Il montra dans cette affaire, que le public français a pu suivre étape par étape, les plus grandes qualités de souplesse. Le parti « intégriste » groupé autour du cardinal Merry del Val l'a accusé même de faire un « Canossa à rebours ». Il semble bien qu'en mai 1919 Benoît XV avait accepté les associations cultuelles réprouvées par Pie X et que les objurgations des cardinaux français venus à Rome lors de la canonisation de Jeanne d'Arc l'obligèrent à revenir sur sa décision et à s'arrêter aux associations diocésaines. La mort du Souverain-Pontife a interrompu le débat. Mais Benoît XV a eu la joie de voir la nonciature de Paris rétablie.

La ruine de la monarchie austro-hongroise avait semblé d'abord devoir porter au catholicisme des coups très graves. A peine les Etats successeurs s'étaient-ils formés que des troubles éclataient au sein des clergés nationaux. Un antagonisme profond séparait le haut et le petit clergé de l'ancien Empire d'Autriche-Hongrie. Les évêques, nommés par Vienne et Budapest, étaient tout acquis à l'ancien régime. Les curés, sortis du peuple, étaient profondément patriotes. La discipline fut brusquement relâchée et la hiérarchie s'écroula. A la faveur de l'anarchie nouvelle, les vieilles tendances séparatistes des églises danubiennes reparurent. Le Saint-Siège vit renaître des hérésies qu'il pouvait croire enterrées pour toujours. Un mouvement hussite très puissant s'affirma en Tchéco-Slovaquie. Les curés hongrois demandèrent l'abolition du célibat. En Yougoslavie, quelques troubles se produisirent à propos de l'emploi du vieux slave dans les églises catholiques.

Sans aucune violence, Benoît XV sut enrayer ces mouvements qui, s'ils ne sont pas encore complètement calmés, ont perdu leur force première. Plusieurs concordats ont été conclus, d'autres sont en voie d'exécution. En Allemagne aussi, le Pape a su donner à l'Eglise catholique une situation parfaitement solide.

Une des grandes idées du règne, et peut-être la plus large, fut la réconciliation des deux rites, la rentrée des Eglises d'Orient au sein de la communion catholique. Dans un article très complet paru dans la *Revue des Deux-Mondes*, du 15 novembre dernier, M. Charles Loiseau a exposé l'admirable effort fait dans ce sens par le Saint-Siège. Jamais la situation ne s'est montrée si favorable. Deux grandes puissances, en effet, s'opposaient à la réconciliation : l'Empire russe, jaloux de toute autorité religieuse étrangère, l'Autriche-Hongrie qui craignait que les Etats des Balkans, s'ils devenaient catholiques, pussent exercer, sur leurs frères de race asservis aux Habsbourgs, une attraction redoublée. Ces deux puissances se sont écroulées et les Etats successeurs auraient intérêt à réaliser l'union religieuse. Pour l'Eglise de Constantinople, si puissante jusqu'ici, elle semble laisser perdre de plus en plus son ancienne influence sur le royaume de Grèce. La Russie se désintéresse des questions religieuses et Benoît XV a montré la plus grande bienveillance pour ses populations affamées. La reconstitution de la catholique Pologne donne au Saint-Siège un formidable point d'appui. Les missions de prélats en Ukraine et dans les marches de Russie se multiplient sans cesse. Le Pape a un nonce à Bucarest et un nonce à Belgrade. La Bulgarie ne tardera pas à suivre l'exemple de ses voisins. Enfin l'érection récente, à Constantinople, d'une statue de Benoît XV montre combien est grande l'influence nouvelle du catholicisme dans l'Orient méditerranéen.

A l'égard de l'Italie, la politique de Benoît XV peut apparaître contradictoire à des observateurs superficiels. Il est clair qu'au commencement de la guerre Benoît XV réclamait âprement la reconstitution du pouvoir temporel. Cependant, on aurait sans doute tort de croire que le Pape pensa jamais à

recouvrer intégralement les Etats pontificaux. Benoît XV voulait régler un différend gênant pour les deux parties et il espérait sans doute trouver un jour une solution élégante. Jamais il ne précisa d'une façon définitive son sentiment sur ce point. Plusieurs fois, en des entrevues secrètes, son secrétaire d'Etat se mit en rapports avec M. Nitti, lorsque ce dernier était Président du Conseil. Plusieurs fois, les journaux italiens des deux partis rouvrirent la discussion sur la question romaine. Benoît XV chercha vainement la formule d'un compromis. Au mois de décembre dernier, l'*Osservatore Romano*, donnait la dernière forme de la pensée du Pape. Benoît XV, admettait que le Saint-Siège pût entretenir des relations avec une puissance ayant prononcé la séparation de l'Eglise et de l'Etat (et ceci concernait particulièrement la France), mais il faisait remarquer tout ce que la situation de l'Italie a de particulier. La protestation du Saint-Siège contre l'Etat italien est la seule preuve de son indépendance qu'il puisse donner à la chrétienté. Et cela est malheureusement évident.

Cependant, Benoît XV montrait à l'Italie toute la bienveillance possible. Par l'encyclique *Pacem Dei munus*, publiée le 23 mai 1920, il autorisait les souverains catholiques étrangers à rendre visite au roi d'Italie, Il suivait avec la plus grande attention le développement du parti populaire italien et la formation d'un centre catholique à la Chambre. Aussi, lorsque Benoît XV fut sur son lit de mort, deux ministres populaires appartenant au gouvernement actuel, MM. Rodinò et Mauri purent-ils entrer au Vatican sans provoquer aucun scandale.

Benoît XV, au contraire de son prédécesseur, s'occupa peu des affaires purement religieuses. Il promulgua le code de droit canon qui avait été préparé par Pie X. Quant à la querelle du modernisme, il la laissa s'assoupir, et toujours ordonna l'indulgence.

* * *

Telle fut l'œuvre de ce Pape qui régna sept ans et dont l'action ne put véritablement s'exercer que pendant trois an-

nées. Elle apparaît gigantesque. Son goût pour la politique étonner la chrétienté en de très graves circonstances. Les catholiques les plus fervents purent croire à certaines heures, que sous son règne, la Papauté perdait son prestige. Il n'en était rien, et il est bien difficile de blâmer Benoît XV quand on considère la puissance qu'il a fait acquérir au Saint-Siège. Toutes les nations du monde lui ont rendu hommage; la France est ralliée, le Reichstag allemand lui donne le titre de « grand homme », les Etats-Unis sont sympathiques, l'Orient européen incline vers lui. Depuis bien longtemps, aucun pontificat n'avait eu une fin plus glorieuse.

Un hommage manquait à Benoît XV. C'était l'amour du peuple. Il a su le conquérir pendant ses derniers jours. Ce Pape diplomate, quand il sentit la mort venir, laissa voir que l'acharnement au travail n'était pas sa seule grandeur et qu'il avait une âme tendre. On put comprendre alors que ses exhortations à la paix, dont le ton semblait jadis si concerté, partaient d'un cœur sincère. Sa bienveillance pour ses familiers, sa dévotion à la madone de Pompéi, sa résignation devant la mort ont touché tous les simples. Et l'on n'oubliera jamais le dernier geste de sa vie.

Le matin du 23 janvier, tandis que dans les antichambres voisines les prélats à genoux récitaient les prières des agonisants, le cardinal pénitencier s'inclina vers Benoît XV.

« Saint-Père, lui dit-il, bénissez vos parents ! »

Le Pape, couché sur un côté, et sans ouvrir les yeux, esquissa un geste de bénédiction de ses doigts déjà raides et glacés.

« Saint-Père, reprend le pénitencier, bénissez maintenant vos familiers ! »

Nouveau geste lent, presque imperceptible.

« Saint-Père, murmure pour la troisième fois le pénitencier, bénissez le peuple, qui attend la paix. »

A ces mots, Benoît XV rouvre les yeux; il regarde autour de lui; d'un effort puissant, presque surhumain, il redresse son corps et trois fois, le bras tendu, les doigts ouverts, il trace largement et solennellement le signe de la croix.

Il retombe épuisé. Quelques minutes après, il était mort.

* * *

La tâche du conclave qui s'ouvrira le 2 février sera particulièrement difficile. L'œuvre de Benoît XV est restée interrompue et il semble impossible que le Sacré-Collège renonce à une politique qui a donné de si brillants résultats. Cependant, certains cardinaux estimeront sans doute que le pontificat de Benoît XV a été trop exclusivement politique et voudront élire un pape ferme gardien des traditions. Le groupe des « intégristes » est toujours très fort. Ses grands chefs sont les cardinaux Merry del Val, De Lai, Van Rossum et Billot. Les cardinaux Van Rossum et Billot appartiennent à des ordres religieux. L'un est rédemptoriste, l'autre jésuite. Benoît XV, à son avènement, ne disgracia pas ces hommes qui avaient été ses adversaires personnels. Il les écarta de la politique, mais leur laissa leurs places dans les Congrégations. Ainsi, le cardinal De Lai resta à la Consistoriale et continua à nommer les évêques de France et d'Italie. Le parti intégriste est encore très puissant.

On peut se demander si la lutte qui va s'ouvrir sera une lutte nationale ou une lutte de politique générale. Il y a en ce moment soixante cardinaux, trente italiens, trente étrangers. Il serait donc mathématiquement possible qu'un candidat étranger fût élu. Mais comment imaginer que les cardinaux allemands et les cardinaux français se mettent d'accord pour faire opposition à l'Italie?

Si une lutte nationale s'engage, la France combattra dans de mauvaises conditions. Sur sept cardinaux qu'elle pouvait compter en 1920, trois sont morts sans être remplacés. Les cardinaux Amette, Dubourg et de Cabrières n'ont pas encore de successeurs. La France sera représentée par les cardinaux Luçon, Dubois, Andrieu et Maurin. On ne peut compter comme représentant de la France le cardinal Billot qui, étant jésuite, paraît à peu près dénationalisé. Il est d'ailleurs probable que la politique générale sera le pivot de l'élection, beaucoup plus que la nationalité.

Quels sont donc les cardinaux *papabili* ? Parmi les « intégristes », on a cité le cardinal Merry del Val. Mais il n'est pas italien d'origine et cette considération suffira sans doute à le faire écarter. Le cardinal De Lai est un homme très absolu et la plupart de ses collègues se souviennent amèrement du temps où, sous le règne de Pie X, il exerçait librement son influence. Le cardinal Scapinelli paraît également dangereux. Les « intégristes » semblent avoir compris que des hommes de caractère si tranché pouvaient nuire à leur cause et ils ont commencé à faire campagne pour le cardinal Lafontaine, patriarche de Venise. Le cardinal Lafontaine est d'origine suisse, mais italien de naissance. Il a une culture assez étendue, mais ceux qui l'ont approché disent que, pour le caractère, c'est un autre Pie X. S'il était élu, on assisterait à un recommencement de l'avant-dernier pontificat. Or, on peut penser que le Sacré-Collège hésitera avant de s'engager dans une aventure dangereuse.

Les libéraux mettent de nouveau en avant le nom du cardinal Maffi, archevêque de Pise, qui fut candidat en 1914. C'est un savant, mathématicien et astronome. Longtemps, il a dirigé l'observatoire du Vatican. Ses allures libres, son patriotisme décidé lui ont valu la sympathie du peuple italien. Mais il paraît difficile, justement à cause de son libéralisme, que le cardinal Maffi puisse réunir la majorité des suffrages.

Si le Sacré-Collège voulait assurer la continuité de l'œuvre commencée par Benoît XV, il semble qu'il devrait élire le cardinal Gasparri qui, depuis octobre 1914, a été le collaborateur immédiat du pape défunt. Le cardinal Gasparri connaît très bien la France. Pendant dix-huit ans, il a été professeur de droit canon à la Faculté catholique de Paris. Il est rare, cependant, qu'un secrétaire d'Etat remplace le Pape qui l'a choisi. Un homme qui gouverne fait toujours des mécontents et, presque à tous les conclaves, une réaction se produit [1].

1. Aux dernières nouvelles le cardinal Gasparri semble avoir compromis sa cause. En qualité de camerlingue, il aurait notifié la mort du pape au gouvernement italien. Or, il n'avait pas le droit de le faire sans l'avis du Sacré-Collège. De plus, c'est là une marque de libéralisme qui paraîtra excessive à de nombreux cardinaux. Le groupe du cardinal Merry del Val s'est plaint bruyamment de cet abus de pouvoir.

Le plus souvent, d'ailleurs, les cardinaux de curie sont écartés et c'est dans l'épiscopat italien que le nouveau pape est choisi.

Les cardinaux Lafontaine et Maffi, dont nous avons déjà parlé, occupent les sièges de Venise et de Pise. Les cardinaux Richelmy, de Turin, Prisco, de Naples, et Francica-Navadi Bontifé de Catane, sont des vieillards de santé ébranlée. Le cardinal Boggiani, de Gênes, a si peu de souplesse qu'il est en conflit ouvert avec ses ouailles. L'archevêque de Bologne n'est pas encore cardinal. On parle peu du cardinal Mistrangelo, de Florence. Le cardinal Pompili, vicaire de Rome, semble avoir à Rome beaucoup d'adversaires. Restent le cardinal Lualdi archevêque de Palerme et le cardinal Ratti, archevêque de Milan.

Le cardinal Lualdi est d'origine milanaise, mais il vit depuis bien longtemps en Sicile et il a peut-être eu le tort de se laisser oublier. Il a pourtant des chances assez grandes.

Quant au cardinal Ratti, il pourrait être un candidat sérieux. Ancien bibliothécaire de la Vaticane, il a donné toute sa vie à l'étude. C'est une créature de Benoît XV et il s'en fait gloire. Mais n'ayant jamais exercé au Vatican une grande influence, il ne peut s'être créé d'ennemis. Il représente la tendance de Benoît XV sans s'être attiré aucune rancune personnelle. Arraché par Benoît XV à ses archives et envoyé en Pologne, à plusieurs reprises, il y a fort bien réussi. Il a été le principal agent de Benoît XV dans les tentatives de réconciliation des rites. Sans être suspect de modernisme, il s'est toujours montré très libéral. Il a vécu au Vatican par suite des devoirs de sa charge, mais s'est tenu à l'écart des coteries. Diplomate et savant, attaché à Benoît XV et pourtant homme nouveau, éloigné de tout extrême, il semble, bien que sa candidature n'ait pas encore été lancée, pouvoir réunir un grand nombre de voix[1].

***

1. Le parti intégriste sentant qu'il ne pourra jamais, par ses seules forces, réunir les deux tiers des voix, semble avoir renoncé à présenter un candidat. Sa tactique serait donc de faire échec aux cardinaux d'un libéralisme trop net et de faire élire un candidat de juste milieu qui, sans être intégriste, offrirait aux intégristes des garanties.

L'ALLEMAGNE ACTUELLE

Lorsque nous jetons les yeux sur l'Allemagne nouvelle et que nous cherchons à comprendre les sentiments qui l'animent à notre égard, nous pouvons, je crois, y distinguer trois grands groupements dont les idées sur le problème des réparations et sur les rapports franco-allemands divergent de façon très nette. Ce sont d'une part les nationaux, d'autre part les populistes, enfin le bloc des partis gouvernementaux. Voyons leur mentalité et leur attitude à notre égard.

* * *

Les *nationaux allemands*, qui ont pris la suite de l'ancien parti conservateur et ont remporté aux dernières élections des succès marqués, s'agitent aujourd'hui avec une passion redoublée. Ils comprennent comme naguère la caste aristocratique des grands propriétaires fonciers et des hauts fonctionnaires d'ancien régime; les officiers qui ont perdu leur situation et vivent dans une condition tout à fait précaire leur fournissent une « troupe d'assaut » prête à l'action, remuante, avide de batailles et toujours disposée à des coups de main; les universitaires, professeurs et étudiants, nourris dans les traditions de la « politique de puissance » et chez qui l'orgueil de la force allemande s'était développé avec le plus de superbe, ont ressenti avec une amertume spéciale l'humiliation de la défaite et se sont rangés à peu près unanimement derrière ceux qui inscrivaient en tête de leur programme la restauration de la puissance militaire allemande et faisaient revivre bruyamment les

souvenirs de 1813; les paysans, conservateurs par tradition, résolument anti-collectivistes, enrichis par la guerre, hostiles au régime de contrainte et au socialisme de guerre qui avait diminué leurs profits, en antagonisme permanent avec l'ouvrier des villes qu'ils sont obligés de ravitailler à prix réduits, forment les gros bataillons du parti.

Les nationaux exploitent au profit de l'idée nationale, monarchique et germanique les rancunes des anciennes classes privilégiées, les ressentiments de l'armée dissoute, la peur du bolchevisme, les passions antisémitiques, le malaise profond causé par la liquidation du passé, les haines soulevées par l'attitude de l'Entente et les procédés coercitifs de la France. Ils ont su rejeter sur les autres partis les responsabilités peu enviables du pouvoir au lendemain du désastre. Ils rallient aujourd'hui autour d'eux non seulement les fanatiques de la revanche mais la masse des mécontents qui se sentent lésés dans leurs intérêts ou leurs ambitions, des pessimistes qui ont puisé dans la catastrophe mondiale une foi nouvelle dans l'efficacité de la force seule, des révoltés qui rêvent de soustraire l'Allemagne aux conséquences d'une paix « inacceptable » et trouvent les partis de gauche trop pusillanimes devant les menaces de l'Entente.

Pour eux, les socialistes, démocrates, idéologues de toute sorte qui veulent purger le pays de l'esprit de revanche, qui rêvent d'abolir la guerre, qui veulent la consolidation du régime républicain seul garant de la paix, qui préconisent une politique de conciliation, sont victimes d'un mirage qui les conduira à de lamentables désillusions. Systématiquement les nationaux peignent la situation actuelle de l'Allemagne sous les couleurs les plus sombres. A les en croire, il n'y a pour les Allemands qu'un seul parti possible : il faut qu'ils déclarent fermement l'impossibilité où ils sont d'acquitter leurs obligations, qu'ils réclament en conséquence la révision immédiate du traité de Versailles et qu'ils attendent de pied ferme les mesures qu'il plaira à l'Entente de prendre contre eux.

Pour convaincre leurs compatriotes de s'arrêter à ce parti évidemment hasardeux et qui comporte pour eux des risques

graves, ils font étalage dans leurs jugements du pessimisme le plus absolu. A les entendre, la situation de l'Allemagne est désespérée. Ils s'élèvent avec véhémence contre ceux qui osent parler de la prospérité de l'industrie allemande; ils montrent sans se lasser que cette prospérité n'est qu'une apparence illusoire, que l'Allemagne est incapable aujourd'hui de subvenir à ses besoins par son travail, mais vit sur sa propre substance et court ainsi à une ruine certaine. Ils ne perdent pas une occasion de souligner l'impossibilité qu'il y a pour elle de s'acquitter des engagements qui lui ont été imposés, l'inanité de tous les efforts qui pourraient être tentés pour satisfaire des créanciers dont l'intention réelle est de maintenir le pays dans un état de servage économique permanent. Ils assurent que les concessions les plus ignominieuses, fût-ce même la confiscation intégrale de la richesse économique allemande et sa remise aux Alliés, retarderaient à peine l'inévitable banqueroute et feraient passer entre les mains des étrangers la substance même de la richesse allemande sans qu'il en résultât pour le pays aucun avantage appréciable. Et ils concluent de là que plus tôt la faillite allemande viendra et mieux cela vaudra : seule la résistance tenace et résolue à un traité inexécutable pourrait après une crise violente mais courte, conduire à un résultat positif. Hors de là, il n'est point de salut pour l'Allemagne.

* * *

On voit sans peine où tend la politique des nationaux allemands. S'appuyant sur le grand parti des mécontents, ils s'appliquent à exaspérer encore leur pessimisme, à les pousser au désespoir, à leur communiquer la conviction qu'ils n'ont plus rien à perdre, que par conséquent la résistance est plus digne et ne peut pas être plus dangereuse que la résignation. Ils se déchaînent âprement contre la France qu'ils accusent de ruiner l'Europe par son impérialisme incoercible et par son opiniâtreté à exiger de l'Allemagne d'impossibles réparations. Ils combattent avec férocité le « parti français » en Allemagne, c'est-à-dire tous ceux qui cherchent à désarmer la France en

tâchant de lui donner quelques satisfactions et s'efforcent d'organiser un rapprochement avec elle sur le terrain politique ou sur le terrain économique. Ils se montrent hostiles à tout ce qui ressemble de près ou de loin à une concession : à la politique d'exécution du chancelier Wirth, comme à l'organisation des réparations en nature par Rathenau, ou même à l'offre d'un crédit par les grands industriels. Ils *veulent* hâter la crise, et poussent fanatiquement les Allemands à s'engager dans une aventure dont nul ne peut dire à l'avance où elle les mènera.

Les nationaux, sans doute, se défendent de prêcher la revanche ; et on peut les croire quand ils disent qu'ils ne songent pas, pour l'instant, à pousser l'Allemagne à une action militaire qui, dans l'état de désarmement où elle se trouve présentement, ne pourrait aboutir qu'à un désastre. Leurs écrivains politiques les plus sérieux comme Hoetzsch attendent le salut pour l'Allemagne d'une intervention financière américaine appuyée par l'Angleterre, et prédisent que la France, isolée et seule contre tous, se verra finalement obligée de renoncer à sa désastreuse politique de réparations. Leurs intentions dernières, d'ailleurs, ne sauraient faire doute pour personne ni hors d'Allemagne ni même en Allemagne. Lorsqu'on observe l'opposition désespérée qu'ils ont faite au désarmement et l'opiniâtreté avec laquelle ils préparent en sous-main la restauration de la force militaire allemande, lorsqu'on note la persévérance avec laquelle ils entretiennent en Allemagne la volonté de reconquérir les provinces perdues, en particulier la Haute-Silésie mais aussi l'Alsace-Lorraine, lorsqu'on voit le soin avec lequel ils s'efforcent d'entretenir l'esprit guerrier parmi leurs compatriotes, lorsqu'on suit la redoutable campagne de haine qu'ils poursuivent inlassablement contre la France en particulier, il apparaît alors avec une évidence complète que, tout au fond d'eux-mêmes, c'est la revanche qu'ils veulent, la revanche par les armes aussi et par la force, et qu'ils la préparent *contre nous*. La conviction intime des nationaux allemands, c'est qu'un jour viendra où l'Allemagne réconciliée avec les nations anglo-saxonnes et en liaison étroite avec la Russie pourra se retourner contre la France et ses satellites polonais ou

roumain et briser l'hégémonie contre nature que la France s'arroge en ce moment sur l'Europe continentale. Ne nous faisons donc pas d'illusions : le vieil impérialisme allemand n'est pas mort ; il est vivant et virulent chez une minorité agissante, passionnée, fanatique, qui aspire de toute son énergie à rétablir son influence sur les masses. Le jour où elle aurait repris le pouvoir, la paix de l'Europe deviendrait singulièrement précaire.

* * *

Le groupement formé par la grande industrie allemande et qui est représenté au Parlement par le parti populaire allemand constitue une force au moins égale et peut-être supérieure encore à celle des nationaux. Son prestige repose sur l'œuvre considérable accomplie par les dirigeants de l'économie allemande pendant la guerre et depuis la fin des hostilités. Grâce à leur savoir-faire et à leur énergie, l'industrie allemande a, dans ces dernières années, franchi une nouvelle étape sur la voie de l'organisation rationnelle. Des concentrations formidables ont été effectuées ; des combinaisons verticales ou horizontales gigantesques ont été réalisées de manière à épargner les frais inutiles, à coordonner la production, à abaisser les prix de revient, à fournir à l'entreprise allemande les points d'appui à l'étranger dont elle a besoin pour développer son commerce d'exportation. L'oligarchie des grands capitaines d'industrie forme aujourd'hui un groupement qui a sa puissance propre, ses ressources particulières, indépendantes de celles de l'État, qui a mis à l'abri hors d'Allemagne, chez les neutres, des sommes considérables. Ces hommes d'affaires audacieux et résolus disposent d'un instrument de production intact et poussé à un haut point de perfection technique. Ils en tirent des bénéfices considérables dont ils cherchent par tous les moyens à dissimuler l'énormité. Ils ont d'ores et déjà rétabli dans une large mesure et parfois même accru peut-être la capacité productive de l'Allemagne.

Et la baisse même du change allemand, loin de nuire à l'industrie, l'a au contraire servie, au moins en apparence. L'usine

allemande fonctionne aujourd'hui presqu'à plein rendement. L'ouvrier travaille à force ; il n'y a pour ainsi dire plus de chômage : le nombre des chômeurs est tombé en octobre aux environs de 150.000 alors qu'il se chiffre par millions en Amérique et en Angleterre. Les fabricants ont des commandes et de l'argent en abondance. Leurs ventes sur le marché sont considérables ; et comme la dépréciation du change allemand constitue un moyen de *dumping* irrésistible, ils ont réussi à développer largement leur commerce d'exportation et recommencent à inonder l'univers de leurs produits. Ils donnent à leurs entreprises une extension croissante : des sommes considérables — près de 19 milliards — ont été demandées de janvier à octobre au marché des capitaux allemands. Les cours des valeurs industrielles ont connu une hausse fantastique, qui est allée jusqu'à 1000 % pour certaines actions industrielles, jusqu'à 500 % pour des actions de banques. Sans doute on sait fort bien que cette prospérité est factice et momentanée. On est prévenu que les phénomènes auxquels on assiste aujourd'hui ne sont que la répétition sur une plus grande échelle de ce qui s'est produit à la fin de 1919 et au début de 1920, au moment où une chûte du mark avait une première fois déjà provoqué un mouvement de hausse passager suivi aussitôt après d'une crise fort pénible. On n'ignore pas que, en dépit des apparences, la destruction de la richesse allemande poursuit en réalité son cours, que la progression des salaires et traitements ne va pas de pair avec le renchérissement de la vie, que le niveau d'existence s'abaisse incessamment soit dans les masses soit plus encore dans la classe moyenne, qu'une réaction économique est certaine d'ici peu de temps. Rathenau compare l'activité économique du monde industriel allemand à l'agitation d'un organisme miné par la fièvre, qui lutte encore contre la dissolution menaçante, mais qui épuise ses dernières réserves, qui est devenu incapable de renouveler sa substance et qui est voué à la ruine prochaine si on ne lui accorde pas le répit nécessaire pour qu'il puisse réparer ses pertes. L'opinion publique ne se fait donc pas d'illusions sur l'instabilité de la période de hausse que traverse le pays, mais elle ne rend pas les

dirigeants économiques responsables de cette situation et leur crédit ne subit de ce fait aucune diminution.

Que veulent-ils? Ce sont eux aussi des « hommes forts », des surhommes, qui poursuivent le relèvement économique de l'Allemagne avec la même résolution que déploient les nationaux à vouloir rétablir sa force militaire et politique. Leurs chefs, et parmi eux au premier rang le fameux Stinnes qui est devenu pour l'opinion française le représentant typique de l'homme d'affaires allemand dernier style, sont des individualités puissantes qui inspirent le respect ou en tout cas la crainte. Ils ont la robustesse de tempérament, la volonté massive, l'ambition illimitée, l'indéniable compétence technique, l'audace dans l'action qui en imposent à la foule. Ce sont de grands hasardeurs à la façon de Ludendorff, et il semble que beaucoup de gens soient aujourd'hui disposés à suivre leur étoile comme ils ont suivi naguère celle des militaires. Mais ces nouveaux maîtres de l'heure se différencient très nettement des anciens. Leurs ambitions se meuvent dans des plans différents, chez les uns dans le plan politique et militaire, chez les autres dans le plan économique. Les uns veulent la revanche, les autres se contenteraient de la richesse; parmi les uns, beaucoup sont restés fidèles à la vieille religion de la guerre, parmi les autres beaucoup ont compris l'immense erreur commise par les dirigeants allemands lorsqu'ils ont déclanché la guerre mondiale et ne souhaitent en aucune façon le retour d'un pareil cataclysme. Au point de vue de la tactique, les dirigeants économiques se distinguent des nationaux par une moindre intransigeance : ce sont des opportunistes, prompts à saisir une conjoncture favorable; ils ont à un plus haut degré le sens des possibilités de l'heure et des compromissions indispensables si l'on veut obtenir des résultats pratiques.

Dans ces conditions, leur action se déroule souvent parallèlement à celle des nationaux, sans jamais cependant se confondre avec celle-ci. Ils sont, par exemple, aussi persuadés que les nationaux de l'impossibilité qu'il y a pour l'Allemagne de s'acquitter des obligations contractées à Londres, et ils sont convaincus aussi que la politique d'exécution du cabinet Wirth

mène droit à la faillite. Mais, en leur qualité de chefs d'industrie, ils sont moins disposés peut-être à risquer le tout pour le tout et à exposer, par une intransigeance absolue et par la pratique systématique de la politique du pire, leurs entreprises à des risques dont ils mesurent la gravité. Par ailleurs, ils jugent avec la même sévérité que les nationaux la «gabegie socialiste», l'incapacité administrative des gouvernements issus de la révolution; et ils sont autant qu'eux préoccupés des dangers que font courir à l'économie allemande les projets fiscaux et les expériences de socialisation préconisées par les partis de gauche. Pourtant et en dépit des objurgations des nationaux, ils ont marqué à diverses reprises qu'ils étaient disposés, moyennant certaines conditions, à coopérer avec la coalition gouvernementale et à prendre place dans un bloc des partis moyens, même à côté des socialistes. De même ils ont envisagé au début d'octobre l'idée de mettre à la disposition du gouvernement, en échange de certaines concessions, le crédit de l'industrie allemande à l'étranger pour aider le Reich à s'acquitter de ses obligations financières, et de s'associer ainsi, dans une certaine mesure, à la politique d'exécution du chancelier. Dans l'ensemble et en dépit de certains dissentiments peu importants, l'action des populistes se dessine très clairement. Les grands capitaines d'industrie essaient d'organiser et de concentrer l'Allemagne sous leur direction, de mettre la main sur le pouvoir politique et sur certains moyens de puissance comme les chemins de fer dont Stinnes rêve, paraît-il, de faire le trust pour l'Europe centrale et la Russie. Ils s'efforcent de créer dans le pays et au dehors l'impression que eux seuls sont en état de payer les dettes de l'Allemagne, de préparer son relèvement, de négocier avec l'étranger la réorganisation de l'économie mondiale. Et il est visible qu'ils ont obtenu des succès importants. On ne peut guère douter qu'ils aient avec eux une partie de l'opinion anglaise. Chacun sait que les Anglais estiment que, dans l'intérêt de leur commerce d'exportation et pour que l'Europe puisse revenir à une situation normale, il est indispensable que l'Allemagne arrive à se ressaisir, à remettre de l'ordre dans ses finances, à reprendre sa place dans l'économie mon-

diale. Or il est clair que, pour venir à bout de cette vaste tâche de réorganisation, ils ont plus de confiance dans l'expérience des grands capitaines d'industrie que dans la bonne volonté des parlementaires de gauche ou des socialistes. Il paraît certain que des influences anglaises se sont exercées en faveur de l'accession du parti populaire à la coalition gouvernementale et de la nomination de Stresemann au poste de ministre des affaires étrangères. On voit, d'autre part, que les populistes, tout en craignant parfois que les Anglais ne cherchent à s'arroger un contrôle sur l'industrie allemande et à faire de l'Allemagne une colonie britannique, laissent proclamer par leurs journaux que « le monde anglo-saxon sera le sauveur de l'Allemagne », combattent la « francophilie » de Wirth et de Rathenau et s'efforcent de lier partie avec le monde des affaires anglais pour faire échec à la politique française. Comme, par ailleurs, le parti populaire a attiré à sa suite les démocrates qui se sont détachés de la coalition gouvernementale, comme les populistes sont entrés récemment dans le ministère prussien à côté des socialistes et que la coalition des partis moyens se trouve ainsi réalisée dans le plus grand des pays du Reich, on mesure sans peine l'emprise croissante que le groupement des industriels exerce aujourd'hui sur la politique allemande et l'on se demande si le moment n'est pas proche où leur influence prévaudra aussi dans le gouvernement de l'Empire.

* * *

Les partis de gauche — Centre, Démocrates, et Social-démocrates, Indépendants — qui soutiennent ou appuient le gouvernement et qui disposent aujourd'hui encore d'une majorité considérable, soit au parlement soit dans le pays, sont d'accord, en dépit des divergences considérables qui les séparent, pour pratiquer à l'intérieur une politique de réformes démocratiques et sociales, à l'extérieur la politique d'exécution définie par le chancelier Wirth. D'une part ils défendent la république allemande qu'ils ont fondée contre les attaques des extrémistes de droite et de gau-

che, contre la réaction monarchique et contre le bolchevisme communiste. D'autre part, ils s'efforcent de prouver au dehors la bonne volonté de l'Allemagne à exécuter jusqu'à la limite du possible les engagements pris à Versailles et à Londres. Par leur hostilité décidée à l'impérialisme et au nationalisme, par leurs tendances démocratiques et pacifistes, par leur volonté de conciliation qui s'oppose nettement à l'intransigeance des nationaux, ils représentent évidemment en Allemagne l'élément le plus favorable — ou en tout cas le moins défavorable — à l'idée d'un rapprochement avec la France. Examinons d'un peu plus près les tendances des divers éléments qui composent le bloc gouvernemental.

Le parti démocratique est aujourd'hui tellement divisé qu'il a perdu une grande partie de son influence. Il comprend en effet des éléments tout à fait disparates et qu'il est singulièrement difficile de grouper dans une action commune : des grands seigneurs libéraux comme le comte de Brockdorff-Rantzau ou le comte Bernstorff, des capitaines d'industrie comme K. F. V. Siemens ou W. Rathenau, des financiers comme Melchior ou Dernburg, des juristes comme Preuss, Haussman ou Schiffer, des idéalistes pacifistes comme Quidde ou Schucking, la masse des moyens et petits bourgeois qui forment la clientèle traditionnelle du parti, des démocrates avancés comme Nuschke qui sont plus hardis que bien des socialdémocrates. Ces éléments si divers tendent constamment à se dissocier, les uns, franchement républicains, cherchant le contact avec les socialistes modérés, les autres, ralliés de solidité douteuse, gardant des sympathies pour l'ancien régime ou des tendresses pour le nationalisme, et cherchant le contact avec les populistes. C'est cette dernière tendance qui l'emporte aujourd'hui manifestement. Sous l'impression de la défaite éclatante qu'ils ont subie aux dernières élections, hantés par la peur de perdre leur clientèle bourgeoise par un excès de complaisance envers les socialistes, les démocrates semblent s'orienter de plus en plus vers la droite : certains vont jusqu'à souhaiter la fusion avec les populistes; la plupart se bornent à souhaiter la formation

d'un bloc des partis modérés où entreraient les populistes et où ils jouiraient d'une influence en rapport avec leur puissance. Dans ces conditions ils ont, lors de la crise provoquée par la décision sur la Haute Silésie, abandonné le chancelier Wirth, coupable de n'avoir pas fait l'accord avec le parti populaire, et interdit à leur représentant Rathenau de garder son portefeuille de ministre. — Au point de vue de la politique extérieure, les démocrates qui, pendant la guerre, avaient souhaité avec persistance le rapprochement de l'Allemagne avec les démocraties occidentales et dont les grands journaux comme la *Frankfurter* et le *Berliner Tageblatt* s'étaient montré en diverses occasions équitables et même sympathiques envers la France, ont pris depuis la paix une attitude beaucoup plus hostile. La *Gazette de Francfort* et le *Berliner Tageblatt* sont précisément aujourd'hui parmi les journaux qui dénoncent avec le plus d'âpreté l'impérialisme français, qui présentent, de notre attitude politique, une interprétation constamment péjorative, qui ne perdent pas une occasion de mettre en contraste le bon sens et la modération des Anglais et des Américains avec l'intransigeance des Français. On constate sans doute qu'un autre grand journal démocrate, la *Gazette de Voss*, est le plus francophile des journaux allemands et préconise avec persévérance une politique de rapprochement avec la France et d'entente continentale contre l'Angleterre. Mais son influence sur l'opinion ne semble pas être considérable. D'une façon générale, les démocrates regardent aujourd'hui vers les populistes et sont, comme eux, orientés plutôt vers l'Angleterre que vers la France.

* * *

Le Centre est, comme on sait, le plus solide et le plus discipliné des partis allemands. Grâce à son traditionnel opportunisme qui lui a permis, au moment de la révolution, d'accepter le fait accompli, et qui l'autorise depuis lors à collaborer aussi bien avec les conservateurs qu'avec la social-démocratie, il est plus que jamais l'arbitre de la situation

et le pivot de toutes les combinaisons gouvernementales ; il est d'ailleurs, lui aussi, extrêmement divisé et a la plus grande peine à maintenir la cohésion des groupes si divers qui le composent. L'influence prépondérante appartient en ce moment à l'aile gauche qui, sous la conduite du chancelier Wirth et du syndicaliste Giesberts, pratique en ce moment, de concert avec les social-démocrates, la politique d'exécution, et s'efforce de s'entendre à l'amiable avec la France. Mais le chancelier Wirth est combattu dans son propre parti par une aile droite très puissante qui, sous la direction du prince Loewenstein, du Dr Porsch, chef des catholiques au Landtag prussien et du syndicaliste catholique Stegerwald déplore les concessions excessives de Wirth à l'égard des socialistes et travaille à orienter le parti dans un sens plus conservateur et plus « national ». Si l'on observe, d'autre part, que les catholiques bavarois sous la conduite du Dr Heim et les catholiques rhénans ont fait scission parce qu'ils reprochaient aux chefs du parti de les entraîner trop à gauche, on peut se demander combien de temps encore le Centre maintiendra son orientation actuelle ; ceci d'autant plus que, lors de la dernière crise, on a vu se manifester certains symptômes indiquant que le crédit du chancelier Wirth commençait à être sérieusement ébranlé parmi ses coreligionnaires politiques eux-mêmes.

* * *

Dans le plus puissant des partis gouvernementaux, dans la social-démocratie aussi, on discerne aisément ce double courant allant d'une part vers la droite, d'autre part vers la gauche que nous avons observé chez les démocrates et dans le Centre.

Au lendemain de la révolution, les social-démocrates se sont affirmés comme un parti de conservation sociale en faisant résolument front contre le bolchevisme. Et ils ont conscience qu'en consentant à ajourner la réalisation du socialisme intégral, en renonçant à profiter de l'effondrement de l'ancien régime pour provoquer un bouleversement radical,

ils ont rendu au pays un service signalé. S'ils avaient agi en 1918 conformément à la pure doctrine de la lutte des classes, s'ils avaient proclamé l'unité de front du prolétariat contre toute la bourgeoisie et provoqué ainsi contre eux la formation d'un bloc compact antisocialiste, l'Allemagne se serait divisée en deux factions ennemies et les discordes civiles auraient achevé de ruiner ce que la guerre avait laissé subsister de l'organisme économique allemand. Leur modération a épargné au pays cette calamité suprême. Ils ont compris qu'au lieu d'adopter une attitude d'intransigeance dogmatique qui pouvait entraîner des catastrophes, il fallait s'unir avec la bourgeoisie de gauche pour fonder d'abord une république démocratique acceptable pour l'immense majorité de la nation. Ils ont ainsi pratiqué une politique de temporisation et d'opportunisme qui les a mis, d'une part, en opposition directe et violente avec les communistes et les indépendants, et qui leur a permis, d'autre part, de collaborer avec les démocrates et le centre et d'envisager même, ces derniers temps, une coopération possible avec le parti populaire.

Les social-démocrates, d'un autre côté, ne peuvent pas cesser d'être un parti révolutionnaire et renoncer au principe de la lutte des classes sous peine de perdre la clientèle ouvrière qui est la source de leur force. Les résultats qu'ils ont obtenus par leur tactique opportuniste ont en effet été très maigres; ils se sont plaints à mainte reprise et très aigrement de la mauvaise volonté des partis bourgeois soit à réaliser une réforme financière qui frappât sérieusement la richesse acquise, soit à organiser une participation efficace des conseils d'ouvriers à la gestion des affaires, soit à aborder franchement le problème de la socialisation. L'échec très sensible qu'ont subi les social-démocrates aux élections de 1920 a été pour eux un avertissement. Ils ont dû accentuer leur attitude d'opposition. Et une partie d'entre eux, notamment des chefs influents comme Scheidemann ou Stampfer, ont cherché à se rapprocher des indépendants de manière à orienter plus nettement vers la gauche la tactique du parti.

Républicains convaincus, adversaires irréductibles de l'Empire militariste et de la droite nationaliste ou capitaliste, partisans sincères de la politique d'exécution et de rapprochement avec la France, les indépendants — ceux, bien entendu, qui ne se sont pas joints aux communistes après la scission du parti au congrès de Halle — peuvent être appelés à jouer un rôle important au point de vue de la politique allemande. Il n'est pas sûr qu'ils arrivent à se maintenir à l'état de parti autonome entre les communistes et les social-démocrates. Mais si, comme semblent le souhaiter quelques-uns de leurs chefs les plus en vue tels que Hilferding ou Breitscheid, ils cessent d'être uniquement un parti d'opposition, pour s'orienter vers les réalisations pratiques, qu'ils acceptent le rapprochement avec les majoritaires et la collaboration à un gouvernement de gauche fermement républicain, ils peuvent rétablir l'unité socialiste en l'orientant vers une politique plus hardie de réformes sociales et de résistance déterminée à la réaction nationaliste ou impérialiste.

III

On voit, dans ces conditions, combien il est difficile à l'heure présente de prédire quelle direction va prendre la courbe de l'évolution politique allemande. L'instabilité de la situation est extrême, et il est aisé de voir pourquoi. Il n'y a pas en Allemagne de majorité ferme. Dans tous les partis, et spécialement dans les partis gouvernementaux, on constate, comme nous l'avons montré, des tiraillements internes : dans chacun d'eux se constitue une droite et une gauche qui tendent à modifier en sens contraire l'orientation du parti tout entier. C'est cette fermentation à l'intérieur même des groupements qui fait l'instabilité de la situation, parce qu'elle rend possibles, pour ainsi dire du jour au lendemain, les combinaisons les plus diverses selon que, à l'intérieur de chaque parti ou dans le pays tout entier, ce sont les éléments de droite ou de gauche qui tendent à l'emporter.

L'assassinat d'Erzberger met en évidence le péril de droite

et indispose l'opinion contre les nationaux allemands et leur dangereux fanatisme? Aussitôt les partisans de la conciliation gagnent du terrain. On voit se dessiner un courant assez fort en faveur de la formation d'une coalition aussi large que possible des partis moyens contre les extrémistes de droite et de gauche. Chaque parti y met du sien. Parmi les démocrates et dans le centre s'affirme la tendance favorable à une alliance avec les socialistes d'une part, avec les populistes de l'autre: on veut faire le bloc de Scheidemann à Stresemann. Et la combinaison semble en bonne voie de réussite. A gauche, les majoritaires qui naguère jetaient l'exclusive sur les populistes et déclaraient que jamais le parti ne consentirait à se mettre d'une coalition où figurerait le parti populaire, adoptent une attitude moins intransigeante. Au congrès de Goerlitz, le parti socialiste, revenant sur une décision antérieure, votait une résolution qui autorisait la participation des socialistes à un gouvernement de coalition avec les partis bourgeois et n'excluait pas la coopération même avec les populistes. A la grande indignation des indépendants qui voyaient dans l'« alliance avec Stinnes » une faute de tactique aussi néfaste que l'alliance avec le gouvernement impérial en 1914, les social-démocrates affirmaient leur bonne volonté à coopérer aussi avec les populistes pour organiser contre les extrémistes de droite la défense de la république menacée. Les populistes de leur côté, en dépit des objurgations des nationaux, proclamaient hautement qu'ils étaient prêts à adhérer à une coalition des partis moyens et à coopérer avec les socialistes à un gouvernement de défense républicaine, pour peu que ceux-ci consentissent à ajourner les expériences de socialisation hasardeuses et les mesures fiscales de nature à mettre en péril la prospérité de l'industrie allemande. On se demandait même parfois s'il ne serait pas possible d'aller plus loin dans la conciliation, de comprendre dans la grande coalition les indépendants eux-mêmes et de faire le bloc non plus seulement de Scheidemann à Stresemann, mais de Breitscheid à Stresemann, ce qui n'eût laissé dans l'opposition que les communistes et les nationaux. Et, si invraisemblable que parût une association entre des éléments aussi fon-

cièrement disparates, la réconciliation des indépendants et des majoritaires rencontrait des partisans dans les deux fractions du socialisme : les indépendants n'opposaient pas à ces suggestions une fin de non-recevoir absolue, mais formulaient publiquement un programme minimum assez modéré sur la base duquel ils se déclaraient prêts à collaborer avec les partis bourgeois. Jusque vers le début d'octobre, les probabilités étaient donc pour l'extension de la coalition gouvernementale à la fois vers la droite et vers la gauche. Et il semblait, au total, que l'assassinat d'Erzberger dût avoir pour conséquence la consolidation au pouvoir de son coreligionnaire et ami politique Wirth et la formation d'un large bloc soutenant une politique de défense républicaine à l'intérieur, de modération et de conciliation à l'extérieur.

Le verdict de Genève sur la question de la Haute-Silésie produit dans l'opinion une perturbation qui renverse brusquement toutes ces combinaisons. Tandis que la réprobation soulevée par le meurtre d'Erzberger renforçait dans chaque parti l'influence des éléments de gauche tendant à la conciliation, la colère et la douleur causées par la perte de la Haute-Silésie rendaient une force nouvelle aux éléments de droite de chaque parti. Du coup le centre et les démocrates laissaient tomber le chancelier Wirth : on estimait que, en présence de la faillite de sa politique d'exécution, il était de son devoir d'offrir sa démission. En même temps les populistes se rapprochaient de nouveau des nationaux et se montraient plus rebelles à l'alliance avec les socialistes. Et de leur côté les socialistes manifestaient un scepticisme croissant au sujet de la possibilité d'une collaboration avec les partis bourgeois. Bref, les partisans de la conciliation à l'intérieur comme à l'extérieur marquaient sur toute la ligne un recul sensible.

Dans ces conditions, le pouvoir du ministère Wirth reconstitué apparaît comme singulièrement problématique, que l'on considère la situation soit intérieure soit extérieure de l'Allemagne.

A l'intérieur, le chancelier se trouve en présence d'un problème formidable : il faut qu'il arrive à remettre de l'ordre

dans les finances allemandes, et cela en amenant les possédants, les représentants de la grande entreprise, les « détenteurs de valeurs-or » à assumer soit spontanément soit par voie de contrainte législative une part des charges publiques proportionnée à leurs ressources. On sait que, pour réaliser ce programme le chancelier a, d'une part, soumis au Reichstag un ensemble de projets fiscaux dont l'application porterait les recettes de l'Empire à environ 100 milliards de marks papier, et qu'il a, d'autre part, engagé avec les représentants de la grande industrie des négociations en vue d'obtenir d'eux à l'amiable un crédit important en devises étrangères. D'une part, sous la poussée des groupes socialistes, il étudie des mesures législatives qui atteindraient effectivement les détenteurs de valeurs-or : socialisation des mines de charbon, hypothèque forcée sur la propriété foncière, participation obligatoire de l'État aux bénéfices industriels ; d'autre part, il cherche à s'entendre avec les représentants de l'industrie, du commerce, de l'agriculture pour se faire prêter par eux ou pour obtenir sur leur garantie les devises étrangères nécessaires en vue des paiements à l'Entente. L'intérêt manifeste du gouvernement allemand est d'arriver à une transaction entre les représentants de la classe ouvrière et ceux de la classe patronale, entre les socialistes et les populistes. Il semble en effet bien difficile d'arriver à une réorganisation financière du pays sans le concours des dirigeants économiques ; et il paraît non moins malaisé d'y parvenir sans l'adhésion des masses populaires. Un conflit violent entre les deux partis peut aggraver le gâchis présent ou même amener la guerre civile. Or on a pu se demander ces derniers temps si une collision ne se préparait pas entre l'Union des industriels et les syndicats ouvriers. En réclamant pour prix de leur concours financier la « désétatisation » des chemins de fer et leur remise à l'industrie privée, les représentants de la grande entreprise ont révélé des appétits redoutables et dressé contre eux les représentants de la classe ouvrière. Les syndicats ont protesté, posé leurs conditions, annoncé la grève générale : ils demandent la saisie des valeurs-or, la socialisation des mines, la confiscation des devises. On

voit ainsi se dresser, puissance contre puissance, la grande entreprise contre le prolétariat : chacune d'elles émet la prétention de diriger l'État au mieux de ses intérêts propres. Entre les deux partis prêts à en venir aux mains, l'Union centrale du travail où siègent les uns à côté des autres les représentants du capital e ceux du travail essaie de trouver la formule d'un accord. Mais arrivera-t-elle à jeter les bases d'un compromis et à faire accepter de part et d'autre les solutions qu'elle aura élaborées? Les perspectives ne sont guère favorables, le gouvernement qui s'efforce de négocier l'accord est faible et sans autorité. « L'État se meurt! » proclamait récemment la *Taegliche Rundschau*, l'organe des populistes, dans un article à sensation ; il a perdu sa force ; il n'a plus la vigueur nécessaire pour grouper en un faisceau les forces vives de l'Allemagne, pour contenir les éléments en lutte ; la discipline et la confiance qui faisaient jadis sa force ont di paru et il n'a plus l'énergie indispensable pour accomplir les fonctions de direction et d'arbitrage qui lui incombent. D'autre part le parti socialiste qui est le principal soutien du cabinet Wirth vient de nouveau de se diviser : l'affaire des prisonniers de Lichtenburg déclanchée par les communistes a remis aux prises les majoritaires et les indépendants et rompu l'unité de front socialiste pour la plus grande satisfaction des extrémistes de droite. Des troubles sans gravité encore, mais qui peuvent d'un instant à l'autre prendre de la gravité, se sont déclarés à Berlin. Comme d'ailleurs la cherté de la vie augmente dans des proportions inouïes, comme la chûte du mark développe un sentiment croissant d'insécurité, comme chacun pressent la crise qui va inévitablement succéder d'ici peu à la période d'activité économique factice que traverse le pays en ce moment, une impression de malaise et de profonde instabilité se répand de plus en plus en Allemagne.

Et, au point de vue extérieur, la position du cabinet Wirth n'est guère moins précaire. Le ministère de la « politique d'exécution » se voit obligé, comme entrée de jeu, de proclamer l'insolvabilité de l'Allemagne. Comment l'Entente va-t-elle accueillir le geste de son débiteur défaillant ? le gouvernement alle-

mand est-il vraiment en état de démontrer qu'en déposant son bilan il cède à une nécessité inéluctable ? qu'il a fait ce qu'il pouvait pour se créer des ressources par l'impôt? qu'il a frappé la richesse acquise et la grande entreprise dans une proportion qui répond à leur développement actuel ? qu'il a pris les mesures voulues pour empêcher l'émigration des capitaux ? On est bien obligé de constater que le chancelier n'a pas fait voter encore les impôts nouveaux par le parlement, que ses négociations avec les industriels au sujet d'un crédit étranger n'aboutissent pas, que le budget du Reich contient une foule de dépenses qu'on pourrait éviter ou ajourner, que le gaspillage des deniers publics se poursuit, que la nation dans son ensemble continue à dépenser plus qu'elle ne devrait. On nous assure, et nous le croyons volontiers, que sur tous ces points il n'y a pas mauvaise volonté de la part du gouvernement. Mais alors ne montre-t-il pas une impuissance déplorable? Et ne sommes nous pas fondés à douter dès lors, sinon de sa bonne foi, du moins de son pouvoir à assurer l'exécution de ses volontés?

Et, dans ces conditions, une question singulièrement embarrassante se pose pour nous ; à qui le pouvoir réel appartient-il en Allemagne? au gouvernement ? au parlement ? aux grands syndicats patronaux et ouvriers ? aux puissantes organisations que sont les partis allemands ? Qui pourrait mesurer au juste la part d'influence qui revient à chacun de ces facteurs? Une seule chose paraît évidente : le gouvernement allemand, jadis si fort, a perdu dans une large mesure son pouvoir autonome. On est en droit de se demander si la « démocratie » allemande telle qu'elle a été organisée par la constitution de Weimar est plus qu'une simple apparence et si son existence n'est pas plus théorique que réelle. On soupçonne, sans pouvoir bien entendu le prouver, que la puissance effective en Allemagne appartient toujours à un petit nombre d'« hommes forts », peut-être à cette élite de dirigeants économiques dont nous savons mal les desseins, dont nous devinons simplement les vastes ambitions, dont nous connaissons les instincts combatifs et dominateurs. Le peuple allemand a jadis suivi docilement, avec enthousiasme même, ses dirigeants dans la paix et jusque dans la guerre ;

il s'est montré totalement impuissant à les arrêter ou à les modérer ; il s'est laissé entraîner par eux jusqu'à l'abîme. Saura-t-il mieux contrôler ses nouveaux maîtres? En aura-t-il le désir, la volonté, le pouvoir? Sera-t-il capable de faire prévaloir cette volonté de paix qui l'anime aujourd'hui sans aucun doute? Nous constatons que les organisations ouvrières ont réussi à briser en peu de jours le gouvernement-fantôme issu du coup d'état de Kapp ; c'est quelque chose. Nous souhaitons qu'il en soit de même dans l'avenir. Nous ne pouvons toutefois pas encore être assurés que le « peuple » allemand possède une volonté collective assez ferme, assez organisée, assez consciente d'elle-même pour tenir en respect celle des nouveaux maîtres dont l'action réfléchie et méthodique apparaît aujourd'hui toujours plus distinctement.

Qu'on ne s'étonne pas, dès lors, de nous voir conserver certaines inquiétudes et certaines défiances. Nous savons encore trop peu quelle sera la composante qui se dégagera finalement de cette mêlée de forces si confuse qu'on observe dans l'Allemagne présente. Il ne nous apparaît pas qu'elle comprenne les nécessités qui dictent notre attitude. La France d'aujourd'hui est un mutilé de guerre qui réclame des réparations, faute de quoi il se sent menacé dans son existence même. L'Allemagne ne conteste pas, en théorie, le droit de la France ; mais *en fait* elle n'a encore *rien* payé. La France a donc commencé à ses frais l'œuvre de réparation, mais elle est à l'heure présente au bout de ses ressources. Et, lorsqu'elle presse son débiteur de faire honneur à sa signature, celui-ci fait le geste du décavé qui retourne le fond de sa poche vide ; et ceci à un moment où l'industrie allemande traverse une période de prospérité tout au moins apparente et où certainement la richesse *privée* allemande est très considérable et ne s'est pas imposé des sacrifices proportionnés à ses ressources. Quand, devant le danger manifeste de notre situation financière, nous insistons, l'Allemagne en chœur, par les mille voix de la presse, nous traite de tortionnaires ou d'impérialistes : elle cherche à ameuter contre nous l'opinion mondiale, à semer la division entre nous et nos alliés, elle excite ses peuples à la haine et à la résistance contre

nous. Cela peut être l'aveuglement insigne d'un vaincu qui ne voit que ses propres misères et demeure aveugle à celles d'autrui. Cela pourrait être chez certains la mauvaise foi du débiteur récalcitrant, du mauvais payeur, qui tâche de se soustraire à ses engagements onéreux en faisant un mauvais parti à son créancier. On comprend dès lors que nous ne soyons ni satisfaits ni rassurés en présence d'une pareille attitude, que beaucoup insistent pour qu'on prenne des sûretés contre un danger allemand futur, et que quelques pessimistes extrêmes, hantés par la crainte de voir un jour la France isolée de ses alliés en butte aux rancunes inexpiables de l'« éternelle Allemagne », se demandent même si nous ne devrions pas user de notre supériorité momentanée pour infliger à un ennemi irréconciliable une punition sévère qui le mettrait pour longtemps hors d'état de nuire !

* * *

On ne s'étonnera pas que de cet exposé — que nous avons fait à dessein aussi objectif que possible — nous nous abstenions de déduire des conclusions pratiques. Chacun sent bien qu'il ne serait ni possible ni prudent de vouloir tirer ici, en quelques phrases, les conséquences que l'état présent de l'Allemagne, dont nous venons de tracer le tableau, comporte au point de vue de la politique générale. Nous préférons laisser parler les faits eux-mêmes. A quelque parti que nous nous rangions finalement, il importe, aujourd'hui plus que jamais, de nous appliquer à voir la situation avec sang-froid et sans passion, à comprendre la psychologie de l'Allemagne et ses nécessités vitales. Cet effort d'objectivité nous semble une nécessité *morale* de l'heure présente : il est la condition préalable de toute décision rationnelle et de toute action réfléchie.

Henri LICHTENBERGER.

CAMILLE SAINT-SAËNS

Après une longue vie de labeur et de gloire, Saint-Saëns s'est endormi du grand sommeil, le vendredi 16 décembre 1921. C'était un soir, à Alger, dans une chambre banale de l'hôtel de l'Oasis. Depuis près de cinquante ans, tous les hivers, au départ des dernières hirondelles, il venait, sur cette terre hospitalière, chercher la belle lumière consolante. A la Pointe Saint-Eugène, en 1873, il avait achevé le troisième acte de *Dalila*; à la villa Sintès, il avait écrit toute la partition d'*Ascanio*; à Oran, il avait composé les *Barbares* et c'est en écoutant la mer murmurer aux rives du Jardin d'Essai qu'il avait chanté *Phryné* et noté, dans leur rythme fuyant, telle mélodie ou telle suite d'orchestre. Alger, pour lui, c'était « le soleil, la verdure, les fleurs, la vie ! » Même lorsqu'il allait à Ceylan, à Saïgon, à l'île de Poulo-Condor et en Égypte, ou qu'il se réfugiait aux îles Canaries, il ne manquait pas, si long que fût le détour, de faire escale sur la terre algérienne comme pour lui apporter son fidèle hommage.

En décembre 1921, voulant ainsi que chaque hiver « échapper à l'inévitable supplice du vent qui cingle, de la pluie qui fouette, de la glace, de la neige, des dégels, de la boue affreuse, de la désolante obscurité » et fatigué par les longues répétitions d'*Ascanio*, qui après trente ans d'oubli, ressuscitait sur la scène de l'Opéra il était venu quêter le silence propice au travail, goûter le soleil qui, réchauffant le corps rajeuni, et donne à nos heures rapides la bienfaisante espérance. Il avait fini d'orchestrer une *Romance* pour violon dédiée à M. Johannès Wolff, puis s'était distrait en allant écouter *Lakmé* à l'Opéra et voir Mlle Napierkowska exécuter ses danses sur

la musique du *Cygne*. Il avait relu un jour quelques scènes de Racine, un autre jour une pièce de Molière et assemblé des notes pour un article musical. Il se réjouissait à l'idée de bientôt transcrire les morceaux de Mozart dont les manuscrits inédits venaient d'être offerts à la bibliothèque de l'Institut. Il parlait avec émotion de la 500e de *Samson* et projetait, si ce bonheur lui était accordé, au printemps, d'y assister, d'offrir tel ou tel souvenir à ses interprètes et à ses amis. Les revues, les journaux le tenaient au courant des événements de Paris; les lettres lui apportaient, à chaque courrier, les bavardages de ses intimes et lui donnaient l'illusion de poursuivre avec eux, par delà quelques milliers de kilomètres, la conversation à peine interrompue par le départ. Enfin un volume de lui allait paraître, qui, sous le titre modeste de *Divagations sérieuses*, discutait du spiritualisme, du matérialisme et du transformisme; il en attendait les épreuves dernières pour les relire encore, en signer le « bon à tirer » et, déjà, préparait la liste de ses dédicaces.

Le vendredi soir 16 décembre, après une journée heureuse et paisible, où il avait travaillé, lu, et même chanté quelques airs des opéras de Verdi, déclarant en riant qu'il voudrait bien, comme ces héros, mourir en beauté, il s'était couché comme à l'ordinaire, avait, avec son fidèle Jean Laurendeau, joué quelques traditionnelles parties de dominos, puis s'était allongé pour dormir : une légère oppression, si fréquente à son âge, rendait la respiration un peu pénible. Son compagnon, qui s'était déjà retiré, reparut; puis, l'oppression devenant plus haletante, il envoya par prudence quérir le médecin. Les minutes passaient. Le beau vieillard, adossé à ses coussins regardait, de ses larges yeux gris bleu, fixement devant lui. Seul par moment un plissement bref du visage attestait une souffrance. C'était l'angoisse suprême qui étreint le cœur. La respiration se fit plus lente, plus grave. Un dernier battement imperceptible avant l'éternel repos. Il était dix heures du soir. Après quatre-vingt-six ans de vie d'une activité légendaire, Saint-Saëns venait de s'endormir à jamais du grand sommeil.

* * *

Combien de fois, au cours de sa longue carrière, n'avait-il pas entrevu de près la funèbre visiteuse ? Enfant, il n'avait conservé la vie que grâce aux soins dévoués de sa mère et de sa grand'tante; la phtisie, dont son père lui avait transmis le germe fatal, avait, jusqu'à l'âge de cinquante ans, épuisé ses forces, l'obligeant à rester couché pendant des jours de suite, arrêtant tout travail. Deux fois la maladie brutale avait failli l'emporter : le choléra, lors de l'épidémie de 1849 — la diphtérie, en octobre 1906, pendant son premier voyage à New-York; seule son énergie à se soigner en avait triomphé. Deux fois, la douleur, brisant ses espoirs, avait manqué atteindre sa raison : la mort de ses deux jeunes enfants (mai et juillet 1878) puis, dix ans plus tard, celle d'une mère adorée (décembre 1888). Anéanti, la tête vide de pensées, il avait dû, sur l'ordre formel de son médecin, aller rétablir sa santé par un repos absolu : longs mois d'oubli et de silence qu'il avait passés mystérieusement, sous un nom d'emprunt, aux îles Canaries, tandis que le théâtre des Arts de Rouen représentait *Samson* pour la première fois en France, et que l'Opéra de Paris mettait en scène *Ascanio*. Aussi l'on avait méchamment appelé sa maladie une « fugue », prétendant qu'il se cachait pour attirer l'attention sur lui et faire de la réclame à sa pièce. On avait inventé des mensonges et jeté des calomnies; on avait dit tant et tant de choses qu'il faudrait des pages pour en évoquer la vaine et lointaine histoire. Mais on ne savait pas qu'alors, dans une pièce de vers inspirée par la lecture d'une devise sur un cadran solaire de Grenade, il écrivait, parlant des Heures [1]

Toutes nous blessent, la dernière
Nous tue, ayant enfin pitié
Quand elle achève sans colère
L'œuvre faite plus d'à moitié.

1. *Rimes Familières*, 2e édition, pp. 55-56.

Les autres, même la plus douce,
Hélas ! nous usent lentement,
Et chacune d'elles nous pousse
Vers le funèbre monument.

Funèbre? non. Quelle caresse
Vaut le sommeil sans lendemain?
Vienne l'heure, pâle maîtresse
Qu'on n'espère jamais en vain!

Elle viendra, consolatrice,
Tarir la source des remords :
Nulle passion tentatrice
Ne trouble le repos des morts.

Ces vers prophétiques sont contemporains de la première d'*Ascanio* (1890). Lorsque, trente ans plus tard, après maintes difficultés, la pièce était reprise, en 1921, la mort guettait dans l'ombre et par deux fois jetait son sinistre présage : un drame intime à Bordeaux mettait un voile noir au front de la duchesse d'Etampes; le baryton qui chantait le rôle de Charles-Quint mourait subitement : « Jamais deux sans trois » dit un proverbe populaire. Sans être aucunement superstitieux, Saint-Saëns, dans une lettre à sa vieille amie, M^me^ Chazal, de quelques semaines plus jeune que lui, avait noté le fait, le commentant par cette simple interrogation : « Quel sera le troisième ? » Il n'y avait là ni crainte, ni pressentiment. La mort, il ne la redoutait ni ne l'appelait, il la savait inexorable, inévitable :

Pourquoi craindre la mort? pourquoi s'effrayer d'elle?
La mort est chose naturelle.
Naître, vivre et mourir, c'est tout l'homme en trois mots.
Comme aux flots succèdent les flots,
Comme un clou chasse l'autre, un homme prend la place
De celui qui vivait hier et qui n'est plus,
On s'en va sans laisser de trace;
C'est la loi [1]...

* * *

Comme le sage antique, on eût dit que, chaque jour, de nouveau, il se préparait à s'en aller le lendemain. Qu'on ne

1. *Mors* dans *Rimes Familières*, p. 111.

voie dans cette attitude très simple ni faiblesse ni orgueil — parce qu'il ignorait à la fois la résignation immobile et passive, et l'inutile défi. N'a-t-il pas rempli avec noblesse sa tâche jusqu'au bout, celui qui, lentement, patiemment, de l'aube au crépuscule, a, chaque jour de sa vie, fait sa part de travail, comme si dès demain il devait disparaître ? De là sans doute la ponctualité parfaite, la stricte exactitude avec laquelle il avait réglé ses heures et ordonné ses jours. A moins d'être malade, il ne savait pas remettre au lendemain ce qu'il pouvait faire le soir même, répondant lui-même, et poste pour poste, aux lettres, n'attendant jamais d'avoir le temps pour aller prendre des nouvelles d'un ami malade, ni pour faire une démarche, corriger des épreuves ou écrire un article et ne s'en remettant à personne du soin de diminuer son travail.

Il n'est qu'un sûr bonheur : accomplir son devoir.

dit-il dans son beau poème *Elernilé* [1]. Certes, en ce sens, il fut pleinement heureux, car il n'est pas d'exemple de carrière plus immense, plus féconde, et mieux remplie.

Enfant prodige il apprenait ses notes sur le clavier à trente mois, exécutait à quatre ans et sept mois une sonate de Beethoven en public, déchiffrait à l'âge de cinq ans le *Don Juan* de Mozart, et donnait, à onze ans, son premier concert à la salle Pleyel; à l'âge où d'autres jouent encore aux billes ou au cerceau, l'*Illustration* lui consacrait un article et publiait son portrait. Il est resté jusqu'à la fin un artiste dont la virtuosité impeccable tenait du prodige, puisqu'à l'âge de quatre-vingts ans il traversait l'Atlantique pour donner une série de concerts pendant l'Exposition de San Francisco, et qu'en mai 1920, à l'âge de 85 ans, malgré une bronchite, il dirigeait, en plein air, devant l'Acropole d'Athènes, sa *Jeunesse d'Hercule*. En octobre 1921, il faisait encore des demi-heures de gammes pour entretenir la souplesse de ses doigts, et jouait avec la même sûreté et la même agilité les *Noclurnes* de M. Gabriel Fauré ou les extraordinaires *Jeux d'eau de la Villa d'Esle* de Liszt, recommençant, cinq ou

1. Dans la *Nouvelle Revue* du 15 février 1914.

dix fois de suite, un passage difficile, jusqu'à ce qu'il fût arrivé à une exécution parfaite. Et si l'on s'étonnait de le voir, comme un écolier, faire des exercices il répondait : « Pour bien savoir son métier, il faut l'apprendre tous les jours et on ne le sait jamais. »

Ses débuts de compositeur n'avaient pas été moins extraordinaires : le plus ancien morceau signé de lui porte la date du 22 mars 1839; il est écrit au crayon, sa grand'tante n'ayant pas voulu lui confier une plume et de l'encre, par crainte des taches sur ses vêtements. Il avait alors trois ans et six mois. Sa première romance, le *Soir*, sur des vers de M^me^ Desbordes-Valmore remonte à mai 1841 et sa *Symphonie en mi bémol* est écrite à l'âge de dix-huit ans. Se trouvant alors trop jeune pour se permettre de publier, il attend d'être dans sa vingtième année pour confier à l'impression sa première œuvre en 1855. Mais déjà il a composé une centaine de morceaux : symphonies, cantates, sonates, fugues, galops, qui sont mieux que des devoirs d'écolier, bien qu'à ses yeux ils constituent de simples exercices, l'ayant préparé à accomplir son labeur immense et varié. Ils reposeront bientôt dans le silence d'une bibliothèque, à jamais inédits, — mais les curieux qui se pencheront sur ces pages, admirant la netteté parfaite de l'écriture et l'élégance impeccable de la composition, apprendront, en dépit de la légende, qu'il n'a jamais improvisé. Ses esquisses raturées diront les multiples variantes, les tâtonnements, le travail lent et médité de chaque œuvre. Aucune hâte, aucune précipitation. Il a refait trois fois le final de son *Quatuor*; il a recommencé de fond en comble, sur d'autres motifs, sa troisième *Symphonie*. Voulant, un jour, faire à son ami le violoncelliste Pierre Destombes la surprise d'un morceau qui lui serait dédié, l'ayant achevé, il le déchira, en le relisant, parce qu'il le jugeait banal et indigne d'un si brillant archet.

Il n'écrivait de musique que lorsqu'elle chantait dans sa tête. Quand celle-ci se taisait, il délaissait son grand papier aux longues portées. Son souci constant de la pureté, son scrupule de perfection technique, son style toujours loyal et honnête et si dépouillé de toute scorie, son élégance de syntaxe, son amour de la précision, son goût pour la pensée

simple et nette, exempte de rhétorique et de sentimentalité facile, ont trop longtemps fait dire qu'il manquait de cœur. Un critique, qui n'est pas suspect de partialité à son égard. M. E. Vuillermoz, a dit avec raison : « Un peu de science musicale peut détourner de lui, beaucoup de science y ramène ». Son mépris des complications et son amour impénitent de la clarté, de la logique, voilà ce qu'on ne lui pardonnait pas. Loin de rechercher les effets à succès, il les évite, il se plaît à la difficulté pour s'en jouer. Il eût pu choisir comme épigraphe de son œuvre ce vers, qu'il répétait souvent :

A vaincre sans péril on triomphe sans gloire.

De là aussi son penchant pour les genres parfaits de la musique aux formes nettement établies, aux structures bien délimitées, aux règles impitoyables : concertos, sonates, symphonies etc. Fidèle observateur des lois, il ne comprenait pas que l'on pût s'en dégager ou s'y soustraire : aussi bien lois humaines que lois morales, lois physiques ou lois grammaticales. Il y a quelques semaines, après une longue conversation sur ces questions, il disait :

« Qu'est-ce qu'une société ? Une réunion d'hommes soumis à des lois.

« Qu'est-ce qu'un langage ? Une réunion de mots soumise à des lois.

« Qu'est-ce qu'un poème ? Une succession de mots soumise à des lois.

« Supprimez les lois il n'y a plus de société, il n'y a plus de prose, il n'y a plus de vers. » Certes il reconnaissait que « les lois se modifient avec le temps », mais il ajoutait aussitôt, avec cette franchise qui déconcertait parfois ceux qui ne le connaissaient pas, qu'il y avait un terme; évolution des lois ne signifie pas suppression des lois, et le bon sens, un jour ou l'autre, remet les choses en leur juste place...

* * *

C'est ce bon sens que toute sa vie il a défendu avec fièvre, avec emportement. Il n'avait pas dix ans, que déjà, il manifestait sur ce sujet une ferme volonté. Un professeur du

Conservatoire, M. Zimmermann, voulant constater par lui-même si la mémoire de Saint-Saëns enfant était si précise que le disaient ses parents, leur donne rendez-vous chez une personne amie. On frappe une note sur le piano. L'enfant, la figure contre le mur, la nomme, mais avec un demi-ton de différence; le professeur triomphe. « Non, c'est impossible, répond l'enfant dans son coin, je n'ai pas pu me tromper, le piano n'est pas au ton — Oui ! — Non ! — » Chacun s'entête à avoir raison : un diapason est apporté, on le fait vibrer, c'est l'enfant qui disait vrai; l'accordeur, pour ménager le piano un peu usé, l'avait réglé un demi-ton trop bas.

Cette anecdote peint l'homme entier. Il ne prend de ménagement vis-à-vis de personne : il dit ce qu'il pense, comme il le pense, il ignore les compliments mondains qui enveloppent une critique, il a trop souvent connu

...Les yeux menteurs, l'hypocrisie
Des serrements de mains,
Le masque d'amitié cachant la jalousie,
Les pâles lendemains [1],

pour conserver des illusions. Il se souciait aussi peu des éloges que des blâmes, non par sentiment exagéré de sa valeur, ce qui eût été à ses yeux une sottise, mais, parce que, selon sa fameuse comparaison, « produisant des œuvres pour accomplir une fonction de sa nature, comme un pommier produit des pommes, il n'avait pas à s'inquiéter de l'opinion qu'on pouvait formuler sur son compte. » Il aimait passionnément la liberté : la franchise loyale de ses jugements attestait son indépendance. Il ne prenait pas la peine de déguiser sa pensée et disait tout net ce qu'il voulait dire sans se perdre en des phrases vaines. Il s'est parfois trompé, il n'a jamais menti. Peu d'hommes, en mourant, pourraient en dire autant. Jusqu'à son dernier soir il a bataillé, lutté, à visage découvert, courageusement, sans prendre garde que ses boutades terribles pouvaient lui nuire. S'intéressant à tout, il avait, à chaque instant, son mot à dire sur tout. Il était homme et rien de ce qui intéresse l'homme et le citoyen ne lui était

1. A. M. Jacques Durand dans *Rimes Familières*, p. 16.

étranger : il prenait partie dans le débat, parce qu'il lui était impossible de se taire, parce qu'il ne consentait pas à s'isoler dans une tour d'ivoire en bouchant son oreille aux bruits de la rue et de la vie.

Activité fantastique qui tenait, elle aussi, du prodige. Il a eu l'incomparable bonheur de conserver intactes et parfaites toutes ses facultés, l'âge et la maladie lui ayant épargné la douleur de se voir vieillir et diminuer. A quatre-vingt-six ans il pouvait encore, seul, sans le secours d'aucun bras, monter vaillamment quatre étages pour prendre des nouvelles d'une jeune maman et s'ingéniait à tirer des sons d'une flûte pour amuser un bébé. A quatre-vingt-six ans, il émerveillait ses auditeurs, à une matinée intime de l'Institut, en jouant avec aisance et légèreté deux morceaux de piano, et, malgré l'ankylose naissante des genoux, marchait de son petit pas trottinant, pendant près d'une heure, à travers les salles d'une exposition de peinture. A quatre-vingt-six ans, il savait, à l'occasion, montrer qu'il appréciait la bonne chère et, pendant une soirée, tenir ses hôtes sous le charme par sa conversation alerte et l'à-propos de ses mots d'esprit. A quatre-vingt-six ans il s'absorbe pendant des matinées entières pour étudier avec soin *les Hommes Fossiles* de M. Marcellin Boule ou la *Terre avant l'Histoire* de son confrère Edmond Perrier ; ou, reprenant son gros *Manuel de Botanique*, de van Thieghem, il l'approfondit en détail comme pour compléter encore son instruction.

Puisqu'il avait dû, très jeune, se priver de lire, pour apprendre la musique, il s'efforçait désormais de connaître dans leurs œuvres les grands maîtres avec lesquels il n'avait pu « entrer en confidence ». Romans ou poèmes, ouvrages d'histoire, de critique ou de philosophie, il aimait à se tenir au courant des nouveautés de la semaine, disant que c'était par les écrits des jeunes que la littérature se renouvelle et s'affirme et que la langue se maintient vivante et forte. Il n'admettait pas toutes les audaces mais il pouvait, au moins, les juger, les admirer ou les condamner mieux que sur la foi d'un compte-rendu. « Je n'aurai jamais le temps de lire tout cela », disait-il souvent, comme pour s'excuser, quand il parcourait en bavardant

les têtes de chapitre d'une histoire de la littérature. C'est ainsi qu'il s'était, sur le tard seulement, familiarisé avec les livres d'histoire de Voltaire et de Montesquieu, les poèmes de Malherbe, les sermons de Bossuet, les dialogues de Fontenelle ou les romans de Rousseau. Curieux de tout ce qu'il ne savait pas, il était heureux de s'initier aux beautés de tel ou tel classique qu'il ne connaissait que de réputation, — ou d'après quelques pages choisies. Et malicieusement il jetait, en guise de conclusion : « Je n'ai pas perdu ma journée, puisque je suis, ce soir, moins ignorant que ce matin. »

Un de ses grands regrets était de ne pas posséder assez parfaitement le grec pour déchiffrer dans la majesté du texte original les tragédies de Sophocle, les dialogues de Platon et les petits poèmes de l'Anthologie ; il se consolait en parcourant ces traductions envers lesquelles il témoignait tant de méfiance. Du moins il était demeuré assez fidèle au latin pour conserver l'amitié d'Horace ou de Virgile, et cette année encore il put égayer tout un dimanche à relire le sixième chant de l'Enéide. Mais ses auteurs favoris, ceux qu'il ne se lassait pas d'appeler près de lui pour un long bavardage et qu'il nommait un jour ses « gentils compagnons », c'était Victor Hugo, c'était Ronsard, c'était Racine, c'était La Fontaine. Ce dernier surtout. Il savait par cœur deux ou trois douzaines de ses *Fables* et aimait, après le repas, à en dire une, détachant le dialogue, nuançant les épithètes, mettant en valeur un mot, un verbe : la fable ainsi détaillée devenait une véritable comédie en raccourci. Je l'entends, je le vois : il se lève, d'un geste de ses doigts redresse sa moustache, tousse un peu pour éclaircir sa voix et récite *Le Loup et le Chien*, *Le Loup et l'Agneau* ou *Le Corbeau et le Renard*... Mais non, c'est fini. Je ne le verrai plus, je ne l'entendrai plus. Il est mort d'un seul coup en pleine vie, en pleine gloire, n'ayant rien perdu de sa force et de sa gaieté. Il est mort sans souffrance, ou plutôt il s'est endormi. Et c'est, après quatre-vingts ans de travail, la première fois, sans doute, qu'il se repose.

Jean BONNEROT.

LES CONDITIONS
D'UNE COOPÉRATION FRANCO-BRITANNIQUE

Avant que la question de la coopération franco-britannique se posât à Cannes, dans des conditions peu favorables à son règlement, la Conférence de Washington avait marqué d'une façon plus franche, plus dramatique que ne l'avaient fait les conciliabules économiques, qui s'étaient succédés depuis l'armistice, l'antagonisme des intérêts français et des intérêts britanniques. De ce dernier effet, les optimistes de la politique peuvent se lamenter; ceux, au contraire, qui, amis des deux pays, ont le désir de les voir collaborer, ont le sentiment profond que leur action combinée doit avoir les plus heureux effets pour l'avenir d'un monde morcelé, sans idéal, en lutte contre lui-même, cherchant encore sa voie, se sont réjouis que nous soyons enfin sortis de la pénombre où nous vivions depuis trop longtemps, que, de part et d'autre, les positions soient enfin définies. Les deux peuples qu'avaient pendant quatre ans emportés le même élan, les mêmes enthousiasmes, semblaient s'imaginer que c'en serait fait de leur amitié s'ils dissipaient une atmosphère faussement sentimentale, si chacun révélait à l'autre que sa structure, ses besoins, le champ de son activité, sa conception des moyens propres à assurer sa défense, différaient foncièrement de ceux de son allié d'hier. Là-bas, comme ici, l'opinion était conduite, non par son intelligence, mais par ses nerfs. Elle avait im-

prudemment postulé qu'un pacte avait été tacitement conclu prolongeant dans la paix l'effort conjugué qui, durant la guerre, avait produit de si magnifiques effets; et, chaque fois qu'un des deux pays, obéissant à la loi de son être, réglait sur ses besoins propres son activité politique ou économique, un soupçon d'infidélité montait dans la pensée de l'autre. Aujourd'hui le voile se lève, l'équivoque est en train de se dissiper. Nous nous apercevons que nous sommes, que nous restons profondément différents, physiologiquement et psychologiquement, et que ce fut seulement par l'effet d'une des généreuses illusions qu'a engendrées la guerre, que nous avons pu nous croire semblables. A nous de savoir si cette divergence d'intérêts, si cette opposition de tempéraments, nous empêche de travailler la main dans la main à la reconstruction de l'Europe, à nous d'évaluer si d'autres appuis seraient plus rémunérateurs; comme dans toute union qui se prépare, nous gardons la liberté de dire : non, au dernier moment, mais chacun des conjoints n'aura à présent plus d'illusion sur la nature et la valeur de ce que l'autre apporte en dot.

* * *

Ce qui nous sépare tout d'abord.

Notre configuration géographique, notre sol et notre sous-sol, la forme de notre activité économique. La France vit d'elle-même; l'Angleterre vit du monde, et par le monde. La France livrée à ses seuls moyens, peut nourrir sa population; l'Angleterre, bloquée, meurt de faim. En France, l'industrie est un accident : nos gouvernants n'ont pas de politique industrielle. En Angleterre, l'industrie, depuis cent ans, constitue l'armature solide du pays. Ce que demande le paysan français, c'est la jouissance sûre et paisible du sol que lui ont transmis ses aïeux. Il sait les horreurs de l'invasion; elle reste et restera longtemps son cauchemar. Qu'on lui donne à cet égard d'absolues garanties, et il regardera l'avenir avec sérénité. La seule sécurité réside pour lui dans une frontière

infranchissable : ou, à défaut de celle-ci, il demande une frontière vivante. C'est là un besoin profond, de tous les instants, dont l'Anglais, qui, depuis neuf cents ans, n'a pas connu l'invasion, comprend mal le caractère impérieux. Il voit des drapeaux et des uniformes : il prête l'oreille à des harangues qui, évidemment, ne sont pas l'indice d'une très exacte compréhension des nécessités européennes : et il nous accuse d'impérialisme. Mais cela, c'est le décor. Ce qui compte, ce qui a une valeur humaine, c'est l'inquiétude tapie au fond de chaque âme, c'est la crainte du fait brutal, qui sape les énergies et détend le ressort de chaque individu. Ce trop de bruit et de couleur, qui choque si fortement l'Anglais, pour qui l'armée est demeurée telle qu'elle était au temps du roi Charles, l'ennemie des libertés individuelles, c'est précisément ce qui vient au secours d'hommes qui ont trop de raisons de douter et qui ne sont à l'aise que si la sécurité qu'on leur offre revêt une forme concrète. Il faut faire là la part des tempéraments. Les plus intelligents des hommes d'Etat, des écrivains qui ont la charge d'orienter l'opinion anglaise devraient lui faire comprendre que la confiance est une notion toute subjective. Il est facile de tourner en ridicule notre panique, lorsque la Commission de Contrôle découvre en Allemagne, cachés derrière un pan de mur, quelques tubes de canon ou un lot de mitrailleuses. Il est facile aussi de railler l'involontaire frisson du soldat qui, de garde la nuit, entend bruire la haie au passage de quelque bestiole. Pas plus que nous n'avons le droit d'accuser l'Angleterre d'être une nation attardée parce qu'elle a gardé la procession du Lord-Maire ou la cérémonie du Couronnement, celle-ci n'a le droit de faire peser sur la France le soupçon de militarisme, parce que ses nerfs sont demeurés à vif et qu'elle exagère certaines précautions. C'est là un domaine, où, bien plus que dans le domaine intellectuel, une tolérance, qui n'est pas de la charité, s'impose.

Inversement, nous devons savoir comprendre — et ce ne peut être qu'à la lumière de l'histoire économique — que le sentiment que nous avons de notre propre sécurité ne cor-

respond en rien à celui que l'Anglais a, et aura toujours, sans doute, de la sienne. Ce que nous voulons, disions-nous, c'est avant tout, rester nous-mêmes. Liberté et intégrité territoriale sont devenus pour nous deux termes synonymes. C'est pourquoi toute notre politique extérieure, et avec elle notre politique coloniale, reste subordonnée à des considérations stratégiques : un jour viendra peut-être où le programme généreux et hardi de l'actuel ministre des colonies prendra corps et où nous ne formerons plus avec nos possessions d'outre-mer qu'un seul système économique : mais, pour l'instant, ces dernières sont avant tout des réservoirs d'hommes. Pour l'Angleterre, le problème des garanties prend un tout autre aspect. Elle est au centre des grands courants d'échanges internationaux. Que ces courants se ralentissent simplement, et c'est pour elle la ruine, puis la mort. Elle a fait au début du dernier siècle son choix entre deux formes d'activité : l'industrielle et l'agricole. Elle s'est spécialisée à outrance, et elle doit maintenant, quoi qu'il advienne, subir les conséquences de cette spécialisation.

Pour elle, point de cet harmonieux équilibre qui permet à une nation de vivre, aux heures où son destin se joue, sur sa propre substance. Elle s'est, plus d'une fois, rendu compte que les bénéfices qu'elle avait d'abord tirés de son activité industrielle comportaient une terrible rançon; elle a songé à briser le cercle où elle-même s'était enfermée; elle s'est un moment représenté son empire comme un vaste organisme, dans lequel les Dominions pourraient jouer le rôle de provinces agricoles, la métropole celui d'une province industrielle; ses législateurs s'étaient ensuite efforcés, par un ensemble de lois, à ramener un peu de vie dans les campagnes anglaises. Remèdes factices, simples palliatifs; à la lumière des faits, on avait bientôt compris qu'en constituant un monde fermé, l'Angleterre aurait vite perdu les avantages que grâce à la richesse de son sous-sol, à l'excellence de sa technique, elle s'était assurés dans l'ordre nouveau, sans retrouver aucun de ceux dont elle jouissait dans l'ordre ancien. Matières premières, débouchés, tels sont les deux termes qui, comme

un carillon ou comme un glas, résonnent à son oreille. Il faut que les marchandises brutes puissent atteindre ses rives, il faut que des marchés étrangers s'ouvrent aux produits qu'elle a transformés. Cela, c'est le rythme de sa vie, le battement de son cœur. Il n'est point d'idéalisme qui, chez elle, puisse tenir contre cette politique des choses. Elle a fait la guerre parce que l'équilibre européen, que de tout temps elle a travaillé à sauvegarder, allait se trouver rompu; mais elle était aussi guidée par des raisons instinctives : elle sentait que l'Allemagne, en menaçant d'une part sa suprématie navale, en concurrençant de l'autre son industrie, risquait de l'atteindre, un jour où l'autre, dans ses activités essentielles. Mais il est arrivé que l'organisation de la production pendant la guerre a masqué aux yeux de l'opinion anglaise, comme à ceux de l'opinion française, ces buts initiaux. L'Angleterre dont les usines fabriquaient, non plus des rails ou des machines, mais des obus et des tanks, devenait de ce fait, son propre consommateur : l'industrie nationale trouvait dans l'armée son plus sûr, son unique débouché. Qui se souciait à ce moment de l'acheteur allemand ou de l'acheteur russe ? Et la France, plus agricole que jamais, du fait de la dévastation des régions du Nord, plus destinée par cela même à faire de l'auto-circulation, ne comprit pas après l'armistice que la situation toute paradoxale de son alliée d'hier devait prendre fin, que les mêmes problèmes, appelant les mêmes solutions, allaient de nouveau se présenter pour elle.

A vrai dire, ses buts de guerre étaient atteints. Les escadres anglaises étaient maîtresses des mers. Privée de son fer et d'une partie de son charbon, obligée de solliciter les bons offices des courtiers britanniques, l industrie allemande semblait devoir pour longtemps végéter. Si la question avait été purement industrielle, la politique mondiale de la France et celle de l'Angleterre seraient sans doute restées au cours des deux dernières années étroitement conjuguées. L'Angleterre aurait alimenté de ses marchandises les pays dont l'Allemagne venait d'être contrainte de se retirer, et l'intérêt de

nos alliés eût été de retarder, par une application rigoureuse du traité, le relèvement de nos anciens ennemis.

Mais si la guerre a vu les triomphes de l'industrie, l'après-guerre a été marquée par la revanche de la finance. Aucun des pays engagés dans le conflit et chez qui la consommation, bien que prodigieusement intense, était improductive, chez qui aucune part n'était prélevée en vue de la reconstitution du capital, ne se préoccupa, pendant les années de lutte, des lois qui assurent une bonne et saine circulation monétaire. Le financier, dont la fonction est de faire jouer le mécanisme du crédit, cessa d'avoir un rôle. L'Etat se substitua à lui et multiplia les instruments de paiement dont chacun, et lui-même, pouvait avoir besoin. Le réveil, on le sait, fut brutal. Dès que les échanges internationaux purent reprendre, on s'aperçut que, du fait d'une inflation variant avec chaque pays, toutes les relations commerciales allaient se trouver bouleversées, que, dans l'ordre économique, les vainqueurs pouvaient, dans un avenir prochain, faire figure de vaincus. Avec le change, ses sauts brusques et irrationnels, apparaissait un terrible fait nouveau qui risquait de rendre sans valeur les clauses économiques du traité si péniblement élaboré au début de 1919. La dépréciation du mark et des autres devises de l'Europe centrale, voilà ce qui marque le grand tournant de nos relations avec l'Angleterre. Contre ce phénomène, aussi implacable que le serait pour un organisme un phénomène physique, une variation de la pression atmosphérique par exemple, aucun argument de raison ou de sentiment ne pouvait prévaloir. Dès ce moment, les hommes d'Etat des deux pays, s'ils eussent été mieux informés auraient dû crier à l'opinion qu'économiquement, pour des motifs que les négociateurs du traité n'avaient pu ou n'avaient su prévoir, l'Angleterre et la France allaient être contraintes de pratiquer des politiques opposées, qu'une Angleterre sans débouchés était aussi fatalement condamnée à périr qu'une France dont le sol, à la suite de plusieurs années de sécheresse, aurait perdu toute fécondité. Au lieu de cela, on s'égara dans les moyens-termes et les compromis. Les gouvernants anglais

manœuvrèrent comme si la France, pouvait se contenter de moins que ce qu'elle exigeait de l'Allemagne; les gouvernants français et la presse cherchaient à convaincre le public que le devoir de l'Angleterre était de parler plus haut pour faire payer à l'Allemagne tout son dû. Jusqu'au jour où les deux partenaires abattirent leurs cartes et où, exprimée en une formule brutale, se révéla la divergence des points de vue. On comprit qu'étant donné que chaque versement de l'Allemagne rend, par suite de la baisse consécutive du mark, plus difficile le placement des produits anglais sur les marchés à eux autrefois réservés, l'intérêt de l'Angleterre était d'aider au relèvement de l'Allemagne jusqu'au point où la situation monétaire de ce dernier pays se serait assainie. Et, comme *actuellement* le problème des réparations semble primer tous ceux qui sont nés de la guerre, on tira, et chez nous et là-bas, de données traduisant fidèlement l'état présent des choses, cette conclusion hâtive : l'intérêt de l'Angleterre est que l'Allemagne ne paye pas. Nous n'aurons pas de peine à montrer que ceux par qui cette conclusion est formulée confondent le particulier avec le général, font de l'aspect momentané d'une question, qui, comme toutes celles qui mettent en jeu l'avenir des hommes, est aussi psychologique et morale, cette question elle-même.

* * *

Nous venons de montrer comment, sur un point, les conditions quasi-physiques qui règlent la politique des deux pays se trouvent, du fait de leur structure économique, en opposition. Mais il n'y a pas à l'heure présente que cette surface de frottement. Le temps est passé où les hommes d'Etat chargés d'assurer la paix du monde, en même temps que la prospérité de la nation qu'ils gouvernaient, n'avaient, insouciants de la rumeur publique, qu'à prêter l'oreille aux suggestions de leur propre prudence ou de leur propre génie. L'ère des larges et généreuses improvisations semble close. Je ne veux point dire que les problèmes vitaux que nous avons à

résoudre soient plus qu'autrefois à la portée de l'homme du commun : je crois qu'en fait les données de ces problèmes lui échappent complètement. Il voit le but à atteindre, mais, quant au choix des moyens à employer, l'expert seul reste juge. Pourtant, cet homme devant les yeux duquel les chiffres viennent danser chaque matin leur folle sarabande, cet homme qui, si on l'introduisait en l'une de ces conférences d'hommes d'affaires qui cherchent à fixer le destin de l'Europe, serait aussi dépaysé que le campagnard nouvellement arrivé à la ville, cet homme a des besoins et des instincts profonds, les besoins et les instincts de la vieille humanité. Il ne sait rien du moteur et des engrenages de la voiture sur laquelle on l'a hissé, mais il veut que cette machine le mène quelque part, vers un pays qu'il soupçonne, dont il rêve vaguement. Il est incapable d'apprécier la science du conducteur, mais il sent bien si ce conducteur fait fausse route, et alors il l'oblige à descendre. Autrefois, l'homme d'Etat, le grand politique pouvait travailler pour une caste ou pour une dynastie; maintenant il est tenu de travailler, s'il veut survivre, pour cette chose étrange, mobile, pour ce composé de réflexes et de volontés, qui s'appelle un peuple. Celui-ci est protégé, non par sa raison, mais par ses intuitions. On peut lui mentir pour un temps, favoriser quelques intérêts privés au détriment des siens, mais, tôt ou tard, viendra l'heure du redressement. L'homme d'Etat d'à présent est donc tenu, s'il veut avancer sûrement, de connaître *l'exacte composition organique* de la nation au nom de laquelle il parle, de savoir quelles sont chez elle les forces qui se cherchent encore et celles qui se sont déjà trouvées.

Or, à ce point de vue, la France et l'Angleterre sont deux pays absolument différents. On a maintes fois fait remarquer que rien ne correspond en Angleterre à ce que nous appelons chez nous les classes moyennes. Il y a là-bas un monde de la finance, un monde de l'industrie, analogues aux nôtres, dont les ambitions, les appétits, la largeur de vue, la puissance organisatrice sont les mêmes que chez nous. Finance et industrie peuvent avoir, en France, un rôle plus effacé qu'en Angle-

terre, mais, qualitativement, leur influence sur les gouvernants est de même nature, s'exerce dans le même sens. Par contre, pour de multiples raisons, tant politiques qu'économiques, la place que tient chez nous la bourgeoisie reste en Angleterre inoccupée. La concentration industrielle, l'état d'indivision des grands domaines sont les deux principaux phénomènes qui se sont opposés à la constitution d'une classe moyenne autonome, ayant son statut propre, ses traditions, ses préjugés. C'est dire qu'en politique étrangère l'élément modérateur attaché à la notion du droit, hostile à tout ce qui a un caractère d'expérience, sur lequel s'appuient si volontiers chez nous les hommes d'Etat qu'effrayent les grandes audaces de la pensée, n'a pas son pendant en Angleterre; et ceci suffit pour expliquer certains revirements qui autrement seraient faits pour nous déconcerter. Mais c'est surtout dans leurs classes ouvrières respectives que diffèrent les deux grandes démocraties occidentales.

Loin de nous l'idée de médire du travailleur français. En cette heure où tant d'égoïsmes sont déchaînés, où se perd le sens de la responsabilité, où chacun n'a en vue que des bénéfices immédiats, il constitue l'une des rares forces, généreuses, constructives, qui restent à la disposition de la nation. La guerre, lui a valu comme à tant d'autres catégories de producteurs, des avantages momentanés; et pourtant il est peut-être le seul à avoir compris que la guerre ne « paie » pas. Et puis, il y a chez lui, ce qu'on ne retrouve que dans quelques milieux intellectuels, le sentiment que la seule justification du cataclysme qui s'est abattu sur nous, c'eût été de nous introduire dans un monde nouveau, que tant de sacrifices, sont vains s'il nous faut retourner à nos anciens errements, revenir à la politique ombrageuse et tatillonne qui avait empoisonné les premières années du siècle. Qu'on ne dise pas que l'ouvrier français témoigne de son peu de jugement en adoptant d'enthousiasme les solutions simplistes que lui envoie la Russie. Dans le néant où nous vivons, au milieu d'une société qui ne reste civilisée que par son appareil scientifique, legs de l'époque d'avant-guerre, d'une société

sans âme et sans mot d'ordre, toute formule d'organisation, si fruste, si brutale qu'elle fût, était destinée à exercer son attraction sur les esprits en quête d'idéal. Mais la classe ouvrière française représente, à l'heure actuelle, une puissance si inorganique, si peu préparée pour une action qui reste constitutionnelle, qu'il ne faut pas s'étonner si son influence sur les décisions des gouvernants reste quasiment nulle ! Elle a ses syndicats, ses réunions, ses journaux, mais tout cela demeure si étroitement, si jalousement professionnel. Elle a des chefs au cerveau puissant, mais ceux-ci semblent si bizarrement soupçonneux de toutes les formes d'activités qui ne sont pas purement manuelles ! Elle a ses représentants au Parlement, mais jamais on ne verra ceux-ci venir franchement au secours d'un gouvernement, qui, voulant s'affranchir de la tutelle des groupes dont le patriotisme est ombrageux et buté, cherche résolument l'accord du point de vue français avec le point de vue européen. Elle peut détruire, bloquer, retarder, mais elle se montre incapable de créer. Une chance unique lui était offerte au lendemain de la guerre, alors que chacun, de tous ses vœux, appelait un grand changement et que le monde était plastique ; mais, gagnée par un esprit de division et de surenchère, cette chance, elle l'a laissé fuir.

En Angleterre au contraire, vous trouvez une classe ouvrière formidablement organisée pour l'action politique, aussi bien que pour l'action économique, une classe ouvrière qui peut traiter d'égale à égal avec le Cabinet. Chacun sait quel trésor de guerre possèdent les Trade-Unions britanniques. Que sont nos poussières de grèves à côté de manifestations comme les dernières grèves des transports et du charbon ? Un mot des dirigeants des principales Unions, et la vie s'arrête dans le pays, les fourneaux d'usines s'éteignent, les bateaux s'immobilisent dans les ports. Il est bien évident que l'opinion de gens qui ont une telle arme à leur disposition ne peut laisser indifférents les gouvernants, et que si ces gens penchent, pour bien des raisons, économiques, psychologiques, religieuses — étroites étaient avant la guerre, et étroites sont redevenues, par exemple, les relations des syndicats allemands

et des syndicats anglais — vers une politique de rapprochement européen, les dirigeants britanniques seront contraints de tempérer leur intransigeance. Mais la classe ouvrière fait mieux que menacer; au Parlement, le *Labour Party* qui est son émanation politique, agit, pense, organise. Loin de bouder délibérément le gouvernement, il se montre en maintes circonstances son collaborateur; la mobilisation et la démobilisation industrielles, par exemple, n'auraient pu s'opérer dans l'ordre que l'on sait si M. Lloyd George n'avait été secondé par les chefs du *Labour Party* : ceux-ci, dans des cas récents de graves conflits industriels, n'ont pas hésité à faciliter au gouvernement, en transmettant ses offres aux syndicats intéressés, son rôle de médiateur. Bref, loin d'opposer l'intérêt ouvrier à l'intérêt national, ils cherchent à convaincre l'opinion que la cause des travailleurs, et celle du public se confondent. Déjà le *Labour Party* a vu venir à lui nombre d'éléments intellectuels : de plus en plus, par sa fermeté, par la netteté de son programme, il s'assure les sympathies, ou tout au moins le respect, d'un public, que l'actuel classement des autres partis, leurs divisions, l'incohérence de leurs vues, sont faits pour dérouter. Le plus grand nombre des dernières élections partielles lui ont été favorables, et rien ne dit que les prochaines élections générales ne le porteront pas au pouvoir. En tout cas, la situation politique est telle en Angleterre qu'un gouvernement qui a le souci de durer est tenu d'adopter une ligne de conduite — et ce faisant il reste dans son rôle constitutionnel — ne s'écartant pas trop nettement de celle que préconise le Parti Ouvrier, et avec lui l'aile libérale dont M. Asquith est resté le chef. Et là encore — si nous voulons que l'entente franco-britannique ne nous réserve plus de surprises, nous devons nous accoutumer à considérer les faits objectivement. Nous devons nous dire que la majorité sur laquelle s'appuiera dans les mois qui vont venir M. Lloyd George et ses collaborateurs ne ressemblera en rien, et par ses tendances, et par les intérêts représentés à celle que M. Briand ou son successeur devra satisfaire, que l'idée que les Communes de demain se feront du problème russe et

des rapports avec l'Allemagne, ne concordera pas avec celle que peut s'en faire la Chambre issue des élections de novembre 1919.

* * *

L'Angleterre voudrait-elle, d'ailleurs, se montrer, d'un seul mouvement, l'alliée que réclament les plus intransigeants d'entre nous, que son geste se trouverait presque aussitôt paralysé. Il y a eu jusqu'à la guerre une politique anglaise s'imposant à cette entité géographique qu'était l'Empire britannique : toutes les concessions, en matière de gouvernement, de finances, d'économie, avaient été faites au cours du XIX^e^ siècle aux Dominions ; mais, en matière de politique européenne, la métropole seule jugeait et décidait. Sur ce point, les premiers d'Angleterre, M. Asquith lui-même, étaient demeurés intraitables : tout au plus ce dernier s'était-il engagé à fournir, de temps à autre, aux ministres coloniaux, quelques renseignements confidentiels sur les directives que croyait devoir suivre le Cabinet. Mais la guerre a complètement changé cet équilibre. L'effort colonial ne fut, en effet, en rien inférieur à l'effort anglais, et les Dominions apposèrent, au même titre que l'Angleterre, leur signature au bas du traité de Versailles. La Grande-Bretagne sera, dorénavant, par rapport à l'Europe, désaxée : elle a trouvé place dans un nouveau système de forces. Elle n'est plus que l'un des membres « de cette association de nations qui constituent l'Empire britannique » Et sa politique à l'égard de l'Allemagne devra, de toute nécessité, s'infléchir dans le sens que réclamera la majorité de ces nations. Tout semble indiquer que ce sens ne sera pas celui que nous souhaitons.

Les suggestions offertes par un Smuts, lors du règlement des affaires de Silésie, les dernières élections canadiennes, qui ont rendu le pouvoir aux libéraux, sont à cet égard des indices trop certains. Et, là encore, il faut comprendre. Il faut admettre que, pour ces Nations éparses dans les deux hémisphères, le problème de la paix ne peut être qu'un problème mondial, qu'il ne peut se ramener, quelle que soit la force de nos droits, à un simple différend franco-germanique. Pour l'Empire

britannique, dont la plupart des membres restent si loin de nous, une question comme celle des réparations ou du contrôle des armements allemands, ne peut qu'être noyée dans celle — combien plus vaste — de la reconstruction de l'Europe. Par ailleurs, les Dominions, qui sont des forces neuves, robustes et idéalistes à la fois, conservent intacte leur foi dans les formules magiques que les négociateurs du Traité de Versailles firent luire aux yeux des peuples. Ils n'admettent pas qu'en présence des faits ces formules se soient effritées. Ils n'admettent pas que des principes d'une universelle application, tel que celui « du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », puissent céder devant des considérations stratégiques ou des déchaînements d'appétits économiques. Ils sont à cet égard plus stricts que l'Angleterre, qui, n'ayant encore su libérer ni l'Inde, ni l'Egypte, a quelque scrupule à exiger qu'autrui se soumette à une loi à laquelle elle-même tarde tant à se plier.

*
* *

Nous venons de montrer quelques unes des raisons organiques pour lesquelles la politique anglaise diverge, et doit nécessairement diverger, de la politique française. Que conclure de ce bref examen ? Angleterre et France n'ont ni la même structure, ni les mêmes intérêts, et pourtant une voix plus forte que celle de la raison et que celle du sentiment nous dit que les deux pays ont besoin l'un de l'autre. C'est un vieil adage que pour ne pas avoir le vertige en montagne, il ne faut pas regarder à ses pieds, mais fixer d'abord les cimes les plus lointaines. Il est évident que si nous parlons mark-or, exportations, et sous-marins, les antagonismes, apparaîtront dès le début, brutaux, irréductibles et chacun des deux peuples, sûr de son bon droit, convaincu de l'égoïsme de l'autre, blessé, déçu, reprendra la main qu'il avait essayé de tendre et se confinera pour un temps plus ou moins long dans une réserve hostile ou boudeuse. De ce jeu, nous ne voulons plus ; les deux pays s'épuisent en ces multiples et stériles prises de contact, en cette alternative de crises et de détentes.

La France ne peut vivre isolée : même si, économiquement, elle est capable de se suffire, elle ne pourra dans les jours qui viendront, constituer une sorte d'îlot spirituel, sans relations avec le reste de l'univers. La gloire de sa pensée, c'est d'avoir toujours eu un caractère d'universalité : son cœur cessera de battre s'il ne bat au rythme de celui du monde. Elle ne peut vivre dans un perpétuel ostracisme. Avec autant de patience que de persévérance, elle doit travailler à faire admettre par les autres peuples le bien-fondé de ses revendications, la légitimité de ses scrupules, mais elle doit à son tour comprendre que les autres peuples, chargés d'assurer le passage d'une forme de civilisation à une autre, ont sur elle des droits. Ses pires ennemis à l'intérieur, plus coupables encore que les hommes qui l'ont trahie pendant la guerre, sont ceux qui s'évertuent à la rendre haïssable, avivent tous les malentendus, font sauter tous les ponts qu'une pensée tend à une autre pensée. Si l'avenir se montre sévère pour ceux qui l'ont représentée à Versailles, ce ne sera pas parce qu'ils se seront trompés, ni parce qu'ils auront alors obtenu trop peu, mais bien parce que leur pensée ne se sera pas montrée suffisamment constructive, parce qu'ils auront cru devoir garder la défiance pour levier. Nous devons désormais — certes, c'est une nouvelle habitude à acquérir pour l'esprit humain — travailler, non plus contre quelqu'un, mais pour quelque chose, ce qui n'implique aucun renoncement à ce qui nous est légitimement dû.

Les torts que la guerre nous a faits, ces torts doivent être réparés, dans la limite des ressources de ceux qui en ont la responsabilité. Là-dessus, ni compromis, ni marchandage. Si d'autres peuples, pour les raisons qui leur sont propres, trouvent avantageux de renoncer à leur créance, libre à eux, mais la nôtre doit rester intacte. Mais que, dans cette liquidation de la guerre, tout ce qu'il y a en nous d'activité, d'ingéniosité et de passion ne s'épuise pas ! Faisons-nous payer, mais ne nous faisons pas une âme de comptable. Disons-nous que cette reddition de comptes, nécessaire si l'humanité ne veut se mettre au travail avec une mauvaise conscience, n'est qu'un incident du grand drame dont la guerre fut le premier acte.

Que ceux qui nous dirigent regardent très loin. Dans l'état où il est, le monde ne peut plus être sauvé que par des hommes d'imagination. L'ennemi du peuple, c'est aujourd'hui celui dont l'esprit se meut toujours dans un même cercle, celui qui n'offre à son pays qu'une mentalité d'homme de loi. Passant par la pensée, au-dessus de leurs intérêts du moment — si respectables qu'ils soient — la France et l'Angleterre emportées dans un effort créateur, se sentiront enfin les champions d'une même cause. De par leur histoire, de par la continuité de leur vie nationale, elles se trouvent être les tutrices de la nouvelle Europe : elles ont eu, dans la société d'hier, toutes les générosités et toutes les prudences ; guidées par leur bon sens et leur idéalisme, elles seules ont su, depuis dix siècles, en dépit de toutes les menaces d'invasion, rester pleinement elles-mêmes, garder leur âme intacte. Elles doivent se dire que l'Europe d'à-présent n'est qu'une poussière d'Etats, d'Etats pour la plupart ressuscités et qui s'aperçoivent avec inquiétude que rien ne ressemble moins à notre monde que celui dans lequel ils s'étaient endormis. Vers ces Etats qui, d'instinct, cherchent une lumière et un appui, doit tendre leur aide et leur rayonnement. Mais il y a aussi une place laissée vide par l'effondrement de l'Allemagne, laquelle avait, comme Rome ou l'Arabie, offert au monde une formule d'organisation, demeurée, comme les autres, inefficace, parce qu'elle ne faisait pas de place à la liberté de l'esprit humain. Cette place, en attendant la conversion de notre ennemi d'hier, nous sommes tenus de l'occuper. L'Angleterre et nous devons refaire l'Allemagne, après l'avoir vaincue, réprimer chez elle toute tentative de retour au passé, mais aussi épier, proclamer, mettre en lumière, tout ce qui chez elle est l'indice d'un esprit nouveau.

Et, sur ce point, même pour le présent, nos deux politiques peuvent se rencontrer. Tout d'abord, une observation *objective* des faits.

Du côté français, obtenir par exemple, de la presse que les manquements au traité ne soient pas signalés en lettres d'un pied, alors que toute tentative d'exécution loyale se fond dans

la grisaille des minuscules : notre jeu est assez riche en atouts, sans qu'il soit besoin de truquer les cartes ; donner — ceci est essentiel — aux peuples étrangers l'impression que si, momentanément, nous sommes obligés de faire porter notre attention sur un certain nombre de problèmes aussi concrets que limités, nous sentons le provisoire d'une telle attitude, nous sommes convaincus que, dans un avenir prochain, le point de vue européen devra primer tous les autres ; admettre enfin que les solutions qui nous satisfont peuvent être rejetées, pour leur compte, et sans qu'il y ait aucun manquement aux lois de l'amitié, par des peuples dont la situation économique diffère de la nôtre.

Du côté anglais : reconnaître que la nouvelle Allemagne, l'Allemagne que nous souhaitons ne s'est encore que partiellement révélée, que dans des tentatives qui mirent pendant un moment en péril l'existence du gouvernement constitutionnel, il y avait autre chose que le geste de quelques isolés ; faire la part des nerfs et du tempérament chez ceux qui pendant des mois furent seuls en face de l'envahisseur ; estimer, comme nous, choquant et immoral qu'à l'appauvrissement croissant de l'Etat allemand corresponde l'enrichissement d'une caste industrielle dont la volonté s'impose aujourd'hui, comme elle le faisait hier, à l'Allemagne démocratique, d'une caste qui porte la plus grande part de la responsabilité de la guerre.

Nous accorderons que l'Angleterre est sage, et qu'elle travaille pour le bien de tous, lorsqu'elle demande qu'à travers l'Europe Centrale se reconstituent les vastes courants d'échange qui la vivifiaient autrefois. Mais qu'elle songe à son tour qu'en une telle matière, un facteur moral se mêle aux facteurs économiques. Qui dit échanges dit crédits, qui dit crédits dit confiance. Une Allemagne qui ne paierait pas, et dont par suite le change monterait, serait momentanément pour l'Angleterre une concurrente moins redoutable. Mais si cette dernière veut parer à une menace, elle veut aussi et surtout, du moins nous le croyons, reconstituer dans son intégrité, l'admirable mécanis-

me industriel auquel l'Europe d'avant-guerre devait une bonne part de sa prospérité. Or, que représenterait pour les prêteurs de demain une Allemagne qui aurait ainsi failli à ses engagements, et que serait pour eux la garantie des grandes puissances qui auraient, plus ou moins franchement, incité cette Allemagne à la défaillance ?

* * *

Ainsi, dans la politique des deux pays, qui ne peuvent conclure un mariage de sentiment — car leur évolution psychologique a été trop différente — ni un mariage d'intérêts — car leurs intérêts sont sur trop de points en opposition — mais qui sentent le devoir impérieux de travailler conjointement au salut d'une cause qui dépasse leur propre cause, présent et avenir se confondront, se corrigeront, s'harmoniseront.

Edouard Guyot.

LA SUISSE ALLEMANDE
ET LA SUISSE FRANÇAISE

d'après leurs écrivains

I

Si la Suisse n'a pas toujours été comprise à l'étranger, durant la guerre, ce n'est pas tant à cause de l'attitude, souvent incertaine ou partiale de son gouvernement, ni à cause de cette neutralité qui s'affirma tour à tour généreuse, craintive ou intéressée. C'est parce qu'une nation où l'on parle plusieurs langues, où le nom même de la patrie est divers selon les régions, présente un phénomène difficile à saisir. Il semble qu'il y ait là plusieurs âmes : une société de peuples non pas une République ; un faisceau démocratique, non pas une Nation. C'est bien un fait qu'entre eux les Suisses ont besoin d'interprètes ; que toute formule politique, toute résolution, toute vibration d'enthousiasme doit être expliquée et traduite ; à tout le moins adaptée au caractère de tribus hétérogènes. On prétend quelquefois dans les journaux de ce pays qu'il en est de même partout, qu'en France même l'homme du Nord et le Méridional offrent un contraste parfait. Du moins parlent-ils le même idiome, et l'orateur qui conquiert les esprits n'a pas besoin d'être un polyglotte. La question des langues et le problème des races jouent ici un rôle dont

il serait faux de masquer l'importance. Ce qu'on appelle un mariage mixte peut comporter beaucoup de bonheur pour les parties qui l'ont conclu et les enfants qui en sont nés. Il n'est pas moins vrai que, selon les circonstances, il leur procure aussi de singulières difficultés. Si beaucoup ne s'en doutaient pas avant 1914, la guerre nous l'a fait douloureusement éprouver. Si les étrangers ne connaissent la Suisse que superficiellement, que dire de la façon dont les Suisses s'ignorèrent et s'ignorent, sans même s'en rendre compte? *C'est que nous n'apprenons pas à lire dans les mêmes livres.* Nous ne subissons pas les mêmes influences ; nous cultivons dans chacun des cantons, outre les souvenirs nationaux, les souvenirs de la cité ou de la région. Et la littérature qu'on nous enseigne tout entière, est ici celle de France, et là celle d'Allemagne. Il n'y a pas, il ne saurait y avoir — en un certain sens — une école suisse.

Aussi bien notre patriotisme est-il de nature complexe. Plus qu'ailleurs il a son principe dans l'attachement à tel coin du sol. Il s'élargit en une affection ardente ou raisonnable pour le pays qui comprend trois cultures. Et de ces trois civilisations, il exalte celle dont la langue est la sienne. Le citoyen chez nous est de son canton; puis il est Suisse; mais il est encore Suisse français, allemand ou italien. Il y a certes une âme nationale, que seuls osent nier les anti-patriotes. Nous la pouvons évoquer facilement, dans toute occasion, sans même faire appel à l'*idée* helvétique ou au concept de la démocratie, sans répéter en somme une leçon apprise. Et c'est dans le peuple même qu'elle est vivante. Les crises où éclate notre diversité sont celles aussi où, miraculeusement, par une saisissante réaction, notre unité s'affirme.

Néanmoins, plus que d'autres, nous sommes *régionalistes* et plus que d'autres, Européens. Nos frontières sont tour à tour singulièrement étroites et singulièrement ouvertes. Les entreprises internationales trouvent ici le terrain convenable : le drapeau suisse devient, sans changer de couleurs, celui de la Croix-Rouge. Mais vingt-deux armoiries cantonales

annoncent toujours des pays distincts et des habitudes que l'histoire n'a point encore fondues. On trouve en Suisse des citoyens du monde, et des bourgeois aussi pour qui le monde n'existe pas. Il arrive que l'universalisme et l'esprit de clocher cohabitent, non seulement dans la même ville, mais dans le même individu. Pour comprendre et connaître l'étranger nous n'avons guère besoin de franchir nos limites. Ne sommes-nous pas par essence une ligue des nations ? N'avons-nous pas sur place les colonies de vingt peuples ? Et pourtant ceux-là même que hante l'idée internationale pratiquent fidèlement le culte de la cité, et tiennent, inébranlables, à ce qui les distingue du monde entier.

Cet alliage de civisme renforcé et d'esprit cosmopolite est précisément le trait commun des Suisses. On retrouve ces deux facteurs unis ou séparés, dans les littératures de ce pays. Le premier certes est le plus fort. Le « génie du lieu », la tradition ancestrale, l'âme catholique ou protestante de la région, voilà ce qui inspire surtout nos écrivains. S'il y avait unité de langue, si le mode d'expression, en français et en allemand, n'offrait pas une divergence aussi considérable, s'il existait un seul patrimoine en matière de goût, de genres et de proportions, on pourrait sans scrupule parler d'un art helvétique et les discussions sans cesse renaissantes sur ce sujet : « Y a-t-il une littérature suisse ? » trouveraient leur solution.

* * *

Mais on ne peut voir que contraste entre les instruments que manientles écrivains romands et les alémaniques. Ceux-ci qui à l'école ont *appris* l'allemand, n'écriront pas nécessairement dans la langue d'empire. Le dialecte les servira mieux. Il rendra plus véritablement leurs sensations imes. Il exprimera de façon plus immédiate les personnages de leur milieu. Ces poètes souvent ne donneront toute leur mesure qu'en chantant pour leur famille, dans le patois de Berne ou de Schwytz. Et même s'ils se sont assimilé parfaitement la langue littéraire, s'ils prétendent écrire à la fois pour leur pays et le public

allemand, il n'est point de loi ni de vieux préjugé esthétique qui leur interdise de jeter en leur phrase des mots du cru, d'y mêler une tournure locale, d'employer ces rustiques et pittoresques diminutifs dont Spitteler lui-même fait usage... Nul ne leur défend d'affirmer ainsi leur origine, et si les juges de Berlin et de Munich les accusent d'écrire « à la suisse », ces auteurs n'auront à se reprocher qu'un délit contre la mode plutôt qu'un péché contre la langue. Ne sont-ils pas du reste en très bonne compagnie, avec ce Jérémias Gotthelf, dont l'inconscient génie voulut garder toute la saveur de l'Emmenthal ; avec l'un des maîtres de la prose allemande, Gottfried Keller, qui n'a point étouffé son accent zuricois ? Grâce aux dialectes qui survivent et grâce à ce provincialisme que tolère encore l'esprit germanique, la Suisse allemande s'est aisément créé, sans effort d'adaptation ou d'imitation, une littérature originale.

Les écrivains romands ont une tâche plus difficile. Ils n'ont plus la ressource du patois, et ne la regrettent point. Les singularités du parler romand ne sauraient être plus que des solécismes. Le milieu moral de ces auteurs, leur centre intellectuel, c'est Lausanne, Genève et Neuchâtel, mais leur tribunal littéraire ne peut être que Paris. A moins qu'ils ne consentent au moindre effort et se satisfassent d'une gloire villageoise. Leur tradition, leur caractère, leur pensée, il n'est que le français qui les puisse exprimer. Or le français ne nous est pas enseigné à l'école comme on l'enseigne en France. Pour chacun de nos écrivains, la conquête de sa langue est une solitaire et dure entreprise, dont les résultats sont tardifs, quand l'effort n'est pas vain. Bien que l'imagination en ce pays n'abonde pas en ressources, bien que l'élan lyrique ne s'y soutienne guère, et que l'observation du cœur humain — dans une contrée où sévit l'analyse — n'ait pas donné sous l'espèce du roman des résultats extraordinaires, l'obstacle essentiel à vaincre est celui de la langue et du style ; c'est une discipline esthétique qui nous a fait défaut. Il en est sans doute qui se tirent d'embarras. Il en est qui renoncent à traduire la vie nationale et qui s'agrègent aux lettres françaises.

L'exemple d'un Victor Cherbuliez est très louable assurément, mais c'est celui d'un industrieux émigrant, dont l'héritage ne nous appartient plus. Qui veut rester vaudois ou genevois et se faire lire au-delà du Jura ne saurait être qu'un grand maître du style, et depuis que Genève a donné à la France la *Nouvelle Héloïse*, nulle œuvre d'imagination n'a pareillement illustré notre sol. Les conteurs romands du XIX^e^ siècle sont demeurés nos très chers amis, et Toepffer principalement, mais Paris ne les réclame guère, comme l'Allemagne revendique C. F. Meyer et l'auteur d'*Henri le Vert*. Nos penseurs ont eu plus de chance. Le nom d'Alexandre Vinet a passé la frontière de l'ouest, mais quelques protestants sont seuls à le connaître, et le lisent moins qu'ils ne jurent par sa réputation. S'il est un livre à l'étranger qui représente *notre* littérature, c'est l'ouvrage le moins populaire et le moins construit, le *Journal intime* de H. F. Amiel. En cette année où l'on célèbre le centenaire de sa naissance, où le texte revu et augmenté du Journal va paraître, je suis presque fier de n'avoir à citer en ce lieu, que son nom[1]. L'esprit de la région, sous sa forme la plus subtile, ses paysages, sa tradition morale, religieuse et civique, nul n'a médité sur ces choses avec plus d'ampleur et de nuances. Et qui veut comprendre cette peine du Romand à vêtir d'une forme sa pensée, qu'il lise entre les lignes du Journal intime. C'est une tâche intéressante, mais en littérature un rôle ingrat et malaisé, que d'être aux avant-postes entre le monde latin et le monde germanique.

* * *

Qu'ils écrivent en français, en allemand ou en dialecte, les auteurs suisses du XIX^e^ siècle — tout au moins la plupart d'entre eux — se proposent d'exercer une saine influence. Ils sont pédagogues, ou même prédicants, autant que littérateurs. Le livre pour eux est destiné à édifier la cité et la fa-

1. La nouvelle édition du *Journal intime* paraîtra cet hiver chez Crès à Paris par les soins de M. Bernard Bouvier, professeur à la Faculté des lettres de Genève.

mille. Nos critiques d'autrefois, jusqu'à Vinet lui-même, dénonçaient le danger du roman, et comme Rousseau dans sa lettre à d'Alembert, ils se préoccupaient volontiers des effets pernicieux de la comédie, plutôt que la structure ingénieuse d'un divertissement artistique. Ces écrivains ne cessent de songer au but de leur œuvre. Ils ne pensent pas moins à distraire qu'à se rendre utiles. L'art pour eux ne consiste pas à troubler l'âme, mais bien à l'affermir. Juste Olivier peint à son peuple le charme du sol vaudois. Il lui fait aimer la terre, mais lui fait lever les yeux vers le ciel. Car il n'est de sécurité que dans l'au-delà » :

Messager, messager, qui parcours la campagne...
Ton bras est vigoureux, ton pied sûr et léger;
Songes-tu qu'à ton tour, messager ! messager ?..

Un sermon toujours qui veut se faire entendre; une assurance répétée qu'« il n'est pas là tracé pour rien, le chemin de toute la terre ». Qu'ils soient chrétiens comme Olivier ou Jérémias Gotthelf, ou qu'ils aient perdu la foi, ils ont une leçon à donner, un témoignage à rendre, une expérience utile à reproduire et qui, par sa sincérité, aide quelqu'un peut-être à vivre.

Longtemps encore Genève lira les récits de Toepffer, et toute la Suisse allemande reconnaît son meilleur interprète en Gottfried Keller. Il faut sortir ici des généralités. Or je ne sache rien qui introduise mieux à ces études sur la Suisse française et la Suisse allemande qu'un parallèle entre la narrateur des *Nouvelles genevoises* et celui des *Nouvelles zuricoises*. S'il s'agissait de critique littéraire, on hésiterait à mettre sur le même plan deux auteurs inégaux par le talent et par la renommée. Mais il s'agit du peuple et de son caractère, du culte gardé par des villes suisses à ceux qui furent leurs bons génies, et qui excellement peuvent révéler l'esprit de la nation.

*
* *

Deux bons génies : c'est bien ainsi qu'ils m'apparaissent Mais encore ce sont deux éducateurs, et qui ne se refusent pas.

à l'être. Il faut qu'en eux le poète soit grand pour faire aimer le maître d'école. Car leur *moralisme* est à découvert. Il ne craint pas de se formuler : « Pour la femme comme pour l'homme, dit Toepffer, ni l'école des livres ni l'école du monde ne valent l'école de l'épreuve pour instruire, pour enrichir et pour embellir l'âme de la créature ![1] ». Et dans la *Bibliothèque de mon oncle*[2], comptez donc aux pages du début combien de fois revient le mot éducation. On flâne, on tisonne, on regarde par la fenêtre, on fait l'éloge des rêves inutiles. Ne vous y trompez pas. L'âme reste au gouvernail. C'est la nature et le bon Dieu qui commandent l'équilibre. On travaille à se perfectionner. Ce petit bossu, dans la *Traversée*[3], qui voulait être général ou avocat... ses ambitions et ses déceptions ne l'empêchent pas de se ménager, comme il convient, une existence modeste. Et Jules... c'est merveille de voir comme le bon sens triomphe dans la carrière du jeune artiste. A point nommé, il oubliera l'Anglaise de grande famille, comme il a oublié la petite Juive mystérieuse. Il épouse Henriette, la voisine, ce qui est tout indiqué. « L'avenir, dit-il, a accompli les prédictions de mon oncle et les promesses du géomètre. J'entrai dans une famille où régnaient l'union, l'intimité, le dévouement de tous au bien commun, la plus propre entre toutes à achever de *former mon caractère*, en me montrant quels sont les biens, simples à la vérité, mais vrais et certains dont nous éloignent le plus souvent un tour d'esprit romanesque et une imagination prompte à se laisser séduire.[4]» Ecoutez Rosa et Gertrude, au milieu de cette folle équipée où le pasteur Bernier leur apporte le salut : « Elles s'étaient promis... que si jamais Dieu leur accordait la grâce de les faire rentrer, avec le comte, au sein de leurs familles, elles feraient trêve *aux exaltations passionnées de leur jeunesse*, pour chercher une félicité solide dans les choses bien simples où l'épreuve leur avait appris qu'elle se rencontrait.[5] »

1. *Rosa et Gertrude*, p. 164 (édition Dubochet 1847).
2. Voir les *Nouvelles Genevoises*.
3. *Ibid.*
4. *Ibid.* p. 176 (Edition Hachette).
6. Rose et Gertrude p. 136-137.

Comment on borne ses prétentions, comment on devient sage, comment on parvient par la mélancolie apaisée à ce bonheur qui est toujours « chose relative », c'est une leçon que Toepffer laisse entendre souvent. Il l'a reçue lui-même. Il n'a pu devenir l'artiste qu'il aurait voulu. Seulement, se résigner et se restreindre, ce n'est pas pour lui s'enliser dans le médiocre.

Non plus que pour Gottfried Keller. Cette morale d'adaptation, c'est le fond même de son enseignement. Il n'est pas question de sacrifice, et l'onction chrétienne n'est pas de mise ici. Pancrace[1], après ses escapades aux Indes et en Afrique, ne se livre pas — pour en finir — à la grâce divine, mais à la loi, si longtemps négligée, de sa propre vie. Le faux comte Strapinsky[2] remet tout simplement l'habit qu'il n'aurait jamais dû quitter. Et John Kabys (avec *y*) qui n'a pas réussi à se faire une belle destinée, se contentera d'un commerce de quincaillerie « qui nourrit son homme ». Tous du reste, ils obtiendront, comme leur maître Henri-le-Vert, les petites récompenses de ce monde, dont la plus appréciable est le sourire de la terre.

Retour à l'humble activité, *retour à la maison*, à l'appréciation pondérée des contingences, après les poursuites et les révoltes. Le rêve solitaire a trop duré; l'âme est épuisée enfin des essais malheureux; le grand manteau flotte ridicule aux épaules de l'affamé. Il reste une issue : le métier pour quoi l'on est fait, la petite place qui est la vôtre dans la *cité*. A quoi donc servent les songes-creux romantiques, ceux que tourmentent la démesure des songes et le désir du suicide ? Offrir à la ville qui grandit une bonne volonté et des bras; revenir fièrement à la prose, c'est la poésie de l'existence, la poésie de Gottfried Keller. Ce n'est certes pas le cantique du surhomme, car le sourire en serait absent.

La morale que Toepffer et Gottfried Keller prêchent à leur peuple, c'est une morale bourgeoise. Ces deux bons génies sont

1. Voir *Leute von Seldwyla*.
2. *Ibid.*

deux *petits bourgeois*, du centre de la ville, dont l'enfance s'est écoulée, musarde et solitaire, dans une maison pleine d'originaux. « En ce temps-là, dit Toepffer,[1] je veux dire vers 15 ans, ils avaient leur petite chambre sur une cour silencieuse, sur des toits déserts. Ils y sont devenus méditatifs, peu au fait des affaires de la rue, assez riches d'observations privées sur un petit nombre de voisins. Ils ont acquis une connaissance de l'homme moins générale, mais plus intime. » La gêne laborieuse, ils l'ont connue d'assez près. Ils garderont toujours une préférence pour les petites gens, pour ceux qui, ayant travaillé leurs six jours, ferment le logement chaque dimanche, vont se promener en famille et chantent sous la treille avec d'autres petites gens.

Ils ne voudraient pas être nés dans un autre milieu. Ils ont cette fierté narquoise d'être du peuple. Dès lors, ce qui déchaîne leur verve, c'est l'effort que tant d'autres, à tous les échelons de la société, font pour sembler au-dessus de leur situation. Toepffer et Gottfried Keller ont déclaré plaisamment la guerre au « bourgeon », c'est-à-dire à l'indomptable germe d'ambition, « qui gouverne l'homme », qui « rétrécit son esprit », qui « corrompt son cœur » : «C'est lui, dit Toepffer, qui proscrit les plaisirs sans faste et sans dépense; c'est lui qui veut que son homme parade sur quelque place publique; c'est lui qui conseille cette moustache et cet éperon qui n'ont de prix que sur le seuil d'un café ou sur le pavé d'une rue de bon ton »..... Tœpffer et Gottfried Keller, ce sont les citoyens de bon sens qui ne tolèrent point qu'on s'aille fourvoyer sur son importance dans la société. Comme Champin Jean-Marc, ils n'aiment pas « les familles où, au lieu de redescendre vers la boutique, on monte vers le syndicat. »[2] Il ne faut viser ni au-dessus ni au-dessous de sa condition. A Louise Reybaz[3] ne convient « ni la mante de bure que porte Marthe, ni les

1. Nouvelles Genevoises, p. 3.

2. On se rappelle que le titre de *Syndic* était celui des premiers magistrats de la République de Genève.

3. Voir le *Presbytère* de R. Toepffer.

soies fourrées où Mme de la Cour s'enveloppe. » Ces deux sages poètes se laissent chaque jour divertir par la prétention des sots. De même que M. Jabot, rêvant d'élégance, de savoir-vivre et de belles relations, « croit devoir » à tout instant observer l'attitude protocolaire, le négociant Viggy Stœrteler[1] s'improvise « homme de lettres parmi les gens de lettres »; il essaie du feuilleton, de la nouvelle et de l'épître. Il essaie de tous les genres. C'est pour cette raison que « souvent il affirmait avoir les dispositions naturelles d'un essayiste. » Dans la salle du Brochet bleu, il prend part avec quelques écrivailleurs de son niveau à « la solennelle et positive instauration d'une nouvelle période de *Sturm und Drang*. » Il n'y a pas jusqu'au garçon d'auberge, Georg Nase, qui n'ait été victime du « bourgeon » littéraire : il présentait ses chroniques sous l'anagramme de Georges d'Esan !

Ah ! quel précieux album Toepffer eût composé sur ce thème ! Comme il eût dessiné le vieux Monsieur Litumlei d'Augsburg, lequel s'invente gratuitement, à défaut d'ancêtres, un fils illégitime, afin d'être à la mode du jour et de la noblesse authentique. Et les deux gendres de Martin Salander[2], ne souffrent-ils pas d'une enflure plus grave ? Vouloir imiter les gens de qualité ou vouloir être seul de son espèce : ce sont là deux aspects de la même maladie. Regardez ce Jacques — dans les *Nouvelles zuricoises* — dont le but unique est de passer pour un original : « son carnet de notes dans une main et son crayon dans l'autre, tout entier dans l'attente de fournir des preuves de son originalité. » Par bonheur son parrain va le promener un jour dans le passé, dans la forêt et dans le vieux Zurich. Cela nous vaut tout un volume. Nous y voyons la folie humaine sous diverses modalités, et comment il faut rester soi tout simplement, à la façon de Salomon Landolt, le bailli de Greifensee. Car la véritable originalité est celle qui ne se cherche pas, qui peut-être s'ignore, et nul ne peut dire d'où elle vient. A quoi sert d'y aspirer, de vouloir à tout prix

1. Voir *Leute von Seldwyla*. II p. 104 (Ed. Rascher 1918).

2. C'est le titre du dernier roman de Keller, qui est en somme le testament du citoyen et du moraliste

qu'elle s'incarne en nous ? Pourquoi donc ce propos de différer des autres ? Formes subtiles multiples de la vanité..... « Tel voyant son champ ingrat au bon grain, prend l'idée de tirer parti des mauvaises herbes. » Arrière, *bourgeon*, s'écrie Toepffer, tu es le père de la sottise, si tu n'es la sottise elle-même ! » Et certes, Gottfried Keller aurait ici le verbe et le rire plus rudes.

Educateurs souriants, petits bourgeois railleurs et hardis... ils sont cela de nature, Toepffer et Gottfried Keller. Ils sont pareils à beaucoup de leurs concitoyens. Ayant trouvé le bonheur dans l'ordre de la cité et dans les paysages qui l'entourent, ils ne se lassent pas *d'enseigner* qu'il faut accepter, bien plus, aimer la vie. Et pourtant ils ont eu de pareilles déceptions. Leur vie a pris un aspect qu'ils n'avaient point souhaité. Tous les deux, ils ont dû renoncer à la palette. Gottfried Keller doit constater en outre qu'il n'est pas dramaturge. Il s'improvise fonctionnaire modèle, de même que Toepffer devient chef d'institut. Ils sont rares, parmi nos écrivains du XIX^e^ siècle, ceux qui furent seulement hommes de lettres.

Nous savons leurs malheurs, mais ils ne les font pas après coup peser à nos épaules. Il y a chez Keller, sous la peau d'un grognard, un optimiste. Je veux bien que Toepffer, sous sa gaîté, soit un mélancolique. Mais il est de ces âmes bien faites que la nature, à de certaines heures, peut combler. C'est sa voix qui résonne dans les dernières paroles du pasteur Bernier: « Chaque jour je remercie Dieu de m'avoir conservé jusque dans le vieil âge *assez de vie pour sentir avec fraîcheur* et assez de force pour me divertir sans lassitude », et encore : « Je m'apprête.... à déloger tout à l'heure de cette terre, *non pas sans doute repu du bonheur que j'y goûte.* »[1] Il n'est pas repu, il aime les quatre saisons; un printemps éternel l'ennuierait. Cette inévitable variété suffit à nourrir son goût de l'existence. Peut-être que du ciel — soit dit sans blasphème — il regarde encore vers le monde où nous vivons, comme ces élus — dans

1. *Rosa et Gertrude.*

la *Petite Légende de la Danse*, du païen Gottfried Keller — qui soudain sanglotent éperdument de la nostalgie de la terre[1].

Parce que toute la terre est vivante, parce que nos collines gardent cette « chère couleur verte » qui ravissait le poète zuricois, il y a des joies pour ceux qui les veulent saisir. Et tant pis pour ceux qui s'ennuient. Les ennuyés et les indifférents, c'est à eux *qu'ils firent la leçon*, Toepffer et Gottfried Keller. Voyez-en la caricature : c'est l'Anglais qui bâille au *Col d'Anterne*, le *mirliflor* de l'*Héritage* qui croit avoir un polype au cœur, « le cousin Ernest » dont il est dit que « les habitudes sont pour lui ce que sont pour d'autres les passions »[2], et ceux encore qui sont religieux en poésie, aventureux sans frisson au cœur. « Sommeil des passions nobles », écrit Charles à Louise[3] « sans lesquelles ce n'est la peine ni de s'enorgueillir de quelque chose, ni d'être fier de sa patrie, ni même d'en avoir une. » Oh ! que d'hommes décevants, dans cette ville.... « On dirait une série d'usages auxquels ils se conforment. Après quelques années passées ainsi, ils se trouvent être, les uns avocats, les autres ministres, les autres rentiers ; alors ils se marient ou on les marie, et tout est fini. Ils pratiquent ce qui est d'usage dans leur position, et pour peu qu'elle soit douce, ils s'y assoupissent tranquillement. » Les *Trois justes*[4] — ouvriers en peignes à Seldwyla — sont plus encore aux antipodes de la vie. Jobst, l'aîné d'entre eux, se jure de ne plus jamais quitter le bourg endormi au soleil. Mais « dans son cœur », dit Gottfried Keller, « rien ne l'obligeait précisément de demeurer à Seldwyla, aucune préférence pour la contrée, ni pour les gens, ni pour la constitution ou les mœurs de ce pays. Tout cela lui était aussi indifférent que sa propre patrie, dont il n'avait pas le moindre regret. Avec son travail et son honnêteté, il eût pu s'attacher aussi bien à toute autre localité dans le monde. Mais il n'avait pas le choix, et saisissait, l'âme vide, le premier fil d'espoir qui par accident s'offrait à

1. *Sieben Legenden.*

2. Personnages des *Nouvelles Genevoises.*

3. Dans le *Presbytère*, de Toepffer.

4. *Leute von Seldwyla* (Voir ma traduction parue chez Crès à Paris (1920) dans la *Collection helvétique*.

lui. Jobst savait à peine où il était ; les us et coutumes des Suisses lui étaient incompréhensibles ; il disait seulement parfois : « Oui, oui, les Suisses, c'est des citoyens ! Sans doute, c'est beau, la politique, quand on a du goût pour ça. Moi je n'y entends rien. Dans mon pays, on n'a pas l'habitude.... Sur toute la terre, continue l'auteur, il y a ainsi des justes parsemés, qui se retirent en tel lieu pour nulle autre raison que par hasard. Ils ont découvert un bon tuyau de subsistance ; ils y mettent les lèvres sans nostalgie du vieux pays, sans amour du nouveau, sans un regard ni auprès ni au loin, et par là ressemblent moins à l'homme libre, qu'à ces organismes inférieurs, prodigieuses bestioles ou semences, qui par l'air ou par l'eau sont portés d'aventure à l'endroit de leur réussite. »

Robuste amour de l'existence, comme les vierges, les saints et les épouses des *Sept Légendes*, goût bien prononcé de continuer la promenade ainsi que « mon oncle » jusqu'à son dernier jour. Et malheur aux blasés, aux mesquins, aux « cœurs où nulle flamme ne couve ». Toepffer et Keller n'enseignent pas que cette saine vitalité, et la simplicité, et le contentement, avec l'humour qu'aime le peuple. Si le peuple voit en ces deux écrivains deux bons génies, c'est qu'ils exprimèrent aussi *le sentiment national* dans les années mêmes où se consolidait et se perfectionnait la Suisse des 22 cantons. Le drapeau fédéral, ils l'ont regardé avec la même tendresse. Ils l'ont exalté très simplement, comme il convient de le faire. Je songe à ce mot de notre Philippe Monnier : « Il ne faut pas toujours dire : patrie, patrie, c'est une profanation ». Voici *Charles*, dans *le Presbytère*, qui décrit à sa fiancée la revue des milices genevoises à Plainpalais :[1]

« Nos magistrats étaient entrés dans la plaine. Après qu'ils eurent défilé entre les rangs, ils vinrent se placer sous une tente, et les manœuvres commencèrent. Pendant que le canon grondait et que de toute la ligne jaillissaient le bruit et la fumée, je me sentais peu à peu jeté dans une sorte d'ivresse, dont le charme grave et plein m'était inconnu. C'est que la patrie était là tout entière, unie, heureuse, mo-

1. P. 202 (Editien Dubochet).

deste, sans sommités fastueuses, sans populace misérable, tirant son unique lustre du bonheur et de la concorde de ses enfants. C'est que l'armée était là, petite, mais citoyenne, mais nôtre; composée des pères, des époux de ces femmes qui circulaient dans la foule ! C'est que notre bannière flottait dans les airs, et que, la réunissant par la pensée à ces vingt et une bannières qui flottent glorieuses dans l'ombre des vallées et sur la crête des montagnes, ce faisceau me représentait la commune patrie, grande de trophées, de bonheur et de liberté [1] ».

Et Louise est bien émue au récit de ce spectacle.

Le drapeau de tout le pays.... c'est en sa présence qu'Hermine et Carl ont célébré leurs fiançailles, au tir fédéral d'Aarau. Lisez la dernière page du *Fanion des sept braves* : [2]

« La musique reprit alors, comme si c'eût été en leur honneur. Hermine se glissa parmi la foule, sans lâcher pourtant la main de Carl. Il la conduisit jusqu'à la place de fête, où déjà régnait le silence nocturne. Ils firent le tour du pavillon des prix, et comme il n'y avait personne alentour, ils s'arrêtèrent. Les bannières ondulaient et babillaient ensemble... On ne voyait plus le fanion de l'« Amitié », perdu dans les plis d'une grande bannière voisine. Plus haut, à la lueur des étoiles, flottait le drapeau fédéral, tout seul; on n'entendait que les claquements et les froissements de la soie. Hermine mit les bras autour du cou de son fiancé, lui donna un franc baiser, et dit avec une tendresse émue : « Maintenant, il faut que ça marche bien entre nous... » Une sentinelle de carabiniers vient inopinément rompre leur tête à tête : « Le métal de l'uniforme brillait dans l'obscurité. Les deux jeunes hommes se reconnurent; ils avaient été recrues ensemble, et l'Argovien était un beau gaillard de la campagne. Les fiancés s'assirent à ses pieds, et passèrent là une bonne demi-heure à causer avec lui, avant de rejoindre la société ».

Ne cherchons pas d'autres passages qui prouveraient plus solidement *l'helvétisme* de ce Zuricois et de ce Genevois. On ne sent guère ici *l'intention* patriotique. De l'abondance du cœur la bouche parle. La fête nationale est pour ces deux poètes une si grande chose, qu'ils ont osé en faire la conversation des amoureux ou le cadre de l'amour. Baigner ainsi la vie du cœur aux réjouissances populaires, c'est peut-être une grande naïveté, mais c'est plus encore une grandeur naïve.

1. Il est intéressant de rapprocher cette page de celle qui termine la lettre à d'Alembert, de J. J. Rousseau.

2. Dans les *Zürcher Novellen*, p. 974 (édition Rascher).

C'est un tableau tout actuel de la littérature en Suisse que j'ai l'intention de présenter. Il s'agira de notre production nationale dans ce premier quart du XX^e^ siècle. Mais dès l'abord on devait se rendre compte de l'atmosphère et de la tradition. Que les deux narrateurs pour qui notre peuple — y compris les gens de goût — conserve une prédilection, soient en même temps de joyeux moralistes, bons bourgeois et bons patriotes; que l'optimisme, le bon sens et la vertu soient chez eux la note dominante, avec la saine raillerie de toutes prétentions, où ce qu'on nomme ironie n'a point de part, il était nécessaire d'en fournir la preuve. Si l'étranger a vanté trop souvent l'honnêteté des Suisses (en joignant, Dieu merci, à cet éloge les restrictions qu'il faut), il est de fait que jusqu'ici *nos livres* en ont donné l'impression. Les passions humaines ne sont apparues dans nos littératures qu'entourées de leurs correctifs. L'étude des mœurs, pour obtenir quelque succès, a dû généralement aboutir à la louange des bonnes mœurs. Haller, en découvrant les Alpes, n'y a découvert que de braves gens. Nos vieilles estampes offrent l'image du labeur en famille ou du repos dominical, et pour peu qu'une auberge y soit au premier plan, on n'y verra jamais de buveurs qui lutinent les filles. La vie est bonne, mais elle est sérieuse. Elle donne à rire, mais ne laisse guère le temps de s'amuser. Au demeurant, on est satisfait du climat et de la Providence. Même durant la guerre, en Suisse allemande surtout, plusieurs poètes du sol et du peuple ont célébré cette satisfaction.

Charles CLERC.

L'AUTRICHE-HONGRIE ET LA GUERRE EUROPÉENNE

UN NOUVEAU TEMOIGNAGE

Les souvenirs qu'a publiés, voici près d'un an, le baron de Szilassy [1], ont fait peu de bruit. Chez nous, ils semblent avoir passé inaperçus : car on ne les trouve pas cités dans l'excellent et si complet travail de MM. Bourgeois et Pagès [2], qui en auraient pu tirer une très intéressante confirmation de leurs conclusions. Plus d'un diplomate ou d'un historien attentif à se constituer sur les questions de la grande guerre une documentation sans lacune n'a dû qu'au hasard de les découvrir. La faute est-elle à l'éditeur qui n'a point su organiser sa publicité? au nom de l'auteur, ignoré partout, sauf dans les quelques milieux diplomatiques qui avaient été en contact avec lui? à l'erreur d'optique qui, depuis tantôt trois ans que la guerre est finie, ou plutôt depuis bientôt huit ans qu'elle commença, détourne sur l'Allemagne seule l'attention publique, et confine l'Autriche-Hongrie en posture de « second » non plus brillant, mais éclipsé, effacé, de comparse depuis sa chute, déjà, pres-

1. Baron J. von Szilassy, *Der Untergang der Donau-Monarchie. Diplomatische Erinnerungen.* Berlin, Neues Vaterland, 1921.

2. *Les origines et les responsabilités de la grande guerre. Preuves et aveux.* Paris Hachette, 1921.

que oublié? Il reste pourtant, des papiers et des propos de Vienne, plus d'une révélation intéressante, essentielle ou capitale à tirer pour l'intelligence des événements d'où est sortie une Europe politique toute nouvelle, et s'il en fallait une preuve de plus, ces mémoires la donneraient.

Leur auteur a appartenu durant un quart de siècle au service diplomatique de la monarchie aujourd'hui à jamais effondrée. Il n'y a point joué un premier rôle, mais il en présente sûrement l'une des figures les plus originales et les plus intéressantes. Sa tournure d'esprit, une certaine instabilité d'humeur, des circonstances de famille peut-être, le mécontentement et l'inquiétude que lui inspiraient la politique du Ballplatz l'ont empêché de subir l'attraction du soleil de Vienne, et ont orienté sa carrière vers les postes de l'étranger. Il a connu ainsi de près la Russie et le Japon, l'Angleterre et l'Italie, la Roumanie et la Grèce, la Turquie, d'autres pays encore. La guerre mondiale l'a trouvé ministre à Athènes, où il était arrivé au début de 1914, et d'où il partit quand la Grèce prit position définitive dans le grand conflit. Après l'armistice, la République hongroise du comte Karolyi fit appel à lui pour la légation de Berne, où devait être préparée la reprise de rapports réguliers avec les Alliés; mais, trois mois plus tard, Karolyi cédait la place à Béla Kun. Ses mémoires, écrits en 1919 et 1920, sont le fruit des loisirs que depuis lors a laissés au baron Szilassy le cours des événements dans sa patrie.

Tel il s'y montre, tel le présentent aussi les souvenirs de ses anciens collègues : diplomate volontiers voyageur, point effrayé, attiré au contraire par les postes lointains, exotiques ou difficiles; esprit cultivé, curieux, facilement emporté par une imagination qui n'est point toujours sans chimères, enthousiaste avec une nuance désabusée et lasse; aristocrate de nature et d'éducation, convaincu par l'étude et l'expérience que le monde va naturellement et nécessairement à la victoire de la démocratie; Magyar de race et de cœur, fier d'appartenir à l'une de ces vieilles familles qui, comme les Tisza et leurs pareils, se tenaient pour au moins égales aux magnats hauts titrés et volontiers pour supérieures (« membre d'une famille

hongroise d'immémoriale noblesse et toujours féale », écrit-il un jour au comte Czernin), mais élevé dans la Suisse romande et en Grande-Bretagne, parlant et écrivant le français et l'anglais presque comme sa langue maternelle, protégé par cette éducation et l'action des milieux étrangers où il a vécu contre les dangers de l'étroitesse de l'horizon magyar; Hongrois passionné, mais adversaire convaincu du nationalisme chauvin dont le triomphe, poussant à l'extrême les conséquences du principe dualiste admis en 1867, contenait en germe la ruine de la Hongrie; conservateur réformiste de l'école d'un Széchenyi, partisan d'une vaste fédération danubienne où, sous le sceptre des Habsbourg, « plus d'une irredenta aurait trouvé à se satisfaire » [1], et qui aurait été, en fait, essentiellement la fédération hongroise, cherchant la garantie de son existence non dans une alliance avec l'Allemagne, mais dans une entente avec l'Occident libéral [2]. Sans illusion sur les énormes difficultés que présentait dans l'Europe d'après 1848 le gouvernement de la puissance hétérogène et composite qu'était la monarchie habsbourgeoise, il ne la jugeait pourtant point irrémissiblement condamnée à disparaître; mais il était certain, et souvent il laissait entendre dans ses dépêches où il exposait dans des mémoires remis à ses chefs, que la politique suivie au Ballplatz était une politique de suicide. Son livre est, en un sens, un plaidoyer pour sa patrie hongroise, dont il se refuse à croire la condamnation définitive; et certes, s'il suffisait d'un juste pour que la Hongrie fût sauvée ou de nobles intentions et d'un cœur sincère pour la relever de sa misère et de son humiliation d'aujourd'hui, c'est des noms et des témoignages comme les siens qu'elle pourrait le plus utilement invoquer.

Le livre est comme l'homme : intéressant, sympathique, mais un peu singulier et décevant. Plus de lueurs que de clarté, plus d'ingéniosité que de fermeté, plus de brillant que de force, plus de velléités et de sentimentalisme un peu vagues que de

1. P. 40
2. P. 42.

volonté arrêtée et précise. Si la critique y est pénétrante, le programme positif reste flou, et l'impression finale est d'un esprit distingué, orné, fin et souvent subtil, tourné par goût vers les spéculations de la philosophie de l'histoire, mais peint d'un politique pratique, d'un véritable homme d'Etat.

Le décousu même — le mot est de l'auteur — de la composition de ces mémoires montre combien peu, au fond, l'action est son fait. Toute la première moitié de son livre est remplie par une psychologie des Alliés, dont il dit lui-même, avec une bonne grâce qui désarme, que le lecteur au courant de ces généralités peut la négliger, pour passer directement aux souvenirs proprement dits de la seconde. Modestie ou sévérité d'ailleurs peut-être excessives; car il y a, dans ces chapitres d'introduction, nombre de remarques très fines, et de faits d'expérience personnelle précieux à noter. M. de Szilassy a été secrétaire de la délégation austro-hongroise à la seconde conférence de La Haye, et ses impressions confirment ou complètent heureusement ce que l'on savait de l'atmosphère de cette réunion. Dans ses contacts avec les principaux personnages de la diplomatie austro-hongroise, il a pris de certains d'entre eux une idée plus juste que celle qui a cours, et l'on notera avec un particulier intérêt des remarques comme celle-ci : « Le changement qui amena Aehrenthal à la place de Goluchowski ne fut point favorable aux relations de la Triple Alliance avec les puissances occidentales, que le nouveau ministre ne connaissait pas[1] ». Aehrenthal représentant dans la politique austro-hongroise la prédominance de l'attraction vers l'Orient, et aussi des méthodes orientales, la formule peut, à force de simplifications, paraître excessive ou étroite; mais comment nier qu'elle contienne une large part de vérité, et ouvre le champ à des réflexions fort suggestives? En dépit de tant de révélations récentes, et de tant d'archives désormais accessibles, la figure du dernier ministre qui ait apporté au Ballplatz des idées personnelles, ou même des idées tout court, conserve quelque chose d'énigmatique, dont peut-être, au

1. P. 73.

reste, elle ne se dépouillera jamais tout à fait. M. de Szilassy, qui l'a connu d'assez près, note, et la remarque est précieuse, qu'il y avait en lui moins de génialité qu'on ne croit d'ordinaire, mais plus de travail, de savoir et de réflexion. Ses théories étaient celles d'une politique conservatrice, fort voisine, semble-t-il, de celle que l'on prête à l'archiduc François-Ferdinand. Il finit pourtant par n'avoir pas d'adversaire plus acharné, de plus féroce ennemi que l'héritier présomptif chez qui il avait, au début de sa carrière ministérielle, rencontré tant de faveur. Quelles influences déterminèrent ce changement, il est difficile de le dire encore avec précision. Mais si, comme on est tenté aujourd'hui de le croire, c'est vraiment pour s'être opposé à la grande idée du général Conrad von Hoetzendorf, à la guerre préventive contre l'Italie, qu'Aehrenthal a encouru la disgrâce de l'obstiné, taciturne et vindicatif archiduc, il serait équitable d'inscrire cette résistance à l'actif de son compte, en face du lourd passif qu'y constitue sa faute impardonnable, la manière dont fut préparée et réalisée l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, qui rendit inévitable une guerre européenne.

* * *

Les raisons du changement de personne qui, en octobre 1906, fit du baron d'Aehrenthal, alors ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Saint-Pétersbourg, un ministre commun des affaires étrangères, ne furent pas de politique extérieure. Le comte Goluchowski, qu'il remplaça, ne succomba ni sous le poids de fautes diplomatiques, ni même sous l'énorme pavé du fameux télégramme de Guillaume II au « brillant second »; il tomba victime de la rancune du gouvernement et du Parlement hongrois qui ne lui pardonnaient pas d'avoir encouragé, ou du moins de n'avoir pas combattu la résistance de François-Joseph aux exigences de la majorité nationaliste magyare issue des élections de 1905. Depuis 1897, il avait réussi à établir avec la Russie une sorte d'entente dont le couronnement fut l'accord de Mürzsteg. Elle allait si loin qu'au cours de la guerre russo-

japonaise une déclaration de neutralité réciproque fut échangée entre les deux gouvernements. L'Autriche-Hongrie profitait ainsi des embarras du tsarisme pour se garantir contre le risque d'un conflit qu'elle soupçonnait l'Italie de vouloir provoquer en cherchant à y entraîner la Russie.[1] Cet arrangement, qui fut communiqué à l'Allemagne et approuvé par elle, marque d'un trait de plus la nature de cette Triple-Alliance qui, depuis la publication des documents des archives de Vienne, apparaît avec une si singulière figure. Il impliquait en tout cas, entre les deux empires de l'Est, des relations exemptes d'hostilité, sinon de précautions. Aehrenthal paraissait être l'homme désigné pour les cultiver, et en resserrer la cordialité : il avait réussi dans son ambassade, les Russes le tenaient pour « l'un des leurs[2] », et il professait que le rapprochement avec la Russie était l'un des principaux objets que dût se proposer une sage politique austro-hongroise, ne fût-ce que parce que le tsarisme diminuait grandement pour la monarchie les dangers de l'irrédentisme slave.[3]

Mais plus on avait eu de sympathie pour lui, plus on lui en voulut d'avoir trompé la confiance qu'on lui accordait. A l'intimité de la veille, l'annexion substitua l'état de rivalité, de tension, de perpétuelle chicane qui, de proche en proche, a conduit l'Europe à la guerre. Les deux ministres qui, dans le secret de l'entrevue de Buchlau — où tout se fit sur parole, où il ne fut même pas pris une note[4] — préparèrent le marché dont la Russie se jugea et fut la dupe, ont plus tard lavé, comme on dit, leur linge sale en public. Sur le fond de leur controverse, M. de Szilassy n'apporte rien de nouveau ; mais si, comme il l'indique, Aehrenthal en voulait fort à Izvolski d'avoir, dès le début de son ministère, fait des avances à l'Angleterre et cherché à se rapprocher d'elle, et, par là, contrarié les efforts qu'il tentait lui-même pour rendre à la monarchie un peu plus d'indépendance à l'égard de l'Allemagne, on comprend mieux

1. P. 180.
2. P. 188.
3. P. 127.
4. P. 181.

la tournure qu'a prise la conversation et le ton où, de proche en proche, sont montées les polémiques.

La manœuvre avait été bien combinée, et le prince de Bulgarie mis au courant et plus qu'à demi-mot encouragé à suivre l'exemple[1]. Comment la Russie ne s'en serait-elle pas sentie doublement ulcérée? Il ne semble pas qu'Aehrenthal ait mesuré toute l'indignation que soulèverait à Pétersbourg sa conduite. Est-ce alors, est-ce plus tard seulement qu'il reconnut, comme il le confessa à M. de Szilassy, la lourdeur de la faute qu'il avait commise[2]? En tout cas, l'affaire une fois engagée, ni le souci de l'autorité de la monarchie ni son propre orgueil ne lui permettait de reculer. Mais l'embarras où il s'était mis se trahit aux expédients auxquels il songe. Ne va-t-il pas — sans doute en février ou mars 1909 — jusqu'à charger son ambassadeur à Tokio de proposer au Japon une alliance contre la Russie, en lui offrant pour prix de son concours dans une guerre éventuelle la Mandchourie septentrionale et la Sibérie orientale? « Le nouvel ambassadeur apportait sur ce point des instructions secrètes précises, et devait faire sans délai cette démarche. Il ne connaissait point la situation en Extrême-Orient et ne pouvait pas la connaître; je n'eus pas de peine à le retenir[3] », écrit M. de Szilassy, qui, après un séjour de plus d'un an dans le pays, voyait le Japon bien plus près d'une intime entente avec la Russie que d'une nouvelle guerre contre elle. Le ministre avait-il vraiment cru tout d'abord que Pétersbourg s'en tiendrait à des protestations bruyantes ou même violentes, mais sans suites graves? On pourrait le croire, à lire, exposées par M. de Szilassy qui était alors conseiller de l'ambassade, les raisons qui le déterminèrent à envoyer comme ambassadeur auprès du tsar le comte Berchtold. Elles ne font pas plus d'honneur à sa perspicacité qu'à sa loyauté, et confirment fâcheusement l'impression un peu équivoque et inquiétante qu'il donnait : sous les airs du gentilhomme, on découvrait bien vite

1. P. 182.
2. P. 39.
3. P. 166.

l'hérédité des traitants dont il descendait. « Le comte Aehrenthal avait sans nul doute envoyé Berchthold en Russie *pour dorer la pilule*. Il s'agissait de faire l'annexion, et le rusé ministre chercha pour être le porteur des désagréables messages que cela impliquait un grand seigneur dont le charme séduisait tout le monde et dont les fêtes devaient faire oublier à l'aristocratie russe le rôle politique du Ballplatz. Aehrenthal croyait peut-être aussi que cet homme, dont toutes les allures naïves et presque enfantines donnaient à un haut degré une impression d'innocence, se heurterait chez les hommes d'Etat russes à bien moins d'irritation qu'un vrai fonctionnaire que l'on aurait chargé de cette « sale » besogne. Il ne se trompait qu'à moitié, car Berchthold garda sa popularité personnelle même lorsque l'hostilité contre la monarchie eut atteint son paroxysme[1] : mais l'autre moitié suffit à renverser tout son calcul. D'ailleurs, il se faisait des illusions sur la valeur politique et diplomatique de son ambassadeur : mais il les perdit bientôt à reconnaître, dans la crise de 1908-9, combien Berchthold était nerveux et irrésolu. Après cette épreuve, on eût en tout autre pays, rendu pour toujours ce grand seigneur fatigué aux loisirs aristocratiques qu'il regrettait ; mais la logique spéciale de la cour de Vienne en fit bientôt le premier ministre de la monarchie au moment où elle eut à jouer son existence même. « Quand avec mes amis, le comte Pourtalès, ambassadeur d'Allemagne, et sa femme, nous parlions de la candidature Berchthold, qui revenait sans cesse dans les journaux, c'était comme d'une chose impossible, sinon même comme d'une mauvaise plaisanterie. J'ai écrit, dans des notes si je ne me trompe, que si Berchthold était jamais, comme on en parlait, ministre des affaires étrangères, cela pourrait avoir pour conséquence la guerre universelle[2] ».

* * *

Le programme du nouveau ministre, tel qu'il l'exposa lui-même à M. de Szilassy le soir de sa nomination, était pourtant,

1. P. 182-183.
2. P. 208.

d'apparence, le plus raisonnable du monde : maintien des alliances existantes, entente avec la Russie, qui reconnaîtrait les intérêts économiques de l'Autriche-Hongrie dans le Balkan occidental et recevrait en échange l'ouverture des Dardanelles, retour à l'ancienne tradition de l'accord avec la Grande-Bretagne [1]. Seule des grands Etats européens, la France n'y tenait aucune place. Etait-ce arrière-pensée de l'isoler et de l'encercler? L'admettre serait peut-être faire trop large crédit à la prévoyance du comte. Il est plus probable que ce grand seigneur conservateur tenait tout simplement la République pour puissance négligeable si toutes les monarchies se retrouvaient unies en une sorte de Sainte-Alliance. Mais à peine les premiers sondages discrets pratiqués à Pétersbourg avaient-ils montré que les souvenirs de 1908 et de 1909, atténués sans doute, restaient cependant trop vivaces pour permettre un rapprochement, la première guerre balkanique éclata.

L'Autriche-Hongrie y marqua de suite sa volonté de brider, de tracasser et d'humilier la Serbie. M. Sazonov disait à M. de Szilassy : « Quant à l'Albanie, vous en ferez ce que vous voulez, aucun peuple de la terre ne m'intéresse moins »; mais le Ballplatz ne répondait pas aux communications de son ambassade, et attendait que les Serbes eussent conquis l'Albanie presque entière pour en exiger par la menace l'évacuation et l'érection en principauté indépendante [2]. Quand la Serbie eût réduit ses prétentions à un port de commerce sur l'Adriatique, avec couloir de communication, Vienne s'obstina à le lui refuser, au mépris de l'intérêt politique le plus évident de la monarchie, et au risque de blesser profondément le tsar, qui insistait pour cette solution [3]. C'était l'inauguration de la politique qui a dicté l'ultimatum de 1914, la preuve de la force croissante du parti qui voulait la guerre avec la Serbie, et, s'il le fallait, avec la Russie.

Il semble qu'on doive placer en avril 1913 le moment où

1. P. 209
2. P. 217.
3. P. 220.

ce parti[1] l'emporta définitivement. Le comte Berchthold n'était pas de taille à lui résister, oscillant d'ailleurs sans cesse entre ses tendances pacifiques et des élans belliqueux. M. de Szilassy, qui visiblement est plein de sympathie pour ce chef aimable, courtois et bienveillant, trace de lui un portrait qui dans son involontaire dureté, n'en prend que plus de prix : « C'était... un homme dont le grand charme personnel exerçait une action presque magnétique, de sa personne remarquablement beau et élégant, cultivé de nature et même bien doué; il avait un tact éminent et ne manquait certes pas non plus des talents diplomatiques : il écrivait très bien... Sa modestie et sa simplicité étaient touchantes; sa manière de penser et de sentir nobles et délicates. L'ombre au tableau était, alliée à la timidité, une faiblesse de caractère ou plutôt de volonté toute particulière; particulière en ce qu'elle ne provenait point d'une lacune morale, mais avait sa source dans une mentalité qui était absolument d'un enfant. Psychologiquement, le comte Berchthold est un phénomène extraordinaire, qui aux qualités et à certains talents d'un homme joint les conceptions et spécialement le manque de conscience et de jugement d'un enfant... c'est un inconscient[2] ». Conciliant de nature, les militaires et leurs amis du Ballplatz, qui poussaient à la guerre, réussissaient sans grande peine à l'échauffer, à l'entraîner à des résolutions graves; après quoi le parti de la paix, et surtout M. de Szilassy, qui en était le chef, lui représentaient la terrible responsabilité dont il allait se charger en déchaînant la catastrophe, et il retombait dans ses perplexités. Il arrivait parfois que ceux-là mêmes qui venaient de l'exciter prissent peur d'avoir trop bien réussi et vinssent implorer leurs adversaires de réparer le mal qu'ils avaient fait. A d'autres moments, la controverse se livrait, souvent fort vive, en présence du comte, qui écoutait en silence « comme un sphinx »[3].

Le vieil empereur se faisait, paraît-il, des illusions sur la valeur de son ministre; et M. de Szilassy, qui eut l'occasion de

1. P. 250.
2. P. 221.
3. P. 231, 232.

le remarquer[1], s'étonne de trouver ainsi en défaut une connaissance des hommes qui, acquise par une longue expérience, passait pour l'une des forces de François-Joseph dans l'exercice de son métier de souverain. Mais cette connaissance des hommes a-t-elle jamais été si profonde et si fine? Bien peu des choix qu'il a faits autoriseraient à l'admettre; et tout ce que l'on peut dire, c'est que le comte Berchthold passait vraiment trop la mesure inférieure. François-Joseph, en cela d'accord, par une rencontre rare, avec son héritier présomptif, voulait la paix, l'entente avec la Russie[2]. Il est d'autant plus remarquable que ni l'un ni l'autre n'ait eu assez de courage ou de résolution pour imposer silence alors, en 1913, au parti de la guerre. Chez le premier, ce pouvait être faiblesse de l'âge, ou crainte des résistances rencontrées, de l'effort, des scènes désagréables : mais chez le second, que l'on ne savait pas si réservé, si timide? Le général Conrad, porte-parole des militaires, chef de la faction belliqueuse qui n'a que trop bien réussi en 1914, était son favori déclaré, porté et plus tard rappelé au plus haut poste de l'armée par son influence. Quand Conrad accablait le ministre des affaires étrangères de mémoires qui le pressaient d'agir vite, ni l'empereur ni l'archiduc n'intervenait. Et lorsque, pour échapper à cette persécution, Berchthold, autour d'une table de déjeûner, institua entre le général et M. de Szilassy, alors en mission au ministère et son conseiller intime, un véritable colloque d'où les deux adversaires sortirent gardant chacun ses positions, François-Joseph s'informa avec intérêt du résultat : « Comment cela a-t-il été ? l'a-t-il convaincu ? » et il eut sans doute plaisir à apprendre que certains arguments avaient fait impression sur Conrad[3], mais il ne semble pas qu'il ait rien fait pour appuyer et accentuer cette impression. La volonté d'en haut, souverain ou ministre, avait disparu dans cette monarchie, qui, par toute sa nature singulière, toute sa structure compliquée, la supposait, plus que nul autre Etat, claire, ferme, arrêtée, directrice.

1. P. 259.
2. P. 259.
3. P. 235.

* * *

Cette volonté, dans toute l'Autriche Hongrie d'avant-guerre, un seul homme l'avait, le comte Tisza, premier ministre de Hongrie. Son énergie était si connue, l'influence qu'il exerçait sur le vieux souverain et sur la marche de la politique de la monarchie si notoire, que tout naturellement l'opinion générale s'est trouvée portée à lui attribuer la responsabilité de la terrible décision qui fut prise en juillet 1914. La guerre de la Hongrie, la guerre de Tisza, ç'a été, pendant près de cinq ans, une sorte de lieu commun. Puis l'ouverture des archives de Vienne a versé aux débats des documents nouveaux, son rôle en est apparu sous un autre jour, et des écrivains de grand talent et de grand crédit, qu'attirait sa figure grave et hautaine et que touchait son destin tragique, se sont fait les champions de sa mémoire[1]. A leur tour, sans doute, ils se sont laissé entraîner trop loin, comme si, voué à ne jamais connaître la justice d'une exacte et impartiale histoire, Etienne Tisza était condamné à rester toujours disputé entre deux légendes. Il faudra que de nouvelles archives hongroises livrent leur secret pour que commence à apparaître la vérité à laquelle, comme tout autre, il a droit, pour que se dégage le secret de son énigmatique figure. M. de Szilassy, qui l'a connu, visiblement le respecte, mais ne l'aime pas. Il témoigne que moins d'un an avant que n'éclatât l'immense conflit, le comte lui déclara que la guerre avec la Serbie était inévitable et que la Russie, du fait de sa situation intérieure, était hors d'état d'y intervenir[2]. Or sous le couvert de Berchthold c'était Tisza qui menait la politique étrangère, par les deux créatures, les comtes Burian et Forgach, qu'il avait placées aux côtés de l'insouciant et irrésolu ministre. De sa charge de ministre hongrois auprès de la personne du souverain — *a latere* — Burian tenait le droit d'exercer un certain contrôle sur la marche des affaires du Ballplatz; mais jamais avant lui ce contrôle n'avait pris aussi nettement figure de curatèle. Pour Forgach, l'auteur intellec-

1. Jérôme et Jean Tharaud, *Quand Israël est roi*.
2. P. 259.

tuel des faux du fameux procès d'Agram, il était possédé d'une véritable serbophobie : il aurait voulu voir placer dans chaque bureau du Ballplatz l'inscription *Delenda est Serbia*[1]. Tout d'abord assez mal vu de son chef, il avait fini par prendre sur lui un grand ascendant. M. de Szilassy, dont il était le plus rude adversaire dans cette lutte quotidienne du parti de la paix contre celui de la guerre, lui reconnaît de la force et tient sa passion pour sincère; il attribue ses erreurs à l'action suggestive de Tisza et à sa connaissance insuffisamment large de la politique universelle[2]. Voilà un jugement qui, à beaucoup, paraîtra d'une singulière et presque naïve indulgence. Est-ce aussi l'action de Tisza qui explique la fabrication des documents dont la fausseté fut si cruellement démasquée à Agram? Plus d'un ancien collègue de Forgach, qui eut l'occasion de le voir de près, lui attribue d'autres mobiles.

De plus en plus étroitement chambré par les hommes de confiance de Tisza et gagné à la politique qu'ils lui prêchaient, Berchthold négligeait visiblement ses anciens conseillers de l'autre parti. M. de Szilassy, dont il avait eu, à son arrivée au ministère, l'intention de faire un directeur politique, sans trouver l'énergie de réaliser son idée, et qui avait dû se contenter d'une sorte de mission au cabinet, se voyait de moins en moins consulté; de sorte qu'après un assez long congé il fut tout heureux de sortir d'une situation chaque jour plus ingrate en prenant la légation d'Athènes. C'est donc de loin seulement qu'il put suivre la marche des événements qui aboutirent à la guerre. Mais les relations qu'il gardait avec le personnel du Ballplatz, et plus tard la confiance que lui témoigna l'empereur Charles, lui ont permis après coup de recueillir sur ce sujet plus d'une indication précieuse. Il a su ainsi qu'au Ballplatz on tremblait de voir la Serbie se soumettre trop complètement à l'ultimatum du 23 juillet, et que le général Giesl, à son retour de Belgrade, fut accueilli comme s'il avait remporté une grande victoire. « Voilà ce que pas un de nous n'aurait su faire, » lui dit un haut fonctionnaire du ministère, « il y fallait un soldat. »

1. P. 254.
3. P. 254.

Dans son for intérieur, ce soldat, paraît-il, était beaucoup moins ravi du rôle qu'il avait eu à jouer, et moins rassuré sur les suites de l'aventure[1]. Au conseil de la Couronne où fut décidée la déclaration de guerre, on négligea d'appeler le nouvel archiduc héritier, parce qu'on le savait partisan de la paix ; et quand plus tard, devenu empereur, il demanda à Conrad comment il avait pu dans ce conseil se prononcer pour la guerre, il obtint cette réponse, qui dit tout : « Sire, un général ne pouvait pourtant pas voter autrement[2]. »

La sincérité du revirement qui parut se produire dans la politique de l'Autriche-Hongrie le 30 juillet 1914, et qui rendit à l'Europe pacifique quelques heures d'un espoir vite étouffé par la brutale intervention de l'Allemagne à Petersbourg, reste pour les historiens objet de doute et de discussion. M. Bourgeois, qui admet l'hypocrisie de Vienne et la manœuvre concertée des deux complices centraux[3], écarte tacitement une explication qu'indique discrètement M. de Szilassy et à laquelle le témoignage du général de Margutti, plus expert que lui aux choses militaires, donne quelque droit d'être examinée. « Alors encore, » dit Szilassy[4], « se manifesta notre terrible faiblesse. Il semble bien que dans les derniers jours de juillet on ait pris conscience de ce qu'il y avait de formidable dans les événements qui se préparaient. Il eût donc fallu, ou bien entrer immédiatement en négociations avec la Russie, ou bien, en occupant sans délai Belgrade et en arrêtant aussitôt après les opérations, créer un fait accompli, sur lequel on aurait pu ensuite négocier. Mais pour cette action notre armée n'était pas prête. » Et Margutti[5], rapprochant de l'envoi de l'ultimatum à la Serbie le précédent célèbre du 23 avril 1859, la sommation adressée au Piémont, d'où sortit la guerre d'Italie, et rappelant le jugement de Moltke sur cet acte — on n'envoie

1. P. 266. Mais il faut noter que Margutti, l'aide de camp de François-Joseph, prête à Giesl l'attitude exactement contraire.

2. P. 267.

3. *Les origines et les responsabilités de la grande guerre*, 86 - 97.

4. P. 269.

5. *Vom alten Kaiser*, 398-9.

une note qui fixe un délai si court que quand l'armée est prête à entrer aussitôt en campagne, car la politique et la stratégie doivent toujours marcher la main dans la main — constate que le 23 juillet il n'avait même pas encore donné un ordre de mobilisation: Peut-être était-ce calcul, pour empêcher le vieil empereur de s'apercevoir que l'ultimatum entraînerait inévitablement la guerre, mais peut-être un nouveau trait de l'incroyable et incurable légèreté autrichienne. Or seule une action immédiate, foudroyante, contre la Serbie offrait chance que le conflit restât localisé. Puisque cette action était impossible, c'était la guerre avec la Russie, que presque tout le monde à Vienne avait jusqu'au dernier moment tenue pour invraisemblable, et qu'à l'exception de quelques cerveaux brûlés d'état-major on était unanime à redouter comme le plus terrible des dangers [1]. On s'expliquerait alors que, brusquement mise en face de la menaçante réalité à laquelle elle avait jusque là fermé les yeux, la politique austro-hongroise ait cherché à freiner; mais on comprendrait mieux aussi pourquoi l'Allemagne, qui, elle, voulait la guerre, aurait forcé de vitesse pour la rendre inévitable.

* * *

Sur la politique de Charles I/IV, sur l'effondrement de la monarchie, sur les erreurs de la politique européenne dans les mois qui suivirent immédiatement les armistices et la fin de la guerre, les mémoires de M. de Szilassy apportent des renseignements souvent de première main et nouveaux, toujours curieux et intéressants. Il vaudra de comparer le tableau qu'ils présentent de ce règne encore si mal connu et si diversement jugé et ceux qu'en tracent un indépendant un peu excentrique comme le prince Louis Windisch-Grätz, un mécontent comme Margutti, les défenseurs de Czernin, ou Nowak, le porte-parole de Conrad, en attendant d'autres révélations qui peut-être ne tarderont guère à se produire.

1. Au cours de l'audience qu'il eut du tsar lors de sa fameuse mission de 1913, le prince de Hohenlohe s'entendit dire par lui ces paroles auxquelles à Vienne on a dû depuis songer plus d'une fois : « Eh bien ! si vous voulez la guerre, vous l'aurez, mais alors votre empereur et moi nous basculerons sur nos trônes » p. 236.

Du point de vue français, il y a, dans ces mémoires, une constatation et une indication particulièrement intéressantes, et extrêmement précieuses pour nous. M. de Szilassy, par une étude assez pénétrante de l'état d'esprit de la France depuis 1900, est conduit à la conclusion que « nulle des grandes puissances ne porte moins la responsabilité de la guerre que la France[1]. » Et, pour trahir peut-être un peu trop ses illusions ou ses déceptions de patriote hongrois, voici un jugement d'ensemble qui n'en est pas moins digne de notre méditation, et dont les vastes perspectives ne doivent pas trop vite être tenues pour des mirages : « Nos fautes ont fait la France forte et unie. Il n'y a plus là-bas de question religieuse, le pays a retrouvé son prestige et sa confiance en soi. Mais il aurait, après les conquêtes territoriales, pu faire des conquêtes morales. A l'Orient, de petits Etats abandonnés, comme l'Autriche et la Hongrie, se trouvent placés dans une mer d'ennemis. Pourquoi ne pas leur tendre la main, à eux aussi, avec la générosité traditionnelle ? S'ils ont été des ennemis, ils n'ont jamais eu de haine, et ils sont aujourd'hui si faibles ! Ne serait-il pas de bonne politique de s'intéresser à ces victimes du destin et de gagner par là leur cœur ? Ainsi pourrait naître, en une future grande confédération, un vaste empire de culture française étendu de la Syrie jusqu'à la frontière d'Allemagne. Le français est déjà la langue de civilisation du Levant ; il serait d'autant plus le lien des divers éléments de la fédération danubienne que dans beaucoup d'entre eux le latin a été durant des siècles langue officielle. Mais si pareille fédération ne se crée pas, il est vraisemblable que ces petits Etats, trop faibles pour exister isolés, se rattacheraient à la seule grande puissance économique qui soit dans cette partie du monde, l'Allemagne[2]. »

Louis EISENMANN.

1. Page 109.
2. Page 110-111.

THE MIDDLE WEST
ET LA FORMATION DE L'AME AMÉRICAINE

A propos de « Main Street », le nouveau roman de Sinclair Lewis

La chute du PrésidentWilson ne fut pas qu'un événement politique. Elle manifesta la grave crise morale que traversent les Etats-Unis. Peu de chefs dans l'Histoire des Etats-Unis avaient tenu un langage plus élevé que Woodrow Wilson, bien peu avaient osé parler à leur peuple et à l'Univers sur un ton aussi religieux. Les arguments les plus puissants contre lui en ces années 1919, 1920 furent pourtant d'ordre moral et religieux. Durant la dernière campagne électorale, les étrangers qui résidaient aux Etats-Unis et pouvaient considérer le spectacle avec calme s'étonnaient des accusations terribles portées contre la conscience, contre l'âme même de celui qui avait été considéré comme le dictateur spirituel de l'Univers : égoïsme, ingratitude, ambition, libertinage, et bien d'autres. A vrai dire le clergé semblait divisé, certaines églises soutenaient encore M. Wilson, mais la masse de l'opinion publique se détacha de lui, et le condamna.

Ce verdict populaire resterait inexplicable si l'on oubliait qu'il fut rendu sous la pression et par la volonté du *Middle West*. On désigne ainsi tous les États immenses, infiniment riches, qui sont situés entre les Alleghanys et les Montagnes

Rocheuses. Le Middle West, c'est la vaste étendue des plaines du Nord-Amérique, le bassin du Mississipi, celui du Misouri, et les grands lacs. Cette région dont la prospérité, déjà considérable, augmente sans cesse, et dont les espoirs sont illimités, commence à exercer sur les Etats-Unis une influence prépondérante. Au XVIII^e siècle, les deux éléments qui composaient les États-Unis étaient le Nord et le Sud, de civilisations, de tendances, de désirs bien distincts. Le Nord a graduellement surpassé le Sud, mais, pour sa pénitence, pourrait-on dire, il a créé le *Middle West*. Maintenant, c'est entre l'Est et le *Middle West* une rivalité aiguë : New-York et Chicago, le Hudson contre le Mississipi, les politiciens locaux contre les banquiers internationaux, M. Wilson contre M. Harding.

En effet M. Wilson appartient à cette longue suite de Présidents que l'Est avait nommés et qui depuis Washington, à la fois chefs religieux, politiques et sociaux, continuaient les traditions des puritains, des pélerins, des quakers, de tous les grands fondateurs des Etats-Unis. Leur idéal moral, point toujours clair pour nos esprits latins, était toujours noble et humanitaire. Ils considéraient les États-Unis comme une nation choisie, un lieu de refuge et de purification pour tous ceux qui avaient souffert l'injustice, l'oppression, l'inégalité. Leurs regards toujours étaient tournés vers la mer, ils accueillaient les foules d'émigrants venus d'Europe. A celle-ci ils renvoyaient l'exemple du Nouveau-Monde, qu'ils gouvernaient, et l'idée d'un immense apostolat ne les quittait point. Peut-être, l'avaient-ils reçue en partie de nos philosophes du XVIII^e siècle, Raynal, Mably. Peut-être représentait-elle surtout le point de vue d'un peuple commerçant et marin.

Avec les années, avec la colonisation de l'Ohio, du Mississipi, des grands lacs, une autre tendance, jadis contenue, s'est développée. « Nous avons ici un monde complet pour nous seuls, nous n'avons pas besoin de l'ancien Monde ». Chez les colons, les souvenirs déplaisants d'Europe s'accentuaient, le désir d'apostolat moral diminuait. Un sentiment intense et pieux s'y substituait. « Louons Dieu de la terre qu'Il nous a donnée et de ce qu'Il a fait de nous ». Le *Middle West* glorifiait Dieu de

ses dons et se glorifiait. Il ne voulait point d'autre royaume que celui-là. Fidélité au sol, à ses traditions propres, aux intérêts locaux, création d'une conscience sociale puissante, exigeante et limitée, vie continentale, paysanne, telles étaient désormais les caractéristiques du *Middle West*. *Old God's country* », disait-on. Pays de l'or, du blé, du maïs, du pétrole, de la liberté, des Dimanches pieux, et d'une race sanctifiée. Opposé à l'Est commerçant, curieux des choses d'Europe et parfois épris de l'Etranger, le *Middle West* définit son idéal : cent pour cent américain. De son renoncement à tout le reste il se fit une vertu : pureté, désintéressement, simplicité.

Si tout le peuple des États-Unis entra dans la guerre avec enthousiasme, c'est le *Middle West* qui fut le plus lent à en accepter la nécessité et qui resta le plus défiant. Il fut le premier à critiquer le Président Wilson, lui reprochant d'avoir violé la morale américaine, d'être allé en Europe, d'avoir accepté la morale des Européens.Et ce fut une croisade qui commença. M. Harding n'avait nulle autre caractéristique éclatante que d'être un homme du *Middle West*, entièrement. Mais ce fut avec véhémence qu'on parla de lui. Comme il ne quitta point sa maison durant la campagne électorale et adressa tous ses discours politiques aux délégations, qui venaient le voir, du porche de sa maison, un clergyman rappela que telle était la coutume de saint Paul et tous les journaux d'Amérique reproduisirent cette comparaison. La devise de M. Harding, le mot de ralliement de ses partisans était « *Back to Normalcy* ». « Retour à la Normale »; ils signifiaient ainsi à l'Amérique, au monde, que la morale et la saine nature humaine, violée par le Président Wilson, allaient prendre leur revanche. Les discours du Sénateur Borah, le grand tribun du *Middle West*, et l'homme le plus populaire aux États-Unis en ce moment, vulgarisaient cette opinion. Elle se retrouvait partout. Déjà les collèges la connaissaient.

En effet, dès 1898, le Professseur F. J. Turner, actuellement professeur d'histoire américaine à Harvard, avait soutenu en ses ouvrages et surtout en son livre, *The Frontier in the American History*, que le véritable esprit des congrégations primi-

tives de la Nouvelle-Angleterre s'était maintenu dans l'Ouest, mieux que partout ailleurs; que le caractère américain résultait avant tout de ce vieil idéal de la Nouvelle-Angleterre et de Pensylvanie, transformé par la vie militante que les colons avaient dû mener à mesure qu'ils avançaient vers l'Ouest. « Les hommes de la vallée du Mississipi forcèrent les hommes de l'est à penser en termes américains au lieu de penser en Européens », dit-il en son livre sur les frontières, dans l'Histoire d'Amérique. Il ajoute : « D'autres nations ont été riches, prospères, éprises d'art et ont bâti des empires. Nulle autre que les États-Unis n'a su, sur une vaste échelle, se laisser gouverner par une démocratie consciente et maîtresse de sa destinée, éprise du seul progrès et de la liberté industrielle et politique. Or, c'est en cette plaine du Mississipi, plus qu'en aucun autre lieu, que les forces de transformation sociale et l'élaboration des idéals démocratiques ont fait leur œuvre parfaite ».

De tels livres eurent une immense influence et gardent un grand empire sur l'esprit de tous les étudiants aux États-Unis. Ils établissent la généalogie du *Middle West* et la légitimité de ses prétentions. C'est la nature vierge qui a achevé de purifier l'Américain, ce sol conquis sans avoir été dérobé à personne, c'est cette propriété vraiment légitime, reçue de Dieu et sanctifiée par le travail, qui créa la conscience et la suprématie du peuple Américain : il est donc juste d'honorer dans le peuple Américain ceux-là qui sont le plus proches de l'état primitif, de la colonisation, de la vie rurale, ceux qui habitent les prairies de l'Amérique vierge. Là est la moralité et la normalité Américaine.

* * *

Cette normalité comment la définir?

Un livre récent « La Grand' Rue » (*Main Street*) de Sinclair Lewis apporte à cette question une réponse vraiment sensationnelle.

Ce roman, le plus lu en Amérique de tous ceux qui parurent en 1921, a fait une impression profonde. On ne saurait dire

que tous l'ont accepté, mais tous l'ont discuté. On a généralement loué ses qualités littéraires. On y vit le meilleur roman réaliste qui ait été écrit aux États-Unis depuis longtemps. Sa crudité, si elle a choqué, lui a valu un renom de franchise plus précieux que tout autre éloge aux Etats-Unis. Le sujet est tout simple et l'on dirait presque que l'intrigue est plate : une jeune fille, Carroll, élevée dans une grande école de Saint-Paul, rêvant d'un avenir héroïque et généreux est amenée à vivre dans le *Middle West*. Carroll a cette âme fine, fière, chimérique, idéaliste, que l'on reconnaît comme la caractéristique des esprits libéraux et formés dans l'Est ou les grandes villes des États-Unis. Elle souhaite vaguement une destinée de dévouement et d'apostolat, de bienfaisance sociale. Elle est charmante, pure, nerveuse, frêle et faible en somme, bien qu'elle semble brillante. Elle est orpheline, elle cherche sa voie. Elle tâtonne, elle a peur, et c'est tout naturellement qu'elle épouse le Docteur William Kennicott de Gopher Prairie (Minnesota), bien qu'il soit beaucoup plus vieux qu'elle et rustique et borné, mais il est fort.

Il a une grande bonté simple et il aime Carroll. Il l'imagine aussi simple que lui et son opinion le rassure. Elle accepte de partir avec lui pour cette petite ville de trois mille habitants qu'il lui décrit comme si plaisante, si libre, si pure, si heureuse. Elle croit que là elle remplira sa mission. Mais Gopher Prairie la déçoit. Ce bourg est laid. La vie y est étroite. En vain elle cherche à servir de boute-en-train, elle choque; ses modestes fêtes chinoises passent pour des orgies, elle sent un espionnage strict autour d'elle. Toutes les réformes qu'elle essaye finissent en fiascos ridicules ou lamentables. Quand elle veut persuader les habitants d'embellir leur cité, de construire un hôtel de ville, une école propre, on lui dit qu'elle est généreuse de l'argent du voisin; quand elle veut créer un cercle dramatique, elle n'obtient qu'un effort bref et dérisoire de ses collaborateurs. On choisit une pièce sotte, on la joue mal et on se repose. Que ce soit les sports d'hiver, ou la puériculture, elle n'arrive jamais à stimuler et à fixer l'intérêt de la petite ville qui retourne toujours vers les questions matérielles. Elle n'a guère

d'appui; Kennicott, loyal mais affairé, ne peut seconder ses vues. Elle se lie avec Miles Bjornstam, sorte d'ouvrier à tout faire et de vagabond cultivé, socialiste, qui l'admire. Mais un jour, las, irrité, il quitte Gopher Prairie. Elle a parfois l'aide de Vida Sherwin, la directrice du Lycée mixte, mais Vida éprouve à son égard une jalousie secrète, involontaire et son esprit pratique s'agace des chimères de Carroll. L'amour, lui-même ne peut pas aider Carroll. Elle estime trop Kennicott et n'a point assez d'amour-passion pour lui confier ses plus chers rêves. Elle cherche à s'appuyer sur Guy Pollock, l'avocat, mais il reste faible et distant, elle s'éprend enfin obscurément d'Erik Valborg, le fils d'un fermier scandinave. Erik est beau, jeune, souple, il a lu au hasard et fiévreusement. Il rêve comme elle, comme elle il cherche maladroitement. Elle s'efforce de contracter avec lui une de ces liaisons sublimes qui élèvent l'âme, « déplacent les montagnes », mais Erik est tailleur. Pour l'élever jusqu'à elle, il lui faudrait un violent effort, et la petite ville s'y oppose. Carroll n'ose pas trahir son mari, et son jeune fils. Elle abandonne Erik. Elle le laisse fuir, elle s'enfuit elle aussi, plus pour se reposer que dans l'espoir de refaire sa vie. Et, après quelques années de séjour à Washington, elle revient auprès de son mari en cette petite ville qui l'a vaincue, qu'elle ne hait même pas, mais qu'elle condamne maintenant avec une sérénité plus sévère peut-être et plus juste.

* * *

Ces vingt années de la vie d'une femme américaine forment moins un roman qu'une série de tableaux. Les divers épisodes se rattachent l'un à l'autre par une gradation plus adroite que convaincante. Le livre composé de trente-neuf chapitres brefs et dont chacun est complet en lui-même, constitue en vérité une histoire naturelle de Gopher Prairie. C'est pourquoi Lewis use si souvent du dialogue, par lequel il présente le mouvement même et les pensées de la petite ville. Il introduit ainsi le patois des émigrants scandinaves et allemands, la langue des ouvriers, le jargon mondain ou pieux des dames de Gopher

Prairie. Ainsi il colore tout son livre d'un réalisme net et évite de parler en son nom. Son autre artifice pour garder l'impartialité et l'anonymat est de ne jamais présenter un paysage, une réflexion, un événement, qu'à travers Carroll. Il reste impersonnel, mais dans ses dialogues, comme dans les récits, visions et sentiments de Carroll, c'est la petite ville qui l'intéresse et c'est bien lui pourtant qui la juge. Carroll n'est qu'une victime ordinaire, sympathique, mais non héroïque, digne de quelque pitié mais non d'une compassion profonde; elle s'arrange de son sort, après tout. Ce qui est pathétique, c'est Gopher Prairie qui se juge la Reine du Monde et pourrit en sa vanité. Lewis répond au plaidoyer officiel et lyrique en faveur du *Middle West* par des témoignages accablants.

La Grand'Rue, avec ses boutiques de brique à deux étages, ses maisons de bois d'un étage et demi, sa chaussée de ciment boueux, son fouillis de Fords et de chariots, était trop petite pour absorber Carroll. Les rues comme des balafres larges droites, dégoûtantes, menaient à la prairie qui de tous côtés envahissait. Carroll percevait l'immensité et le vide du pays. Le squelette d'un moulin à vent en fer se dressait comme les ossements d'une vache crevée, tout proche de la ferme voisine, au bout de la Grand'Rue. Elle pensait à la venue de l'hiver septentrional quand les maisons mal protégées se blottiraient l'une contre l'autre, épouvantées par les tempêtes qui galoperaient vers elles à travers l'immensité sauvage. Elles étaient si petites et faibles, ces minces maisons brunes. Elles étaient des nids d'oiseaux, non des demeures pour des hommes forts et bruyants.

Elle se disait que le long de la rue les feuilles étaient magnifiques, les érables étaient oranges, les chênes comme un bloc dense de couleur framboise. Les gazons avaient été soignés avec amour. Mais sa pensée se révoltait : ces arbres étaient grêles. Il n'y avait point de parc où reposer ses yeux. Elle regardait à travers les fenêtres grouillantes de mouches du bâtiment le plus prétentieux, le seul qui accueillît les étrangers, et qui fixât leur opinion sur le charme et le luxe de Gopher Prairie : l'Hôtel Minniemashie. C'était une grande bâtisse étroite, mesquine, à trois étages, en bois peint de raies jaunes, les coins couverts de plaques de bois pour imiter la pierre. Dans le bureau de l'hôtel, elle pouvait voir l'étendue sale et nue du parquet, une ligne de fauteuils et de crachoirs en cuivre, un bureau couvert de réclames : lettres de fausses perles sur un fond de verre. La salle à manger, était un maquis de nappes sales et de bouteilles de sauce anglaise.

Un homme en bras de chemise, sans manchettes, avec des jare-

tières roses pour tenir ses manches relevées, un col de toile, mais point de cravate, se traînait de la pharmacie de Dyer jusqu'à l'hôtel. Il s'appuyait contre le mur, l'écorniflait parfois, soupirait et, l'air ennuyé bavardait, avec un flaneur vautré dans un fauteuil. Un chariot, sa longue caisse verte pleine de gros rouleaux de fils de fer barbelé, roulait et grinçait dans la rue. Tandis qu'une Ford ronflait comme si elle allait éclater en morceaux, puis se remettait et démarrait en ferraillant. De la confiserie grecque, venaient le chuintement d'un fourneau à cacaouettes et la senteur huileuse des noix...

La pharmacie de Dyer, bâtiment d'angle, faite de blocs de pierre artificielle, réguliers et irréels. A l'intérieur, une fontaine pour sodas garnie d'un arbre graisseux, une lampe électrique sous un abat jour de mosaïque rose, verte et jaune pisseux. Entassés des piles de brosses à dents, des peignes et des paquets de savons à barbe. Des rayons garnis de boîtes à savons, de biberons, de graines pour jardins et de drogues en des paquets jaunes : élixir contre la consomption, les maladies des femmes, atroces mixtures d'opium et d'alcool, ici même, en cette boutique où son mari envoyait ses patients pour faire exécuter leurs ordonnances. Au deuxième étage d'une maison, on voyait cette enseigne : W. P. Kennicott « médecin et chirurgien », en lettres dorées sur fond noir. Un petit cinéma s'intitulait *Le Rosebud Movie Palace.* Des affiches annnonçaient un film : « Fatty amoureux ». L'épicerie de Howland et Gould : la devanture, des bananes noires, blettes et des laitues, sur lesquelles un chat dormait, des rayons garnis de papier de crèpe rouge passé, fripé, sali. A plat contre le mur, au deuxième étage, des enseignes de Loges : les Chevaliers de Pythias, les Macchabées, les Hommes des Bois, les Maçons.

La Boucherie de Dahl et Oleson, fumante de sang...

La boutique d'art, de Mme Mary Ellen Wilks, en même temps bibliothèque de la Science chrétienne, ouverte à tous. Un effort touchant vers la beauté. Un taudis d'une seule pièce, fait de planches, récemment couvertes de stuc grossier. Une devanture soigneusement ornée d'horreurs, vases qui commencent en forme de troncs d'arbres, puis s'achèvent en racines dorées, un cendrier d'aluminium avec la légende : *Vœux de Gopher Prairie*, une *Revue de Science chrétienne*, un coussin imprimé, représentant un large ruban, noué autour d'un petit coquelicot, de correctes pelotes de soie à border, placées sur un oreiller. A l'intérieur de la boutique, une série de mauvaises estampes, d'après des tableaux fameux et laids; des disques de phonographes des plaques photographiques, des jouets en bois, et au milieu de la pièce, une petite femme nerveuse assise dans un rocking-chair rembourré...

Une boutique de coiffeur, avec un billard. Un homme en bras de chemise sans doute Del Snaffin le patron, en train de raser un client

doué d'une énorme pomme d'Adam. La boutique du tailleur Nat Hicks, dans une petite rue transversale. Un bâtiment à un étage. Une gravure de mode montrant des mannequins humains en leurs vêtements, qui semblaient aussi rigides que du fer. Dans une rue de l'autre côté de la Grand'Rue, une église catholique, en brique grossière, avec une porte jaune et vernie. La poste : simplement une cloison de verre et de cuivre isolant le fond d'une pièce moisie, qui devait avoir été jadis un magasin. Une tablette inclinée, appuyée le long du mur souillé et couvert d'annonces officielles, d'affiches de recrutement militaire. L'Ecole, humide, bâtie en briques jaunes, entourée d'un parterre de détritus. La Banque de l'Etat, du stuc sur du bois. La Banque Nationale des fermiers : un temple ionique en marbre, pure, exquise, solitaire. Une plaque de cuivre indique : Ezra Stowbody, président. D'autres boutiques, d'autres immeubles semblables. Derrière eux et mêlées à eux, les maisons, humbles cottages ou grandes demeures confortables, symboles honnêtes et répugnants de la prospérité du lieu...

Ce n'était pas seulement la laideur impitoyable, éhontée et l'honnêteté de la ville qui accablait Carroll. C'était le désordre, l'aspect insignifiant et temporaire des maisons, leurs couleurs fanées et désagréables. La rue était encombrée de poteaux télégraphiques, de poteaux pour l'électricité, de citernes à essence pour automobile et de caisses. Chacun avait bâti avec le plus héroïque mépris de tous ses voisins. Entre un large groupe de boutiques neuves à deux étages, et le garage Overland, en belles briques, se trouvait une petite maison à un étage, habitée par une modiste. Le temple blanc de la Banque des Fermiers était appuyé à une épicerie de briques jaune-intense. Un magasin à un étage avait une corniche en fer galvanisé, la maison voisine était couronnée de créneaux et de pyramides de briques, surmontées de blocs de pierre rouge. Carroll, s'enfuit...

Voici maintenant, telle que Carroll l'entend la conversation des Messieurs les plus distingués de Gopher Prairie à une réunion mondaine :

... Tandis que Carroll bravait les convenances, en demeurant assise auprès des messieurs, M. Stowdoby sifflotait au docteur Dawson : « Dis, Luc, quand donc Biggins s'est-il installé à Winnibago ? N'était-ce pas en 1879? -- Mais non, (M. Dawson était indigné), il vint du Vermont en 1867; non attendez, en 1868, plutôt. Et il acheta une concession sur la rivière Rum, bien au-dessus d'Anoka. — Certes non, rugit Stowbody, il s'est d'abord établi dans le comté de Terre-Bleue, lui et son père. — « De quoi s'agit-il, chuchota Carroll à Kennicott. — Savoir si ce vieux finaud de Biggins avait un chien d'arrêt anglais ou un Llevelyn. Ils ont discuté cela toute la soirée ». Dave Dyer interrom-

pit pour annoncer du nouveau : « Savez-vous que Clara Biggins vient de venir en ville. Elle a acheté une boule d'eau chaude en caoutchouc, et même une chère, deux dollars trente. — Héhéééé, ricana Stowbody. Bien entendu. Elle est exactement comme son grand-père. Pas un sou de côté. Deux dollars trente, trente, n'est-ce pas ? Deux dollars trente pour une boule ! Une brique dans un jupon de flanelle est juste aussi bien. — Comment vont les amygdales d'Emma ? demanda Chet Dashavay ? » Pendant que M. Stowbody donnait un compte rendu physique et psychique de leur état, Carroll songeait : « Sont-ils si terriblement intéressés par les amygdales d'Emma, ou même par l'œsophage d'Emma ? Y a-t-il un moyen de les sortir des questions de personne ? Risquons la damnation et essayons. Y a-t-il eu beaucoup de difficultés avec les ouvriers par ici, M. Stowbody ? dit-elle — Non, Madame ; grâce à Dieu, nous avons été préservés de cette plaie. On a déjà assez d'ennuis avec ces fermiers étrangers. Si vous n'y prenez garde, tous ces Scandinaves deviennent socialistes ou radicaux, et vous jouent des tours. Bien entendu, si vous leur avez prêté de l'argent, vous pouvez en venir à bout. Je les fais simplement venir à la Banque pour causer et leur dire quelques vérités. Ça m'est égal qu'ils soient démocrates, mais je ne veux pas de socialistes dans la région. Mais grâce à Dieu, nous n'avons pas eu tous les ennuis qu'ils ont dans les villes avec leurs ouvriers. Même Jack Elder avec sa scierie s'en tire bien. N'est-ce pas Jack ? — Hé oui, oui bien. Je n'ai pas besoin de beaucoup d'ouvriers spécialistes chez moi, et ce sont tous ces excités, tous ces meneurs, tous ces gredins de techniciens qui causent tout le mal. Ils lisent un tas de livres anarchistes et les journaux syndicalistes et va donc ! »... La conversation continuait. Elle ne s'arrêtait pas. Leurs voix étaient épaisses, monotones, emphatiques comme celles d'hommes qui causent dans un fumoir de Pullmann. Ils n'ennuyaient pas Carroll. Ils l'effrayaient...

Après de tels tableaux, le lecteur ne peut être surpris du verdict final :

En lisant les romans populaires et en voyant les pièces courantes, songeait Carroll, on ne trouve que deux opinions traditionnelles sur la Petite Ville d'Amérique. La première, répétée chaque mois par des dizaines de revues, est que le village d'Amérique demeure le seul refuge sûr de l'amitié, de l'honnêteté et des chastes jeunes filles à marier. En conséquence, tout homme qui a réussi comme peintre à Paris ou comme banquier à New-York, se lasse un jour des femmes élégantes, revient à son bourg natal, affirme que les villes sont corrompues, épouse son amie d'enfance et sans doute cache son bonheur dans ces petites villes jusqu'à sa mort.

L'autre opinion affirme que les caractéristiques de tout village sont

des favoris, des statues de chiens en fer sur des gazons, des briques dorées, des jeux de dames, des corbeilles pleines de martinets dorés et des vieillards rusés, drolatiques que l'on traite en nigauds et qui déclament des poèmes rustiques. Cette tradition bien remarquable règne dans les théâtres populaires, les music-halls, chez les illustrateurs comiques et dans les plaisanteries des journaux, mais comme réalité, elle a disparu il y a quarante ans. La petite ville moderne ne rêve pas de chevaux et de marchés, mais d'automobiles économiques, de téléphones, de vêtements tout faits, de granges, d'alfa, de kodak, de phonographe, de fauteuils recouverts de cuir, de concours de bridge, de bons placements, de cinémas, de spéculations sur les immeubles, de romans de Twain qu'elle ne lit pas, et de la politique nationale, qu'elle commente chastement. Une telle vie peut convenir à un Kennicott, un Champ Perry, mais il y a des êtres par centaines de mille, jeunes hommes et jeunes femmes surtout, qui ne s'en contentent point. Ce qu'il y a de plus intelligent chez les jeunes gens (et les veuves, heureuses veuves !) fuient vers les cités avec agilité, et malgré la tradition mensongère, ils restent dans les grandes villes, sans retourner dans la petite ville sauf pour les vacances. Les plus loyaux patriotes de la petite ville la quittent, quand ils vieillissent, s'ils le peuvent, et vont vivre en Californie et dans les villes de l'Est. Et la cause, affirmait Carroll, n'est point cette rusticité à gros favoris que l'on suppose, ce n'est rien de si amusant. C'est un milieu sans imagination, nivelé, où règne le laisse-aller de la conversation et des manières, avec une discipline rigide imposée à l'esprit par le désir de paraître respectable. C'est le contentement de soi-même. Le consentement de la mort qui méprise même la vie pour son inquiétude. C'est la négation proclamée, la seule vertu positive. C'est la prohibition du bonheur. C'est l'esclavage volontaire, acharné. L'ennui fait Dieu. Un peuple, sans parfum, engouffrant une nourriture fade et se prélassant ensuite sans veste et sans pensée dans des fauteuils chargés de décorations hideuses, écoutant une musique mécanique, énonçant des aphorismes mécaniques sur l'excellence des automobiles Ford, et se considérant comme la plus grande race de l'Univers...

Un village en un pays qui cherche à tout faire par séries et à devenir pur, qui voudrait remplacer la civilisation Victorienne d'Angleterre en son rôle de médiocrité-dominant-le-monde, un tel village n'est plus simplement provincial, il n'est plus tapi et engourdi en son ignorance tiède; c'est une force qui veut dominer la terre, ôter aux montagnes et à la mer leurs couleurs, utiliser Dante pour lancer Gopher Prairie, et habiller les grands dieux en vêtements tout faits de coupe américaine. Sûr de soi, il parade et raille les autres civilisations comme un commis-voyageur en melon brun conquiert la sagesse de la Chine et colle des réclames pour cigarettes sur les arcs consacrés

depuis des siècles aux préceptes de Confucius. Une telle société réussit admirablement à produire d'énormes masses d'automobiles à bon marché, de montres à cinq francs et de rasoirs de sûreté. Mais elle n'est contente que si le monde entier reconnaît que le but de la vie et son bonheur est de rouler en automobile Ford, de peindre des réclames de montres à cinq francs, et quand vient le coucher du soleil, de rêver en causant non d'amour, ni d'héroïsme, mais du confortable et de rasoirs de sûreté !!!

Tout ici est tourné vers l'utile; il n'y a rien de grand ni de noble.

* * *

Sinclair Lewis a donc su et montrer par une histoire bien faite, mais volontairement terne, et proclamer en un langage violent son dégoût du *Middle West*. On ne saurait s'y tromper, dans l'immensité de ce peuple américain qu'il admire, dont il connaît l'idéalisme et la sensibilité profonde, le *Middle West* lui semble l'élément rétrograde et néfaste. Il présente honnêtement ses qualités et ne cache ni le sérieux de Kennicott, ni la bonté de Clarke, ni la puissance de l'esprit social qui règne à Gopher Prairie. Il n'ignore aucun de ces détails, mais il condamne l'ensemble. Et cette condamnation a été imprimée, vendue à deux cent cinquante mille exemplaires. On l'a transposée en une pièce de théatre qui se donne en ce moment à New-York avec un succès analogue à celui du livre. Dans ce continent d'Amérique, où les vagues de sentiment et de pensée se succèdent si rapidement, il marque la réaction contre le cri de guerre des élections de 1920 : « Plus d'Europe. Plus de soucis étrangers à nous-mêmes. Soyons cent pour cent Américains ».

La valeur artistique du livre a aidé à son succès. La haute société et les millieux intellectuels l'ont loué pour la façon sérieuse et serrée dont il est écrit. Le livre n'a pas la fluidité ordinaire des romans américains et leurs négligences. Chaque chapitre, bien articulé, et divisé en cinq ou six paragraphes, forme une petite œuvre d'art. Le style est net, exact, bien anglais. L'argot qui s'y trouve y est plaqué, mais ne gâte pas la

valeur de la phrase, ni même celle du vocabulaire. La phrase reste précise et brève comme celle des essayistes anglais contemporains, si à la mode aux Etats-Unis. Elle n'atteint ni à la grandeur, ni à l'originalité, mais elle n'y semble point viser. Lewis ne se permet nulle tirade pathétique. Sa méthode d'observation, si directe, qui réclame, on le sent, une grande documentation et tant de recherches personnelles, est bien plus proche d'un Maupassant, que des écrivains américains. Le mérite principal de *La Grand'Rue* au point de vue littéraire est sans doute dans sa simplicité et sa fidélité aux meilleures traditions du réalisme européen. Ce sont les méthodes européennes qui lui ont donné l'audace de peindre ces tableaux crus, — un wagon surchauffé en été, une opération chirurgicale — qui répugnent tant aux Américains, et que nul auteur aux États-Unis ne me semble avoir tentés avant Lewis.

Pour moi, ce n'est point tant comme un événement littéraire que *La Grand'Rue* m'a frappé, et les deux cent cinquante mille personnes qui ont lu ce livre y ont vu surtout, j'en suis sûr, l'intention de polémique : l'image contrastée que Lewis présente : grandeur et élévation morale des États-Unis, petitesse, égoïsme, matérialisme, du *Middle West*. Le *Middle West* n'est plus l'âme même des Etats-Unis, mais leur partie animale et qu'il faut racheter. Pour faire accepter cette thèse violente, Lewis a usé d'adresse et de sagesse. La critique du *Middle West* est donnée comme venant d'une femme, que l'on respecte plus qu'un homme, surtout aux États-Unis, et dont on excuse plus aisément la nervosité. Cette critique s'appuie sur des idées chères à tout Américain : le Progrès, la Liberté individuelle. Carroll s'écrie : le *Middle West* est coupable; il ravale tout à un même niveau, il arrête la marche triomphale des États-Unis vers cet état de moralité pure, vers lequel ils tendent naturellement. Il supprime les possibilités d'art de ce pays. Carroll, en ses reproches, mêle ces deux griefs comme s'ils étaient logiquement liés et là est sans doute le procédé le moins honnête de Lewis.

Que le *Middle West* soit hostile au Socialisme, aux *Labor Unions*, à la participation des ouvriers aux bénéfices, cela est

possible, mais cela provient seulement du fait que le *Middle West* est une société rurale. Ces agriculteurs ne voient pas le sens des doctrines nouvelles. Mais instinctivement ils appliquent un bon nombre d'entre elles dans leurs exploitations agricoles. A mesure qu'il devient plus industriel, le grand *Middle West* s'intéresse plus aux questions sociales et incline davantage vers les concessions. Johnson et Borah, les grands meneurs de l'Ouest sont des radicaux hardis en matière de travail. Au contraire l'Ouest en est encore à découvrir la valeur même de l'art. Et l'on ne voit pas encore quelle brusque révélation lui dévoilera ce monde nouveau. Les deux problèmes sont distincts. L'un se rattache à l'évolution de la vie économique aux États-Unis, l'autre au développement de la culture individuelle. Le jeu des forces naturelles règlera le premier tôt ou tard. Le deuxième peut rester sans réponse et sans solution.

Deux ou trois fois, Lewis évoque l'image d'un Français. Carroll songe à lui comme au seul être qui puisse sauver la petite ville de son engourdissement. Elle dit : « La vie est assez confortable et propre ici déjà, et si sûre! Ce qui manque c'est un peu moins de sécurité, un peu plus d'ardeur. Les améliorations civiques que je voudrais voir patronnées par votre club sont des pièces de Strindberg, et des danses classiques, jambes exquises à demi voilées sous un tulle et (je crois le voir si clairement devant moi) un Français solide, bien barbu, bien brun, bien cynique, qui se prélasserait et boirait et chanterait des opéras et dirait des histoires croustillantes et rirait de nos conventions et citerait Rabelais, et n'aurait point honte de baiser ma main ». Et l'image du Français cynique et bruyant poursuit Carroll comme un espoir lointain et bienfaisant.

Ce portrait n'est pas une satire de la France, ni même du type français. Il correspond à une opinion assez largement répandue en Amérique. Je le trouve presque flatteur. Carroll aime son Français comme un être différent d'elle et par là même stimulant. Elle est prête à recevoir ses suggestions, même brutales, car elle en attend, à coup sûr un renouvelle-

ment de sa vie. Ainsi, ce Français aux yeux de Carroll, est-il un luxe inestimable et nécessaire. Par sa sensiblité violente, par son intelligence hardie, il choquera, mais il persuadera aussi que la vie n'est point une série de nécessités mécaniques et immédiates, qu'elle offre des possibilités variées, et parfois le mystère de la liberté pure, hors de toute obligation sociale et morale. Ce n'est point là un rôle médiocre attribué à notre civilisation, et j'en ai été d'autant plus frappé qu'en bien des cas aux États-Unis j'avais noté une attitude de ce genre. Tout ce qui, en Amérique est jeune, avide, désireux de remodeler le monde, éprouve à l'égard de l'Angleterre une affection filiale, involontaire, et qui parfois tourne à l'agacement; à l'égard de la France une curiosité intense, déjà choquée par avance mais satisfaite de ce heurt et soucieuse d'en tirer une réaction personnelle. C'est sur le terrain des idées désintéressées, des sentiments généreux, du jeu de l'art que cette tendance se manifeste et l'on pourrait dire qu'elle nous dédommage en quelque manière du manque de contact matériel avec les États-Unis. Notre situation, moins favorable que celle de l'Angleterre au point de vue pratique, nous donne l'occasion de tenir un rôle magnifique : aider les États-Unis à trouver en eux-mêmes la personnalité la plus élevée et la plus originale.

Ce potentiel existe. Sinclair Lewis ne rend pas justice entièrement au *Middle West*. J'ai vécu en l'une de ces petites villes perdues dans la prairie où, l'été, l'air est si chaud qu'il semble aussi dense que la terre lourde et grasse, les nuits si pleines de lucioles, si chargées de l'épanouissement des choses qu'elles paraissent un fourmillement doré. J'aimais ses rues larges aux grands arbres, son fleuve rouge, la teinte foncée de ses feuillages, et le bruit monotone, ménager, de son activité. Elle était étroite comme Gopher Prairie, et l'on m'y regardait curieusement. On m'entraînait en des coins solitaires pour m'écouter discourir. J'apprenais un à un les scandales : ce professeur avait causé avec une dame pendant que l'on jouait la *Star Spangled Banner*, à la distribution des diplômes; cet autre fabriquait du vin en son bureau, cet autre avait publié un article sur les Trade Unions, et le Président du Collège

allait chaque semaine à la Capitale de l'Etat pour savoir ce que pensaient les Politiciens. Certes, j'ai vu l'oppression sociale du *Middle West*, telle que la peint Lewis, et elle est cruelle car elle s'ignore elle-même. « Nous sommes tous égaux », disait-on; mais une étudiante qui gagnait sa vie en servant dans un restaurant n'était point reçue dans les clubs de ses compagnes. Et les noirs savaient bien qu'ils ne devaient pas se mêler à la vie mondaine des blancs.

Pourtant il y avait autre chose. On venait me chercher, des jeunes gens surtout, les anciens soldats, et l'on me demandait « Que faut-il faire? Quelle est la mission la plus utile? » Presque tous ces jeunes gens voulaient trouver une forme de dévouement. Leur âme ignorante était tendue. Ce n'était parfois qu'une aspiration fugitive, ce pouvait être une résolution opiniâtre. Et ces jeunes gens, sans la connaître, aimaient la France Ils m'ont révélé la vertu profonde du *Middle West* : cette immense ambition de l'homme qui, pour s'être intimement mêlé à la nature, a retrouvé la naïveté du désir et croit à d'infinies possibilités. Chez les médiocres, ce n'est que plate vanité. Je plains Carroll qui n'a point rencontré de héros.Elle fit bien de rabrouer la foule trompée par la flatterie et les politiciens. Mais il nous faut le savoir : il existe, il existera une race d'hommes puissants, en ce gigantesque bassin du Mississipi, et, si nous savons être hardis, aller à eux en notre originalité, sans artifice de propagande ni de politique, mais avec toute notre curiosité, notre cordialité et notre souplesse nous les aiderons à créer leur monde nouveau. Saint Paul, Saint-Louis, la Nouvelle-Orléans n'est-ce pas trois intentions de la France jetées au hasard et devenues des métropoles?

B. Fay.

LES AMIS & LES ENNEMIS DE MOLIÈRE

S'il est vrai, comme l'affirmait Sainte-Beuve, que tout homme qui sait lire est un lecteur de plus pour Molière, le monde entier doit s'associer à la célébration du troisième centenaire de la naissance de l'écrivain qui, on l'a maintes fois souligné, réunit en lui toutes les qualités dont l'esprit français se plaît à se parer. Comme le rappelait M. Pierre Rameil dans l'éloquent rapport qu'il a présenté à cette occasion au nom de la Commission des Finances de la Chambre « ... entre tous nos écrivains, Molière mérite d'être célébré parce qu'il représente la France dans ce que son génie a de plus universel. Molière, c'est la France, c'est nous-mêmes ; et ce n'est pas seulement la France du XVII^e^ siècle, héritière elle-même de la tradition gauloise : c'est la France avec ses visages successifs. » Reprenant la même idée en l'élargissant, M. Victor Bérard, au Sénat, demandait que la France rappelât à l'humanité par une manifestation grandiose qu'à Molière, comme aux plus grands de nos écrivains, l'Europe doit d'avoir été ramenée au culte de la beauté classique et de la raison. L'universalité, voilà le caractère essentiel de son œuvre. Cependant considérée ainsi sous le signe du génie et élevée à la hauteur d'un symbole, il est à craindre que sa personnalité s'efface peu à peu pour laisser place à une sorte d'abstraction d'une ampleur surhumaine et d'une hauteur démesurée. Il y a comme une aberration d'optique intellectuelle, léguée par le romantisme, dans cette tendance à situer en dehors de l'espace et du temps, c'est-à-dire proprement en dehors de l'humanité même, les êtres qui en sont les représentants les plus

typiques et les plus vivants. C'est le cas pour Rabelais que Victor Hugo, on ne sait trop pourquoi, a qualifié « un des gouffres de l'esprit », pour Descartes, pour Voltaire, et à l'étranger pour Shakespeare, Dante, Goethe et Cervantès, ces « Mages » pasteurs de la pensée.

C'est cependant à leur contact perpétuel avec la vie, à la façon dont ils l'ont sentie, comprise et exprimée, qu'ils doivent leur popularité. Ils n'ont eu qu'à faire passer le plus riche et le plus ardent de leur énergie dans leurs œuvres. Celles-ci, même les plus savoureuses et les plus fécondes, perdent leur sève dès qu'on les sépare de la personne de leur auteur. Si l'universalité de Molière s'auréole d'un tel prestige, n'est-ce pas grâce à ce frisson d'humanité dont elle est traversée ? vie médiocre et simple, on aime à se reconnaître là chez un écrivain qui ne plonge point dans des précipices sans fond ni ne cherche à gravir des cimes couronnées de nuées. Molière est un homme qui a agi, qui a lutté, qui a aimé et qui a souffert. Ses douleurs n'étaient point exceptionnelles et ses affections n'avaient rien de rare ni de compliqué. C'est là qu'il faut chercher les raisons profondes de l'amicale sympathie que lui ont prodiguée les générations successives, sauf toutefois le XVIII^e^ siècle. A cette époque, on a négligé l'homme pour ne s'intéresser qu'à l'œuvre : voilà pourquoi on l'a, alors, assez mal compris. D'ailleurs, le privilège de parler avec une égale force de persuasion au cœur et à l'intelligence du lecteur n'appartient pas au seul Molière, c'est un peu l'apanage de notre littérature tout entière : de nos délicats poètes humanistes, Ronsard, du Bellay, nourris de molle et souriante douceur tourangelle, aux grands classiques, assouplis à la discipline noble et sévère de Versailles, et aux philosophes du XVIII^e^ siècle spirituels et charmants. Ce sont avec leurs sentiments, leurs passions et leurs défauts mêmes des hommes dont la psychologie est accessible à l'entendement de tout individu qui a éprouvé à quelque degré les mêmes sensations, les mêmes désirs, les mêmes espoirs ou les mêmes rancunes. Ils se livrent avec une grâce charmante et une touchante ingénuité, encore que, parfois, ils s'en défen-

dent. Un lien subtil et ténu se noue entre eux et leurs lecteurs, lien de sympathie et de diligente compréhension : une œuvre n'est évidemment humaine que parce qu'elle porte l'empreinte de l'homme qui l'a créée. Le vase garde sur son flanc la marque du pouce que le potier y a imprimée.

Le plaisir tout intellectuel que l'on goûte à la lecture du théâtre de Molière se double de la jouissance pénétrante et douce de prendre part à ses plaisirs et à ses peines et de sentir sous la trame littérale du texte, palpiter et tressaillir une âme humaine. Voilà l'intérêt de connaître la vie de Molière, sa vie publique autant que sa vie intérieure et sentimentale. Celle-ci, profondément sympathique et attachante, ne nous est connue que très incomplètement. Grouper les faits recueillis par ses biographes qui révèlent quelques unes de ses aspirations et de ses pensées, en tirer quelques déductions vraisemblables, cela ne suffit pas. Les lacunes de cette information fragmentaire ne tardent pas à apparaître et l'on est réduit à confesser les îlots d'obscurité qui subsistent dans ce que nous pouvons discerner de sa psychologie. La preuve en est dans l'incertitude qui demeure autour des personnages censés défendre ses opinions et ses théories. Est-il Chrysale ou Clitandre ? Est-il don Juan ou Sganarelle ? Alceste ou Philinte ? Il n'importe d'ailleurs, et le plus vraisemblable est sans doute qu'il s'est expliqué par la bouche des uns et des autres, tour à tour ; la question a été élégamment résolue en admettant que l'auteur s'exprimait par le truchement de celui de ses personnages dont le langage était marqué au coin du bon sens et de la raison. Cette solution simpliste et accommodante n'est peut-être pas tellement éloignée de la réalité.

Il n'en est pas moins vrai qu'il faut se résoudre, — car il est maintenant douteux que les archives anciennes livrent un jour des pièces sensationnelles — à ignorer beaucoup de Molière, et cela s'explique. C'est que nous n'avons pas conservé de documents émanant directement de sa main. Cet impresario-dramaturge n'avait point le temps dans son existence trépidante et fièvreuse de rédiger ses Mémoires ; et ses lettres qui ont dû être nombreuses, sont perdues. Les rarissimes

documents autographes que nous possédions, n'ont qu'un intérêt purement graphologique. Si nous sommes informés avec assez de précision de la société et de l'esprit public des XVII^e^ et XVIII^e^ siècles, c'est en grande partie grâce aux Mémoires du temps et surtout à une littérature épistolaire extrêmement riche. Là les consciences se révèlent et les sentiments se dévoilent. Par sa correspondance, si nous la possédions plus complète, bien plus que par les *Provinciales* et les *Pensées*, Pascal aurait laissé entrevoir un peu du secret de ses angoisses et de ses méditations jansénistes. Madame de Sévigné nous conduit à travers la société de son temps et exprime les pensées et les opinions de son milieu autant que les siennes. Une froide relation de faits divers eût bien vite lassé : la lettre nous intéresse et nous charme par la vie intense qui circule dans ses feuillets jaunis et le souvenir vivant encore de celui qui les écrivit subsiste.

Pour Molière, nous ne pouvons qu'aller nous renseigner auprès de ceux qui ont été en rapport avec lui et en ont parlé soit amicalement, soit avec haine ou envie. Au cours d'une existence prodigieusement remplie dans sa brièveté, il a été en relations avec des gens de toute espèce et de toute condition, à raison même de sa situation un peu ambiguë de comédien. Admis à la Cour, en contact avec les grands, la bourgeoisie intellectuelle et commerçante, les milieux littéraires, il allait et venait en même temps dans un monde étrange, bigarré et un peu interlope d'aventuriers, gens de théâtre, hommes de lettres besogneux, bohèmes, foule truculente, d'un intérêt passionnant, car elle représente un côté assez peu connu de son siècle.

Se profilant sur cette vaste tapisserie qu'est la société au XVII^e^ siècle, une longue comédie se joue entre Molière et ses ennemis, et parfois confine le drame. Le poète se débat, lutte et souffre, persécuté par des coteries louches et des manœuvres obliques. C'est un curieux tableau de mœurs littéraires, faites de basses rancunes, de jalousies mesquines et de haines tenaces. Presque dès son arrivée à Paris et jusqu'à sa mort, de 1659 à 1673, c'est quatorze ans de luttes à peu près conti-

nuelles. Il s'agissait de le discréditer auprès du public qui le faisait vivre et du roi qui le protégeait. En butte à la méchanceté et à la mauvaise foi de ses rivaux et de ses victimes, il avait heureusement des amitiés infiniment précieuses par les consolations et le réconfort qu'elles lui apportaient. Quelques unes, comme celles de Chapelle, datent de l'adolescence. Boileau, la Fontaine, Racine pour un temps, se lièrent avec lui dans la période de sa maturité, au retour de ses voyages en province. Ces amitiés intellectuelles et littéraires avant tout n'ont pas été longues à se renforcer de liens d'affection sentimentale.

*
* *

En 1641, c'est-à-dire vers sa vingtième année, Molière faisait sa rhétorique au collège de Clermont. Il s'y lia avec quelques condisciples et le commerce qu'il entretint avec eux exerça sur sa formation une profonde influence. Au premier rang, il faut compter Chapelle. Celui-ci, fils naturel du Maître des Comptes et Conseiller au Parlement de Metz Luillier, dut à la sollicitude de son père d'acquérir une parfaite éducation. « Sa vie voluptueuse et son peu de prétention, a dit de lui Voltaire, contribuèrent à la célébrité de ses petits ouvrages. » C'était un épicurien et un dilettante. Impulsif et étourdi, d'une imagination vive et désordonnée, il effleurait tous les sujets sans les approfondir. Esprit brillant, mais paresseux, causeur charmant, il coula une existence nonchalante, passant son temps à boire, à converser avec ses amis et à écrire de petits vers légers. Il avait le goût assez fin et ne manquait point de sens littéraire. La tradition veut qu'il ait, au moins de ses conseils et de ses suggestions, aidé Racine à composer les *Plaideurs* qui furent en grande partie, dit-on, écrits au cabaret. Il aurait également travaillé dans les *Fâcheux* à l'épisode de Caritidès, mais sa contribution aurait été si faible que Molière l'aurait menacé de montrer ses vers à tout le monde s'il continuait à se targuer de lui prêter une active collaboration. Son rôle a dû se borner, dans ses conver-

sations au cabaret à proposer au comique quelques bons mots, quelques jeux de scène, quelques traits piquants que ce dernier a pu employer. Peu d'amitiés ont été aussi constantes et aussi vives que celle de Chapelle pour son ancien condisciple. Molière lui conservera la sienne aussi fraîche jusqu'à sa mort en 1673.

En cette année 1641 donc, le conseiller Luillier, désireux de compléter les études de son fils, lui donna comme précepteur M. de Gassendi avec qui il était lui-même très lié. Gassendi, dont la précocité avait fait une manière d'enfant prodige était déjà connu par un important ouvrage, *Exercitationes adversus Aristotelem*, où il attaquait les théories officielles de l'Université, asservie à l'interprétation littérale d'Aristote qu'elle étudiait à travers le formalisme étroit de la scholastique. Déjà il travaillait à la partie constructive de son système et il y faisait une large place à la Nature dont les découvertes astronomiques de Képler, de Galilée et de Copernic avaient bouleversé les hypothèses rudimentaires par lesquelles on avait tenté jusqu'alors de l'interpréter. C'est sa grande apologie d'Epicure qui devait paraître en 1647, *de Vita et Moribus Epicuri*, suivie deux ans après du *Syntagma philosophiae Epicuri*. Gassendi qui était, on le voit, un des esprits originaux et novateurs de son temps, « ayant remarqué dans Molière, raconte Grimarest, toute la docilité et la pénétration nécessaires pour prendre les connoissances de la philosophie, se fit un plaisir de la lui enseigner en même temps. » Le philosophe eut un petit cercle d'auditeurs, car à Chapelle et à Molière était venu se joindre Bernier qui était auprès de Luillier une manière de secrétaire et jouait un peu auprès du fils, qu'une étroite affection unissait à lui, le rôle d'un répétiteur. Il fut celui que Saint-Evremond appelera le « joli philosophe » et que ses voyages en Asie Centrale conduiront à être médecin du grand Mogol. Hesnault également, le poète ami de Fouquet a pu suivre ses leçons. Enfin, un extravagant, bretteur, poète et coureur de cabarets, s'était introduit presque de force dans le groupe. C'était Cyrano de Bergerac, auteur tragique et comique lui

aussi, à ses heures, quand ses aventures et ses duels lui en laissaient le loisir.

Ces réunions étaient extrêmement profitables à tout le monde, même au maître sans doute. Quant à ses disciples, ils entraient dans un monde nouveau, loin des ornières du péripatétisme dogmatique et étriqué. Une métaphysique de la nature, fondée autant qu'il était possible à cette époque sur l'expérience, était une révélation. Molière, par ses antécédents familiaux, ses penchants naturels et son éducation première se sentait poussé vers une sorte de pragmatisme. Ce système du monde allait coordonner ses idées personnelles — il n'était pas sans en avoir déjà à vingt ans — les équilibrer et les rectifier. Sa morale empirique, son réalisme qu'il allait développer plus tard dans ses pièces, trouvaient là leur point de départ. Molière a certainement dû beaucoup à son maître, beaucoup aussi à ses compagnons, car les leçons ne devaient pas manquer d'être suivies de discussions où les idées prennent corps et se cristallisent. Les amitiés, que l'on se crée à cet âge, exercent une très forte influence sur la formation de l'esprit.

Le cercle cependant ne tarda pas à se dissoudre. Après bien des aventures, Molière était parti pour ses tournées en province. Au cours de son voyage, il se lia avec un curieux original, Charles Coypeau d'Assoucy, Empereur du Burlesque et Singe de Scarron, poète crotté, gueux famélique et joueur enragé. Celui-ci suivit quelque temps l'Illustre Théâtre et se laissait entretenir en parasite, ce qui témoigne de la générosité de son hôte, et il a raconté cette bienheureuse existence en de petits vers spirituels et quelque peu cyniques :

Exempt de soins et d'embarras,
Je passois doucement la vie !
Jamais gueux ne fut plus gras...
A cette table bien garnie,
Parmi les plus friands muscats,
C'est moi qui soufflois la rôtie
Et qui buvois plus d'hypocras.

Après de multiples vicissitudes, après des rencontres variées, qui ne laisseront pas grand'trace dans sa vie ni dans

ses pièces, Molière rentre à Paris. Il y retrouve ses amis : Chapelle qui ne le quittera pas, Bernier qu'il aura grande joie à retrouver retour des Indes, selon l'anecdote de Grimarest. D'autres viendront : c'est Boileau dont l'amitié fidèle saura le réconforter aux plus mauvaises heures, c'est la Fontaine aussi, c'est, jusqu'à leur brouille, Racine. Ce sont eux qu'a peints la Fontaine dans les *Amours de Psyché et de Cupidon*, les quatre amis Gélaste, Ariste, Acante et Poliphèle. La critique semble avoir été un peu sévère pour Racine qu'excusaient son orgueil et sa jeunesse, mais Molière était à ce moment — en 1669 — exaspéré par la bataille de *Tartufe* et cette défection n'était pas sans lui causer du chagrin, d'autant qu'il s'y mêlait, semble-t-il, entre les deux hommes une rivalité d'amour pour la du Parc. Quoi qu'il en soit, ce ne fut qu'un nuage dans les amitiés de Molière et leur attitude réciproque fut par la suite parfaitement correcte. Ses amis et lui, dans la mesure où ses tracas de directeur de troupe et d'auteur lui laissaient de répit, se réunissaient à la *Pomme de Pin* ou au *Moulon Blanc*, rendez-vous des poètes et des bons vivants. On s'y amusait fort et l'on y parlait lettres. Ces compagnons avaient des idées communes en matière d'esthétique ; ils se les précisaient, ils se rejoignaient dans les mêmes admirations, les mêmes dédains. Leurs ennemis, quand ils atteignaient l'un d'entre eux, épargnaient rarement les autres et, en revanche, ceux-ci se liguaient contre les mêmes travers, les mêmes erreurs. Ils ne formaient point une coterie étroite et envieuse ; ils étaient l'esprit classique, raisonnable, bataillant contre les déviations et les excès, luttant pour chasser la médiocrité et la platitude.

D'autres amis venaient se joindre à eux d'abord : l'abbé le Vayer, fils de la Mothe le Vayer. Molière donnera la mesure de l'affection qu'il lui portait dans le sonnet qu'il adressa à son père lorsqu'il mourut à 35 ans d'un mal mystérieux attribué, pense-t-on, à l'antimoine qu'une école médicale essayait d'introduire dans la thérapeutique. De grands seigneurs ne dédaignaient pas d'avoir Poquelin à leur table. Lui-même recevait beaucoup, surtout dans sa maison d'Au-

teuil. « Le maréchal de Vivonne, raconte Voltaire, connu par son esprit et son amitié pour Despréaux, allait souvent chez Molière et vivait avec lui comme Lilius avec Térence. Le grand Condé exigeait de lui qu'il le vînt voir souvent et disait qu'il trouvait toujours à apprendre dans sa conversation. » Les appuis qu'il avait su se ménager et les affections qu'il s'était acquises lui ont été d'un secours à la fois moral et positif considérable, car ils lui ont permis de soutenir depuis 1660 jusqu'à sa mort une lutte sans merci contre des ennemis qui ne répugnaient pas de recourir aux armes les plus perfides.

***

Il avait heureusement un protecteur résolu infiniment précieux : Louis XIV. Voltaire, dans sa biographie de Molière, a montré le roi le soutenant non seulement contre la malignité de ses détracteurs, mais aussi contre les défaillances de goût de son public. Dans cette faveur constante dont le roi l'honora, il est insuffisant de voir seulement une preuve de goût littéraire de la part de celui-ci. Louis XIV était doué d'un jugement ferme et droit et d'un solide bon sens. Il était psychologue et cette psychologie il ne l'appliquait pas seulement à distinguer dans les choses de l'esprit le vrai, le beau et le bien selon la dialectique d'un cartésianisme rationnel. Il avait un pays à gouverner et aucune de ses pensées ne devait être détournée de ce souci permanent. Bien qu'il prît à la comédie un plaisir extrême et que ce fût longtemps pour lui, avec le bal, l'un de ses divertissements favoris, il ne pouvait oublier que son fauteuil de spectateur était toujours son trône royal et il eut claire conscience que le théâtre, par son action directe sur l'esprit du public, pouvait, à condition d'être judicieusement dirigé, collaborer utilement à sa politique personnelle.

Mazarin ne lui céda la place qu'en 1661. Dès avant, le jeune roi, ambitieux de prendre en main le pouvoir, choisissait ses collaborateurs et retenait ceux qu'il jugeait sus-

ceptibles de devenir ses auxiliaires. Il était persuadé de la nécessité d'avoir, au service de ses desseins, une organisation solide avec des collaborateurs réalistes et avisés, des fonctionnaires consciencieux et surtout des sujets dociles, assouplis par une discipline de la vie sociale, mieux encore, par une discipline de l'esprit public. Ces disciplines faisaient à ce moment, à peu près complètement défaut.

Une longue période de désordres avait affaibli la France et, avant de se lancer en avant, il fallait procéder à sa rééducation. Les grands avaient cru le moment favorable, pendant la Régence, de tenter de reprendre leur indépendance. Ce fut la Fronde : on put voir le Prince de Condé lever des troupes en province, guerroyer contre les armées royales et faire la paix par un traité en bonne et due forme dans lequel, loin d'être châtié comme rebelle, il était payé, par d'importantes fonctions, du service qu'il avait rendu au gouvernement en venant de lui faire la guerre ! Les luttes religieuses, jamais éteintes depuis la naissance de la Réforme, avaient amené une certaine anarchie dans l'Eglise et dans les consciences : il fallait de l'apaisement, il fallait éviter les querelles religieuses en refrénant le zèle indiscret de militants trop convaincus, et veiller simplement au maintien d'une foi solide, mais raisonnable qui avait besoin de se raffermir dans le calme et non de s'exalter.

Tout le monde était désorienté. Ce trouble apparaissait dans le mouvement littéraire qui est le miroir des tendances et des aspirations de la société cultivée. Des efforts intéressants, tentaient d'ouvrir une voie nouvelle. Cela n'allait pas sans tâtonnements et sans erreurs de jugement : Préciosité et Bel Esprit. L'année 1660 est une des dates les plus importantes de notre histoire littéraire : elle marque l'épanouissement de notre école classique. Il restait encore à élaguer les mauvaises branches, à tracer au public les frontières, au-delà desquelles, son goût ne devait point s'égarer. Deux hommes ont puissamment contribué à ce travail d'ajustement : Boileau et Molière. De là viennent les faveurs que le roi leur prodigua. Rien n'était artificiel au fond comme leur rôle de

bergers du goût et de la raison, d'autant plus qu'ils étaient en quelque sorte fonctionnarisés et que leur mission constituait, en poussant l'idée un peu à l'extrême, une sorte de service d'Etat.

Heureusement, la cause qu'ils défendaient était celle du bon sens et de la raison. Heureusement, ils avaient du génie. Ils purent ainsi remplir avec tact et mesure leur tâche, comme Virgile, poète officiel de l'empire romain restauré par Auguste, prêchait le retour à la terre et le culte des vieilles traditions. « Molière, a proclamé Voltaire, a formé une école de la vie civile. » C'est-à-dire qu'il apprit en quelque sorte à son public, quelles étaient les qualités à posséder et les idées générales à mettre en pratique pour vivre en société, dans la société du début du règne de Louis XIV. Ce sont des vertus essentiellement bourgeoises, assez peu élevées, pénétrées de réalisme utilitaire et de soumission à la nature : ce qu'il faut pour être un bon sujet, avec des vertus raisonnables, et un sens critique juste suffisant pour distinguer la *Physis* de l'*Antiphysis*. Le critérium était le même au temps de Molière qu'au temps de Rabelais.

Ces considérations expliquent en grande partie, l'attitude de Molière et l'insuccès de ses ennemis. Celui-ci, en échange de la protection royale, exécutait avec ponctualité les indications que Sa Majesté lui inspirait directement ou lui faisait suggérer, ne se lançant avec hardiesse, que jusqu'aux limites où il savait continuer de plaire. L'auteur de l'*Ecole des Femmes* renchérissait sur ses propres audaces, ne craignant pas de viser des personnages plus haut-placés, de s'attaquer aux ridicules mêmes et aux vices qui sont un peu par la force des choses, inhérents aux institutions sociales, mais à certaines que le roi n'était pas fâché de voir atteint. Dans l'ardeur même de l'offensive, l'écrivain mesurait ses coups et ne visait qu'avec une prudente attention.

Les *Précieuses Ridicules* furent le premier acte de sa campagne. Le coup avait porté. Peu importe que la vraie ou la fausse préciosité fût seule attaquée ou touchée : le Public ne fait point de subtiles distinctions entre la chose elle-même et

l'excès qui la déforme. L'entreprise n'était pas sans hardiesse pour un homme dont le métier était de jouer la comédie et la vocation d'en écrire. Il n'eût sans doute pas risqué sa chance avec cette désinvolture, s'il n'eût été persuadé de marcher en toute sûreté.

Les hostilités commencent de façon effective avec *Sganarelle* ou *le Cocu imaginaire* en 1661. Une réplique assez médiocre lui est aussitôt opposée, la *Cocue imaginaire ou les Amours d'Alcipe et de Céphise*, de François Doneau, qu'il ne faut pas confondre avec Jean Donneau de Visé dont il sera bientôt question. La fortune de cette pièce et de son auteur — dont on ne connaît presque rien — est curieuse. Cette comédie fut à l'origine, dirigée contre Molière et l'on a trace d'une première édition disparue, dont Molière a sans doute obtenu la mise au pilon comme diffamatoire. Doneau se réconcilie avec sa victime et fait paraître l'année suivante une réédition de sa pièce, avec une préface élogieuse pour celui qui dans l'intervalle était devenu son ami.

« Depuis que la Comédie est devenüe illustre par les soins de l'Eminentissime Cardinal de Richelieu, nous n'avons point vüe d'autheur qui ait plus excellé dans les pièces comiques que le fameux Monsieur de Molier. »

Ce Doneau avait sans doute, été en cette affaire, l'instrument et le porte-parole d'adversaires qui ne voulaient pas intervenir personnellement, et il est devenu ensuite l'ami de Molière, rapproché par la profession commune, car lui aussi était comédien.

Cette escarmouche était insignifiante. Les « anti-moliéristes » n'avaient point eu le temps de se reconnaître ni de se concerter. La querelle de l'*Ecole des Femmes*, jouée en décembre 1662, va être l'occasion d'une lutte âpre et longue, qui met en lumière, le tempérament énergique et combatif de Molière, précise la nature et la force de ses ennemis, justifie l'attitude du roi.

Plusieurs éléments sont à distinguer dans cette querelle. C'est une dispute littéraire, mais elle a été transportée aussi sur d'autres terrains. Son point de départ est-il dans une riva-

lité et une jalousie d'auteurs ? Faut-il au contraire, le chercher dans le ressentiment de ceux qu'il a attaqués ? Il est difficile de découvrir le ressort initial. Pratiquement, l'action de ces deux catégories de facteurs, paraît simultanée et il n'y a qu'à constater le double aspect de la question, son double mobile et la forme hybride de ses manifestations.

La tactique à suivre devait comprendre deux opérations distinctes pour discréditer Molière : d'abord, le perdre dans la faveur du roi et ensuite, ameuter contre lui le plus grand nombre possible de gens, en montrant aux uns, qu'ils sont mis en cause dans la pièce, aux autres que Molière est pernicieux parce qu'il cherche à ruiner l'Etat, la morale et la religion. C'est ce qu'a nettement indiqué un libelle, paru quelque temps plus tard, la *Lettre sur les Affaires de théâtre* de Jean Donneau de Visé qui joua un rôle de premier plan dans cette affaire :

« Pour ce qui est des marquis, ils se vengent par leur prudent silence et font voir qu'ils ont beaucoup d'esprit, en ne l'estimant pas assez pour se soucier de ce qu'il a dit contre eux. Ce n'est pas que la gloire de l'Etat ne les eut obligés à se plaindre, puisque c'est tourner le royaume en ridicule, railler toute la noblesse, et rendre méprisable non seulement à tous les Français, mais encore à tous les étrangers des noms éclatants pour qui l'on devroit avoir du respect.

Quoique cette faute ne soit pas pardonnable, elle en renferme une autre qui l'est bien moins et en laquelle je veux croire que la prudence de Molière n'a point fait réflexion. Lorsqu'il joue toute la cour et qu'il n'épargne que l'auguste personne du roi, que l'éclat de son mérite rend plus considérable que celui de son trône, il ne s'aperçoit pas que cet incomparable monarque est toujours accompagné des gens qu'il veut rendre ridicules : que ce sont eux qui forment sa cour; que c'est avec eux qu'il se divertit; que c'est avec eux qu'il s'entretient et que c'est avec eux qu'il donne de la terreur à ses ennemis. C'est pourquoi Molière devroit plutôt travailler à nous faire voir qu'ils sont tous des héros, puisque le prince est toujours au milieu d'eux, et qu'il en est comme le chef, plutôt que de nous en faire voir des portraits ridicules.

Il ne suffit pas de garder le respect que nous devons au demi-dieu qui nous gouverne, il faut épargner ceux qui ont le glorieux avantage de l'approcher, et ne pas jouer ceux qu'il honore de son estime. »

De Visé est un jeune littérateur arriviste, possédant à

un haut degré le sens de l'actualité et de la réclame personnelle; il rédige une feuille périodique, les *Nouvelles nouvelles* et voit dans cette dispute une occasion d'attirer l'attention sur son nom, autour duquel il essayait à ce moment précis, de faire de la publicité dans la polémique qu'il avait engagée contre d'Aubignac au sujet de la *Sophonisbe* de Corneille. Habilement, il cherche à éveiller à propos de la nouvelle pièce, une curiosité de scandale, fait reproche à Molière — accusation courante et qui montre que les mœurs littéraires ne changent guère — de plagiat, en même temps distribue astucieusement des flatteries pour se ménager quelques appuis et réussit à ne pas brûler complètement ses vaisseaux vis-à-vis de Molière, à qui il concède quelques louanges, bien que perfidement imprégnées de fiel. Il épargne encore sa personnalité et sa vie privée, mais il ne conservera pas longtemps cette magnanimité. Tout cela pour lancer en manière d'écho — le journalisme moderne n'inventera rien — le bruit d'une nouvelle pièce dont il est l'auteur. Les incidents qui se sont produits durant la représentation de l'*Ecole des Femmes* dénoncent l'hostilité de ceux qui déjà crient à l'immoralité et à la corruption. Molière a cependant des alliés et Boileau en cinglant les mécontents, précise la valeur utilitaire, le but moral et — pourrait-on dire — de propagande du théâtre de Molière. Ce sont les *Stances*, un beau cadeau du jour de l'an que Boileau offre à celui qui va être désormais de ses meilleurs amis. L'antagonisme est ainsi nettement établi. Molière n'est pas seul, on va batailler pour lui et si l'auteur des *Satires* lui conseille une indifférence dédaigneuse, il n'en fait rien et prend l'offensive avec la *Critique de l'Ecole des Femmes* jouée en juin 1663.

La pièce annoncée par de Visé comme devant être jouée à l'Hôtel de Bourgogne, n'est point mise à la scène, mais elle paraît en librairie, en juillet de la même année. C'est la *Zélinde*. Elle résume l'ensemble des arguments employés contre l'*Ecole des Femmes* et constitue une riposte à la satire de Molière contre ses détracteurs : elle porte en effet en sous-titre la *Véritable critique de l'Ecole des Femmes* ou *la Criti-*

que de la critique. Visé feint de se reconnaître dans Lysidas, mais le portrait était dessiné avec tant de justesse et de vérité, qu'il n'est pas le seul à s'y reconnaître.

Boursault, dont la valeur littéraire est bien supérieure à celle de Visé, s'y reconnaît également. Pour se venger, il donne, peu de temps après, le *Portrait du peintre ou la Contre-critique*. Ni l'un ni l'autre ne paraissent davantage agir de leur propre initiative; ils reçoivent, semble-t-il, des suggestions de personnalités qui demeurent dans la coulisse. Molière en accuse Boursault formellement, encore que celui-ci s'en défende avec vivacité. D'ailleurs cette dénégation paraît jouer sur une subtilité de mots, car si la pièce n'est pas due à une collaboration effective, elle a été visiblement inspirée.

Mais sans perdre son caractère primitif, la dispute s'élargit; elle se complique d'une querelle entre deux troupes rivales : la troupe de Molière et celle de l'Hôtel de Bourgogne. Celle-ci, pour des raisons de concurrence, joue les pièces des ennemis de Molière et celui-ci prend à partie dans l'*Impromptu de Versailles* les comédiens de la rue Mauconseil. Montfleury, le fils du comédien, réplique par l'*Impromptu de l'Hôtel de Condé*, qui est le contre-pied direct de la pièce de Molière. A ce même *Impromptu de Versailles*, Visé, dont l'acharnement ne désarme point, réplique par la *Vengeance des Marquis*. Cependant, il se trouve un comédien du Marais, écrivain sans culture, pour prendre ouvertement la défense de Molière dans une comédie les *Amours de Calotin* qui, sans être très bonne, ne manque pas de verve ni de mouvement. Cela donne à supposer que le Marais, qui est en rivalité avec l'Hôtel de Bourgogne, saisit cette occasion de prendre position contre lui.

Contre Molière, aucun procédé, même des plus déloyaux, n'est négligé : on attaque pêle-mêle l'auteur, le comédien, l'homme privé, le mari et cette furie est peu soucieuse de la vraisemblance et de la qualité des accusations. Tout a une fin cependant et, sinon un apaisement, du moins une accalmie, rassérène pour un instant les passions déchaînées. Une nouvelle comédie, la *Guerre comique*, résume en quelque

sorte la lutte et rend par la bouche d'Apollon un jugement en faveur de Molière. L'auteur en est le sieur de la Croix, sans doute Preschac de la Croix, qui a écrit la troisième partie du *Roman comique* de Scarron. Scéniquement, la pièce est injouable, mais elle a le mérite de faire justice des attaques calomnieuses dont l'auteur de l'*Ecole des femmes* a été victime.

« Il n'y a rien de plus estimable qu'une critique qui n'attaque que l'ouvrage et respecte l'autheur... Mais cette liberté, avec laquelle on peut dire son sentiment de l'ouvrage, ne doit point servir de prétexte pour injurier l'autheur et l'on en peut remarquer les défauts, sans s'en prendre à sa personne. »

L'accalmie devait être brève. Chacun restait sur ses positions, décidé à pousser au-delà. Molière, loin d'être induit à plus de prudence par les attaques, semblait mis en humeur de persévérer, heureux de voir que ses coups avaient touché juste. Mais il savait aussi par expérience qu'il lui fallait s'armer de courage et ne pas craindre les pires insinuations ni les calomnies les plus déshonorantes. Un avenir très prochain allait lui montrer que ce qu'il avait déjà éprouvé, n'était rien encore.

* * *

Ce n'était rien encore. Tout conduisait par gradation à la péripétie de ce drame ardent qu'était sa vie. Jusqu'ici les gens de lettres seuls l'attaquaient ouvertement, ses victimes qui en étaient les inspirateurs, demeuraient prudemment dans la coulisse. C'était assez, pour apaiser leurs rancunes, que des professionnels de la plume, touchés eux-mêmes par la verve cinglante du satirique, prissent leur cause en main. Gens du monde, courtisans, beaux-esprits, il leur répugnait de prendre position, à cause de leur situation sociale et aussi par une hypocrisie naturelle qui les empêchait de s'avouer ridiculisés et les amenait à rire les premiers des caricatures où ils se hâtaient de reconnaître autrui. Cependant, les haines et les jalousies s'accumulaient et la moindre étincelle pouvait provoquer l'explosion.

Elle se déchaîna bientôt. Jamais la verve de Molière n'avait été plus allante, ni son ironie mieux aiguisée. Impulsif et nerveux quand il pouvait s'abandonner à son tempérament naturel, il sentait ses facultés exacerbées par les conditions physiques dans lesquelles il se trouvait. Il était surmené par un labeur incessant, dirigeant son théâtre et produisant sans répit des pièces nouvelles, et sa vie conjugale ne lui procurait qu'amertumes et désenchantements. Ces préoccupations incessantes, ce surmenage intellectuel et ces chagrins intimes auraient usé les constitutions les plus robustes.

La sienne ne l'était point et sa santé fut toujours délicate et chancelante. Affaibli, la poitrine peu solide, rongée sans doute par la tuberculose, il gaspillait fièvreusement les forces qui lui restaient. Il se mouvait dans un état permanent d'exaspération nerveuse, que venaient à peine calmer les rares instants où il allait prendre un peu de repos dans sa petite maison d'Auteuil, au milieu de ses amis. Son humeur avait changé, il s'était assombri. Devenu irritable, il avait de brusques impatiences et de violentes colères durant lesquelles il ne semblait plus maître de ses gestes. Dans de telles dispositions, il n'était guère disposé à émousser la pointe de ses railleries ni à édulcorer la virulence de ses polémiques. Ses ennemis allaient bientôt l'éprouver, mais ils étaient de taille à riposter.

Les *Plaisirs de l'Ile Enchantée*, qui allaient révéler les splendeurs de Versailles naissant, devaient aussi, au milieu de leurs merveilleux divertissements, porter le germe de la lutte de *Tartufe*. Le 12 mai 1664, l'avant-dernier soir de cette semaine féerique, le roi assistait à la représentation des trois premiers actes de l'« Imposteur ». La pièce fut trouvée « fort divertissante ».

Dès le lendemain, violent tumulte. Tous ceux qui font profession de piété, les dévots convaincus comme les faux dévots, protestent par la voix de l'archevêque de Paris, Hardouin de Périfixe, confesseur du roi. Par mesure de prudence, la pièce n'est point donnée en public. L'église officielle faisait profession de redouter l'influence pernicieuse de la comédie sur la conscience des fidèles et c'est là sans doute une des plus fortes

raisons du discrédit où l'on tenait quiconque montait sur les planches. Le Rituel de 1646, et c'est derrière ce texte que se retranchèrent les prêtres qui n'osèrent administrer Molière mourant, n'interdisait-il pas le viatique « aux indignes tels qu'usuriers, concubinaires, comédiens, s'ils ne se sont d'abord purifiés par la sainte communion et n'ont donné satisfaction pour leur offense publique? » Il n'y a plus seulement contre Molière des rancœurs personnelles et des jalousies littéraires. Le débat est porté dans le public et chacun doit prendre son parti.

Beaucoup de ceux qui crient à la morale outragée sont sincères. Cet état d'esprit recevra plus tard la consécration de la magistrale autorité de Bossuet dans sa fameuse lettre au P. Caffaro, théatin, qui avait cru pouvoir ne pas s'associer à l'indignation du clergé contre le Théâtre en général et Molière en particulier :

« *Il faudra donc que nous passions pour honnêtes les impiétés et les infamies dont sont pleines les comédies de Molière, ou que vous ne rangiez pas parmi les pièces d'aujourd'hui, celles d'un auteur qui vient à peine d'expirer* (1674) *et qui remplit encore à présent tous les théâtres des équivoques les plus grossières dont on ait jamais infecté les oreilles d'un chrétien...*

« *Songez seulement si vous oserez soutenir à la face du ciel des pièces où la vertu et la piété sont toujours ridicules, la corruption toujours défendue et toujours plaisante et la pudeur toujours offensée ou toujours en crainte d'être violée par les derniers attentats; je veux dire par les expressions les plus impudentes, à qui l'on ne donne que les enveloppes les plus minces.* »

Le litige ne se tranche donc pas en faveur de Molière avec la conviction simpliste dont a fait preuve la postérité, car les conceptions de la moralité publique ont évolué. La présomption qui existe contre les gens de théâtre dans les idées courantes donnait beau jeu aux adversaires de l'auteur du *Tartufe*. Ceux-ci ont cherché encore une fois à séparer Molière du roi en le présentant comme un ennemi de la religion et le sieur de Rochemont, dans un pamphlet paru en 1665 à propos de *don Juan*, s'écriait :

« *... un athée foudroyé en apparence foudroie en effet et renverse tous les fondements de la religion, à la face du Louvre, dans la maison d'un*

prince chrétien... en dérision de tous les bons pasteurs que l'on fait passer pour des Tartufes, et dont l'on décrit artificieusement la conduite, mais principalement sous le règne du plus grand et du plus religieux monarque du monde. Cependant que ce généreux prince occupe tous ses soins à maintenir la religion, Molière travaille à la détruire... »

On ne s'expliquerait pas d'ailleurs qu'une opposition artificielle, conduite par quelques envieux ait pu se soutenir si longtemps et avec une telle violence. Il est plus vraisemblable d'admettre qu'une réprobation générale s'éleva du commun des gens de bien contre la pièce incriminée, lesquels, pour une grande part étaient sans doute de bonne foi, mais s'étaient faits une opinion en se fiant à la rumeur publique. Cette réprobation était d'autant plus justifiable qu'elle a trouvé depuis des adeptes. Veuillot s'est prononcé avec virulence dans son *Molière et Bourdaloue* et Baudelaire portait ce jugement dans *Mon cœur mis à nu* (*Journaux Intimes*) :

« *Mon opinion sur Tartufe est que ce n'est pas une comédie, mais un pamphlet. Un athée, s'il est simplement un homme bien élevé, pensera à propos de cette pièce qu'il ne faut jamais livrer certaines pièces à la canaille.* »

Il faut donc distinguer. Dans cette ambiance hostile, mais passive en somme et qui se borne à s'abstenir d'aller à la comédie si elle choque ses convictions, une minorité mène un combat acharné. Elle est redoutable parce qu'organisée. C'est une association occulte, aux manœuvres obliques et perfides. Elle dispose de puissants moyens et de hautes protections. C'est la Compagnie du Saint Sacrement. M. Raoul Allier s'est efforcé d'établir que c'est elle que Molière a eu en vue dans le *Tartufe*. Cette ligue, par ses agissements indiscrets avait provoqué une réaction contre elle et le roi, à qui elle ne pouvait qu'être gênante; celui-ci n'ayant pas encore, loin de là, tourné à la dévotion, comme il le fera plus tard, sous l'influence de Mme de Maintenon. Il est possible que l'idée même de la pièce ait été fournie par le roi, ce qui expliquerait son appui systématique. Le dénouement de la pièce lui-même prendrait une signification : ce serait non une négligence, mais une allusion à la décision prise par le gouvernement de dissoudre la ligue.

Adopter cette interprétation équivaut à admettre que Molière n'a pas attaqué la seule dévotion hypocrite, comme on le soutient depuis Boileau, mais qu'en même temps il a poursuivi une association qui déplaisait au roi, mais où il y avait, c'est indéniable, de fort honnêtes gens. Parmi ceux-ci se dresse la silhouette originale du Prince de Conti, ancien protecteur et ami de Molière.

C'est une étrange figure en vérité que son Altesse Armand de Bourbon, Prince de Conti, frère cadet du grand Condé, qui oscilla entre la religion et le monde, héros de la Renaissance égaré dans le Grand Siècle, fantasque et entreprenant, conduit dans ses agissements par son grand amour pour sa sœur, la vaillante Mme de Longueville qui l'arracha à la carrière ecclésiastique pour l'enrôler dans le Parti de la Fronde. Sa faible complexion et sa difformité le désignaient en effet pour l'état ecclésiastique et il ambitionnait le chapeau. Il fréquenta à cette intention le collège de Clermont à peu près en même temps que Molière, qu'il connut de plus près en Languedoc, alors que, ayant fait récemment la paix avec le gouvernement royal, le Prince négociait sa rentrée en grâce auprès de Mazarin et son prochain mariage avec la nièce de celui-ci, Marie-Anne Martinozzi. Il vivait au château de la Grange près Pézenas avec sa maîtresse, Mme de Calvimont, quand Sarrazin, son secrétaire, lui présenta Molière. Après lui avoir fait quelque peu grise mine, il se prit pour ce dernier d'une vive affection et aimait à s'entretenir avec lui. Il autorisa sa troupe à prendre le titre de Troupe de M. le Prince de Conti et l'indemnisa grassement à son départ sur le budget de la province dont il avait l'administration. Ces faveurs ne furent pas de longue durée, Conti se convertit sous l'influence de Pavillon, évêque d'Alet, janséniste militant, et se reprocha comme un sacrilège la bienveillance dont il avait fait preuve à l'égard de Molière. Plus tard, en 1665, en pleine lutte de *Tartufe* il adressa directement à son ancien protégé les reproches d'athéisme et d'immoralité. Cette évolution de la conscience de Conti est significative : ce n'est pas le fait d'un isolé, mais l'indice d'une tendance, d'un courant d'opinion.

La cabale a agi surtout par démarches auprès du roi et de

l'autorité publique et par la propagande de la chaire, les prêtres interdisant aux fidèles jusqu'à la lecture de la pièce corruptrice. Elle n'a pas repris la tactique employée contre l'*Ecole des Femmes*, qui suscita sur des scènes rivales des comédies où la pièce incriminée était prise à partie. La verve des poètes était dans doute épuisée cette fois, car elle ne retrouva point son intarissable prolixité; à peine est-il à signaler une médiocre comédie, la *Critique de Tartufe* représentée à la fin de 1669. Cette pièce, qui n'est certainement pas de Pradon à qui on l'a prêtée, mais peut-être de de Villiers, comédien qui avait déjà écrit un *Festin de Pierre*, se place par sa date même en dehors de la lutte de *Tartufe* proprement dite. Elle ne reprend d'ailleurs pas les arguments d'ordre moral qui avaient alimenté cette longue polémique et elle se confine exclusivement sur le terrain littéraire. Rien de bien nouveau ni de bien intéressant dans cette pièce. Une fois de plus les ressentiments et les fureurs se sont calmés.

*
* *

Peu de temps restait à vivre à Poquelin. Assez cependant pour continuer, avec un entrain aussi souple et aussi acerbe, ses campagnes. Il a flagellé les médecins et leur thérapeutique incertaine et ses sarcasmes sans doute n'ont point été sans atteindre leur but, si l'on songe avec quelle âpreté les écoles médicales, comme un peu de tout temps, défendent leurs théories et ont sensible l'échine de leur amour-propre. Un individu avec des procédés de basse polémique personnelle prit leur défense dans une lourde et plate diatribe scatologique. L'individu, c'était le Boulanger de Chalussay, la diatribe, *Elomire hypocondre* ou *les Médecins vengez* (1670).

Les biographes ont extrait de la pièce les détails qui pouvaient les intéresser, le reste ne vaut pas qu'on s'y attarde. Ces cinq actes montrent jusqu'où peuvent atteindre la mauvaise foi systématique et le parti-pris de calomnies ignominieuses. On sait peu de chose de Chalussay. Il s'était essayé dans la poésie légère et il publia la *Morale galante ou l'Art de bien ai-*

mer, dédiée à Mgr. le Dauphin : une fade préciosité. D'où vient sa haine pour Molière? Peut-être de ce que celui-ci refusa de lui jouer au Palais-Royal une de ses pièces l'*Abjuration du Marquisal*. *Elomire* parut « chez Charles de Sercy, au Palais, le sixième pilier dans la grand'Salle, à la Bonne Foy couronnée». Il semble que Molière ait obtenu que ce pamphlet fût mis au pilon. On le réimprima en Hollande.

Les Médecins allaient être vengés d'une façon plus complète encore que dans la farce de le Boulanger : les tâtonnements de l'empirisme médical d'alors, impuissants à conserver son organisme usé par la lutte et les soucis, hâtèrent la fin de Poquelin. Il mourut en 1673 et cette mort ne désarma pas les haines, malgré les douloureuses circonstances qui l'accompagnèrent. Elle fut l'occasion de quantité d'épitaphes malignes, tant françaises que latines que l'on répandit alors. Quelques unes parurent dans le *Mercure galant*; la plupart, anonymes, se trouvent dans le recueil de Charles Jaulnay, doyen et chantre de St-Rieulle à Senlis, auteur d'un livre de froide galanterie, *Questions d'Amour ou Conversations galantes dédiées aux Belles*. Le même avait ridiculisé Molière dans son *Enfer Burlesque*, tiré des visions de dom François de Quevedo, paru en 1668, qu'il publia de nouveau en 1671 sous le titre étrange de *les Horreurs sans horreur*. Il y représentait Molière, encore en vie mais ayant ses libres entrées aux Enfers, et il l'y dépeint d'une façon grotesque faisant des tours d'arlequins sur une chaise percée en présence de Lucifer et de la cohue de ceux qui « approchaient le plus de la qualité luciférienne » : Mahomet, Alexandre VII, Loyola, Bacon, Lucien, Platon, Aristote. Ce libelle n'a guère de valeur au point de vue de l'histoire littéraire, c'est une basse attaque personnelle.

Les épitaphes publiées dans le Recueil Jaulnay sont sans grand intérêt ni variété. Une seule pourra donner une idée de l'esprit dans lequel elles ont été conçues, de leur médiocrité et de leur grossièreté :

Cy gist Molière et c'est dommage
Il faisoit bien son personnage
Il excelloit surtout à faire le cocu
En luy seul à la comédie
Tout à la fois nous avons vu
L'original et la copie

Heureusement nous avons pour nous consoler la touchante épitaphe de Chapelle :

Puisqu'à Paris on dénie...

Et celle-ci, charmante et mélancoliquement attendrie du bon la Fontaine, dernier salut à un ami perdu :

Sous ce tombeau gisent Plaute et Térence
Et cependant le seul Molière y gist.
Leurs trois talents ne formoient qu'un esprit,
Dont le bel art réjouissoit la France.
Ils sont partis ! et j'ai peu d'espérance
De les revoir. Malgré tous nos efforts,
Pour un longtemps selon toute espérance
Térence et Plaute et Molière sont morts.

*
* *

Sa vie entière a été un combat, au moins depuis le moment ou la notoriété l'a mis en vedette et où son influence a été effective. S'il eut le réconfort inappréciable d'amis fidèles et sûrs, ses ennemis furent nombreux et acharnés. Il est hasardeux de le représenter d'une façon rudimentaire et trop aisément antithétique comme le champion de l'esprit classique, le défenseur du bon sens et des bienséances luttant contre les erreurs, les vices et les turpitudes de son siècle.

Certes il a contribué autant que tout autre à définir et à préciser les belles idées dont s'est imprégné l'esprit français de Rabelais à Anatole France et qui l'ont rendu séduisant et profondément humain. Cela n'a pas été peut-être de propos délibéré. Il a servi une politique. Il a été — sans qu'il faille, bien entendu, pousser les choses à l'extrême — un artisan du prestige français sous Louis XIV, un artisan discipliné qui travaillait dans le sens des directives qu'on lui avait tracées. Cela explique l'étonnante faveur dont il a joui. Ce n'est pas à dire, idée puérile, que le siècle de Louis XIV est dû à Louis XIV lui-même, mais le roi avait un sens politique aigu. C'était assez. Il a su discerner les éléments de force et de grandeur dont il

disposait : il a su faire jouer les facteurs matériels, politiques, moraux et sentimentaux et en tirer le meilleur parti. Il a su s'entourer de collaborateurs précieux : Colbert pour l'administration, de Lionne pour la politique extérieure, Bossuet pour les affaires religieuses, Boileau et Molière et d'autres pour les lettres. Molière se trouvait là. Il avait du génie. Il réussit excellemment dans sa tâche. Un génie littéraire est comme un homme d'Etat : il sait s'adapter à son temps, à son milieu d'une façon si parfaite qu'il semble avoir lui-même donné l'impression qu'il n'a fait que suivre.

Molière a été observateur aigu de son siècle et un des analystes les plus pénétrants de la nature humaine : visant au caractéristique, il a atteint le général en dégageant des éléments essentiels et permanents de stabilité et d'harmonie.

Son œuvre ne s'explique pas sans sa personnalité. La nature de ses rapports avec ses contemporains vérifie ces conclusions. Il s'est moqué des courtisans, des beaux esprits, des dévots, des médecins : tous individus déformés par une déviation ou une hypertrophie. La violence des haines qu'il a suscitées montre qu'il avait touché juste. Elle montre aussi qu'il avait été un peu loin, mais il suivait les désirs du roi. La médiocrité et l'obscurité de ses ennemis littéraires et au contraire la valeur et le talent de ses amis pouvaient constituer en somme un critérium de la justesse de sa cause. Amis et ennemis ont justifié son œuvre : elle était dans le rythme de son siècle et de l'humaine vérité.

Georges Potut.

LES ASSASSINS DU RÊVE BLANC

Une œuvre littéraire peut parfois devenir un document historique. Cela dépend de son contenu, des conditions politiques du moment, du caractère de l'œuvre, de son style et enfin de la personnalité de l'auteur.

L'aperçu que nous soumettons au public (le titre original en est « 1920 ») est une œuvre belle et puissante, dont la valeur de document historique tient surtout à la personnalité de l'auteur. De tout ce qui a paru sur la guerre civile dans la Russie méridionale, mémoires, articles de journaux, écrits d'hommes appartenant aux partis et aux tendances politiques les plus diverses, l'aperçu de V. Choulguine est incontestablement le témoignage le plus précieux, d'un intérêt de premier ordre.

L'œuvre de régénération par la lutte armée contre les bolcheviks a abouti à la formation successive dans le Sud de la Russie de gouvernements militaires, appuyés sur des armées et représentés par des généraux. L'idée de la lutte pour la liberté de la Russie, pour le renversement du pouvoir bolcheviste haï par tout le peuple russe, l'idée de la lutte pour la Patrie libre dégénéra rapidement et changea d'aspect. Elle fut monopolisée par des réactionnaires endurcis, par une coterie militaire grossière, par les tenants du passé qui combattaient les bolcheviks, non pas au nom des conquêtes démocratiques et d'un idéal national, ni d'un patriotisme sain et moderne, mais en vue de rétablir un ancien régime dont ils ne connaissaient la nature que d'une façon bien vague, mais dont ils souhaitaient toujours passionnément le retour.

Bientôt se mêlèrent aux réactionnaires convaincus, souvent honnêtes, les pires éléments de l'ancien régime, le rebut policier et bureaucratique, toujours facile à acheter : d'où vols, pillages, dilapidation des deniers publics, exécutions sans jugement et fusillades en masse. Le mouvement « blanc », noyé dans le sang, dans la boue et dans la vénalité, révolta bientôt les démocrates russes les plus modérés. Au début on avait foi dans l'armée volontaire, et l'« intelliguenzia » russe, torturée par la terreur bolcheviste, pleine d'angoisse patriotique, venait les bras ouverts à l'armée

libératrice. Mais bientôt l'armée se vit isolée politiquement et moralement; tous les éléments progressistes de la société russe s'en détachèrent, et de plus en plus les généraux furent entourés, à côté des réactionnaires honnêtes, de criminels, d'aventuriers de toute espèce, de ces éléments incorrigiblement corrompus qui, dans les conditions créées par une guerre civile sanglante, arrivent aux plus hauts degrés du pouvoir en servant, au gré des circonstances, tantôt les bourreaux bolchevistes, tantôt ceux de l'armée volontaire.

La guerre civile fait naître une espèce de « spécialistes impossibles à remplacer, » spécialistes de la violence, de l'intrigue et du sang, espions et bourreaux; et elle crée le milieu où ils deviennent les éléments politiques les plus actifs.

Le gouvernement du général Wrangel fut le dernier épisode de l'épopée de la Russie méridionale. Au cours de l'année 1920, alors que la France, fidèle à ses sympathies traditionnelles, prêtait selon ses forces son aide au gouvernement de la Crimée, on entendait souvent poser par des Français cette question : « Pourquoi les milieux progressistes et démocratiques russes manifestent-ils une telle méfiance et même une telle répulsion à l'égard du général Wrangel, auquel nous prêtons notre concours ? » La meilleure réponse à cette question est dans l'aperçu de V. Choulguine. Si ces lignes terribles, cette peinture des atrocités de l'armée, des officiers toujours ivres-morts, des prisonniers qu'on « grillait » sur un soupçon, des vols et des pillages de l'administration n'étaient pas signés du nom de Choulguine, si elles n'avaient pas été publiées où nous les avons trouvées, elles n'auraient pas la même force probante pour la grande majorité du public français qui, on le comprend aisément, ne peut pas voir clair de ses propres yeux dans le chaos des événements russes.

« 1920 » *a paru dans le deuxième numéro de* Rousskaïa Mysl, *revue mensuelle actuellement publiée en Bulgarie sous la direction de Peter Strouve.*

Marxiste dans sa jeunesse, libéral ensuite, savant et publiciste de premier ordre, homme de grand talent et de vaste savoir, Strouve a occupé le poste de ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement du général Wrangel. Ecrivain de marque, philosophe, économiste, publiciste brillant, sa haine du bolchevisme l'a malheureusement amené à une hostilité de principe contre la révolution en général. Il a rompu avec les glorieuses traditions de l' « intelligenzia » russe, qui, sous des formes politiques diverses, a toujours été mue par un esprit d'opposition suprême à l'ancien régime, à toute réaction, toute violence et toute oppression. Dans l'angoisse de son patriotisme outragé, Strouve confond maintenant la monarchie avec la patrie, l'amour pour la Russie avec l'attachement à la dynastie qui l'a trahie; c'est avec un profond respect qu'il parle dé-

sormais de Joseph de Maistre, et c'est en « libéral repenti » qu'il dirige sa revue, où V. Choulguine est son collaborateur permanent.

Choulguine a joué un rôle considérable dans la vie politique russe des dix dernières années. A la Douma, il a siégé en monarchiste convaincu, en défenseur un peu idéologue du tsar et du tsarisme. C'était un des rares personnages qui avaient en Russie toujours été de l'autre côté de la barricade, et avec lesquels non seulement les radicaux, mais les libéraux modérés n'avaient jamais ni idées ni langue communes. Mais, pendant la guerre, le patriote et le « défensiste » Choulguine s'est senti obligé de se ranger avec l'opposition contre le gouvernement. Les crimes inouïs du pouvoir, la vénalité, le manque d'organisation, voire la trahison, ont rendu le silence impossible aux monarchistes eux-mêmes, et Choulguine, conservateur aussi convaincu qu'auparavant, a bien des fois critiqué à la Douma les erreurs et les crimes du gouvernement tsariste inconscient de ses devoirs envers la patrie et du caractère national de la guerre.

L'histoire universelle présente peu de rencontres aussi tragiques que celle du début de la révolution de 1917, alors que le monarchiste Choulguine, le théoricien de l'autocratie, se rendit auprès du Tsar, dans son train, pour recevoir de lui son acte d'abdication. C'est comme un symbole tragique.

Bouleversé par la révolution, Choulguine se renferme dans son travail de publiciste au journal Kievlanin. *De Kiev, il passe dans le sud-est de la Russie, où il prend dans le « mouvement blanc » et dans l'armée volontaire un rôle considérable et très particulier. Il n'a jamais été ministre; mais, sans poste officiel, il a été le théoricien, l'inspirateur, l'animateur d'une organisation puissante qui portait le nom d' « Asbouka », association secrète, genre de police privée d'Etat, possédant un pouvoir énorme, une influence exceptionnelle, un droit de surveillance illimité. Le général Denikine avait en lui une confiance sans bornes. Choulguine est d'ailleurs personnellement un honnête homme, qui n'a jamais usé de son autorité dans un intérêt égoïste. Il fut effectivement l'inspirateur et le créateur du « rêve blanc », puis le mystérieux acteur de ses tristes destinées.*

Dans l'automne de 1919, l'armée volontaire commença à se dissoudre. Le pillage régnait du haut en bas, des commandants d'armées aux simples soldats; les populations, qui avaient accueilli les volontaires comme des libérateurs, avec des larmes aux yeux, les reconduisaient comme des ennemis, la malédiction aux lèvres; de terribles pogroms se faisaient avec l'approbation des autorités qui, devant l'Europe, proclamaient hypocritement leur fidélité à l'idéal démocratique. Après le célèbre pogrom de Kiev exécuté par les armées du général Denikine, Choulguine écrivit un article, « Les tortures et la peur », qui fit le tour de la presse russe, et qui remplit d'effroi toute la société libérale russe par la monstrueuse fran-

chise avec laquelle il entreprenait de justifier l'anéantissement des juifs. Quand Kiev eût été prise par les bolcheviks, Choulguine recula avec l'armée jusqu'à Odessa, dont il essaya d'organiser la défense dans les derniers jours du pouvoir de Denikine. C'est cette période que raconte « 1920 ». Après toute une série d'aventures et de périls, échappant aux bolcheviks, il arriva en Crimée, où il continua son travail politique au nom du « rêve blanc ». Puis, la Crimée perdue, il partit avec Wrangel pour Constantinople, où il occupa un poste dans l'administration du général qui prétendait parler encore au nom de la Russie. Parmi les partisans de la restauration, il est au premier rang; homme de talent et écrivain de mérite, il est le meilleur cerveau de la coterie militaire qui voulait remplacer le bolchevisme rouge par le bolchevisme blanc.

C'est un chevalier du « rêve blanc » qui dénonce ici l'assassinat du « rêve blanc. » Il passe naturellement sous silence sa propre coopération à cet « assassinat. » Il ne dit rien de ses appels aux pogroms, à la transformation des armées libératrices en des bandes de criminels. Il ne raconte pas comment ses conseils et ses articles ont poussé l'armée volontaire aux violences, à la haine, à un arbitraire odieux à l'égard de la population innocente. Si Denikine et Wrangel ont été vaincus, c'est que le pays n'a pas voulu les accepter, c'est que le peuple, qui avait en haine le régime des Soviets, se détourna de « libérateurs » qui ne se distinguaient des bolcheviks que par la couleur de leurs cocardes.

Ce n'est donc plus un radical, un démocrate, un restaurateur, c'est un réactionnaire et un monarchiste, c'est un collaborateur de Denikine et de Wrangel qui raconte ici « comment les faucons volèrent... en voleurs », comment les aigles devinrent des milans « en pillant la population reconnaissante », comment « l'œuvre blanche commencée presque par des saints est tombée entre les mains des bandits », comment les volontaires anéantissaient des villages entiers par un feu d'artillerie, comment ils massacraient les juifs innocents, comment les monarchistes, chantant l'hymne du tsar, grillaient lentement des hommes, comment les assassins du « rêve blanc » pillaient et fusillaient, tuaient et volaient, comment dans les états majors on ne voyait que des « figures saoûles et mi-saoûles. »

Il dit la vérité, une vérité cruelle. Et il est impossible de n'en pas croire cet auteur qui est le chevalier fidèle du « rêve blanc, » le théoricien de ces « aigles » qui sont devenus des « milans. » Ce qui fait la force de son témoignage, c'est que la vérité, la vérité sanglante sur les officiers pillards et les généraux ivres, vient ici de droite et non de gauche. C'est plus qu'un témoignage, c'est une confession.

Choulguine raconte les faits sans les expliquer. Mais son récit permet d'en apercevoir les causes. Au « rêve blanc » ne convenait ni l'enseigne de la « République démocratique, » ni celle du « libre et sain gouvernement par le peuple. » Il revenait en arrière. Il voulait restaurer un passé haï

du peuple. A la réalisation du « rêve blanc » ne travaillaient ni des héros ni des « saints », mais des « bandits », le rebut de l'ancien régime et de la guerre civile, qui cherchaient dans le meurtre leur bénéfice. Dans la guerre civile, ce n'est pas le canon qui l'emporte, mais l'idée. Or l'idée nécessaire et populaire manquait aux « généraux ivres, » aux criminels et aux voleurs qui s'intitulaient les héros de l'Idée nationale.

Le peuple russe qui haïssait les bolcheviks ne voulut pas plus accepter les violences et les crimes de droite que les violences et les crimes de gauche.

La religion du pouvoir populaire et les « miracles de la République », légués par la Convention, passent en dehors du rêve rouge et du rêve blanc.

Le rêve rouge est horrible. Horrible aussi le rêve blanc, car dans le choc du bolchevisme et de la réaction, il n'y a ni Caïn rouge ni Abel blanc: tous les deux — le rouge et le noir — ne sont que des Caïns.

L'Abel russe est encore tout dans l'avenir. Il appartient à la Russie de demain, celle qui, naissant de la Russie aujourd'hui, toute sanglante, toute humiliée, se lèvera pour chercher dans la démocratie sa libération aussi bien des violences bolchevistes que du « rêve blanc. »

UN RUSSE ANTIBOLCHEVISTE.

ESQUISSES

Sans doute, il est inutile de rappeler que nous vivons à une époque qui intéressera énormément nos descendants. Mais peut-être devons-nous songer qu'on écrira, à propos de la révolution russe, autant de mensonges que l'on en a écrits sur la Révolution française. De ces mensonges sortira certainement quelque nouveau malheur. Cela nous parait évident. Contemporains de la Révolution russe, qui commence en 1917, nous savons parfaitement le rôle qu'a joué dans ce malheur une idée fausse de la Révolution française. Aussi, rien ne peut être plus important pour notre avenir qu'une idée juste de ce qui se passe maintenant sous nos yeux.

Evidemment, il n'est pas encore possible d'embrasser dans

son ensemble, à vol d'oiseau, pour ainsi dire, cette tragédie où nous jouons un rôle. D'autre part, pour le moment, il est impossible de se faire une idée intime de notre vie, je veux dire, de la manière dont nous avons aimé, haï, pleuré et ri et, sans cette clé, évidemment, les historiens à venir ne comprendront rien. Ou bien, ils comprendront tout de travers, comme d'ailleurs ils font toujours.

Mais ce que nous avons vu de nos yeux, chacun de nous peut et doit l'écrire. Et chacun peut, autant que son caractère d'auteur lui permet de mettre son âme à nu, raconter les souffrances qu'il a endurées.

Dans l'essai que l'on va lire, je me suis efforcé de noter ainsi les « tranches de vie » qui m'ont passé sous les yeux. J'ai choisi l'année 1920, la plus proche encore de nous. Si mon travail donne un résultat quelconque, je passerai sans doute à une période plus éloignée.

La Saint-Sylvestre

Le 31 décembre 1919, le soir, j'étais chez A. M. Dragomirov.[1] Nous étions seuls tous deux dans son wagon, dans son train. Ce train était arrêté dans le port, à Odessa. Des fenêtres, le jour, on voyait la mer. Le train ne pouvait aller plus loin.

Il dit :

— Je suis convaincu, pourtant, que la résistance commencera... Maintenant, il y a encore quelque chose... Mais quand il ne restera qu'à choisir entre la mort par le feu ou la noyade, il y aura un sursaut d'énergie. Maintenant, la masse ne demande qu'une chose, s'en aller. Mais quand il n'y aura plus un coin où se réfugier? Est-ce que la vaillance ne se réveillera pas? Qu'en pensez-vous?

— J'espère toujours que la résistance commencera ici même. Car même d'ici, on ne peut plus s'en aller nulle part. Cette foule qui reflue ici, elle ne prendra pas toute le bateau pour aller en Crimée. Donc, elle devra choisir entre la bataille et la mer. Le malheur, c'est qu'ici même on ne fait pas du tout ce qu'on devrait.

1. Le général, fils du célèbre Dragomirov.

— Pensiez-vous, quand nous avons quitté Kiev, que nous stationnerions ainsi dans le port d'Odessa, vous et moi?

— Non. Je croyais, je ne sais pourquoi, que nous nous arrêterions aux environs de Kazatine... Mais j'ai compris la situation quand au régiment d'Iakoutsk nous avons reçu cet ordre, c'était, je crois, aux environs de Fastov. A ce moment-là, j'ai développé à mes jeunes amis la « théorie de la Crimée ».

— Qu'est-ce que c'est que ça?

— C'est la restauration des temps précatherineins. Le Khan s'est bien maintenu des siècles entiers en Crimée. Grâce au canal... On ne pouvait pas le prendre, et il vivait de razzias. Par des razzias, il se procurait le « jasyr », c'est-à-dire la marchandise vivante, les prisonniers. Une fois établis en Crimée, nous ferons des razzias de blé. D'ailleurs, nous prendrons aussi le jasyr... Pour compléter nos effectifs... Vous partez pour Sébastopol?

— Je « pars » chaque jour. Mais pour le moment je ne suis pas encore parti, parce que le départ du bateau est toujours remis. Ici je ne peux servir à rien. Je ne fais guère que gêner... On peut facilement me prendre pour le centre de je ne sais quelles intrigues... ce que je ne désire nullement. Le « gouverneur général d'une province » sans province, c'est un personnage assez gênant... Et, dites un peu, on dit beaucoup de mal de moi?

— De vous? Oui, bien sûr... Dans les conditions où nous sommes, c'est inévitable. Les uns vous reprochent d'avoir permis les pogroms, les autres, de ne pas avoir laissé « tuer les juifs »... Naturellement, pour cette dernière faveur, vous avez touché des millions...

— Est-il possible qu'on dise aussi cela?

— On le dit... Cela vous étonne, vous? Moi, j'y suis habitué... J'ai été « acheté » tant de fois par les juifs, les Allemands, les francs-maçons, les Anglais, que cela ne m'émeut plus... Mais la plus furieuse de tous, naturellement, c'est la garde...

— Pourquoi donc? A cause de l'ordre du jour? Vous le connaissez?

— Oui...Au moment de quitter votre « province » et de renoncer au commandement, vous remerciez vos troupes et vous concluez à peu près ainsi : « Je n'ai aucune reconnaissance..., surtout envers les Voltchantsy pour leurs désordres de tout genre », et, ailleurs vous parlez dans votre ordre de la garde qui « a couvert de honte ses glorieux drapeaux par des pillages et des violences exercées sur la population civile »... C'est quelque chose dans ce genre...

A. M. Dragomirov est extrêmement bon. Mais il est sujet à des accès de colère. Il en eut un à ce moment-là.

—Je ne peux pas parler calmement de ces choses. Je me suis fâché avec des amis très chers à cause de cela. J'ai essayé de réunir les commandants de régiments, de les persuader, j'ai fait appel à leur conscience. Mais je sens qu'ils ne comprennent pas... Et je ne peux pourtant pas me résigner. Je ne peux en aucune façon me faire à cette guerre civile...

—Oui, je m'en souviens. Peut-être l'avez-vous oublié, mais je me le rappelle... Il y a plus d'un an, vous m'avez dit, quand nous étions encore à Ekaterinodar, que votre activité « civile » vous pèse, que vous voudriez faire votre devoir direct, c'est-a-dire faire la guerre, mais que les conditions de la guerre sont telles... en un mot, vous m'avez dit alors, en octobre 1918 : « J'ai quelquefois l'impression que pour sauver une moitié de l'armée, il faudrait fusiller l'autre »...

—Peut-être pas la moitié... Mais je le crois encore aujourd'hui. Comment s'y prendre... J'ai donné les ordres les plus formels... Rien n'y fait.. Tous se couvrent les uns les autres... Organiser des tribunaux spéciaux ?J'ai essayé aussi, mais ce n'est pas cela...

—Voici mon opinion. Il faut faire marcher à la suite des troupes des détachements que nous appelerons « spéciaux »... Un millier d'hommes par canton... Des gens choisis en tous cas, conduits par des hommes choisis. Ils devront occuper les cantons; le chef du détachement deviendra gouverneur du canton... Auprès de lui, il aura un conseil de guerre de campagne... Ce qui est tragique, c'est qu'on ne saura jamais où prendre ces hommes « choisis »...

—C'est en effet la difficulté... Non, je me dis souvent que sans un énorme progrès intérieur, il ne peut y avoir aucune amélioration. Si peut-être on fondait un ordre.. une société de chevalerie, qui ferait vivre les lois de l'honneur, du devoir, en un mot les principes, par exemple qui rappellerait que voler est une honte. Ou bien faudrait-il un mouvement religieux... c'est-à-dire, il faudrait un mouvement de la masse, général, un phénomène psychologique...

—Il se produira certainement... « Ouvre-moi les portes de la repentance »... C'est par là que nous nous distinguons de la Pologne... Je suis convaincu que si, dans cette plaine que l'on appelle l'Europe orientale, c'est nous qui nous sommes maintenus et non pas les Polonais, c'est uniquement grâce à notre capacité de nous repentir... Les Polonais sont des impénitents Ils ne peuvent pas se repentir... En somme, les Polonais avaient en réalité plus de chances que nous d'obtenir l'hégémonie... Ils ont reçu la civilisation plus tôt, parce qu'ils étaient plus près de l'Europe occidentale... Mais ce sont des impénitents... Nous avons dit : « Voilà notre terre... il n'y règne pas d'ordre, venez nous gouverner et nous diriger »... Eux, ils disaient : « *Polska stoi nierzadem* »...

— Qu'est-ce que cela veut dire ?

« C'est un vieux mot polonais, usité dès le XVI^e^ siècle, qui signifie : « La Pologne vit du désordre »... C'est-à-dire que non seulement ils ne voulaient pas se repentir de toutes leurs insanités, de leur mazurka perpétuelle et étourdie, mais même, qu'ils « canonisaient » leur anarchie... Quelques voix isolées s'élevaient : « Frères ! que faites-vous ? Vous vous perdez ». Un moment le « carnaval » s'arrêtait... Puis quelqu'un rappelait que « *Polska nierzadem stoi !* »... et tralala, la tralala... tempo di mazurka... Et tout reprenait comme par le passé, jusqu'à ce que leur mazurka ait emporté dans la tombe leur « République royale »... Mais nous, nous nous repentons... Nous faisons des folies avec toute « l'ampleur de notre nature russe », puis nous nous repentons... Venez nous gouverner et nous diriger »... Alors on vient et on nous gouverne... Et nous nous redressons, nous reprenons des forces, nous devenons

plus grands, jusqu'au jour où nous redeviendrons des voyous... C'est une vague... C'est à la « Va comme je te pousse » c'est « Vive le tsar orthodoxe de l'Orient !»... Voilà comme nous vivons, et comme nous vivrons toujours.

On apporta une bouteille de vin rouge.

Le gouverneur général de province sans province, et moi — rédacteur du *Kievlanine* sans Kiev [1], nous choquâmes nos verres.

A ce moment précis, nous étions l'un comme l'autre des gens du passé... Et avec la même raison, nous pouvions nous souhaiter l'un à l'autre un bonheur « nouveau », car l'ancien nous avait trahi...

* * *

Il se trouva, je ne sais comment, qu'en cette nuit de la saint Sylvestre, je restai absolument seul. J'avais quitté A. M. Dragomirov de bonne heure; l'année nouvelle était encore loin. J'étais rentré chez moi, et je ne ressortis pas.

« Attendre l'année nouvelle »... Dans ces conditions, c'eût été par trop triste... Plutôt que de l'attendre, je préférai regarder partir l'autre. Je m'assis au chevet de la vieille mourante, et je me mis à lui lire la prière des mourants...

Quelque part, au col d'une montagne, se dresse un poteau indicateur tout couvert de givre... C'est là que l'année qui finit se traîne toujours pour achever d'y mourir. Sur le poteau est perché un corbeau, oiseau solitaire. La rafale hurle, et le corbeau, dans un croassement, rappelle à l'année mourante ses œuvres, bonnes et mauvaises.

J'avais le sentiment d'être quelque chose de semblable à ce corbeau.

* * *

Le personnel et le général se mêlaient en cette nuit solitaire de 31 décembre.

1. *Kievlanine* signifie : le Kievien.

Pourquoi l'entreprise de Denikine avait-elle échoué ? Pourquoi étions-nous là, à Odessa ? En septembre, nous étions encore à Orel... Pourquoi cette épouvantable retraite d'un millier de verstes, cet abandon par les aiglons de la ville de l'Aigle[1] ?...

Des aiglons ?

« Montez, faucons, comme des aigles »... (chanson de soldats).

Je me rappelai un article que j'avais écrit dans le *Kievlanine*, pour le deuxième anniversaire de l'organisation de l'armée volontaire, il y avait tout juste deux mois...

« Aigles, craignez de devenir des vautours. Les aigles vaincront, mais les vautours périront. »

Hélas, les aigles n'avaient pas continué à planer dans les hauteurs où planent les aigles. Et comme des vautours, ils volaient vers le sud, à la suite des innombrables trains de richesses prises à « la population reconnaissante. »

« Montez, faucons,... comme des voleurs. « (Une et indivisible, dans le miroir tordu de la réalité.)

* * *

Les rouges sont des pillards, des assassins, des fauteurs de violence. Ils sont inhumains, ils sont cruels. Rien n'est sacré pour eux... Ils ont rejeté toute morale, les traditions, les lois du Seigneur. Ils méprisent le peuple russe. Ce sont des citadins devenus bêtes fauves qui veulent ne pas travailler, piller et tuer, et être nourris par les villages. Ils ont besoin pour vivre, de boire du sang et de haïr. Et ils massacrent le « bourgeois » par centaines de milles. Est-ce que ce sont des hommes ? Ce sont des « bourgeois »... ils tuent, ils torturent...

Est-ce que ce sont des hommes ? — Ce sont des bêtes féroces.

* * *

Donc, les Blancs, qui font la guerre aux Rouges, unique-

[1] *Orel*, en russe, signifie aigle.

ment parce qu'ils sont Rouges, sont, eux, tout à fait différents... tout à fait l'opposé...

Les Blancs sont honnêtes comme des Don Quichottes. Pour eux le pillage est une honte indélébile. Un officier qui a vu un soldat piller et ne l'a pas arrêté est un homme fini. Il a perdu l'honneur. Il n'est plus Blanc, il est sale. Les Blancs ne peuvent piller.

Les Blancs ne tuent que pendant le combat. Celui qui a achevé un blessé, ou fusillé un prisonnier, a perdu l'honneur. Il n'est plus un Blanc; il est un bourreau. Les Blancs ne sont pas des assassins, ils sont des soldats.

Les Blancs sont polis jusqu'à être chevaleresques à l'égard de la population civile. Celui qui a fait violence à un homme désarmé est aussi coupable que celui qui a maltraité une femme ou un enfant. Il a perdu l'honneur, il n'est plus Blanc, il est taché... Les Blancs ne sont pas des apaches, ce sont des gentlemen.

Les Blancs sont fermes comme le diamant, mais purs comme lui. Ils sont sévères, et non pas cruels. Le glaive du châtiment entre les mains des Blancs est impitoyable comme le destin, mais la tête de l'innocent lui est sacrée. Il ne versera pas une goutte de sang en vain.. Celui qui recherche la vengeance cesse d'être un Blanc... Il a été contaminé par la « peste rouge », il faut le soigner, si sa guérison est possible, et le rejeter loin de soi, si sa maladie est incurable...

Les Blancs ont Dieu dans le cœur. Ils se découvrent devant ce qui est saint... Et ceci pas uniquement dans les temples spéciaux, surmontés de coupoles dorées. Non, partout où est Dieu, le Blanc inclinera son âme, et si tout à coup il aperçoit Dieu dans le cœur de son ennemi, s'il y voit quelque chose de saint, il s'inclinera devant. Les Blancs ne peuvent se railler des choses saintes, ils portent Dieu dans leur cœur.

Les Blancs observent scrupuleusement les lois du devoir et de l'honneur. Si l'un d'eux fait un faux pas, ses camarades et ses amis le soutiendront. S'il tombe, on le relèvera. Mais s'il veut se rouler dans la boue, on ne le laissera plus entrer dans

la maison Blanche : les Blancs ne sont pas des puristes, mais ils sont nets.

Les Blancs ont une politesse amicale les uns envers les autres. Les aînés sont sévères et affectueux, les jeunes respectueux et dévoués, mais quand ils saluent ils ne penchent que la tête,... les Blancs ne courbent pas le dos.

L'ivrognerie grossière, l'habitude de cracher, le vice donne la nausée aux Blancs... Les Blancs meurent en s'efforçant de sourire à leurs amis. Ils restent fidèles à eux-mêmes, à la Patrie et à leurs camarades jusqu'à leur dernier soupir.

Les Blancs ne méprisent pas le peuple russe... Et enfin, si on ne l'aimait pas, pourquoi donc voudrait-on mourir pour lui et souffrir pour lui des peines aussi amères ? Ne serait-il pas plus simple de se laisser dissoudre dans le reste du monde ? Le monde est si grand... Mais les Blancs ne cèdent pas, ils versent leur sang pour la Russie... Les Blancs ne sont pas des internationalistes, ce sont des Russes...

Les Blancs ne sont ni des citadins, ni des campagnards ; ils sont des Russes, ils veulent du bien et aux citadins et aux campagnards. Ils voudraient voir travailler en paix les marteaux et les plumes dans les villes, les charrues et les faux dans les campagnes. Eux-mêmes, ils ne demandent rien. Ils ne sont ni citadins, ni campagnards, ni marchands, ni propriétaires, ni fonctionnaires, ni professeurs, ni ouvriers ni patrons. Ils sont des Russes qui ont pris leurs fusils uniquement pour permettre à un pouvoir Blanc comme eux-mêmes de donner à tous la possibilité de travailler en paix, en mettant de côté les haines.

Les Blancs ont horreur du sang versé inutilement et ne haïssent personne. S'il faut en venir aux mains avec l'ennemi, ils ne l'arrosent pas de leurs injures ou de l'écume de leur rage. Ils examinent l'ennemi qui s'approche, et leur âme reste froide impassible; ils cherchent le cœur... Et, s'il le faut, ils tuent, mais d'un seul coup, pour que ce soit moins dur et pour eux et pour lui...

Les Blancs ne rêvent pas de supprimer des classes entières ou des peuples entiers. Ils savent que c'est impossible, et l'idée

seule leur en répugnerait. Ils sont les soldats Blancs, et non pas les bourreaux rouges.

Les Blancs ne veulent être forts que pour être bons.

Est-ce que ce sont des hommes ? Ce sont presque des saints..

* * *

Presque des saints, et ils ont pris en mains l'œuvre Blanche...

Mais qu'en est-il sorti ? Mon Dieu !

* * *

Je me rappelle l'impression profonde qu'a faite sur moi, la première fois que je l'ai entendue, l'expression si souvent répétée « de la population reconnaissante »

C'était un joli enfant, de 17, 18 ans, peut-être. Il portait une pelisse courte toute neuve.

Quelqu'un lui demanda :

— Pétrik, d'où avez-vous cela ?

Il répondit :

— D'où ? « De la population reconnaissante », bien sûr.

Et tous se mirent à rire.

* * *

Petrik est d'une très bonne famille. Sa taille est élégante et fine, son joli visage, qui témoigne d'une culture antique, reflète à peine quelque trace de dégénérescence. Il parle impeccablement trois langues européennes et cela lui donne en russe un peu l'accent d'un métis, où se mêle un rien de tous les accents possibles. Il avait il y a peu de temps encore le maintien à la fois souple et ferme dû à une bonne éducation aristocratique...

Je dis, il avait, car il ne l'a plus, ou mieux on l'a comme transformé. L'adresse charmante du jeune garçon, qui, tout jeune qu'il est, sait comment se tenir, s'est changée en des manières en quelque sorte provocantes, impudentes. Les traces de dégénérescence à peine sensibles se sont accentuées

d'une manière effrayante. On aperçoit au travers quelque chose de connu... Qu'est-ce donc ? Eh, oui, il sent le cabaret français... c'est un « apache »... Ils sont atteints d'apachisme... ce regard qui s'est acéré, ce sourire qui est devenu impudent... Et son langage. Cet accent métis, joint aux expressions russes les plus choisies de foi « en Dieu, en sa mère, en l'Eglise et en Christ », donne l'impression d'un mélange prodigieux d' « Excellence » et de vagabond...

Lorsqu'il eût dit ces mots « de la population reconnaissante », tous se mirent à rire. Qui donc, tous ?

Des gens semblables à lui. Des produits élégants et mêlés de fabrication russo-européenne. Des dispensés, comme Petrik, d'autres, un peu plus âgés, officiers de la garde, des jeunes dames élevées à Smolny[1]...

Ah ! elles ne comprennent pas toute l'amertume que renferme l'ironie de ces mots. Elles sortent de Smolny. Mais pourquoi ? Est-ce qu'elles étaient à Smolny sous la direction de la princesse N. N., ou parce que Lénine-Oulianov, en s'emparant de Smolny, leur a inculqué à leur insu des idées « novo-smolniennes »...

— Vole ce qui a été volé.

Est-ce que ce principe ne résonne pas dans la voix de ce fils de Rurik bolchévisé, quand il jette négligemment ces mots « de la population reconnaissante »

Ils rient. Pourquoi ?

De ce que, peut-être, le dernier rejeton d'une famille russe, vieille de plus de mille ans, est devenu voleur, au lieu de mourir sans trembler pour le peuple russe. Ou plutôt de ce que, lorsqu'il a tiré d'une armoire de paysans cette pelisse, au bruit des sanglots des Maroussias et des Gapki, il a prouvé à Grégoire le Renfrogné que les maîtres ne volaient pas tout simplement parce qu'ils étaient riches, mais que dès qu'ils sont devenus pauvres ils ont trouvé le chemin des coffres d'autrui, comme de véritables voleurs; est-ce de cela qu'ils rient ? Est-ce de la mode « comique » de voler les paysans qui autrefois nous ont volés, est-ce de cela qu'ils rient ?

1. Pensionnat de demoiselles nobles, à Pétrograd, où le Soviet central de toute la Russie avait établi son siège.

Non, c'est pis encore... Ils rient de ce que la population, pour laquelle des familles d'où sont sortis en leur temps les Pouchkine, les Tolstoï et les Stolypine, exposent maintenant aux mitrailleuses dans des locaux infestés de typhus exanthématique leurs fils et leurs filles, de ce que cette population leur « est reconnaissante »...

« Leur est reconnaissante », c'est-à-dire qu'elle les hait.

Voilà de quoi ils rient. Ils rient de la ruine lamentable de leur œuvre « blanche », de leur propre chute, de leur propre honte, ils rient, d'un rire épouvantable d'apaches, d'un rire de gens qui ont été princes et qui se sont faits bandits.

* * *

Oui, j'ai compris bien des choses, ce jour-là.

J'ai compris, que non seulement il n'était pas honteux de voler, mais au contraire que c'était à la mode, que c'était chic.

On détestait la garde, chez nous, et on l'imitait toujours en secret. Peut-être était-ce même pour cela qu'on la détestait...

Aussi, quand je vis que même notre « sang bleu » suivait cette voie, je compris que la ruine était générale.

« L'œuvre blanche » était perdue.

Entreprise par des gens qui étaient « presque des saints » elle était tombée entre les mains d'hommes qui étaient « presque des bandits ».

* * *

Je ne suis pas de la garde... Je ne suis pas démocrate, mais aristocrate pas davantage. J'appartiens à la classe intermédiaire qui « récolte là où elle n'a pas semé ». Tout nous appartient. Pouchkine est à nous, et Chevtchenko aussi est à nous. (J'entends les ricanements des Ukrainiens. Rassurez-vous, amis : Chevtchenko[1] dans son rôle de bolchevik ukrainien, je vous l'abandonne; mais je garde le Chevtchenko joueur de bandoura, car « Gogol lui-même l'accepterait. »)

1. Poète national ukrainien.

Tout ce qui est russe est à nous. L'aristocratie et la démocratie nous sont également proches, en tant qu'elles sont russes, en tant qu'elles ont du talent et de la beauté, en tant qu'elles sont notre passé et notre avenir. L'aristocratie et la démocratie nous sont également étrangères en tant qu'elles sont arrogantes par élégance ou grossièrement familières.

Je pleure les familles anciennes qui s'éteignent, qui tombent dans le néant, je me réjouis de la naissance des familles nouvelles qui apparaissent et sont à elles-mêmes leurs ancêtres.

Je sème là où je n'ai pas semé. Tout ce qui est russe avec grandeur, avec beauté, avec force, est mien, et je porte mes droits sur tout cela à la pointe de mon amour pour la patrie... Je l'aime toute entière, avec ses aristocrates et ses démocrates, ses palais et ses chaumières, ses riches et ses pauvres, ses célébrités et ses petites gens.

Car ils sont tous nécessaires. De même que les racines, le tronc, les feuilles et les fleurs sont nécessaires à l'arbre...

Je ne suis pas de la garde... Mais si, cependant, je ressens plus douloureusement que tout le reste la chute de l'aristocratie, c'est parce que, quoi qu'on en dise, « noblesse oblige »... En tant que Russe, je suis infiniment plus atteint par la transformation de « Petrik » en apache, que par celle de « Pierrot » en vagabond. C'est qu'en réalité toute la théorie blanche reposait sur cette conviction que l'honneur « aristocratique » de la nation se maintiendrait au milieu de la mer montante des bouges, qu'il se maintiendrait exactement comme un rocher blanc inébranlable... Qu'il se maintiendrait et qu'il vaincrait par sa blancheur même. Par la partie aristocratique de la nation, il faut entendre tout ce qu'elle contient de meilleur, tout ce qui en elle est véritablement civilisé et moral, convenable sans restrictions. Mais dans cette aristocratie au sens large du mot, dans cette aristocratie de qualité, de vaillance et d'esprit, il va sans dire que la place centrale, la citadelle inébranlable devait être occupée par l'aristocratie de naissance, car elle devrait avoir dans le sang, instinct héréditaire, le dégoût de tout ce qui est vil...

Et tout à coup, j'entends dire : « de la population reconnaissante ».

« Tout est perdu fors l'honneur » disaient les gentilshommes français.

Nous pouvons dire « L'honneur a été perdu avant tout le reste ».

Mais l'œuvre blanche ne peut pas être menée à bien : l'honneur et le sens moral ont été perdus.

Sans honneur, uniquement par la négation de l'honneur et de la morale, les Rouges triomphent pour un temps.

Pour les Blancs au contraire, perdre l'honneur, c'est tout perdre.

C'est tout perdre...

* * *

Et j'ai vu...

J'ai vu ce mal devenir universel.

L'expression ironique « de la population reconnaissante » couvrait tout, excusait tout, faisait de la tragédie un vaudeville sanglant dans le genre je-m'en-fichiste.

* * *

J'ai vu...

J'ai vu un vénérable aumônier chaussé de grands caoutchoucs, un parapluie à la main, courir en enfonçant dans la boue après des soldats pillards dans un village :

— Laissez cela !... Pourquoi !... Laissez, vous dis-je... Laissez ! C'est un péché. Voyons. Laissez-donc !

Les poules, les canards et les oies blanches s'envolaient dans toutes les directions, les soldats « blancs » couraient après, et le prêtre à barbe blanche courait après les soldats...

Mais sur la route le régiment passait indifférent, le régiment ou plutôt un convoi de cinq cents charrettes. Pas un seul des officiers « blancs » ne fit un geste pour soutenir le prêtre... le seul qui ressentit une souffrance et une honte à la vue du déshonneur de l'armée « amie du Christ ».

Par contre, à la halte, les officiers se dirent les uns aux autres :

— Il est bon, notre aumonier; il a raison, mais il est drôle... Te rappelles-tu, dans le village... comme il courait après les oies, avec ses caoutchoucs et son parapluie... Comique !

* * *

J'ai vu notre artillerie prendre position. Cette position était dans un village même, au milieu d'un jardin. Nous avions l'ordre d'attendre onze heures. Le convoi de cinq cents voitures était prêt et attendait, déployé dans le village. Nous attendions...

J'entrai dans une des maisons. C'était là comme partout... La moitié de la famille était couchée, malade du typhus. Les autres attendaient leur tour. D'autres, qui se relevaient juste, allaient et venaient, avec des figures de crucifiés.

— Si au moins on donnait quelque secours... On abandonne complètement le pauvre monde. Autrefois, ils envoyaient au moins un médecin, des remèdes..., mais maintenant on s'en fiche... nous y passerons tous... On abandonne le monde, on l'abandonne... nous sommes perdus... qu'on envoie au moins un secours, le moindre secours...

La maison trembla au bruit violent, extraordinairement violent de notre pièce... Une femme poussa un cri...

— Qu'est-ce que c'est ?

C'était onze heures. C'était nous qui envoyions nos « secours » à un village « abandonné » comme celui-ci, un village qui mourait du typhus, à quatre verstes de là...

Là-bas, voici ce qui s'était passé. On avait tué un de nos fourrageurs. Dans quelles circonstances, on ne sait. Peut-être que les fourrageurs pillaient, peut-être que non... Dans chaque village, il y a maintenant à côté de la population pacifique, tranquille et qui en ce moment se meurt du typhus, une série de bandits, de brigands, qui font la guerre à tout le monde. Ils la font aussi bien aux bolcheviks qu'à nous-mêmes. Etaient-ce eux qui avaient tué ? Etaient-ce simplement les bolcheviks ?

On ne sait. Personne ne se l'était demandé. On avait tué un des nôtres dans ce village, il fallait le punir...

« C'est ainsi qu'agissent les bolcheviks, ils ne se gênent pas, mon bon monsieur... C'est nous qui faisons des manières... Pourquoi donc discuter avec ces bandits !

— Mais ce ne sont pas tous des bandits.

— Pas tous ? Sornettes ! Tous jusqu'au dernier, on les connaît bien ! Et les Allemands, n'en faisaient-ils pas autant ?

— Les Allemands restaient sur place, et nous, nous nous retirons.

— Bêtises ! nous reviendrons ; qu'ils se ouviennent, canailles !... »

On avait ordonné à ce village, comme punition du meurtre, de payer, à onze heures du matin, une contribution de tant et tant de vaches, etc...

La contribution n'avait pas été payée, et, à onze heures précises, le bombardement commença.

— Nous faisons comme les Allemands, c'est dit, c'est fait... Feu !

Un coup affreux, violent, la plainte longue, angoissante de l'obus qui s'éloigne et dont le bruit se perd, et, enfin, un éclatement à peine perceptible.

Qui cela a-t-il tué ? Quelle Maroussia, quelle Eudoxie, quelle Gapka, quelle Priska, quelle Oksana[1] ? A quelle chaumière cela a-t-il mis le feu ? De quels orphelins ce coup a-t-il fait pour toujours des ennemis implacables, altérés de vengeance, « des bandits » ?

— Ce sont tous des bandits, mon bon monsieur, tous. Feu !

Les pièces travaillent avec précision, avec exactitude. Mais pourquoi si longtemps ?

— Nous avons reçu l'ordre de tirer 70 coups.

— Pourquoi tant de coups ?

— Et que voulez-vous que nous en fassions ? Quand même nous n'emporterons pas plus loin nos munitions... Les mules crèvent de fatigue...

1. Prénoms populaires de la Russie méridionale.

C'est-à-dire que pour soulager nos mules nous tirons sur un village qui est à nous ; nous tirons sur le peuple russe, pour qui, nous-mêmes, nous mourons...

* * *

Je tombai sérieusement malade pendant une étape. Je m'étais rompu un tendon... Je m'installai quelque part, tout au bout du convoi, sur une horrible rosse qu'on venait de réquisitionner... Le convoi comprenait 500 voitures, mais il était difficile d'y trouver une place, parce chacun emportait quelque chose. Chacun ce qu'il voulait. On transportait sur les charrettes jusqu'à des traîneaux de ville élégants.

Bientôt, la rosse tomba. Je continuai à avancer péniblement à pied. Le convoi me dépassait lentement, mais sûrement. Voici la dernière voiture. Elle a passé... Je veux aller plus vite, je ne peux. Le convoi s'éloigne. Le détachement à cheval de l'arrière-garde s'approche, c'est le dernier. Derrière, plus personne. Seul avec mon fils, j'erre dans la campagne...

Hélas, « les libérateurs du peuple russe » ne peuvent pas rester seuls... On les tue.

Que d'amertume dans la conscience de ce fait... On les tue. Qui ? Ceux pour le salut de qui ils donnent tout...

Je dis à mon fils d'aller en avant et de demander à un des officiers de m'envoyer un cheval.

Il partit. Devant moi, il y avait un village. Lorsque j'y arrivai, je vis la queue de notre convoi.

Mais qu'est-ce donc ? Des sanglots, des lamentations, des cris. Je me traînai jusqu'à la maison d'où venait tout ce bruit...

Je vis dans la cour un cheval à terre. Un cosaque lui enlevait sa selle et la mettait sur un cheval frais. Une famille de paysans, un vieux, des femmes, des enfants s'y cramponnaient ; ce cheval était à eux.

— Que fais-tu là ? Laisse !...

— Mais je leur laisse mon cheval ; il se remettra. Je ne peux pourtant pas suivre à pied, que dois-je faire ?

La femme se jette sur moi.

— Ayez pitié... ayez pitié de nous ! Nous n'avons que lui, c'est notre dernière ressource. Oh ! ayez pitié ! Mon cœur, mon trésor, ne nous faites pas ce tort; nous sommes pauvres, très pauvres. Nous n'avons pas de terre. Nous ne vivons que par ce cheval; pitié ! Il y en a d'autres ici qui sont riches, demandez au staroste, pitié, monsieur !

Mais déjà le cosaque, s'est mis en selle et part au galop.

— Arrête, te dis-je, arrête !

Il n'écoute pas. Que je sois un officier, cela ne lui fait pas la moindre impression. Je me dis qu'il faudrait lui tirer dessus, mais, après réflexion, je continue mon chemin clopin-clopant. Il faut que je dise cela là-bas.

Quand j'arrive enfin, je vois un étrange spectacle... Tous sont devenus brusquement « blancs ». Ils ont tous des vestes blanches toutes neuves. Evidemment, ils ont volé ça ici même, dans ce village. Et l'un des officiers supérieurs demande :

— C'est ici, Armak, que tu t'es procuré ce cheval gris ? C'est une belle bête !

— Oui, mon colonel, une belle bête.

Je regarde, c'est mon cosaque. Il n'y a pas d'espoir...

Et ce sont les « blancs ». Sans doute parce qu'ils ont volé des vestes « blanches »...

* * *

On enterrait un de nos fourriers. Encore un que l'on avait tué dans un village. On ne peut pas circuler seul. Il avait pénétré la nuit dans un village. On avait organisé un siège et on l'avait tué. Qui ? on ne sait. On avait jeté le corps dans un jardin; les chiens s'étaient mis à manger le cadavre. C'est horrible...

On descend le corps dans la tombe. Il y a là quelques officiers, le commandant du régiment.

Des paysans de l'endroit remplissent la tombe de terre. Les premiers venus. L'un deux porte des bottes neuves. A côté de lui, un soldat en a de vieilles.

— Coquins, vous savez tuer, et vous portez des bottes neuves... Ote-les tout de suite, et donne les lui !

— Mon colonel, est-ce moi qui ai tué ? Je les aurais pendus moi-même plutôt, les maudits...

— Donne tes bottes, ne réplique pas, ou...

Il les ôte. Puisque le colonel ordonne, et dans de pareilles circonstances, il n'y a rien à dire...

— Imposer une contribution à ce village !

Gaiement, l'escorte du colonel, de fameux « Labintsy »[1] sautent à cheval... En un moment, ils se répandent dans le village. Et au même instant, de toute part s'élève un gémissement, des sanglots, des cris, des plaintes. des prières. Une vieille traverse la route, se jette à nos pieds; une famille entière hurle autour d'une vache qu'on emmène.

Qu'est-ce encore que cela ? Une fumée noire monte vers le ciel. Est-il possible qu'on ait mis le feu ?

Oui... Quelqu'un a refusé de donner son cheval, sa vache... et voilà...

On recouvre la tombe du fourrier... Demain, dans le village suivant, on en tuera un autre... On saura déjà, naturellement, l'histoire des bottes et de la contribution... Et si on ne la conaissait pas, nous sommes annoncés par des divisions à côté desquelles tous nos crimes ne sont que jeux d'enfants, Car, comme chacun sait, nous sommes *un des meilleurs régiments...*

* * *

Dans un petit bourg, un gamin de 18 ans peut-être, une carabine à la main, court entre les ruines de bâtiments incendiés (par qui ? — par nous ? par les bolcheviks ? par l'armée de Petlioura ? — Qui le sait ?)

— « Que faites-vous là ?

— Je cherche un Juif, mon lieutenant.

— Quel Juif ?

1. Cosaques de Labinsk.

— Un Juif qui passait là, je l'ai vu.

— Il passait là... Et qu'avait-il fait ? »

Il n'avait rien fait. C'est un Juif !

Je regarde ce visage jeune, visiblement « cocaïnisé », et où se lisent tous les vices...

— De quel régiment ?

Il répond...

— Va-t-en rejoindre ton régiment !

Le voilà parti.

En plein jour, la carabine à la main, il cherche un Juif. Pourquoi ! Pour rien, c'est un Juif.

— « Qu'a fait cet homme, que vous avez fusillé ?...

— Comment cela ? C'est un bourgeois !

— Ah ! C'est un bourgeois ?... eh bien, soit ! »

Quelle différence y a-t-il ? Nous avons la même attitude vis à vis des Juifs qu'eux vis à vis des bourgeois.

Il crient « Mort aux bourgeois » et nous répondons : « Tue les Juifs ».

Mais où sont donc les « blancs » ?...

* * *

— Hé, que faites-vous, mon bon monsieur... Ils sont tous des bandits... Je vous le dis, ne vous avancez pas, soyez prudents... Ce village est bien connu. Dans chaque maison, il y a des bolcheviks, je vous le dis. Soyez prudents, restez près du quartier général... Ce sont tous des bandits !...

Mais nous nous avançâmes tout de même... Nous étions un petit groupe, mes jeunes amis et moi... Nous pénétrâmes dans une maison située tout au bout de ce village si redouté...

Résultat. Pendant une demi-heure, ils restèrent renfrognés, avec une hostilité et une méfiance évidente. Pendant une demi-heure, ils nous observèrent. Pendant une demi-heure encore, ils commencèrent à se dégeler. Vers la fin de la soirée, ils devinrent aimables et nous offrirent un excellent souper. Pour la nuit, ils nous installèrent du mieux qu'ils purent Et, le matin, quand nous partîmes, ils nous firent conduite,

comme à leurs meilleurs amis. Ils souriaient en nous disant adieu, comme savent seuls sourire les méridionaux de chez nous.

— Si Dieu vous aide, nous nous reverrons peut-être... Passez par chez nous... Bonne chance !

Et ce fut ainsi dans presque tous les villages pendant trois-cents verstes... « Monsieur, ne vous avancez pas ! »... Nous nous avancions tout de même, et, le matin, nous partions accompagnés d'un amical

— Bonne chance !...

* * *

Pour cela, ou pour autre chose, au régiment on nous appelait ironiquement par derrière les « gentlemen ».

Je comprends cette raillerie et cette hostilité cachée. Nous avions fait 300 verstes, eux, peut-être 3.000. Nous avions sur nous de l'argent, (le produit du Kievlanine pendant les derniers jours), et les Kerenskistes n'avaient pas d'argent... Nous étions partis volontairement, ayant simplement quitté la plume pour la baïonnette; eux, depuis des temps infinis, ils répétaient ce même refrain désespérant :

« La marche, le combat, les poux... Les poux, le combat et la marche...»

Ces trois choses, à la longue, épuisent les combinaisons les plus variées de la guerre... Il est facile de rester des « gentlemen » une semaine, un mois, deux mois... mais un an, trois ans, six ans ? Savez-vous qu'il en est qui se battent sans interruption depuis 1914 ?

Cela va encore pendant l'été; il y a du soleil, il fait chaud, on rencontre des ruisseaux où l'on peut se baigner. Mais en automne, en hiver... Pendant ces journées désespérément sales et grises, ou impitoyablement blanches et glaciales... Un tel désespoir vous envahit à la fin, un tel dégoût de ce « genre d'occupations », un besoin ardent, une soif irrésistible de vie civilisée, d'électricité, de théâtre, de foule parée, de musique, de livres, de journaux... Tout cela se résume en un rêve :

« Boire du café chez Fanconi [1]... du vrai café... avec des petits pains au lait, bien présentés... et lire le journal »...

Voilà ce dont on rêve sur toutes les routes interminables de la retraite. On en a par dessus le dos de la guerre, elle vous dégoûte...

Evidemment, avant toute autre chose, il faut que cette armée qui est épuisée de fatigue se repose. Elle n'en peut plus, ils travaillent sans un jour de répit...

« Toujours, sans relève »...

Toujours sans relève ! Mais pourquoi n'y a-t-il pas de relève ?

Ah, je n'accuse personne, je n'ai pas le droit de juger. Peut-être que, si j'avais combattu aussi longtemps qu'eux, moi aussi, je me serais laissé aller. Mais maintenant, j'ai tout de même encore grand plaisir à considérer mes jeunes amis qu'ils ont baptisés « gentlemen »...

Je suis content de les voir, au trentième kilomètre, pareils à ce qu'ils étaient au premier. Le froid qui vous glace l'âme, l'extrême fatigue, les bottes qui se déforment, les pieds meurtris ne peuvent leur arracher un seul mot grossier. J'aime leur politesse sans affectation, mais qui est une véritable politesse de guerre et de paix, la distinction sévère qu'ils font entre le service et l'amitié, leur manière d'exécuter les ordres sans réplique, leurs rapports fraternels entre eux et leur touchante sollicitude envers moi, à cause de ma « faiblesse de vieillard ».

Mais ce que j'aime surtout, c'est voir combien ils savent s'entendre avec ce même peuple russe pour lequel nous luttons. Lorsque, en quelques heures ils charment une famille de ces « bandits » qui n'ont pas été trop gâtés en fait de tendresse, je suis fier comme si j'avais gagné une bataille.

Naturellement, je n'ai pas gagné de batailles, mais j'ai réussi à obtenir quelque chose qui complète une victoire, j'ai obtenu la « relève ».

Car, j'en suis convaincu, comme je crois aussi de toute mon âme que le monde est gouverné par le bien et non par le mal, — si l'armée ne s'était pas moquée des « gentlemen », elle aurait eu une « relève »...

1. Le Café de la Paix d'Odessa.

Nous avons libéré un territoire plus grand que la France. Nous avons dominé une population de 40 millions d'âmes et plus... Et il n'y a pas eu de relève ?

Non, il n'y en a pas eu. Et parce que, fatigués, épuisés, à bout, nous en étions presque venus à détester ce peuple pour lequel nous mourions. Sans feu ni lieu, affamés, mendiants, errant éternellement, éternellement séparés de ceux que nous aimons et de nos proches, nous détestions tout le monde. Nous détestions le paysan parce qu'il avait une maison bien chaude, parce qu'il avait de quoi manger, si simple que fût sa nourriture, parce qu'il avait un lopin de terre et sa famille auprès de lui dans sa maison...

— « Hein, les canailles, les bandits, comme ils sont heureux ! »

Nous détestions les citadins parce qu'ils boivent du café, qu'ils lisent les journaux, qu'ils vont au cinéma, qu'ils dansent, qu'ils s'amusent...

— Bourgeois maudits ! derrière notre dos, ils boivent du café !

Cette conception avait ses conséquences, qui apparaissaient dans certaines « actions »... Et ces actions appelaient la réaction... qui apparaissait dans le refus de donner... la relève..

On peut se moquer des « gentlemen » mais, alors, il faut se battre sans « relève ».

Sans doute les bolcheviks obtiennent la relève par la seule terreur. Mais enfin, nous faisons la guerre aux bolcheviks. Pourquoi ? Serait-ce donc uniquement pour prendre leur place et agir juste comme eux. Mais alors, pourquoi tous ces « pitoyables discours » ?...

*
* *

Une fois, dans une chaumière où nous étions entrés nous réchauffer et nous reposer, un vieux était assis sur un banc. Pendant longtemps, il se tut. Mais je sentais qu'il nous observait, qu'il écoutait, qu'il s'efforçait de comprendre...

A la fin, il dit tout à coup :

— Qui êtes-vous donc, Messieurs ?

Il dit cela d'une voix telle qu'il nous étonna tous. Quelqu'un lui répondit :

— Nous ?... Nous sommes les partisans de Denikine.

Mais il hocha la tête d'un air rusé :

— Hé non, messieurs, vous n'êtes pas pour Denikine.

Je ne sais pas pourquoi, je le compris tout à coup. Il arrive ainsi que l'on comprend, non pas avec son esprit, mais plutôt par le bout des doigts; en un mot, je le compris.

Je lui dis :

— Qui nous sommes ? grand-père... Nous sommes ceux qui sont pour le Tsar. Seulement, chut, grand-père, ne le dis à personne... Car il n'est pas temps encore...

Mais il lui était difficile de se taire.

— C'est bien comme je dis; vous n'êtes pas pour Denikine. Est-ce qu'ils vous ressemblent, les Denikiniens ? Quoiqu'on n'ait pas d'instruction, on regarde pourtant le monde. Ça se voit bien, quel genre d'hommes vous êtes. Et alors, la lumière viendra ? Il reviendra, le Tsar ?

— Chut, grand-père. Il ne faut pas en parler encore. Le Tsar reviendra, oui, il reviendra ! Mais chut !... Le temps viendra, où on vous demandera à tous si vous voulez un Tsar ou non. Alors, dites-le, ne le cachez pas. Dites : nous en voulons un !

— Si nous en voulons un ! Comment ne pas en vouloir un ? Qu'est-ce qui nous est arrivé depuis qu'il n'y en a plus ! Mais verrai-je encore cela, moi qui suis vieux ?

— Vous le verrez... Mais chut. Il n'est pas temps encore, grand-père, chut !

Et nous sortîmes, le doigt sur les lèvres en signe de secret.

Comment le vieux avait-il flairé qui nous étions !... Probablement, dans son imagination, ceux qui « sont pour le Tsar » devaient être ainsi... C'est que, dans son vieux cœur, le Tsar apparaît comme dans les vieux contes. Et les « gens » du Tsar ne peuvent pas ne pas différer quelque peu du commun... Ils ne peuvent pas commettre des actes scandaleux, ou insulter Dieu, leur mère, leur foi et le Christ, comme les bolcheviks, comme les Petliouristes, les Makhnistes, les Denikiniens...

Ah! ce qui est tragique justement, c'est que le peuple ne fait guère de différence entre eux tous...

« Sont-ce les Suédois, sont-ce des nôtres qui ont passé là ce matin ? Qui le sait ? Tous maintenant, ils sentent la tabagie. Ils propagent le péché ... »

Si, au moins, nous, les monarchistes, nous suivions l'exemple du premier Empereur russe, et qu'au lieu de piller, de commettre des violences et des crimes, nous essayions de relever la réputation de l'armée de Denikine...

Alors, peut-être :

« Le vieux étendrait les bras, il lèverait son chapeau et regarderait vers la forêt... il regarderait du côté où aurait disparu l'hôte prodigieux. »

* * *

Je veux croire que c'est un mensonge. Mais cela m'a été raconté par des hommes que l'on est forcé de croire.

Dans une chaumière, on a suspendu par les mains un « commissaire ». On a disposé un bûcher sous lui. Et, lentement, on a fait rôtir cet homme...

Et, tout autour, une bande de monarchistes ivres hurlait : « Dieu sauve l'Empereur ! »

Si c'est vrai, s'ils vivent encore, si la main de la vengeance divine ne les a pas frappés de la mort qu'ils méritent, puisse s'accomplir sur eux l'anathème que nous lançons contre eux et contre leurs semblables, contre ceux qui ont voué à la corruption l'armée Blanche... contre les traîtres de l'œuvre Blanche... contre les assassins du Rêve Blanc.

* * *

Telles étaient mes pensées en cette nuit de 31 décembre.

* * *

Sans doute, il y avait de l'exagération dans ces pensées...

La solitude, le chagrin... sont plus sévères qu'il ne faudrait.. Une nuit d'insomnie est mauvaise conseillère... Tout espoir n'est peut-être pas perdu. Il y a une issue, il doit y avoir une issue...

* * *

Partout en effet, même dans le régiment où j'étais, il y a des hommes. Il y a l'aumônier, le « drôle d'aumônier », il y a d'autres gens « comiques ». Ainsi, ce colonel, par exemple, est-ce qu'il ne vaut pas son pesant d'or ?... Voilà six ans qu'il fait la guerre, et il est encore tout plein d'ardeur. Et pourtant il ne manque pas de gens qu'on ne peut supporter. Dans son bataillon, on ne vole pas. A ses semblables, on devrait élever des monuments, dès avant leur mort.

Il y en a, il y en a un peu partout. Seulement, tout cela est dispersé. Si l'on pouvait se réunir, se donner la main, s'appeler les uns les autres...

Oui, s'appeler les uns les autres. Que chacun entende la voix des autres. Pour que l'homme qui lutte pour l'œuvre Blanche, non seulement contre les Rouges, mais contre les gris et les sales, sache qu'il n'est pas seul, qu'il y en a d'autres qui, quelque part, chacun dans son coin, dans son bataillon ou sa compagnie « rament contre le courant ».

« Amis, ramez ! avec la foi en votre mission sainte, ramez unis, au nom de la beauté, contre le courant...[1] »

L'Ange de la Mort.

J'essayai d'allumer ma lanterne, et, comme Diogène, de chercher un « homme ». A Odessa, il n'y en avait pas.

Cela devint particulièrement évident quand V. A. Stepanov y arriva.

J'avais eu l'occasion de faire bras dessus, bras dessous avec lui un petit bout de vie politique, quelques verstes peut-être. Il possédait cette qualité très précieuse et très heureuse de

1. Alexis Tolstoï.

provoquer chez les autres l'énergie de la pensée. Avec lui, je ne sais comment, on examinait la substance des choses, leur origine, pour ainsi dire. Il n'était en aucune façon un révolutionnaire, mais son esprit était toujours ouvert aux idées nouvelles. Jamais il ne se refroidissait, ne cessait d'évoluer, au sens le plus favorable du mot. Très ferme de principes, il possédait une souplesse extrême lorsqu'il s'agissait du choix des moyens. Et non pas en ce sens que « la fin justifie les moyens », mais parce que « le sabbat a été fait pour l'homme et non pas l'homme pour le sabbat »...

A ce moment, A. M. Dragomirov n'avait pas encore quitté Odessa. Nous nous réunîmes tous les trois. Et...

... Nous nous accordâmes à exprimer l'opinion que le général Denikine était en danger. « Une pareille » retraite ne peut pas se produire sans un « changement de personnes ». C'est une loi dans l'histoire. Trois choses peuvent se produire. Ou on tuera le général Denikine, ou il se suicidera, ou il donnera sa démission. Il faut se préparer à ces trois éventualités.

Nous résolûmes :

De soutenir le général Denikine aussi longtemps qu'il serait possible et de nous soumettre à lui jusqu'à la fin. De considérer comme successeur de Denikine le général Wrangel. Il était impossible de décider immédiatement comment, en cas de dénouement tragique, on pourrait transmettre le pouvoir au général Wrangel. S'il y avait démission, nous userions de toute notre influence pour que la nomination du nouveau commandant en chef précédât la démission.

Nous entendîmes ceci :

La résistance peut s'organiser à Odessa, si l'on trouve un « homme »

Nous résolûmes :

D'allumer la lanterne de Diogène et de chercher « un homme ».

Nous nous accordâmes sur ceci :

Excepté Wrangel, il ne s'en trouve pas.

Nous résolûmes :

De prendre des mesures pour que, dès ce moment, le général Wrangel fût mis à la tête des forces d'Odessa.

Ces mesures furent prises. Je ne sais pas au juste si elles donnèrent des résultats. Mais je crois que le général Wrangel serait arrivé trop tard.

L'ange de la mort planait sur Odessa.

* * *

Il fallait se faire « matriculer [1] ».

Un grand édifice. Deux étages bondés d'officiers. Passer à son tour était impossible. Il fallait attendre ici des heures.

Tous étaient à « matriculer ». Il y en avait de toutes sortes. Des vieillards et des malades. Des gens de toutes les « catégories », et aussi d'innombrables mobilisés dans les formations de l'arrière. Des gens d'ici, d'Odessa, et des évacués de toutes les provinces... Des « chefs de détachements » chargés de missions de toute espèce... Une partie d'entre eux faisait véritablement quelque chose à Odessa, les autres avaient « le filon ». Enfin... enfin de simples déserteurs avec tous, naturellement, leurs papiers en règle.

Je coudoyai un certain temps toute cette foule, et je sortis écœuré.

Une foule... une foule d'officiers. Je ne sais pourquoi les officiers me font toujours une impression extrêmement pénible quand ils forment une foule... L'officier est essentiellement une unité... Il doit être entouré de soldats. Alors on comprend pourquoi il est officier...

Mais les officiers en « foule »... il y a là comme une contradiction intime, qui crée une atmosphère écrasante. Les « bataillons d'officiers », quelques-uns d'entre eux au moins, font sur moi la même impression pénible... On sent en eux je ne sais quelle amère raillerie...

Et cette impression est particulièrement nette, si l'on compare les « bataillons d'officiers » avec les « younkers [2] »... Il semblerait que les « bataillons d'officiers » doivent être les unités

1. Inscrire sur les contrôles du corps d'officiers.
2. Aspirants.

les plus parfaites... Et justement, non... On y trouve une sorte de brisure, pas de santé, pas de santé morale... Et, si étrange que cela paraisse, on n'y sent pas de discipline. Les younkers, au contraire, font une impression qui élève l'âme; ils font penser à un ressort bien tendu, toujours prêt à jouer sur un signe du chef...

Je n'ai senti aucune fermeté, aucun ressort dans cette foule d'officiers qui se faisaient matriculer... Mauvais symptôme; symptôme terrible...

Cette maison où l'on se fait matriculer n'est pas la seule. Dans toute la ville, dans les différents quartiers, le même spectacle se reproduit. Partout stationnent des foules d'officiers, toutes semblables, maussades, renfrognées, aigries par leur découragement et exigeantes...

Combien sont-ils ?

Personne ne le sait au juste. On cite les chiffres les plus fantaisistes... L'un dit qu'on en a déjà « matriculé » 80.000... Mais c'est évidemment exagéré... Cependant il n'y en a pas moins de 25.000...

C'est toute une armée. Et penserait-on, quelle armée, quelle armée d'élite!..

Mais ce n'est qu'une illusion...

En réalité ces gens « éventés », qui ont perdu la foi, ne sont capables de rien faire. Pour les secouer, il faut une main de fer et un esprit de feu... Où sont-ils ?

* * *

Le principe de la matriculation est absurde. On va « inscrire » les officiers une fois de plus, et voilà tout.

Pendant ce temps...

Pendant ce temps, l'esprit de la ville, de la ville elle-même commence à se gâter...

On sent nettement une action souterraine. Il serait bon que toute la ville se sentît « sous le feu ». Ce ne serait peut-être pas difficile. Chaque officier matriculé devrait immédiatement recevoir un ordre indiquant le poste auquel il est rattaché

en cas d'alarme, l'endroit où il doit se rendre, le nom de son chef. Cela s'est fait une fois, à Ekaterinodar. Et cela a donné d'excellents résultats.

Mais ces écritures ? A quoi servent-elles ? A faciliter le travail des bolcheviks, quand ils auront pris la ville, et qu'ils voudront rechercher les officiers ?

L'ange de la mort plane sur notre mère Odessa...

* * *

Un officier est venu chez moi.

Tout jeune, énergique... Une tendance à se laisser emporter par son imagination. Il m'a paru blanc de pensées et de sentiments, mais gâté par cette théorie que « la fin justifie les moyens ». Il était à la tête d'un groupe d'officiers qui avaient fait un grand tapage... Ils étaient résolus, hardis. Assez résolus pour des grands tapageurs ; pas assez raisonnables pour savoir ne pas prendre en pitié les gens de leur parti ...

Il venait me voir pour me démontrer, en quelque sorte, son impartialité...

— Lisez ceci.

Je lis. C'est l'aveu olographe du chef d'une des plus importantes organisations de « contre-espionnage ». Il reconnaît qu'étant malade il a été tenté par un de ses employés qui lui conseillait de prendre et de partager entre eux (quatre complices) une somme importante en valeurs étrangères. Il était presque « sans connaissance », « il s'est laissé convaincre ». Maintenant, il nous apporte son repentir sincère et demande d'être livré à la justice.

Je connaissais cet homme. Il venait me voir, m'apportait des vers, qui n'étaient pas toujours mauvais, donnait dans le mysticime, racontait comment il luttait avec le mauvais usage qu'on faisait de notre « commission extraordinaire », et dans l'ensemble me faisait l'effet d'un brave homme.

Et tout à coup...

— Nous ferons grâce à celui-ci. C'est la première fois... D'ailleurs...

Il me dit à l'oreille une petite histoire que, pour cette raison, je ne raconterai pas.

— Les autres, nous les fusillerons...

— Après jugement, j'espère.

— Bien sûr... Mais il y aura une autre affaire, et celle-là sera sans jugement...

* * *

Les deux « affaires » reçurent leur solution...

Le chef de ce bureau de contre-espionnage, « mystique et poète », fut grâcié, je ne sais comment. Ses complices furent fusillés.

Et quelques jours après, le chef du contre-espionnage d'Odessa, le colonel Kirpitchnikov fut tué.

Il était en automobile, une nuit, tard. L'automobile fut arrêtée par une patrouille d'officiers. Kirpitchnikov se nomma. On le pria de montrer une pièce d'identité ; quand il tira de sa poche sa « carte », une salve de coups de carabines retentit...

Le chauffeur, qui s'était éclipsé, raconta par la suite toute la scène...

* * *

C'était l'affaire « sans jugement »...

Les coupables, sans doute, étaient fiers de leur exploit. Pour ce qui est de l'audace, en effet, il avait été exécuté proprement. Mais au point de vue de notre œuvre blanche, c'était un symptôme effrayant, qui indiquait que les esprits s'étaient enfumés, si même ils ne s'étaient pas teintés de rouge.

Qui avait été tué ? Le chef du contre-espionnage, c'est-à-dire un officier ou fonctionnaire désigné par le général Denikine.

Tué par qui ? Par des officiers du même général Denikine

L'assassinat de Kirpitchnikov apparaît avant tout comme un acte d'absolue méfiance et de protestation vis à vis du

chef auquel ils étaient soumis... C'est une révolte à peine déguisée... Il n'y a qu'un pas de là au meurtre des collaborateurs les plus proches du général en chef, tels que le général Chilling ou le général Romanovski... Le général Chilling a échappé, mais le général Romanovski est mort, on le sait...

Lorsque j'appris le meurtre du colonel Kirpitchnikov, je me rappelai le discours que j'avais fait un jour à la Douma d'Empire au sujet des actes terroristes. Les gauches attaquaient les cours martiales instituées alors par Stolypine. Ils étaient particulièrement choqués de l'ignorance des juges, les premiers officiers venus, et aussi de ce que les accusés n'avaient pas de défenseurs. Pour leur répondre, je leur demandai :

— Dites-moi donc qui sont ces sombres juristes qui lancent des arrêts de mort des caves où ils se terrent ? Qui les a nommés et élus ? Qui leur a donné pouvoir de condamner les gens à mort ? Et y a-t-il des défenseurs devant ces tribunaux souterrains, sur la condamnation de qui des bombes déchirent dans la rue les ministres et les sergents de ville ?

Ce sont ces mêmes mots que j'aurais voulu alors dire aux meurtriers du colonel Kirpitchnikov. Qui leur avait donné pouvoir de le juger, et avaient-ils entendu sinon son défenseur, au moins lui-même ?

Mais la question n'est pas là ; la question, la voici : se faire justice à soi-même, c'est nier la justice. Nier la justice, c'est nier le pouvoir. Nier le pouvoir, c'est nous nier nous-mêmes.

C'est ainsi, en effet, que cela s'est passé. Par ce meurtre, les Blancs ont porté atteinte aux idées blanches.

L'ange rouge planait sur la ville.

* * *

L'immense salle du café Robina [1] était pleine de monde. A travers la fumée, l'orchestre « soupirait, comme un cœur malade ». Pas d'ailleurs tout à fait comme un cœur malade, mais

[1] Café qui, dans la rue principale d'Odessa, fait face à Fanconi.

beaucoup plus mal. J'eus de la peine à trouver une table. Et, immédiatement, on me trouva aussi. Il apparut un nombre indéterminé d' « amis » qui vinrent s'asseoir près de moi, et, suivant l'habitude russe, se mirent à exprimer leurs doléances.

Par une étrange coïncidence — cela arrive parfois — les Montaigus et les Capulets se relayaient près de ma table. Ceci encore, d'ailleurs, n'est pas tout à fait exact. Il y avait ici bien plus de familles ennemies, autant que d'états-majors. Et quant aux états-majors, Seigneur, compte-les...

— Lui ? Vous ne pouvez pas vous en faire une idée ! C'est un mauvais génie. C'est étonnant. Il faut absolument qu'il y ait un mauvais génie ! Ainsi, le général Denikine a Romanovski et ici, il y a celui-ci. Tant qu'on ne le supprimera pas... Vous savez ce qui est arrivé à Kirpitchnikov ? Eh bien, il lui en faudrait autant...

Je me débarrasse de celui-ci...

— Ah ! c'est vous ! Vous avez appris l'assassinat de Kirpitchnikov ? Bien sûr, c'est une horreur, mais en fin de compte... J'ai vu tout à l'heure près de vous certain officier... Soyez prudent avec lui. Je vous dirais que leur état-major, c'est une vraie boutique... Je me demande qui vaut mieux, de Kirpitchnikov ou d'eux...

Après avoir constaté que je n'ai pas d'opinion fixe à ce sujet celui-ci aussi s'en va. Ces deux premiers appartenaient à deux états-majors ennemis. Ils se reprochent mutuellement à peu près les mêmes choses : l'inertie, l'ivrognerie, le vol. Un troisième s'approche.

— Je suis très heureux de vous rencontrer. Je dois vous communiquer un certain nombre de faits que vous ne connaissez peut-être pas. Certainement vous avez entendu parler de cette... chanteuse. Par son entremise se pratique la vénalité la plus large et la moins dissimulée. Le général même s'y perd. Que ne se passe-t-il pas là-bas ! Et puis... si c'était tout, mais il y a pire encore.

Il se penche vers moi et me raconte à voix basse quelque chose au sujet d'une dame très haut placée. Dans ses récits

se mêlent les Juifs, le contre-espionnage, les francs-maçons, l'agence de renseignements, les spéculateurs, les états-majors, les bolcheviks, Véra Kholodanaia, les Galiciens, Iza Kremer, le conseil municipal, Anna Strepovaïa...

Galimatias ridicule. L'orchestre soupire, « comme un cœur malade » mais on ne sait de quelle maladie. Il y a autant de fumée dans la salle que de folie dans ces récits.

Et tout cela, ce ne sont que des bêtises; ce qui est important, ce qui est terrible, c'est que cette énorme salle, ce nombre de tables est occupé par des officiers.

Que font-ils ici ?

Ils boivent du café. Ils lisent les journaux. Ils écoutent les sons aigres-doux du violon qui serrent le cœur.

Le rêve de toute la retraite, de ces routes ou glacées ou boueuses, s'est réalisé.

Ils boivent du café chez Robin.

Les bolcheviks ont de nouveau avancé. Les nôtres ont été écrasés en deux temps ! Il faudra faire donner les pièces ! C'est parfait ! Le diable les emporte !

Mais en attendant...

En attendant, nous boirons quand même du café accompagné de petits pains sucrés, nous lirons les journaux et nous entendrons les violons...

* * *

Pour me rafraîchir les idées, je tirai de ma poche une note composée par mes amis. Si cette note n'était pas absolument exacte, en tous cas, elle indiquait ce qui dans la ville, passait pour démontré.

La description de tous les états-majors et de toutes les organisations possibles, toutes marquées du même signe de mort, passa devant mes yeux. Et ceci, qu'est-ce encore ?

« Les autorités affirment à la population qu'Odessa n'est pas en danger, et pourtant pendant la seconde moitié de décembre les familles de la plupart des personnages influents ont été envoyées à Varna. Cela a été su de toute la ville et a pro-

voqué une panique. La majorité des personnages officiels qui sont à la tête des différents bureaux est occupée à amasser le plus possible d'argent; en conséquence, la vénalité est extrême. Les personnages qui sont chargés de l'évacuation de la ville se font payer pour donner des places dans les bateaux; les commandants du port se font payer pour démobiliser les bâtiments; la direction des transports militaires, pour déterminer le tonnage des bateaux sur la mer Noire. Il est impossible de décrire les ruses auxquelles on a recours dans les chemins de fer, on y vend des trains entiers avec leur chargement qui appartient à l'Etat. La danse des millions a commencé... »

Et ainsi de suite, sans fin; partout le même refrain.

Même si tout cela était faux, le seul fait que tous le croient vrai présage la ruine de notre œuvre.

L'ange de la mort plane sur Odessa souillée par elle-même.

*
* *

Les rues d'Odessa étaient désagréables le soir. Un éclairage de fonds de lampes fumeux. Dans la rue Deribassovskaïa, cela allait encore; dans les autres rues, c'était la nuit noire. Les magasins fermaient de bonne heure. On n'apercevait pas de devantures « lumineuses »... Dans cette obscurité angoissée, la foule se pressait à l'angle de la rue Deribassovskaïa et de la Preobrajenskaïa. On y sentait quelque chose de malsain, une espèce de débauche « quand même », sans aucune esthétique... Des prostituées cocaïnomanes, des officiers à demi-ivres...

Autour des cinémas, il subsiste quelques traces de civilisation. Là, c'est tout de même le monde. Là se rassemble une foule moins effrayante que celle qui se cherche dans l'ombre. Naturellement, on vient voir Véra Kholodnaïa. Après sa fin tragique, elle est devenue une « œuvre posthume », une chose du passé...

J'eus envie moi aussi de voir cette chose du passé, cette morte vivante. J'entrai dans une des portes éclairées.

Mais qu'est cela? Une réunion d'officiers ou l'état-major d'un district militaire? L'orchestre était rempli, bondé de capotes grises, comme on aurait dit autrefois, de capotes « khaki », comme on dit plus justement maintenant...

Je ne peux pas dire que malgré tout Viérotchka Kholodnaïa ne m'ait pas « khaki ». Avec quelle avidité nous nous efforçons tous de nous délecter encore au moins une fois de ce qui déjà n'existe plus! et sommes-nous encore nombreux, à lutter pour ce qui n'existe pas encore...

L'ange de la mort planait sur la ville « mise au pied du mur ».

La « détachementomanie »

Tous sentaient à ce moment à Odessa que cela ne pouvait durer. La décomposition de l'armée pour mille et un motifs était évidente. Il était évident que si elle reculait, c'était parce que l'automne et l'hiver avaient fait leur apparition autre part que dans la nature...

« *Dans mon cœur régnait l'hiver,*
Les rêves lumineux s'étaient endormis »
(romance du baron Wrangel)

Que faire ?

Le droit chemin était facile à discerner. Il fallait secouer les régiments d'une main de fer. Mais pour cela, il fallait avant tout les réunir quelque part. Il était impossible de le faire sur les routes interminables de la retraite. Car il était facile de lancer autant d'ordres qu'on voulait, et on les lançait, mais il n'y avait personne pour les exécuter. Les commandants des unités étaient souvent « contaminés » eux-mêmes, le reste du temps ils étaient impuissants. Il fallait, en s'appuyant sur une fraction disciplinée, se mettre en mesure d'amener les autres à « la religion chrétienne »...

Les points, les centres, vers lesquels s'écoulaient les éléments en retraite, étaient en réalité au nombre de trois : e Kouban, la Crimée et la région d'Odessa.

Chacun de ces trois centres était caractérisé par ceci : au-delà se trouvait la mer.Une fois arrivé à la mer, il fallait se rendre, ou se battre... Mais il y avait encore une troisième issue, le bateau... Sans doute, il était évident que tous ne pourraient pas prendre le bateau, mais chacun pensait à part soi qu'il le prendrait, et que les autres, eh bien, les autres... chacun pour soi et Dieu pour tous !

Cependant il y avait évidemment partout des éléments qui ne désiraient pas prendre le bateau. Ceux-là étaient prêts à se battre et comprenaient que le salut était dans l'amendement et la discipline. A Odessa même, il y avait de ces éléments.

Si à Odessa on avait trouvé « un homme » il y aurait eu une résistance... Mais il fallait que cet homme fût obtenu par la voie hiérarchique, c'est-à-dire vînt d'en haut. Bref, ce devait être un général désigné par le général en chef, Denikine. Le général tout désigné aurait été évidemment le général Chilling, commandant en chef de la Nouvelle Russie.

Mais le général Chilling n'était en aucune façon « l'homme » nécessaire.

Je ne fais absolument pas allusion à tout le mal qu'on a dit du général Chilling. J'ai entendu dire tout cela, cela m'est entré par une oreille et ressorti par l'autre, et je me rappelle seulement que la tourbe humaine en général est légère et menteuse, que l'élément « en retraite » est forcément injuste et aigri, qu'Odessa notre mère a toujours été de plus, d'une ingéniosité remarquable lorsqu'il s'agissait d'innocenter toute espèce de vilenies... Il ne faut en aucune façon se laisser entraîner par ce torrent boueux.

Mais il est de toute évidence pour moi que le général Chilling n'était pas « l'homme » qu'il aurait fallu, l'homme du moment. Il n'aurait pas pu se résoudre à ce qu'il fallait faire : fusiller quelques commandants de régiments pour que les autres prissent conscience de la réalité. Il n'aurait pas non plus su rassembler autour de lui la poignée d'hommes disciplinés qui aurait su inspirer à la masse hésitante l'idée que le général en chef pouvait exiger la soumission.

Puisque le général Chilling, « l'homme » qu'il eût été naturel de désigner, l'homme qui serait venu d'en haut, ne pouvait rien faire, et que la voie révolutionnaire, c'est-à-dire la recherche d'un homme qui n'aurait pas été « naturel », qui serait venu d'en bas ou d'à côté, était exclue, la pensée devait travailler encore dans une troisième direction.

Cette troisième direction était vraiment je ne sais quoi, c'est-à-dire difforme.

Presque en même temps, la même pensée vint à tous : puisque les anciennes unités étaient dissoutes, il fallait en former d'autres.

A vrai dire, c'était la répétition d'une chose passée; quand l'ancienne armée russe eut été dissoute, le général Alexéiev s'occupa immédiatement d'en former une nouvelle, l'armée des volontaires. Mais la différence essentielle, c'était qu'à ce moment-là, le chef de la nouvelle armée était l'ancien général en chef, vieux technicien, qui connaissait à fond son métier. Ici, au contraire, à Odessa, pour compenser la nullité des généraux, chacun s'était mis à l'œuvre comme il avait pu, et le résultat avait été l'époque d'Odessa, qu'on pourrait appeler l'ère de la détachementomanie.

Qui ne formait pas de détachements ? L' « Association de la renaissance », les « Allemands colons », Sa Grandeur l'évêque métropolite Platon, l'ex-rédacteur du *Kievlanin*, et combien d'autres...

Le général Chilling favorisait ces entreprises, comme disent les Ukraniens « comme l'eau brûle »... Un pas en avant, deux en arrière, et pendant ce temps les bolcheviks en faisaient trois vers Odessa.

* * *

J'allai chez le métropolite Platon :

J'aime assez aller quelquefois chez l'évêque.

D'abord, l'aspect seul de ces salles épiscopales a quelque chose de consolant... Qu'est-ce que cela peut faire, que les bolcheviks arrivent ! Ils sont déjà venus et sont repartis. Ils

viendront encore et repartiront. Et les salles de l'épiscopat restent et resteront. Et elles feront la même impression qu'elles ont toujours faite. Les royaumes périssent, les trônes sont renversés, mais l'Eglise demeure... L'Eglise russe demeurera, la langue russe demeurera... ces deux forces en créeront une troisième : l'Aigle unique à deux têtes... L'une de ses têtes regardera notre glorieux passé (oui, glorieux, insensés) l'autre cherchera de tous ses yeux la route qui mène à notre avenir glorieux (je crois, Seigneur, aide-moi dans mon incrédulité)...

L'évêque métropolite était enthousiasmé par son « détachement sacré ». Le métropolite Platon lui aussi, comme c'était obligatoire à ce moment-là, à Odessa, s'occupait de former quelque chose... Mais j'avais déjà reçu quelques renseignements sur ce qui se passait là. Hélas, je ne sais comment, des éléments « criminels » s'étaient introduits dans le « détachement sacré ». Avec précaution, je dis au prélat combien il était facile de ruiner une œuvre, et combien particulièrement un détachement formé sous la protection du Métropolite était en vue.

Tout de même, je me sentis le cœur plus léger quand je fus sorti de là. J'étais presque sûr que rien de sacré ne sortirait du « détachement sacré ». J'avais des renseignements suffisants sur les gens qui s'y étaient enrôlés... Et pourtant...

Et pourtant le contact avec le monde « spirituel » rafraîchit toujours. Je n'idéalise rien... Je connais et je vois notre Eglise russe... Et pourtant dans cet épanouissement du mal, quand les champs et les moissons sont couverts de fleurs rouges éclatantes, plus que doubles, l'Eglise console par ce fait seul qu'elle prie...

La prière à Dieu est toujours blanche. Le blanc, c'est la couleur de l'Eternel... Et Dieu est l'Eternel même.

*
* *

Une très grande maison. Je ne me rappelle plus où.

C'est là que se forme le détachement « le plus important ».

Ce détachement, à ce qu'on dit, jouit de « la plus puissante protection »... Mais la protection de qui ? Je ne le comprends pas très bien.

On dit qu'il s'appelle... non, laissons cela. *Nomina sunt odiosa.*

En un mot, cela doit être un « régiment »... le premier bataillon appartient à telle organisation, le second à telle société, le troisième à telle institution... le quatrième, le nôtre, pourrait s'appeler détachement « à affectation spéciale »...

Je pénètre jusqu'au commandant du régiment. Je passe lentement d'étage à étage, de chambre en chambre. En bas, j'avais été frôlé par une légère odeur d'alcool. Cette odeur n'a fait que s'accentuer à mesure que je montais dans les différentes « branches » de l'état-major recruté à la hâte... Nous avancions sans aucune difficulté. Mon compagnon de route me nommait. Alors les personnages ivres ou à demi-ivres qui d'abord avaient jeté un regard presque méprisant sur mes galons de « sous-lieutenant » devenaient aimables et gentils, autant qu'ils pouvaient être gentils. C'est que, beaucoup de choses ont péri pendant ce temps. Entre autres l'art d'être aimable...

L'odeur de l'acool atteignit son maximum d'intensité quand nous abordâmes le commandant du régiment.

Il était ivre. Il était jeune et avait un visage fin. Glabre, maigre, il avait un cachet d'énergie. Mais de quelle énergie ! Cela sautait aux yeux.

Le colonel me reçut avec une extrême amabilité. Mais je pus conclure de ses explications tant soit peu hautaines que *primo* on ne lui avait pas encore donné d'argent, que *secundo* son régiment n'était pas encore sanctionné. Quelqu'un (qui, on n'en savait rien, mais certaines gens ou certaines forces) s'y opposaient... Que le général Chilling était avec eux, mais...

— Mais nous les écraserons ! En deux temps ! Nous ne nous gênerons pas... Non, ce n'est pas le moment de se gêner... Où aller, maintenant... les états majors seront sur les bateaux... et nous ? On nous tordra le cou comme à des poulets ? non ! Assez !

L'odeur d'alcool devint encore plus forte, parce qu'un officier était entré pour remettre un rapport...

— Mon colonel, permettez-moi de vous faire savoir...

Tout ivre qu'il fût, l'officier se mettait au garde à vous.

Le colonel prit connaissance du rapport, puis recommença à menacer... je ne sais qui.

Je l'écoutais mal. J'avais compris.

Tous étaient ivres, ils n'avaient pas d'argent, pas de « sanctionnement... » et tout cela avec une protection puissante.

Et ce jour là les bolcheviks firent de nouveau un bond en avant.

Nous tombions en pousssière « en deux temps »...

* * *

De nouveau un bâtiment. De nouveau des étages. Mais on dirait presque qu'on ne sent pas d'alcool.

Je parviens de nouveau jusqu'à un colonel chargé de former un détachement. Il est très jeune, mais énergique, et fait une bonne impression. Il sort de « l'agence de renseignements ». Il a quitté la plume pour la baïonnette. Ici « quelque chose fait écho dans notre cœur. »

— Vous avez reçu de l'argent ?

— Non, quel argent.

— Et alors ?

— Nous nous tirons d'affaire comme nous pouvons en attendant.

— Vous avez été sanctionnés ?

— Nous faisons des démarches pour cela justement.

— Vous êtes nombreux ?

— Une centaine pour le moment...

— Mais c'est que les bolcheviks avancent...

— Bien sûr qu'ils avancent...

— Si nous restions en rapports...

— Très bien, mais pourquoi ?

— Sait-on ce qui peut arriver... ils nous écraseront en deux temps... on ne peut compter sur personne d'autre que soi-même. En cas de malheur, venez chez nous...

Nous nous mettons d'accord.

Il y a dans la ville, suivant l'évaluation la plus modeste, 25.000 officiers, sans compter les soldats. Et voilà deux détachements, dont le nombre total ne dépasse pas 200 hommes, qui se concertent pour opérer ensemble.

* * *

Encore une « formation ». Le même tableau. Un bâtiment, des étages. Un état-major. On n'a pas encore d'argent. Pour le « sanctionnement », on fait des démarches...

* * *

Et encore, encore...

* * *

Il y a aussi les colons allemands. Ils ont leur « général ». Ils ont leur comité, une sorte de conseil germano-russe, de délégués, d'ouvriers et soldats, où l'on remporte des victoires sans verser de sang et sur un front d'arrière.

De l'argent ? Il paraît qu'il y en a.

Des hommes ? On dit qu'il y en a eu. Mais ils se sont dispersés... Et en général ils ne désirent chacun défendre que leur propre colonie, pas les autres. De plus, les Allemands disent : « Nous marcherons, si les Russes (les paysans) marchent ». Et les paysans russes paraissent dire : « Mobilisez-nous et nous marcherons, mais nous n'irons pas de notre propre volonté; nous avons peur »...

* * *

Il y a encore « l'association de la renaissance ». Pour celle-ci, cela marche un petit peu mieux. Ils ont reçu de l'argent et leur validation. Par reconnaissance pour la protection évidente des généraux « blancs » de la « petite société rose », elle

fait tout doucement de la politique. Ils ont une espèce de Conseil des délégués ouvriers et soldats. Comment l'appellent-ils ? « Comité de défense d'Odessa » je crois... Pour un peu ce serait le « Comité du salut ». Ils ne peuvent pas s'en passer. Depuis longtemps les bolcheviks ont compris que ces conseils ne servent à rien, mais ces gens-là ont toujours pour ces sortes de choses un « penchant, quelque chose de maladif ».

* * *

Le Conseil municipal. Il n'est plus du tout rose... Au contraire. Nous avons eu la majorité à Odessa aux élections municipales en décembre 1919. On aurait cru cela impossible..., les Russes, triompher à Odessa... Et pourtant, nous avions triomphé.

Les élections avaient été menées par mes amis, groupés en une organisation habituée à la discipline. La victoire fut remportée grâce au nom extrêmement habile qu'ils avaient choisi. Comme toute chose de génie, c'était extrêmement simple : « le bloc chrétien ». Aucun programme, aucune menace, aucune promesse. Mais tous ceux qui en avaient besoin se sont compris.

Cependant « notre » conseil municipal, conseil de délégués, n'a pas évité le sort commun à tous les conseils de délégués : il veut faire « en nombre » ce qu'on ne peut faire que « tout seul » : défendre la ville.

Lui aussi veut « organiser » quelque chose.

* * *

Chez le général comte de X... Extrêmement aimable. Il est chargé d'une œuvre spéciale et a, lui aussi, son état-major. Il doit « rassembler » toutes les formations. Pour cela, il a divisé en secteurs tout le territoire d'Odessa. Il se propose d'attribuer chaque secteur à un détachement, pour ainsi dire « de déblaiement ». Non, ce n'est pas tout à fait ça. On enverra dans chaque secteur un colonel, sans détachement. Ensuite

viendra le détachement, qui se mettra à la disposition du colonel.

— Et que feront les colonels qui ont organisé les détachements ?

— Oui, ça, il faut encore le voir...

Arranger cela, c'est absolument impossible. Si dans cette agonie les gens consentent encore à faire partie d'une formation, ce sera avec des officiers qu'ils connaîtront ou dont l'autorité est indiscutée. Ils n'iront pas se soumettre à n'importe quels colonels, car l'autorité des galons a disparu dans l'écroulement de la retraite, on cherche des « hommes »...

Mais le général comte de X... ne comprend pas quel mélange « de France et de Nijninovgorod » il organise. Ou bien la guerre de partisans et la « détachementomanie », ou bien, au contraire, tout suivant le règlement. Mais ce mélange de métropolites, de rédacteurs, d'atamans de toute espèce et de Conseils de délégués avec des généraux de l'ancien régime donne quelque chose de grotesque...

Et d'ailleurs...

Non, la pagaye générale ne diminuera pas parce qu'on a créé le nouvel état-major du général comte de X...

* * *

Où aller encore ?

Il y a encore le détachement de l'ingénieur Kirst. Ce sont des ouvriers qu'il a amenés de Kiev. On les appelle les Kirstovtsiens, et plus souvent encore « les croisés »... A Kiev, ils portaient le nom de « compagnie des officiers ouvriers ».

Ils ont obtenu leur validation, à Kiev encore... Ils n'ont pas d'argent, naturellement, ni de Kiev, ni d'Odessa... Le détachement, si je ne me trompe, est enfermé dans un certain étage d'un certain bâtiment, et il ne peut en sortir parce que les hommes sont pieds-nus.

J'entre en contact avec eux.

* * *

Il y a encore l'ataman Strouk, le détachement petit-russien. Je l'ai vu plus d'une fois chez moi, à Kiev. Ici, il s'occupe aussi de former un détachement. Et l'on raconte qu'il a beaucoup de monde.

Sa validation lui vient de Kiev encore. De l'argent ?

Il n'en a pas, mais, évidemment il leur promet quelque chose .

Mais quoi ?...

* * *

Assez. Je veux aller maintenant dans mon détachement à moi.

* * *

« Le détachement à destination spéciale » était une tentative de créer un cadre « d'exécuteurs éclairés », ne fût-ce que pour un seul canton.

Sans doute, il est évident maintenant que c'était un dilettantisme de famille, un jeu d'enfant, une tentative faite avec des moyens insuffisants... comme tout le reste de la « détachementomanie » d'Odessa. Cependant on ne peut pas dire que ce n'est pas là la marche ordinaire de l'esprit humain : quand on perd l'espoir de sauver le tout, on essaie de commencer par des atomes...

Mon atome à moi était composé presque exclusivement de jeunes gens des écoles. Nous ne recevions pas encore d'argent, nous entretenions le détachement par mille artifices; quant à la validation de notre détachement, elle passait indéfiniment d'un état-major à un autre. Nous reçûmes et l'argent et la validation à la veille de la prise d'Odessa par les bolcheviks.

* * *

J'entrai dans la salle de gymnastique.

— Halte ! A gauche, alignement ! Messieurs !

Ainsi commande le colonel A., « nommé » chef du détachement.

Par qui, nommé ? Par personne, encore. Par moi. Et moi, qui suis-je ?

Oui, c'est à cela qu'on reconnaît le « détachement privé »

Devant moi, au port d'arme, comme il est de règle, cette poignée de jeunes gens reste au port d'arme. C'est mon « atome ». Ce sont presque tous des lycéens. Il serait absurde de leur dire « Salut, enfants, jeunes gens, aigles » ou quelque chose d'analogue. Je leur dis :

— Bonjour, Messieurs.

— Nous vous saluons... et ils s'embrouillent. Les uns disent « Mon lieutenant », d'autres « mon colonel », d'autres encore « Votre Excellence »...

C'était inévitable. Que donc suis-je en effet ?

S'ils avaient été sincères, ils auraient dit :

— Nous vous saluons, Monsieur le rédacteur du *Kievlanine*.

Mais, évidemment, répondre cela était impossible. Pourquoi ? Mais parce que les rédacteurs ne forment pas de détachements. Du moins pas là où tout va bien. Et si les circonstances veulent que non seulement un rédacteur, mais un métropolite deviennent des « chefs de détachement », c'est que tout va sens dessus dessous...

C'était bien cela, en effet.

Seulement, comme on dit en France, « le vin est tiré, il faut le boire ».

V. Choulguine.

EMILE BOUTROUX
ET LA CONSCIENCE MODERNE

Alii aliud sumpserunt

La mort d'Emile Boutroux survenue le 22 novembre 1921 a fait l'objet d'une brève mention dans nos grands quotidiens; au souvenir d'un des représentants éminents de la pensée française ils ont consacré une étude de même longueur que les notices rappelant les prouesses d'un homme de sport, à peine plus longue que les notices qui résument la carrière des savants étrangers. Sans doute les journalistes avaient-ils la discrétion de laisser aux revues le soin de rendre au métaphysicien l'hommage qui convient. Mais la vie intellectuelle de Boutroux recouvre exactement le cours de la troisième République de 1870 à 1921. La continuité de sa méditation, l'importance de ses fonctions universitaires, le renom dont il jouissait à l'étranger lui ont permis de contribuer plus qu'aucun autre peut-être à la formation des esprits, de présider pendant quelques années le jury d'Agrégation de Philosophie, de prendre dans les Congrès internationaux la parole au nom de la France. Il y a là l'exercice d'une influence considérable par ses répercussions et qui eût dû suffire, indépendamment de l'intérêt éveillé par la doctrine, à attirer l'attention de tous ceux qui ne font pas profession de philosophie, mais qui vivent et qui réfléchissent sur leur vie. C'eût été pour l'esprit public, mis en face d'une physionomie aussi représentative, une occasion de faire retour sur lui-même, d'envisager dans son ensemble l'activité intellectuelle de la troisième République, de voir ce qu'il en faut penser à distance, et si la guerre n'a pas introduit dans nos manières de penser et de sentir de profondes modifications,

* * *

La vie intellectuelle de la troisième République n'est que la continuation de l'esprit du Second Empire incapable, dans sa paresse, de secouer le souvenir de la Restauration et de la Monarchie de Juillet. Elle sent peser sur elle, dès qu'elle se constitue, une sorte de tradition négative, dont il n'est pas superflu de suivre à partir de 1789 la constitution.

Dans ses origines morales, l'esprit révolutionnaire qui enhardit Paris et la Province dès 1789 apparaît comme une conséquence directe de la science nouvelle et de l'humanisme qui gagnent l'Europe à partir de la Renaissance. Suscité par l'Italie, exprimé par la France, un esprit nouveau se dégage de l'orgueil éprouvé par l'homme devant son propre effort et devant la mécanique fruit de son ingéniosité. Il est parvenu à remplacer une conception du monde fondée sur nos impressions sensibles par une conception nouvelle fondée sur les symboles scientifiques, moins concrète sans doute, mais permettant de discerner l'ordre des phénomènes célestes et d'asservir plus étroitement les phénomènes terrestres aux besoins des sociétés humaines. Du même coup, il a compris tout l'écart qui est entre l'esprit nouveau et les habitudes mentales léguées par l'esprit ancien il rénove l'étude de l'homme et des sociétés; il acquiert au contact de l'histoire de l'esprit humain un sentiment assez vif de ce que pourrait être une civilisation d'où seraient bannies toute grossièreté et toute ignorance pour éprouver l'imperfection de la Société où il vit et souhaiter une réforme qui porte simultanément sur les idées, les lois, les mœurs. Nos penseurs, de Descartes à Condorcet, ne perdent jamais de vue les rapports de la pensée et de l'action et ne conçoivent pas que la réflexion demeure sans effet sur le cours des événements sociaux. Et la France entraînée par ses philosophes, encouragée par l'exemple de l'Amérique, tente avec une ferveur religieuse sa réforme.

Mais, dès que les philosophes font appel aux masses pour instaurer la Société organique qu'ils ont rêvée, ils sont immé-

diatement débordés par les passions élémentaires, les forces aveugles qui se dégagent des groupements amorphes. Comme ils n'ont pas prévu ces réactions et qu'ils sont trop accoutumés aux idées claires pour en chercher dans l'inconscient l'origine, ils sont impuissants à les dominer, à les diriger, à composer avec elles. Les mouvements sociaux dévient de la direction première. Les actes des philosophes soucieux d'éviter également la réaction et la terreur en mettant à profit leurs réflexions sur la nature humaine et les principes des sociétés, se confondent avec les actes de brutalité, de violence que la foule accomplit sans dessein. Une caricature de la cité idéale voulue par tous les esprits généreux se dessine au sein de l'anarchie. Il s'ensuit une dissolution de la Société française fondée sur l'égalité des talents et l'expression de pensées et de sentiments communs à toutes les intelligences, à quelque classe qu'elles appartiennent. La chute de l'ancienne monarchie entraîne l'apparition de groupements nouveaux n'ayant plus entre eux aucun lien organique. L'affaiblissement du pouvoir royal et de la noblesse héréditaire réduits à n'être plus que des survivances pendant un demi-siècle assure la suprématie de l'argent. La capacité financière regroupe les hommes. La classe bourgeoise et la classe populaire se trouvent face à face divisées par des intérêts contradictoires et se mesurent avec une défiance hostile. Cependant que les masses mettent tout leur espoir dans le coup de force et l'insurrection où elles croient voir une tradition révolutionnaire, les libéraux, paralysés par la crainte, ne voient pas les aspects organiques de la Convention et tiennent pour révolutionnaire toute tentative pour appeler à la vie politique et à la gestion des affaires des hommes et des groupements ne représentant pas des intérêts financiers. De là, les alternatives de la vie politique. De là, un désarroi moral. Le temps n'est plus aux considérations inactuelles. Les convoitises et les besoins impérieux font taire la voix du XVIII^e^ siècle, surprennent la réflexion et livrent les groupes à la mobilité des impressions. L'imagination travaille. Un vent de messianisme souffle. Tendus vers l'avenir, penchés sur le passé, tous épèlent une révélation mystérieuse, tous se croient inspirés, illuminés.

en communication avec l'invisible, Sainte-Beuve le remarque « Pierre Leroux se croit Dieu, Vigny se croit archange. Pour Lamartine, il est bon prince, il se contente d'être un séraphin. » Hugo vaticine et ses prophéties frappent un esprit aussi fermement logique que Renouvier. A l'appel de Saint-Simon, les apôtres se lèvent. L'âge d'or du christianisme est revenu. Les consciences ont reçu un nouveau baptême qui les lave de toute souillure, de toute erreur. Les péchés s'effacent. Dans les salons doctrinaires et ultras, comme dans les milieux populaires un culte s'implante, celui de la conscience divinisée, qui atteste une égale régression des esprits.

Sous l'action des préoccupations sociales et de la poésie, la pensée devient naturellement pragmatiste. Seul avec soi, l'homme se regarde vivre sans agir ; il éprouve une joie enfantine à découvrir, sous la fraîcheur et la variété des impressions, la nouveauté du monde. Son sentiment de vie se rythme sur les palpitations de la nature. La terre résonne sous les foulées du Centaure. Maine de Biran écarte toute discipline scientifique réclamant une trop grande contention d'esprit, se calfeutre à Grateloup et se livre, tel Senancour, au vagabondage moral. La sécheresse grandissante d'une âme avide de petits bonheurs pris à la couleur du ciel, au chant des oiseaux, au son mélancolique de l'harmonica, l'incite à chercher le repos dans une foi que sa nature rebelle obtient à peine après trois ans de méditation, au seuil de la mort. Sa promenade capricieuse devient un itinéraire pour les jeunes gens devant qui Cousin évoque, à vingt-cinq ans, les civilisations et la vie exemplaire du héros. Sensible aux arts plastiques comme à la beauté des idées et aux mouvements du cœur, la génération nouvelle demande aux doctrines orientales, aux révélations chrétiennes, aux mythes germaniques les symboles qui rendront plus mystérieuse et plus secrète la vie intérieure. Mais elle ne peut suivre le déroulement des croyances sans tenir compte des modifications qui s'opèrent dans les institutions religieuses. L'affaiblissement du pouvoir temporel de l'Eglise, la prédominance des sentiments vagues incitent les esprits à réfléchir sur le Christianisme envisagé dans l'état actuel des

connaissances et des besoins des sociétés modernes, du point de vue de la conscience ; ils dégagent un ensemble de croyances qui ont une valeur pratique, une puissance morale, une efficacité. Données immédiates, faits religieux antérieurs aux dogmes, ces croyances se trouvent par là-même soustraites à toute discussion, à tout examen critique. Elles unissent les hommes et répondent au bon sens public, à l'instinct des masses. Aussi classe ouvrière et classe bourgeoise s'en emparent. Les réformateurs sociaux voient dans la religion une force capable de produire des miracles. Les doctrinaires et les libéraux, plus sensibles aux réalités historiques, sont frappés surtout par l'alliance de l'esprit religieux et de l'esprit politique en Hollande, en Angleterre, en Amérique ; dans la religion, ils voient un frein aux revendications sociales. Parmi les catholiques et les protestants, un mouvement libéral se dessine qui s'explique en partie par la méditation religieuse, qui s'explique en partie par l'aveu tardif de Guizot en 1869 : « J'ai parlé des croyances qui unissent (les chrétiens) sans méconnaître ni discuter celles qui les séparent. Je n'ai voulu faire et n'ai fait en cela que ce qu'ont fait en 1848 dans la vie politique des hommes très divers par leurs opinions constitutionnelles, mais qui, pour défendre l'ordre social menacé, se sont ralliés alors à la République « comme à la forme de gouvernement », a dit M. Thiers, « qui nous divise le moins ». J'ai fait simplement comme eux acte d'esprit pratique et de bon sens ».

Une nouvelle conception de la société européenne s'ensuit. L'évolution de la pensée religieuse entraîne un remaniement des perspectives. Entre l'Hellénisme et le Christianisme, la Révolution se glisse qui adjoint aux démarches de l'intelligence les mouvements du cœur et fonde sur la conscience l'ordre moral. A l'histoire de l'esprit humain se substitue l'histoire de la conscience individuelle conquérant sur les institutions temporelles et spirituelles son autonomie. A l'organisation de la conduite autour du sentiment de véracité imposé par la pratique des sciences se substitue une organisation autour des croyances et des convictions. A l'organisation rationnelle de la société se substitue une organisation morale et re-

ligieuse. Guizot s'appuie sur Lamennais et montre la voie à Tocqueville, en un certain sens à Taine. L'histoire de la civilisation se confond avec une interprétation libérale de l'histoire du christianisme.

Du coup, la pensée se fixe et échappe aux variations de l'Eclectisme partagé entre le Libéralisme et les survivances du XVIII[e] siècle : respect de la science, éloignement pour le mysticisme. La philosophie cesse d'être une réflexion sur la conception physique de la nature, de s'appuyer sur l'induction, de faire fond sur les phénomènes. Elle reconnaît l'antériorité de la parole de Dieu sur le langage des hommes, l'antériorité des croyances sur la science. Elle voit dans le Christianisme « l'histoire des rapports directs et spéciaux de Dieu avec l'homme, du Créateur avec la créature et avec la série des générations humaines. » Aussi, loin de se disperser en recherches vaines et souvent stériles sur la nature, elle fait son objet de l'homme intérieur et devient méditation du Christianisme. Elle cherche à l'approfondir en examinant la nature de Dieu et la nature de la conscience, en développant l'expérience intime d'une atmosphère surnaturelle d'où jaillissent spontanément nos résolutions quotidiennes. Elle cherche à rendre plus étroite la liaison entre la créature et le créateur, et alimente la méditation religieuse par le sentiment de ses imperfections. Alors toutes questions s'évanouissent devant un seul problème : la vie religieuse.

* * *

Ces courants exercent encore leur action quand Boutroux entre en 1864 à l'Ecole Normale Supérieure. Né en 1845, il tient de sa nature croyante et délicate un besoin d'élégance imaginative qui facilite la séduction d'esprits où la finesse et la variété des vues supplée au défaut de force intérieure. Le Spiritualisme « prudent, sage, propre à rassurer les amis de l'ordre et de la tradition » ne satisfait alors ni les esprits scientifiques ni les esprits religieux. Il paraît également menacé par l'esprit des sciences positives « pour qui les intérêts les plus chers du cœur humain ne comptent pas » et par l'esprit panthéiste de la méta-

physique allemande que la philosophie écossaise n'a pu contenir. Janet dénonce une crise philosophique, Saisset s'efforce de la conjurer en introduisant dans l'enseignement une doctrine inspirée de Maine de Biran et de Leibniz, reposant sur la parole suivant laquelle « la science humaine a deux pôles, la personne finie qui est moi, la personne infinie qui est Dieu, » et faisant aux théologiens toutes les concessions que le philosophe juge compatibles avec la libre critique. Avec plus d'originalité et de talent Félix Ravaisson associe ouvertement le cœur aux recherches du philosophe. A la méditation il propose les grands systèmes métaphysiques, les intuitions d'un Saint Paul et d'un Pascal, les croyances religieuses, les œuvres des artistes, les actes des héros. Il fait de la philosophie une réflexion sur la destinée humaine, sur le besoin que nous avons d'enrichir la réalité spirituelle que nous sentons vivre et croître en nous. Boutroux obéit à ces suggestions et reçoit de Lachelier les ressources dialectiques qui permettent de convertir les intuitions en concept et d'éprouver les convictions au contact de la science moderne. Mais il est trop vivant pour prêter plus d'attention qu'il ne convient à la logique : il accueille l'enseignement subtil et poétique de la *Philosophie de Gœthe* où Caro, prolongeant ses travaux sur l'illuminisme, met en relief l'inspiration mystique du jeune Gœthe, feuilletant avec Mademoiselle de Klettenberg, Paracelse et van Helmont pour surprendre ces secrets de la nature et accuse la puissance destructive de l'intelligence critique, la force d'expansion de l'activité qui pétrissent les visages de Méphistophélès et de Faust. Et, encore que le drame du docteur Faust soit plus propre à animer un musicien comme Schumann qu'un esprit sensible aux résonances imprécises des symboles philosophiques, il laisse sur Boutroux une empreinte profonde. Il révèle le sens mystique des choses, les régions indécises, nébuleuses, amorphes, le « côté nocturne de la nature, d'où émerge la vie, sourd la connaissance et jaillit l'action ». Les fictions du poète sont à Boutroux une promesse de vie et, quand, l'agrégation passée, il séjourne à Heidelberg de 1868 à 1870 pour compléter ses études philosophiques, il associe au souvenir de

Goethe l'exemple de « notre admirable maître J. Zeller qui semble avoir vécu dans les temps qu'il raconte et pour qui l'histoire n'est que la psychologie en action ». C'est que le jeune Français ne reçoit pas seulement la discipline forte et précise des « séminaires » ; il est séduit par une atmosphère captieuse où la philologie et la théologie s'entremêlent, où les reconstitutions les plus savantes de la Grèce antique portent la marque du catholicisme contre-révolutionnaire, où la dialectique de Hegel ennuie. Boutroux n'a peut-être pas alors une conscience suffisamment profonde du romantisme allemand pour demander à Schopenhauer puis à Wagner, comme le fera Nietzsche, le secret de sa libération. Il suit l'effort de Zeller pour remettre en honneur les recherches critiques de Kant, pour substituer à l'enchaînement annoncé par la Philosophie de l'Esprit la liberté humaine et pour voir dans l'histoire de la philosophie la manifestation spontanée et contingente de volontés libres et individuelles. Ainsi il rejoint la *Philosophie de la liberté*, œuvre de Secrétan.

Mais, pendant le Second Empire, les sciences positives ont profité de l'éclipse de l'Hégélianisme. Tandis que des savants ramènent en France et en Angleterre le positivisme aux limites d'une critique de la connaissance scientifique, l'expérimentation trouve un maître en Claude Bernard ; l'étude de l'homme s'accroît avec Taine et Renan qui deviennent malgré eux représentants de l'école critique. Et ces courants nouveaux sont assez intenses pour que les philosophes ne puissent plus aborder directement les questions d'origine et de foi. Et force est à Boutroux de se demander en premier lieu *si la métaphysique est possible*? Positivistes et critiques prétendent pouvoir s'en passer, limiter la connaissance à l'établissement de lois, proscrire la recherche des causes et l'affirmation de la liberté. Sans sortir des conditions ordinaires de la connaissance, Boutroux demande à un examen des données de l'expérience ce qu'il en faut penser. Il montre que nous sommes naturellement portés à dépasser les constatations expérimentales parce que nous tendions la bride à l'entendement. Celui-ci pose en principe la détermination et la permanence, la conservation absolue de

l'être et de la nature des choses, l'équivalence entre la cause et l'effet. Or la loi de causalité « est une maxime pratique de la science », une vérité incomplète; l'expérience nous fait connaître des liaisons constantes mais non nécessaires; elle conserve un caractère approximatif, car « jamais on n'atteint le point précis où le phénomène commence et finit réellement ». Mais il n'y a pas que la science qui puisse avoir prise sur elle. L'expérience est encore pratique, morale, esthétique. Dans ce cas nous cessons d'envisager des masses uniformes et indistinctes pour y discerner des rapports généraux et permanents qui s'expriment en termes de quantité. Nous nous trouvons en présence d'individus doués de richesse et de variété, redevables de leur existence à des changements de qualité incessants, derrière les systèmes de concepts un monde apparaît concret, réel et vivant. Dans ce monde il n'est plus d'équivalence entre la cause et l'effet, car on voit de petites causes produire de grands effets, le changement qualitatif y apparaît comme la source de l'être; une indétermination radicale y éclate et croît des phénomènes organiques aux manifestations de la vie. Il n'y a pas de rapport direct entre les mouvements mécaniques et les mouvements moléculaires. Les habitudes héréditaires n'emprisonnent pas la spontanéité. Enfin la conscience humaine échappant au mouvement et à l'espace ne peut plus s'expliquer par le simple jeu des lois physiques et physiologiques. La volonté demeure réfractaire aux transformations que la science prétend faire subir aux actions humaines. Leur spontanéité se prête mal aux études historiques et statistiques. Loin donc que le monde subisse une transmutation universelle à partir du mouvement, nous assistons sans cesse au passage de l'inférieur au supérieur; ce sont des degrés, des développements, des perfectionnements. Une hiérarchie s'établit; elle révèle que l'être ne réside pas seulement dans sa nature et ses lois permanentes, mais encore dans sa source créatrice: la contingence. Et il nous fait saisir l'être dans son dynamisme, car l'existence n'est autre chose que la manifestation des essences libres, une sorte de descente dans le monde.

Or, Boutroux découvre en soi un attrait spontané vers le

bien et le beau, un sentiment de l'infini, un mouvement qui nous porte à nous rapprocher toujours davantage de l'être parfait dont nous sentons l'action créatrice, un désir d'immortalité. Et il semble que nous soyons autorisés à prêter quelque crédit à tous ces élans de la conscience humaine, à toutes ces croyances en doutant que le monde donné dans l'expérience soit toute la réalité, en fondant la contingence sur la liberté, en tentant la quête de Dieu. Or, comme nous ne connaissons pas les choses selon l'ordre de la création, nous sommes tenus, en raison de notre imperfection même, de voir en Dieu un principe inexplicable. Nous devons nous incliner devant l'incompréhensible, devant le mystère qui est à la source des choses et faire la part de la foi. Nous pouvons néanmoins remonter au principe et faire de la nature de Dieu l'objet même de la métaphysique.

La thèse latine de Boutroux complète la thèse française en ce sens qu'elle est un effort dialectique pour soustraire la science de l'être à l'influence du panthéisme. L'esprit métaphysique allemand, incapable de voir dans l'individuel davantage qu'une négation et un état provisoire de l'être, doit céder le pas au Cartésianisme que Boutroux tient, comme Secrétan, pour « le programme immuable de la philosophie, programme complet, programme immense qui n'est pas entièrement réalisé ».Le Cartésianisme, en se proposant comme objet l'idée de Dieu, met fin, suivant eux, à la philosophie régressive du Moyen Age et inaugure la philosophie progressive tenant tout entière dans l'étude des principes des essences et des existences. Les plans du divin et de l'humain ne sont distants de l'écart compris entre l'imperfection et la perfection que pour voir attribuer, *mutatis mutandis*, aux créatures une nature semblable à la nature divine. Cette filiation autorise une participation. Descartes établit comment d'un être possédant la puissance parfaite et la perfection actuelle procédent les vérités métaphysiques, les vérités mathématiques et les choses. C'est de la relation de Dieu à son intellect qu'il déduit la vérité des essences et des existences comprises en lui. C'est de la relation de Dieu à sa volonté qu'il déduit le libre arbitre et en même temps la vérité

des jugements rationnels. Il semble ne faire ressortir les limites de la connaissance que pour chercher dans la notion de Dieu et la participation de l'homme au divin le moyen d'échapper aux incertitudes, aux erreurs. La création rend compte simultanément de nos imperfections et de notre perfectibilité.

L'œuvre ultérieure de Boutroux développe ces thèmes essentiels. Ses convictions et ses idées présentées d'une manière un peu sèche et sans images demandent à être confirmées. Ici, à l'expérience affective, artistique ou religieuse directe, Boutroux substitue l'expérience constituée par la méditation des métaphysiciens, l'étude de la Grèce antique et de l'Europe moderne. Ce n'est pas qu'il souhaite dénoncer, comme Cousin, les erreurs des philosophes ou retrouver comme Ravaisson dans tous les systèmes la trace du matérialisme et du spiritualisme. Derrière l'ordonnance des concepts il s'efforce de rejoindre une vie d'homme apportant un enseignement concret et direct. Par là la pensée ne lui paraît pas obéir à un enchaînement rigoureux. Chacun de ses moments atteste l'intervention d'une individualité qui crée. Chaque création est unique. Tel l'artiste, le philosophe recommence éternellement une œuvre qui ne se transmet pas et emporte avec lui son secret. Boutroux, allant de création en création, assemble sous son regard les philosophes anciens et modernes. Il s'efforce de dégager l'esprit de leur doctrine en reproduisant jusqu'à un certain point leur style pour restituer même les nuances de pensée. Pour l'historien ils sont divers et seul le métaphysicien peut rétablir la trame qui sous-tend leurs dessins. Prenant comme objet de méditation la conscience morale et religieuse animée des croyances qu'y laissa le Christianisme, celui-ci impose au passé une œconomie nouvelle : Socrate, Jacob Boehme, Luther, Descartes, Pascal, Leibniz, Rousseau, Secrétan, William James révèlent un même effort pour instaurer une réflexion sur la vie morale qui soit indépendante de la réflexion sur la science et en un sens supérieur à elle. Leur œuvre va dans le sens de la civilisation chrétienne, mais elle est encore emprisonnée dans les concepts et demande à être confrontée avec les désirs, les élans des mystiques aspirant à la possession de Dieu. Ici « l'hom-

me n'a qu'à rentrer au plus profond de lui-même, à dégager l'homme intérieur de l'homme extérieur pour participer à la vie divine »; Boutroux se tourne alors vers la vie religieuse. Il fait abstraction des singularités propres à chacune des religions positives. Il atténue ce que le catholicisme a parfois de trop ritualiste et de trop dogmatique, ce que le protestantisme peut avoir d'âpre et d'amer quand il dénonce avec Luther la méchanceté de la nature humaine. Il dégage le sentiment religieux dans son activité propre, dans un état de pureté que seuls les mystiques semblent avoir atteint. Ainsi il entre en possession de l'expérience spirituelle due à l'approfondissement de la foi.

Mais, quand il a atteint l'homme intérieur qui pense, désire, aime et cherche, quand il a découvert que la religion se fonde sur le cœur, Boutroux est amené à se poser un problème inverse de celui que résolvait la *Contingence dans les lois de la Nature*. Les théories pragmatistes issues des besoins sociaux et d'une interprétation erronée de la critique interne de la science effectuée par Henri Poincaré, Milhaud et Duhem donnent à entendre que le sentiment pourrait bien embuer l'intelligence et rendre nos démarches scientifiques aussi subjectives que nos inspirations morales. L'irradiation du cœur va-t-elle jusqu'à paralyser la raison? Observons la conscience. « Coordination, donc confrontation des idées diverses qu'offre l'expérience, elle est un effort pour établir entre elles un accord, une harmonie soit par l'adaptation des unes aux autres, soit par la limitation de celles-ci au profit de celles-là ». Or point n'est besoin d'élimination là où suffit une limitation réciproque. Du point de vue intérieur, la science n'est plus qu'un mode de l'activité humaine. Lorsqu'elle se tourne vers le monde extérieur, la conscience entre en contact avec les choses, transforme les faits bruts en faits scientifiques, les connexions de faits en lois, et réduit les lois à une loi unique. De la sorte, elle crée une représentation des conditions d'apparition des phénomènes qui est provisoire, approximative, modifiable. Elle, substitue aux choses des symboles exprimant des rapports précis, intelligibles et utilisables. Mais cette création répond

déjà à un idéal; elle implique la raison, le sens de l'être, de l'ordre, de l'harmonie. Elle est l'œuvre de l'intelligence qui donne à l'entendement son principe, son intelligibilité au monde extérieur. Et cette activité créatrice qu'est l'intelligence, saisie dans son fond, est davantage qu'un jeu logique elle apparaît comme quelque chose d'indéterminé, d'irréductible, de vivant. Elle est esprit et volonté à la fois. De la sorte, la science exprime un aspect mais, un aspect seulement de la conscience humaine. L'inquiétude, une recherche constante, l'effort pour dépasser le donné révèlent qu'il est en elle une face différente.

C'est la vie morale, car la vie morale est lutte; l'être souffrant de ses imperfections veut se dépasser lui-même. Mais il n'a garde d'imiter les stoïciens. Moins présomptueux, il se défie de ses seules forces et demande un guide qui facilite son ascension. Perspective ouverte sur l'infini, le parfait, le divin, la morale n'est qu'une introduction à la vie religieuse. C'est dans le sentiment que nous trouvons la source d'énergie et de puissance suffisante pour exalter et nourrir l'activité. La religion est efficace. Elle donne à l'homme l'appui de la perfection divine; elle assure sa communion avec la divinité. Elle garantit l'action interne et substantielle de Dieu. Mais ici l'expérience religieuse qui est le fond même des croyances ne saurait suffire comme se le figurent William James et quelques protestants. Car le pragmatisme ne vaut pas davantage dans le domaine de l'action que dans le domaine de la science. Il faut d'abord le concours de la Société comprise comme la communauté des consciences et des volontés. Il faut d'abord le concours de la foi, des éléments intellectuels, extérieurs et traditionnels de la religion. Car, si le sentiment est l'âme de la religion, les croyances et les institutions en sont le corps et il n'est de vie en ce monde que pour des âmes unies à des corps.

Ainsi nos tentatives d'explication du monde des phénomènes et l'approfondissement de l'homme intérieur nous incitent à reconnaître partout le divin. La science met en œuvre l'intelligence abstraite formée et déterminée par la culture des disciplines. Mais il n'y a pas discontinuité entre l'intelligence

abstraite et le sentiment. Peu à peu l'esprit déborde les facultés qu'il utilise. La systématisation, d'impersonnelle qu'elle était, devient individuelle et prend la personne comme centre. Dans la compréhension, la raison est le point de vue sur les choses que détermine en l'âme humaine l'ensemble de ses rapports avec le monde visible, le monde invisible et le divin. *Science et Religion* restitue sa vie à la raison ; et, s'écartant du Kantisme, elle assure la fusion de la sensibilité et de l'intelligence.

* * *

Une œuvre unissant de la sorte les réflexions sur la science et la religion ne manquera pas, comme elle le fit du vivant de Boutroux, de susciter des propos métaphysiques. Mais, s'il est vrai que la pensée née de l'action doit retourner à l'action, la doctrine de la contingence n'acquiert son sens plein qu'au milieu des courants intellectuels contemporains.

Il apparaît d'abord qu'elle est provoquée par la crise spirituelle du second Empire. La répression des mouvements sociaux, la proscription de toute pensée libre entraînent de 1852 à 1870 la disparition de l'opinion publique et rendent impossible tout échange intellectuel. Les esprits qui pensent et qui créent se trouvent isolés ; ils ne peuvent transmettre une expérience vivante ni aux milieux bourgeois ni aux milieux populaires qui suivent des évolutions divergentes. Les uns, sans oser se lancer dans la grande industrie, ne prêtent attention qu'aux modifications apportés dans la construction et le rendement des machines. Les autres voient dans la captation croissante des forces un merveilleux qui retient pour un temps la curiosité. Les calculs d'intérêt comme les mouvements d'imagination donnent avec la science un contact trop bref et trop superficiel pour que les esprits soupçonnent, sous les résultats, les démarches des savants, prennent conscience des sacrifices quotidiens qu'impose la recherche de la vérité et sentent naître une fraternité obscure au spectacle de l'effort humain. Tous subissent la loi du travail propre au monde moderne ; tous sont esclaves de la machine ; tous voient leurs facultés absorbées

par les tâches quotidiennes. Ils font de nécessité vertu. Ils ne se doutent même pas que leur libération est là, toute prête, qu'elle peut s'effectuer sans sédition ni révolte et qu'il leur suffirait de regarder la machine comme une création de l'homme, de demander à l'histoire des inventions et des découvertes le secret de sa puissance pour que tout mystère se dissipe et que s'affirme la primauté de l'intelligence. Mais le temps n'est plus où Fontenelle révélait à l'Europe que la dignité de la science réside dans la vie des savants modernes. Les vulgarisations suffisent. Bouvard et Pécuchet errent lamentablement de connaissance en connaissance. Dans les encyclopédies, les manuels, les collections, ils ne trouvent qu'une science sans âme. A leur suite, un siècle fatigué épuise sa bonne volonté en apprentissages naïfs qui ne parviennent qu'à décevoir et à faire sentir le vide de la connaissance.

La Troisième République subit le contre-coup de ce désenchantement pendant une période d'ordre moral où elle élabore simultanément une constitution politique, des mœurs correspondant à ses institutions, un enseignement civique s'adressant à tous les enfants. Se souvenant de la Commune et de la leçon d'opportunisme politique donnée par M. Thiers, elle écarte de prime abord la question sociale et repousse toute idée de collaboration avec les forces populaires. Elle cherche de préférence ses conseillers et ses gouvernants parmi les membres des professions libérales. Révoltés par les scandales du Second Empire, animés d'intentions honnêtes, ceux-ci ne parviennent pas à vaincre des préjugés de milieu et d'éducation. Sans contact avec des groupements sociaux qui entretiennent en eux la vie, ils conservent la médiocrité de sentiments et l'étroitesse de vues qui guettent toute éducation livresque. Ils apparaissent timorés, sans hardiesse, sans initiative dès qu'il leur faut prendre des décisions. Dans des circonstances qui eussent fait la fortune politique de Ciceron, ils temporisent, louvoient, s'efforcent de ménager le passé et l'avenir. Tantôt une période d'ordre moral assure la prédominance d'intérêts privés et rappelle l'intolérance et l'hypocrisie du Second Empire. Tantôt un rapprochement avec la classe ouvrière semble permettre l'évolution

du socialisme dans un sens réformiste et préparer la constitution d'une République sociale, comme en 48. Par suite les républicains ont partie liée tantôt avec le catholicisme qui entend maintenir le rôle politique exercé par ses institutions, tantôt avec le protestantisme qui se rapproche alors de la libre pensée en considérant la pratique des cultes comme un fait de conscience individuelle n'intéressant point l'Etat. Et leurs hésitations communiquent à l'Université quelque opportunisme. Ils redoutent la religion comme force; ils souhaitent annexer la religion comme frein. Ils entendent que l'enseignement soit laïque et que le problème de la religion ne passe plus comme autrefois au premier plan, sans quoi les théologiens imposeraient silence aux philosophes. Mais ils consentent à ce que la philosophie demeure ce qu'elle était déjà dans la Monarchie de Juillet « une garantie de l'ordre établi, qu'elle s'honore de consolider les fondements des plus nobles croyances de l'humanité, qu'elle se juge à ses conséquences pratiques et sociales ». Aussi bien leur faut-il fonder une morale. Alors une nouvelle face de la spéculation de Boutroux apparaît. Il ne suit pas seulement le développement de ses convictions propres en établissant contre les sciences positives la légitimité de la métaphysique et en donnant au problème moral une solution religieuse; il collabore à une œuvre commune. Il ne cède pas seulement au besoin d'enrichir son expérience personnelle en devenant historien de la philosophie. Il cherche des titres intellectuels pour une génération qui n'en a pas. Fidèle à l'idéal de civilisation chrétienne proclamé par Guizot à l'imitation des pays anglo-saxons, il croit pouvoir unir aux croyances religieuses les considérations du Kantisme sur la loi morale et le devoir et renforce ainsi indirectement l'action du Néo-Criticisme et de Renouvier. Désormais la morale laïque n'apparaîtra plus comme improvisée; elle cesse d'être une construction hasardeuse faisant appel au seul entendement; elle fait appel aux sentiments moraux et religieux, elle semble reposer sur une tradition qui va de Bœhme à Luther, de Luther à Rousseau, de Rousseau à Kant.

Mais quelle tradition est-ce là ? Tradition orale qui se

transmet de bouche en bouche dans les milieux populaires, dans les milieux savants ou tradition recréée par le labeur patient de l'historien? Tradition vivante ou tradition de culture? Il semble bien que les travaux historiques de Boutroux n'aboutissent à une justification de son attitude en métaphysique et en morale qu'au prix d'un sacrifice considérable dont on peut regretter qu'il ait été consenti. En suivant le développement de l'esprit de réforme et les prétentions croissantes de la conscience individuelle, Boutroux peut mettre en lumière des aspects délicats de la conscience morale et religieuse, il est amené à méconnaître le sens profond de l'évolution des arts, sciences et beaux-arts à partir de la Renaissance. Aussi n'attribue-t-il pas à la philosophie ionienne, à la mécanique moderne, à l'œuvre de Galilée le rôle émancipateur qu'elles eurent dans la constitution de l'intelligence. Il accentue la rupture établie par le Spiritualisme entre le XVIII^e^ et le XIX^e^ siècle. Il méconnaît la portée de l'œuvre d'Auguste Comte qu'il identifie aux formes adultérées du Positivisme. Par suite, il perd le sentiment de nos traditions véritables qu'un échange constant des milieux scientifiques, mondains et populaires suffisait à produire; il perd le sentiment de l'idéal humain que le XVIII^e^ siècle fait jaillir d'une confrontation incessante des ressources de l'activité humaine avec les conditions offertes par la société. Il perd de vue la place et le rôle véritable de la science lorsqu'il croit, avec son temps, qu'humaniser la science est faire retour au Pragmatisme. Il oublie qu'elle a laissé des traces trop profondes dans nos habitudes mentales pour céder le pas d'une manière durable aux retours offensifs du sentiment. Son œuvre peut souhaiter maintenir entre des forces antagonistes un équilibre factice; elle peut dissimuler le drame de pensée qui se joue depuis la Renaissance italienne, donne à notre passé son accent humain, sa profondeur au lyrisme de Nietzsche. Quand vient le moment de choisir et d'agir, l'antagonisme des forces adverses renaît plus impérieux. D'ailleurs pourquoi nous étonner de la vitalité des croyances, du peu de vigueur de la science nouvelle? Il a fallu bien des siècles pour fonder le Christianisme, il en faudra sans doute au moins autant pour

fonder la civilisation nouvelle où vive l'esprit de la Renaissance qui a lui aussi ses croyants et ses martyrs. Partir à l'aventure avec les pays anglo-saxons, qui n'ont jamais eu de traditions véritables parce qu'ils n'ont pas connu l'esprit de société et qui ont dû toujours aller, les yeux bandés, confiants dans les tâtonnements de l'empirisme, est renier l'esprit de la Renaissance que la France recueillit fidèlement pendant trois siècles. C'est rompre avec un passé vivace qui sut mettre au rang de vertu la sincérité de l'effort humain.

Ainsi la tentative de Boutroux, comme celle de tous les métaphysiciens contemporains, est impuissante à contenir le mouvement des sociétés modernes. Trop de besoins nouveaux se font jour ; trop de besoins anciens se réveillent à mesure que le sentiment de la science devient plus intérieur. Les survivances résistent aux courants pour autant que les institutions retardent sur les mœurs. Les générations de la troisième République trahissent des dispositions nouvelles. Les mêmes hommes qui ont appris de Boutroux à faire de l'histoire de la philosophie un objet d'études rigoureuses s'écartent bon gré mal gré du métaphysicien en conservant le souvenir reconnaissant des jeunes hommes pour leur maître. Ils restituent à la tentative courageuse de Ribot et d'Espinas toute sa portée et toute sa valeur. Ils s'aperçoivent qu'en fondant à nouveau dans une période d'ordre moral, sur les données de la biologie, l'étude de l'homme et l'étude des sociétés, l'un et l'autre maître ont facilité à leur insu l'intelligence de l'œuvre synthétique d'Auguste Comte, cependant que le recul des temps lui restitue ses proportions exactes. L'approfondissement du positivisme encore proscrit de la Sorbonne, la familiarité avec les disciplines scientifiques, le sentiment des mouvements sociaux permettent aux esprits de collaborer à la constitution de la science nouvelle. Cependant que Brunschwig et Rey entreprennent une philosophie et une critique des sciences, cependant que Delacroix introduit à nouveau dans les études psychologiques l'esprit de finesse, Durkheim, Lévy-Bruhl, Rauh et Belot entendent également replacer l'homme dans le milieu social qui est pour lui source de vie et de moralité et fondent, par des

moyens divers mais également rationnels, qui une science des mœurs, qui une morale répondant également aux besoins des sociétés. Ce faisant ils rejoignent nos traditions.

Au début du XX^e^ siècle, leur exemple indiquait, sans qu'ils s'en doutassent, la voie à toute une génération. Éloignée déjà d'une époque de reconstruction où il avait été nécessaire de galvaniser l'esprit positif et de se confier aveuglément à la science, celle-ci n'avait plus besoin d'assurances aussi immédiates. Elle était curieuse de saisir, sous les vérités scientifiques, les croyances religieuses, les convictions morales, les démarches de l'activité humaine se prêtant sans cesse à des conditions d'existence nouvelles. Elle rejoignait l'esprit du XVIII^e^ siècle en un mouvement qui n'était point concerté. Elle était trop vivante pour attendre des livres seuls sa discipline. Les cadres d'un enseignement d'école convenaient mal à son originalité; elle se sentait comprimée, réduite, diminuée par la préparation des concours qui suppose parfois trop de souplesse morale, une médiocrité moyenne et un défaut d'initiative. Elle rejoignait l'enseignement donné plutôt qu'elle s'y appliquait; elle avait une tendance instinctive à le dépasser. Elle avait assez de décision pour dissiper une atmosphère étouffante. La leçon du Théâtre français, la leçon du Louvre rejoignaient pour elle la leçon du Cartésianisme. Elle apprenait à aimer dans le théâtre les arts plastiques, l'architecture, l'effort humain et décelait dans l'œuvre de Corneille, de Flaubert ou de Dumas la volonté organisatrice qui anime le *Discours de la méthode*. Regrettant de n'avoir pas Michelet pour guide, elle dénombrait nos richesses spirituelles encloses dans les monuments de Paris que la foule humaine contourne et bat incessamment. Puis elle suivait ce mouvement de flux et de reflux, elle s'éprenait de compassion pour les vies sans joie, sans repos, usées par le labeur journalier. Elle se demandait avec inquiétude si les transformations du monde nouveau suffisaient pour légitimer une telle servitude et capter l'ingéniosité humaine palpitant à l'appel du bonheur dans le réseau des lois économiques inéluctables. Elle discernait dans le socialisme moins la révolte d'une classe aspirant au bien-être, qu'une révolte de la

conscience morale et de l'esprit en face des régressions imposées à la civilisation française par la toute-puissance de l'argent et elle pressentait que rien ne pourrait effacer la trace lumineuse d'un Jaurès. Son champ d'observation s'élargissait. Elle savait qu'on mesure indifféremment les idées et les hommes dans les meetings, les concerts de danse et les laboratoires. Soucieuse de propreté morale, elle laissait aux jeunes gens sans discipline ou sans scrupules le soin de demander aux œuvres anarchiques du premier Barrès et d'André Gide l'art de parvenir et de donner quelque élégance au cynisme ; il lui suffisait de Stendhal. Non qu'elle fût gagnée par le Kantisme et moralisante à l'excès. Elle laissait aux casuistes l'art d'apaiser les scrupules de conscience et de concilier les compromissions quotidiennes avec la loi morale ; elle laissait aux esprits sans sève le soin de farder les survivances mentales ; mais elle avait un besoin de véracité. Elle pensait avoir retrouvé l'attitude française face à la vie. Il y fallait peut-être beaucoup d'étude, il y fallait aussi un peu d'amour. Attentive aux souffles d'Europe elle se rendait compte que souvent l'admiration pour Ibsen et Tolstoï dissimulait la méconnaissance de notre littérature. A peine était-elle effleurée par l'essor libérateur de Nietzsche et sentait avec émotion l'appel latin de Gabriele d'Annunzio évoquer ses souvenirs virgiliens. Jalouse de son originalité et de son indépendance elle se tenait à l'écart des partis politiques et des coteries littéraires. Elle savait qu'on n'enrôle pas les pensées libres. Elle savait aussi que la philosophie n'a pas de contenu propre et n'est qu'un effort pour maintenir un équilibre entre toutes les forces vivantes. En se mesurant avec la vie, en se mesurant avec ses aînés, elle avait voulu capter ces forces, emportée par la présomption, l'énergie et l'assurance qui sont le visage de la jeunesse.

Les échanges intellectuels avaient donné aux jeunes hommes la pleine conscience d'eux-mêmes et le sentiment de leur valeur, quand il leur fallut, en 1914, s'adapter à un mode de vie tout nouveau, assister à la disparition de l'esprit critique, à l'empire de l'opinion. Dans une guerre de cinq années les meilleurs d'entre eux sont tombés tandis que certains de leurs maîtres

reniaient l'enseignement donné. Les hommes d'âge qui avaient représenté en leur temps un aspect de la pensée française eurent-ils un mouvement frileux d'épaules devant la rafale? Entendirent-ils le grand cri de détresse qui montait du front, couvrait leur voix et se répercute encore? Furent-ils insensibles au souvenir de leur propre jeunesse? Ont-ils su, ces maîtres de vérité, lorsqu'ils cédaient à l'opinion, quel drame intérieur se jouait dans la conscience de ceux-là mêmes, qu'ils avaient accepté d'initier à la vie intellectuelle, quelle amertume et quelle tristesse ils laissaient aux jeunes hommes qui devaient survivre à leurs admirations, à leurs amitiés ?

Raymond Lenoir.

QUELQUES CONSIDÉRATIONS SUR LA CHIMIE BIOLOGIQUE CONTEMPORAINE

Peu de sciences ont des frontières aussi mal délimitées que la chimie biologique. D'aucune peut-être il n'est plus malaisé de donner une définition.

Elle s'applique à l'étude de la chimie des phénomènes de la vie. Et il nous faudrait dès le début définir et la chimie et la vie.

Pour la chimie, on peut accepter l'habituelle formule et la considérer comme l'étude des propriétés inhérentes aux corps simples et composés ainsi que de leurs réactions. Encore faut-il remarquer que la limite, bien nette il y a cinquante ans entre la physique et la chimie, est totalement effacée aujourd'hui. Lorsque la matière se présente en son ultime état de division, que les charges électriques conditionnent son activité, on ne peut plus différencier les propriétés physiques des propriétés chimiques. Pour le plus grand bien de ses deux ainées, une science jeune et active s'est élaborée, la chimie physique. C'est elle qui doit étudier les propriétés essentielles de la matière, les transformations constitutives des corps sous l'influence des causes physiques, et enfin la production de phénomènes physiques sous l'influence de modifications, de la constitution des corps.

De la chimie à la physique, on peut passer par d'insensibles transitions, ce qui rend illusoire toute tentative rigoureuse de définition.

Mais n'est-il pas bien plus impossible encore de définir la Vie :

Croirions-nous nécessaire de débuter dans nos études par une entreprise de ce genre ? se demandait Claude Bernard, dans une de ses leçons sur les phénomènes de la Vie. Et il remarquait aussitôt que « quand on veut définir ces notions primitives, on ne peut jamais les éclaircir par rien de simple, on est toujours obligé d'introduire dans la définition le mot même à définir...

La méthode qui consiste à définir et à tout déduire d'une définition peut convenir aux sciences de l'esprit, mais elle est contraire à l'esprit même des sciences expérimentales.

C'est pourquoi il n'y a pas à définir la vie en physiologie. Lorsqu'on parle de la Vie, on se comprend à ce sujet sans difficulté, et c'est assez pour justifier l'emploi du terme d'une manière exempte d'équivoque.»

Ces paroles, prononcées par l'illustre physiologiste dans son cours de 1870 n'ont rien perdu de leur exactitude. Pas plus que de son temps il n'est pas possible de définir la Vie autrement que par l'étude critique de ses caractéristiques essentielles.

Parmi les phénomènes chimiques dont les êtres vivants peuvent être le siège, nous pensons qu'il est utile de distinguer deux ordres différents : les phénomènes vitaux, et les phénomènes extrinsèques à la vie.

Dans cette deuxième catégorie, nous rangerons tous ceux qui pourraient se produire en l'absence de tout caractère vital dans le substratum.

Jetons dans le feu un rameau vert. Il devient immédiatement le lieu d'une série de métamorphoses physiques et chimiques, déshydratation, carbonisation, distillation de matières volatiles, oxydations progressives, finalement combustion et incinération.

Dans toute cette série d'opérations n'intervient aucun caractère vital. Sans doute l'élaboration des cellules du végétal a eu un caractère vital, mais dans la série des réactions qiu s'est terminée par la combustion, ce caractère n'est point intervenu.

Dans cet exemple grossier, l'abstention de tout caractère

vital est évidente. Mais la physiologie en fournit bien d'autres où, pour être moins évidente, cette absence n'en est pas moins certaine ou très probable.

La digestion gastro-intestinale des hydrates de carbone, des graisses, des albuminoïdes, est effectuée par une série de diastases secrétées par le tube digestif et ses glandes annexes. Ces mêmes diastases, séparées de l'organisme sont capables, *in vitro* d'effectuer d'identique façon l'attaque des produits alimentaires sur lesquelles on les fait réagir. Cette réaction n'a donc, *in vitro* comme tout caractère vital, que son origine.

Mais cette même digestion des produits alimentaires peut être obtenue au moyen de réactifs purement chimiques, acides ou alcalins. Or, d'après les conceptions actuelles, il semble très probable que les diastases n'agissent pas par un mécanisme différent, concentrant en quelque sorte sur les corps à attaquer les traces d'acidité du milieu [1].

La digestion — qu'il faut bien se garder de confondre avec l'assimilation — peut donc être considérée comme un phénomène extrinsèque à la vie.

On pourrait en dire autant de certaines parties de la fonction respiratoire... etc.

Par contre, certaines réactions sont intimement liées au protoplasme vivant et nous sommes actuellement incapables de les accomplir sans son aide, sauf quelquefois par des voies détournées, différentes de celles qu'emprunte l'organisme : ce sont les phénomènes de synthèse organisatrice, pour reprendre l'expression toujours valable de Claude Bernard.

Si nous avons proposé de diviser de la sorte les réactions dont les êtres vivants peuvent être le siège, c'est pour permettre de reconnaître plus clairement les deux courants principaux qui entraînent aujourd'hui la Chimie Biologique.

Etudier en soi chacun des corps composés dont sont constitués les êtres vivants, déterminer leur place parmi tous

1. Nous regrettons de devoir ici exprimer aussi approximativement et brièvement la si intéressante théorie d'Ambard.

les corps biologiques ou non qui sont déjà connus, refaire par voie chimique la synthèse que la nature avait effectuée par d'autres procédés, voilà des travaux qui relèvent de la Chimie Biologique. Mais seulement par l'origine du matériel utilisé. N'était l'usage d'instruments et de techniques spécialisés, ces recherches pourraient être fructueusement poursuivies par un chimiste minéral ou organicien.

Les caractères vitaux sont entièrement étrangers à ces études.

D'un point de vue philosophique, la connaissance ce d'un corps ou d'un fait nouveau n'a de signification que si cette connaissance permet une compréhension plus large des lois naturelles. Le nombre des composés étant illimité, il est sans importance en soi d'en connaître un de plus.

Découvrir un alcaloïde ou un glucoside sans applications théoriques ou pratiques peut satisfaire l'esprit d'un collectionneur de timbres-poste, mais n'offre aucune utilité pour les sciences.

Du point de vue purement chimique, ces recherches analytiques ont présenté cependant un très appréciable intérêt. L'attention a été attirée sur certaines familles chimiques, les glucosides par exemple, dont la structure moléculaire a été l'objet de nombreux et fructueux travaux.

Si la chimie a bénéficié de ces recherches analytiques effectuées sur les êtres vivants, abstraction faite de tout caractère vital, il faut aussi noter que, sans eux, l'étude de de ces caractères n'aurait pu être poursuivie.

Elle exigeait en effet la connaissance préalable de leur substratum. Celle-ci était à peine ébauchée voici un demi-siècle et on peut dire que c'est dans ces trente dernières années que se sont accumulés les documents si nombreux et si précis dont nous disposons aujourd'hui sur la constitution des êtres vivants. Ils sont l'œuvre de chimistes et les théories biologiques leur sont étrangères.

A côté de ces travaux, se rencontrent des recherches également d'ordre purement analytique mais qu'on aurait grand tort de confondre avec les précédents : ce sont celles qui

ont trait à la présence de traces de certains éléments minéraux dans les organismes vivants.

On sait particulièrement depuis les recherches de Gabriel Bertrand et de ses élèves qu'un certain nombre de métalloïdes ou de métaux (arsenic, manganèse, zinc, bore, fluor... etc.) se retrouvent d'une façon à peu près constante chez tous les êtres vivants, mais à l'état de traces, de l'ordre grandeur du millionième. Ils avaient échappé aux précédents expérimentateurs en raison même de cette infime proportion. En effet, les méthodes habituelles de l'analyse chimique sont d'une précision assez limitée. En se contentant de suivre la marche dichotomique d'une analyse classique on ne s'apercevra nullement de la présence de ces traces d'éléments : entraînés par d'autres précipités ou dilués dans la masse des liqueurs, ils restent invisibles.

Pour la recherche de chacun d'eux, il a fallu imaginer une technique analytique spéciale. Ces traces ne furent point découvertes par hasard, mais recherchées systématiquement, leur existence étant supposée avoir une signification biologique que nous avons étudiées ici-même dans un article consacré aux infiniment petits chimiques en Biologie.

Cette question est encore fort loin de pouvoir être considérée comme résolue. Il faut attendre que, de tous les documents amassés, un esprit puissant et synthétique tire les lois générales qui y sont incluses mais que l'on n'a pas encore su déchiffrer.

Dès maintenant, il est établi que dans certaines réactions diastasiques, le rôle actif est joué par une trace d'élément minéral, la partie organique du complexe diastasique ne remplissant que le rôle de complémentaire activante (G. Bertrand). Ceci permet de comprendre que sur des êtres vivants, tels que l'Aspergillus, une action favorisante soit constatée par l'adjonction au milieu nutritif, de manganèse, à un état de dilution aussi avancé que un milligramme pour dix mètres cubes.

On voit que des recherches de cet ordre, cependant purement analytiques ont une tout autre signification que

la monotone extraction des composants complexes des échantillons nouveaux de familles bien connues.

* * *

Avec elles nous abandonnons déjà les travaux d'essence proprement chimique, lesquels constituent une des deux parts de la Chimie Biologique, et nous en arrivons aux œuvres de Biochimie purement orientés vers la physiologie.

Le matériel, les techniques y sont identiques, mais l'esprit qui anime ces recherches en est assez profondément différent.

Ce ne sont plus des problèmes de chimie dont la solution est cherchée dans la matière d'êtres vivants. Ce sont les caractères mêmes de la vie qui sont étudiés par des méthodes chimiques. L'intérêt est totalement déplacé. Ce ne sont plus les disciplines de la chimie — que M. Urbain vient de préciser dans un livre bien remarquable — auxquelles le travailleur doit se soumettre, mais bien celles de la biologie. Nous parlons évidemment des disciplines intellectuelles et non de la rigueur des techniques, assurément égale quel que soit l'objet poursuivi.

Dans ces recherches, la chimie est utilisée au même titre que la mécanique, la physique, voire le dessin ou la photographie, pour déterminer un des aspects d'un phénomène. Elle pourra n'être employée qu'accidentellement au cours d'un ensemble de travaux se rapportant au même problème, et ne pourra évidemment, imposer son caractère à cet ensemble.

Au cours d'expériences de physiologie pure utiliser une technique banale d'analyse n'est point faire œuvre de chimie biologique. Par exemple, au cours de travaux sur le diabète, faire pratiquer le dosage de sucre dans les urines par les méthodes classiques ne range point ceux-ci dans la chimie biologique. Mais si ces dosages s'accompagnent d'une étude originale et un peu approfondie d'autres corps éliminés en même temps que le glucose, le travail accompli peut-être considéré comme du domaine de la biochimie.

Les limites entre celle-ci et la biologie ne peuvent être tracées. Leurs buts se confondent : l'étude des phénomènes de la vie, chez les végétaux, et chez les animaux.

Avant Claude Bernard, ils étaient considérés comme essentiellement différents.

Dumas et Boussingault, dans leur statique chimique des êtres vivants, les opposaient les uns aux autres. Un végétal, disaient-ils dans leur théorie alors célèbre, produit des matières sucrées, grasses, albuminoïdes, réduit avec dégagement d'oxygène, l'acide carbonique, l'eau, la solution d'ammoniac, absorbe de la chaleur et est immobile. Par contre, un animal produit, avec absorption d'oxygène, de l'acide carbonique de l'eau, de l'ammoniac, dégage de la chaleur et se meut.

Pour eux, la synthèse chimique appartenait aux végétaux et la combustion aux animaux. Un des plus brillants titres de gloire de Claude Bernard c'est d'avoir établi la fausseté de cette conception; non seulement stérile, elle était encore néfaste, car elle entraînait à rechercher les différences entre les deux classes d'ordres vivants, et par conséquent, s'opposait aux vues synthétiques rassemblant les caractères communs, les seuls essentiels à la vie.

La création et la destruction, au lieu d'être partagés entre les deux règnes sont intimement unies dans tout être et dans toute partie vivante.

Il y a nécessairement dans l'être vivant deux ordres de phénomènes : 1° Les phénomènes de création vitale ou de synthèse organisatrice;

2° Les phénomènes de mort ou de destruction organique.

Le premier de ces deux ordres de phénomènes est seul sans analogues directs : il est particulier, spécial à l'être vivant.

Le second est d'ordre physico-chimique, le plus souvent le résultat d'une combustion, d'une fermentation, d'une putréfaction... Ce sont les véritables phénomènes de mort... Toute manifestation d'un phénomène dans l'être vivant est nécessairement liée à une destruction organique[1].

1. Cl. Bernard 1re et 5e leçon sur les phénomènes de la Vie.

Le génie du grand physiologiste n'est nulle part aussi éclatant que dans ces lignes. Sa conception de la vie, équilibre entre les phénomènes de décomposition et les phénomènes de synthèse est une des plus impressionnantes prévisions qui se rencontrent dans l'histoire des sciences. Nous verrons en effet plus loin, que les phénomènes diastasiques, bases de la vie, sont, suivant les circonstances, des processus de décomposition ou de synthèse, lesquels s'équilibrent en un certain point. A une époque où les diastases étaient à peine connues, où d'autre part Berthelot avait à peine ébauché l'étude des équilibres chimiques, le génie de Claude Bernard avait pressenti que ceux-ci, grâce à celles-là conditionneraient le fonctionnement vital.

Le même grand savant faisait cette remarque que les phénomènes de destruction ou de mort vitale sont ceux qui vous sautent aux yeux. Les produits de secrétion ou d'excrétion tentent d'une manière tangible et toute objective la plus élémentaire curiosité; l'examen de l'urine fut la première tentative de chimie biologique faite par la médecine. Plus un produit est abondant et de récolte facile, plus nombreuses furent les recherches à son sujet. On ne peut donc s'étonner que la grande majorité des travaux de biochimie aient été dirigés vers les phénomènes de destruction organique.

A l'étude de ceux-ci suffisaient d'ordinaire les techniques de la chimie et un minimum d'hypothèses de travail. Le plan de ces travaux est assez monotone : Isolement et purification du corps dont on veut étudier les produits de décomposition dans l'organisme. Séparation *in vitro*, de ce corps en ses constituants. Tentative de reproduction par synthèse chimique du corps étudié. Telle est la partie plus spécialement chimique de l'ouvrage. Ensuite vient la recherche et le dosage en divers points de l'organisme et en diverses circonstances de ces produits de dédoublement. Voici pour la partie biologique.

Cette besogne a été effectuée pour la plupart des composants importants des êtres vivants. Le cycle de dégradation des principaux constituants de ceux-ci est actuellement connu, au moins dans ses grandes lignes.

Mais nous sommes bien obligés de convenir qu'il n'en est pas de même en ce qui concerne les phénomènes de synthèse organisatrice.

Le terme de synthèse pourrait entraîner ici une confusion : un très grand nombre de composants des êtres vivants ont pu être reproduits par la synthèse chimique : mais si le produit terminal, but de la synthèse, est bien identique (sauf, fréquemment, le pouvoir rotatoire) il n'en est point de même des voies suivies pour y parvenir. Nous ne sommes donc point instruits des procédés générateurs de la nature, parce que nous avons pu, par d'autres chemins, arriver au même terme qu'elle.

Par des expériences qui appartiennent à la biologie plutôt qu'à la biochimie, on a pu déterminer et parfois fort exactement les conditions extérieures qui influent sur la formation de tel ou tel composé chez les êtres vivants, composition du milieu nutritif, traces d'éléments minéraux, réaction du milieu, température... etc., mais nous ne savons rien, ou presque rien sur le mécanisme de cette formation : or, nous avons vu que ce sont ces phénomènes de synthèse qui, des deux termes opposés, destruction et, synthèse constituent le caractère propre et fondamental de la vie.

* * *

Les biochimistes, cependant, ne s'en désintéressent point et leurs travaux tentent d'aborder le problème par deux voies différentes : l'étude des diastases et celle des phénomènes sériques.

De tous les mécanismes auxquels obéissent les réactions chimiques chez les êtres vivants : animaux ou végétaux, le plus général est le processus des diastases ou ferments solubles. Presque toutes les transformations moléculaires spécifiquement biologiques subies par les matériaux des êtres vivants sont l'œuvre des diastases.

Nous retiendrons d'elles que ce sont des agents de catalyse, fonctionnant seulement dans des conditions extérieures

de température, de composition du milieu, voisines de celles que présentent les êtres vivants. Peu précise, cette définition a l'avantage de ne point créer pour les diastases une classe spéciale, mais de les considérer comme des agents catalytiques analogues à ceux qu'utilise la chimie minérale ou organique (oxydes de cuivre, de fer, mousse de platine etc.) mais qu'une présentation spéciale inconnue de nous rend capables d'activité seulement dans les limites voisines de celles des conditions vitales. Un nombre considérable de diastases est actuellement connu, c'est-à-dire qu'à partir des organismes vivants on peut préparer beaucoup de produits qui, sous un très faible poids, sont capables de modifier la composition d'une grande quantité d'autres produits spécifiquement déterminés (Réactions d'oxydation, de réduction, d'hydrolyse, etc.)

Les circonstances extrinsèques de ce phénomène ont été étudiées dans le plus grand détail : des réactions assez semblables ont pu être obtenues avec les corps préparés par synthèse chimique. Néanmoins, sur l'essence même de ce processus, on en est encore réduit aux hypothèses.

Dans ces dernières années, et spécialement grâce aux beaux travaux du Pr. Bourquelot, un fait nouveau et d'une importance considérable a été découvert : la reversibilité des phénomènes diastasiques.

Sur plusieurs glucosides, ce savant a démontré que, dans des conditions de milieu et de durée déterminées, une diastase est capable de faire la synthèse de ce même corps qu'elle peut décomposer. Ces travaux en sont encore à leur début, et il est profondément déplorable que la mort ait empêché le Pr. Bourquelot de les poursuivre plus longuement.

Mais cet équilibre entre la synthèse et la décomposition mis en évidence par le grand chimiste contemporain n'est autre chose que la réalisation de la géniale prévision de Claude Bernard concevant le vie et la mort comme les deux faces d'un même phénomène.

On conçoit combien peut être fertile pour la biochimie l'étude des diastases : non point tant la recherche de nouvelles

diastases ou de nouvelles sources de diastases déjà connues, mais bien plutôt l'étude des propriétés de celles que nous connaissons déjà.

Par bien des points, ces réactions diastasiques sont voisines de celles dont est le siège le sérum sanguin. A la suite de travaux pastoriens sur les vaccinations et l'immunité, l'étude de cette humeur de l'organisme a pris une telle extension qu'elle est devenue une science spécialisée, la sérologie. Elle eût paru devoir rester du domaine de la biochimie. Si elle s'en est échappée, c'est que les méthodes analytiques se sont montrées à son égard d'une impuissance totale.

La toxicité naturelle ou acquise de certains sérums, le pouvoir préservatif de ceux qui confèrent l'immunité ne se traduisent par aucune différence appréciable de constitution chimique. Un nombre incroyable de substances hypothétiques a été invoqué pour expliquer les phénomènes sériques. Aucune n'a pu être isolée et les systèmes théoriques qui avaient été édifiés sur elles se sont successivement écroulés. Ils n'ont servi qu'à encombrer le vocabulaire scientifique d'un verbalisme extrêmement dangereux pour la lucidité des idées. Expliquer la précipitation d'un sérum par un autre en disant qu'il renferme une précipitine n'est point différent d'invoquer la vertu dormitive de l'opium.

Spécialement à la suite des mémorables travaux de Bordat et Gengou, la sérologie est entrée dans une autre voie et elle a contribué à y entraîner la biochimie : celle des études de chimie-physique.

Les recherches contemporaines montrent qu'il faut chercher l'explication des propriétés biologiques des sérums non point dans une variation de la composition chimique, mais dans leur obéissance aux lois de chimie-physique qui régissent les colloïdes. On sait que les forces proprement dites physiques, électricité, tension superficielle, attraction, mouvement brownien, interviennent dans les réactions des corps entre eux. Ces notions, déjà importantes dans l'étude des électrolytes deviennent capitales dans celle des colloïdes. L'action thérapeutique de certains d'entre eux

semble même indépendante de la nature du métal qui les constitue et être due entièrement à leur état physique spécial.

Or le sérum, comme d'ailleurs la presque totalité des constituants biologiques, est colloïdal. Par là, on peut dire que la chimie physique a conquis la chimie biologique. Cette conquête est, à notre avis, le fait le plus marquant de l'histoire des sciences naturelles contemporaines et a eu de profondes répercussions, reculant les bornes du vitalisme.

Mais la chimie physique est une science très jeune. L'étude des colloïdes en est encore à ses débuts, même en ce qui concerne les colloïdes minéraux de synthèse, métaux de Bredig ou hydrosols obtenus par double décomposition.

Si celle-ci était aussi avancée que celle des réactions purement chimiques, on en pourrait tirer d'immédiates et fécondes déductions, directement applicables aux colloïdes naturels. Mais il est bien loin d'en être ainsi. Cependant, à peine soupçonnée chez les colloïdes minéraux les plus simples, telle propriété était immédiatement recherchée dans les colloïdes de l'organisme. L'année ne s'achevait pas sans qu'on tentât de l'utiliser en thérapeutique.

Cette allure fébrile du travail est loin de la méthode calme et assurée de la pure biochimie. Souvent, elle a entraîné des chercheurs dans des voies sans issues. Mais elle est propice aux larges hypothèses et témoigne de cette vitalité, symptôme de début des grandes époques scientifiques.

Parmi ces hypothèses, on ne peut négliger la très séduisante théorie à laquelle M. A. Lumière vient de consacrer son livre *Rôle des colloïdes chez les vivants*.

Pour cet auteur, l'état colloïdal conditionne la vie, la floculation amène la mort.

Par floculation, on entend une agglomération des granules colloïdaux, par laquelle ils perdent leurs caractères essentiels, notamment la mobilité. Outre de très intéressantes expériences personnelles qui y sont rapportées, ce livre a le grand mérite de proposer une très vaste théorie des phénomènes vitaux, et d'en tenter une explication synthétique. Celle qui nous est proposée si elle n'est point totale,

ce dont convient l'auteur, nous paraît la plus convenable à adopter comme hypothèse de travail. Nous ne partageons pas toutes les idées de M. Lumière, notamment celle qui concerne le rôle du froid agissant par vaso-constrition pour retenir les floculats. Elle nous paraît trop simpliste et la part de vérité qu'elle peut renfermer demande à être complétée.

Mais dans un semblable ouvrage, il importe assez peu que des points particuliers soient sujets à discussion pourvu que l'ensemble suggère des expériences nouvelles. Il en est certainement ainsi du livre de M. Lumière.

L'orientation actuelle de la biochimie vers la physique se heurte à une très grosse difficulté. Il devient nécessaire au biochimiste se consacrant à l'étude des colloïdes de posséder une instruction physique, théorique et pratique très développée. Or les travailleurs qui ont commencé leur carrière voici quelque vingt ans par exemple, n'ont point acquis de telles connaissances, au moins pour la plupart.

D'un autre côté, les physiciens qui s'attachent aux problèmes de chimie-physique restent avant tout des physiciens, avec le goût et l'habitude du langage mathématique, mal entendu des biologistes. Les rapports sont insuffisants entre ces deux groupes. La preuve en est dans le faible nombre des biochimistes qui suivent régulièrement les séances de la très active Société de chimie-physique. Mais cet obstacle au développement de la chimie-physique n'est que passager, car les jeunes générations, mieux averties, s'armeront d'une sérieuse instruction physique avant d'aborder l'étude des caractères généraux de la Vie.

*
* *

Les sciences peuvent se classer d'après le degré d'abstraction et de généralité de leurs lois. On dresse ainsi une échelle continue dont le sommet s'appuye sur les mathématiques, et dont les successifs échelons descendants seront la physique, la chimie, la biologie. Purement expérimentale à ses débuts, la physique devient chaque jour plus mathématique.

La chimie à son tour se soude étroitement à la physique, elle entraîne la chimie biologique dans cette ascension vers les lois abstraites et générales.

Le mouvement de chaque science vers une connaissance d'une qualité supérieure constitue essentiellement le progrès [1].

Henri DEJUST.

1. On ne peut, même dans une étude aussi brève, passer sous silence l'existence de la Société de chimie biologique.

Elle a été fondée à la fin de l'été de 1914. Depuis longtemps les biochimistes regrettaient que n'existât point une société spécialement affectée à leurs travaux, les réunissant en des séances périodiques et publiant les mémoires originaux. Pour la chimie, pour la physique, pour la biologie, de semblables sociétés existaient depuis longtmeps, et avaient rendu d'inappréciables services.

Au printemps de 1914, quelques collègues et moi nous réunissions pour tenter de fonder une Société de chimie biologique en France. Le professeur Dastre nous fournit la généreuse hospitalité de son amphithéâtre. Très nombreuses, les adhésions arrivèrent de toutes parts et à l'heure actuelle, la dite société comprend à peu près tous les biochimistes français, et de nombreux membres étrangers.

VIE LITTÉRAIRE

FRANCE

L'Epithalame, par Jacques Chardonne.

L'attribution du prix Goncourt n'a jamais soulevé autant d'objections que cette année. Jamais le choix fait par les Dix n'a été aussi vivement discuté. Excellent symptôme. On lit, on s'intéresse aux livres. Les écrivains ont désormais un public élargi de lecteurs qui lisent par goût de la lecture, sans souci de snobisme et sans cette inquiétude laborieuse de vouloir se tenir au courant qui ne favorise pas toujours le bon jugement.

Il faut beaucoup espérer de cette immense population de nouveaux lecteurs qui sont les innombrables nouveaux riches, grands et petits, issus du bouleversement de la guerre. Ces hommes et ces femmes (les femmes très nombreuses) n'apportent pas dans le choix de leurs livres la moindre idée préconçue. Attentifs et captivés, ils lisent vraiment pour pénétrer des caractères et des milieux inconnus, pour se laisser emporter au courant des péripéties et des passions au milieu desquelles s'agitent les héros de la fiction, ils lisent pour élargir et pour varier leur vie, pour contempler d'une manière plus précise et plus ordonnée ce défilé des images que tout être fait instinctivement surgir en soi-même, et par quoi il recrée la vie ou il s'en distrait.

Il s'est produit cette année un fait curieux : deux romans, de genres absolument différents, *Batouala* et l'*Epithalame*, ont obtenu le même nombre de voix : 5 contre 5. Le suffrage du président équivalant à deux voix a fait pencher la balance en faveur de *Batouala*. Cette convention du scrutin n'en laisse pas moins subsister le fait que, dans l'opinion de dix hommes de lettres, les deux livres sont arrivés à « égalité ».

Les membres de l'Académie Goncourt ont passé, dans la presse, un assez mauvais quart d'heure et, au sortir de leur conclave, ils ont

subi quelques assauts. L'énorme écart de genre, de style, de tendances, qui sépare *Batouala*, roman nègre à visées sociales, de l'*Epithalame*, roman psychologique minutieusement étudié et d'une extrême distinction de pensée et d'intention, a amené le conflit à l'état aigu. Personne n'a lu *Batouala* qui ne veuille ensuite lire l'*Epithalame*.

L'autre jour, un écrivain de caractère indiscret rencontrait Rosny l'aîné dans un salon. Curieux, poussé par le désir de faire parler un homme de lettres dont il admire le talent sur le fameux cas des deux romans à 5 contre 5, il interrogea : « Mon cher Maître, j'espère que vous n'avez pas voté pour *Batouala* ». L'entrée en propos était audacieuse, d'autant plus que le questionneur ignorait complètement si, oui ou non, Rosny avait voté pour ou contre *Batouala*. L'auteur de *Bilatéral* leva d'un même mouvement lent et grave la tête et les deux mains dans une attitude sérieuse et souriante, la barbe en pointe, les yeux étincelants, avec cette physionomie douce, intelligente et d'une ironie orientale pleine de dignité qui l'a fait comparer par Léon Daudet à un mage persan.

Dans le salon bizarre, entouré de gens du monde, de danseuses et d'artistes, tout occupés de la préparation d'un ballet japonais, le bon persan Rosny, sur un ton posé, pesant ses mots s'exprima nettement : « Oh! non, je n'ai pas voté pour *Batouala*. Je n'ai rien à dire contre cette œuvre, sinon qu'elle ne m'a paru à aucun titre remplir les conditions réclamées d'un roman présenté pour le prix Goncourt, tel qu'il a été institué. L'*Epithalame* avait bien d'autres qualités. C'est un roman psychologique distingué, joliment écrit, qui fait honneur à celui qui l'a composé. Les seules objections que l'on y puisse faire porteraient sur sa longueur. Et encore !... On se demande s'il aurait mieux valu que l'auteur resserrât son livre, pour n'en laisser que l'essentiel, ou si, sous cette forme étendue, les détails de ses descriptions ne lui donnent pas plus de force et de pénétrant attachement. Sous l'une ou sous l'autre de ces deux formes, pour le choix desquelles je ne me prononce pas, l'*Epithalame* est une œuvre originale et remarquable.

Ainsi s'exprima Rosny, en contemplant, sur la muraille en face de lui, un masque japonais, des épées, le bric-à-brac luxueux d'un atelier de peintre, avec cet œil de l'homme de lettres, contemplateur, à la vision éparpillée, saisissant l'ensemble des couleurs et des formes, si différent de l'œil du peintre dont le regard direct s'attache aux détails et poursuit la construction des lignes et la fusion des nuances.

L'Epithalame, petit poème pour célébrer un mariage, dit Littré « L'*Epithalame* », roman, ne célèbre pas, mais commente, explique un mariage de notre époque, pareil à beaucoup d'autres par le malentendu romanesque, et pathétique d'une jeune femme à demi émancipée et d'un jeune homme grave dont l'intelligence décuple la sensibilité.

Le cœur a ses raisons que la raison ne connaît pas, dit une pensée bien usée, comme toutes les vérités d'hier. Mais lorsque l'amour cherche ces raisons et qu'à force de les discuter dans le dédale des déductions personnelles, il croit les entrevoir, ces illusoires clartés, projetées sur l'être intérieur, pareilles aux rayons obscurs qui transpercent les corps opaques, lui font de mystérieuses et terribles blessures.

Le beau roman de M. Jacques Chardonne commence par cette simple phrase qui pourrait être écrite en épigramme sur son frontispice car elle contient toute la curieuse et douloureuse histoire de l'héroïne : « Berthe était une petite fille très gaie, mais elle aimait à raisonner ».

Berthe Degouz est une sœur jumelle de l'émouvante Hélène de la délicate comédie « *Aimer* » de Paul Géraldy. Les deux œuvres « *Aimer* » et « l'*Epithalame* » paraissent à la même heure, l'une au théâtre, l'autre dans le roman, pour marquer un stade de l'évolution des âmes féminines, pas encore libérées, désormais hors de servitude, mais vacillantes, inquiètes, avides, exigeantes, humiliées, éperdues de sensibilité.

Les hommes se marient pour des motifs fort sérieux, parfaitement déterminés, même lorsqu'ils font un mariage d'amour. Les jeunes filles d'aujourd'hui, qui se marient par amour, n'ont d'autres motifs que leur amour et elles ne connaissent pas l'amour. Dès qu elle ont pu découvrir qu'il existe, dans le cœur de l'homme qu'elles ont choisi, un mobile d'action qui ne se attache pas d'une manière absolue à l'amour, à leur amour, elles se laissent aller parfois à cette forme de jalousie « larvée », qui s'attache à tout, envahit tout, fureur snas objet précis, mais qui ronge, s'étend, dévore, et ruine l'entente, l'affection, l'amour dans les unions les plus tendres.

Nous avons, dans l'*Epithalame*, sur Berthe Degouz, tous les renseignements psychologiques, et même physiologiques, capables d'éclairer le caractère de cette jeune fille décevante et charmante. Ses parents : la mère, fantasque, bonne, dépensière, honnête femme, mais sotte ; le père, un brave homme intelligent, mou, timide, mal portant, écrasé par la vie, un de ces personnages, sympathiques d'ailleurs, que l'expérience de la vie, au lieu d'aguerrir, déprime; devenu un vieil homme, M. Degouz ne peut pas encore rencontrer sans embarras un de ses contemporains, qui dans son enfance l'avait affublé d'un sobriquet ridicule.

Mme Degouz, rieuse, timide et gauche, est incapable de lutter contre l'esprit raisonneur de sa fille, elle fuit les controverses où l'engage son enfant, car celle-ci l'embarrasse tout de suite. Le temps s'écoule pour Berthe entre des réprimandes futiles et des embrassades : jamais une véritable parole de cœur; jamais une pensée grave, importante.

Berthe n'a pas de religion. Sa mère est pratiquante. Mais cette enfant raisonneuse et chercheuse a vite fait de découvrir pourquoi sa

mère est assidue à la messe. Elle sent que Mme Degouz y va par plaisir, par habitude. Le devoir, le sentiment religieux, même de la plus basse espèce, superstition et crainte, ne conduisent pas cette artificielle dévote vers l'église. Et Berthe en arrive à se demander, aussi ignorante d'une morale rationnelle que d'une morale mystique, « ce qu'on nomme le bien ». Cette raisonneuse ne jugera, ne comprendra, n'appréciera rien que par le dangereux criterium du sentiment. Elle aura des émotions, des impressions, peu d'idées.

Les créatures de cette sorte sont pourtant d'une grande séduction, pour les sentimentaux.

Berthe Degouz porte dans son cœur l'image troublante d'un être d'élection, dont les faits et gestes la fascinent. Cette obsédante idole est une dame Marie Brun qui vit audacieusement hors la règle. « Je ne veux pas que ma fille devienne une Marie Brun », se dit M. Degouz.

Tous les jeunes gens, toutes les jeunes filles ont vécu dans l'admiration craintive ou exaltée d'une individualité réelle ou imaginaire, qui influe sur leur conduite. Les parents n'ont pas seulement à surveiller, comme ils le peuvent, les amis de leurs enfants, mais aussi il leur faut connaître cet être, parfois lointain, parfois fictif, que les enfants conservent en eux, ainsi que une sorte d'idéal, de dieu bienfaisant ou malfaisant, et auquel ils songent à travers toutes leurs actions.

Par un enchaînement logique, le jeune homme qui aura, sur l'esprit et sur le cœur de Berthe, l'ascendant enveloppant, capable de se transformer en admiration troublante puis en amour, est un ami de cette dangereuse et attirante Marie Brun. Albert Pacaris est le premier homme qui, lui ayant été présenté, traite Berthe comme une jeune fille, et non point comme une enfant. Dès les premiers mots, Berthe et Albert s'entretiennent de la fascinante égarée et, en se rappelant certaines paroles d'Albert, Berthe s'aperçoit que des personnes respectables excusent la conduite de Marie Brun et, ce qui est plus grave, c'est qu'on ne paraît pas bien d'accord sur les actes répréhensibles.

Le flirt de Berthe et d'Albert s'organise. Leur roman a son prélude sous l'égide occulte de cette dame amoureuse et dévoyée, dont la personne et les actions préoccupent l'imagination de Berthe, sans qu'elle parvienne à porter un jugement sur sa conduite.

Albert Pacaris est un jeune avocat, fils d'un maître du barreau, secrétaire de son père après avoir renoncé à la diplomatie. Formation austère. Orphelin de bonne heure, Albert est quelque peu écrasé sous la férule de M. Pacaris qui apparaît bien plutôt sous l'aspect d'un éminent travailleur que d'un homme doué d'une ample et souple intelligence. M. Pacaris est une insensible volonté. La volonté l'a amené à sa brillante situation sans lui donner le sens des nuances des caractères et la largeur clairvoyante de l'indulgence, sans quoi l'esprit le plus

éclatant manque de finesse, et le cœur le meilleur choit dans une mesquinerie vulgaire. Ce grand avocat irascible et systématique, juge d'avance critiquable toute parole prononcée par une personne qu'il peut rudoyer. Ce père impitoyable, pour un mot défectueux, déchire en gémissant les lettres que lui rédige son fils.

Adolescent, Albert Pacaris a fait ses délices des poèmes verlainiens imprécis et tout imprégnés d'une humilité sensuelle. Il fut un enfant passionné et inventif, dont le père, rigide et orgueilleux, a étouffé les élans. Il n'a pas de religion, se demandant comment une croyance mystique peut s'accorder avec la logique. Il est chaste. Il plaît aux femmes, mais il manque à la fois de décision et de tempérament pour se lancer dans les aventures.

Les parents de Berthe ont laissé vagabonder, sans s'en apercevoir, l'esprit ergoteur et éparpillé de leur fille. Le père d'Albert a quelque peu étouffé la spontanéité de son fils pour lui donner une sorte de volonté factice, armature lourde, qui l'aide dans la vie, moins peut-être que ne l'eussent fait les qualités d'abandon naturel, ce sympathique laisser-aller, de quoi se dégage le charme, puissant moyen d'action chez des êtres distingués et intelligents. Ces deux jeunes gens, si médiocrement compris par leurs parents, après s'être rencontrés à la campagne se retrouvent à Paris, où Berthe est venue, avec sa mère, après la mort de son père.

Amoureux lent plutôt qu'amoureux timide, Albert fait de longues stations sous les fenêtres de Berthe pour l'apercevoir, tandis que, derrière les rideaux de son salon, Berthe le regarde de loin avec émotion et se sent déjà toute troublée et inquiète.

Elle, est une passionnée. Lui, est un réfléchi par l'exercice d'une discipline imposée et qui a quelque peu faussé son esprit. Leur liaison est aisée; leur entente est improbable. Berthe consent à descendre, à venir auprès d'Albert. Ils ont des rendez-vous puérils et émouvants, dans la rue. Ils sont touchants, hésitants, délicats, remplis d'un enivrement contenu, ces amoureux qui, au travers des remous bourbeux et puissants du grand courant parisien, passent divinement aveugles et sourds à toutes les turpitudes et à toutes les misères hurlantes et pleurantes autour d'eux.

Au cours de cette idylle très pure Berthe et Albert se révèlent peu à peu l'un à l'autre; lui ratiocinateur, elle instinctive.

Pour multiplier leurs occasions de rencontre, Albert conseille à Berthe de suivre des cours d'esthétique au Collège de France. Ils se retrouvent dans des musées. Entre leurs furtifs baisers posés à peine sur les lèvres, baisers qui jettent Berthe dans une torpeur enivrée, mais qui ne font pas perdre la tête à ce subtil argumentateur, Albert, casuiste obstiné, apprend comme il le dit à Berthe, à regarder la vie. Il avoue qu'il se croit né pour être professeur.

Il ne s'aperçoit pas que cette amie, lentement emportée par son amour avoué, désormais voit le monde, les gens et les choses à travers le garçon distingué, le bavard subtil qu'il est, mais nullement d'après lui. Ce malentendu, dont ni elle ni lui n'ont conscience, sera entre eux plus tard le grave *drawback* de leur vie conjugale. Au courant de ces heures charmantes des premiers épanchements, alors qu'ils cherchent, dans cette naissante volupté de leurs âmes, à se connaître, cette n'est encore qu'une légère brume, pareille à ce brouillard de l'aube, qui donne, à l'horizon, plus de recul, la profondeur de l'infini. Délices, délices trompeuses, au milieu desquelles tant de jeunes gens croient s'être devinés.

Enfin, ils ont des rendez-vous seul à seul, dans l'appartement d'un ami. Elle abandonnée et frémissante. Lui, contenu, discret, incapable d'abuser, dans un vertige de passion, de cette pudeur qui s'offre.

Honnête homme, il entrevoit le danger vers lequel Berthe s'avance, ignorante et pure, et sa singulière vocation de professeur l'inspire. Pudique, audacieux, cet excentrique amoureux se décide à révéler scientifiquement à son amie le mystère de l'attraction des sexes. Il lui dit, à un de leurs rendez-vous, que l'on devrait de bonne heure instruire les jeunes filles sur les côtés physiques de l'amour et qu'il va d'abord lui parler des fleurs...

Révélation plus grave, à leur rendez-vous suivant, Albert dévoile à Berthe, une partie de son passé. Il avoue qu'à vingt-trois ans, il a eu une liaison de trois jours, puis que cette aventure dura tout un hiver.

L'innocente passionnée chez laquelle, sans le savoir, avec une fabuleuse inconscience, Albert éveille non point précisément les sens, mais l'imagination sensuelle, répond doucement qu'elle ne comprend pas qu'on fasse du mariage une sorte de tyrannie, et qu'il lui semble que chacun doive se donner en conservant sa liberté, sa personnalité. Mais, dans ce même instant, elle se complaît, grisée, à la simple caresse, si profonde, des mains d'Albert sur les siennes...

L'été arrive et les vacances. Berthe part pour la mer. Les deux jeunes gens sont séparés. Eloignés l'un de l'autre, leur amour grandit, s'avive. Il accomplit en eux, au cours de la séparation, le même progrès que s'ils ne s'étaient pas quittés. Il s'y ajoute l'âpre appétit anxieux que donne l'habitude rompue. Lorsqu'ils se retrouvent sur une plage, au grand soleil, dès leur première phrase, soudain, le compassé Albert tutoie Berthe. Elle lui répond par ce même tutoiement qui est déjà comme une caresse glissée dans leurs paroles. Leurs mains, leurs bras se lient : leurs lèvres se joignent. Ils marchent, ils courent enlacés. Ils arrivent à une forêt de pins. Berthe éblouie, à bout de résistance, ne sait plus où aller. Elle tombe, elle s'assied, lassée, vaincue, captive. Elle ferme les yeux. Albert se penche vers elle. Ils subissent l'emportement sacré.

A partir de cette heure un amour plus complet, plus réel, non point fait de phrases ambigues et de frôlements inachevés, les lie.

Berthe, revenue à Paris, demeure sous l'impression d'un songe ardent. Enveloppé par un enchantement contagieux, Albert, dont les lentes volitions s'opèrent toujours en plusieurs temps, se préocupe du bonheur d'autrui et précipite impérieusement vers le mariage un de ses amis. Berthe a maintenant, pour lui, un charme et des attraits nouveaux. Mais voici que deux graves événements viennent séparer Albert et Berthe. M. Pacaris s'éteint après une courte maladie au cours de laquelle la mesquinerie minutieuse de cette intelligence étroite se révèle, ainsi que l'écroulement d'un beau mur de façade laissant à jour le vide d'un logis pauvrement meublé. Berthe de son côté est atteinte d'une fièvre typhoïde.

Albert, après la mort de M. Pacaris, prend la succession du cabinet d'avocat de son père. Il va dans le monde, soigne sa carrière et en pensant à Berthe, apaisé, calmé, revenant à l'esclavage de sa volonté si spécieuse, s'illusionne, et s'imagine de bonne foi qu'il a entrepris l'éducation sentimentale de sa préférée, pour le bénéfice d'un autre homme qui aurait ses goûts.

Berthe convalescente a essayé de chasser Albert de sa pensée comme une impureté sur son âme; mais, lorsqu'elle voit une amie d'enfance mariée, paisiblement heureuse, ce bonheur accompli lui paraît froid, car l'amour chez les autres ne répond pas à son idée de l'amour qui ne peut tenir dans aucun cadre connu.

Un matin, Albert s'éveille. Il vient de rêver à Berthe. Tout imprégné d'un arome d'autrefois, il pense à elle, la revoit, avec un grand air de douceur et d'amour. Il songe alors que c'est pour lui qu'il a « élevé » cette jeune fille et qu'il ne sera, s'il l'épouse, ni tourmenté, ni gêné, puisqu'elle l'aime tel qu'il est.

Sous cette impression, Albert, aux décisions stagnantes et détournées, se met en chemin vers le quartier de Berthe. Leur rencontre fortuite a lieu. Mis en présence l'un de l'autre, leurs souvenirs se ravivent, se précisent. Pour Berthe, il ne subsiste de réel et de continu que l'émotion ancienne tout à coup retrouvée. Quant à Albert, il sait que ses paroles échappaient à sa volonté, (toujours cette volonté factice que lui a donnée son éducation déprimante), et qu'elles prennent un sens grave qui lie sa vie. Ils ne se tutoient pas. « Berthe, dit Albert, tout à coup, allons-nous vivre séparés maintenant? » Et c'est tout.

Ce sont leurs fiançailles.

Ce jeune couple, si étrangement préparé à la vie à deux par un flirt discontinu, va faire l'apprentissage de la vie conjugale. Albert a pour directive cette phrase inscrite sur un carnet de pensées: « Nous n'existons pas tant que le caractère n'est que notre tempérament ». Doctrine excellente sans doute. Mais qui, poussée à l'extrême, dans son

application, lorsque le tempérament, la forme même du caractère, est comprimée sans cesse et trop rigidement, loin d'améliorer l'individu, l'estropie au point de vue moral. « Qui veut faire l'ange fait la bête ». On ne devient pas un ange à moins de naître avec des ailes. Les Anglais disent qu'il faut connaître ses limites. Albert ne connaît pas les siennes. Son ambition est au dessus de ses forces. Il cherche sans cesse à se surpasser. En sport, on le qualifierait de surentraîné, mauvaise condition pour les matchs.

Au début de son mariage, Albert ne ralentit pas le courant de son travail; au contraire, il craint que le mariage ne le dispose à la nonchalance et il s'astreint à un labeur incessant. Aussi Berthe ne peut-elle voir son mari, cet homme à qui ses moyens de fortune permettraient la liberté d'une vie moins bousculée par de multiples occupations, que pendant les heures de la soirée, ces heures naguère si vides et maintenant les plus douces. Berthe alors, vers le soir, se pare avec un instinct savant, mettant tantôt des robes montantes de jeune fille, tantôt des robes de femmes très ornées et décolletées, car elle sait d'intuition, qu'elle doit, pour plaire encore et toujours, varier sa beauté. Elle dit à son mari qu'il est pour elle « une distraction exquise » et qu'elle n'en souhaite pas d'autre. Cependant elle s'aperçoit qu'Albert, à la volonté toujours tendue, dans l'instant même où il lui affirme qu'il est heureux, paraît songer à ce bonheur avec des yeux bien graves.

Des silences passent entre eux comme des ombres. Puis de petits faits matériels, viennent accuser leurs dissemblances de caractère. A propos de bibelots à disposer sur une cheminée, ils ont leur première discussion grave. Albert, dans son bonheur, a conservé le pli de la tristesse. Après avoir refoulé, on ne sait pourquoi, ses élans de tendresse, sa force de caractère épuisée demeure impuissante à dominer son esprit impérieux vis-à-vis de sa douce femme; Berthe pleure...

La discorde est entre Albert et Berthe, entre une femme qui se donne toute entière et un mari qui s'impose une attitude et, incessamment, se contraint sans se maîtriser. Dans le monde des souvenirs vers lequel se retourne Berthe, déçue de ce triste présent, surgissent des réminiscences de faits mal compris, incompris ou faussement interprétés, qu'elle ressasse, pour en faire le sujet de questions inutiles, déplacées ou maladroites.

Albert qui voulait apprendre la vie à Berthe, au début de leur flirt, ne met pas, une fois marié, la même application à la lui enseigner, comme il le devrait. Il ne lui dit pas ce qu'il pense. Il attend d'être deviné.

Il a révélé à la jeune fille ignorante, à propos des fleurs, les lois de la vie et trouvé des paroles délicates pour évoquer devant elle les images extraordaires des genèses, infiniment variées,

gracieuses, baroques ou monstrueuses. Mais il néglige de l'informer, dans leur vie commune, des hommes et des femmes au milieu desquels ils passent.

C'est dans ce monde qu'elle ignore qu'a vécu Albert. Naguère, Albert lui apparaissait hors du monde et uniquement occupé d'elle. Voici qu'elle découvre l'univers fascinant où il a vécu loin d'elle. Elle se souvient du jeune homme qui lui semblait si fougueux dans le désir. Maintenant, il est calme et sans passion. Peut-être a-t-il déjà épuisé sa jeunesse. Elle a cru l'approcher davantage, s'unir à lui dans la vie commune. Au contraire, il lui échappe en multiples aspects inconnus. Elle voit se disperser et se dissoudre l'image où, si longtemps, s'était fixé son amour.

Sa crainte, son dépit, sa répugnance, son inquiétude, une nerveuse timidité, se résument enfin dans un sentiment précis, bien que sans objet défini. Berthe est jalouse. Elle est jalouse dans la vie, dans le passé. Jalouse de ce que son mari ne lui dit pas, de ses silences, de ses paroles, de sa froideur, de sa logique. Elle est comme infectée de cette redoutable espèce de la jalousie qui est le sentiment d'une indéfinissable injustice ressentie, et qui s'attache à tout, gâte, pervertit et empoisonne tout, et provoque d'autant plus de souffrance, chez la malheureuse en proie à ses paroxysmes, qu'elle ne peut pas se l'avouer car elle ignore le point exact qui la blesse. Dans l'impossibilité d'articuler un nom ou un fait, sa fureur douloureuse se concentre sur celui dont elle exige qu'il comprenne ce qu'elle est incapable de préciser, et qu'il apporte un remède immédiat à une souffrance dont elle ignore tout sinon qu'elle la ressent, et qu'il en est la cause.

Emportée par son exagération, poussée à bout dans une discussion mesquine, où Albert s'entête à vouloir la dominer par son absurde raison et cherche à la blesser dans le désarroi de son esprit humilié, Berthe, perdant la tête, devenue pour quelques secondes une furie, lance un coffret à la volée vers Albert; celui-ci ne bronche pas et quitte simplement la pièce. La fureur de Berthe tombe lentement, soulagée par cet acte de brutalité vulgaire. Elle revient à lui humble, timide et le pardon, une fois de plus, les réconcilie.

Ces trêves, ces repos, ces retours ne sont pas sans doute assez complets, assez débarrassés d'arrière-pensée pour que leur bienfaisante détente se prolonge. Heureux moments qui ne se renouvellent pas. Berthe se convainc qu'Albert ne l'aime pas, qu'il n'aime que la souffrance, qu'il ne sait pas goûter la joie.

Par une intuition de ce même esprit raisonneur, qui lui faisait autrefois deviner les faiblesses de ses parents, elle devine l'esprit entravé, artificiel et volontairement appauvri d'émotion communicative de son mari. Seulement, sa démence jalouse lui fait exagérer ces travers acquis et lui voile la sensibilité naturelle d'un homme malheureux

et qui toujours se roidit dans une attitude de pondération, de mesure et de calme et ne se montre qu'inerte, figé, dans une grimace de convention.

Albert, sans se rendre compte de ce qui se passe dans l'esprit de Berthe, la juge absurde, presque stupide, une névrosée dont la pensée, chaque jour, se détraque davantage. Entre eux, c'est un duel presque incessant, coupé de brèves réconciliations. Ils ne se comprennent plus. Ils ne se voient plus, au milieu du brouillard écœurant de leurs disputes, à peine de temps en temps, percé de courtes éclaircies. Ils se précipitent alors l'un vers l'autre, stupéfaits de se retrouver tels qu'ils étaient sous l'aube délicate de leur premier baiser. Albert caresse Berthe comme l'enfant charmante qu'il voulait « élever » pour un autre; Berthe se blottit dans ses bras pour y chercher la protection de la tendresse qu'elle a le droit de ne plus demander avec la grâce implorante et qui attend, mais qu'elle réclame avec colère, avec des larmes rageuses dans l'exaspération acrimonieuse de sa tendresse révoltée. Elle lui crie qu'elle n'a que son cœur, que son amour pour la défendre. Désorienté, moins capable que jamais de s'extérioriser, de s'épancher, d'avouer humainement le pauvre homme qu'il est, éperdu de bonne volonté, Albert demeure impuissant à expliquer son amour. « Ce que j'aime en toi, lui dit-il, c'est tout autre chose... » Les mots lui manquent. Et leur affreux combat de querelles mesquines, sombres, grotesques, saugrenues, reprend, : et toutes les phrases qu'ils se jettent à la tête, quelles qu'elles soient, n'ont qu'un sens, toujours le même : « Ah ! pourquoi n'es-tu plus l'homme d'avant notre mariage ? — Pourquoi n'es-tu pas la femme-enfant dont je formais le cœur et l'esprit ? »

Cependant, ils restent attachés l'un à l'autre, elle, par ses souvenirs, par une espérance persistante et vague; lui, parce qu'il la sent mêlée à sa vie même et comme imprimée dans les fibres un peu meurtries de son être et, lorsque, par hasard, une aventure s'offre à lui, Albert repousse la femme dont la caresse offerte ne lui laisse qu'un souvenir humiliant pour lui, à la pensée qu'il aurait pu céder.

Berthe est aveuglée de rancune contre cet homme qui l'a formée pour l'amour, et qui semble souhaiter qu'elle vive tranquille et hors de sa vie, comme auprès d'une ombre; lorsque l'espoir de la maternité lui vient, ce lien trop grave qui va l'enchaîner à Albert, au lieu de la ravir, lui apparaît comme une entrave injuste.

Et l'enfant ne les réconcilie pas. Berthe amoureuse, désabusée, n'est pas une mère tendre. Ce lien, le plus fort, le plus sûr pourtant, ne s'est pas noué entre eux à son heure. L'enfant ne représente qu'un de ces rapprochements vains, dans lequel en refermant ses bras sur Albert, Berthe n'a saisi que le fantôme fugitif et décevant de sa passion. Que fera-t-elle en face de cet initiateur imparfait, trop sage pour

avoir été un amant, mais aussi trop orgueilleux, trop individualiste, trop fermé pour être un mari? Berthe Pacaris ne trompera même pas Albert. Sa désillusion de l'amour est trop profonde pour qu'elle fasse le moindre essai du libertinage, qui n'est que la banale contrefaçon des joies qui lui sont refusées. Le ménage Pacaris, pareil à tant d'autres ménages de jeunes gens, mal préparés au mariage, va continuer de vivre ainsi. Le temps, le temps seul usera leur désaccord comme il use tout, les amours et les haines, les bons et les mauvais sentiments, les grandes âmes et les médiocres esprits. Albert et Berthe vont vieillir. L'orgueil mécanique de l'un va s'assouplir et s'atténuer dans l'inévitable scepticisme qu'amènent les années; la possession exigeante de l'autre va s'épuiser lentement dans la fatigue de l'habitude. Ils se croiront apaisés, résignés, assagis. Ils auront sottement perdu, avec l'âge, la belle espérance enivrée de leur printemps, la belle force orageuse de leur été. Et, quand ce passé tumultueux, mouillé de larmes, secoué de transes, coupé de rapides moments enchantés, reviendra dans leur souvenir, au seuil de la vieillesse, ils le contempleront sans amertume; car tout ce qui rappelle aux humains près de la mort le temps de leur jeunesse leur paraît beau et doux. Ils auront tardivement leur épithalame. Pour la paix des âmes, pour l'assurance du pardon entre les hommes, la nature ne laisse dans leur cœur, avant l'ultime sommeil, que la mémoire des joies. Si courtes, si brèves, eussent-elles été, leur délicieux souvenir est un parfum plus puissant que l'âcre relent des douleurs.

Claude BERTON.

ITALIE

Notturno (*Nocturne*) par Gabriele d'Annunzio[1]

Il est un livre dont parle toute l'Italie, que les journaux offrent en prime à leurs abonnés, dont on a vendu je ne sais combien d'exemplaires. C'est le *Nocturne* de Gabriele d'Annunzio.

Il se peut que les journaux exagèrent le succès d'un livre qui ne semble pas avoir les qualités nécessaires pour séduire le peuple. Mais il y a un fait certain. C'est la popularité renaissante de Gabriele d'Annunzio. Les jours de Fiume où l'opinion tout entière se dressa contre lui sont maintenant oubliés. Ou plutôt, par un revirement curieux, d'Annunzio est admiré aujourd'hui pour ce qui le faisait haïr l'année

1. Treves, Milan.

dernière. L'Italie, qui a connu bien des humiliations depuis la glorieuse victoire de Vittorio-Veneto, voit en d'Annunzio l'homme qui n'a jamais douté du destin national et qui a soutenu jusqu'au bout les revendications italiennes. D'Annunzio est à peu près pour les Italiens d'aujourd'hui ce qu'était Déroulède pour les Français de 1885 : un Déroulède qui a beaucoup plus de talent, mais que l'on sait inoffensif. En décembre 1920, ou janvier 1921, l'Italie l'attaquait parce qu'il empêchait la paix de s'établir, parce qu'il résistait à la volonté du gouvernement italien et le mettait en fâcheuse posture aux yeux de l'étranger, enfin parce que par son obstination à ne pas évacuer Fiume, il causa inutilement la mort de nombreuses victimes. Aujourd'hui, retiré dans une villa du lac de Garde, il peut envoyer de temps à autre un message éloquent appelant l'Italie à la gloire. Cela flatte l'orgueil national et ne peut amener aucune complication diplomatique. Enfin, d'Annunzio a renoncé très habilement à se mêler à toute lutte nouvelle. Des troubles ont éclaté à Fiume, d'Annunzio s'est contenté d'envoyer des messages sonores; les fascistes ont mené la guerre des rues, d'Annunzio, qui pourtant, peut reconnaître en eux l'esprit des *arditi* de Fiume, ne leur a pas donné d'encouragement. Il est visiblement las de la lutte, il se souvient des longs jours d'inaction, des cruels embarras, de la triste fin de Fiume, il ne veut pas compromettre sa gloire. L'Italie lui sait gré de cette réserve et redouble depuis qu'elle le sait raisonnable, les manifestations en son honneur. Le public de Rome a accueilli une de ses pièces *Parisina* avec un enthousiasme qui ne paraît pas avoir eu uniquement des causes littéraires. Depuis que d'Annunzio devient un dieu de pierre, on ne ménage pas l'encens à d'Annunzio. Il serait moins fêté sans doute s'il se mettait en marche. Mais, s'il reste sur l'Olympe, on peut lui prédire une vieillesse semblable à celle du père Hugo.

Il aime à revenir sur les derniers jours de Fiume, sur sa résistance de Noël 1920. Et dans l'appendice de ce *Nocturne* qui vient de paraître, il explique les raisons de sa conduite d'alors, qui avait pu paraître inexplicable à quelques-uns.

« Pour que la cité de vie [c'est Fiume] ne fût pas défaite, dans l'espace spirituel où j'avais dressé ses tours et ses phares, il était nécessaire que le sang fraternel fût versé. Il était nécessaire qu'entre la nouvelle et la vieille Italie fût placé le crime inexplicable, fût creusée la fosse insurmontable. Il était nécessaire de témoigner par les blessures, par les morts, par les ruines, que l'Italie nouvelle repoussait pour toujours toute conciliation et toute contamination.

C'est ce que j'ai voulu, c'est ce que j'ai fait. Cette tragique volonté de sacrifice me servira parmi les générations à venir. Le drame du Carnaro n'est que le drame de toute la patrie. »

Ce *Nocturne* qu'il vient de publier n'est pas un retour complet à la littérature. Il a été écrit en 1916, lorsque d'Annunzio blessé grièvement en avion était soigné à Venise, dans la Casa Rossa, par sa

fille Renata. D'Annunzio, les yeux atteints, souffrait horriblement et risquait de perdre la vue. Plusieurs Français qui le visitèrent décrivirent alors dans les journaux parisiens la maison silencieuse et sombre où « nouvelle Antigone », la fille du poète veillait sur lui. D'Annunzio, un bandeau sur les yeux et condamné à l'immobilité, était hanté sans cesse de visions accablantes. Il demanda un crayon, un papier pour se débarrasser de ses fantômes en les décrivant. Il voulait aussi retrouver son art. Sa fille prépara pour lui des bandes étroites de papier où il put écrire à tâtons. Une à une, les bandes tombaient sur le tapis et l'infirmière les ramassait. C'est ainsi que fut écrite la plus grande partie de *Nocturne*.

« J'ai les yeux bandés.
Je suis couché sur le lit, le torse immobile, la tête renversée, un peu plus basse que les pieds.
Je soulève légèrement les genoux pour incliner la tablette qui est posée sur eux.
J'écris sur une étroite bande de papier qui contient une ligne. J'ai entre les doigts un crayon rapide. Le pouce et le médius de la main droite appuyés sur les bords de la bande la font glisser à mesure que la parole est écrite.
Je sens, avec la dernière phalange du petit doigt de la main droite, le bord du bas et je m'en sers comme d'un guide pour garder la direction.
Les coudes sont immobiles contre les flancs. Je tâche de donner au mouvement des mains une extrême légèreté de façon que leur jeu ne dépasse pas l'articulation du poignet, qu'aucun tremblement ne se transmette à la tête bandée. »

Les médecins lui interdisaient d'écrire et une « pudeur secrète » l'a toujours empêché de dicter. Heureusement, il se rappela les sibylles qui écrivaient leurs sentences sur des feuilles « éparses au vent du destin. »

Son œil est plein de flammes, de flammes jaunes ou rouges.

« Puis, comme une main créatrice modèle les figures dans l'argile souple, un souffle mystérieux élève au-dessus de l'étendue éblouissante des reliefs de formes humaines ou bestiales.
... J'ai devant moi une paroi de roche rougissante sculptée d'hommes et de monstres. De temps en temps, elle bat comme une immense voile et les apparitions s'agitent. »

La Sirenetta, sa fille Renata, lui apporte la première bande. Et aussitôt, ses doigts deviennent plus sensibles comme si une clarté affluait au bout des phalanges. Il prend le crayon. Son doigt porte encore le sillon que la plume y a autrefois creusé. Et durant la première ligne il tremble.

« O art, s'écrie-t-il, art suivi avec tant de passion et entrevu avec tant de désir !
Amour désespéré de la parole inscrite pour des siècles !
Mystique ivresse qui parfois de ma chair et même de mon sang faisait le verbe.
Feu de l'inspiration qui subitement fondait l'ancien et le nouveau en un alliage inconnu. »

Et soudain, en une hallucination, il aperçoit sur une montagne déserte, un vieux sculpteur qu'il a autrefois connu. Dans sa folie

le sculpteur tient dans sa main un morceau de cire qu'il modèle perpétuellement. D'Annunzio croit sentir dans ses mains le crayon devenir cette cire rouge et tiède. Enfin il écrit :

« Ma sœur pourquoi deux fois m'as-tu trompé ? »

Il appelle la Sirenetta. Il lui donne la bande. « Lis ». Puis anxieux, il attend, il écoute. Et il entend dans l'autre pièce la voix mélodieuse qui lit enfin :

« Ma sœur, pourquoi m'as-tu trompé ? »

Cette sœur, c'est la mort qui, deux fois, l'a repoussé, prenant son compagnon de vol.

Il revoit maintenant l'heure glorieuse où dans le ciel du matin, l'avion le rapportait sanglant, le front troué.

« Ma tête est trouée ; elle pend dans le vide, du bord de la carlingue qui vibre.. ce n'est plus du feu, c'est du sang qui jaillit. Plus d'étincelles, mais des gouttes. Le pilote héroïque ramène à la patrie le poète sacrifié.

O gloire immense !

Quel poing divin ou humain jeta jamais aux sillons de la terre une semence plus auguste ?

Dans la rapidité guerrière le sang inépuisé s'éparpille comme le grain jeté au vent.

En comparaison de cette tête sublime, qu'est-ce que la tête d'Orphée flottant sur la lyre ?

Le nouveau mystère est le plus beau.

Je regarde mon visage transfiguré dans les siècles proches de ma grandeur...

Aucune tête de confesseur ou de martyr sur le billot ne fut jamais aussi belle que cette tête sur ce bord frêle de l'abîme matinal.

Aucun aigle blessé ne fut jamais aussi fier d'ensanglanter la lumière du battement de ses plumes.

Ce sang coule dans l'éternité comme le lait de la déesse blanchit dans l'éternité à travers la nuit.

Voici la terre, voici le but.

Sur les ailes intactes, le pilote héroïque ramène à la patrie le corps exsangue du poète sacrifié.

La nouvelle est présente comme un éclair et éloignée comme le souvenir d'un geste.

Tous les rivages de l'Italie frémissent comme les bords de ses drapeaux.

La gloire s'agenouille et baise la poussière. »

Et tout le passé lui réapparaît.

La première figure qui se présente à lui est son compagnon de vol, Miraglia qui fut tué dans un accident stupide, la veille d'un grand vol. Déjà, il lui est apparu un jour de brume sur un quai de Venise. D'Annunzio a suivi cette forme qui était celle de son ami mort. Et soudain cette forme s'est évanouie.

Aujourd'hui, sur son lit de torture, il revoit le jour où Miraglia est mort. Il devait venir dîner à la Casa Rossa et la Sirenetta avait mis des fleurs sur la table. On est venu dire : « Il est tombé. » Puis, ils ont trouvé un marin : « Il est mort. »

D'Annunzio entre à l'hôpital. Le corps bandé de gaze est étendu sur un petit lit. Un marin entre, dispose quatre cierges autour du lit,

Deux autres viennent prendre la garde, baïonnette au canon. Un autre enfin suspend au mur un grand drapeau de guerre. Des inconnus portent des fleurs. Et d'Annunzio revit cette journée. Sur ses bandes il note tous les détails qui se représentent à lui. Et ces détails tombent un à un, bande par bande, comme des versets.

Il quitte la chambre mortuaire, sort un moment. « J'ai sur moi la mort, l'odeur de la mort. » Il rentre portant des fleurs. Déjà le visage olivâtre se gonfle. La veillée commence. Les baïonnettes des deux gardes luisent. On entend le clapotis du canal. Parfois d'Annunzio quitte son siège, soulève la gaze : la bouche se ferme de plus en plus : « elle se scelle toujours plus fortement. La couleur de bronze s'obscurcit. »

Au matin il quitte la chambre, se jette sur un lit. Il s'endort. Et dans son rêve, son ami vivant vient à sa rencontre. « C'est toi, dit-il, es-tu revenu ? » Ce n'est pas lui, ce n'est qu'un masque de Venise.

« J'ai mis la bouche dans la plénitude de la mort. Ma douleur s'est rassasiée dans la bière comme en une mangeoire. Je n'ai pu depuis supporter d'autre nourriture. »

* * *

Parfois, d'Annunzio sent son lit osciller comme l'aile de la machine. Il ouvre la bouche pour respirer l'air frais de l'Adriatique. Il ne trouve que le goût de l'iode que les médecins l'obligent à prendre et qui lui fait une bouche de fer.

Ce soir, il voit Luigi Baïo qui, dans un combat aérien, se plaçait héroïquement en face de la mitrailleuse ennemie et servait de bouclier au pilote.

Puis il se voit arrivant dans les rues désertes de Pordenone, heurté par un chien errant. Il dit à un soldat ! « Le colonel Barbieri m'attend » Le soldat sort en silence. Il rentre avec des vêtements tachés de sang. Barbieri est mort au retour de Liubliana. Cette entreprise de Liubliana, c'était d'Annunzio qui devait la faire. Il a manqué au rendez-vous et Barbieri l'a remplacé. Et d'Annunzio posant sa joue sur le lit du survivant qui lui raconte l'aventure, imagine la mort qui, une fois de plus, lui a échappé. Il entend le vol des « velivoles ». Et derrière le canon de la mitrailleuse ennemie, il distingue « le blanc atroce de l'œil ». La tête s'abat, ses os se glacent.

* * *

Maintenant, il voit une foule : « Des visages, des visages, des visages, toutes les passions de tous les visages. » C'est la foule de mai 1915, réunie au Capitole pour l'entendre, « énorme, fluctuante, hurlante. »

« Je sens ma pâleur brûler comme une flamme blanche. Il n'y a plus rien de moi en moi. Je suis comme le démon du tumulte, je suis comme le génie du peuple libre...

Je ne suis plus ivre de moi mais de toute ma race.

Des visages, des visages, des visages formés dans la braise charnelle, marqués dans le feu sanglant.

Le tumulte a le souffle d'une fournaise... le bruit croulant d'un incendie sauvage.

J'entraîne et je suis entraîné. Je monte pour couronner et je monte pour me couronner.

Un printemps épique me soulève et me ravit...

Les hirondelles rasent le cheval vert de Marc-Aurèle.

Le délire de la multitude se fait voix claire en moi.

Je parle. Chacune de mes paroles retentit sous mon crâne, comme frappée par le métal concave. Chaque souffle fait craquer le cercle de ma poitrine. Je souffre et je suis fier que ma joie soit mêlée de souffrance.

C'est comme la douleur d'une création, c'est comme l'angoisse d'une naissance. La foule hurle, en travail. La foule hurle et se tord pour engendrer son destin.

Au-delà du balcon couvert de plomb, je vois mille et mille et mille visages et un visage seul : un visage de passion et d'attente, de volonté et de rescousse qui me brûle au milieu de la poitrine comme une plaie généreuse.

Semblable à une chanson de geste improvisée, ma parole se divise en larges laisses que la clameur termine et soulève.

Ecrasé par un cri plus haut que tous les autres, je perds pendant la pause, ma voix. Il semble que le cri impérieux demande plus que la parole.. »

Alors une main lui tend l'épée de Nino Bixio, le héros des guerres du Risorgimento. Cette épée, il la tire du fourreau, puis la presse sur ses lèvres.

« Je jette ma vie, j'abandonne mon âme au délire.

Je me tourne, je descends. Je vacille en un dernier vertige. La soif me dévore. Je demande en grâce un peu d'eau. Les femmes du peuple qui se pressent, m'entourent de pitié, tandis que j'attends. Une main rude m'offre le verre de l'eau lustrale. Je me désaltère et me purifie. Je bois et je fais la libation qui précède le sacrifice.

Je descends. Je ne sais qui me porte. Tout est ardeur et clameur, création et ivresse, menace et victoire sous un ciel chaud de bataille où vibrent comme des flèches, les hirondelles.

Des jeunes gens échevelés, au visage fou, ruisselant de sueur comme après la lutte, se jettent contre les roues comme pour se briser.

Des ouvriers brunis par la fatigue..

Des femmes du peuple puissamment sculptées comme la mère des deux Tribuns, avec le même geste me jetant une fleur et donnant un fils à la guerre.

Le drapeau rouge de Trieste...

J'entends dans l'ombre rouge de ses plis, le premier coup de la cloche du Capitole. Le cœur se fend. Je me lève. Les roues s'arrêtent. La foule devient muette. Il n'y a plus qu'une chaîne de vertèbres traversée par le même frisson.

La cloche sonne à toute volée. Le bruit du bronze pénètre dans toutes les molles. Un hurlement immense le surmonte. La guerre ! La guerre !

La guerre ! La guerre ! La splendeur du soir vaincue par ces myriades d'yeux flamboyants, par cette agitation de bannières et de menaces, par cette exaltation du peuple libre repossédé par son vrai dieu ».

Ce même soir, se défaisant de la foule, il s'achemine seul, vers l'Aventin. Il y cherche la Rome de sa jeunesse et veut retrouver son souffle. Sur la route déserte, le ciel est sans étoiles. Et devant la porte du Prieuré de Malte, une petite étoile vacille devant lui : la première luciole.

Et puis, il se rappelle le soir où dans un théâtre de Rome il dénonça à la foule la trahison du ministère.

« Je retrouve l'accent de mes premières paroles : Ecoutez, écoutez ! Je vais vous dire des choses très graves, des choses que vous ne savez pas. Silence : Ecoutez-moi. Puis vous vous dresserez tous.

La masse ne crie plus. Elle écoute. Elle ne respire plus. Elle écoute. Chaque syllabe pénètre dans la trouée du crâne et y reste enfoncée.

C'est un travail atroce de marteau sur un crâne qui résiste. Un coup, un autre coup, un autre coup encore.

La masse formidable est debout. Le colosse fondu est de nouveau humanisé par son hurlement. »

Dans la rue, il voit les chevau-légers qui veillent, de belles faces de vingt ans. Et il se rappelle le temps où cavalier lui-même dans un régiment de Faenza il portait l'avoine à son petit cheval.

« Oh ! portez-moi un de mes chiens, s'écrie-t-il, posez-le sur mon lit, contre mes pieds joints, laissez que cette nuit il reste auprès de moi. »

* * *

Maintenant, il est à Verdun. Les Bavarois se lancent ivres d'éther. Il voit leurs faces convulsées de fureur et de terreur. Les charniers deviennent bûchers. Il est étendu contre un fil de fer barbelé. Il compte les cadavres.

Les cadavres pendent entre les pieux, ils se tordent comme des bêtes prises au piège. Ils n'ont pas de paupières, pas de lèvres. Il voit « les yeux fixes et nus, les dents fixes et nues. » Le sang coule et se coagule.

* * *

Il pleut. Une averse de mars.

« Ah ! si je pouvais faire deux trous dans le mur vers le jardinet, tendre au dehors mes mains desséchées. »

L'humidité, la fraîcheur entre dans la chambre, dans les draps. On lui porte des fleurs. Et l'odeur de ces fleurs évoque les jardins de Sardaigne et la côte d'Amalfi. Et, peu à peu, une odeur de violettes s'exhale. Et il se souvient d'un soir sur la place solitaire de Pise, où il trouva une touffe de violettes au pied du Baptistère.

Il voit maintenant l'hôpital d'aveugles où d'abord on l'avait porté. Tous les blessés viennent vers lui, ceux qui y voient encore et les aveugles. Certains le touchent timidement « et tremblent ». L'un l'appelle par son nom de baptême. C'est un soldat de sa terre de l'Abbruze. Au-dessus de sa tête, il entend passer un avion. Et une voix lui crie « Jamais plus ! Jamais plus ! ». Pensif, il se tient immobile sur le petit lit d'hôpital, pendant que de plus en plus nombreux, les soldats se pressent.

« Alors l'un d'eux dit doucement, en secouant sa tête bandée, avec le pur accent de son pays, avec une pitié étonnée : « C'est celui-là, cet homme ? »

* * *

Un jour, sa mère lui apparaît. Toujours depuis la guerre, elle est en lui. Toujours, il voit son regard. « Elle est triste de moi, elle est vieille de moi, elle est malade de moi. C'est ma mère. »

Au mois de mars 1915, d'Annunzio rentré de « l'exil » va voir sa mère. Il tremble déjà de loin comme si le Tronto était le bord de sa robe. Il la sentait dans la terre comme on sent, dans la terre, le printemps qui va venir. Tout le pays d'Abbruzze est elle-même et les femmes qui raccommodent les filets ne peuvent que parler d'elle.

« C'est pour toi, c'est pour toi que j'aime cette parcimonie, cette diligence, cette ténacité. C'est pour toi qu'elle m'est si chère cette terre humble et humiliée. Tu es partout comme l'air et l'eau. Tu rends toutes les choses bonnes, toutes les choses simples. »

La jeunesse remonte et l'esprit des ancêtres pasteurs.

« Tu rends la virginité à mes yeux avant que je les fixe dans les tiens.
Ne suis-je pas toujours pour toi l'eau qui vient au creux de la main ?
Tu recueilles toujours mon innocence immaculée.
Voici la maison, voici le seuil. Voici l'escalier.
Tu es en haut, soutenue par mes sœurs. Les murs tremblent comme mes os. Les genoux se plient. Le cœur monte et se déchire à ton bonheur. »

Il entre dans la maison. Son âme regorge de douceur. Et en invoquant cette scène, sur son lit de douleur, pour la première fois, d'Annunzio trouve des accents de tendresse. Le vieux coureur de voluptés redevient un petit enfant.

« Elle avait repris sur ses genoux avec une divine légèreté, ma tête qui était si lourde et elle avait refait de moi un enfant somnolent. Je me taisais; elle se taisait et autour de nous, toutes les choses familières murmuraient. Elles me faisaient à la fois tant de bien et tant de mal. Jamais rien au monde ne m'avait donné tant de bien et tant de mal. Et ainsi courbé, je regardais sur le bord du balcon, un trou dans la pierre usée, jadis cher à mon enfance, quand pendant les orages, elle se remplissait d'eau de pluie et que j'attendais en palpitant que les moineaux vinssent s'y désaltérer comme en un abreuvoir sans piège. Elle était sèche; et j'en souffrais. Les doigts de ma mère de temps en temps m'effleuraient la joue. Et je pensais qu'elle faisait cela pour sentir si mes larmes coulaient. Et elle ne savait pas peut-être que par ce geste elle les faisait naître et les tirait du profond de moi. »

Il part.

« Au bout de l'escalier fut le nouvel adieu.
Si la douleur maternelle pouvait vraiment se changer en pierre, au haut de ce pauvre escalier resplendirait toujours entourée de la dévotion des hommes la plus belle de toutes les statues sacrées. »

Il entre dans la guerre. Il combat. Il se rompt le poignet. Il est couché avec la fièvre. On vient lui apprendre que sa mère est très malade. A travers les terres dévastées, il revient.

Et voici de nouveau Pescara, la petite patrie qui « est sensible ça et là, comme sa propre peau. » Cette fois, personne n'est au haut de l'escalier. Il entre dans le silence. Il traverse la première chambre, la seconde, où sont les livres de l'enfance, le pupitre du père émigré, le portrait du père enfant, un chardonneret sur le doigt, la troisième, sa propre chambre au lit blanc, à l'armoire peinte, au prie-Dieu de noyer, la quatrième où est un enfant Jésus de cire sous un globe, la Vierge des Sept douleurs, des images de saints, des reliques. Trois marches montent à la cinquième chambre, la chambre nuptiale de la mère où Gabriele fut « conçu et mis au monde ». L'odeur de la maladie le suffoque et dans la sixième chambre il l'aperçoit.

« Une pauvre, pauvre chose courbée, une chose informe, une chose de misère et de peine, affaissée, humiliée, perdue. Le regard est vide, la bouche se tord.
Et l'humble femme de la terre (la servante) dit mon nom, répète mon nom à cette vieille toujours plus inclinée.
Et alors les deux mains se lèvent de sur les genoux. Toute la vie s'arrête, perd sa couleur, n'est plus rien.
Y a-t-il donc quelque chose qui peut me faire plus de mal que ce regard sans lumière ?
Oui. La bouche qui n'a plus de beauté, qui n'a plus de douceur, qui n'a plus forme humaine, qui n'a plus son humain.
Les deux mains s'abattent sur ma tête, lourdes comme si elles étaient exsangues et privées de vie. Et la bouche veut dire mon nom, mais elle ne trouve qu'un bruit confus. »

Un peu de douceur passe ensuite sur le malade. Il dit la voix de la Sirenetta, une voix« qui adoucit, assoupit ». Les hirondelles arrivent. Il rêve à une hirondelle qui vole sur Venise de campanile en campanile. On lui laisse maintenant voir un peu de lumière. Il peut apercevoir sa fille en robe verte. Et pour charmer sa tristesse, des amis viennent faire de la musique, lui jouer Beethoven.

« Enivrez-moi de musique.
Faites-moi pleurer encore des larmes d'âmes.
Touchez avec la mélodie le fond de ma plaie pour y faire naître les couleurs indicibles qui n'apparaissent que dans le spectre lumineux des étoiles. »

Et sou ain, un jour de pluie de mars, il sent rentrer en lui pour un instant la grâce et la légéreté de la jeunesse.

« Comment la pluie de mars peut-elle avoir ce son argentin, ce son clair qui brille ?
Déliez-moi les pieds.
Comment la pluie de mars peut-elle avoir ravi les esprits de la joie aux bacchantes qui dorment ?
Déliez-moi les pieds.
Par les cheveux, par les cheveux si longs, si longs je saisirai la pluie de mars joueuse de crotale. » .

Le soir maintenant, lorsque le soleil est couché, on le porte sur

son balcon pour voir le ciel crépusculaire. Et un jour, une femme entre ou peut-être n'est-ce qu'une vision. Elle est venue vers lui, jadis, sur une plage blonde. Un noyé avait été rejeté sur le rivage, gonflé et blanchâtre. Dans la chambre était un parfum de laurier. Plus tard, il l'a vue dans un port brumeux de l'Irlande. « O femme, reste avec moi. Ferme la porte. Cache la clef. Dénoue ma bande. Ouvre toute grande la fenêtre. Fais que je boive avec toi le philtre, dans une coupe d'air, ce soir. »

Mais, de plus en plus fréquentes, les images de guerre se présentent, la guerre marine, un torpilleur filant la nuit, allant déposer ses torpilles, l'équipage silencieux, les ordres transmis au mégaphone, le sillage phosphorescent. Puis la visite d'un héros qu'il a chanté autrefois alors qu'il ne pouvait se battre, dans la *Canzone d'Oltre-Mare.*

« Que de vie, que de vie rouge est encore en moi !
Ma douleur est pleine de sang, mes songes sont pleins de sang. Chacune de mes pensées a un poids de sang.
Quelquefois, malgré moi, mon passé saigne comme une boucherie pleine de bêtes coupées par quartiers et suspendues. J'écris ma passion avec le sang. Comme le modeleur a de l'argile sous les ongles, j'ai sous les ongles du sang desséché. »

La vie revient en lui.

Maintenant, malgré quelques retours sinistres du mal, la force vivante l'emporte et les poèmes lyriques se mêlent aux notes. Jusqu'au jour où se sentant ressusciter, il entend le chœur des Phéniciennes qui célèbre la naissance nouvelle d'Adonis.

J'entends chanter les Phéniciennes
L'ivresse se précipite
en moi comme un torrent céleste.
Je sens en moi mon dieu...

Toute la cendre est semence
tous les buissons sont bourgeons
tout le désert est printemps
Je sens en moi mon dieu...

O Phéniciennes des holocaustes
je ne dirai pas votre pourpre orientale
ni votre cimier d'astres inconnus.
Je vois en moi mon dieu.

O Phéniciennes des holocaustes
je ne révélerai pas la parole votive
qui ouvre et clôt chaque cercle de l'hymne
Je sens en moi mon dieu.

Les visions se succèdent moins intenses, semble-t-il, depuis que l'œil peut s'ouvrir au jour, lorsque le crépuscule adoucit la lumière, moins farouche aussi. L'odeur du jardin arrive jusqu'au malade. Pourtant, les scènes d'horreur n'ont pas encore disparu. Un jour d'Annunzio voit apparaître le champ de bataille de la Marne.

« Les chevaux sont morts, tous sont tués, écrasés par masses.

La bataille de la Marne les laisse derrière elle, couchés dans l'herbe parsemée de bouteilles vides et de projectiles non explosés. Ils ont tous la même attitude; ils ont tous le même geste, lugubre jusqu'à l'horizon, le ventre gonflé, la jambe de derrière raidie en l'air.

Par les douces prairies de luzerne, des ventres enflés, des jambes levées, des gencives jaunâtres, des yeux blanchâtres, des vols de corbeaux, des tourbillons de mouches.

Et dans les villages et par les champs, sur les routes et partout des chevaux tués et l'horreur de ce geste toujours pareil et les fers luisants sous un rayon de soleil déchirant. »

La vue revient et il semble que les sensations retrouvées prennent une fraîcheur nouvelle.

« Beauté de la nuit, combien de fois t'ai-je perdue ?

De voir, de regarder, de connaître j'étais avide toujours, insatiable. Et pourtant mes pupilles errantes, vous n'avez pas vu assez, vous n'avez pas regardé assez, vous n'avez pu accueillir en vous toutes les faces de la vérité manifeste.

Et l'une de vous est déjà éteinte, l'autre se trouble et se fatigue et peut-être est-elle destinée à s'obscurcir.

Regarde. Regarde. »

Le samedi saint, la Sirenetta l'accompagne au jardin.

« L'inertie de tant de jours m'avait emprisonné dans le sentiment de ma caducité parmi des choses inanimées. Voilà que je retrouve l'œil du poète assis sur la rive du fleuve du temps. Je réentends la mélodie de l'écoulement perpétuel ..

De nouveau, je sens comme dans la première jeunesse ce qu'il y a de divin dans la faim et la soif. »

Les hirondelles passent, et, parmi les roses, il attend que le crépuscule s'achève.

« Il se fait en moi un étrange silence.

Je n'entends plus les hirondelles.

Et le cœur me bat dans la crainte qu'une cloche interrompe cette musique tacite. »

Et le livre se ferme le jour de Pâques, sur une prière :

« O délivrance, délivrance
Je t'invoque dans mon soir sans Hespérus
Je t'invoque dans ma nuit sans Ourse.
Je t'invoque dans mon matin sans Diane
Et tu ne dénoues pas encore mes liens !
O délivrance, délivrance.

Eloigne de moi la pitié de ceux qui m'aiment et l'amour de ceux qui me plaignent et cette musique et toute cette mollesse qui ne vaut pas mon lit de paille.

O délivrance, o délivrance.

Viens et dénoue mes liens; viens et rends la force aux rotules de mes genoux, aux coudes, aux poignets.

Viens et refais-moi seul avec ma joie avide et relance-moi dans la bataille. »

D'Annunzio fut bientôt délivré et il reprit la lutte.

P. R.

VIE THÉATRALE

Aimer de M. Paul Géraldy

à la Comédie Française

Trois actes découpés en neuf scènes, ainsi distribuées : quatre, trois et deux. Trois actes au long desquels dissertent éperdument un mari, sa femme et l'ami, qui est en même temps l'amoureux obligatoire. Ni domestique ou confident, ni belle-mère. C'est une comédie psychologique à trois personnages et en prose : on serait tenté de dire, que c'est le dialogue philosophique de trois âmes. Le mari : Henri; la femme : Hélène, et l'ami, qui cherche à devenir l'amant, Challange — pendant trois actes, s'analysent, s'examinent, se tourmentent, se heurtent, hésitent, cherchent à se reprendre et discutent, en termes élégants et choisis, leurs sentiments, leurs désirs, ou leurs désespoirs.

Le sujet ? Encore que l'on n'y fume point et que le téléphone ne tinte pas à chaque bout de scène, il est, par ses décors (ils sont de M. Drésa et très curieux) par le style poétique et raffiné des longues tirades et des brefs dialogues, par la psychologie très neuve qui s'en dégage, essentiellement moderne. Le titre, si simple et si mystérieux en sa sonorité éternelle, atteste le dessein profond de l'auteur qui avait d'abord appelé sa pièce : *L'Etranger*; mais c'était donner sans doute trop d'importance à cet ami qui joue le rôle de séducteur; il triomphe, mais finit par être évincé, par redevenir « l'étranger », celui qui passe et qui ne revient plus. C'est sous ce titre que la pièce avait été reçue à la Comédie Française et annoncée tout d'abord. M. Paul Géraldy a préféré un titre plus flou et plus universel, ce verbe infinitif l'un des premiers que bégaient les lèvres de l'enfant et qui reste le mot le plus beau et le plus puissant : *Aimer* ! Il y a dans ces deux syllabes une nonchalance, une mollesse heureuse, qui conviennent merveilleusement comme épigraphe à cette prose apprêtée et sensible. Aussi quand M. André Pascal, qui devait faire représenter au Gymnase une pièce intitulée *Aimer*, M. Géraldy, sans contester nullement le droit de priorité de son confrère, maintint son titre énergiquement,

non pas que le titre pût suffire à jamais assurer le succès d'une œuvre, mais parce qu'il n'en était pas de mieux approprié, de plus exact et de plus vrai.

On a dit que cette pièce à trois personnages était une charmante gageure... Pas d'événements extérieurs; une action réduite au minimum. Le mari, la femme et l'ami entrent, sortent, reviennent; c'est extrêmement habile; et l'on souscrirait volontiers à l'éloge que décerne M. Robert de Flers à la jeune pièce de M. Géraldy « Elle est, de la première à la dernière réplique, dédiée à l'Amour et ne s'achève que lorsqu'il s'éloigne, le carquois vide. De l'amour il en traîne dans toutes les scènes, dans tous les coins... Ces trois actes font songer à une symphonie sur l'amour, où les thèmes vont, viennent et s'entrecroisent pour concourir à la plus harmonieuse des victoires.» Comment aurait-il pu en être autrement, dans une pièce placée sous l'invocation magique du verbe aimer ? Mais le mari et la femme — qui sont mariés depuis dix ans — parlent peut-être un peu trop d'amour et s'ingénient trop à répéter — au point de s'en lasser eux-mêmes : « je t'aime ». Le titre de la pièce, étant un infinitif, n'autorise-t-il pas les trois héros à conjuguer ce verbe, temps après temps, à toutes les personnes ? L'amour, maître des choses, des cœurs et des hommes, n'est-il pas notre unique souci ? Et le reste, travail, pensée, devoir, peut-il même exister ? La « passion » est toujours une grande excuse : si les jurys acquittent les crimes qui se commettent en son nom, les spectateurs sont tentés d'applaudir les pièces qui leur parlent d'amour.

La scène se passe dans un vieux château de Charente; décor simple et classique : beaucoup d'eau; à l'horizon des lignes de peupliers; un paysage calme, reposant; Henri IV appelait cet endroit « la plus belle lieue de son royaume de France » et non de loin là, assurément, Dominique a rêvé de Madeleine, en compagnie de Fromentin. Hélène et Henri ont fait un mariage d'amour, voici une dizaine d'années. Elle a aujourd'hui trente ans et lui quarante. Elle s'ennuie; ni les chiffons, ni les femmes ne l'intéressent. Lui, se contente de l'aimer et d'étudier son bonheur. Au début de leur union ils se sont querellés; ils ont même failli divorcer. Aujourd'hui, c'est l'âge adulte du cœur, c'est le calme, la plénitude du bonheur; et qu'importe alors, triste ou banal, le passé. « Il ne faut jamais s'attrister sur le passé. Ce qui est désolant ce sont les jours perdus. Les jours heureux ne sont jamais des jours perdus... Des jours moins heureux peuvent venir. Ils n'empêcheront pas ceux-ci d'avoir été ». Et tous deux follement analysent, disséquent leur bonheur et cherchent à deviner pourquoi ils ne s'aiment plus de la même façon qu'autrefois, ils s'exaltent à plaisir et raisonnent les battements de leur cœur. Subtilités et futilités d'amoureux qui n'ont pas grands soucis et qui ne savent vraiment pas à quoi employer plus

utilement leurs loisirs. Hélène qui se sent presque l'égale d'Henri, lui distille cet aveu : « Eh bien ! tu m'es indispensable. Je ne conçois pas la vie sans toi, j'ai toujours besoin de tout te dire. Si j'ai une émotion et si tu n'es pas là pour la partager avec moi, elle est incomplète, indécise. Avec toi toutes mes sensations sont certaines, définies. J'ai besoin que tu sois là pour vérifier mon cœur. » Henri répond et Hélène insiste. Ils en viennent à évoquer le bonheur de leurs amis. « Que de cœurs insatisfaits... que d'adultères ! que de divorces ! » Il est difficile en vérité d'entretenir, au foyer, un amour même très ardent et de l'acclimater dans la vie. « Le mariage, c'est difficile! C'est tout un art ! S'aimer d'avance, c'est simple. On ne se connaît pas ! Le problème, c'est de s'aimer quand on se connaît... » Hélène cependant, malgré cet amour qui l'enveloppe, peut-être même à cause de cet amour monotone, s'ennuie; pour la distraire, Henri a invité son ami Challange, un homme d'action, dont il vante les audaces et la belle énergie. Voici un mois qu'il s'est installé dans les environs; il a dîné au château; très vite il est devenu un familier, et a fait un peu la cour à Hélène; oh ! cour discrète qui s'est bornée à des sourires et des amabilités; mais Henri s'en est aperçu et reproche à sa femme d'avoir été coquette et d'avoir accueilli les compliments. Hélène l'avoue doucement : dorénavant, elle ne recevra plus cet audacieux qui manque de tact. Ce serait une faute et Henri s'y refuse, ne voulant pas admettre que Challange soit un danger et que sa femme soit à la merci d'un séducteur. Elle est loyale; il a confiance en elle et ne se fera pas son geôlier « On ne monte pas la garde autour d'une femme comme toi. Il n'y a en matière d'amour, ni droits, ni traités, ni contrats. Il y a l'amour. Ma façon de veiller sur toi et de me défendre des autres, c'est de me faire préférer aux autres. » Challange viendra comme auparavant : qu'Hélène soit plus réservée, plus lointaine et il comprendra que ses rêves sont insensés. Henri de nouveau murmure son chant d'amour : « Je t'aime, je t'admire, je suis fier de toi, j'ai en toi une confiance absolue. »

Challange arrive et, après quelques mots de politesse, Henri, sous un prétexte, s'échappe, et laisse seuls son ami et sa femme. Aux compliments un peu littéraires et vieillots de Challange, Hélène oppose son calme indifférent. En vain, il multiplie les images et les comparaisons. « Madame vous me faites penser à ces beaux parcs à la française où tout est aligné, contenu, policé, où il n'est laissé aucune marge pour le débordement des sèves, où la nature doit obéir, se plier à des disciplines. » Elle reste glaciale. Et comme il s'étonne de ce changement d'attitude, elle se décide à une explication franche pour dissiper toute équivoque. Il a tenté d'établir entre elle et lui, cette sorte de rapports coquets qui sont les rapports ordinaires des hommes et des femmes d'aujourd'hui : il y a eu erreur. Soyons amis. Et comme deux bons

amis, ils s'asseoient et bavardent... de la pluie et du beau temps. Challange est décidément en veine de littérature et d'images poétiques, et à chaque mot d'Hélène il dévide, en réponse, un gentil petit couplet, digne d'une anthologie des plus beaux lieux communs. « C'est lugubre ces belles journées qui tombent ainsi... Tout ce beau temps perdu ! » A propos du bonheur, à propos du souvenir il s'exprime toujours en termes aussi choisis : « Ce n'est pas sain le souvenir. Le passé, moi, je le déteste. C'est au point que je ne garde aucun papier, aucune lettre. Pas d'archives ! Je supprime les vestiges de ma vie ceux des moments heureux ou flatteurs, comme les autres... Notre mémoire ne garde déjà que trop d'images et le sillage que nous laissons derrière nous n'est que trop profond. Il ne faut pas rester penché sur un sillage. C'est en avant qu'il faut se tenir, debout, à la proue du bateau. » Hélène, d'ailleurs, parle le même langage imagé et sentencieux. Mais Challange devient lyrique et pressant « N'être que soi, Madame, quand il y a tous les autres... Ah ! chaque seconde est précieuse ! La vie entière n'est qu'un moment. » Hélène répond sur le même ton « C'est pourquoi, ce moment, il faut le vivre avec douceur... La vie est à peine assez grande pour contenir un seul bonheur... Il faut étreindre avec passion une seule chose et prendre bien garde de ne pas la laisser tomber. » Que Challange ne compte pas sur la fatigue et la lassitude, parce qu'on n'épuise pas un vrai bonheur comme le sien. « Tous les bonheurs y sont contenus. Dans un être qu'on aime, il y a tous les êtres. Le monde tient dans un jardin. » Hélène résiste, mais tous ces mots, ceux qu'elle dit comme ceux qu'elle entend, l'enveloppent et la grisent un peu; Challange, hardiment, lui vante l'inconnu plein d'attrait. Il y a autre chose que ce bonheur quotidien et régulier, autre chose que ce château admirable, autre chose que ce monde qu'elle voit chaque jour. « Autre chose ! sentez-vous la magie de ce mot. Devenir dans d'autres décors, et parmi de nouveaux visages, un autre soi. » Mais le romantique, emporté par le flot de ses paroles, s'égare, s'enflamme, et brusquement Hélène met fin à l'entretien et congédie l'amoureux.

Henri revient. Elle se jette dans ses bras, et s'y réfugie pour lui conter toute la scène. Elle a écarté le danger et, rêveuse, elle redit à son mari, les mots de tout à l'heure. Mais voici que ces mêmes mots, au charme desquels elle a résisté, la troublent par leur mystérieuse résonnance; à mesure qu'elle repète les phrases, on la sent devenir inquiète, nerveuse. En vain son mari lui parle de confiance, de bonheur; elle ne l'écoute déjà plus, l'émotion où la jette le souvenir des mots est si grande qu'elle hésite; il y a autre chose qui chante dans sa mémoire. Henri cherche à endormir la pauvre petite femme inquiète et préoccupée. Autre chose ! Mais « tout ce qui est là est merveilleux » et les rêves dont on berce l'imagination, n'est-ce pas tout simplement

« ce reste des brumes de l'enfance qui traîne toujours au fond de nous. » Il faut se ressaisir, voir clair. Il n'y que les impatients qui se découragent ou se révoltent. La venue de Challange a été dans sa vie monotone comme un rayon de lumière... mais elle ne se l'avoue pas. La nuit tombe. Les phalènes vont entrer. Là-bas, une fenêtre illuminée par une lampe, vient de s'éclairer. Il se fait tard... et Hélène rêveusement ajoute « Oui. Mais avant cette lampe on ne le sentait pas. »

*
* *

Quelques jours plus tard, sur la terrasse du château. Hélène est assise, inquiète, nerveuse. Le moindre bruit la remplit d'émoi : un glissement de pas la fait sursauter, le choc d'une cognée dans les peupliers la trouble. C'est que Challange vient maintenant avec assiduité. Henri s'en étonne... Mais il faut en finir. Henri a été patient; il a accueilli Challange comme un ami, confiant dans la défense de sa femme, dans son amour pour lui, confiant dans la femme parfaite qu'elle est. Il ne s'agit pas de l'expulser, mais bien de lui signifier qu'il est de trop ici. Hélène ne l'a pas assez découragé. Il se sent mal à l'aise entre elle et lui, il a l'air entre eux deux d'un jaloux, d'un gêneur « c'est un rôle que je ne veux pas jouer, qui m'écœure, qui m'est insoutenable. Il y a longtemps que j'aurais souffleté cet homme si je voyais que ses assiduités t'importunent. Mais elles ne t'importunent pas ! » Henri, s'emporte et menace ; il en a assez de cet étranger. Ils vont en venir aux mots désagréables. Mais non. Qu'elle choisisse, qu'elle dise celui qu'elle préfère et qu'elle dispose à nouveau de sa vie. « Challange a pour lui le mystère, la nouveauté. Moi j'ai un avantage aussi, tu me connais... je crois en moi, je crois en toi... c'est à toi que je te confie. »

Henri s'en va, Challange arrive, et c'est entre la femme et l'amoureux qui espère, une longue, douloureuse et poignante scène. Challange n'implore plus, il demande des explications. Hélène lui a imposé une absence de trois jours, une sorte de retraite; il a obéi et n'est pas venu. Mais pourquoi cette absence pénible ? « Pourquoi, lui répond Hélène, revenez-vous plus fou, plus exalté que la veille ? Alors séparons nous. Oublions-nous. » Mais ce n'est pas elle qui parle ainsi; c'est son mari qui lui a imposé sa volonté et qui exige ce départ. En vain Hélène cherche à se défendre, elle faiblit; les aveux de Challange chantent si délicieusement qu'il s'enhardit jusqu'à crier triomphalement : « Mais vous n'avez donc pas compris comment je vous aime. » Un moment de révolte d'Hélène. C'est indigne ! C'est lâche ! Mais, âprement, Challange jette des mots et des mots : Jusqu'à ce jour, la femme lui avait paru un jouet dont il ne voulait pas encombrer sa vie. Mais il l'a vue, et il lui a semblé naître soudain à une autre vie. « Rien n'a plus compté que vous. J'ai compris le sens de l'ambition, du travail, de la force, de la fortune, de la gloire ! Vous êtes pour moi le

but suprême. » Il ne peut plus, il ne veut plus renoncer à elle : « je suis un homme qui vous aime ». Il ne craint rien, ne redoute aucun obstacle. Convenances, monde, famille, mère, tout lui est égal. On sent qu'Hélène perd contenance et cherche ses mots. Elle menaçait tout à l'heure, elle se fait maintenant, humble, timide, suppliante. « J'aime mon mari, j'aime mon mari ». Elle dit ces mots avec force comme pour bien se convaincre que c'est vrai; elle les répète, pour que Challange la croie aussi et renonce à son fol espoir. « Je suis sa femme, je l'aime. Il faut me croire... c'est vrai ce que je vous dis là. J'aime mon mari; allez-vous en, allez-vous en. »

Trop tard...! Challange qui la regarde fixement, sent déjà qu'il triomphe : « Vous mentez,... vous m'aimez ». C'est le mot qu'elle attendait, l'appel lointain qu'elle n'osait espérer et qui vient la délivrer de sa terrible angoisse : « Eh bien oui, je suis malade... je ne pense qu'à vous, je suis hantée par votre image. La vie n'est plus la vie lorsque vous n'êtes pas là... je n'en peux plus. Je suis à bout. Vous me regardez ? Oui, oui, c'est moi. Je suis cette femme-là, moi. Je suis ce monstre-là, c'est moi », et tous les aveux qu'elle étouffait dans son cœur, s'envolent éperdument. « Quand je pense que j'ai dû m'enfermer dans ma chambre pour pouvoir crier votre nom à mon aise... Mais je croyais qu'une femme honnête ne pouvait aimer qu'une fois; qu'un amour comme le mien, durait toute la vie... ce cœur tout plein de mon mari voilà qu'il se remet à battre pour un autre... j'ai besoin de vous. Aidez-moi. Rendez-moi la femme que j'étais. » Mais Challange ne consent point à jouer ce rôle de sauveteur : il exige tout, elle abandonnera tout. Il aime, il est aimé d'elle et c'est lui que l'on supplie de... C'en est trop. « Qu'est-ce que c'est que cet amour que vous me demandez de sauver à moi l'ennemi et qui vous laisse toute accablée, toute pâmée, toute ivre d'un autre, à ma merci enfin. » Anéantie, Hélène s'effondre lamentablement. « Je ne me défends plus, je vous aime... je n'ose pas vous dire à quel point je vous aime. Vous me voyez souffrir, ça vous est bien égal. Alors je suis perdue et vous n'avez qu'à prendre. Prenez... » C'est un déchirement profond et douloureux. Challange ne veut pas la voir souffrir et désespéré devant cette douleur, il accepte de partir; mais c'est Hélène maintenant qui n'a plus la force de le laisser partir. Les mots s'entrecroisent. Hélène va céder, lorsque Henri revient. Challange vainqueur, baisse la tête et silencieusement s'éloigne, comme un vaincu. Henri devine ce qui s'est passé. Elle annonce qu'elle va partir pour Paris le lendemain. C'est bien. Sans éclat, très dignement et très simplement, il se raidit et promet de faire pour le mieux, afin que la liberté lui soit rendue le plus tôt possible.

* * *

Quelques heures plus tard dans le château. Hélène, devant un chiffonnier, met de l'ordre dans ses tiroirs, avant de quitter le châ-

teau le lendemain matin. Et Challange vient la revoir. Demain elle sera libre, elle pourra respirer. Mais ce soir, toute seule « avec cette nuit autour d'elle, dans ce silence triste pour prendre congé de toutes ces choses », elle se sent craintive. Elle a peur, « c'est le vertige de l'oiseau dont on ouvre soudain la cage, du prisonnier qui sent qu'il s'évade »; demain elle partira de cette maison où sommeillent tant de souvenirs : toutes les années anciennes sont là, les légères, les graves, les terribles...Soudain, elle évoque le petit garçon de quatre ans, son fils, qui est mort ici et dont elle voulait emporter les chers portraits. Challange s'étonne qu'elle ne lui ait pas parlé de ce fils. Silence pénible. « C'est effrayant, réplique tristement Hélène, que vous puissiez ne pas savoir une chose pareille. C'est effrayant que vous me connaissiez si peu. » Elle restera jusqu'au matin parmi ces souvenirs; elle ne s'enfuira pas la nuit, en se cachant, elle partira au grand jour, comme elle le doit.

Dès que Challange est parti, Henri, la mine désordonnée, les traits défaits, vient voir ce que fait Hélène à cette heure tardive. Elle avoue qu'elle voulait prendre des photographies de leur fils; mais elle s'est ravisée; leur place n'est plus à côté d'elle. Lui aussi a besoin d'oublier et ne veut pas « élever de chapelle à tout ce qu'elle abandonne... Ainsi, ce qui est mort n'a pas été, n'a pas existé ! C'est fini. » Hélas la douleur de ce passé est la plus forte. Elle n'entend même pas les mots durs que lui jette Henri. Elle se reprend à vivre de ce passé lointain qui est en elle : « Il y a des souvenirs qu'on ne peut pas renier, qui sont entrés dans notre chair. » Henri réprime un sanglot, la repousse lorsqu'Hélène, désespérément, humblement, s'accroche à lui et soupire « Retiens-moi ! Garde-moi ! Je suis ta femme... j'ai été prise dans un orage où je ne me connaissais plus, emportée malgré moi par quelque chose d'obscur qui m'exaltait en me laissant une incertitude, un effroi... Ecoute-moi... Tu me connais... Tu es mon foyer, ma famille. Tu es moi. Si je l'avais suivi, je n'aurais jamais pu être vraiment sa femme. » Henri se sent ému devant ces aveux et tout tremblant de l'angoisse passée, il lui tend ses bras et l'enveloppe doucement, comme une petite fille qui a eu, dans le soir, une grande peur et qui a besoin d'être consolée. Il a pardonné à sa femme, douloureuse et repentante.

Telle est cette pièce qui, durant trois actes, expose un très poignant conflit de sentiments. On a parlé « d'art racinien » parce que l'on croit songer à *Bérénice*; il vaut mieux ne pas risquer de comparaison. Le plus gros reproche que l'on puisse adresser à l'auteur c'est que ses personnages parlent trop longtemps et trop bien... Ils sont d'ailleurs vaillamment défendus par leurs admirables protagonistes : Madame Marie-Thérèse Pierat tour à tour simple, gracieuse, émouvante; M. Alexandre, sobre et sincère, et enfin M. Hervé, chaleureux et fougueux.

NISMES.

VIE MUSICALE

Opéra Comique : **Dans l'ombre de la Cathédrale**, drame lyrique en trois actes; poème de M. Maurice Léna et Mme Henry Ferrare d'après Blasco Ibañez, musique de M. Georges Hüe. — **Dame Libellule**, ballet en un acte de M. Georges Lemierre, musique de M. Blair Fairchild.

Le puissant roman de Blasco Ibañez a inspiré à M. Georges Hûe une partition sobre, sévère, qui contient des pages admirables et dont le premier et le troisième actes témoignent d'une rare maîtrise. M. Camille Pitollet, dans la belle étude qu'il consacre à V. Blasco Ibañez, nous dit que de tous ses romans *la Calhédrale* est celui que l'auteur aime le moins : « Je le trouve lourd, il y a en lui trop de doctrine. » Sans doute les librettistes, M. Maurice Léna et Mme. Henry Ferrare, en ont-ils supprimé tous les hors d'œuvre et le roman d'une si pénétrante psychologie a-t-il perdu beaucoup à cette adaptation scénique.

Devant une porte de la Cathédrale de Tolède, un dimanche matin Manuel Luna, anarchiste, qui a parcouru l'Europe revient malade au logis familial (son frère Esteban est sacristain de la Cathédrale).

Rien n'a changé depuis dix ans.
C'est bien le même cloître où jouait mon enfance
Et je devine là, dans la même pénombre,
Le même coin de nef où d'un cœur si dévot
Ma jeunesse naïve a tant rêvé du ciel

Mais il ne croit plus aux « rêves du séminaire », fervent socialiste, il ne voit dans la religion qu'ignorance et dérision. Tandis que les premières dévotes entrent dans l'Eglise, que les mendiants s'installent de chaque côté de la porte, Manuel s'écrie :.

Au seuil du même temple inutile et plein d'or
Le même tas humain de sordide misère,
Rien n'a changé !

L'installation des mendiants dégénérant en dispute qui trouble l'office, Esteban paraît pour rétablir le calme; il brandit la verge de bois insigne du silenciaire et les chasse. Puis il aperçoit Manuel, si changé qu'il ne le reconnaît pas tout d'abord; lorsque enfin il lui tend les bras, Manuel s'y précipite et aux affectueuses questions de son aîné, il fait le récit de sa lamentable odyssée et il exalte sa foi dans « l'Universel Bonheur ». Pour Esteban, content de son sort, il reste dévot à Notre-Dame, il veille avec amour au soin de sa chapelle.

Et dans ce même cloître où je vécus paisible
J'espère bien paisiblement mourir.

Telle est sa philosophie de la vie. — Mais voici Tomasa la bonne tante, un peu bourrue, qui fait fête à l'enfant prodigue et lui promet de le guérir. Manuel tout réconforté sourit; pourtant une figure amie manque à cette douce réunion.

Mais je cherche la fille
Où donc est-elle
Que son oncle l'embrasse ?

Farouche, Esteban lui répond qu'elle est morte pour lui et qu'on ne doit jamais prononcer son nom. La malheureuse jeune fille séduite, abandonnée, malade, n'ose pas revenir au logis paternel; Tomasa espère, avec l'aide de Manuel, fléchir le père.

Au second acte, chez Esteban, une chambre aux murs jaunis où sont fixées des images saintes. Manuel, grâce à l'exposé de ses belles théories, a fait des adeptes parmi les humbles de la Cathédrale : Mariano, le sonneur, Perez, le bedeau, et Pepe, le *perrero* [1], se montrent les plus acharnés à revendiquer leur part des trésors de la Cathédrale

Qui dorment là d'un avare sommeil,
Et ne servent à rien qu'à parer des idoles !

Ils clament leurs droits et se révoltent contre l'infamante misère qui les rend pareils aux prolétaires de l'usine. Soudain la cloche sonne; tous se signent et s'inclinent à l'exception de Mariano, Perez et Pepe, qui enfoncent leur chapeau sur leur tête. Esteban, qui est entré vers la fin de la scène, est scandalisé lorsqu'il entend ces hommes crier :

A nous le droit ! A nous le nombre ! A nous la force !
Vive la Sociale !
A bas les exploiteurs !

Après leur départ, il gronde Manuel, qui lui affirme que de tels anarchistes ne sont pas bien dangereux. Pendant qu'Esteban est descen-

1. De *perro*, chien : celui qui chasse les chiens de l'église.

du pour l'Hommage, Tomasa vient avertir Manuel que Sagrario est là, douloureuse et malade.

Ce n'est pas sans peine
Que j'ai pu l'amener...
La pauvre n'osait pas : elle craint tant son père !

Lorsque celui-ci revient, l'office va finir et Tomasa lui dit : « Récitons le Pater. » Manuel, qui a suivi la fin de la prière, insiste sur le pardon :

Quoi de plus beau que le pardon ?

TOMASA

Mais quoi de plus rare ?...

MANUEL

On a vu des pères
A leur enfant le refuser !

ESTEBAN

Que veux-tu dire ?

MANUEL

(lui montrant Sagrario qui vient d'entrer introduite par Tomasa)
Que tu dois pardonner !

Esteban veut tout d'abord la chasser; mais, devant les objurgations de Manuel et de Tomasa, il cède enfin et dit à sa fille de rester. Puis il sort avec Tomasa retournant à la chapelle pour y prier et y pleurer. Sagrario a pris une corbeille remplie de linge d'église à raccommoder, elle va s'asseoir près de la fenêtre. Manuel vient près d'elle et lui demande affectueusement ce qu'elle pense faire désormais.

SAGRARIO

Attendre de mourir.
Il ne faut pas me plaindre !
Je ne souffre plus...
La vie n'est plus pour moi, comment pourrais-je dire ?
Qu'une rumeur très loin, au fond d'un grand silence...
Je m'en irai comme on s'endort.
En attendant, je travaillerai

. . . . . .

J'aurai pour compagnons le murmure de l'orgue,
Le va-et-vient de mon aiguille
Et ma prière à la Madone

. . . . . .

Prier c'est doux comme la mort.

Manuel, qui voudrait la rattacher à la vie, lui parle d'amour, mais angoissée, Sagrario s'écrie :

Non, non, cet amour-là j'en ai peur !

Mais il est un autre amour, celui dont s'aimèrent jadis les fiancés de la légende, Saint Leucanère et Sainte Leucille... et cependant qu'elle chante doucement la belle histoire des deux fiancés qui vécurent chastes :

...Moine au moustier et nonne sous le voile
Séparés, tout de même unis
A la même heure, chaque soir
Ils s'endormaient tous deux
Et chaque soir, muées en deux beaux anges.
Se rejoignaient leurs âmes...
Une dernière fois, tous deux ils s'endormirent...
Et cette fois pour jamais fiancés,
Ils se réveillèrent ensemble
Aux saintes fleurs du Paradis

lentement les mains des jeunes gens s'unissent tandis que la toile tombe.

Au troisième acte, le Sanctuaire de la Vierge, le jour de sa fête : la statue est parée de ses plus magnifiques bijoux et de ses vêtements les plus somptueux. C'est la fin de complies. Selon le vieil usage conservé dans plusieurs cathédrales d'Espagne, un groupe de jeunes garçons en costume d'apparat seigneurial danse le Menuet de la Vierge, puis la maîtrise chante l'*Ave Maria*.

L'office terminé, le prêtre, les chanoines et les enfants de chœur sortent; quelques dévotes viennent offrir des cierges, la scène reste vide. Puis Esteban entre, éteint les cierges de l'autel, Manuel pénètre à son tour dans le sanctuaire : c'est lui qui doit prendre le tour de garde cette nuit là et Sagrario vient lui apporter une « *manta* bien chaude», quelques biscuits et du pain. Elle offre, elle aussi, un cierge :

Puisque ce soir pour la première fois
Tu veilleras sur la Madone
Je veux en notre nom, l'offrir à son Image,
Avec ces fleurs.

Sagrario souhaite de vivre depuis qu'elle aime Manuel. mais celui-ci est las et découragé:

Je voulais affranchir des âmes
Et je déchaîne des instincts.

Il ne demande plus qu'à mourir... du moins regrette-t-il sa foi, et tandis que Sagrario est abîmée dans sa prière fervente, Manuel la contemple:

Comme toi, près de toi, que je voudrais prier !...
Qu'il serait doux à mon dernier sommeil
De se blottir comme elle,
Au sein maternel et divin !
Comme toi, près de toi, que je voudrais prier !

Resté seul il s'apprête à faire sa ronde lorsque Mariano, Perez et Pepe, légèrement avinés, entrent. Ils ont résolu de s'emparer des bijoux de la Madone et lorsque Manuel, sortant de l'ombre, veut les empêcher d'approcher de l'autel, ils offrent cyniquement, eux, les élèves, de partager le butin avec leur maître. Manuel indigné les repousse; mais Mariano le frappe à la tête et le malheureux n'a plus que la force de sonner la cloche, pour s'affaisser ensuite. Les trois misérables, voyant Manuel gisant à leurs pieds et entendant du bruit dans la cathédrale, s'enfuient. Esteban, puis Tomasa et Sagrario se précipitent vers le blessé pour le secourir, Manuel expire dans leurs bras, en s'accusant d'être le seul coupable, et, suprêmement, halluciné, il se redresse et salue la Vierge :

Comme elle est grande !
A son geste se lève, illuminant le monde,
La splendeur d'une immense aurore !
Salve Regina !
Salut, salut enfin, fraternelle justice,
Universel bonheur !

puis il défaille à nouveau, s'appuie sur l'épaule de Sagrario, qui lentement met un baiser d'amour, le premier, aux lèvres du mort.

Sur ce livret assez banal, il faut louer hautement M. Georges Hüe d'avoir écrit une partition d'une aussi sereine perfection. Notons en particulier, au premier acte, l'amusante dispute des mendiants et la délicieuse phrase d'Esteban,

Je me souviens d'un petit Manuel
Qu'on eût pris pour un angelot

au second acte, la légende de Saint Leucanère et de Sainte Lucile chantée par Sagrario et au troisième acte l'invocation de Manuel, comme autant de pages achevées. Ce n'était pas chose facile de souligner musicalement des phrases comme

Partout le Capital opprime le Travail
Tout aux uns, rien aux autres !

ou :

La Gloire, viande creuse

Il est choquant — encore que ce soit dans le but louable d'amener le pardon de Sagrario — de voir réciter sur une scène, fût-elle lyrique, le *Pater*, qui, heureusement, cette fois, n'a pas été découpé en petits versets.

Les décors réalisés pour *La Catedral* sont réussis en ce qui concerne le premier et le troisième actes, mais pour le second, qui doit

représenter le pauvre logis d'Esteban, on eût souhaité un intérieur plus sordide.

Les auteurs ont trouvé des interprètes convaincus : M. Friant, sur qui repose tout l'ouvrage, et qui a fait preuve d'une rare intelligence dans la composition du rôle de Manuel; Mlle Davelli, touchante Sagrario; Mlle Tiphaine, excellente Tomasa; M. Vieuille, émouvant Esteban et MM. Azéma, Panzera et Pujol qui n'ont, hélas ! que de petits rôles.

* * *

Le ballet de M. Blair Fairchild sur un scénario de M. Georges Lemierre est un charmant badinage qui termine agréablement la soirée. Dans un décor ravissant au bord d'un étang, Dame Libellule, dont la grâce séduit tour à tour le crapaud, le bousier et le lézard, danse en battant des ailes de la façon la plus exquise. Coquette, elle offre une fleur au lézard, mais le crapaud jaloux se bat avec son rival, leurs armes sont deux piquants arrachés au dos d'un hérisson : après un combat acharné, le crapaud tombe blessé à mort. Le lézard offre alors à Dame Libellule de l'épouser, elle accepterait.... lorsque survient le papillon; ses vives couleurs séduisent Libellule qui danse avec lui : mais, volage, il s'enfuit. Et tandis que le crapaud meurt entouré des grenouilles, Dame Libellule part à la recherche du brillant séducteur.

Mlles Sonia Pavloff (la libellule) et Mona Païva (le papillon) rivalisent de grâce et de légèreté.

M. Blair Fairchild, originaire des environs de Boston, qui s'est fixé en France depuis 1903, est l'élève de M. Ch-M. Widor; il a composé de nombreux morceaux de musique de chambre; le livret de M. G. Lemierre lui a inspiré une aimable pastorale.

E. Davy.

VIE UNIVERSITAIRE

Molière à la Sorbonne

L'ombre de Molière est venue, le 14 janvier, à la Sorbonne. Le Gouvernement, le Corps Diplomatique, les Facultés, l'y attendaient. Et la célébration du tricentenaire de sa naissance commença. Cependant M. Maurice Donnay rêvait..... il rêvait que, dans une salle plus petite, plus ancienne et surmontée d'une coupole, à la place habituelle du récipiendaire, se tenait un homme de taille moyenne, coiffé d'une perruque et qui portait un haut-de-chausses et un habit de velours noir orné de rubans verts. Et M. Maurice Donnay rêva, cette fois debout et tout haut, qu'il accueillait ainsi l'homme aux rubans verts :

Monsieur,

Nous ne vous avons pas demandé de dire votre remerciement; c'est nous, au contraire, qui vous remercions d'avoir bien voulu, oubliant l'oubli surprenant commis par nos lointains prédécesseurs, prendre place parmi nous. Car j'imagine qu'environ 1666 vous aviez déjà fait représenter *L'Ecole des Maris*, l'*Ecole des Femmes*, les trois premiers actes de *Tartufe* ou *Tartufe* en trois actes, et *Le Misanthrope*.

Oui, j'imagine qu'après *Le Misanthrope*, ces lointains prédécesseurs auraient pu vous juger *dignus, dignus intrare in nostro docto corpore*. Mais vous étiez comédien, et même vous aviez été comédien ambulant, et le temps n'était pas loin que l'Eglise, dans ses Rituels, nommait encore les comédiens « avec les excommuniés, prostituées, concubinaires, usuriers, sorciers et toutes personnes manifestement infâmes » Et puis, votre verve railleuse et indignée s'exerçait contre tous les ridicules et tous les vices, contre les précieuses, les marquis, les pédants, les médecins, aussi contre les faux dévots, les hypocrites, les imposteurs. Pourtant le Roi vous protégeait ouvertement, et vous lui rendiez sa protection en comédies galantes et héroïques ou en petites comédies farces les plus agréables du monde avec des intermèdes et des divertissements, si bien qu'une grande partie de votre œuvre pourrait avoir pour titre : *Le Roi veut s'amuser*. Mais il peut arriver, même sous un régime autocratique, que la rancune, la méchanceté, la haine soient plus royalistes que le roi; sans compter l'envie, la jalousie, qui sont aussi des facultés de l'âme. Tout cela fait, monsieur, que vous ne devîntes pas le confrère de de M. Ballesdens, Dongat, de la Chambre, de Bourzeys et de quelques autres dont les lumières ne sont pas arrivées jusqu'à nous.

Ici, de la manière la plus fine, la plus délicate, au lieu de la vie du récipiendaire, celle de sa survie dans son œuvre, parmi les commentai-

res et les critiques et les recherches et les efforts pour pénétrer jusqu'au plus intime de son cœur :

Moi-même, après être tombé dans cette curiosité dont je m'excuse, j'ai découvert que tous ces renseignements et toutes ces indiscrétions ne sont pas nécessaires pour bien goûter et comprendre vos comédies. Tenez, Monsieur, depuis quelques jours, à l'occasion de votre tricentenaire, on vous joue chaque soir, à la Comédie-Française, un beau théâtre où l'on joue aussi, de temps en temps, vos contemporains, MM. Corneille et Racine. Eh bien ! c'est une grande leçon de voir la manière dont le public, tout le public, à toutes les places, réagit, comme nous disons aujourd'hui, à vos pièces. Les spectateurs, pour la plupart, ne se demandent pas si Tartufe était gras ou maigre, janséniste ou jésuite ! Ils savent seulement que le personnage n'est pas très catholique, et, contre ce personnage redoutable et affreux de l'*Imposteur*, tous les cœurs se gonflent de la colère et du dégoût qui gonflaient votre propre cœur et que vous exprimiez avec votre génie. Et quand ils voient, ces spectateurs, se dérouler dans un langage magnifique et par des sentiments sincères la lutte d'Alceste contre Célimène, d'un honnête homme bien épris contre une coquette fieffée, ils ne se demandent pas si c'est « votre histoire » avec Armande. Ils s'intéressent, ils s'émeuvent, et voilà tout. Et si, après *Le Misanthrope*, on donne *Les Fourberies*, ils ne s'alarment pas, comme votre ami Boileau, du sac ridicule où Scapin s'enveloppe. Et les spectateurs plus avertis, ceux qui ont fait des études, ne s'alarment pas davantage. Ils admirent au contraire la souplesse de votre invention, la fertilité de votre imagination, les ressources inépuisables de vos dons, votre ingéniosité, votre générosité et cette jeunesse incroyable qui vous permet, à la fin de votre carrière, malgré vos maladies, vos infortunes, vos souffrances physiques et morales, de retrouver, quand il vous plaît, la fantaisie avec laquelle vous écriviez vos premières comédies.

Mais dans *La Critique de l'École des femmes*, une petite pièce qui n'est pas la moins significative parmi les meilleures de votre théâtre, parce que sans vous soucier d'intrigue amoureuse, de complication, de dénouement, vous avez osé, le premier, faire parler des personnages pour exprimer seulement des idées, ce qui est d'un grand artiste, ne vous avez-vous pas proposé vous-même quelques principes pour juger vos ouvrages? Et c'est vous qui avez raison. « La grande règle de toutes les règles est de plaire, et une pièce de théâtre qui a attrapé son but a suivi un bon chemin. » Il suffit de voir votre public en ce moment. Il rit, il s'amuse ; il se laisse « aller de bonne foi aux choses qui le prennent par les entrailles et ne cherche point de raisonnements pour s'empêcher d'avoir du plaisir. » Même les délicats, que rien ne saurait satisfaire, se déclarent satisfaits. Au parterre, aux galeries, on vous admire, on vous aime ; tout le monde est très content. Car, en même temps qu'on vous admire, on vous aime, monsieur, et voilà l'explication de votre renommée et de votre gloire. Un grand critique, Sainte-Beuve, a écrit à votre sujet une page célèbre. « Aimer Molière, c'est... et un développement ; aimer Molière, c'est... et un développement ; aimer Molière, c'est... » A mon tour je dirai : Aimer Molière, c'est... c'est l'aimer tout simplement. Oui, on a de la sympathie pour vous, Monsieur, de l'amitié, de la tendresse ; on vous aime, chacun pour des raisons personnelles auxquelles s'ajoutent, en France, des raisons françaises, et, en tous lieux, des raisons universelles.

M. Robert de Flers, à son tour, parla :

En présence d'une gloire si éclatante, n'est-il point plus raisonnable, et plus pieux aussi, de recevoir ses rayons plutôt que d'analyser le spectre de sa lumière? Molière n'a-t-il pas eu suffisamment à souffrir de tous les commentateurs déchaînés, de tous les glossateurs impénitents, de tous les scoliastes en mal de contradictions, de tous les critiques échenilleurs de gloire, de tous ceux enfin dont Théophile Gautier disait qu'ils se mêlent de ce qui ne les regarde point. Celui-ci prétend que Molière disparaît derrière son œuvre alors qu'il y est tout entier ; celui-là recherche des ancêtres à ses personnages alors qu'ils n'ont que des descendants. Certes, combien de beaux thèmes s'offriraient à nous si le moment n'était point celui d'admirer plutôt que d'expliquer et d'aimer plutôt que de juger! Qu'il nous suffise d'évoquer le miracle de Molière. Dans le siècle où l'ordre va

jusqu'à la rigueur et le goût de la symétrie jusqu'à la manie, son génie fait éclater les cadres et met les vieilles règles en fuite. Son art prodigieux par sa solidité, sa profondeur et sa franchise, supplée à tout ce qu'il néglige et, sans y prendre garde, atteint à l'universalité. A la voix de Molière, à cette voix sévère et joyeuse à la fois, à cette voix qui flagelle, raille, bafoue, mais qui aussi guérit, console et pardonne, les parterres à la française perdent leurs ifs et leurs buis taillés sans pour cela perdre leurs roses. La forêt envahit le jardin. L'artifice du jardinier s'évanouit devant la puissance du créateur. Tout le monde factice, apprêté, frelaté des belles écouteuses, des petits maîtres et des plus petits écrivains se sauve en désordre, emportant en hâte ses éventails, ses fards et ses grimoires; les naïades regagnent leurs coquilles, les déesses leur empyrée, les masques tombent, les visages apparaissent : voici les hommes.

Déciderons-nous à présent en quoi consiste la philosophie de Molière, jusqu'où il poussa le souci de moraliser, s'il eut dessein de mélanger les genres, quel degré de prédominance il assigna aux droits de la nature, quel juste ou injuste milieu il entendit tenir entre les doctrines des cartésiens, des jansénistes et des libertins? Ce sont là sans doute autant de vastes sujets qui auraient besoin du concours de tous les maîtres et peut-être bien aussi de celui de quelques élèves. Perdican n'avait-il point raison de répondre simplement à son vieux précepteur qui lui posait mille doctes questions à propos d'un brin d'héliotrope : « Je n'en sais pas si long, mon révérend, je trouve que cette fleur sent bon, voilà tout. » Ne pouvons-nous pas dire à notre tour : « Nous n'en savons pas si long, mes révérends, nous savons seulement que le génie de Molière est le plus grand du monde et voilà tout ».

Aussi bien Molière est-il une sorte de dieu dont le culte se passe d'intermédiaire. Rien n'est plus facile que d'entrer en communication directe avec lui. Il n'y a qu'à l'aller trouver. On n'a pas besoin de se faire présenter. On l'écoute, on lui parle; si l'on croyait avoir le moyen de suivre ses conseils, on lui en demanderait. Son accueil est si simple, si obligeant. Il suffit de le regarder pour l'aimer. Il ne fait point de manières. Il a son habit de tous les jours. Il porte la chemise ouverte sur le cou. Il penche un peu la tête afin de mieux regarder, de mieux comprendre, de mieux excuser. Le coin des lèvres est un peu plissé pour un sourire. Est-il, ce sourire, plus proche de la joie ou plus proche des larmes? On ne sait au juste. Il est prêt à tout. Nul visage n'est plus grave ni plus sensible. On ne lui cache rien, peut-être parce que l'on sait qu'il va tout deviner. On lui avoue ses faiblesses et ses travers, non seulement comme au plus parfait des maîtres mais aussi comme au plus sûr des amis. Molière, c'est le meilleur des grands hommes.

Certaines parties de cette illustre destinée nous sont connues dans le détail le plus précis, tandis que, pour d'autres, nous sommes réduits aux expédients des interprétations et des hypothèses. Mais peut-être, à cause de ce mystère même, la vie de Molière — qui ne nous a pas laissé dix lignes de son écriture — prend-elle une plus grande valeur d'humanité. Elle permet à chacun de nous d'y intéresser son imagination et sa sensibilité et de retrouver dans les siennes nos peines et nos joies. Au moment même où les archivistes désolés sont contraints d'arrêter leurs travaux, notre curiosité, notre admiration se dépêchent bien vite d'entrecroiser leurs fils et se mettent tendrement à repriser les accrocs de l'histoire.

C'est peut-être bien grâce à ces circonstances que la mémoire de Molière a connu ce bonheur merveilleux : l'immortalité n'a point modifié son visage. Elle n'y a point ajouté une seule ride; elle n'y a point fixé une seule expression. En passant à la postérité, Molière a gardé son intimité, sa libre allure, la bonne grâce de son accueil. Il n'a pris soin ni de peigner sa perruque, ni d'ajouter un ruban à son habit. Il est venu comme il était, en voisin.

Beaucoup d'hommes illustres restent en quelque sorte tout seuls dans leur gloire et, n'ayant personne à qui parler, ils finissent par s'y ennuyer et à cause de cela même par devenir ennuyeux. Les sculpteurs qui se sont abattus sur eux et les discours officiels qu'on leur a infligés semblent les avoir définitivement attristés. Ce ne sont plus que des grands noms qui demeurent, des syllabes qui ont eu de la chance. Mais Molière, lui, ne nous apparaît pas isolé dans son apothéose. Ses personnages l'entourent et mêlent leurs propos aux siens. Il les aime trop pour avoir voulu se séparer d'eux. Ils sont tous là. Le visage d'Alceste est si près du sien que parfois ils se confondent. Célimène s'approche, toujours à la mode : Harpagon estime qu'elle fait bien de la dépense; Agnès l'admire et s'apprête à lui ressembler tout en acceptant le billet que lui glisse Horace; Arnolphe surveille : Scapin ne parvient pas à le distraire; Argan évite son frère; Amphitryon

apprend la mythologie ; don Juan a peur d'avoir vieilli ; M. Jourdain plaisante les nouveaux riches ; Tartufe, d'Elmire, s'est rabattu sur Bélise ; Arsinoé descend de sa chaise ; Cathos et Madelon font avancer les commodités de la conversation et, au milieu de tout ce peuple dont chaque geste a gardé le mouvement de la vie et chaque parole le son de la vérité, Molière se dresse comme le grand témoin de l'humanité qui, pour la suite des siècles et sous la foi du génie, fait sa déposition.

L'œuvre de Molière appartient au monde, son esprit appartient à la France, mais son âme — et c'est notre joie et notre fierté de le proclamer — son âme n'appartient qu'au théâtre. Il la lui a donnée. Grâce à cet incomparable présent, il a communiqué à deux professions odieusement dédaignées, celle d'auteur et celle de comédien, l'éclat et la dignité qu'on leur refusait. Par là il a mis à sa vraie place l'art comique. Il a détruit ce préjugé qu'il suffit de ne pas rire pour être sérieux : Il a imposé au monde le respect du rire. Aussi le théâtre, le théâtre tout entier, de tous ses masques et de tous ses visages, de toutes ses frises et de tous ses portants, de toutes ses chimères et de toutes ses vérités, de toutes ses faiblesses et de toutes ses grandeurs, s'exalte et s'incline devant celui qui fut son rédempteur et son martyr et qui lui donna, pour sa gloire la plus haute et pour son immortel orgueil, le génie de son esprit et le sang de son cœur.

Enfin M. Léon Bérard, ministre de l'Instruction Publique, fit de Molière un bel éloge disant que « les Français ne pouvaient pas être seuls à fêter un génie aussi humain et aussi universel », et saluant les éminents représentants du corps diplomatique, les délégués des Universités et des corps savants, les écrivains et les artistes de l'étranger qui avaient répondu à notre invitation. :

Un grand acteur anglais a dit : « Molière n'est d'aucune nation. Un jour le dieu de la comédie, ayant voulu écrire, se fit homme et, par hasard, tomba en France.

. . . . . .

Nos hôtes savent qu'aucun de nos grands écrivains ne nous est plus cher que Molière, et ce que nous aimons en lui Il n'est point de génie qui reproduise tous les traits du visage et de l'âme d'un peuple. Nous ne prétendons point que celui-ci nous ait exprimés tout entiers, ni que son théâtre contienne, pour nous, toute la règle de la sagesse. Il nous suffit de reconnaître en Molière, profond connaisseur d'hommes et incomparable poète de la fantaisie, celui qui a le mieux représenté l'un des grands courants d'histoire et de race dont se compose notre tradition. Et sans poser une fois de plus le difficile problème de la comédie et de la morale, ne s'accommoderait-on pas aisément de vivre dans le monde que l'on peut imaginer à l'aide de l'immortelle esquisse qu'il nous en a laissée ?

. . . . . .

Et quelle société n'aurait à se louer de retrouver parmi les meilleurs d'entre ceux qui la dirigent ou la conseillent ce que Molière a mis de lui-même dans son œuvre : la passion de la sincérité, la générosité dans la clairvoyance, la grandeur dans le sens commun.

VIE SPORTIVE

SPORTS D'HIVER

A l'encontre d'un assez grand nombre de sports qui ont été créés de toutes pièces et perfectionnés pour la distraction de l'homme, en même temps que l'entretien ou l'amélioration de sa santé, les sports d'hiver ne sont que le prolongement de moyens de transports spéciaux aux pays froids, où la neige se maintient pendant de longs mois en abondance, et où la glace couvre des étendues parfois considérables. Pour tranformer ces moyens de transports, qui sont une nécessité, en sports, il a suffi de les réglementer et d'enlever aux gestes, dont ils étaient créateurs, leur fin d'utilité directe.

La recherche d'instruments propres à se déplacer rapidement sur la neige et sur la glace, et à vaincre les difficultés que suscitent ces éléments dans les pays froids, remonte certainement à l'origine de l'homme. Par contre, leur perfectionnement fut lent. En 1174, Fitz Stephen, chroniqueur anglais, rapporte que les jeunes Londoniens, chaussés de patins en os, se livraient sur la glace de véritables batailles pour s'entraîner à la guerre. La première représentation d'un sujet de patinage se trouve dans une gravure sur bois publiée en Hollande par Johannes Brugman, en 1498, dans la vie de Sainte Lydwine de Schiedam. En France, il faut attendre le Premier Empire pour voir le patinage se développer réellement. De même, pour le ski, les Eddas de Sœmond Sigfusson (1057) abondent en citations ayant trait aux exploits des dieux de la Scandinavie sur leurs patins à neige. Au XVI^e^ siècle, sur la route de Lyon à Turin, les voyageurs descendaient le Mont Cenis à la « ramasse » sur des traîneaux plus ou moins grossiers. C'est à Davos qu'est née la luge moderne, c'est dans ce site merveilleux de la Suisse que sa pratique est devenue un sport, et que les premières courses en furent organisées par les Anglais, en 1883.

Comme on le voit, les sports d'hiver existent et sont pratiqués depuis fort longtemps, mais ils ne se sont vraiment répandus et n'ont pris quelque extension dans nos climats que grâce à la commodité

grandissante des longs déplacements. Leur exercice, en effet, demande des conditions si spéciales de climat et de contrée, que, pour la plupart des adeptes, un véritable voyage s'impose avant de pouvoir sacrifier au sport qui leur est cher. Il faut cependant reconnaître que ce sport a des amateurs nombreux et passionnés, malgré toutes les difficultés qui s'opposent à sa facile pratique.

En plus du plaisir occasionné par le sport lui-même, la contemplation des paysages d'hiver dans les grands centres qui existent en Suisse et commencent à s'organiser sérieusement au milieu des Alpes françaises, et plus nouvellement encore dans les Pyrénées, est en effet pour les yeux une source de joie innombrable et toujours renouvelée. Il est difficile, sinon impossible, de s'imaginer, quand on ne l'a pas vue soi-même, la splendeur de ces sommets couverts d'une neige si fraîche, si pure, si immaculée qu'il n'y a rien dans la nature qui donne jamais la même sensation de blancheur. Et cette neige vit : rosée par le soleil, elle s'anime avec la montée de l'astre. Sa transpiration se transforme en légers flocons de brouillard vite absorbés par la chaleur du jour, et c'est tout l'éclat de midi. Puis le soir, lentement, tombe, mettant son or dans les lumières de cette neige virginale, pour faire valoir, semble-t-il, le violet des ombres qui s'étale en nappes foncées, grandissantes. Avec la descente du soleil, l'or devient du sang et la couleur verdâtre et froide de la nuit envahit tout de nouveau : couleur de mort, sans tristesse, attendant la résurrection. Par endroit, des forêts de sapins jettent leur manteau presque noir sur les flancs des monts moins arides et la neige, la neige toute puissante, les entoure, les sertit, les estompe et paraît ne consentir à les laisser subsister que pour faire valoir sa clarté au contact de leur obscurité. La neige est tout à la fois le décor et le principal personnage de cette somptueuse féerie hivernale. Le mauvais temps lui-même, qui devrait être maudit, pour ce qu'il empêche les sorties, est supporté d'un cœur égal, parce que le mauvais temps à ces altitudes, c'est la neige, et que la neige, c'est du plaisir qui se prépare pour la prochaine éclaircie.

Le plus paisible de tous les sports d'hiver, si cette qualification n'est pas exagérée, est le *curling*, réservé aux personnes d'âge mûr et de sens rassis. Le curling est un jeu d'origine écossaise, extrêmement populaire dans ce pays, qui a quelques rapports avec notre jeu de boules. Il se joue avec des galets pesant environ quinze kilos, portant à leur partie supérieure une poignée recourbée, « curl », d'où le nom du jeu, qui sert à les lancer en glissant sur la glace.

Parmi les sports actifs, la *luge* est peut-être le plus pratiqué. C'est un petit traîneau à une seule place, monté sur deux patins en bois recourbés à l'avant, garnis par en dessous d'une monture en fer. Des montants renforcés par des arcs-boutants relient et surmontent les patins, soutenant les lames de bois qui servent de siège. Le lugeur

s'assied les pieds en avant et dirige son véhicule par de légers coups de talon donnés du côté où il veut aller. Sur tous les chemins, routes ou même sentiers en pente, couverts de neige tassée, ou glacée, la luge est la démocratique souveraine. Chevauchant ce modeste traîneau, le bambin se rend à l'école et la laitière descend son pot de lait à la plus proche « fruiterie ». Dans les stations très fréquentées, les routes présentent un véritable fourmillement de ces luges qui descendent conduites par des enfants, par des femmes, et croisent celles qui remontent attachées en chapelet à une longue corde, que tire paisiblement un cheval revenu depuis longtemps des écarts de la jeunesse. Dans certains centres hivernaux particulièrement bien organisés on confie, pour remonter, sa personne et son véhicule au funiculaire qui vous permet de recommencer rapidement la descente et d'éprouver une fois de plus la griserie de se sentir glisser sans bruit alors que le vent vous fouette et que l'air vous tonifie.

Ce moyen d'employer la déclivité du sol pour se transporter était évidemment trop simple pour l'esprit compliqué de l'homme. Il a donc créé et perfectionné les traîneaux de sport proprement dits. Le *skeleton* est un traîneau à une seule place comme la luge, mais les patins sont formés chacun par une ellipse en acier et reliés à la partie supérieure par des traverses, qui soutiennent une petite planche placée vers l'arrière. La position du coureur est assez impressionnante : il s'étend sur le ventre, la tête en avant, et dirige à l'arrière avec la pointe de ses pieds, munis de crampons de fer pour augmenter la prise. Les routes ne conviennent pas aux assoiffés de vitesse qui montent les skeletons et, dans les grandes stations, des pistes spéciales ont été tracées qui comportent des pourcentages effrayants et des virages relevés ayant jusqu'à cinq mètres de hauteur. Ces pistes sont entretenues avec soin; on les arrose le soir afin qu'elles soient toujours en glace neuve. Il y en a de célèbres comme la Cresta Run à Saint-Moritz, sur laquelle on a atteint la vitesse de cent-vingt kilomètres à l'heure ! Qu'on se représente ce que peut être la plongée dans le gouffre d'une pareille descente, la tête en avant, offerte, semble-t-il à l'obstacle qui peut se présenter à l'improviste. Il faut reconnaître qu'il arrive parfois des accidents graves, mais combien rares vu le nombre des imprudents qui se livrent à ces « distractions » sans préparation suffisante.

L'autre traîneau de sport est le *bobsleigh*, traîneau à plusieurs places, généralement quatre. Le bobsleigh n'est en somme qu'une grande luge perfectionnée comprenant deux parties : une luge fixe à l'arrière, une seconde à l'avant, mobile autour du pivot, comme l'avant d'une voiture, toutes deux réunies par deux longerons. La luge avant est commandée, soit par des cordes et poulies de rappel, soit, dans les derniers modèles, par un volant d'automobile. Ces derniers *bobs*, comme on dit par

abréviation, comportent même un frein à pédale qui permet le ralentissement pour aborder les virages. Des pistes spéciales ont été également créées pour ces appareils, et tous les ans se disputent de nombreuses épreuves dotées de prix importants.

Ce qui fait la qualité sportive d'une équipe de bob, c'est l'entente complète entre le « capitaine » qui conduit et commande et ses trois équipiers dont les rôles ne sont pas seulement passifs, comme on pourrait le croire. De leur adresse et de leur jugement dépend en effet la façon dont l'ensemble se comporte dans les virages, car là réside la véritable difficulté de conduite de ces traîneaux dont le poids à vide atteint quatre cents kilos. Si les équipiers se penchent insuffisamment dans le virage, relevé pourtant au point que parfois il ressemble à un mur, le traîneau, obéissant mal au braquage de la partie avant, bondit hors de la piste pour aller s'écraser... quelque part, avec tout son contenu. Ce « quelque part » est généralement de la neige molle et tout finit par des rires sans fin et un traîneau à réparer. Une course de bobs est un véritable spectacle à sensations. Si on regarde arriver l'un de ces bolides à un « beau » virage, imprécis tant il est rapide, bondissant dans l'éclat multicolore des maillots des coureurs, au milieu de la fine poussière irisée qu'il fait voler, on ne peut s'empêcher de ressentir un frisson... Lorsqu'on est acteur, on éprouve parfois aussi un frisson, mais pas de même ordre, car alors c'est l'attrait de la lutte, et du danger... D'ailleurs on n'a guère le temps de penser !

Le *ski* est peut-être l'engin qui possède, en même temps, le plus d'utilité et le plus d'utilisation dans les contrées où la neige est abondante. Il trouve son emploi à peu près en toutes circonstances : sur le terrain plat et dans la neige fraîche, il permet de progresser à une allure supérieure à celle de la marche, sans enfoncer; dans la descente il devient aussi rapide qu'un petit traîneau; enfin, il rend possible la montée de certaines pentes de neige impraticables sans son emploi; mais ce dernier exercice présente d'assez grandes difficultés, et, pour devenir relativement pratique, demande une maîtrise complète.

Le ski est une lame de bois ouvrée, relevée à l'avant, légèrement concave dans le sens de la longueur du côté où elle repose sur le sol, et d'épaisseur variable selon les endroits. Il a une longueur de un mètre quatre-vingt centimètres à deux mètres trente centimètres selon la taille du skieur. Dans les pays scandinaves, tout le monde se sert de ce moyen de transport; c'est presque l'unique façon de circuler pendant les longs mois où la neige recouvre toutes choses de sa ouate duvetée, si plaisante à voir à travers quelque fenêtre bien fermée, mais où l'on enfoncerait jusqu'au ventre, si on se hasardait à mettre un pied dehors, sans le munir auparavant de l'indispensable ski. Il commence d'ailleurs à se répandre dans les régions montagneuses de France, en Savoie et dans les Vosges. Nos chasseurs alpins forment

même quelques compagnies de skieurs, et l'on trouve parmi eux de véritables champions de cette spécialité.

L'usage du ski devient réellement sportif quand on s'en sert pour pratiquer le saut, qui est un exercice difficile. Le skieur se lance sur une pente rapide; en un point de cette pente on a ménagé une sorte de tremplin où le terrain se relève. Le sauteur prend son élan et paraît projeté en l'air; il plane un instant, et reprend pied sur la pente très au-dessous et à une distance parfois considérable de son point de départ. On a enregistré des sauts de quarante-cinq mètres, mesurés entre les perpendiculaires des points de départ et d'arrivée. Pour que le saut soit valable, il faut qu'il ne soit pas suivi de chute.

La raquette à neige, comme son nom l'indique, a la forme d'une raquette, sans manche. Le pied s'attache au milieu par des courroies. Elle sert à ne pas enfoncer dans la neige molle. Son emploi est assez mal commode et demande un certain entraînement, donnant en tout cas une démarche particulièrement inélégante ! C'est un outil d'utilité, le parent pauvre des instruments de sports d'hiver.

Le *patinage sur glace*, au contraire, est peut-être l'exercice le plus complet, le plus gracieux, le plus sain qui soit, mais il est aussi le plus difficile à apprendre et à pratiquer. Le patinage a des champions qui sont de véritables artistes, des virtuoses fignolant les moindres détails de leurs mouvements. Dans les concours de figures, ils tracent sur la glace, de leur lame agile, les dessins les plus compliqués et parviennent même à écrire des noms. Il y a de charmantes figures qui se font par couple, la valse particulièrement donne cours aux plus gracieuses évolutions. Il y a aussi des courses de patineurs; bien entraînés, ils ont vraiment l'air de voler. Le record de l'heure est d'un peu plus de trente kilomètres, ce qui représente déjà une confortable vitesse. Le patinage n'est utilitaire que dans les pays du Nord où l'on se sert des canaux et des étangs pour circuler rapidement. Les lacs suédois chantés par Selma Lagerlöf sont le rendez-vous de multiples fervents du patin.

Sur ces vastes aires glacées, on pratique le *patinage à voile*. Une étoffe légère est tendue sur un bâti carré ou trapézoïdal, le patineur place cette voile entre le vent et lui et s'appuie en quelque sorte sur elle; il va ainsi sans fatigue, léger, et la sensation est presque aérienne... si le vent ne change pas brusquement de direction, sans quoi, il ne lui reste plus qu'à ramasser son matériel après s'être lui-même relevé.

Un perfectionnement de ce moyen de propulsion emprunté au vent est l'*ice boat* ou bateau à glace : un chassis triangulaire, deux patins à l'avant et un mobile à l'arrière servant de gouvernail, aux angles du triangle. Surmontant le tout, une voilure élégante comme celle d'un yacht. Dans les pays du Nord entourant la mer Baltique, la plupart des bras de mer abrités et les golfes profonds gèlent régulière-

rement et offrent des surfaces immenses à l'évolution des traîneaux pour le transport des personnes et des marchandises. En Amérique et au Canada, l'Ice-Yachting n'est pratiqué que comme sport sur les grands fleuves de ces régions ou sur les lacs qui ressemblent à de petites mers.

Les sports d'hiver présentent en somme une grande variété et offrent de quoi satisfaire les goûts les plus divers. Leur principal inconvénient réside en la difficulté de les pratiquer un peu régulièrement dans un climat aussi tempéré que celui de la France. On doit fatalement chercher ce que n'offre pas la latitude, fort heureusement d'ailleurs, dans l'altitude. Cela fait qu'on trouve, en même temps que la joie du mouvement, le plaisir de contempler le spectacle merveilleux des montagnes hivernales. Cependant cette rareté et cet éloignement des sites convenables rendent la pratique de ces sports si onéreuse qu'elle devient, pour la plupart, impossible. Il y a lieu de le regretter, car quels bienfaits ne pourraient tirer de ces exercices dans l'air glacé, si vivifiant, tant d'éclopés et de fatigués de la terrible conflagration mondiale ! On tente bien un peu chaque jour d'augmenter le nombre des admissions dans les quelques sanatoria qui existent et qu'on s'efforce de développer et de créer en plus grand nombre ; mais combien ce qui est se trouve insuffisant à côté de ce qui serait, non seulement nécessaire, mais indispensable.

Peut-être sera-t-il donné à tous ceux qui pourraient en tirer un bénéfice, soit immédiat, pour eux-mêmes, soit à échéance, pour l'amélioration de la race, d'aller se retremper périodiquement dans le grand bain oxygénateur qu'est une cure hivernale d'altitude, complétée par les bienfaits régénérateurs de l'exercice des sports d'hiver. Sports d'endurance et de rapidité, de force et de souplesse, de jugement et de grâce. Sports positivement créateurs du « *mens sana in corpore sano* » parce qu'ils sont vraiment complets, variés et se déroulent dans un milieu où la beauté continuelle ne peut qu'engager l'esprit à s'élever, s'élever toujours plus haut, afin de dominer les cimes d'une immaculée pureté dans le ciel profond.

Paul Sourzac.

VIE MARITIME

La baisse du fret.

L'index-number des frets pour octobre était tombé à 30, ce qui représentait une diminution de 11.8 % en comparaison avec septembre et de 25 % avec le mois d'août. Les plus fortes diminutions ont eu lieu dans le trafic avec l'Argentine et l'Australie.

Le tableau suivant donne les index du fret pour les dix premiers mois de l'année courante comparés aux index-numbers de la *Labour Gazette* pour les prix du détail et ceux du *Statist* pour les prix du gros (base 1920 = 100) :

1921	Fret	Fret à terme	Prix de gros « Statist »	Prix de détail « Lab. Gaz. »
Janvier	46	60	78.6	111
Février	38	42	72.9	105
Mars	37	40	70.6	101
Avril	39	36	67.6	97
Mai	40	37	64.6	95
Juin	43	37	62.1	91
Juillet	43	35	63.0	91
Août	40	35	61.5	93
Septembre	34	34	49.5	92
Octobre	30	30	55.1	88

Pour novembre l'index-number du *Statist* n'était plus que de 29 contre 30 en octobre et 141 en mars 1920. La baisse par rapport à octobre est de 3,4 % et de 14,8 % par rapport à septembre.

Cependant, on note un léger raffermissement sur les frets sud-américains et nord-américains, de sorte qu'il est très vraisemblable que pour décembre l'index-number enregistrera, pour la première fois depuis longtemps, l'indication d'un relèvement.

En particulier le marché de Londres a remarqué dans les derniers temps la fermeté du fret pour les grains venant d'Argentine, en même temps qu'une demande régulière de tonnage pour expédier du char-

bon à des ports éloignés. En moins d'une semaine, le taux des chargements pour l'Angleterre dans les ports de la Plata est monté de 22 sh. 6 d. à 35 sh. par tonne, par suite de la coïncidence entre les demandes et le nombre limité de navires disponibles.

La marine marchande en France

Le rapport établi au nom de la Commission des finances de la Chambre des Députés sur le projet de budget pour 1922 compare dans sa section: Ports, marine marchande et pêche, l'état de la marine marchande française en 1914 et 1921 :

	1914		1921	
Vapeurs	Nombre	Tonnage brut	Nombre	Tonnage brut
Bois	22	3	179	253
Fer	172	183	144	114
Acier	831	1.735	1.339	2.931
Total	1.025	1.922	1.622	3.298
Voiliers :				
Bois	385	81	245	67
Fer	11	16	7	10
Acier	155	358	130	275
Total	551	456	382	353
Total général	1.576	2.379	2.044	3.652

Ces chiffres sont ceux du Lloyd Register rectifiés, ce dernier donnant la jauge nette des voiliers alors que c'est la jauge brute qui est exprimée dans le tableau ci-dessus.

D'autre part, le Comité Central des Armateurs de France donne comme tonnage total de 1914 : 2.498.285 tonnes, soit un peu plus que le total du Lloyd. Cette différence provient du fait que le Lloyd ne compte pas dans sa statistique les navires de moins de 100 tonneaux.

Pour 1921, le chiffre du Comité n'atteint que 3.324.001 tonnes, celui du Lolyd s'élève à 3.652.249, mais il tient compte des navires en construction et prêts à être lancés.

En déduisant un tonnage de 213.644 tonnes de navires inutilisables et si l'on s'en tient aux chiffres du Comité Central, notre marine marchande serait donc passée en définitive de 2.498.285 tonnes en 1914 à 3.110.447 en 1921,

Reconstruction de la flotte marchande allemande

La reconstruction de la flotte marchande allemande progresse rapidement, les seules compagnies de Hambourg ayant lancé pendant le 2e trimestre de 1921, seize nouveaux navires d'une jauge brute totale de 106.000 tonnes.

Depuis la fin de 1920 le tonnage allemand (non compris les navires construits en bois) s'est augmenté de 428.000 tonnes à 700.000 tonnes. D'après des journaux techniques allemands, 45 bateaux sont actuellement en voie de construction dans des chantiers d'Allemagne. L'augmentation due au rachat de bateaux étrangers progresse rapidement. Le type prédominant des bateaux allemands est le vapeur d'une jauge brute variant de 10.000 à 15.000 tonnes.

Les équipages reçoivent depuis le 1er septembre dernier, un salaire de 80 % supérieur à ce qu'il était avant cette date. Toutefois, la valeur du mark est telle que les compagnies de navigation allemandes, malgré cette importante augmentation, peuvent encore concurrencer facilement les compagnies d'autres pays.

Le mouvement du port de Hambourg pendant les dix premiers mois des années de 1913, 1918, 1919, 1920 et 1921, s'établit comme suit : (Vapeurs et voiliers).

Années	Entrées		Sorties	
	Navires	Jauge nette	Navires	Jauge nette
		Tonnes		Tonnes
1913	12.675	11.891.026	14.130	12.123.629
1918	1.187	619.620	1.487	795.645
1919	1.598	1.115.096	2.172	1.091.848
1920	3.835	3.318.717	4.101	3.296.445
1921	7.060	7.778.355	8.162	7.726.381

La même comparaison pour les mois d'octobre donne des résultats encore plus sensibles ;

Octobre	Entrées		Sorties	
	Nombre	Tonnage	Nombre	Tonnage
		Tonnes		Tonnes
1913	1.420	1.291.625	1.551	1.281.230
1918	110	53.417	139	64.739
1919	218	142.623	236	141.582
1920	422	444.239	500	465.169
1921	915	1.046.570	1.171	1.071.504

La crise navale anglaise.

Dans un discours prononcé récemment, sir George Hunter, directeur des chantiers *Swan, Hunter et Wigham Richardson,* a déclaré que les chantiers britanniques traversent la pire crise qu'ils aient connue depuis trente ans, et que seule l'augmentation du rendement de la main-d'œuvre et l'élimination de tout gaspillage permettront de la traverser. Le rendement moyen de l'ouvrier a baissé selon lui, de 50 % depuis dix ans; une collaboration ouvrière loyale et l'abandon des déplorables errements actuels sont donc indispensables au relèvement de l'industrie.

On annonce par ailleurs que la récente baisse des salaires dans les chantiers navals n'a pas réussi à amener jusqu'à présent une seule nouvelle commande. L'unique résultat tangible a été, dans un ou deux cas, la reprise de constructions interrompues, il y a quelques mois, à la demande des armateurs. Les prix sont toujours trop élevés, eu égard à la concurrence étrangère et surtout à celle des Allemands, favorisés par l'effondrement du mark. Un chantier de la côte Sud d'Angleterre a récemment fait un gros effort pour obtenir la commande d'un vapeur de 1.400 tonnes de portée. L'ordre a été néanmoins passé à Hambourg pour une somme de £ 12.000, représentant £ 6.15.5. par tonne d. w. alors que le prix de revient d'un navire semblable en Angleterre, sans bénéfice pour les constructeurs, est de £ 22 à £ 23 par tonne.

Signalons, enfin, que les chantiers de la Clyde ont lancé en novembre sept navires représentant 15.880 tonnes brutes. C'est, à l'exception du total de janvier dernier, le plus faible rendement mensuel constaté cette année. La production des onze premiers mois de 1921 s'élève à 202 navires et 421.845 tonnes, en diminution de 143.243 tonnes sur la période correspondante de 1920, et de 206.971 tonnes sur les onze premiers mois de 1913 — année record pour les chantiers de cette région.

L'armement britannique a opéré une nouvelle réduction des soldes des officiers et hommes d'équipage. Cette réduction est de £ 3 pour les marins et chauffeurs payés au mois, et de 14 sh. pour les salaires à la semaine (équipage des caboteurs). On n'a pas encore de détails sur les diminutions en ce qui concerne les officiers (pont et machine) et les agents du service général.

Les soldes avaient été diminuées une première fois de £ 2.10 par mois en mai dernier; en outre, il n'a pour ainsi dire pas été payé d'heures supplémentaires sur les navires britanniques au cours des six derniers mois.

D'autre part, les salaires des dockers, fixés à 16 sh. par jour en

mai 1921 ont été ramenés dernièrement à 14 sh. et seront à nouveau diminués de 1 sh. le 1er janvier prochain.

Le port de Liverpool occupe une place prépondérante parmi les ports britanniques. Sur un mouvement commercial de £ 3.489.871.000 en 1920, on constate qu'une part s'élevant à £ 1.091.675.000 est passée par Liverpool, soit près du tiers. Venaient après, par ordre d'importance : Londres, £ 1.005.267.000; Manchester, £ 207.683.000; Hull, £ 172.851.000; Glasgow, £ 158.126.000, et Southampton, £ 98.568.000.

Pour les dix premiers mois de l'année en cours, le trafic du port se compare de la façon suivante aux périodes correspondantes des années précédentes :

	Tonnage net	Tonnage brut
1914	2.813.038	4.563.902
1919	2.822.674	4.507.384
1920	2.977.778	4.802.687
1921	3.174.172	5.126.355

Le mouvement de 1921 se révèle donc en progression sur l'année précédente, résultat d'autant plus intéressant que la grève minière du début de l'année avait porté un préjudice considérable au commerce britannique.

Le développement du pavillon américain

Pendant l'année fiscale qui s'est terminée le 30 juin dernier, 39 % des exportations américaines (en poids) et 72 % des importations ont été effectués sous pavillon américain. Le pourcentage élevé des transports américains à l'importation s'explique par les chargements considérables d'huile brute amenés par tanksteamers appartenant à des compagnies pétrolifères américaines.

Bien que le Shipping Board possède une flotte de 50 % supérieure au tonnage global des compagnies privées, ses navires ont transporté près de 11 millions de tonnes de moins que ceux de ces dernières, comme il ressort du tableau suivant :

	En tonnes de 1.016 kilogrammes					
	Importations	%	Exportations	%	Trafic total	%
Etats-Unis :						
Shipping Bd ...	8.220.496	22	11.451.146	19	19.671.642	20
Cies privées ...	18.570.869	50	11.640.105	20	30.210.974	32
Totaux	26.791.365	72	23.091.251	39	49.882.616	52
Tonnage étrang.	10.088.167	28	36.113.799	61	46.201.966	48
Totaux	36.879.532	100	59.205.050	100	96.084.582	100

Le port de New-York se classe le premier avec un trafic total de 21.140.122 tonnes. Viennent ensuite, assez loin derrière lui : New-Orléans, Baltimore, Norfolk et Philadelphie.

Crise de la marine marchande norvégienne.

D'après les renseignements fournis par l'*Association des Armateurs norvégiens*, la crise de la marine marchande norvégienne aurait atteint son maximum en juin dernier, les désarmements se chiffrant à cette époque par 515 navires, représentant 1.369.915 tonnes d. w., soit 40,3 % du tonnage total affecté au trafic étranger. La situation s'était déjà sensiblement améliorée au début d'août, le tonnage désarmé ayant diminué à 922.648 tonnes, pour tomber à 524.000 tonnes à la fin d'octobre. Ce dernier chiffre ne représente plus que 15 % du tonnage employé au trafic étranger.

La flotte commerciale d'Etat au Portugal.

Le gouvernement portugais a publié dernièrement un décret dissolvant l'organisation actuelle des Transports maritimes de l'Etat.

Un Comité administratif de cinq membres choisi par le Gouvernement sera nommé pour assurer la gestion de la flotte suivant les principes commerciaux. Il comprendra obligatoirement un armateur, un importateur et un exportateur.

On envisage l'attribution de la flotte en gérance à des maisons particulières après appel à la concurrence.

L'exposé des motifs du décret commente longuement les mauvais résultats de la gestion d'Etat.

VIE ÉCONOMIQUE

L'expansion de la sidérurgie allemande.

Prochainement vont être publiés les chiffres que la production de fer a atteints en Allemagne pendant la guerre 1921. il sera intéressant de constater, par leurs variations, dans quelle mesure cette industrie allemande a été éprouvée ou épargnée par la crise. Celle-ci a, on le sait, causé une réduction de travail dans les principaux hauts-fourneaux et la fermeture de certaines fonderies en Allemagne, mais les indications numériques à ce sujet, font défaut.

Il est à remarquer toutefois que ces chiffres, même si l'on y joignait ceux de l'exportation, ne donneraient pas une idée complète de la situation dans laquelle se trouve la sidérurgie à la fin de 1921. L'année qui vient de finir, — ce fait est au moins aussi vrai pour la France — — a été consacrée, en grande partie, à la liquidation de la crise et à la préparation d'une reprise, par l'adaptation des moyens de production et de vente à l'augmentation des bénéfices. Des usines et des sociétés ont été réorganisées, et d'autres accords ont été conclus avec des entreprises allemandes étrangères en vue de l'approvisionnement en charbon ou en minerai, des négociations ont eu lieu pour mettre les frais de production et les prix en rapport avec les possibilités d'exportation. Pour rendre l'exportation plus rémunératrice on a cherché à la faire porter sur des produits achevés plutôt que sur des produits bruts.

Les efforts considérables qui ont été accomplis dans ces divers sens, et auxquels ont été consacrés des capitaux très élevés, constituent une œuvre d'expansion industrielle dont il faut tenir compte pour juger les résultats de l'année 1921.

* * *

Les chefs de la sidérurgie allemande ont poursuivi pendant toute cette année leurs efforts tendant à s'assurer soit à l'intérieur, soit au-

dehors, des sources de matières premières, des usines ou des comptoirs de vente.

Ils ont repris plus activement leurs pourparlers avec les propriétaires de mines de fer *françaises* en vue d'augmenter leurs importations de minette ou d'autre minerai. En effet, la baisse du mark rend très difficile l'achat de minerais espagnols et suédois. Les propriétaires français de mines de fer, qui sont en même temps métallurgistes, de même que les principaux maîtres de forges allemands sont propriétaires de charbonnages, — ont profité de l'occasion pour étudier des projets de contrats leur assurant pour une longue période d'années, un approvisionnement en coke de Westphalie, notamment pour l'époque où l'arrangement de Spa cessera d'être en vigueur. La qualité de ce coke leur paraît supérieure à celle du coke sarrois. Nous ignorons si ces négociations ont abouti à une conclusion.

Les exportations de minerai de fer français en Allemagne se sont élevées, pendant les dix premiers mois de cette année, à environ 600.000 tonnes, dont 70.000 en août, 105.000 en septembre et 95.000 à 100.000 en octobre. Ces importations provenaient surtout des mines des environs de Diedenhofen, celles de Briey n'ayant encore produit que peu depuis l'armistice. En outre, en raison des frais de transports élevés, les industriels allemands ont avantage à acheter le minerai 30-32 % de Diedenhofen, plutôt que le 38-40 % de Briey.

Les minerais de fer russes, qui, dans l'Est, sont particulièrement riches en manganèse, exercent une vive attraction sur les industriels allemands. Il paraît que certaines concessions leur ont déjà été accordées. La presse a cité celle de gisements situés dans la région de Koursk, qui aurait été obtenue par une société du groupe Stinnes. A ce sujet M. V. Agafonoff, professeur à l'Université de Tauride, a donné quelques renseignements que nous reproduisons sous toutes réserves. Ces gisements seraient les plus riches du monde. Ils auraient une superficie d'environ 30.000 kilomètres carrés, soit plus que la Belgique entière. Ils se trouveraient à une profondeur variant entre 140 et 400 mètres. Ils n'ont pas été entièrement prospectés, mais leur existence est sommairement connue depuis 1870 et, comme il s'agit d'oxyde de fer magnétique, on aurait pu se faire, par le simple procédé de la boussole, une idée de leur étendue. Les échantillons de minerai examinés révéleraient une teneur en fer moyenne de 72 %, ce qui est beaucoup.

* * *

La Société Minière et Métallurgique des Alpes *Autrichiennes* (Alpine) dont le capital appartient maintenant pour moitié environ au groupe Stinnes, qui la réorganise, a eu, pendant le premier semestre 1921, une production un peu supérieure à celle du premier semestre 1916. La

nécessité de faire venir le coke de Westphalie rend l'exploitation fort onéreuse et l'interrompt parfois.

En revanche le coke est plus facile à obtenir dans la République *Tchéco-slovaque*. Aussi la presse annonçait-elle à la fin de l'été dernier (non sans que la nouvelle fût démentie par certains organes), que M. Hugo Stinnes était en pourparlers avec le groupe Gutmann-Rothschild, propriétaire des grands établissements métallurgiques de Vitkovitce, près de Teschen et de la Haute-Silésie. On avait auparavant annoncé puis démenti l'acquisition de ces entreprises par les établissements Schneider (Creusot). Ce qui paraît confirmé, c'est que le groupe Stinnes aurait assuré l'approvisionnement en combustible des établissements de Vitkovitce.

Ceux-ci comprennent toute la série des principales industries métallurgiques, c'est-à-dire, à la fois des entreprises minières, des hauts-fourneaux, des aciéries, des ateliers de construction mécanique, etc. Les chiffres suivants, cités par la *Journée Industrielle*, donnent un aperçu de ce qu'a été en 1914 la production de ces industries, qui occupaient 32.000 ouvriers, bien que la main-d'œuvre eût été remplacée, autant que possible, par le machinisme : fonte (5 millions de quintaux métriques), acier en lingots (3 millions de quintaux), rails (381.500 quintaux) fer et acier laminé (2.500.000 quintaux), articles en acier (445.045 quintaux), tuyaux laminés (267.782 quintaux), articles en fonte (3.509.103 quintaux), machines (324.488 quintaux), ponts et chaudières (219.853 quintaux), pierres réfractaires (504.744 quintaux), coke (2.270.788 quintaux), ammoniaque (9.052 quintaux), cuivre (9. 538 quintaux), goudron et poix (107.454 quintaux), benzol (24.707 quintaux), mercure (925 quintaux).

Dans la République tchéco-slovaque également, la Prazska Zelezarna (industrie pragoise du fer), qui a des intérêts communs avec les établissements de Vitkovitce, a conclu récemment un accord avec la Société Mannesmann, qui a des liens avec le groupe Stinnes.

Un comptoir de vente sarrois-luxembourgeois vient d'être créé entre la « Société anonyme des Hauts-fourneaux et aciéries de Differdange-Saint-Inghert-Rumelange », de Differdange; la « Société métallurgique des Aciéries de Rombas », à Rombas et la « Société des mines et usines de Redange-Dilling », de Redange, pour la vente de leurs produits métallurgiques. La société a pris le nom de « Eisen und Stahl Gesellschaft Saar-Luxemburg » et a fixé son siège à Stuttgart.

* * *

A l'intérieur de l'Allemagne, spécialement dans l'Allemagne occidentale, les fusions de sociétés et les augmentations de capital, tendant à renforcer la métallurgie, se sont poursuivies pendant l'été et l'automne.

La Reinische Mettallwaaren und Maschinenfabrik à Dusseldorff, qui produit surtout des locomotives, est entré dans une combinaison dont font partie les usines Linke-Hoffmann et l'Allgemeine Electrizitaets-Gesellschaft.

Ce « Consortium de Dusseldorff », dont le capital sera au moins de 170 millions de marks, a pour autres participants la Deutsche Bank et la Maison Otto Wolff de Cologne. En outre, il aurait conclu un accord avec les Etablissements Krupp, qui l'approvisionneraient en matières premières. L'Allgemeine Electrizitaets-Gesellschaft assurerait un débouché à une grande partie des produits achevés. Une autre catégorie de ceux-ci doit consister en locomotives, que le groupe pourrait produire en nombre de 1.200.

D'autre part et en même temps, la Société des Fonderies de Rombach a absorbé les Aciéries de Westphalie, situées à Bochum; les Aciéries rhénanes ont achevé l'achat de trois houillères; la Deutsche Maschinenfabrik a développé celles qu'elle possédait à Gelsenkirchen; la Deutsche Luxembourgische Gesellschaft a acheté des terrains à minerai; il s'est formé un syndicat du « rail » pour protéger les intérêts allemands contre la concurrence étrangère dans les affaires d'exportation, etc.

* * *

Dans l'état actuel des choses, aucune industrie étrangère ne fait sérieusement concurrence à l'Allemagne, sur le territoire de celle-ci, pour les produits sidérurgiques.

Au contraire, les commandes de fer ou d'articles dans la composition desquels ce métal occupe la place principale ont afflué de l'étranger en Allemagne depuis le milieu d'août. Ce fait était évidemment causé par la brusque baisse du mark, à laquelle les prix n'avaient pas encore eu le temps de s'adapter. Ils avaient sensiblement diminué depuis un an. Ils se sont relevés, cet automne, sous l'influence des demandes de l'intérieur et de l'étranger, mais n'ont pas encore regagné leur niveau de juin 1920, ainsi que le montre le tableau suivant, qui donne les prix en marks par tonne :

	Fontes brutes	Aciers en tiges	Tôles fines
	—	—	—
Avant la guerre	82,50	97 à 99	125
1er juillet 1920	2.650	3.650	5.600
Fin avril 1921	1.450	2.050	2.500
Fin mai	1.400	1.850	2.000
Mi-août	1.525	2.225	2.500
Début septembre	1.600	2.600 à 2.700	3.150

Depuis le mois de septembre, la hausse s'est accélérée d'une manière assez désordonnée et des éléments spéculatifs sont intervenus sur le marché du fer. L'augmentation de la circulation monétaire a fait, en effet, monter le coût de revient, tandis que les consommateurs précipitaient leurs achats, dans la crainte d'être devancés par une nouvelle hausse.

La population allemande a prétendu que l'exportation était excessive et que telle était la cause principale de ce mouvement anormal des cours; elle a demandé une réglementation commerciale destinée à restreindre l'exportation. En fait, d'après les déclarations officielles, l'exportation aurait, au contraire, spontanément fléchi, précisément dans cette période où les prix se relevaient : pour l'étranger plus encore que pour l'intérieur, les usines ne parvenaient pas à livrer leurs produits dans les délais convenus. Les difficultés de transport y ont contribué. Dans de telles circonstances, les vendeurs ont repris l'habitude, qui prévalait en 1920, d'exiger des prix excédant ceux que leurs syndicats avaient fixé.

En novembre et au commencement de décembre, le Gouvernement a songé à rétablir, pour le fer, les prix maxima récemment supprimés. Ils auraient été calculés très largement, en tenant compte des prix en vigueur à l'étranger et du change. Ils auraient atteint 3.150 marks pour la fonte brute, 4.250 marks pour l'acier en tiges et 4.700 marks pour les tôles fines. Le projet était de majorer les prix pour l'exportation de façon à pouvoir les réduire pour les ventes à l'intérieur, c'est-à-dire de pratiquer un dumping à rebours, ainsi que le Gouvernement avait tenté de le faire pour le papier.

Ces projets ont soulevé les plus vives protestations dans le monde des affaires. On a fait observer que les consommateurs de produits achevés ne se trouveraient point protégés contre la hausse, que les prix maxima ne profiteraient qu'à certaines catégories d'acheteurs et que la spéculation, loin d'être réfrénée, se trouverait stimulée, comme elle l'avait été pendant la période de réglementation précédente. Vers la fin de décembre, le ministère de l'Economie d'Empire avait renoncé à son projet de prix maxima : d'autre part, les industriels et négociants en fer déclaraient se contenter, pour le moment, de l'augmentation de prix qu'ils avaient obtenue au commencement de décembre.

VIE FINANCIÈRE

La dette de la France.

Le 31 décembre 1918, au lendemain de l'armistice, la dette publique de la France, y compris la dette extérieure ,s'élevait à 171.688 millions.

Au 31 décembre 1921, elle s'élevait, y compris la dette extérieure, au cours du change, à 328 milliards.

Et encore faut-il faire toutes réserves sur les chiffres officiels concernant la dette flottante, le nombre des bons de la Défense nationale en circulation paraissant devoir être beaucoup plus considérable que celui qui est indiqué.

Ainsi, ce n'est pas pendant la guerre que notre dette s'est le plus aggravée. C'est depuis la guerre.

Dans la différence entre les chiffres de la fin de 1918 et ceux de la fin de 1921, les avances pour les pensions et les régions libérées représentent environ 52 milliards. Le surplus, déduction faite des conséquences de l'aggravation du change sur la dette extérieure, est dû au déficit annuel de nos budgets.

C'est ainsi que l'exercice de 1919 a légué à la dette plus de 45 milliards de charges nouvelles; l'exercice 1920, 35 milliards et celui de 1921, 24 milliards.

Nous dépensons chaque année beaucoup plus que nous ne recevons. Nous pourvoyons à la différence à l'aide de ressources d'emprunt. Là est le péril.

Si le gouvernement n'enraye pas la politique d'emprunt, la totalité du budget sera absorbée un jour par les intérêts de la dette publique, sans qu'il reste rien pour payer les fonctionnaires et assurer le moindre service de l'Etat.

Secondée par la confiance de l'épargne, la Trésorerie a pu triompher de difficultés inouïes : un remboursement de 2 milliards sur les avances de la Banque de France a été régulièrement opéré à la fin de l'année 1921.

La situation financière ne comporte que deux remèdes : l'équilibre de notre budget ordinaire et l'exécution des obligations de l'Allemagne pour les dépenses recouvrables.

La Chambre, a, dans le budget de 1922, fait un visible effort vers l'unité budgétaire et vers l'équilibre. Mais celui-ci n'est pas réalisé. Les évaluations de recettes concernant la taxe sur le chiffre d'affaires, les douanes, les droits sur les sucres, sont trop élevées; et déjà, certaines dépenses paraissent supérieures aux prévisions.

Même en admettant la thèse de la Chambre sur la transformation en bons du Trésor des 1.500 millions de dette consolidée versés par les assujettis à la contribution des bénéfices de guerre, le budget serait encore en déficit de près de 2 milliards et demi.

La Commission des finances du Sénat a réduit les dépenses de 480 millions.

Mais il faudra prendre de toute nécessité des mesures pour assurer l'équilibre réel du budget, car les ressources exceptionnelles dont on fait état actuellement disparaîtront dans les exercices prochains, ce qui aggravera le problème.

En ce qui concerne l'exécution de la dette allemande, M. Chéron au Sénat, M. de Lasteyrie à la Chambre ont exprimé la ferme résolution du Parlement d'exiger que la débitrice accomplisse strictement ses obligations. En violation du traité de Versailles, la dette de la France est beaucoup plus lourde que celle de l'Allemagne et le contribuable français plus lourdement frappé que le contribuable allemand. L'Allemagne n'a fait aucun effort sérieux pour exécuter ses obligations. Sa dette au 1er octobre était de 318 milliards de marks-papier contre 328 milliards de francs pour la France. En tenant compte du décalage des prix, l'impôt par tête d'habitant était, au début de cette année, de 76 fr. 25 environ en Allemagne et de 412 fr. 45 en France.

La fortune privée de la France.

Les diverses catégories de richesses qui composent l'actif de la France et dont le total atteindrait huit cents milliards, sans compter un certain nombre de richesses qui échappent à l'évaluation, se présentent ainsi : [1]

	Milliards
Terre et bâtiments agricoles	155
Cheptel	40

1. D'après une conférence faite le 21 décembre au *Cercle de la Renaissance ançaise* par M. René Lafarge, député de la Corrèze.

	Milliards
Propriété bâtie	100
Rentes sur l'Etat	134
Bons de la Défense	63
Valeurs mobilières diverses	150
Billets de banque	38
Fonds de commerce	50
Meubles et bijoux	45
Caisses d'épargne	6
Dépôts en banque	15
Autres éléments	15

En 1913, sur la base des données de l'annuité successorale la fortune privée de la France était évaluée à 300 milliards environ, produisant un revenu de 30 à 35 milliards. L'ensemble des revenus serait aujourd'hui de 125 à 150 milliards.

Il résulte de ces chiffres qu'avant 1914 nous avions 30 milliards de dette pour un actif de 300 milliards, soit un dixième: aujourd'hui, nous avons une dette de 300 milliards pour un actif de 800 milliards, soit plus du tiers.

Les impôts qui représentaient autrefois 5 milliards sur 35 milliards de revenus, soit un septième, représentent aujourd'hui un cinquième ou un sixième (25 milliards sur 125 à 150 milliards).

Les dépenses allemandes en exécution du traité de paix.

La Commission fiscale du Reichstag a adopté dans la séance du 20 décembre, les crédits supplémentaires pour les réparations concernant l'exercice fiscal, 1er avril 1921, 31 mars 1922.

Les dépenses résultant du traité de paix s'éléveraient, d'après l'estimation provisoire actuelle, à 112 milliards 250 millions de marks-papier, se décomposant ainsi :

Dépenses générales pour les réparations, 80 milliards 500 millions de marks-papier;

Frais d'occupation, 6 milliards de marks-papier.;

Commission interalliée, 750 millions de marks-papier;

Prestations résultant du traité de paix autres que les réparations, 3 milliards de marks-papier;

Dépenses résultant de la procédure de compensation, 12 milliards de marks-papier;

Autres dépenses résultant du traité de paix, 4 milliards de marks-papier.

Le relèvement financier du Brésil.

La situation financière du Brésil, qui fut longtemps précaire, s'est améliorée durant ces dernières années, ainsi qu'il résulte du tableau ci-dessous des recettes et des dépenses fédérales :

	Or	Papier
	£	
Recettes :		
1917	7.452.630	24.566.000
1918	11.502.190	25.399.720
1919	9.000.790	26.776.800
1920	13.279.550	34.283.880
1921	11.475.500	41.314.070
Dépenses :		
1917	12.302.090	34.961.350
1918	9.679.700	30.246.480
1919	4.260.710	34.269.930
1920	8.041.370	39.971.900
1921	8.614.000	47.442.670

La dette du Brésil est relativement considérable.

La dette consolidée de l'Etat fédéral vis-à-vis de l'étranger s'élevait au 31 décembre 1920, à £ 103.392.034 et à 322.249.500 francs.

A la même date, le montant du papier-monnaie en circulation était de 1.730.000 contos de reis.

La dette des neuf Etats fédéraux s'élevait, au total, à £ 88.372.249, dont £ 61.201.540 pour la dette extérieure; y compris les dettes des municipalités, l'ensemble de la dette du Brésil atteignait £ 276.575.178 au 31 décembre 1920.

Les difficultés financières de la Chine.

Les difficultés financières que traverse la Chine sont surtout imputables au manque d'ordre et d'organisation. La dette du pays est, en effet, très modérée par rapport au chiffre de la population. Les diverses évaluations qui en ont été faites varient dans des limites assez étendues. Suivant une publication du ministère des Finances de Pékin, la dette extérieure et intérieure, non compris les emprunts de chemins

de fer, à la date du 31 juillet 1916, atteignait 1.603 millions de piastres, se décomposant ainsi :

	Millions de piastres	
I. — Dette extérieure :		
A longue échéance	1.447	
A courte —	27	
		1.474
II. — Dette intérieure :		
A longue échéance	71	
A courte —	12	
Avances de banques	44	
Dépôts des administrations publiques	2	
		129
Total		1.603

Le service d'intérêt et d'amortissement de ces dettes représentait une annuité de 137 millions 684.000 piastres. Y compris le montant en circulation des emprunts des chemins de fer, soit 310 millions de piastres, la dette totale ressortait à 1.913 millions et son service exigeait 164 millions.

Suivant une statistique publiée par la Société d'études et d'informations économiques, la dette tant intérieure qu'extérieure, ne s'élevait, au 1er janvier 1920, qu'à 1.309 millions de piastres. Cependant, les amortissements opérés n'avaient même pu compenser les emprunts nouveaux contractés principalement au Japon et évalués à plus de 350 millions de piastres. Le fléchissement ainsi accusé par les chiffres de la dette exprimée en piastres est la résultante de la hausse du change chinois, qui, toutefois, après avoir été fort importante, s'est trouvée assez sensiblement réduite au cours des dernières années. Dans le chiffre ci-dessus de 1.309 millions, la dette extérieure entrait pour 1.011 millions et la dette intérieure pour 298 millions, montants auxquels doit s'ajouter la dette des chemins de fer.

En raison des variations du change, elles-mêmes liées aux cours de l'argent métal, et de l'incertitude de certaines données, les chiffres ci-dessus demeurent très approximatifs. Ils permettent néanmoins de juger que la dette de la Chine constitue une charge peu élevée, pour un pays de plus de 300 millions d'habitants.

La Banque d'Etat des Soviets.

Le bilan de la nouvelle Banque d'Etat Russe arrêté au 1er décembre se décompose ainsi :

Actif :	Millions de roubles
Encaisse	1.863.011
Sommes à recevoir	41.393
Change étranger en monnaies	476
— — en devises	276
Métaux précieux	873
Comptes des succursales	110.106
Compte du Commissariat des Finances	216.982
Avances diverses	70
Dépenses courantes	1.126
Total	2.234.313

Passif :	
Capital social	2.000.000
Comptes courants avec intérêts	233.381
— — sans intérêts	374
Sommes en circulation	419
Commission	139
Total	2.234.313

D'après un communiqué officiel, la Banque d'Etat a mis à la disposition de sa succursale à Moscou 100 milliards de roubles (soit, au cours actuel, environ onze millions de francs) destinés aux opérations de crédit locales. En dehors des succursales existantes, la Banque a ouvert une succursale à Kazan qui disposera, pour ses opérations de crédit, de 20 milliards de roubles (soit 2,2 millions de francs) et une autre à Novgorod, disposant de 10 milliards de roubles (soit 1,1 million de francs). Un crédit de 25 milliards de roubles (2,7 millions de francs) a été accordé à la Société Coopérative des entrepôts à Moscou.

L'impôt en nature des Soviets.

La campagne en faveur de l'impôt en nature, menée par la presse bolcheviste, n'est que le terme de la nouvelle politique des Soviets dans le domaine de l'économie rurale. Toute une série de décrets ont marqué cette nouvelle orientation : décret du 21 mars sur les matières brutes (laine, poils de chameau), décret du 21 avril sur le blé, les graines oléagineuses, les pommes de terre; décrets sur la volaille, sur le tabac, sur le miel, la viande de boucherie, etc.

Pour mieux assurer le succès de la campagne sur l'impôt en nature, la presse soviétique a publié une série d'articles dans lesquelles elle s'est efforcée de démontrer aux paysans les avantages que leur donnait le Gouvernement des Soviets en remplaçant le système des répartitions obligatoires par l'équitable impôt en nature.

La répartition forcée des produits agricoles, monopolisés par l'Etat, disait la *Pravda*, était une mainmise de l'Etat sur l'excédent de récolte de l'agriculteur. Cet excédent était calculé d'après les besoins strictement individuels de chaque économie paysanne. L'impôt en nature, par contre, n'est que l'attribution à l'Etat d'une certaine partie, d'un certain pourcentage des produits de la dite économie paysanne.

Par décret du Gouvernement de la République de l'Ukraine, publié dans le *Rommounist* de Kharkow, la campagne pour l'impôt en nature devait s'ouvrir le 15 août et se clôturer le 15 septembre.

Les 117 millions de pouds de blé qui devaient être recueillis étaient tout particulièrement destinés à l'armée rouge et aux ouvriers des entreprises industrielles nationalisées. Cette tâche, essentiellement nationale, disait le journal, ne peut être résolue que par les efforts incessants et combinés des administrations et des organisations de l'Etat. La classe ouvrière, de son côté, doit prêter son puissant concours aux organisations soviétiques.

Dans la région de Petrograd, dès le mois de juillet 1921, la *Pravda* envisageait la mobilisation de 150 travailleurs du parti pour commencer une campagne d'agitation destinée à la récolte de l'impôt en nature.

« Les travailleurs mobilisés seront envoyés sur les lieux au plus profond des campagnes pour activer la perception de l'impôt. Ils auront à prendre en considération la situation actuelle du ravitaillement général et la nécessité, en premier lieu, de recueillir le blé et les matériaux destinés à l'ensemencement ».

* * *

Le recouvrement des impôts a nécessité une armée de fonctionnaires et de travailleurs mobilisés durant la campagne de l'impôt en nature.

Ces recouvrements faciles à effectuer pour les céréales se compliquent pour certains produits. Ils sont d'autant plus complexes qu'ils diffèrent souvent selon les contrées et selon les produits. A titre d'exemple, signalons l'impôt en nature sur la volaille.

D'après le journal *Biednota*, l'évaluation de l'impôt en nature sur la volaille est variable selon les contrées. Les Gouvernements de ces contrées se divisent en deux groupes. L'impôt fixé pour les Gouvernements du premier groupe consiste en un quart de livre (poids fort) par déciatine de terre. Quant à l'impôt assigné aux Gouvernements du deuxième groupe il est de un huitième de livre par déciatine.

Les citoyens ayant moins d'une déciatine de terre arable sont exempts de l'impôt en nature. Toutefois, si ledit citoyen tire bénéfice de sa volaille il sera tenu de s'acquitter de l'impôt en nature. Cette catégorie comprend les éleveurs ayant plus de 20 poules ou canards et pas moins de 10 oies ou dindons. En ce cas, il sera perçu une poule sur dix d'un poids inférieur à 2 livres ou un canard d'au moins 3 livres et une oie de 7 livres ou un dindon de 6 livres sur chaque dizaine d'oies ou de dindons. Chaque fois il sera délivré une quittance. L'impôt devra être livré du 1er octobre au 1er janvier 1922.

* * *

La rentrée des impôts en nature est loin de donner satisfaction au Gouvernement soviétique. La presse bolcheviste ne cesse de signaler les difficultés auxquelles se heurtent les agents chargés de recueillir sur place les versements de l'impôt en nature. On a vu qu'une armée de fonctionnaires a dû être mobilisée pour recueillir la graisse, l'huile, le beurre, le miel, les œufs, la volaille, la laine, les pommes de terre, les céréales, les fruits, le foin, le tabac, les poissons, le bétail, etc., etc... Il a fallu y ajouter une autre armée, celle-ci coercitive, pour prêter main-forte aux fonctionnaires en cas de non exécution par les intéressés du décret sur l'impôt. Le journal communiste *Biednota*, passant en revue les résultats de la campagne des impôts en nature, signale le mauvais vouloir des paysans dans un certain nombre de régions prises au hasard. C'est ainsi que dans la province du Don, la campagne de l'impôt en nature n'a pas donné de résultats satisfaisants, le Gouvernement a dû recourir à des mesures coercitives. Dans le district de Rostov, plusieurs présidents de Comités exécutifs ont été arrêtés en même temps qu'une trentaine de personnes: ces mesures, dit le journal, ne tardèrent pas à produire leur effet. Des représailles furent également exercées sur la population de nombreux districts dans la région du Donetz. Dans certaines régions les détachements de coercition firent usage de leurs armes.

Le refus d'acquitter l'impôt en nature a été constaté parmi les membres même du parti communiste. C'est ainsi que le Comité du parti communiste du Gouvernement de Kalouga a dû publier un décret, paru dans la *Biednota*, menaçant de représailles les membres du parti qui n'auront pas acquitté l'impôt en nature avant une certaine date.

Dans le Gouvernement d'Orel, des villageois ont été condamnés à l'internement dans des camps de concentration pour avoir refusé d'acquitter l'impôt. Celui-ci devra être versé en double comme punition. Enfin dans le Gouvernement de Toula, un fonctionnaire soviétique aurait été arrêté pour avoir accepté des pommes de terre de mauvaise qualité.

L'inobservation des décrets sur l'impôt en nature tendant à se généraliser, malgré les mesures déjà prises, de nouveaux décrets ont été mis en vigueur et notamment : une série de mesures répressives contre l'inobservation des décrets sur l'impôt en nature et sur les échanges; un avertissement du commissariat du ravitaillement sur la non application de l'impôt en nature sur la viande de boucherie; des mesures énergiques pour faire exécuter l'impôt en nature sur le miel.

* * *

La *Biednota* estime que depuis l'ouverture de la campagne pour l'impôt en nature jusqu'au 20 septembre 1921 il n'avait été recueilli que 5 % environ de la quantité de blé que devait fournir la province du Don.

Par contre, dans la région sibérienne de l'Altaï, 85 % de l'impôt en nature sur le beurre avait été exécuté et 132.000 pouds de beurre avaient été envoyés dans les magasins de l'Etat.

L'impôt sur les œufs, qui devait donner pour cette région de l'Altaï un chiffre de 9 millions d'œufs, n'en a fourni, jusqu'à présent, que 4 millions. L'impôt sur la laine, évalué à 18.000 pouds, est loin d'être payé, 6.000 pouds seulement avaient été remis aux agents des Soviets.

La collecte des œufs dans la République des Tatares, qui semblait avoir donné de bons résultats, a été accompagnée de vols et d'abus, signalés au commissariat du ravitaillement. D'après les données dudit commissariat, on compte un déficit de 20 % de l'impôt, résultant de vols pendant le transport, la manutention ou la garde des œufs.

Le don national en Pologne.

Le ministre des Finances, M. Michalski, avait annoncé à la Diète, lors de son exposé financier, qu'il avait l'intention d'instituer une

contribution nationale extraordinaire ou *danina* (don national). Quelques jours après, un projet de loi en ce sens était présenté à l'Assemblée qui désignait une Commission spéciale pour l'examiner.

A partir du milieu d'octobre, la question de la *danina* est devenue rapidement une des principales questions à l'ordre du jour, et tous les yeux ont suivi les travaux de la Commission spéciale. Ces travaux ont avancé avec une grande lenteur, des obstacles surgissant à chaque pas

* * *

Tous les partis politiques ont été d'accord pour proclamer que la *danina* était une mesure indispensable, mais la plupart ont travaillé à accommoder le projet aux intérêts de leurs électeurs.

Le parti socialiste, par l'intermédiaire du député Diamand, a demandé que l'impôt de la *danina* fût étendu au capital liquide sous la forme d'un estampillage des billets, la valeur de ceux-ci devant être réduite de 20 %. La motion présentée en ce sens a été rejetée, mais on annonce, que les socialistes, ne se tenant pas pour battus, vont reprendre leur proposition devant la Commission du Budget.

Des difficultés plus graves ont été soulevées par les populistes, dont tous les éléments ont constitué un front de résistance unique. Après trois jours de délibérations, la fraction dirigée par M. Witos a adopté un ordre du jour par lequel elle exprimait « sa conviction que le projet du ministre des Finances, dans sa forme actuelle, est de nature à provoquer une crise économique aux conséquences incalculables ». Elle y demandait, comme les socialistes, l'imposition du capital liquide. Elle se prononçait pour le système de la progressivité. Les propriétaires fonciers, d'après elle, ne devaient être autorisés à vendre une partie de leurs terres pour payer le *danina* que dans certaines conditions ne portant pas atteinte aux dispositions de la loi agraire. Enfin, il devait y avoir le même rapport qu'avant la guerre entre les contributions imposées aux autres branches de la production.

De son côté, l'Association générale des propriétaires fonciers de toutes les régions de la Pologne a publié une déclaration par laquelle elle faisait savoir que, la situation financière exigeant des remèdes radicaux, elle approuvait entièrement le programme de M. Michalski et se tenait prête à payer la contribution extraordinaire qui lui était demandée.

* * *

Après une longue discussion, la Diète a voté, en troisième lecture, le projet du ministre des Finances, M. Michalski, tendant à prélever

sur la fortune cet impôt extraordinaire, dont le montant doit atteindre de 80 à 100 milliards de marks. Cet impôt permettra, espère le ministre, de retirer de la circulation la moitié environ des billets de banque, d'arrêter les nouvelles émissions, d'équilibrer le budget et d'assainir rapidement les finances de l'Etat.

Le vote de ce projet, ainsi que de celui présenté par M. Michalski interdisant à la Diète et à tous les ministères et organes de l'Etat de faire la moindre dépense sans le consentement préalable du ministre des Finances, marque la ferme volonté du pays de ne reculer devant aucun sacrifice dans l'œuvre d'amélioration de la situation financière et économique de la République.

Le relèvement de l'Autriche

Une personnalité en vue appartenant aux Etats alliés a fait des déclarations au journal *Neues Wiener Tagblatt* sur le projet concernant le crédit à accorder à l'Autriche.

Ce projet a été longuement discuté à Londres par le délégué autrichein, le Dr Rosenberg, et il sera mis à exécution par le consortium anglais Armstrong and Wickers.

Le consortium mettra 9 millions de livres à la disposition du Gouvernement autrichien pour la fondation d'une banque d'émission à la condition que la banque austro-hongroise cesse toute émission. Le premier versement devra servir à compenser la suppression des allocations de vie chère et ensuite pour relever le cours de la couronne. Le deuxième versement sera fait lorsque ces subsides auront été supprimés et après une diminution sensible de la circulation actuelle des billets de banque. Le troisième versement, qui sera le plus important, sera fait quand on estimera que les deux réformes ci-dessus indiquées seront accomplies.

Le Comité des Finances de la Société des Nations discutera ce projet le 31 janvier à Genève. Le consortium anglais exige des gages, notamment les douanes et les revenus de la nouvelle banque.

VIE POLITIQUE

FRANCE

Le Cabinet Poincaré

Dans la crise ministérielle qui vient de substituer au cabinet Briand le cabinet Poincaré, la majeure partie de l'opinion, soit alliée, soit ennemie, semble avoir vu l'indice d'un changement radical de la politique internationale de la France; et il n'est pas bien sûr que dans son ensemble l'opinion française, un peu déroutée par ces éternelles remises sur chantier des traités signés, un peu désorientée par les aspects changeants de la « politique d'exécution » du chancelier Wirth, ne se range point au fond à la même interprétation de cette péripétie. Chez les Français ou leurs alliés c'est ignorance de bonne foi; chez nos ennemis et certains neutres ou neutralistes suspects, c'est manœuvre perfide : mais dans l'un et l'autre cas, c'est l'explication la plus inexacte, la moins conforme à la réalité, qui puisse être donnée de la surprise par laquelle ont été si soudainement interrompues les conférences de Cannes.

Que M. Briand la dirige, ou que ce soit M. Poincaré, la politique française est une, et ne peut être qu'une, car elle est la résultante nécessaire, forcée, de la situation où la guerre a placé la France. Elle peut être menée avec plus ou moins d'habileté et d'énergie, et enregistrer plus ou moins de succès. Or, ce que précisément on reprochait à l'habileté de M. Briand, c'était, faute d'énergie, de reculer toujours le succès, juqu'à en effacer même l'espoir; ce qu'on attend, au contraire de M. Poincaré, non moins habile, mais plus énergique, c'est le succès; non pas, quoi que prétendent de pauvres imaginations auxquelles l'on s'étonne de voir encore des esprits qui se piquent d'être réalistes, avisés et sincères, accorder quelque crédit — la satisfaction d'une âpre rancune et d'un féroce calcul d'usuriers, mais simplement la réparation des ruines accumulées par la plus barbare invasion et la satisfaction de la justice outragée, et même, il faut le dire, la victoire du simple bon sens.

* * *

M. Briand est tombé au moment où, sous les ombrages de Cannes et parmi les délices du jeu de golf, il se mettait d'accord avec M. Lloyd George sur le pacte de garantie anglo-français, resté en suspens depuis le traité de Versailles et le désaveu par le Sénat américain de la politique de M. Wilson. Une logique simpliste, qui n'était pas toujours naïve, en a conclu aussitôt, et a proclamé à travers l'univers que ce pacte, cette alliance, ne suffisait donc pas à satisfaire les insatiables ambitions de la France; que le chauvinisme français estimait cette consolidation de l'Entente cordiale trop payée au prix de quelques ménagements envers l'Allemagne, et d'un essai de solution opportuniste de la question russe; que la France, seule, restait le Shylock du traité de Versailles, dût l'Europe, dût la civilisation en mourir, et qu'une politique d'obstination, de méconnaissance de toute réalité, de stérile et rageuse négation, allait être celle de M. Poincaré, dont, avant même sa déclaration ministérielle et ses explications à la tribune, le programme ne ressortait que trop clairement de ses articles, et notamment de ses chroniques de quinzaine à la *Revue des Deux Mondes*.

La vérité est autre. M. Briand est tombé victime de l'immense déception qu'au bout de peu de mois a causée à l'opinion française, sur ce point presque unanime, sa méthode de travail et de négociation. Ce n'est pas son programme qu'on a condamné, c'est sa manière de l'appliquer. Ce n'est pas ses idées qui ont été désavouées, c'est son tempérament, sa tournure d'esprit, son système, qui ont, après une expérience d'une année, été reconnues dangereuses, parce que, de conférence en conférence, elles risquaient d'imposer à la France tant d'amputations de sa créance, tant de réductions de ses droits qu'en fin de compte il ne fût plus rien resté de l'une et des autres.

Au vrai, le cabinet Briand a, du jour de sa naissance à celui de sa fin, mené une existence précaire et étrangement paradoxale. Entre le plus souple, le plus opportuniste des vieux routiers politiques français et la majorité « bleu horizon » de la Chambre élue sous les auspices de M. Clemenceau, animée de son esprit de guerre, et dominée encore par ses illusions, il n'a jamais pu s'établir de contact intime, de pleine confiance et de véritable sympathie. On a souvent remarqué que cette Chambre de 1919 avait comme une instinctive défiance du grand charmeur, et que M. Briand avait eu de la peine à s'imposer à elle, à désarmer la résistance boudeuse qu'elle opposait à sa séduction oratoire. Est-ce l'antagonisme naturel entre un esprit porté vers la flânerie, la rêverie un peu vague et superstitieuse, l'attente de l'inspiration de génie qui surgit brusquement de la fumée bleue des cigarettes, et des

tempéraments d'action? Ou le conflit spontané et inévitable, de l'homme qui, pendant la guerre, n'a pas toujours cru à la victoire intégrale et de ceux qui en incarnent l'esprit, et dont beaucoup l'ont payée d'une partie de leur chair et de leur sang? Ou simplement une sorte d'incompatibilité physique? Président du conseil, M. Briand a, par la magie de son éloquence, conquis des majorités considérables : mais elles ont toujours donné l'impression de le subir plus que de le suivre. Sa politique, nuancée, balancée, déroutait leur bon sens peut-être un peu gros; son passé l'inquiétait, son renom d'habileté les mettait en défiance : elles craignaient sans cesse d'être, petit à petit et sans même s'en apercevoir, amenées par lui précisément où elles ne voulaient pas aller. On applaudissait ses déclarations énergiques, sans y avoir pleine confiance; on s'irritait de ses concessions aux alliés et à l'Allemagne, sans prendre le courage d'y mettre le holà. Il n'était pas le chef qu'attendait la Chambre de l'armistice, et dont la France a besoin.

C'est une curieuse destinée, et par certains côtés touchante et digne de pitié, que celle de cette Chambre de la victoire, dont l'immense bonne volonté, le patriotisme sincère, la vitalité un peu exubérante auraient pu rendre tant de services au pays, si, dans son inexpérience, elle avait trouvé des guides capables de la diriger, de la discipliner, de s'imposer à elle. Combien auraient pu en tirer un Gambetta, un Jules Ferry, un Waldeck-Rousseau, ces grands chefs de la République vraiment conservatrice, qui devaient leur autorité à la netteté de leurs vues politiques, à la fermeté de leur doctrine, à la hauteur de leur esprit et de leur caractère ! Ce n'est point être injuste envers M. Briand, c'est, plutôt qu'une critique exprimer un regret que de constater qu'il a méconnu l'esprit de cette Chambre et l'esprit aussi du pays dont elle est l'émanation, et, quoi qu'en disent certains adversaires, l'image encore assez fidèle. L'un et l'autre, le pays et la Chambre, avaient soif de vérité, ils avaient besoin qu'on la leur dît franchement, sans détours, sans ambages. Désagréable ou redoutable, ils se sentaient de force à la regarder en face, et de taille à mettre au service de la politique reconnue nécessaire cette même indomptable énergie, cette même volonté inébranlable qui, durant la guerre, au moment de Verdun, de Noyon, du Chemin des Dames, faisant l'admiration du monde, ont sauvé la France. Les ménager, leur dorer la pilule, les endormir, les traiter en enfants, c'était à la fois les énerver et les offenser, exaspérer leur ardeur et la détourner de son objet naturel. Il se peut que M. Briand ait vu ce qu'il fallait faire; mais c'est alors qu'il n'a pas osé l'entreprendre, ou bien encore que son tempérament l'en rendait incapable. On dit, et certains de ses ennemis l'en accusent comme certains de ses amis l'en louent, que par sa retraite semi-volontaire, il a voulu ménager son prestige pour reparaître, dans

une Chambre nouvelle, chef d'une majorité élue suivant son esprit. Il aurait senti après un an d'efforts, qu'entre la Chambre actuelle et lui l'incompatibilité d'humeur était absolue, radicale, incurable, et que son autorité parlementaire, loin de se consolider et de grandir, ne faisait que diminuer et se miner peu à peu.

La psychologie de la Chambre, du ministère Briand et de leurs rapports, n'a jamais été faite avec plus de perspicacité et exposée avec plus de relief que par M. Poincaré, dans cette *Chronique de quinzaine*, du 1er février 1921 [1] :

Au moment où je livrais ma dernière chronique à l'impression, la Chambre s'emparait d'une question de mise à l'ordre du jour pour renverser le ministère et pour interdire à M. Georges Leygues de représenter la France à la prochaine réunion du Conseil suprême. Je souhaite que nous n'ayons pas à regretter cette opération parlementaire. L'avenir nous dira si elle a été heureuse. Elle était, en tout cas, devenue fatale depuis les dernières séances du mois de décembre, dans lesquelles le malentendu s'était visiblement accru entre la Chambre et le cabinet. La jeune assemblée du Palais-Bourbon, élue au lendemain d'un effroyable bouleversement national, sortie d'un scrutin où se sont péniblement amalgamés le dogme majoritaire et le principe de la représentation proportionnelle, remplie d'hommes de valeur et de talent, animée du plus pur esprit patriotique et des meilleures intentions, mais un peu éblouie d'abord par les rayons de la victoire, s'est trouvée en présence de la situation la plus grave qu'un pays pût avoir à envisager. La paix était signée, mais quand deviendrait-elle une réalité? L'état du budget et de la trésorerie, complètement ignoré jusque-là de la plupart des députés, se révélait à eux brusquement sous les couleurs les plus sombres. Ils éprouvaient l'irrésistible besoin d'être pris par la main et conduits par des routes sûres à un but précis. Craignant de n'avoir pas trouvé le guide qu'ils cherchaient, ils ont attribué, avec un peu d'injustice, à M. Leygues, la responsabilité d'embarras qu'il n'avait pas créés et ils lui ont refusé la confiance qu'il leur demandait.

. . . . . .

Après l'insuccès de cette première combinaison[2], le président de la République s'est adressé à M. Briand et M. Briand, depuis longtemps passé maître dans l'art de dénouer les crises, a rapidement formé son ministère.

Il l'a constitué, sans doute, suivant les vieilles recettes parlementaires et la première impression n'a pas été très favorable. On a senti que plusieurs des nouveaux ministres étaient beaucoup moins choisis pour leurs aptitudes et pour leur compétence que pour leurs attaches avec certains groupes.

. . . . . .

Et puis, avouons-le, on a trop souvent, dans la composition du nouveau gouvernement, procédé par voie de compensation. Je veux dire qu'à un ministre radical on a adjoint un sous-secrétaire d'Etat conservateur ou modéré. Ici, on a mis un peu plus d'eau dans le vin, là un peu plus de vin dans l'eau; et l'on a espéré que ces mélanges variables contenteraient également les buveurs d'eau et les buveurs de vin. Il se peut. Mais ces dosages ont, tout de même, à l'heure grave où nous sommes, quelque chose de futile.

1. Raymond Poincaré *Histoire politique*, p. 218 et suiv.
2. M. Raoul Péret.

M. Briand ne s'y est certainement livré qu'à son corps défendant. Il a été, paraît-il, en butte à un furieux assaut d'appétits déchaînés. Il a voulu employer la tactique qui avait si bien réussi, le 15 juillet 1918, à l'armée Gouraud : rompre, pour arrêter l'offensive sur des lignes préparées à l'arrière. Mais, en politique le terrain perdu ne se regagne jamais aisément. Quoi qu'il en soit, son cabinet constitué, et fortifié, du reste, par la présence de plusieurs ministres de grand mérite, M. Briand s'est immédiatement mis à l'œuvre et s'est entendu avec ses collègues pour la rédaction, qu'il jugeait, semble-t-il, assez oiseuse, d'une déclaration inaugurale.

. . . . . .

La Chambre, qui ne connaissait pas encore beaucoup M. Briand et qui ne l'avait guère entendu que dans de longues interruptions, parfois inopportunes, l'a donc vu, en deux jours, sous trois aspects très différents : celui d'un rédacteur insouciant, celui d'un lecteur las et détaché, celui d'un orateur prestigieux, qui se transfigure à la tribune, qui parle, à la fois, le langage le plus simple et le plus pittoresque, qui tire d'une voix profonde des effets extraordinaires, qui a, comme Jaurès le disait de lui, des pauses et des silences aussi éloquents que les plus amples périodes, qui établit, tout de suite, entre ses auditeurs et lui le courant électrique, et qui sait cueillir dans le cerveau de chacun d'eux les idées les mieux faites pour les convaincre et les émouvoir.

. . . . . .

Un rapide exorde, pour demander, tout ensemble, la confiance de la Chambre et la liberté du Gouvernement dans les négociations prochaines. Pour le moment, il ne peut être question que d'indiquer des directives; et voilà, tout de suite, le Parlement fixé. On ne lui dira rien ou presque rien par avance. Il devra faire crédit au cabinet et, après les séances du Conseil suprême, il se trouvera, une fois de plus, devant un accord qu'il sera trop tard pour modifier ou devant un malentendu qu'il sera très difficile de dissiper. Rendons, du moins, à M. Briand cette double justice, d'une part, qu'il a pris crânement ses responsabilités; d'autre part, qu'il est, tout de même, à plusieurs reprises, sorti des nuages et a laissé tomber quelque clarté sur plusieurs points importants.

Il s'est, d'abord, expliqué, avec beaucoup de verve, sur la composition de son cabinet : « Les crises s'ouvrent et se dénouent parmi les hommes. Elles font apparaître à la surface pas mal de sentiments nobles et généreux, mais, de-ci de-là, se font jour aussi quelques préoccupations qui ne sont pas toujours d'une noblesse égale. » Bonne formule de justice distributive. Tout le monde y trouve son compte : les solliciteurs éconduits, comme les privilégiés qui ont forcé la porte. Puis, très habilement, au lieu de s'excuser d'avoir inutilement institué tant de sous-secrétariats d'Etat, M. Briand se justifie d'avoir fait deux choix que personne ne peut sérieusement critiquer, MM. Barthou et Guist'hau. Il prend M. Barthou sous sa protection; il parle de M. Guist'hau avec tendresse; et il met tant de charme dans cette double défense que personne ne pense plus aux sous-secrétaires d'Etat, ou, du moins, s'il est encore deux ou trois députés pour y songer, ce ne peuvent être que ceux qui regrettent leur éviction, et ils préfèrent naturellement rester muets.

Sur le même ton, M. Briand plaide ensuite *pro domo*. On lui a reproché son passé. M. Forgeot lui a demandé si quelques discours révolutionnaires d'autrefois ne le gêneront pas un peu dans le maintien de l'ordre. Il pourrait répondre que, dans tous les pays du monde, les anciens révolutionnaires sont les enfants chéris des classes conservatrices. La sagesse continue ennuie. Elle inquiète même l'opinion; comme tous les hommes varient, celui qui n'a pas cessé d'être sage passe pour plus exposé que les autres à devenir fou. Celui qui, au contraire, a commencé par la folie et qui s'est assagi, a des chances d'avoir une sagesse plus du-

rable, puisqu'elle est plus fraîche. Et puis, quelle confiance pouvez-vous avoir en quelqu'un, s'il a toujours suivi une ligne droite? Les sentiers de la politique sont sinueux, et quiconque ne les a pas fréquentés risque d'aller, un beau jour, se briser la tête contre un arbre. M. Briand ne donne pas tout à fait cette explication. Il parle de sa jeunesse, de ses enthousiasmes, et il ajoute : « Je me suis trouvé six fois à la tête du gouvernement. Si certains angles ne s'étaient pas arrondis en moi, je serais un piètre sire. Je suis comme ces frustes cailloux qui longtemps ont roulé dans le fond du torrent. » Comment voulez-vous qu'il se trouve encore un député pour jeter une pierre dans cette eau courante?

Le public ainsi préparé et subjugué par sa bonne grâce, l'orateur aborde les grandes questions de la politique intérieure et extérieure. Dans la tempête universelle, c'est la France qui apparaît comme le rocher, comme l'élément d'ordre. Le gouvernement veillera, bien entendu, à ce que les flots ne viennent pas miner cette falaise. Mais, d'autre part, il fera confiance aux travailleurs et n'entreprendra rien contre les organisations ouvrières. Le procès de la Confédération générale du Travail a été jugé, il n'y a donc plus à en parler; mais l'Etat a besoin de tous ses moyens d'action, notamment de la régularité de ses services publics, et il n'admettra pas que des citoyens auxquels il a fait confiance retournent contre lui la force morale qu'il leur a donnée. Et, comme un socialiste interrompt, M. Briand lui lance cette éloquente apostrophe : « Oui, nous ne serons jamais à vos yeux que des bourgeois. Mais vous-mêmes, prenez garde ! Vous avez déjà pâli au soleil rouge de la Russie! » Aussitôt, les applaudissements crépitent à gauche, au centre et à droite, et il devient superflu d'échanger plus longtemps des observations sur la politique intérieure. A la réflexion, un esprit maussade se demandera peut-être si, à un moment où le problème financier appelle des solutions héroïques, les deux lignes qu'y a consacrées la déclaration ministérielle pouvaient dispenser le président du Conseil d'y faire à tout le moins une brève allusion. Il a bien prononcé une fois incidemment l'expression de détresse financière. Mais c'est tout. Des remèdes, pas un mot. Sous la caresse des ondes sonores, toutes les inquiétudes s'apaisent et tous les regrets s'assoupissent.

C'est donc dans les circonstances même où il est né et dans le milieu où il s'est trouvé placé dès sa naissance, qu'il faut chercher les causes profondes de la chute du Cabinet Briand. Sur ses causes déterminantes, nulle hésitation n'est possible : il y en a eu trois essentielles, certaines et évidentes : l'accord du 13 août, Washington et Cannes.

L'accord du 13 août, qui sacrifiait avec une inconcevable légèreté les plus pressants intérêts de la France en matière de réparations, a soulevé l'unanimité de l'opinion française. Désavoué par ses collègues, le ministre des Finances, victime de ses « experts », a pris désormais, dans le Cabinet, figure de mécontent et de frondeur : et de la fronde à la conspiration il n'y a qu'un pas, qui est vite franchi. Mais la signature imprudemment donnée à Londres, et que le gouvernement français refusait de ratifier, a mis aux mains du cabinet anglais un moyen de pression sur celui de Paris : dans les pourparlers sur l'accord de Wiesbaden, sur les paiements à exiger de l'Allemagne, sur les affaires d'Orient, la France en a senti le poids.

Washington ! Un lumineux article de M. W. Steed, dans le *Times*,

(16 janvier) nous a montré quelles avaient été, dans toute cette affaire, les lamentables erreurs de la diplomatie française. Encore M. Steed, qui est un ami de la France, l'un des plus efficaces artisans de l'entente franco-anglaise et l'un des plus ardents champions de sa transformation en une véritable alliance, n'a-t-il point voulu tout dire. Si d'ailleurs il eût révélé que la délégation française avait apporté à Washington l'incroyable illusion de la possibilité d'une entente ou d'une alliance franco-américaines, destinées à remettre entre l'Angleterre et la France plus d'égalité, il lui eût fallu, pour rester impartial, ajouter que M. Lloyd George ne s'était montré ni mieux informé ni plus judicieux, et qu'il avait escompté pour résultat de la conférence de Washington un rapprochement anglo-américain si intime qu'il ne fût plus resté à la France même le soupçon, même l'apparence d'une indépendance politique. Toute la souplesse des deux premiers ministres apparaît à leur brusque redressement : puisqu'aucun des deux ne réussissait à obtenir l'appui de l'Amérique contre l'autre, il ne leur restait que de s'entendre. De là est née la Conférence de Cannes. Mais d'emblée, et par le fait de la tournure prise par les débats à Washington, ils n'y arrivaient pas en posture égale : de l'Angleterre nantie, grâce à la sagesse et à l'habileté de M. Balfour, d'avantages substantiels et d'un prestige redoré, à la France, qui, en dépit ou peut-être à cause des plus éloquents discours, a perdu en six semaines le fruit de six années d'efforts et de souffrances pour une cause commune, la disproportion était trop grande.

Un esprit avisé eût aperçu aussitôt le péril d'un Conseil suprême réuni dans ces conditions, et tâché d'en ajourner la tenue. Il semble, au contraire que M. Briand ait eu hâte d'en pouvoir recueillir et publier les résultats. Depuis son retour de Washington, il donnait à un grand nombre de ceux qui avaient l'occasion de l'approcher l'impression d'une nervosité, d'une impatience, d'une inquiétude qui contrastaient fort avec le calme, la maîtrise de soi, l'équilibre, auxquels il devait naguère sa force et sa supériorité dans les assemblées. Le grand parlementaire se laissait entraîner, soit dans le secret des commissions à des vivacités dangereuses ou à des mouvements d'humeur, soit à la tribune à des imprudences qui, sans doute, disparaissaient du compte rendu officiel, mais qui restaient dans la mémoire de ceux qui les avaient entendues. Est-ce la soudaine rupture, à Washington, du voile d'illusions qui jusque-là lui avait masqué en partie les difficultés de sa tâche, l'épuisante fatigue d'une lutte parlementaire d'un an contre des ennemis implacables et des amis les uns exigeants, les autres compromettants ou dangereux, le départ forcé du collaborateur nécessaire, irremplaçable, qui, dans ses deux ministères, avait fourni à son intuitive ingéniosité le solide appui des réalités politiques, à son imagination la méthode ? Est-ce, tout simplement, le besoin de relever

d'un coup, par un grand succès, son prestige personnel et sa situation parlementaire, ou le désir de se montrer, lui, dénoncé comme le temporiseur, le conciliateur, l'homme sans volonté, plus fort, plus habile et plus heureux que son grand adversaire, celui dont la farouche énergie avait gagné la guerre, d'obtenir pour la France la sûreté que M. Clemenceau avait failli à lui donner, de faire ainsi rentrer l'attaque dans la gorge de ses plus âpres critiques, de savourer la joie d'une vengeance éclatante et noble ? Par quelques motifs ou mobiles que s'explique son erreur, elle est si évidente et si radicale qu'elle lui aurait sans doute été fatale, même si la préparation ou la tenue de la conférence n'avaient point été marquées d'incidents qui ont vraiment fait déborder la coupe.

Ils sont si connus qu'à peine vaut-il de les rappeler. M. Gauvain, dans une série d'articles des *Débats*, en a exposé les principaux; il ne manque à son récit que quelques détails pour être l'histoire. Manœuvré par le Foreign-Office ou la Trésorerie britannique, et conseillé avec une déplorable légèreté par des experts financiers dépourvus de sens politique, le gouvernement français a commis l'incroyable erreur de se laisser entraîner à ergoter, à marchander sur la priorité belge. Pour toucher quelques mois plus tôt 100 ou 200 millions, un rien dans les milliards des réparations compromettre l'alliance avec la Belgique et le bon renom de la France ! Si l'Angleterre, pour alléger les charges de l'Allemagne, tenait à obtenir de la Belgique un sacrifice qui lui permît d'en demander un à la France, c'était à elle de négocier la transaction avec Bruxelles; celle-ci était son affaire. Mais, pour le gouvernement français, en assumer le risque et l'odieux, bénévolement, naïvement, avec un air d'inconscience, c'était trahir ou une insigne et intolérable ignorance, ou un asservissement désormais acquis aux suggestions, aux commandements de la politique anglaise. Les incidents très vifs auxquels a donné lieu la révélation de cette erreur, ont été le premier signe de l'orage qui se préparait. Mais l'opinion française a achevé de se révolter au spectacle du décor où se déroulait la conférence. Ce luxe, ces distractions, ces fêtes, pour discuter des réparations et de la reconstruction des régions dévastées ! C'était comme si le sort de la France se jouait, en un baccarat élégant et blasé, entre partenaires ennuyés, négligents, indifférents. M. Briand a succombé sous le pavé des photographies et des reportages de Cannes : et l'on ne sait s'il faut s'étonner davantage qu'il n'ait pas aperçu les rapprochements et les mortelles comparaisons que l'on tirerait de cette leçon de golf où M. Lloyd George le traitait en élève, ou que M. Lloyd George lui-même n'ait pas senti tout ce que ce geste revêtirait, aux yeux de la France, de symbolique et d'inacceptable.

A propos des circonstances où s'est produite la chute de M. Briand, on a parlé d'intrigues de couloir, de conjuration, d'une complicité

et d'une intervention inconstitutionnelles. Si des manœuvres de ce genre ont accompagné la fin du ministère, on peut affirmer hardiment qu'elles n'en ont point été la cause et qu'entre le chef du gouvernement et l'immense majorité de la nation il s'était produit, depuis quelque temps, un malentendu que les nouvelles de Cannes n'avaient fait qu'aggraver, jusqu'à rendre indispensable une explication sans réserves et une solution sans détours. La première a eu lieu, dit-on, au dernier Conseil des ministres; mais il ne semble pas qu'elle ait laissé entrevoir nettement la seconde, et la démission de M. Briand à la tribune — unique dans l'histoire parlementaire de la France, et qui évoque fâcheusement un rapprochement avec le trop fameux « coup » du général Chanoine — paraît bien avoir surpris ses collègues tous les premiers. On a, tout d'abord, en plus d'un groupe et d'un milieu, trouvé le geste élégant, spirituel, crâne. A la réflexion, on s'est demandé s'il ne justifiait pas toutes les inquiétudes, tous les soupçons dont le poids s'était lentement accumulé sur les épaules de M. Briand jusqu'à les faire plier, et si vraiment le moment était bien choisi de laisser le Président de la République en présence d'une crise, pour la solution de laquelle aucun vote de la Chambre ne lui offrait les indications nécessaires, puisqu'aucun n'avait été provoqué. Quelles conséquences aura sur l'avenir politique de M. Briand cette manière nouvelle de filer à l'anglaise, on le verra avant qu'il ne soit longtemps. Son excuse, s'il en devait invoquer une, serait que le choix de son successeur ne pouvait être douteux. En réalité, après M. Briand, ne pouvait venir que M. Poincaré : quelques collègues qu'il choisît pour former son ministère, c'est son nom seul qui donnait au nouveau cabinet sa marque, son caractère et sa couleur politique.

* * *

On savait M. Poincaré tiraillé depuis des mois, sinon plus d'un an, entre deux sentiments contraires : la conscience du devoir, qui le poussait, dans une période aussi critique pour l'avenir de la France, à mettre au service du pays, dans un poste actif, son incomparable expérience acquise dans huit années d'exercice ininterrompu du pouvoir, et la crainte légitime d'encourir le reproche d'insatiable ambition. On n'ignorait point qu'avec raison il se tenait pour l'une des dernières, sinon la dernière réserve du pays, et qu'embrassant du regard toute l'étendue des problèmes à résoudre et en sondant toute la gravité, il hésitait à fixer son choix entre le portefeuille des affaires étrangères et celui des finances. Peut-être est-ce au second qu'en d'autres moments son autorité eût été le plus nécessaire et le plus fructueuse. Mais, dans les conditions où la crise s'est ouverte, le doute ne lui était plus pos-

sible : c'est au quai d'Orsay que l'appelaient son nom, sa puissance de travail, son prestige européen.

La presse allemande a sans doute voulu lui préparer une rentrée sensationnelle dans la politique active, et elle a reproduit et commenté largement dans ses colonnes certains rapports de M. Izvolski, du temps de son ambassade à Paris durant les guerres balkaniques, qui devaient faire apparaître M. Poincaré en posture de boute-feu de l'Europe, et, comme dit l'expression allemande, d' « excitateur à la guerre. » C'est le début d'une nouvelle offensive contre le traité de Versailles et l'aveu de culpabilité qu'il a imposé à l'Allemagne. Attendons-nous à la voir se développer plus largement encore que les précédentes, et préparons-nous à y répondre autrement que par « la tactique de l'autruche » (pour parler toujours comme les Allemands). Si elle n'a point d'armes plus puissantes que les rapports Izvolski, elle n'ira pas bien loin. Nulle part, dans ces documents — supposé, pour un moment, que l'imagination, la vanité et l'agitation bien connues de leur auteur n'y aient pas couvert du nom de M. Poincaré les idées qu'il tenait lui-même à suggérer au Pont aux Chantres— on ne trouve rien qui modifie ce qu'on savait depuis longtemps de la politique de M. Poincaré à cette époque : non point belliqueuse, mais perspicace et résolue, fondée sur cette conviction, dont la suite a montré la justesse, que l'Allemagne ne visait qu'à ébranler la Triple Entente pour établir sans conteste son hégémonie en Europe, et qu'à lui céder on ne gagnait que d'encourager ses ambitions et de rendre un conflit, à la fin, inévitable. Jusqu'ici, on ne connaît que par les reproductions de la presse allemande ces documents, extraits d'un recueil qui va être publié par ordre du gouvernement bolchéviste. Souhaitons, que, dès qu'il paraîtra, il soit chez nous reproduit, discuté, commenté : nous ne pouvons que perdre à un timide, à un lâche silence, que gagner à la diffusion de la vérité.

En France, c'est par ses articles que les adversaires de l'ancien Président de la République ont voulu l'embarrasser : « Vous êtes, lui ont-ils dit, l'homme de ces *Chroniques de la Quinzaine* ; vous n'en pouvez oublier ou désavouer les thèses sans vous renier vous-même. Or ces thèses, c'est la lutte contre tous, contre l'Allemagne pour cette occupation de la Ruhr dont le désir vous hante, contre l'Angleterre, contre la Russie, contre l'univers. Vous êtes le nationalisme exaspéré. Faites la politique de vos *Chroniques* ; nous ne vous permettrons pas de vous en écarter, et d'ailleurs vos amis de droite ne vous le passeraient pas non plus. Dans six semaines vous serez fini. Mais en quelle posture vous laisserez la France ! »

Mais il suffit de relire les textes eux-mêmes de ces *Chroniques* pour répondre victorieusement à ces insinuations. Reprenez, par exemple, dans la chronique du 1er février 1921, le passage sur la

politique étrangère, et voyez si, du programme de M. Briand à celui de M. Poincaré, il y a tant de distance[1] :

Nous savons, du moins, avec quelque précision, dans quelles dispositions générales M. Briand a abordé l'examen des nombreuses questions qui se pressent à l'ordre du jour. Avant de recourir à la force vis-à-vis de l'Allemagne, il veut, a-t-il dit, épuiser tous les moyens de conciliation et toutes les ressources du raisonnement. Parfait. Où sont les insensés qui rêvent d'employer la force sans nécessité? J'entends bien que, ces temps derniers, dans les couloirs des Chambres et dans une partie de la presse, on a essayé, pour semer la panique, de dresser quelques épouvantails. On a dénoncé les fous qui nous conduisaient à la mobilisation de plusieurs classes et à la reprise de la guerre. Traduisez : le nez de ce monsieur me déplaît, je préfère le nez de celui-ci. La force pour le plaisir de la force, ce serait, à la fois, crime et sottise. Mais voilà plus de vingt-six mois que nous avons déposé les armes, plus de vingt-six mois que nous raisonnons avec l'Allemagne, plus de vingt-six mois que nous essayons d'obtenir, par la conciliation, qu'elle désarme et qu'elle nous paye. Plus le temps passe, plus elle nous échappe; plus le temps passe, plus nos alliés s'occupent de leurs affaires, avant de s'occuper des affaires communes; plus le temps passe, plus nous laissons se diluer notre énergie et plus nous voyons, si je puis ainsi parler, tomber notre potentiel. Si notre attitude donne à l'Allemagne l'impression que nous sommes désormais incapables d'user de la force, notre affaire est réglée; le traité ne s'exécutera point; l'Allemagne continuera à cacher, derrière ses camouflages, sa situation véritable; et nous nous réveillerons, quelque jour, en face d'un Empire riche et puissant, qui nous dictera ses volontés. Si, au contraire, nous voulons, et si l'Allemagne nous sent prêts à prendre immédiatement, en cas de nécessité, des garanties et des sanctions, elle cédera, parce qu'à l'heure présente, elle est à notre merci et qu'elle sait la résistance impossible. Lorsque la *Gazette de Francfort*, plaisantant M. Briand, déclare qu'il n'a pas ganté de velours une main de fer, mais qu'il a ganté de fer une main douce et molle, elle s'expose, par bonheur, à quelque déception. Il serait assurément mauvais que l'Allemagne pût douter ainsi de la force française. Mais, M. Briand a fait, à cet égard, des déclarations tout à fait rassurantes, qu'on ne saurait trop mettre en lumière : « Nous avons la force; nous pourrions, nous saurions nous en servir, s'il le fallait, pour imposer le respect de tous les engagements souscrits... La France réclame son dû, tout son dû... Nous n'obtiendrons la sécurité que si l'Allemagne est désarmée. C'est pour notre pays une question vitale qui trace au gouvernement le premier et le plus sacré de ses devoirs. ». Autant de phrases lapidaires, qui rappellent le discours de M. Raoul Péret et que se serait volontiers appropriées M. André Lefèvre lui-même, s'il eût été appelé à rédiger une déclaration ministérielle.

. . . . . .

Pour l'instant, ce qui importe, sans doute, le plus, c'est que l'Allemagne ne puisse pas nous mystifier demain sur sa capacité de paiement. M. Briand a fait preuve à cet égard, d'une très sage défiance. « Le coffre de l'État allemand s'est vidé, a-t-il dit, c'est entendu; mais les particuliers se sont enrichis et, quand on consulte les statistiques, quand on examine les conditions de travail de l'Allemagne quand on constate les dividendes que de grandes firmes industrielles distribuent, on s'aperçoit que déjà la prospérité circule dans l'industrie allemande ».

. . . . . .

Tant mieux pour l'Allemagne. Cette merveilleuse renaissance fait honneur à son esprit d'initiative, à sa volonté, à son patriotisme. Nous n'avons pas l'âme

1. *Histoire politique*, t. II, p. 245 et suiv.

assez basse pour ne pas rendre justice à des efforts aussi remarquables. Mais, du moins, que l'Allemagne cesse de crier misère ! Qu'elle ne se pose plus en débiteur insolvable ! Qu'elle jette le masque de la faim et de la pauvreté !

Veut-on, sur les relations avec l'Angleterre, essayer d'opposer M. Briand à son successeur? Mais où trouver plus ardente, plus sincère expression d'une foi profonde dans l'impérieuse nécessité d'une cordiale, d'une absolue entente franco-britannique, que dans cette chronique[1] du 15 février 1921 ?

L'heure ne serait-elle pas venue de procéder enfin avec nos amis, avec l'Angleterre surtout, à une liquidation générale de toutes les difficultés pendantes? A Paris comme à Londres, tous les gens sensés considéreraient comme une catastrophe, je ne dis pas même une rupture, mais un refroidissement de l'amitié franco-britannique. Pénétrés de cette conviction, les deux gouvernements se trouvent très forts, l'un et l'autre, pour mettre, une bonne fois, tous les dossiers sur la table et pour substituer à des discussions partielles, dont il faut convenir que la France a le plus souvent fait les frais, une conversation d'ensemble, où les éléments d'échange seront plus nombreux et où l'on mesurera plus aisément les sacrifices mutuels. Mais, pour arriver à ce règlement si désirable, il faudrait avoir le courage de renoncer aux méthodes actuelles. Que les premiers ministres se rencontrent, de temps en temps, pour reprendre contact, pour se mieux connaître, pour mettre la dernière main à des accords préparés dans les chancelleries, rien de mieux; mais ces conférences, où l'on prétend changer la face du monde en trois jours, ont fait décidément assez de mal, depuis le commencement de l'an dernier, pour que le spectacle n'en soit pas plus longtemps imposé à l'admiration des foules.

. . . . . .

En tout cas, si les dernières discussions des Alliés se sont heureusement achevées dans la confiance et la cordialité, elles avaient commencé dans une atmosphère un peu orageuse, et il était même arrivé à l'un des interlocuteurs de formuler, sans artifices et sans ménagements, un ultimatum et une menace de rupture. Tels sont, je ne me lasserai pas de le redire, les inconvénients et les périls de ces controverses périodiques, engagées directement entre des chefs de gouvernement, qui, personnifiant, les uns et les autres, l'autorité suprême, sont obligés de se prononcer, tout de suite, par oui ou par non, et n'ont pas la ressource d'en appeler à d'autres personnes pour prendre le temps de la réflexion. Cette fois, du moins, on n'a rien brisé et tous les pays intéressés ont eu, à la fin de la conférence, cette impression réconfortante que, grâce, en grande partie, à l'heureuse intercession des deux délégués belges, MM. Jaspar et Theunis, l'intimité nécessaire était rétablie entre les gouvernements alliés. Un des membres les plus distingués de la Chambre des députés, M. Joseph Barthélémy, écrivait ces jours-ci : « C'est là certes une constatation infiniment importante; mais elle équivaut à des félicitations que l'on adresserait à une personne descendant du chemin de fer, pour le motif qu'elle n'a pas été victime d'un accident ».Sans doute; mais, en un temps où les collisions de trains sont devenues si fréquentes, ces félicitations elles-mêmes ont parfois leur raison d'être. M. Joseph Barthélémy ajoutait, du reste, avec raison : « L'amitié anglaise est une nécessité. Nous avons besoin de l'Angleterre; l'Angleterre a besoin de nous. Elle a besoin de notre marché pour son charbon, pour ses matières premières, pour ses produits ma-

1. *Histoire politique*, t. II, p. 232 et suiv.

nufacturés. Elle a besoin de notre résistance à l'Allemagne pour que Douvres ne soit pas menacée par des Berthas installées à Calais. Elle a besoin de nos côtes pour affirmer sa puissance navale. D'aucun côté du détroit, on n'aurait pardonné aux hommes d'Etat qui auraient méconnu ces évidences ».

Et si l'on veut se représenter dans quel esprit et de quel cœur M. Poincaré entend travailler à la restauration et à l'affermissement de l'entente cordiale, que l'on relise, dans la chronique du 1er juin 1921, ce large tableau des rapports de l'Angleterre et de la France depuis les accords de 1904 :[1]

L'Entente cordiale, Dieu merci ! n'est pas en péril, mais, si nous voulons la maintenir intacte, nous devons nous rendre exactement compte des petits dissentiments qui la menacent, et rechercher loyalement les moyens de la fortifier. Ce serait faire injure au caractère britannique que de n'avoir pas le courage de parler franchement, dans une crise dont l'issue dépend, en grande partie, de notre sincérité. Les plus solides amitiés sont faites de confiance mutuelle, et c'est un déplorable système que de vouloir ruser et jouer au plus fin avec ceux dont on tient à garder l'estime.

Avant la guerre, l'Entente cordiale n'était consacrée par aucun acte diplomatique. L'accord de 1904, qui avait réglé les litiges pendants entre la Grande-Bretagne et la France, n'avait pas, par lui-même, le caractère d'une alliance. C'est la pratique qui a peu à peu établi, entre les deux nations, de tels rapports d'intimité que, pour l'examen de tous les grands problèmes européens, leurs chancelleries cherchaient naturellement à se concerter. Après l'attentat de Serajevo, lorsque l'attitude de l'Autriche et de l'Allemagne devint inquiétante pour la paix du monde, rien ne nous permettait de préjuger les résolutions de l'Angleterre. Elle n'avait aucun engagement envers nous. La ville de Londres avait chaleureusement acclamé la France, en 1913, dans la personne du président de la République; la ville de Paris avait fait, en 1914, au roi George V un accueil enthousiaste; mais nous n'avions aucune certitude d'être soutenus par l'Angleterre, s'il plaisait à l'Allemagne de se jeter sur nous. Lorsque l'orage a fondu, sir Edward Grey a déployé une magnifique activité pour mettre l'Europe à l'abri de l'averse; il a multiplié les initiatives pour retenir l'Allemagne et l'Autriche; et il a certainement, par là, bien mérité de l'humanité. Mais, à la veille de la catastrophe, lorsque la France interrogeait l'Empire britannique sur ses intentions, l'Empire britannique restait muet. Il consultait son intérêt, et il avait raison. Il n'avait pas à se sacrifier pour autrui. Son intérêt était certainement de ne pas laisser écraser la France, et la clairvoyance de ses hommes d'Etat les avait, tout de suite, fixés sur ce point; mais, dans un pays d'opinion, ils voulaient être sûrs d'être compris par l'homme de la rue; et ils attendaient. Si l'Allemagne n'avait commis le crime de violer la neutralité belge, nul ne sait combien cette attente aurait pu se prolonger.

. . . . . .

Chacune des nations alliées et associées est entrée en guerre pour son propre compte, et d'aucune on n'aurait pu, sans excès de candeur, attendre une conduite différente. Nous nous sommes entr'aidés; nous avons participé à une œuvre de défense commune; nous nous sommes trouvés unis dans une heure où la liberté de tous était menacée; nous ne pouvons pas ne pas garder pieusement le souvenir de cette solidarité; mais elle n'a pas fait de certains d'entre nous les débi-

1. *Histoire Politique*, t. III, p. 127 et suiv.

teurs des autres et, en particulier, si la déclaration de guerre de la Grande-Bretagne a été d'un grand secours pour la France, la rapide mobilisation de la France, a été d'un grand secours pour la Grande-Bretagne.

Une fois les hostilités commencées, chacun des deux peuples a réalisé des prodiges pour assurer la victoire, et ce n'est pas moi qui chercherai à sous-estimer les merveilleux efforts accomplis, sur terre et sur mer, par l'Empire britannique. En moins d'un an, lord Kitchener a réussi à constituer une armée; les dominions et les colonies ont recruté, avec une rapidité extraordinaire, d'admirables contingents; la Grande Flotte a condamné à l'immobilité et à l'inertie les navires allemands de haut bord; l'Angleterre enfin a fait des miracles pour purger la mer du Nord, la Manche et l'Océan des sous-marins qui commençaient à les infester. Mais nous, n'avons-nous été pour rien dans la victoire?

. . . . . .

La France a le droit de revendiquer une large part dans l'honneur de la victoire; et elle a, hélas ! subi une part non moins large des sacrifices communs. C'est elle qui, de toutes les nations, a eu, non seulement la proportion la plus élevée, mais le chiffre absolu le plus fort, d'officiers et de soldats tués à l'ennemi. Restée sur la brèche du commencement à la fin, appelée à faire, aux moments critiques, les efforts les plus vigoureux, elle a payé de plus de quatorze cent mille morts les incomparables services qu'elle a rendus à la coalition. Que les puissances alliées montrent leurs listes funèbres ! Elles ne sont, sans doute, pas moins glorieuses que les nôtres, mais elles sont toutes singulièrement moins longues et l'Empire britannique tout entier, avec le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les Indes, reste loin derrière nous, à distance de plusieurs centaines de mille de vies humaines. Et, sans doute, Londres a reçu, comme Paris, de sinistres visites aériennes, mais c'est sur le sol de France qu'on s'est battu; ce sont les Flandres, la Picardie, la Champagne, la Lorraine, qui ont été, pendant plus de quatre années, le théâtre ensanglanté de la guerre. Nos villes et nos villages ont été détruits, tantôt par les obus allemands, tantôt, quand telles étaient les nécessités militaires, par les projectiles des armées alliées. Plusieurs de nos plus belles provinces ont été saccagées et ruinées pour que fussent sauvées, tout à la fois, la liberté de la France et la grandeur de l'Angleterre. Nos provinces du Nord et de l'Est sont restées, durant toutes les hostilités, le champ de bataille de l'univers. Elles ont, pour ainsi dire, appartenu indivisément aux armées alliées, qui y ont vécu, cantonné, combattu; et, si ces armées ont ensemble repoussé l'étranger, si la coopération britannique et américaine a grandement facilité cette œuvre de libération, notre territoire a été le rempart, le glacis ou la tranchée, qui ont protégé, comme disait le président Wilson, la frontière de la liberté.

La victoire est venue et nous avons pavoisé nos ruines. Nous étions en droit d'espérer que tous nos amis nous aideraient à les relever et, lorsqu'a commencé l'examen des conditions de la paix, nous nous sommes étonnés des difficultés que nous rencontrions, comme si nous pensions que l'héroïsme de nos soldats et les souffrances de nos populations devaient faire oublier à nos alliés leurs habitudes et leurs intérêts, leurs passions et leurs préjugés. La guerre avait, au contraire, développé et exaspéré, chez la plupart des peuples, jeunes ou anciens, les sentiments nationaux et la volonté de puissance; et là où nous nous imaginions ne rencontrer que bonne grâce et complaisance, nous avons eu la surprise de nous heurter à des contradictions et à des résistances.

Est-ce le Président de la République de la guerre, est-ce l'auteur de ces pages toutes pleines d'émotion et d'une fière amitié, que l'on va soupçonner de vouloir rompre avec l'Angleterre, lui susciter partout

des difficultés, lui chercher partout des querelles ? Mais en novembre 1921 encore, donc hier, rentrant d'un court séjour à Londres, il se déclarait plus convaincu que jamais de la nécessité d'un examen complet, d'une liquidation totale de tous les litiges, de tous les dissentiments, de tous les malentendus franco-anglais, préface nécessaire d'un nouvel accord plus général, plus précis, plus sûr que ceux de 1904.

Cet accord, qu'il ne le conçoive que comme un pacte entre égaux c'est le seul moyen de le faire aboutir. Nul n'en peut plus douter en France, où la seule idée que la convention préparée à Cannes nous mettait sous la protection de l'Angleterre a soulevé l'opinion; et nul n'en disconviendra dans cette Angleterre, qui a, à si haut degré, la fierté de son rôle historique et le sens de la dignité nationale.

Il y a d'ailleurs, dans les chroniques de M. Poincaré, une autre idée sur laquelle il revient souvent, et qui donne la vue la plus juste du rôle que la France saignée, mais grandie, peut jouer désormais dans une Europe transformée par la guerre : et à en lire l'expression, on regrette amèrement que l'homme qui apercevait si nettement et qui formule si fermement ce programme ait, en 1919, été tenu à l'écart des négociations de paix, et privé de toute influence sur la détermination des destinées de la France et de l'Europe. Que le problème de l'Europe centrale soit désormais le problème fondamental de toute politique française, son esprit lucide et précis l'a compris du premier coup. Aussi blâme-t-il sévèrement la folie qui, en 1920, a induit des diplomates prisonniers de leurs souvenirs et du mirage antibolcheviste en l'étrange tentative de renversement d'alliances qui eût lié la France à la Hongrie; détruit-il sans pitié les légendes austrophiles; discerne-t-il l'intérêt primordial qu'a, pour le maintien des traités et la conservation des fruits de la victoire, cette Petite Entente où les mêmes diplomates, infatués et incorrigibles, flairaient « une manœuvre allemande. ».[1]

M. Briand a été beaucoup plus net, dans sa déclaration et dans son discours, sur la question capitale de nos alliances. Il a développé, avec un grand bonheur d'expression, une théorie qui lui est chère, celle de l'unité de front, unité qu'il faut, a-t-il dit, maintenir dans la paix telle qu'elle a été établie dans la guerre. L'accueil très sympathique qu'a reçu le ministère en Angleterre, en Italie, en Belgique, les relations cordiales que M. Briand a pu nouer, au cours des hostilités, avec la plupart des hommes politiques des nations amies, son tact et son affabilité naturelle, lui faciliteront certainement la reconstitution d'un front aujourd'hui quelque peu disloqué. Les télégrammes qu'il a échangés avec les premiers ministres sont, de part et d'autre, rédigés dans un esprit de concorde qu'il y a plaisir à noter. M. Auguste Gauvain a eu raison de relever, en particulier, celui que M. Briand a adressé au distingué ministre des Affaires étrangères de la Tchéco-Slovaquie, M. Benès. Tous ceux qui ont eu, pendant la guerre, l'occasion de collaborer avec M. Benès, ceux qui, comme moi, l'ont vu à l'œuvre avant la résurrection de son pays, savent quelle confiance il a dans l'amitié de la France et quelle orientation il s'efforcera toujours de donner à sa politique.

1. *Histoire politique*, t. II, p. 121 et suiv.

Nous ne sommes pas moins assurés des sentiments de la Roumanie et de la Yougo-Slavie, et lorsque M. Take Jonesco a expliqué, il y a quelques semaines, dans l'amphithéâtre Richelieu, les motifs qui avaient inspiré la Petite Entente, il n'a rien pu rester, dans l'esprit de ses auditeurs, des préventions que certains magyarophiles avaient essayé d'y faire pénétrer. M. Briand a franchement rompu avec l'étrange politique que nous avons pratiquée, l'an passé, dans l'Europe centrale, et qui aurait fini par y mécontenter tous nos amis : « Le gouvernement de la République française, a-t-il télégraphié à M. Benès, apprécie hautement et suit avec une sympathie particulière l'action que vous vous efforcez d'exercer en groupant nettement dans une étroite union les Etats alliés de l'Europe centrale, signataires, aux côtés de la France, des traités sur lesquels est basée la paix générale et qui ont consacré les principes dont la victoire des Alliés a assuré le triomphe. » Paroles de bon sens et de raison, qui sont le signal d'un redressement nécessaire. Nous n'avons pas d'amitiés de rechange. Gardons celles que nous avons éprouvées. Nous n'en serons pas moins libres de chercher, en même temps, à reprendre de bons rapports avec la Hongrie et de prêter enfin à l'Autriche l'aide dont elle a besoin pour vivre et pour sauver son indépendance. Mais l'Autriche et la Hongrie seront les premières à comprendre que nous ne voulions pas leur sacrifier nos amis d'hier.

. . . . . .

Il est à souhaiter qu'aussitôt sortie de la terrible crise qu'elle vient de traverser, la Pologne se rapproche le plus étroitement possible de la Tchéco-Slovaquie et de la Roumanie. Les relations entre Tchèques et Polonais ont souvent été un peu tendues en ces derniers mois. A la fin de mai, on était même allé jusqu'à lancer la nouvelle, heureusement fausse, d'une rupture diplomatique. C'était, on se le rappelle, à propos du sort de Teschen. Les Alliés, qui avaient laissé mûrir cette pomme de discorde entre les deux pays, ont-ils tout fait pour les réconcilier? D'une manière générale, ils ont créé des Etats, comme des dieux qui lanceraient des mondes dans l'infini, sans leur tracer des orbites et sans fixer les lois de leur gravitation. On ne peut cependant laisser au hasard le soin de former les constellations politiques et les Alliés sont directement intéressés à ce que les nations qu'ils ont aidées à se constituer ne se groupent pas demain suivant des affinités contraires. Le distingué ministre des Affaires étrangères de Tchéco-Slovaquie, qui est, depuis longtemps, un ami de la France et qui n'a pas attendu la signature de la paix pour nous donner la preuve éclatante de ses sentiments, vient de prendre une initiative qui doit nous faire réfléchir sur les inconvénients de notre abstention. Il est rentré en rapports avec le royaume serbe, croate et slovène et avec la Roumanie pour fonder ce qu'il a appelé la Petite Entente. Cette association de nos amis n'est assurément pas pour nous déplaire. Mais mieux vaudrait encore qu'au lieu d'une grande et d'une petite Entente, il subsistât, après la victoire commune, une Entente unique, comprenant tous les Alliés d'hier. Si le traité de Versailles n'avait pas arbitrairement distingué les « Principales puissances » et les autres, si le Conseil suprême n'avait pas artificiellement rétréci sa composition, nous ne nous trouverions pas aujourd'hui en face de groupements séparés, qui seront forcément exposés, avec le temps, à s'éloigner un peu les uns des autres. Tâchons, du moins, de ne pas semer entre eux des germes de malentendus et efforçons-nous aussi d'éviter les faux pas dans ce dédale de nationalités qu'est devenue l'Europe nouvelle.

M. Take Jonesco, M. Vesnitch, M. Benès, sont tous trois des amis de la Grande Entente et on peut être sûr qu'entre leurs mains, la Petite Entente sera pour nous une précieuse auxiliaire. Mais ne fermons pas les yeux à l'évidence et ne cherchons pas à marier l'eau et le feu. Faisons ce qui dépend de nous pour calmer les animosités et les rancunes; soyons des conseillers de prudence et des ouvriers

de paix; mais restons, d'abord, avec nos Alliés et ne sautons pas trop lestement d'un côté à l'autre de la barricade[1].

M. Poincaré eût voulu constituer un grand ministère d'union nationale; si, dans le domaine de la politique intérieure, il n'a point pu, par la faute de ses prédécesseurs immédiats ou lointains, réaliser ce dessein, il a du moins l'assurance que, dans les questions essentielles de la politique étrangère, l'unanimité des républicains, depuis les plus modérés jusqu'aux radicaux avancés, se rangera derrière lui. La presse allemande a donné une preuve de plus de la finesse de sa psychologie et de sa connaissance de la France en s'étonnant, en s'indignant que M. Herriot eût proclamé l'unité de front des Français dans la question des justes réparations. Porte-parole de la France, M. Poincaré ne revendique que les droits légitimes reconnus à son pays : mais il n'entend rien laisser sacrifier des titres que la France tient de ses souffrances, de la victoire et des traités. La reconstruction économique de l'Europe suppose sans doute que l'Allemagne puisse vivre : mais elle exige d'abord que la France dévastée soit restaurée. Sans provocation, sans forfanterie, mais sans faiblesse, c'est ce que la France a voulu marquer, quand elle a, d'une confiance presque unanime, remis le soin de ses destinées internationales aux mains éprouvées de M. Poincaré.

* * *

BELGIQUE

Les nouvelles élections

Depuis plusieurs mois, un réel malaise pesait sur la vie publique belge; le gouvernement, formé sur le principe de l'union sacrée, suivait une politique de concession réciproque aux différents groupes. Les partis extrémistes, sinon plus nombreux du moins plus décidés et plus énergiques, flamingants et socialistes, avaient réussi par l'ardeur de leur revendication, à imposer des mesures à l'ensemble du pays : notamment la loi réglant l'usage du flamand en matière administrative qui avait suscité dans le pays un vif mouvement d'opposition.

Successivement deux crises ministérielles éclatèrent : l'une sur la question du service militaire, l'autre sur la question du flamand. Le service de 6 mois était réclamé par les socialistes et les catholiques flamingants, tandis que les libéraux et les catholiques wallons deman-

1. *Histoire politique*, t. II, p. 229 et suiv.

daient l'organisation d'une armée forte. La campagne électorale s'était ouverte sur cette question dès le milieu du mois d'octobre. A ce moment M. Devèze, ministre de la Défense nationale, avait vivement combattu dans une réunion publique le service de 6 mois ; peu de temps après, M. Anseele, ministre socialiste des Travaux publics, avait, au cours d'une manifestation à la Louvière, réclamé le service de 6 mois : au cours de la séance un drapeau rouge, qui représentait un soldat belge brisant son fusil sur ses genoux, avait été remis aux anciens combattants socialistes.

De là, à la Chambre des débats orageux, qui révélèrent la désagrégation de l'union des partis. Le pacte avait été rompu par les ministres socialistes. Cependant, dans la plupart des milieux politiques, il semblait que la formule du gouvernement tripartite (libéraux, catholiques et socialistes) était encore nécessaire, comme un gouvernement d'union nationale l'avait été de 1830 à 1842.

Ces incidents étaient à peine apaisés, qu'une nouvelle crise politique s'ouvrait à la suite de la nomination de M. Van Cauwelaert, chef du mouvement flamingant, aux fonctions de bourgmestre de la ville d'Anvers. C'était le résultat et la consécration de la coalition catholique et socialiste. A la suite de cette nomination, les ministres libéraux démissionnèrent, mais, sur les instances du premier Ministre, acceptèrent d'expédier les affaires de leurs départements jusqu'aux élections.

La première crise s'était ouverte sur la question de la défense nationale et du service militaire de 6 mois ; la seconde, sur la politique de capitulation devant les flamingants. Toute la campagne électorale fut dominée par ces deux questions.

Sur la question militaire, les libéraux demandent le service de 12 mois, chiffre qui pourrait être réduit si, d'une part, on parvenait à constituer des noyaux permanents de volontaires, si, d'autre part, l'Allemagne accomplissait l'œuvre de son désarmement matériel et moral et du paiement des réparations. Les catholiques sont divisés, les flamingants adhèrent au service de 6 mois, les autres à la manière de voir des libéraux. Les socialistes réclament le service de six mois.

Sur la question des langues, les catholiques flamingants adhèrent au programme du *Vlaamsch Verbond* qui prévoit la flamandisation radicale dans les provinces du Nord, la suppression de l'Université française de Gand à laquelle devait être substituée une Université flamande, la lutte contre l'influence française, le rapprochement avec la Hollande, la séparation de la Belgique en deux parties autonomes. Les socialistes, sans aller aussi loin, ne sont pas hostiles à ces idées, de sorte qu'il y a dans les deux pays, sur les questions militaires et linguistiques, une véritable coalition flamingante socialiste. Les catholiques wallons et les libéraux sont les adversaires résolus de toute séparation administrative ; ils combattent la suppression de l'Université

de Gand, mais reconnaissent la nécessité de créer un enseignement supérieur flamand; ils sont enfin partisans fervents de l'union avec la France.

Au point de vue économique la lutte se prolonge encore. Les socialistes demandent la généralisation des assurances sociales, le droit de regard des travailleurs sur les entreprises, la limitation du minimum de salaires et de travail, la réquisition éventuelle des matières premières, l'impôt sur le capital, la nationalisation des usines. L'augmentation de la production par l'union des classes et le principe de la liberté individuelle figurent au programme économique du parti libéral : « La Belgique, dit l'un des chefs de ce parti, M. Devèze, qui ne vit que de ses exportations, est obligée de ne pas ralentir la production nationale et de ne pas en élever le prix de revient, sous peine de conduire à la misère générale.

« Toute la politique de l'Etat doit être orientée de façon à revenir, par les voies les plus directes, au libre jeu des énergies individuelles; l'Etat doit les assister, les diriger, les coordonner au profit de la collectivité nationale. Il ne doit pas les comprimer, les asservir, se faire leur concurrent ou même leur ennemi, sous l'impulsion du doctrinarisme marxiste. »

Les libéraux réprouvent ainsi les principales doctrines socialistes, notamment la lutte des classes et l'interventionisme de l'Etat. Mais les adversaires les plus résolus de ces principes sont les catholiques :

Que nous promet, demande M. Carton de Wiart le socialisme pour la sauvegarde de la propriété? Deux remèdes : l'impôt sur le capital et la nationalisation des industries.

L'impôt sur le capital est impraticable. S'il était appliqué, il entraînerait l'appauvrissement du pays, dont il réduirait la capacité de production.

La nationalisation des usines grandirait notre dette et notre déficit. L'expérience prouve que les industries qui prospèrent entre les mains des particuliers sont en perte toujours croissante dès que l'Etat en assure le service.

Si nos dépenses augmentent encore, si la dette publique grossit, nous irons à la faillite de l'Etat, dont la conséquence sera l'avilissement de toutes les valeurs et le renchérissement indéfini de la vie.

Telles étaient les idées dominantes des trois grands partis belges sur le problème essentiel.

Les libéraux étaient les plus unis, et l'on estimait généralement qu'ils gagneraient plusieurs sièges; les socialistes étaient très puissants et très unis également, malgré les menées des communistes qui présentaient des candidats dans plusieurs arrondissements. Néanmoins, l'influence des socialistes sur les classes moyennes paraissait légèrement en recul. Les catholiques semblaient profondément divisés, non seulement en conservateurs modérés et démocrates chrétiens, mais surtout en flamingants et anti-flamingants.

La Chambre comptait sur 186 sièges : 70 socialistes, 72 catholiques, 34 libéraux et quelques autres qu'il n'y a pas lieu de relever ici.

Le Sénat comprenait sur 93 membres élus par le corps électoral : 45 catholiques, 40 libéraux et 8 socialistes, et, de plus, 27 sénateurs provinciaux, dont 5 socialistes, 6 libéraux et 16 catholiques.

Au total, sur 120 membres : 61 catholiques, 46 libéraux, 13 socialistes. Les élections législatives du 20 novembre 1921, puis les élections provinciales du 27 novembre pour le Sénat ont profondément modifié la situation antérieure.

A la Chambre, les socialistes (671.445 suffrages) obtiennent 66 députés, soit une perte de 4 sièges; les catholiques, y compris les démocrates chrétiens (716.850), obtiennent 82 députés, soit un gain de 10 sièges; les libéraux (337.198), 33 députés, soit perte d'un siège.

Pour le Sénat, les 93 sénateurs élus au suffrage direct comptent : 42 catholiques, 18 libéraux, 33 socialistes.

Les sénateurs élus par les Conseils provinciaux comptent : 21 catholiques, 7 libéraux, 12 socialistes.

Le Sénat, ainsi constitué, avait à choisir et a depuis effectivement nommé 20 sénateurs par cooptation : 10 catholiques, 3 libéraux, 7 socialistes; de sorte qu'il est finalement composé de 73 catholiques, 52 socialistes, 28 libéraux.

Le parti catholique sort victorieux de la lutte, son triomphe est si grand qu'il n'est pas sans l'avoir surpris lui-même. Les élections, bien que faites sous le régime du suffrage universel pur et simple, lui apportent un gain de 150.000 voix, et sa représentation à la Chambre, qui passe de 72 à 83 députés, atteste un progrès de 12 1/2 %. Il est le seul vainqueur : tous les autres partis sont en recul. Le parti socialiste, porté au zénith après la guerre, retombe de 70 sièges à 66.

Moins forts numériquement que les catholiques, les socialistes sont néanmoins plus unis; les communistes échouent complètement : à peine 3.000 voix.

Le parti libéral est très éprouvé : il perd un siège à la Chambre, un grand nombre au Sénat, alors qu'il s'attendait à un gain de 8 à 9 sièges : la désillusion a été d'autant plus vive que l'espoir était grand.

Le pays semble vouloir rester attaché exclusivement aux trois vieux partis, catholique, libéral, socialiste, représentant les tendances traditionnelles du pays. Toutes les petites listes, parti national, classes moyennes, combattants et autres, ont été à peu près écartées; l'extrémisme flamingant est en recul.

La victoire du parti catholique tient à la crainte du communisme et peut-être aussi, dans une certaine mesure, à la mauvaise impression causée par les incidents de La Louvière.

Sur les trois questions, service de six mois, question flamande, question économique où le pays attendait la décision des élections, des certitudes sont dès maintenant acquises : le corps électoral est favorable au service de six mois (majorité flamingante et socialiste); hos-

tile au flamingantisme aigu (une partie des catholiques, presque tous les libéraux, le gros des socialistes) et partisan de la liberté économique (catholiques et libéraux).

Au lendemain des élections, M. Theunis, ancien ministre des Finances, a été chargé de la délicate mission de former le cabinet. M. Theunis n'est pas un homme politique. Ancien lieutenant démissionnaire, il était devenu le collaborateur du baron Empain. Réengagé le 4 août; il avait été, en raison de ses connaissances financières, affecté à la direction de la Commission des achats de Londres, et, après l'armistice, à la direction de la Commission des réparations à Paris. Ses qualités exceptionnelles d'énergie, d'intelligence, de sens pratique, l'avaient promptement mis au premier rang. Lors du dernier remaniement ministériel, M. Carton de Wiart avait fait appel à sa haute compétence pour le portefeuille des Finances. Son ouverture d'esprit, son souci de préférer les réalités présentes aux théories lui avaient fait acquérir en très peu de temps une très grande autorité personnelle.

La tâche de former un cabinet était extrêmement lourde. Après dix jours de démarches, il réussit à constituer un cabinet où les catholiques prennent six portefeuilles: Présidence et Finances, M. Theunis; Affaires Etrangères, M. Jaspar; Intérieur, M. Berreyer; Affaires économiques, M. Van de Vyvère; Agriculture et Travaux publics, M. Ruzette; Industrie, Travail et Ravitaillement, M. Moyersoen; et les libéraux cinq portefeuilles : Vice-Présidence et Justice, M. Masson; Défense nationale, M. Devèze; Colonies, M. Franck; Sciences et Arts, M. Hubert; Chemins de fer, M. Neujean.

Les socialistes refusent actuellement de collaborer à l'œuvre gouvernementale. Le Congrès du parti ouvrier du 30 novembre 1919 avait admis à une majorité énorme, 1.415 voix contre 47, l'entrée des socialistes au gouvernement : « La tactique de l'opposition prépare les réformes, la tactique de la majorité les réalise, » avait déclaré l'un des leaders du parti de M. Brouckère. C'était pour la réalisation d'un programme précis et dans l'intérêt général de la démocratie que le principe de la collaboration ministérielle avait été voté.

Mais, à l'heure présente, l'accord ne peut plus être envisagé comme possible.

Le 4 décembre, le Congrès extraordinaire du parti ouvrier, réuni à Bruxelles, votait l'ordre du jour suivant :

Considérant qu'il importe de garantir les réformes conquises et d'assurer leur loyale application; de restaurer les finances du pays sans nous ramener au régime injuste des impôts indirects; de réaliser les assurances sociales; d'assurer la défense du pays par un système basé sur la réorganisation démocratique de l'armée, la réduction de l'encasernement à six mois et le recrutement régional; de développer l'enseignement technique; de donner à la classe ouvrière un droit de contrôle sur les entreprises, correspondant à sa qualité de facteur de la production : de préparer la rentrée dans le domaine collectif des grands moyens de production,

Décide que, dans les circonstances politiques actuelles, il y a impossibilité morale à collaborer avec les partis bourgeois du Gouvernement.

BULGARIE

Les projets de loi du gouvernement

Le Sobranié a discuté en novembre et décembre plusieurs projets de loi dont le caractère réactionnaire a été vivement critiqué par toute l'opposition et socialiste et libérale.

C'est d'abord le projet relatif à la presse, discuté les 23 et 25 novembre et le 9 décembre, voté en troisième lecture malgré les arguments d'inconstitutionnalité présentés par les orateurs d'opposition. Ce vote est justifié par l'attitude récente, intolérable, des journaux communistes. Le Sobranié a d'ailleurs reçu de M. Radolov, ministre de l'Intérieur, la certitude que les mesures restrictives de la liberté de la presse, qui s'imposent actuellement, seraient supprimées dès que les circonstances le permettraient.

Puis, c'est à partir du 28 novembre la reprise de la discussion du statut des fonctionnaires dont l'élaboration, entreprise en 1906, n'a pas encore acquis un texte définitif. Le nouveau projet de 1921 maintient les indemnités pour cherté de vie et pour charges de famille, mais il remanie profondément, pour y apporter une sensible diminution, les tableaux des émoluements des diverses catégories de fonctionnaires; d'autre part, il limite considérablement le droit d'association professionnelle des fonctionnaires et leur interdit formellement de faire grève. Ce projet a, comme le premier, provoqué de violentes attaques de la part de l'opposition. Le *Rabotnitcheski Hesinik* a présenté en termes indignés l'attitude du gouvernement paysan : « véritable marâtre » pour les fonctionnaires comme pour les ouvriers. Le parti socialiste a protesté de la façon la plus énergique contre l'atteinte portée aux droits d'association professionnelle, et convoqué, pour donner plus de poids à sa protestation, un grand meeting à Sofia. Cependant, après un discours de M. Tourlakov, ministre des Finances, le projet a été adopté en première lecture par la Chambre, le 2 décembre 1921.

Un troisième projet, soumis, le 9 décembre, au Sobranié, a été le projet de loi sur la réorganisation de la municipalité de Sofia. Il s'agissait de créer 6 mairies de quartier et un conseil municipal de 31 membres — 18 élus par les conseils de quartier à raison de 3 par mairie, 21 désignés par le ministre de l'Intérieur — sous la présidence d'un maire également nommé par le gouvernement. Le but était de supprimer les luttes de coteries qui régnaient au sein de la municipalité et avaient insensiblement conduit la capitale à sa détresse actuelle — laquelle, suivant l'expression de l'*Echo de Bulgarie* « fait honte au peuple devant l'étranger. » — Cette fois, aux communistes se joi-

gnent, pour mener l'opposition contre le gouvernement, tous les partis menacés d'être évincés de la direction des affaires municipales : démocrates, radicaux, socialistes. Alors que ceux-ci suivent les voies parlementaires et s'opposent à la nomination du maire par l'exécutif comme contraire à la Constitution, ceux-là organisent au théâtre de la Renaissance une grande réunion dans le but de dénoncer ce « nouveau coup de force du pouvoir ». Le 13 décembre, M. Stambolüski est monté à la tribune pour défendre son projet et le surlendemain l'*Echo de Bulgarie* écrivait que M. Stambolüski est parvenu à rallier une majorité « malgré quelques dissidences au sein du groupe gouvernemental. »

Les congrès des partis

L'un des faits les plus importants de la fin de 1921 a été la recrudescence de la lutte entre l'Union paysanne et les autres partis de l'opposition. Après le Congrès radical tenu les 16 et 17 octobre, tous les autres partis convoquent leur comités directeurs et prennent position. C'est d'abord l'Union paysanne qui tient son Congrès du 18 au 22 novembre. Du point de vue extérieur, après avoir constaté le succès de la politique actuelle de consolidation de la situation internationale de la Bulgarie, elle

> ... engage le Gouvernement agrarien à suivre sans défaillance la politique de paix, de concorde et d'amitié, adoptée jusqu'ici envers nos voisins et tous les pays et à tendre ses efforts à l'extrême pour exécuter loyalement le traité de paix de 1919, en agissant de manière à obtenir un allègement des lourdes clauses, un sursis des versements prévus par ce traité, afin de consolider les forces économiques de la Bulgarie.

Mais le grand intérêt du Congrès réside dans les résolutions adoptées concernant la politique intérieure du parti. Nombreuses et fort longues, elles constituent une véritable déclaration de guerre à tous les autres partis politiques du pays. Le caractère de violence de ces résolutions, notamment de celles se rapportant à la presse, aux réunions publiques et au contrôle des fonctionnaires, ne trouve pas une justification suffisante dans l'indignation suscitée par le meurtre de « l'apôtre de l'organisation agrarienne » : le ministre de la guerre, Alexandre Dimitrov. Des intérêts égoïstes s'ajoutent, qui seront bientôt stigmatisés par les partis d'opposition.

Ceux-ci, en effet, ne font pas attendre leurs répliques. Tout en s'efforçant de trouver un terrain d'entente pour lutter de concert contre le gouvernement agrarien, ils mènent chacun de leur côté une campagne vigoureuse contre le parti au pouvoir.

Le Comité Central du parti démocratique se réunit à Sofia du 10 au 12 décembre. Après un exposé de M. Mouchanov sur la situation du parti, M. Malinov, leader démocrate, prononce un grand discours sur la politique intérieure et extérieure. La censure interdit au public de connaître les décisions prises. Quelques jours après, un meeting de protestation est organisé par le parti contre la suppression des libertés constitutionnelles. Le *Preporetz* ne peut donner une seule ligne de compte rendu. Les esprits s'exaspèrent et l'union des partis d'opposition, jusqu'alors irréalisée, cesse d'apparaître comme impossible. Trêve aux calculs et aux intérêts de parti ! s'écrie l'organe démocrate. Ce qu'il faut, c'est l'union de tous sous le drapeau de la prospérité du peuple pour sauver le pays d'un régime de violence.

Les 18 et 19 décembre, c'est au tour du Comité Central du parti socialiste de se réunir. La motion votée après une violente attaque, contre « la clique qui ruine l'Etat au nom de vils intérêts personnels » réclame la liberté complète d'association, de réunion, de la presse et de la parole, le renforcement de la production par l'intervention de l'Etat, la réorganisation des services publics. En matière de politique extérieure, le parti socialiste demande au gouvernement

... de se tenir à l'écart des séductions des jeux diplomatiques actuels et des intrigues organisées par les impérialistes de l'Europe qui peuvent facilement compromettre l'ordre dans les Balkans et nous jeter de nouveau dans une guerre ruineuse.

En face de tous ces partis et contre eux, les communistes ont tenu leur Comité directeur le 25 décembre.

Le procès Radoslavov

Le procès du Cabinet Radoslavov n'a pas encore reçu sa décision. Récemment, M. Yanev, nouveau ministre de la Justice, a pu dans un interview à la presse, déclarer qu'il ne saurait être question de clémence pour MM. Radoslavov et Tontchev. En réalité, la parole est à la Haute-Cour. Son verdict sera celui de la Nation elle-même.

EMPIRE BRITANNIQUE.

Grande-Bretagne.

L'avenir de la coalition.

Les organes libéraux indépendants affirment que le classement des partis se modifiera à bref délai, la transformation du parti unioniste

leur paraît notamment inévitable. La *Westminster Gazette*, en voit la preuve dans les débats du 16 décembre aux Communes :

Dans son discours d'hier, M. Austen Chamberlain a laissé prévoir la formation d'un parti nouveau qui porterait un nouveau titre et posséderait sans doute aussi de nouveaux leaders. L'unionisme appartient désormais au passé et sa chute a détruit la coalition, au moins dans sa forme actuelle. Une nouvelle coalition sera peut-être formée, elle pourra comprendre des éléments de l'ancienne; hier, néanmoins, les dirigeants du groupement actuel disaient adieu à bon nombre de leurs adhérents. Les paroles échangées durant le débat et le long conflit qui l'avait précédé, font qu'il est désormais impossible de remédier à la rupture de la coalition. Nous allons voir une fois de plus la formation, d'une part, d'une aile conservatrice, faible numériquement, mais intransigeante dans ses convictions et, de l'autre, d'un nouveau parti dont la composition est encore mal connue. La coalition actuelle est presque au bout de son programme, quand elle aura rendu à la Chambre des Lords le droit de défier l'opinion publique, son œuvre sera achevée. Le débat d'hier était constamment dominé par l'ombre de sa fin prochaine.

Qu'est-ce que sera exactement la nouvelle coalition et qui se chargera de diriger ses forces pour obtenir le rétablissement du *veto* des Lords? De quel côté se rangeront les libéraux coalitionnistes et surtout M. Lloyd George? Nous serons sans doute fixés sur chacun de ces points avant que le Parlement reprenne ses travaux. En tout cas, il est impossible pour quiconque conserve le moindre vestige des convictions libérales, de prêter son concours à une réforme qui rendrait à la Chambre des Lords ses anciens pouvoirs et privilèges. Il s'agit moins de procéder à une réforme que d'opposer, grâce à la Chambre des Lords, une barrière solide au gouvernement démocratique. Mais le pays se prononcera et les électeurs sauront bien reconnaître la réaction sous le déguisement du nouveau nationalisme.

La *Saturday Review* croit que des élections générales auront lieu, en mars 1922, et qu'elles seront précédées par la fusion des deux partis de la coalition.

Il n'est pas douteux d'ailleurs que cette fusion rencontrera une certaine opposition dans les milieux conservateurs. Déjà la *Morning Post*, invite les unionistes à la résistance :

Il faut supposer que M. Chamberlain encourage la formation d'un parti nouveau. Nous sommes en mesure de lui affirmer que la grande majorité des conservateurs déteste la coalition et souhaite le retour à la lutte politique honnête, qui mettra en présence les unionistes d'une part et leurs adversaires de l'autre. Toute tentative pour conclure un nouveau marché politique provoquerait un mécontentement général et romprait inévitablement l'unité du parti conservateur. M. Lloyd George ne cherche-t-il, après tout, rien d'autre ?

II. Canada.

Les élections générales.

A son retour de la conférence impériale, M. Meighen jugea que la dissolution du Parlement s'imposait. Le gouvernement venait de subir

un double échec aux élections partielles de Yamaska et de Medicine Hat; la majorité ministérielle avait passé de 71 à 25 voix. Dans ces conditions, M. Meighen procéda à un remaniement du cabinet et fixa la date des élections au 6 décembre. Pour la première fois, trois partis, conservateurs, libéraux et progressistes, sont en présence. M. King, le leader libéral, a renoncé à rechercher l'alliance des progressistes. Il paraît difficile, d'ailleurs, qu'aucun des partis rivaux puisse s'assurer une majorité au Parlement. Le parti libéral est tout-puissant à Québec; il recueillera peut-être la moitié des sièges dans les trois provinces de l'Atlantique; mais à Ontario et dans les provinces de l'Ouest, le succès de ses candidats est plus douteux. Les libéraux de Québec ont vu avec quelque défiance les avances faites par M. King au parti progressiste.

Les élections du 6 décembre ont marqué la défaite générale du parti conservateur, sauf dans les provinces d'Ontario et de la Colombie britannique; sept membres du cabinet et M. Meighen lui-même sont battus. Pour la première fois, une femme entre au Parlement, Miss Mac Phail, du parti progressiste.

Le résultat (faut-il l'attribuer au vote des 1.250.000 électrices ou à la présence des candidats des trois partis dans la plupart des circonscriptions?) a confondu toutes les prévisions. Les libéraux obtiennent 117 sièges sur 234; les progressistes ont augmenté sensiblement leur représentation numérique et peuvent compter sur le concours des deux députés travaillistes; les unionistes n'ont plus que 50 représentants au lieu de 125. Le gouvernement de coalition est donc repoussé. Formé en 1917 par Sir Robert Borden, qui avait obtenu la collaboration des libéraux partisans du service obligatoire, il était devenu, par suite de la retraite successive des ministres libéraux, un gouvernement presque exclusivement unioniste. M. Arthur Meighen, successeur de Sir R. Borden, en 1920, avait hérité de l'impopularité encourue par ce dernier dans les milieux de Québec, et il faut voir dans le mécontentement causé par les mesures de guerre prises par la coalition une des causes de l'échec unioniste.

Les libéraux ne toucheront pas sans doute aux mesures de protection douanière établies par les unionistes, à moins que les progressistes, qui réclament le retour complet au libre échange, ne les y obligent. Ceux-ci, qui ont emprunté une bonne partie du programme libéral, seraient prêts, s'ils venaient au pouvoir, à appliquer maintes réformes, que les leaders libéraux préfèrent ajourner... Le gouvernement ne devra pas se borner à être le simple écho du ministre Laurier, s'il veut justifier son existence aux yeux des Canadiens. Québec est fidèle aux traditions libérales, mais l'Ouest, dont l'influence se fait de plus en plus sentir, ne se contente pas de traditions; il veut des réformes sociales, une politique d'entente internationale et une révision

rigoureuse du tarif douanier. Ce programme lui a permis déjà de conquérir le pouvoir dans diverses provinces.

M. W. L. Mackenzie King, à qui revient le soin de former le nouveau gouvernement, est âgé d'un peu moins de cinquante ans, mais il possède une grande expérience politique et administrative. Il a été un des plus fidèles collaborateurs de feu Sir Wilfrid Laurier, à qui il succédait, il y a deux ans, comme leader du parti. Entré au Parlement canadien en 1909, il a été le premier titulaire du ministère du travail. Plus tard, il est entré au service de la fondation Rockefeller et a étudié la situation économique et les problèmes du travail en Europe et en Asie; le résultat de ses observations est consigné dans un ouvrage qu'il a intitulé : « Industrie et Humanité ». Il a toujours fait preuve de loyalisme, en ce qui concerne les relations du Canada et de l'Empire. En somme, nous devons envisager sans défaveur l'établissement au Canada d'une situation politique exempte de l'incertitude et de l'instabilité que les élections générales paraissaient devoir créer.

III. Egypte.

L'arrestation de Zagloul Pacha.

Les graves incidents auxquels a donné lieu l'arrestation de Zagloul Pacha au Caire, le 23 décembre, attirent à nouveau l'attention de la presse sur la situation périlleuse qui résulte en Egypte de la rupture des pourparlers engagés entre Adly Pacha et Lord Curzon.

La *Daily Chronicle*, sans critiquer les mesures prises par le haut commissaire britannique, dont la nécessité lui paraît incontestable, insiste sur la nécessité de résoudre à bref délai la crise provoquée par la démission d'Adly Pacha :

Les événements ont pris en Egypte une tournure défavorable et même, si les autorités ont la situation bien « en main », il n'en est pas moins déplaisant qu'après tous les bienfaits que nous avons apportés à l'Egypte, nous nous trouvions dans l'obligation de faire appel aux moyens de coercition. Tous les gouvernements reposent en dernier ressort sans doute sur le recours à la force, mais en Egypte, plus que partout ailleurs, où notre situation juridique prête à ambiguité, il importe que les mesures de coercition qui pourraient devenir nécessaires soient sanctionnées par un gouvernement national. Zagloul Pacha est un extrémiste, et les mesures prises contre lui s'imposaient probablement dans l'intérêt de la paix. Mais elles peuvent avoir pour conséquence d'associer malgré eux les modérés aux extrémistes. Nous devons donc nous efforcer en premier lieu d'obtenir le concours d'un Egyptien éminent et capable qui soit en mesure de former un gouvernement et partage notre point de vue. La démission de Adly Pacha a porté un coup sérieux à la cause modérée; si nous ne trouvons un homme politique pour lui succéder, les difficultés auxquelles nous nous heurtons en Egypte

ne tarderont pas à s'accroître. Le pouvoir exécutif a seul mission de maintenir l'ordre et de surveiller l'exécution des obligations que nous avons assumées. Nous regrettons cependant que le Gouvernement n'ait pas trouvé le moyen d'exposer au Parlement les raisons qui se sont opposées à la conclusion d'un accord avec Adly Pacha. Ces raisons sont connues dans leur ensemble et il n'est pas possible d'en contester la valeur. Néanmoins, il eût été bon que le problème fût discuté à fond dans un débat parlementaire, où le Gouvernement aurait pu répondre dans le détail à toutes les objections. Si la situation s'aggrave en Egypte, le Parlement devra tôt ou tard se saisir du problème; il y aurait intérêt à ce qu'il le fît le plus tôt possible. Un débat parlementaire demeure le meilleur moyen de publicité et les arguments présentés au cours de la discussion atteignent plus directement le public que pourrait le faire un recueil de documents officiels, analogue à celui que le Gouvernement a récemment publié.

Dans une lettre adressée au *Times*, Sir Valentine Chirol fait le procès de la politique suivie par la Grande-Bretagne en Egypte :

Une politique libérale aux Indes a rallié au moins des classes influentes un gouvernement dans lequel les nationalistes modérés sont représentés. En Egypte, une politique réactionnaire, qui dérive du militarisme pur et simple, a écarté du pouvoir les nationalistes modérés; elle a décidé le pays à adopter une attitude de résistance passive, dont nous constatons les premiers résultats... L'histoire se répète rapidement en Egypte, la situation y prend la tournure que pouvaient prévoir toutes les personnes familières avec les événements de 1919. Mais à l'égard de l'Egypte et par une contradiction singulière avec les principes dont s'inspire partout ailleurs la politique britannique, nos ministres, même avec le rapport de la mission Milner pour rafraîchir leur mémoire, semblent avoir tout oublié et n'avoir rien appris.

La *Westminster Gazette* prévoit qu'un régime de coercition en Egypte sera aussi coûteux qu'inefficace :

Quiconque était le moindrement familiarisé avec la situation actuelle en Egypte ne sera pas surpris d'apprendre les événements qui se sont déroulés depuis deux jours au Caire. Notre attitude a eu pour résultat de détruire l'influence des hommes qui auraient pu être nos amis, aussi le leader extrémiste Zagloul, dont le prestige décroissait tant qu'on avait l'espoir d'un accord, passe-t-il maintenant pour un héros et un martyr. Si l'Egypte doit être gouvernée par la force, et avec le secours de la loi martiale, des manifestations seront inévitables; à quel prix seront-elles réprimées ? Le renforcement des troupes d'occupation s'imposera rapidement. Nous ne rencontrerons aucun Egyptien éminent pour accepter la charge de Premier Ministre et exercer le pouvoir dans les conditions définies par la lettre de Lord Allenby au Sultan. Il faudra donc renoncer au programme Milner et même aux relations tolérables et amicales établies depuis Lord Cromer... Souhaitons qu'Adly Pacha et ses amis réussissent à maintenir l'ordre; dans ce cas l'expérience actuelle ne se prolongerait certainement pas.

Le communiste *Daily Herald* dénonce avec véhémence la conduite des autorités britanniques en Egypte :

Les événements se déroulent en Egypte comme il était inévitable à la suite de l'ordre arbitraire donné à Zagloul Pacha par Lord Allenby. Zagloul a refusé d'obéir à l'ordre illégal donné par un général étranger; il a été arrêté. La troupe a tiré sur la population du Caire qui organisait une manifestation de protestation...

Le régime « black and tan » va être introduit en Egypte. Le Caire sera heureux s'il échappe au sort de Louvain et de Cork. Allenby va être salué par la presse jingo comme un héros à la main sévère, et un défenseur de l'Empire. C'est le successeur, en ligne directe, de Paskevich qui faisait savoir à Petrograd que l'ordre régnait à Varsovie et de Bissing qui tint la Belgique sous la botte. Que sont devenues l'Allemagne impériale et la Russie tsariste ? Ils en ont été les destructeurs. Lord Allenby, comme les O'Dwyers et Dyers de l'Inde, aura sa place dans l'histoire, comme l'un des hommes qui ont consommé la ruine de l'Empire britannique. Nous recommandons aux impérialistes qui ont conservé quelque sang-froid de méditer ce point. Pour nous, ce qui nous inquiète, c'est de penser que si le travail britannique ne prend pas l'initiative d'une protestation énergique et immédiate, il partagera la responsabilité des actes de brutalité et des crimes qui vont être commis en Egypte.

ITALIE

Les Relations franco-italiennes

L'amitié franco-italienne traverse une période assez difficile. Les Italiens croient avoir à se plaindre violemment de la France. Il est certain que la politique de certains gouvernements passés n'a pas toujours été très bienveillante pour l'Italie, ni surtout très adroite. Mais enfin l'Italie, qui a pu s'offenser de certains manques d'égards bien inutiles, ne saurait reprocher à la France d'avoir entravé son développement. Les Italiens ne peuvent dire que l'influence de la France les ait obligés à une renonciation importante. La guerre ne leur a pas apporté tout ce qu'ils espéraient. Croient-ils que la France n'ait jamais eu de déceptions? Et pourquoi surtout nous montrer tant de mauvaise humeur en ce moment, lorsque, depuis bien longtemps, le gouvernement français fait tous ses efforts pour satisfaire ou pour aider l'Italie, dans la mesure du possible? Une fois de plus, les ennemis de la France font campagne en Italie, mais le public devrait bien se garder contre eux.

Le prétendu incident Briand-Schanzer, dont la nouvelle avait fait tant de bruit dans la péninsule et qui avait provoqué des manifestations à Turin, a été démenti. L'opinion publique semble en avoir été heureuse. La mauvaise humeur contre la France ne paraît pas avoir des racines profondes. Tout le monde, sauf peut-être M. Nitti et ses amis, a été satisfait de voir qu'il ne faudrait pas vivre avec la France sur un pied d'hostilité. Les déclarations faites par M. Briand aux Italiens de Paris ont calmé les dernières colères.

Une nouvelle affaire est venue au cours du mois de décembre soulever l'opinion. C'est l'affaire de Tunisie.

Le 8 novembre 1921, le Président de la République française et le bey de Tunis promulguaient deux décrets réglant la nationalité des descendants d'étrangers en Tunisie. D'après ces décrets, toute personne née

dans la Régence de parents justiciables des tribunaux non indigènes dont l'un au moins sera lui-même né dans la Régence, recevra d'office la nationalité française.

Aussitôt qu'ils sont connus, ces décrets provoquent en Italie une grande émotion. Les étrangers que semblent viser les décrets sont presque tous des Italiens. La Tunisie est à quelques heures des côtes de Sicile. Elle manque de main-d'œuvre; la Sicile, la Sardaigne, l'Italie méridionale en regorgent. Le surplus de la population des provinces italiennes du Sud se déverse sans fin sur la Régence. Les Italiens forment à Tunis la colonie étrangère la plus nombreuse, beaucoup plus nombreuse que la colonie française. Ces Italiens sont menacés de perdre leur nationalité au terme de deux générations. L'Italie qui, de plus en plus, s'efforce de maintenir le lien entre les émigrés et la mère-patrie, s'inquiète d'une pareille mesure qui est prise sur une terre qu'elle avait espéré, avant l'arrivée des Français, pouvoir s'attribuer. Bien longtemps, l'Italie a gardé rancune à la France de s'être établie en Tunisie avant qu'elle eût la force nécessaire pour intervenir. Le vieux souvenir disparaissait peu à peu; les décrets du 8 novembre le réveillent pour quelques jours.

Les décrets sont d'autant plus désagréables aux Italiens qu'ils touchent les colons le plus anciennement établis. Or, ce sont ceux-là qui forment l'élément le plus riche et le plus considéré du groupe italien en Tunisie. Au cours d'un très long séjour, ils ont eu le temps de fonder des entreprises, de s'établir solidement, de faire fortune. Les nouveaux immigrés, au contraire, sont de pauvres gens, de simples manœuvres, tout au plus des ouvriers manuels. Si la France nationalise les riches, les pauvres gens seront à leur tour rapidement assimilés.

L'Italie, d'ailleurs, peut faire valoir des droits. D'abord, la situation des Italiens en Tunisie remonte aux temps antérieurs au protectorat français. Elle avait été fixée par le bey de Tunis de sa propre autorité. Cette situation a été confirmée par la France en 1896. Il est vrai que la convention de 1896 expirait en 1918 et qu'elle n'a pas été renouvelée. Mais elle a été maintenue provisoirement de trois mois en trois mois.

L'Italie croit avoir quelques moyens de se défendre. Si les Italiens ont besoin de travail, les exploitations tunisiennes ont besoin de main-d'œuvre. Les mines de phosphate, notamment, font des appels fréquents. Les ouvriers italiens ne répondront à ces appels que si la France leur garantit leur nationalité.

Le mouvement se calme le 13 décembre, lorsque le gouvernement français déclare que les décrets du 8 novembre n'ont jamais visé les Italiens qui sont toujours protégés par la convention de 1896, mais les Maltais, très nombreux, eux aussi, dans la Régence.

A la Chambre, le 18 décembre, M. Valvassori Peroni, sous-secrétaire

d'Etat à l'Intérieur, communique les déclarations du gouvernement français. M. Nasi, député de Sicile, rappelle au ministre que la convention de 1896 est expirée et qu'il serait souhaitable qu'un nouvel accord fût conclu.

Le public français aurait tort d'attacher trop d'importance à la malveillance actuelle de l'Italie. Le peuple italien souffre beaucoup des conséquences de la guerre. Le change est très bas. La vie est très coûteuse, très difficile. Ce malaise économique est la principale cause de la continuelle nervosité de l'Italie.

Discussion à la Chambre sur le fascisme

Les combats de rues entre fascistes et communistes continuent. La Chambre a consacré toute une semaine à discuter sur le fascisme. Fascistes et communistes se sont pris à partie. Ils ne semblent pas être plus blancs les uns que les autres. Le premier tort est évidemment du côté des socialistes et des communistes. Ce sont eux qui, en septembre 1919, ont envahi les usines et démontré l'impuissance de l'Etat à imposer sa volonté par la force. Le peuple italien, constatant cette défaillance, se sentit livré aux organisations d'extrême-gauche. La réaction était fatale. La majorité d'un pays ne peut se laisser tyranniser par la minorité, surtout lorsque l'Etat, malgré sa faiblesse, est hostile à cette minorité et quand cette minorité paraît avoir des qualités guerrières inférieures. Le fascisme naquit : il trouva ses principales recrues parmi les jeunes bourgeois qui avaient fait la guerre et qui étaient entraînés au sport. Ils attaquèrent hardiment et, en quelques mois de bataille, ils réduisirent leurs adversaires à la terreur. La masse du public respira ; elle jugea leur action salutaire et elle y applaudit. Mais bientôt il fallut déchanter. Les fascistes maîtres de la situation se laissèrent gagner par l'ivresse de la victoire. Le péril communiste passé, on les trouva gênants. Ils ne se laissèrent pas dépouiller de leurs armes ; ils redoublèrent les expéditions. Les villes pourtant se calmaient ; bientôt ; la lutte se borna aux campagnes : lutte où les fascistes mieux pourvus d'armes, d'argent et de matériel, plus courageux aussi peut-être, eurent presque toujours le dessus. Dans les provinces du Pô et en Toscane, la tyrannie fasciste s'organisa. Le fascisme devint l'instrument des propriétaires terriens contre les ouvriers agricoles.

Le prolétariat agricole est très nombreux en Italie. La terre appartient aux riches. Depuis longtemps, les ouvriers agricoles italiens organisés en syndicats réclament, comme au vieux temps de Rome, des lois agraires. Ils ont causé parfois des troubles regrettables et l'on a pu voir, en 1920 notamment, les moissons rester sur pied et finalement se pourrir parce que les ouvriers du Bolonais faisaient grève. Le

fascisme a brisé ces résistances, mais il a fait peser sur les provinces du nord de l'Italie, les plus riches et jusqu'ici les plus pacifiques de la péninsule, un régime qu'un peuple civilisé ne peut pas tolérer.

Au cours de la grande discussion de décembre, les députés socialistes ont fait entendre leurs griefs. Un député de Mantoue, M. Dugoni, a tracé un tableau particulièrement impressionnant du régime imposé par les fascistes à sa province. Le Mantouan, terre du doux Virgile, a toujours été une des terres les plus paisibles de l'Italie. Il semble même que dans les années qui précédèrent la guerre, la vie y était devenue une véritable idylle. Les différends sociaux qui, comme partout ailleurs, divisaient les ouvriers et les patrons s'y réglaient à l'amiable, sans violence. L'idée de violence semblait même avoir disparu. Depuis dix ans, on n'avait pas vu une grève. On ignorait les extorsions, les sabotages, les boycottages. Le vol, la vengeance privée, le crime passionnel même n'étaient plus que des souvenirs. Depuis cinq ans, la cour d'assise de Mantoue était restée fermée.

La guerre et les troubles qui la suivirent firent cesser cet âge d'or. La discorde réenvahit le Mantouan. Enfin parurent les fascistes.

Tout ce qui était batailleur, jouisseur, exalté, et probablement ceux que les paysans appellent mauvais sujets ou propres à rien, s'engagèrent dans le fascisme. Les expéditions punitives commencèrent. On vit arriver dans les villages suspects de socialisme des camions automobiles chargés de jeunes gens en maillots noirs brodés de têtes de mort, armés de matraques et de revolvers, des grenades plein les poches, prêts à tous les excès, bastonnade, incendies, même meurtres. Il semble bien que les propriétaires terriens les dirigent et que trop souvent les fascistes servent la rancune particulière d'un riche. Il semble aussi que la police, si elle ne va pas jusqu'à favoriser les expéditions fascistes, comme beaucoup de socialistes l'en accusent, montre au moins, à l'égard des fascistes, un peu trop d'indulgence.

M. Dugoni cite plusieurs faits. D'abord, les chefs du parti socialiste, et j'entends par là les simples politiciens de province, sont partout poursuivis, traqués. Ils ne peuvent sortir que sous escorte. Leurs familles sont gardées par les gendarmes, car la passion politique est si exaspérée que les fascistes ou les socialistes ne craignent pas à l'occasion d'exercer leur vengeance sur les parents de leurs adversaires

Une nuit, raconte M. Dugoni, un camion arrive dans un village. Il porte quinze fascistes armés de grenades, de fusils, de poignards. Les fascistes gagnent la coopérative agricole. Ils savent qu'ils y trouveront assemblés des ouvriers qui, justement, ont voulu se soustraire au pouvoir des propriétaires. Ils en trouvent trente-huit. Ils les fouillent. Les malheureux sont désarmés et laissent faire. Un à un, on les pousse vers la porte. Là, deux fascistes les attendent armés l'un d'une matraque et l'autre d'un poignard. A chaque nouvel ouvrier ap-

paru, la matraque et le poignard s'abattent. Ce que M. Dugoni ne dit pas, ce qui est incompréhensible, c'est la raison pour laquelle ces ouvriers, qui se sentent menacés de toutes parts, ne s'organisent pas mieux, ne se procurent pas des armes à leur tour, se laissent régir par une poignée de jeunes gens. Comment les coopératives de campagne ne sont-elles pas de petits arsenaux? La douceur mantouane semble toucher à la mollesse.

Dans un autre village, c'est un fermier qui résiste à son propriétaire. Une nuit, les fascistes apparaissent. Ils envahissent la ferme, saisissent l'homme en présence de sa femme et de son fils, l'étendent sur son lit, lui introduisent le canon d'un revolver dans la bouche et le tuent. Puis ils blessent la femme et le fils.

Parfois, la population se révolte, M. Dugoni lui même le reconnaît. Mais au hasard, sans une action concertée. Un fasciste vient-il à s'égarer loin des siens, il court de grands dangers. A Castel Belforte, un soir, un fasciste se laisse prendre. La population lui fait subir un long martyre, puis le tue.

Mais, pour une rebellion des ouvriers, combien d'actes de tyrannie du fascisme! A Ponteterra, les fascistes tuent deux ouvriers, le père et le fils, simplement parce qu'ils sont socialistes. A Sustinente, les fascistes entrent à deux heures du matin chez un socialiste; ils le martyrisent. Les femmes même ne sont pas épargnées. On leur fait subir en public des outrages indignes. Ainsi, depuis la naissance du fascisme, dit M. Dugoni, les campagnes du nord retournent à la barbarie.

M. Mussolini, le principal créateur du fascisme, répond aux socialistes. Il semble un peu gêné. M. Mussolini, on s'en souvient, avait fait tous ses efforts au mois d'août dernier pour arriver à une pacification, pour conclure une trêve entre les fascistes et l'extrême-gauche. La trêve fut conclue entre les fascistes et les socialistes seulement, les communistes ayant refusé d'y adhérer. Malheureusement, M. Mussolini fut immédiatement désavoué par de nombreux éléments du fascisme. La trêve pourtant ne resta pas sans effets et si, dans les campagnes, les abus de pouvoir et même les meurtres continuèrent il n'y eut plus, du 3 août aux malheureux événements de Rome, des batailles de grande envergure comparables à celles de Sarzana, de Trévise ou de Viterbe.

M. Mussolini fait remarquer à la Chambre que, si les fascistes agissent parfois comme des loups, les communistes ne sont pas des agneaux et il lit la liste des fascistes qui ont été assassinés depuis la conclusion de la trêve. Cette liste est très longue.

M. Mussolini affirme que les fascistes ne veulent pas la continuation de la guerre et on reconnaît ici l'attitude qu'il a adoptée depuis l'été dernier. M. Mussolini se trouve dans une position très difficile. Il a compris depuis longtemps que la masse italienne veut la fin des agita-

tions. Il sait que le fascisme finira par être écrasé s'il provoque une réaction complète du peuple italien. Il voudrait éviter le conflit. Pour cela, il s'efforce de faire entrer le fascisme dans les cadres ordinaires et de transformer cette milice en parti politique. Le passage paraît presque impossible. Les fascistes sont très actifs, mais peu nombreux. Réduits à leur simple voix d'électeurs, quelle place ont-ils dans la nation? Trente députés fascistes ont été élus au printemps dernier, lors du renouvellement de la Chambre par M. Giolitti et les fascistes ont considéré ce résultat comme un triomphe. Ils savent qu'ils ne peuvent dominer que par la force et non par la loi. Aussi résistent-ils à M. Mussolini, et M. Mussolini lui-même n'est-il pas très sûr de ce qu'il dit. Le fameux Congrès de Rome, qui a constitué le fascisme en parti politique, a tourné immédiatement en expédition militaire. La force du fascisme est dans ses poings et dans ses armes, beaucoup plus que dans sa pensée.

M. Mussolini a pourtant prononcé des paroles de paix. Il a reconnu que le pays est fatigué, que l'Italie veut le calme et la tranquillité dont elle a besoin. Les fascistes ne désirent pas continuer la guerre. « La raison humaine exige la pacification et les morts sont lourds à porter pour tout le monde ».

Le Président du Conseil prend enfin la parole et son discours n'est qu'un nouvel aveu d'impuissance. Il rappelle l'abaissement profond du pouvoir de l'Etat qui fut la conséquence directe de la guerre. L'Etat ne peut se relever tout d'un coup et reprendre son ancien pouvoir. On ne saurait mieux dire aux turbulents qu'ils peuvent continuer leurs tumultes dans une sécurité à peu près absolue. Car enfin, le seul moyen de terrifier les individus, c'est d'annoncer une répression énergique et de la commencer. Il paraît bien certain que, tant que les deux factions, communistes et fascistes, n'auront pas vu leurs membres coupables de meurtre et convaincus, être pris de force par le gendarme, jetés en prison, traînés au tribunal et condamnés suivant la loi, suivant le droit commun, ils ne déposeront pas les armes. Chaque fois que le Gouvernement a voulu intervenir, dit M. Bonomi, les deux partis se sont plaints. Ces paroles étonnent dans la bouche d'un chef du gouvernement. Le Président du Conseil peut bien annoncer qu'il ne permettra pas que l'Italie retourne au temps des Guelfes et des Gibelins et qu'il fera respecter la loi, tous ses discours ne valent pas un acte.

Pourquoi M. Bonomi n'agit-il pas? Il ne peut être suspect de grandes sympathies pour le fascisme, lui qui est sorti du socialisme et de cette même province de Mantoue dont M. Dugoni a décrit la malheureuse position. Faut-il croire que l'administration italienne est désagrégée et que M. Bonomi n'arrive pas à transmettre sa volonté jusqu'au fond des provinces? Il est possible que des difficultés de cet ordre existent, mais de toute façon elles ne sauraient être insurmon-

tables. En Italie comme ailleurs, le fonctionnaire est un être malléable qui oppose des résistances sourdes mais que quelques déplacements et quelques promotions ramènent assez vite à la souplesse. Il semble donc que les principales difficultés soient des difficultés parlementaires. Depuis le premier jour, le cabinet Bonomi est dans une situation précaire. Il ne peut faire fond sur un centre que travaillent sans cesse M. Nitti, les amis de M. Giolitti et ceux de M. de Nicola. Les populaires vendent leur appui très cher et peuvent devenir des maîtres terribles. M. Bonomi n'ose s'aliéner la droite qu'il mécontenterait profondément en frappant le fascisme.

A la suite de la discussion sur les évènements de Rome et le fascisme, la Chambre vota sur une motion de confiance. Les votants étaient 317; il y eut 251 voix pour le ministère, 105 contre, 66 abstentions. La vie du cabinet Bonomi était donc momentanément assurée.

Ce vote n'est pas ce qu'on pourrait appeler un vote définitif; c'est plutôt un vote d'attente. Le nouveau bloc de gauche, formé récemment de la démocratie sociale et de la démocratie libérale, s'était longtemps montré incertain. Il en sera toujours ainsi, ce bloc étant formé de groupes d'hommes dont les idées politiques sont à peu près semblables, mais dont les intérêts sont profondément différents. Un bloc comprenant M. Giolitti, M. Nitti, M. Orlando, M. de Nicola, c'est-à-dire les quatre postulants possibles à la Présidence, ne peut être un groupe homogène.

Des mouvements divers avaient agité ce bloc pendant la discussion sur le fascisme. M. Giolitti était absent et ses amis semblaient décidés, comme le groupe de M. Nitti, à renverser le ministère. L'intervention, énergique de M. Giolitti dérangea tous ces plans. C'est lui qui a sauvé M. Bonomi.

Le nouveau groupe vota donc pour le cabinet avec la plus parfaite discipline. Mais comme trois de ses membres, notamment M. Labriola, ministre du travail sous M. Giolitti, s'étaient compromis au cours de la discussion et croyant être soutenus par leurs amis, avaient foncé contre le ministère, on leur permit de s'abstenir.

Les nationalistes et les fascistes, sans doute parce qu'ils pensaient que le ministère annoncerait une répression plus énergique, avaient décidé de voter contre lui. Ils furent désarmés par la douceur de M. Bonomi et aussi peut-être par des promesses plus précises reçues dans les couloirs. Ils s'abstinrent ainsi que les agrariens.

Le ministre n'eut donc contre lui que l'extrême gauche, les députés slaves d'Istrie, les députés allemands du Haut-Adige.

* * *

Le vote de confiance eut lieu le 6 décembre. Une semaine ne s'était pas écoulée qu'un nouveau meurtre des fascistes venait rouvrir le débat

Une troupe de fascistes de Crémone montés sur un camion se rendait à Crémone. Ils allaient former un noyau d'action. Le camion des fascistes était suivi par un camion de la police portant des gendarmes et des gardes royaux chargés de s'opposer à toute velléité de violence des fascistes. Malheureusement, le camion de la police eut une panne. Les fascistes poursuivirent leur route, libres de toute surveillance.

Ils n'étaient pas encore très loin de Crémone lorsqu'ils aperçurent une automobile arrêtée sur la route. Trois ou quatre personnes étaient occupées à la réparer. A la vue des fascistes, les trois ou quatre personnes s'enfuirent. Les fascistes, comprenant qu'ils avaient affaire à des adversaires, se jetèrent à leur poursuite.

Ils ne tardèrent pas à découvrir trois des fuyards auprès de paysans qui les avaient recueillis. Ils reconnurent le vice-président du Conseil provincial, M. Baldori, et deux autres socialistes, membres eux aussi du Conseil provincial. Malgré les supplications des paysans qui voulurent s'interposer, les trois socialistes furent frappés de coups de matraque et laissés sur la place. Le vice-président du Conseil provincial mourut dans la nuit.

Le *Popolo d'Italia*, journal du fascisme, modifie légèrement cette version des faits. Il prétend que les socialistes s'étaient servi, pour leur propagande, de l'automobile du Conseil provincial, chose que les fascistes leur avaient formellement interdite. En voyant arriver les fascistes, ils s'enfuirent parce qu'ils se sentaient en faute. Les fascistes les ayant rejoints et leur ayant demandé pourquoi ils avaient enfreint leur défense, les conseillers provinciaux répondirent grossièrement. Les fascistes se contentaient de les gifler, quand M. Baldori tira son revolver. Avant qu'il eût pu faire feu, un fasciste, sentant la vie des siens en danger, l'assomma de deux coups de matraque. Dans la soirée, le nouvel inspecteur général de Crémone a arrêté des fascistes en masse.

A la séance du 12, la Chambre se montre très émue par ce meurtre. L'indignation est à peu près unanime. Les populaires mettent le gouvernement en demeure de punir les meurtriers. Les députés fascistes eux-mêmes repoussent toute solidarité avec les assassins de la veille. Au nom de son parti, M. Acerbo demande au gouvernement d'agir « de la façon la plus énergique pour retrouver les coupables et les livrer à la justice ».

Quant au groupe socialiste, il se déchaîne à fond contre le ministère. Il menace même de recourir à l'obstruction et d'arrêter ainsi la discussion qui va s'ouvrir sur les douzièmes provisoires.

Dans les dernières séances de la Chambre, cette nouvelle attitude des socialistes consolide le ministère. Les différents partis, que le crime de Crémone avait indignés, se ressaisissent devant la menace socialiste. Le spectre rouge qui a créé le fascisme joue une fois de plus en sa faveur. Les socialistes renoncent d'ailleurs à l'obstruction dont ils

avaient parlé. Ils craignent sans doute de compromettre leur cause. Ils se souviennent du discrédit que jeta sur leur parti, en décembre 1920, l'obstruction systématique par laquelle ils retardèrent le vote de la loi sur le prix du pain. Ils préfèrent cette fois recourir aux moyens ordinaires : motions déposées sur le bureau de la Chambre et surtout tractations de couloirs. Mais leurs motions sont repousséeset les négociations qu'ils entament de nouveau auprès de M. de Nicola, président de la Chambre, restent sans résultat.

M. de Nicola est considéré comme le Président du Conseil de demain par tous ceux qui pensent que le parti socialiste pourra un jour collaborer au gouvernement. Si cette transformation est possible, il est vraisemblable qu'elle sera faite par M. de Nicola. Mais M. de Nicola est un homme prudent, qui connaît à merveille la Chambre, qui sait la manier et qui attend son heure. Il n'a pas jugé cette fois que le moment d'agir fût encore venu.

La discussion des douzièmes provisoires a été très rapide. Le ministère a triomphé sur toute la ligne A la séance du 22, il a réussi à grouper autour de lui toute la Chambre à l'exception des socialistes. Les nationalistes, les fascistes et les agrariens qui, au vote précédent, s'étaient abstenus, ont cette fois donné leurs voix à M. Bonomi, tout en faisant des réserves. Puis la Chambre s'est ajournée au 2 février.

Le triomphe du cabinet n'est qu'apparent. La Chambre lui a donné une prorogation plus qu'une assurance de durée. Que se passera-t-il à la rentrée? L'avenir est confus.

Le moratorium de la « Banca di Sconto ».

La fin du mois de décembre a été marquée par une catastrophe financière. Un des premiers établissements de crédit de l'Italie, la *Banca di Sconto*, a dû fermer ses guichets.

Depuis longtemps déjà, la *Banca di Sconto* se trouvait dans une situation difficile. Cette situation avait été causée par la présence, dans ses conseils de direction, des représentants des grosses industries et par l'influence disproportionnée qu'ils avaient réussi à y prendre. La *Banca di Sconto* était entre les mains des Ansaldo-Perrone, chefs de l'industrie sidérurgique italienne.

Pendant la guerre, grâce à l'appui de l'Angleterre et de la France, la sidérurgie italienne avait pris des proportions énormes. Les matières premières, fer et charbon, arrivaient largement de l'étranger intéressé à ce que l'Italie pût fabriquer beaucoup de munitions. Quand la paix fut conclue, on put constater que l'industrie sidérurgique italienne était un véritable château de cartes. La baisse de la devise italienne ren-

dait très difficile l'achat de matières premières à l'étranger. En même temps, la hausse du prix de la vie faisait monter dans des proportions égales le prix de la main-d'œuvre. Les produits de la sidérurgie italienne coûtaient très cher à leurs fabricants; ils ne pouvaient soutenir la lutte contre la concurrence étrangère. La métallurgie italienne commença une ardente campagne protectionniste.

Aucun protectionnisme ne pouvait la sauver. Elle dut faire des appels de plus en plus fréquents aux banques et particulièrement à la *Banca di Sconto*, véritable fief des Ansaldo-Perrone. Or, la *Banca di Sconto* avait réuni quatre millards et demi de dépôts

La *Banca di Sconto*, de plus en plus ébranlée, dut finir par appeler au secours. Le 2 décembre un consortium fut formé. Le président fut M. Schanzer, directeur de la *Banque d'Italie*, le même qui a représenté l'Italie à Washington. Les trois banques italiennes d'émissions : *Banque d'Italie*, *Banque de Naples*, *Banque de Sicile* et les trois grands établissements de crédit, *Credito italiano*, *Banca commerciale*, *Banco di Roma* étaient représentés. Ils s'efforcèrent de sauver la *Banca di Sconto*.

Le 15, la panique commença et le public commença d'affluer aux guichets. Le 28, le consortium déclara qu'il était impuissant à rétablir les affaires de la *Banca di Sconto*. La nuit suivante, le gouvernement, pour limiter la crise, publiait un décret-loi autorisant les tribunaux à accorder le moratorium à toutes les entreprises dont l'actif dépasse le passif.

Le 29, la *Banca di Sconto* ferme ses guichets. Elle demande le moratorium; il est accordé le 30. Le Gouvernement renvoie les liquidations de bourse du 31 décembre au 4 janvier. Il nomme des commissaires judiciaires. La *Banca di Sconto* est autorisée à régler ses affaires les plus urgentes (encaissements et échéances de la fin décembre). Le 4 janvier, les guichets ne sont pas encore rouverts.

La crise est grave, certes, mais pas aussi grave que certains journaux français l'ont cru d'abord. Il semble que les clients de la *Banca di Sconto* ne perdront pas plus de 20 % de leurs dépôts. Peut-être même ce chiffre pourra-t-il être réduit. En revanche, l'industrie sidérurgique devra être ramenée à des proportions normales. Après un malaise momentané, il semble que l'économie italienne ne pourra que gagner à réduire une construction aussi artificielle.

P. R.

RUSSIE

La fin des Romanov.

Le récit dont on va lire la traduction a paru dans la Slovenska politika *de Bratislava, le* 1er *janvier. Il a pour auteur un observateur qui, « en relations très étroites » avec la famille du tsar durant le séjour forcé qu'elle a fait à Iekaterinenburg, possède l'autorité de l'information directe la plus précise. La version qu'il donne des événements complète et rectifie sur nombre de points celles qui ont eu cours jusqu'ici.*

Les premiers jours de prison à Tobolsk.

Sur l'ordre du gouvernement de Kerenski, la famille impériale fut conduite à Tobolsk. On logea le tsar à l'hôtel du gouvernement, l'impératrice Alexandra Feodorovna avec son fils Alexis et ses quatre filles dans la maison Kornilov. Leur vie à Tobolsk n'était pas insupportable. Il leur était permis d'avoir autour d'eux une partie de leur suite, qui partageait leur sort de prisonniers. Parmi les familiers du tsar plus ou moins étrangers à la politique, il y avait là son médecin personnel Botkin, Dolgoruki, Tatichtchev et le vieux valet de chambre Tchemadurov, qui lui avait été attaché depuis son âge le plus tendre. Mais la famille impériale, internée, n'avait pas sa liberté de mouvements. Il ne lui était pas loisible même d'aller à l'église, et un prêtre venait célébrer pour elle les offices à domicile. Les autorités révolutionnaires exigeaient de lui l'engagement écrit de ne pas dire aux internés un mot de trop : prières et cérémonies se faisaient en présence de témoins. Deux agents, Pankratov et Nikolski, étaient chargés de surveiller la famille impériale et sa suite. Tous deux avaient un passé chargé. Il est établi que Pankratov avait, pour divers crimes, subi quinze ans de détention dans la fameuse forteresse de Schlüsselburg, et vingt-sept ans de déportation dans le territoire yakoute. Nikolsky ne valait guère mieux.

Leur attitude envers les internés n'était pas toujours correcte, et souvent ils se permettaient de graves manquements. Voici l'un des incidents que causèrent leur excès de zèle et d'imagination et leur ignorance. Durant les offices on lisait la liturgie orthodoxe. Parmi les noms des saints se trouvait celui de la tsaritsa Alexandra, une des anciennes saintes de la Russie. A peine le prêtre l'eut-il prononcé, dans sa lecture machinale, qu'il fut interrompu par les deux agents; ils croyaient que c'était l'impératrice Alexandra Feodorovna qu'il venait de nommer; et, de ce moment, ce ne fut plus qu'avec beaucoup de difficulté que le prêtre put être appelé.

Le tsar va à Moscou.

La vie des internés se ressentait des progrès de la décomposition de l'Etat. Au dire de Tchemadurov, le tsar souffrit beaucoup de la signature de la paix de Brest-Litovsk, et souvent il élevait des plaintes contre les bolcheviks et quelques-uns des chefs de la révolution. Plus d'une fois il dit : « Goutchkov et Kerenski nous ont accusés de trahison, ma femme et moi. Ils ont fait mettre sens dessus dessous tous mes papiers, pour y découvrir quelque chose. Mais c'est eux maintenant que je vois faire une politique qui les convainc de trahison ».

Vers ce temps, Moscou commença à s'occuper davantage du sort de la famille impériale. Le gouvernement bolchevik, qui avait pris la place de celui de Kerenski, envoya à Tobolsk un commissaire, Iakovlev, avec mission de ramener le tsar à Moscou. Pourquoi il voulait l'y avoir, on ne le sait pas bien, car jamais Iakovlev, qui avait relevé Pankratov et Nikolski, n'en souffla mot au tsar. Il n'est pas impossible que le gouvernement soviétique ait eu un autre dessein que celui de faire périr Nicolas II. Là dessus il faut s'en remettre à l'histoire, qui peut-être un jour soulèvera le voile de mystère étendu sur les rapports germano-bolcheviques (1917-8), et montrera si l'on ne songeait pas à transporter le tsar à l'étranger.

Iakovlev tenait, envers les internés, une conduite bien plus humaine que celle de ses prédécesseurs. Le tsar croyait que les bolcheviks voulaient le faire venir à Moscou pour y signer la paix de Brest. Il dit à Iakovlev : « Je me trancherais plutôt la main ! » Il déclara qu'il n'irait pas à Moscou. Souvent il répétait devant Dolgoruki et Botkin qu'il tremblait à l'idée de la honte dont la Russie se couvrirait aux yeux des Alliés, si elle désertait la lutte commune.

Iakovlev avait fort à faire de chercher à le persuader. Il lui répétait sans cesse que, s'il ne partait pas de bon gré, ou bien le gouvernement soviétique ordonnerait de recourir à la force, ou bien il serait lui-même, Iakovlev, rappelé et remplacé par un commissaire qui ne prendrait pas de ménagements. En même temps il lui déclarait garantir sa sécurité jusqu'à Moscou. Finalement le tsar se décida à partir.

Alexandra Feodorovna craint que le tsar ne fasse de nouveau une « sottise »

L'impératrice fut loin d'être enchantée de la résolution de son mari. Le tsarevitch Alexis était justement souffrant : la maladie hessoise [1] le clouait au lit, et il était à craindre qu'avec le départ de ses parents

1. L'hémophilie, héréditaire dans la famille de l'impératrice, née princesse de Hesse.

son état n'empirât. Pourtant l'impératrice se décida à accompagner l'empereur avec sa fille Marie Nicolaïevna. Elle dit à Dolgoruki : « J'aime mieux sacrifier la santé de mon fils que de laisser partir mon mari seul, car je crains qu'il ne fasse de nouveau une sottise, comme à Pskov ». (C'est à Pskov qu'il avait signé son acte d'abdication). Botkin, Dolgoruki, Tchemadurov se mirent en route avec eux. Leurs trois autres filles avec le tsarevitch malade et quelques personnes de la suite demeurèrent à Tobolsk.

L'imposteur Raspoutine et le secret de ses miracles.

Tchemadurov, le valet de chambre, qui a raconté au narrateur tout ce qui se passait à ce moment dans la famille de Nicolas, remarque à cette occasion que les rapports entre parents et enfants y étaient d'une cordialité exceptionnelles. Cet octogénaire, qui donne l'impression d'être tout à fait honnête et digne de foi, affirme que cette vie de famille n'était troublée par nulle des intrigues et des aventures fréquentes dans d'autres maisons souveraines. Les enfants témoignaient aux parents autant de cordialité que de franchise. Tchemadurov et le médecin Botkin, tous deux introduits dans l'intimité de la vie de la famille impériale, combattent énergiquement les légendes qui courent le monde au sujet des rapports de Raspoutine avec la femme et les filles du tsar. Il est exact que Raspoutine a été le mauvais esprit, la malédiction des Romanov et de la Russie. C'était un joueur en froc, d'une ruse et d'une impudence extraordinaires. Il tablait sur la religiosité maladive de l'impératrice, et l'exploitait à plein pour ses intrigues personnelles et politiques. Son influence était réellement énorme sur l'administration publique, sur l'attribution des portefeuilles, sur le sort des Doumas d'Empire, sur la carrière des gens de talent et des sots. Mais Nicolas avait jusqu'à un certain point conscience des manœuvres de Raspoutine et se tenait sur ses gardes. Il y eut un moment où il se décida à rompre tous rapports avec lui. L'ayant convaincu d'imposture, il lui lança ces paroles : « Raspoutine, je vois que vous êtes un imposteur, et je ne veux plus vous apercevoir dans ma maison. Partez ». Mais Raspoutine était préparé à cette situation, et, prenant l'attitude d'un prophète qui annonce le malheur, il dit : « Empereur, je pars, mais votre fils tombera malade ».

L'exil de Raspoutine mit en désaccord le tsar et sa femme, qui croyait fermement à la doctrine religieuse du moine et à sa puissance mystérieuse. Mais le désaccord ne dura pas longtemps, car la prédiction de Raspoutine s'accomplit, Alexis tomba gravement malade. Comment cela arriva? La domesticité et les membres de la suite du tsar expliquent la « puissance divine » de Raspoutine comme voici.

Pendant tout son séjour à la cour du tsar, il entretenait des rapports étroits avec une demoiselle d'honneur, la Vorobov, personne d'influence, qui était placée auprès du jeune Alexis. Pour prouver qu'il était indispensable et doué d'un « pouvoir surhumain », il convint avec elle qu'elle provoquerait chez le tsarevitch une crise de sa maladie héréditaire en lui injectant sous la peau, au lieu des remèdes prescrits, un liquide qui accélère la circulation et fait apparaître des taches de sang. « La Vorobov était une misérable intrigante », conclut Tchemadurov.

Nicolas a dû à l'esprit superstitieux de l'impératrice plus d'un mauvais moment. Mais il était inutile d'entreprendre quoi que ce fût pour le contrarier, car elle était obstinée et ne cédait pas. Le tsar ne put donc pas résister à ses incessantes instances en faveur du rappel de Raspoutine.

Ces rapports d'un prêtre de mascarade avec la famille impériale ont donné naissance à toute une série de légendes et de ragots. Mais le docteur Botkin et Tchemadurov réfutent les histoires piquantes et sensationnelles qui circulent au sujet des relations de Raspoutine avec les femmes de la famille impériale, et affirment de façon persuasive que personne de la suite ou de la domesticité du tsar, et eux-mêmes, qui avaient accès à presque toutes les pièces des appartements de la cour, n'ont jamais rien observé de suspect et de propre à faire croire qu'entre Raspoutine et l'impératrice ou ses filles il y eût des rapports trop intimes.

Le nœud se resserre. — Les Romanov à Iekaterinburg.

Les premières difficultés du voyage apparurent dès avant Iekaterinburg. Au moment même d'y arriver, Iakovlev apprit que le soviet local voulait arrêter le train et interner le tsar dans la ville. Il modifia aussitôt l'itinéraire et obliqua sur Tcheliabinsk-Omsk-Oufa. Avant Omsk il apprit de nouveau que le soviet de cette ville s'était concerté avec celui d'Iekaterinburg, et que le train du tsar serait arrêté à la gare. Comme ses efforts pour arriver à Moscou étaient vains, il se mit en relations par le Hughes avec le gouvernement de Moscou pour délibérer sur ce qu'il y avait à faire. Il reçut pour instructions de conduire le train à Iekaterinburg, et d'interner le tsar et sa famille dans cette ville. Ils y arrivèrent le 29 avril 1918.

A Iekaterinburg, une mauvaise période commença pour les prisonniers. On leur assigna pour résidence la demeure d'un habitant de distinction, qui jouait un rôle dans la vie municipale et politique, l'ingénieur Nicolas Nicolaïevitch Ipatiev. La maison est sur une petite hauteur, presque isolée, et offre une jolie vue sur les environs : elle est comme faite pour un emplacement de mitrailleuses. Visiblement, c'est pour des raisons stratégiques et de sûreté que le soviet l'avait choisie

pour prison de la famille impériale... Nicolas habitait une pièce d'angle, dont les bolcheviks firent griller les fenêtres. Botkin, Dolgoruki et Tchemadurov logeaient dans une autre chambre, et couchaient par terre. Quand, le 23 mai, le tsarevitch Alexis, les trois grandes duchesses et le reste de la domesticité arrivèrent à Iekaterinburg, Alexis fut mis dans la chambre de ses parents. Eux trois, seuls, avaient des lits. Les princesses, dans la chambre à côté, couchaient par terre. Tchemadurov leur prêta son manteau pour s'y étendre. La demoiselle d'honneur Demidov occupait une troisième chambre. Une autre pièce servait de salle à manger commune. C'est sur la demande du tsar que les prisonniers mangeaient à la même table. La nourriture leur était fournie au début par la cuisine du soviet; ensuite le cuisinier du tsar, Chariton, fut autorisé à la préparer. Les repas ne comprenaient que deux plats.

La maison Ipatiev était entourée d'une haute palissade. Les bolcheviks en firent placer encore une seconde, pour fermer aux prisonniers toute vue. Au début, on apercevait de la chambre du tsar la pointe du clocher de l'église, et Alexandra Feodorovna, toujours en prières, y tournait ses regards. Mais cette consolation lui fut vite ôtée : les bolcheviks firent hausser la palissade de telle façon que des fenêtres on ne put plus rien voir. La promenade quotidienne, limitée à une heure, se faisait dans le jardin qui était devant la maison. Comme Alexis ne pouvait pas marcher, le tsar le portait dans ses bras. L'impératrice qui, par principe, ne voulait rien devoir à la grâce des bolcheviks, ne sortait pas.

Comment Magyars et Lettons gardèrent la famille impériale.

Il est temps de parler de la garde qui veillait avec tant de bravoure sur les captifs de la révolution. Sous le commandement du commissaire Avdejev, un ouvrier, elle comprenait 38 hommes, Russes de naissance. Envers les prisonniers, surtout envers les membres de la famille impériale, certains de ces soldats avaient une attitude brutale et provocante. Quand ils mettaient sur la table la nourriture des prisonniers, presque toujours ils heurtaient du coude Nicolas et sa femme. Le tsar subissait cela avec patience, mais Alexandra Feodorovna ne pouvait réprimer son indignation et s'irritait fort de cette brutalité.

Le changement de sa prison commençait à être pénible à Nicolas. Il se plaignait qu'il ne lui fût pas permis, comme à Tobolsk, de travailler, de couper du bois. Puis Tchemadurov, Dolgoruki et Tatichtchev furent transférés de la maison Ipatiev dans une autre prison. La sévérité croissante du « règlement » donnait à penser que le soviet n'avait pas de bonnes intentions à l'égard des prisonniers. Et, de fait, on fit savoir à Avdejev qu'il était temps de « mettre fin à l'histoire des tsars ».

Mais Avdejev n'était pas disposé à se faire l'exécuteur de ces desseins, et il entra en conflit avec le soviet. Il prit une attitude d'opposition, et ne voulut pas souiller ses mains de Russe.

Devenu « peu sûr », il fut remplacé, le 2 juillet, par le commissaire Iurovski. Le visage de ce nouveau geôlier trahissait ses qualités morales : il n'était point de naissance russe, et avait vécu longtemps en Allemagne. Des 32 hommes d'Avdejev, il n'avait confiance que dans le sous-officier Medvedev. Il amena avec lui sa propre troupe, de dix hommes, Magyars et Lettons, tous à la solde de la Tchrezvytchkaïa [1]. Les 32 soldats russes, trop peu sûrs, furent envoyés dans la maison d'en face.

Les Magyars et les Lettons introduisirent dans la prison Ipatiev un nouveau régime. Iurovski plaça devant chaque porte une sentinelle, sans l'accompagnement de laquelle il fut impossible de faire un pas. Impossible d'aller même aux cabinets sans avoir sur ses talons un « soldat rouge ». Celui-ci se plaçait tout contre la porte, qu'il était défendu de fermer, et « montait la garde ». Quand c'était l'une des quatre filles du tsar qui se retirait en cet endroit, il lui fallait laisser la porte grande ouverte, car l'âme « révolutionnaire » des Magyars et des Lettons prenait un plaisir particulier au spectacle d'une pudeur féminine vaincue par les exigences de la nature.

Deux semaines se passèrent pour les prisonniers à ce dur régime « tchrezvytchkaïen ». Il est difficile de dire quel effet il produisait sur leurs âmes, car Iurovski les isolait complètement. Quiconque marquait le moindre intérêt pour eux était remplacé par des gens pris parmi ceux que le hasard avait amenés à se trouver devant la maison Ipatiev. Le commissaire se préparait par là à rendre à la révolution « le plus grand service », puisque c'est ainsi que l'assassinat de la famille du tsar a été qualifié par un des hérauts de la révolution communiste, qui récemment proposait au gouvernement des soviets d'élever des monuments à Iurovski et à Judas Iscariote.

La fin des Romanov. Les bourreaux se partagent le butin.

La nuit fatale arriva pour les Romanov. C'était le 16 juillet 1918. Jurovoski fit savoir à Medvedev que la famille impériale n'avait que quelques heures à vivre, et exigea que les 32 hommes casernés dans la maison d'en face lui remissent leurs armes, qui lui furent effectivement livrées. A onze heures du soir il alla lui-même frapper aux portes des prisonniers, et sous prétexte qu'ils devaient quitter Iekaterinburg

1. Le comité de sûreté générale chargé de lutter contre les menées contre-révolutionnaires.

il leur commanda de s'habiller.Ensuite il les fit conduire dans une chambre du rez de chaussée, leur fit apporter des tabourets et leur dit qu'il fallait attendre l'automobile. Là-dessus, il quitta la chambre. Le tsar, qui de nouveau portait Alexis dans ses bras, plaça son fils sur un tabouret et prit aussi un siège. Près de lui s'assit le docteur Botkin. Alexandra Feodorovna, manifestant jusqu'à sa dernière heure sa résistance à la « canaille », resta debout. Ses filles tenaient dans leurs mains des coussins où elles avaient caché les plus précieux bijoux de famille.

Au bout de quelques minutes, Jurovski entra avec dix Magyars et Lettons armés, et, se plaçant devant le tsar, dit :

« — Le soviet a appris que vos parents veulent vous délivrer. Pour les en empêcher, nous avons décidé de vous fusiller ».

Le tsar, qui ne soupçonnait pas que les choses iraient si vite, demanda avec étonnement :

« — Quoi, sans jugement du peuple?

— Notre soviet vous a déjà jugés », répondit Jurosvki, qui, braquant sur lui son revolver, l'abattit d'une balle.

Puis le feu commença sur les autres, et sept membres de la famille impériale avec six de leurs fidèles serviteurs, donc en tout treize personnes, furent tuées là. Lorsqu'un moment après on vit qu'Alexis et sa sœur Anastasie Nicolaïevna respiraient encore faiblement, ils furent achevés à coups de baïonnettes.

Les « héros » se partagèrent aussitôt les bijoux, qui les rendirent millionnaires, et commencèrent à charger les cadavres dans une automobile. Ils firent disparaître les traces les plus sanglantes de l'assassinat et se rendirent à quelques dix verstes de la ville, sur le territoire de Verchesietz, pour brûler les corps. Il y avait trois jours déjà qu'une garde écartait de ce lieu tout témoin. L'automobile arriva à l'endroit fixé, les cadavres furent l'un après l'autre jetés sur le tas, arrosés d'acides et de substances inflammables, surtout de benzine : ensuite on mit le feu au tas. Mais les os ne se réduisaient pas complètement en cendres, comme les bourreaux le voulaient; il leur fallut donc à plusieurs reprises verser de nouveau de la benzine et rallumer le feu. A la fin il ne resta que des cendres, qu'ils enfouirent dans la terre.

Quelques jours plus tard, une commission se rendit au lieu de la sépulture, envoyée par le gouvernement des soviets pour s'assurer que l'assassinat avait réellement été consommé. Les perles qu'Alexandra Feodorovna portait aux oreilles avaient été enfoncées dans la terre : retrouvées par la commission avec l'anneau et la décoration de Nicolas, elles attestèrent que des corps du tsar et de sa femme il ne restait vraiment que poussière et cendre.

Peu après moururent de la même mort le vieux valet de chambre Tchemadurov, Dolgoruki et Tatichtchev, qui ont donné au narrateur la plus grande partie de ces renseignements.

Epilogue.

Non loin de Kostroma, chef-lieu du gouvernement de ce nom, se dresse, érigé en 1330, le monastère d'Ipatiev. C'est là qu'en 1613 une députation de boyards russes vint annoncer à Michel Feodorovitch Romanov, jeune homme de seize ans, son élection comme tsar de tous les Russes orthodoxes.

Ainsi l'histoire de la dynastie des Romanov commence au monastère d'Ipatiev.

* * *

Minuit passé.

Dans une misérable chambre d'Iekaterinburg, une lumière tremblote. Etrange ! A cette heure tardive, où dans l'obscurité profonde qui recouvre le paysage et la terre comme le drap mortuaire le cercueil, nul être humain n'a l'audace de troubler même d'un souffle la noire horreur de la nuit russe.

Assise auprès d'un samovar à moitié éteint, une vieille femme toute courbée « pense ».

De temps en temps, elle cherche à percer de l'œil l'obscurité étendue devant sa fenêtre, comme si elle attendait quelqu'un, et ensuite elle fixe de nouveau son regard sur l'icône de la Vierge, comme si elle se demandait si « Elle a voulu que ces horreurs vinssent sur la terre? » Mais voici, à la porte, un soupir plein de larmes. C'est son fils qui revient de sa « faction en face de la maison Ipatiev ». Il est pâle, mortellement pâle et il pleure.

« Iegoruchka, mon petit poulain, que t'ont-ils fait ?

— Ah ! maman, il s'est passé aujourd'hui chez Ipatiev des choses terribles. Mon Dieu, pardonne; mon Dieu, pardonne ! »

Iegoruchka est un des trente-deux « peu sûrs ». Il était à la porte de la chambre où Jurovski avec ses dix Magyars et Lettons a prononcé l'arrêt qui condamnait « le tsar de tous les Russes orthodoxes ».

Ainsi l'histoire de la dynastie des Romanov finit le 16 juillet 1918, dans la maison Ipatiev.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Deux documents

Les deux documents que l'on va lire ont paru dans la Gazette de Prague, *l'un le 31 décembre 1921, l'autre le 1er janvier 1922. Ils sont de caractère différent, le premier, simple article de journal, le second allocution officielle adressée aux délégations venues, à l'occasion de la nouvelle année, présenter au président de la République tchécoslovaque les vœux de la nation. Mais, par la qualité de leurs*

signataires, ils sont fort proches l'un de l'autre, et la politique qu'ils définissent et dont ils marquent les objectifs est une.

L'un et l'autre éclairent de fort intéressante façon la conception qu'en Tchécoslovaquie on se fait d'une organisation démocratique. Un président du conseil qui publie dans un journal, sous sa signature, l'exposé de la situation et le programme de son action, est un spectacle encore assez nouveau. Un président de la République qui parle aux représentants du pouvoir législatif, dont il est l'élu, avec autant de modestie, d'autorité et de franchise, ne s'est point encore rencontré ni aux Etats-Unis, ni en France. Sans doute, la fonction présidentielle, en Tchécoslovaquie, dépasse aujourd'hui le cadre que lui a tracé la Constitution pour se mettre à la mesure de l'homme « providentiel » qu'est M. Masaryk, le fondateur, le vrai père de la République. Mais il se crée ainsi une coutume qui, si elle s'enracine peut prendre la force du droit; et les faits mêmes fournissent de la sorte une intéressante contribution à la théorie de la République — parlementaire, présidentielle, ou combinée des deux éléments —, et une contribution aussi à l'étude de l'évolution possible du gouvernement républicain.

Le fond de ces deux manifestations n'est pas moins intéressant que leur forme. Elles traitent de questions, dont certaines apparaissent à tous les yeux comme placées au premier plan des problèmes européens, dont d'autres, pour sembler plus secondaires ou plus effacées, n'en sont pas moins de celles qui exerceront bientôt une puissante influence sur le cours des événements en Europe. Deux philosophes et deux sociologues, auxquels un destin favorable à leur patrie a remis la conduite des affaires publiques, donnent ici une analyse du monde politique d'aujourd'hui et suggèrent des règles d'action qui, l'une et l'autre, sont dignes d'être méditées ailleurs que dans leur pays.

Les buts de la politique intérieure et extérieure de la Tchécoslovaquie.

Par M. Edouard Benes, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères de la République tchécoslovaque

La politique d'après-guerre doit avoir une qualité fondamentale dont dépend tout le reste : elle doit être *constructive*. Le monde entier s'est livré durant quatre années à une folle destruction des liens individuels, nationaux et économiques; il a anéanti un grand nombre d'institutions internationales et nationales, il a bouleversé tout son système économique et il a fait s'écrouler trois grands empires. La recherche des voies conduisant à la reconstruction du monde est donc l'unique tâche qui s'impose aux hommes d'Etat après la guerre.

Cette qualité constructive doit caractériser surtout la politique des Etats nouveaux, qui non seulement ont dû commencer leur existence internationale, mais ont dû encore créer de toutes pièces leur structure intérieure. C'est selon qu'ils ont plus ou moins bien compris cette tâche que les Etats et les hommes politiques ont pu atteindre plus ou moins de résultats positifs.

La politique étrangère tchécoslovaque s'est efforcée, dès le début, de

répondre à ces exigences de la politique internationale d'après-guerre. Elle s'est créée un plan, suivant lequel elle agit systématiquement, en s'efforçant de passer du problème le plus simple au problème le plus difficile et, de résoudre ces questions dans un esprit de politique internationale constructive. Notre maxime fondamentale a été qu'il faut éloigner de nos frontières toutes les possibilités de conflit, afin que le pays puisse se consacrer paisiblement à son œuvre de reconstitution intérieure.

Nous avons travaillé à créer à l'intérieur une atmosphère de sécurité, de telle manière que chacun sente que le nouvel état de choses ne se modifiera plus. Aussi nous sommes-nous unis tout d'abord avec ceux qui nous étaient le plus proches et avec qui l'accord présentait le moins de difficultés, c'est-à-dire avec les Yougoslaves. Un second pas nous amena tout naturellement à l'alliance avec la Roumanie et à la création de la Petite-Entente. Cependant, sans entente avec la Pologne, il était impossible de réaliser le calme dans notre voisinage. Quant à l'Autriche, il a été certes difficile de créer une atmosphère nouvelle entre ce pays et la Tchécoslovaquie et d'aboutir à l'entente qui vient d'être conclue, laquelle représente un très grand changement dans les relations entre les deux pays.

Il est indéniable que cette politique systématique contribue à créer et à renforcer précisément cette atmosphère de calme et de sécurité dans le pays même et dans son voisinage. La politique tchécoslovaque s'appuyant constamment sur l'idée de la paix et de la collaboration avec la Société des Nations, possède de ce fait une grande force morale.

Il s'agit aujourd'hui pour la politique étrangère tchécoslovaque de poursuivre cette politique dans deux directions. Tout d'abord, il importe de donner une base économique à la Petite Entente. D'autre part, il est nécessaire que l'Europe centrale reconstruite ait une position ferme et sûre en prévision des événements, tant politiques qu'économiques, qui vont se passer en Allemagne et en Russie. Ces deux pays constitueront longtemps encore un problème très difficile pour la politique internationale. Tous deux sont des sphinx qui peuvent causer bien des surprises, et la politique internationale doit être préparée à toutes les éventualités auxquelles peut donner naissance leur débâcle économique. Un pays comme le nôtre doit se prémunir contre ces éventualités. Aussi toute notre attention doit-elle se tourner actuellement vers les deux objets suivants :

1° Reconstitution économique de l'Europe centrale de telle manière que l'indépendance et la souveraineté de la Tchécoslovaquie ne subisse aucune atteinte et que nous puissions collaborer avec tous ceux auquels nous lient nos intérêts économiques.

2° Garantie contre les répercussions économiques éventuelles des événements de Russie et d'Allemagne.

Le succès de ces efforts dépendra maintenant, beaucoup plus que pendant ces trois dernières années, des événements de la politique intérieure. Nous devons reconnaître franchement que notre politique intérieure n'a pas été jusqu'ici consciemment, systématiquement constructive. Il lui a manqué un plan clair et précis, une conception d'ensemble et même souvent une conception particulière pour la solution de telle ou telle question, dans l'intérêt de l'Etat et de la nation. Je ne vois nulle part de synthèse susceptible d'indiquer ce que se propose notre politique et ce qu'elle doit se proposer. Nous ne possédons jusqu'ici aucun programme précis pour la réforme agraire; aucun de nos partis politiques n'a un programme précis pour la solution pratique des questions relatives aux nationalités de cet Etat; nous ne savons pas encore quel est le but final que nous nous proposons en Slovaquie; quant à la Russie subcarpathique, je n'en parle même pas.

Il n'est pas difficile de trouver les causes de cette situation. On peut même lui trouver des excuses. Près de deux ans après la conclusion de l'armistice, nous nous battions encore pour notre approvisionnement. D'autre part, il régnait une psychose générale, causée par la crainte de la révolution sociale; beaucoup d'hommes instruits répandirent des idées confuses qu'ils n'avaient pas expérimentées, et augmentèrent ainsi l'insécurité générale. Bien peu voyaient clairement que l'immense vague communiste, reproduisant l'histoire du bakounisme, se réduirait nécessairement, après quelques années, à une secte de doctrinaires de la révolution. Enfin, la désorganisation générale causée par la guerre a porté une atteinte si profonde aux intérêts quotidiens de chaque individu que l'Etat et son appareil administratif sont débordés par le travail courant et que le temps fait défaut pour les grandes idées, les programmes constructifs et les synthèses. Je ne parlerai pas pour l'instant de nos partis politiques, qui ont contribué aussi à créer cette situation. La politique constructive doit se mettre au-dessus des questions de parti, ne pas craindre les attaques et aller droit son chemin.

Nous avons besoin dans notre politique intérieure d'un clair but d'ensemble et du courage nécessaire pour le poursuivre jusqu'au bout.

Le gouvernement qui voudrait aujourd'hui faire son devoir envers le pays doit, avant tout, prendre conscience de celles des questions de la politique intérieure qui, de même que celles de la politique extérieure, doivent être résolues l'une après l'autre, de telle sorte que l'Etat puisse peu à peu fonctionner normalement, comme s'il reposait sur des traditions séculaires et comme s'il n'y avait pas eu de guerre mondiale. Nous pouvons atteindre ce but si nous étudions attentivement nos difficultés intérieures, si nous les distinguons et les apprécions suivant leur degré de gravité; par ce moyen, nous déterminerons celles qui doivent être résolues immédiatement et celles qui doivent attendre, ainsi que la méthode que nous devrons suivre.

La première condition, pour réaliser la consolidation définitive de ce pays, est de fournir à l'Etat des bases économiques définitives. Pratiquement, cela signifie : assurer à l'Etat, par une bonne politique économique, un bilan commercial constamment actif et favoriser son expansion économique. Il est indéniable qu'à cet égard, nous avons fait des progrès considérables et que notre politique étrangère poursuit précisément ce but. Tous ses efforts tendent à assurer des débouchés au pays et à le préserver des catastrophes économiques qui menacent plusieurs Etats voisins. Le bilan commercial tchécoslovaque pour l'année dernière, accusant un actif de 3 milliards, est une preuve que, malgré les fautes commises, la ligne générale de notre politique commerciale est juste. Il en est de même pour la politique financière : depuis trois ans nous travaillons à gagner à notre politique pacifique la confiance des milieux financiers internationaux, de manière à nous permettre de pénétrer sur les grands marchés financiers internationaux c'est-à-dire à Londres, Paris et New-York. Nous pouvons constater avec satisfaction qu'en ces derniers temps spécialement, grâce à notre travail, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, ces efforts ont été couronnés de succès. En ce moment même, nous négocions un emprunt international, qui marquera incontestablement le début de notre essor financier. Il est évident que cette politique financière extérieure doit être appuyée par une politique intérieure d'assainissement financier, qui doit être encore plus énergique que jusqu'ici et qui est exprimée dans la dernière déclaration gouvernementale par le mot *économies*. Il n'est pas encore possible d'examiner ce que doit signifier ce mot dans l'administration de l'Etat. Souvent celui qui économise gaspille son argent.

Le deuxième grand problème de la politique intérieure tchécoslovaque est la réforme agraire. On se tromperait en affirmant que les résultats atteints jusqu'ici sont satisfaisants. L'organisation de la réforme agraire est défectueuse. Nous n'avons pas encore de véritable programme pour la solution de cette question, qui est l'une des plus importantes pour notre avenir; la loi foncière présente un grand nombre de défauts : tout cela, une politique constructive doit le corriger et l'améliorer. Il est nécessaire toutefois de souligner d'emblée que la réforme agraire ne peut s'effectuer sans dépenses considérables. Je considère comme possible que le gouvernement et les milieux politiques s'entendent sur cette question et préparent les sommes nécessaires à l'exécution de la réforme agraire, sinon immédiatement, du moins dans un avenir prochain.

De même, il faut de l'argent pour réaliser notre programme d'assurances sociales. Nous avions coutume jusqu'ici de procéder par petits rapiéçages; ce serait de notre part une faute très grave de ne pas savoir résoudre les grands problèmes par de grands moyens ou du

moins par des moyens plus importants que ceux dont nous avions jusqu'ici l'habitude de nous servir.

Nous nous trouvons dans des difficultés analogues en ce qui concerne la question des rapports de l'Eglise avec l'Etat. Il est impossible de continuer à vivre dans l'état de choses illégal où nous sommes actuellement. Là aussi, il faudrait agir avec décision et courage.

La loi qui vient d'être votée, en ce qui concerne le statut des fonctionnaires de l'Etat et les instituteurs, a montré clairement que nous nous trouvons là en présence d'un problème difficile, dont la solution ne peut se faire attendre longtemps. Etat nouveau, obligé de créer dans une hâte fébrile son appareil administratif, et de reprendre un grand nombre des fonctionnaires de l'Autriche-Hongrie, avec tout l'héritage d'une organisation malsaine ainsi que du favoritisme national et autre, la République tchécoslovaque n'a pu éviter l'anarchie et le désordre qui devaient fatalement s'emparer de ce domaine. Toutes les lois nouvelles qui se rapportaient à cette classe de la population augmentaient le désordre, accentuaient diverses injustices et renforçaient le mécontement. Dans cette question, nous n'aurons pas de repos tant que le système n'aura pas été entièrement transformé, tant que tous les vestiges de l'ancien régime n'auront pas complètement disparu, tant que la lutte pour la parité scolaire n'aura pas été supprimée par l'établissement d'un enseignement normal uniforme et, d'une manière générale, tant qu'il n'y aura pas possibilité de résoudre le problème des fonctionnaires de l'Etat non par des lois arbitraires, mais par une solution de principe. Cela aussi fait partie du programme d'une politique intérieure constructive.

Le grand problème de la Tchécoslovaquie est la Slovaquie et la Russie subcarpathique. Il s'agit là d'une question non pas d'ordre ethnique, mais avant tout d'ordre administratif. Sans une bonne administration en Slovaquie et dans la Russie subcarpathique, nous ne pourrons venir à bout de ce problème. L'autonomie ne résoudrait rien, car autonomie signifie administration, et administration signifie fonctionnaires. Or la Slovaquie et la Russie subcarpathique n'ont pas jusqu'ici de fonctionnaires. D'autre part, administrer ces régions signifie avoir de l'argent. Or ni la Slovaquie ni la Russie subcarpathique n'en ont. La mission de la Tchécoslovaquie dans ces régions est donc, dans une certaine mesure, d'ordre civilisateur, surtout en Russie subcarpathique. D'autre part, il est nécessaire de donner à la population et aux fonctionnaires, en Slovaquie, une éducation civique.

Il est clair que tout cela exige du temps; il est beaucoup plus important d'étudier ces côtés du problème slovaque que les questions de nationalités, d'autonomie, de langue, d'irrédentisme, etc. Il en est de même, et à plus forte raison, pour la Russie subcarpathique. Dans l'état actuel du développement de ce pays, les questions de commu-

nications, d'hygiène publique, d'administration et de ravitaillement sont beaucoup plus importantes que les problèmes linguistiques, religieux et autres, car, par une bonne administration, une bonne moitié de ces problèmes se résoudraient d'eux-mêmes, et cela, avant tout, à la satisfaction de la population.

La dernière grande question qui se pose à notre État est la question des nationalités, spécialement celle de nos relations avec les Allemands de Tchécoslovaquie.

Cette question est la plus délicate de toutes. Les deux camps se montrent extrêmement susceptibles, comme il n'en pouvait d'ailleurs être autrement. Il ne reste donc rien d'autre à faire qu'à s'efforcer de ne pas parler de ce qui devrait être ou ne pas être, mais d'analyser plutôt ce qui est. Tout d'abord, on peut constater qu'un changement sensible s'est produit de part et d'autre au cours de ces trois dernières années. Après la guerre, notre politique intérieure a été dictée dans une certaine mesure par la passion et le sentiment. Les récriminations et l'irritation s'ensuivirent alors tout naturellement.

Au cours des trois dernières années, l'opinion s'est calmée de part et d'autre ; dans le camp allemand particulièrement le changement est remarquable. On connaît les discours prononcés, ces derniers temps, par quelques hommes politiques, les déclarations officielles de certains partis au Parlement, ainsi que le fait que les Allemands se sont explicitement prononcés pour l'opposition parlementaire, ce qui politiquement a certainement une grande importance. D'autre part, les déclarations faites du côté tchèque, nombre de mesures administratives, les préparatifs entrepris pour la solution de la question des emprunts de guerre, la nomination d'un grand nombre de fonctionnaires allemands dans plusieurs services, tout cela indique dans quelle voie s'effectue l'évolution et quel sera vraisemblablement l'état de choses futur.

Il serait superflu d'entretenir la polémique par des discussions au sujet de ce qui devrait être ou ne pas être. Cependant l'expérience devrait nous servir de leçon à tous, car une chose est certaine : c'est que la collaboration et l'entente se réaliseront un jour, quoi que l'on fasse. Peut-être cela se fera-t-il après des luttes plus ou moins pénibles, après des polémiques et des discussions passionnées, peut-être ceux-ci ou ceux-là devront-ils faire des sacrifices ; il est certain, en tous cas, qu'un jour ou l'autre on en viendra là. Dans ces conditions, il est nécessaire de bien savoir où nous allons, où nous devons et où nous pouvons aller. Là aussi, il faudrait se proposer un but précis.

La situation internationale est telle que plus nous avançons et plus il devient évident que l'état actuel de l'Europe est définitif. Ce fait joue un rôle essentiel dans nos relations avec les Allemands. Il peut aussi mener, par les nécessités de la tactique, à telle ou telle politique. Dans

tous les cas, dans notre politique internationale et intérieure, il est non seulement très important que les Tchécoslovaques aient la supériorité numérique et matérielle dans cet Etat, mais encore il est nécessaire qu'ils ne laissent pas leurs adversaires prendre sur eux la supériorité *morale*. Si cette dernière est aussi de leur côté, la lutte sera alors honorable et noble. Toutes les fautes des Allemands renforcent la position des Tchèques devant l'opinion internationale et justifient moralement leur politique devant le monde entier. Mais toute faute des Tchèques les affaiblit devant l'étranger. C'est une question d'art politique que d'apprécier tous les éléments de la politique extérieure et intérieure et de choisir la voie juste qui mène à la solution de cette question des nationalités.

Le problème des Allemands de Bohême est une question que l'on peut résoudre ou ne pas résoudre ; cependant, fermer les yeux devant elle est impossible, car elle s'est posée jusqu'ici à tous les gouvernements, et se posera aux gouvernements de l'avenir. Fermer les yeux devant elle serait du reste une faiblesse. Une politique intérieure et extérieure constructive doit prendre ce problème en sérieuse considération et le faire entrer dans ses calculs. Comme toutes les autres questions, celle-ci doit être traitée non pas du point de vue de la situation actuelle des personnes et des partis, mais du point de vue de l'histoire, du passé et de l'avenir lointain. Il en est de même pour les réformes sociales, les rapports de l'Eglise et de l'Etat, la réforme agraire et l'avenir de la Slovaquie.

Il s'agit de consolider l'Etat à l'intérieur le plus rapidement possible. Ce n'est possible que par une politique constructive, qui travaille à résoudre d'une manière sérieuse toutes ces questions.

Allocution du président Masaryk

prononcée le 1er janvier, en réponse aux vœux des pouvoirs publics.

Monsieur le président, Messieurs les vice-présidents[1],

Cet échange de vœux de nouvel an me paraît justifier l'examen des résultats atteints au cours de ces trois dernières années, ainsi que ceux qui restent à atteindre. Je vous suis reconnaissant de m'offrir l'occasion d'aborder diverses questions.

La politique étrangère. — L'armée tchécoslovaque.

Je suis d'accord avec vous sur ce point qu'en politique extérieure nous pouvons enregistrer de bons résultats. La Petite Entente, esquis-

1. Du Parlement.

sée à Paris en décembre 1918 et constituée dans la suite, a prouvé son utilité. Nous avons noué de précieuses relations amicales avec la Pologne, puis, récemment, avec l'Autriche et réalisé ainsi une organisation plus étroite d'une grande partie de l'Europe Centrale. Reste encore la Hongrie; j'espère que nous pourrons aussi nous entendre avec elle.

Cette organisation de l'Europe Centrale s'effectue en accord avec l'Entente. Nous tenons, depuis le début, l'Entente pour une autorité nécessaire dans l'Europe d'après-guerre et nous désirons que cette autorité soit durable. Je ne fais pas de jeu de mot lorsque je dis considérer le mot « Entente » comme le programme général de l'Europe.

C'est avec satisfaction que je salue les tentatives faites par l'Amérique en vue d'aboutir à l'Entente et à la collaboration avec l'Europe.

La Russie est un grave souci pour l'Europe et pour l'humanité entière. En ce moment, il est question de lui procurer du pain; mais il faut aider la Russie à restaurer sa situation économique, ses chemins de fer, son appareil administratif en général.

Le voisinage géographique et surtout d'anciennes relations économiques entretiennent chez nous un grand intérêt pour l'Allemagne et pour sa réorganisation. Nos relations avec l'Allemagne sont et resteront correctes. Nous étions ennemis de l'Allemagne prussienne, pangermaniste; nous l'avons combattue ouvertement. Mais la guerre est finie; nous sommes maintenant en paix, nous voulons la paix et, pour cette raison, nous désirons que l'Allemagne aussi renaisse au plus tôt au point de vue économique et culturel. L'Europe, le monde entier ne pourront retrouver leur tranquillité tant que les deux plus vastes nations européennes, la Russie et l'Allemagne, n'auront pas surmonté les conséquences funestes de la guerre. La Russie et l'Allemagne représentent la plus grande partie de l'Europe. Les petits Etats de l'Europe Centrale, pas plus que les Etats Occidentaux, plus étendus, ne pourront se développer en paix tant que l'Allemagne et la Russie ne seront pas guéries de leurs maux. Cependant nous pouvons dire dès aujourd'hui que nos rapports avec nos voisins et avec tous les Etats et nations en général nous assurent la paix; nous-mêmes n'avons aucune intention agressive; la Petite Entente, nos accords avec la Pologne et l'Autriche poursuivent des buts strictement limités à la défense et a l'organisation. Ils doivent servir la paix.

Le fait que nous avons une armée, dont les effectifs ont été fixés par le traité de paix, n'est nullement en contradiction avec ces buts. Les derniers événements ont pleinement justifié l'existence de notre armée; ils nous ont aussi montré que notre armée doit être organisée le mieux possible. Cela ne signifie pas de notre part acceptation du militarisme. Le militarisme est le système dans lequel toute l'administration de l'Etat est régie par l'esprit militaire, et dans lequel l'armée est une

classe privilégiée. Le militarisme implique une armée d'une importance disproportionnée, qui, pour cette raison même, a un caractère non seulement défensif, mais offensif.

Il n'existe pas de militarisme dans la République tchécoslovaque. L'instruction de nos troupes et leur organisation ont pour but la création d'une armée nouvelle, d'une armée démocratique. Nous ne serons pas opposés au désarmement universel; nous saluons les efforts de la conférence de Washington; nous considérons la guerre comme un grand mal, mais nous considérons aussi notre défense comme un devoir.

Dans l'état actuel des choses il nous faut une armée et, puisque nous en avons une, il faut qu'elle soit la plus parfaite possible. Il n'est que juste d'exprimer à cette occasion notre reconnaissance et nos remerciements à la mission française en Tchécoslovaquie et à son chef.

L'administration de l'Etat.

Notre Etat a été constitué pendant la guerre et par le moyen de la guerre; c'est pourquoi sa politique extérieure a eu et a encore une aussi grande importance. C'est dans la mesure où l'Europe retrouvera la tranquillité, la paix et le travail que la politique intérieure gagnera en importance. Chez nous aussi l'équilibre se rétablira entre la politique intérieure et la politique extérieure; cette dernière ne décidera alors plus de la première.

L'avenir de notre Etat et de notre nation dépend de notre politique intérieure, de notre capacité d'administrer l'Etat, de ce que nous saurons faire dans la politique et dans l'administration.

Nous avons besoin, avant tout, d'une administration bonne et productive ou, pour m'exprimer d'une manière concrète, d'une bureaucratie nouvelle, convenable. Il n'existe pas d'Etat sans bureaucratie, sans fonctionnaires ni employés. Nos fonctionnaires ont le devoir de devenir des fonctionnaires démocratiques et républicains; ce que nous appelons la « désaustrianisation », ce sont, en premier lieu, nos fonctionnaires qui doivent l'accomplir parmi eux. Il est besoin d'un nouvel esprit, de nouvelles méthodes, de nouvelles connaissances, d'une nouvelle éducation. Notre corps de fonctionnaires rénové jouira de l'autorité nécessaire. En ces dernières années, surtout depuis la guerre, on affirme souvent avec exclusivisme que les conditions économiques sont la base de toute vie sociale, principalement de l'Etat; c'est là un point de vue unilatéral et inexact. Si la société et l'Etat ne dépendaient que des conditions économiques, ils se modifieraient beaucoup plus vite et plus aisément à l'intérieur et au dehors, suivant les groupements et les circonstances économiques. L'Etat a, de

lui-même, son autorité justifiée; l'Etat est le produit d'une longue évolution historique. La chose est aussi vraie pour notre Etat, dont la restauration a été possible du fait qu'il avait existé durant des siècles et que nous avions maintenu sa continuité. Il s'agit maintenant d'en faire un Etat véritablement moderne, démocratique et républicain; un Etat juste, non un Etat dominateur. Les fonctionnaires doivent, les tout premiers, concevoir démocratiquement leurs devoirs envers l'Etat. L'Etat n'est pas le dernier et le plus élevé des buts des efforts humains, mais il est un moyen nécessaire de la vie sociale et intellectuelle. L'esprit d'anarchie, d'apathie à l'égard de l'Etat et d'opposition à l'Etat est, depuis longtemps et une fois de plus, abandonné par l'évolution d'après guerre. Nous avons atteint notre indépendance; nous avons restauré notre Etat, nous voulons qu'il soit suivant les besoins de l'époque nouvelle. Notre République doit avoir son programme, son idée; il faut que la raison d'être de notre Etat soit reconnue par toute l'Europe et, en premier lieu, par tous les citoyens, par tout individu pensant. C'est en ceci que nos fonctionnaires doivent servir de modèles aux citoyens. Les fonctionnaires doivent comprendre pleinement les tâches d'une administration démocratique et c'est dans cet esprit que doivent être effectuées les réformes nécessaires dans l'administration. Parmi celles-ci, je compte les réformes relatives à la formation des fonctionnaires à l'Université, dans les écoles et dans les cours préparatoires; peut-être sera-t-il besoin d'une instruction complémentaire.

Le Parlement. — Le conseil des Cinq.

A la tête de notre appareil d'Etat se trouve l'Assemblée nationale. Comme partout ailleurs, le Parlement est, dans notre pays, menacé par les défauts résultant du mode technique de représentation et du principe majoritaire. Les plaintes contre le Parlement sont aussi vieilles que les Parlements mêmes; la surexcitation des esprits, après la guerre, a renforcé ces plaintes. Elles sont, en réalité, un soufflet que les électeurs s'appliquent à eux-mêmes; partout, en effet, les Parlements, surtout ceux de vieille date, représentent la partie prépondérante du monde électoral, dont ils expriment la morale et le niveau intellectuel. Il importe de toujours et encore exiger que soient envoyés au parlement des représentants capables de contrôler l'administration et de faire œuvre utile pour l'Etat. Le problème des partis démocratiques, de la démocratie tout entière est, dans une certaine mesure, le problème des chefs de partis.

Comme dans toutes les autres démocraties, notre Parlement choisit dans son sein des organes dirigeants spéciaux. Dans ces derniers

temps, il a été créé dans ce sens un « Conseil des Cinq »[1]. Cette expérience m'a beaucoup intéressé depuis le commencement, au point de vue démocratique et constitutionnel. L'assemblée plénière du parlement ne se prête pas au travail et à la réflexion; sa fonction est toute différente. Le travail effectif sera toujours fait dans les commissions, et, dans celles-ci, par des organes plus restreints, souvent par des individus; la démocratie ne peut se passer de spécialistes, de travailleurs, de chefs qualifiés, instruits et préparés à leurs fonctions.

La tâche du parlementarisme moderne est précisément de permettre à l'instruction politique et aux connaissances spéciales de s'exercer.

Lénine disait, ces jours-ci, avec raison, que les illettrés sont exclus de la politique. Mais le terme d'illettré a en politique, une valeur, pour ainsi dire, relative. Si l'on ne tient pas un compte rigoureux du cens intellectuel, on ne saurait préserver les partis, la démocratie et le parlement de la démagogie. Je ne parle pas ainsi en faveur de ce qu'on appelle la « pédantocratie »; je sais bien que souvent un tas de diplômes ne sont pas la garantie d'une véritable instruction; à cet égard, le devoir de la démocratie et d'un Etat démocratique est de trouver des méthodes d'appréciation efficaces. Le problème des « intellectuels », surtout parmi les fonctionnaires et les employés, se pose de façon urgente dans notre pays. La pratique exige, à tout instant, la solution de cas particuliers. Les parlements sont, il est vrai, des instruments imparfaits, mais Paganini savait fort bien jouer sur une seule corde, et la critique adressée au parlementarisme n'est pas autre chose que le désir de Paganinis politiques. Il est certain que les critiques du parlementarisme ne souhaitent pas l'absolutisme; l'ancien absolutisme a fait ses preuves et, en Russie, l'absolutisme des conseils a eu tôt fait faillite.

Les directives intellectuelles en politique.

Une formation politique plus profonde des électeurs est nécessaire pour que notre République puisse pratiquer la politique réellement intellectuelle que l'on réclame généralement à l'heure actuelle. Il s'ensuit que toute la vie sociale doit reposer sur les bases morales de l'humanité et sur l'idéal de justice; ces bases doivent êtres communes à tous les partis et à toutes les fractions. Sinon, la société se divisera à l'extrême; il s'ensuivra une lutte stérile entre partis et groupes, coteries et individus rusés; la société deviendra superficielle, vulgaire et nulle.

1. Délégation des cinq groupes de la majorité.

C'est, pour le gouvernement et le Parlement, pratiquer une politique culturelle que de chercher non seulement à établir un régime économique efficace et un bon ordre financier, mais à assurer un développement satisfaisant aux sciences, à la philosophie, aux arts et à la religion. La disparition de trois grands Etats : Allemagne prussienne, Autriche des Habsbourg et Russie des Romanov constitue, pour les esprits réfléchis, un puissant avertissement. L'Etat, l'indépendance ne suffisent pas par eux-mêmes. — Il faut savoir de quelle sorte est l'Etat, de quelle indépendance il s'agit et à quoi elle servira.

A cet égard, nos écoles et nos institutions pédagogiques exigent d'importantes réformes; notre attention doit se tourner vers l'enfant et vers l'adolescent. Il est vrai que nous avons, en Slovaquie et dans la Russie subcarpathique, un grand pourcentage d'illettrés. On devrait donc s'efforcer de remédier à cet état de choses en instruisant les adultes. De tels efforts ont déjà été tentés par l'initiative privée, mais c'est aussi l'affaire de l'Etat. Nous ne devons pas avoir de répugnance pour les nouveautés; au contraire, notre nouvel Etat, aussi bien que la situation de toute l'Europe, exige que l'on prenne nettement conscience de la situation d'après-guerre et de la formation d'une vie nouvelle. Nous nous trouvons en présence du grand problème de la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

La réforme foncière.

Il me faut dire un mot de la réforme agraire[1]. Cette réforme est véritablement nationale par le fait que dans notre pays s'est développée une forme particulière de grands domaines. Cet état de choses rappelle désagréablement les conditions en Prusse et nous fait remonter aux causes de ce fatal phénomène. Tout le monde, y compris les propriétaires de moindres domaines, est, en principe, d'accord pour reconnaître que les trop grands domaines sont devenus impossibles. Mais quelle doit être la mesure de leur étendue? Et comment exploiter ces grands biens?

Les grands domaines ont permis de perfectionner l'agriculture, la sylviculture et l'élevage. Ici, comme dans l'industrie, la production en grand a ses avantages. Les grands cultivateurs se défendent en affirmant qu'ils fournissaient des denrées aux villes et aux centres industriels. Pour moi, je suis d'avis qu'un certain nombre de grands domaines devrait être conservé; il faudra décider de l'étendue qu'ils pourront avoir. Ensuite, il faudra étudier la question de savoir si leur administration sera confiée à l'Etat seul, ou s'ils pourront rester entre

1. Expropriation et morcellement des grands domaines.

les mains de leurs anciens détenteurs, enfin s'ils pourront être affermés, et à quelles conditions. Il ne faut point décourager l'initiative et l'habileté individuelles; abandonner tout à l'Etat serait une faute, car cet Etat n'est pas suffisamment préparé pour une tâche aussi importante. Autant que j'en peux juger, un parcellement de la totalité des terres ne répond pas à nos besoins. Il s'agit aussi d'exploiter les ressources techniques et l'habileté des employés des entreprises agricoles privées: dès aujourd'hui une pénible question sociale est en train de naître. On se plaint en général de l'incertitude de la situation. C'est là certes un grand inconvénient, qui fait perdre à l'Etat des millions et des millions.

La réforme agraire est une œuvre gigantesque. Une œuvre qui ne s'accomplira pas en quelques années seulement, mais qui se prolongera très loin dans l'avenir. Nous devons tenir compte de l'accroissement de la population et des besoins futurs de celle-ci: avec la réforme foncière, les plus graves problèmes de notre pays trouveront en même temps leur solution. La solution de la réforme foncière ne saurait, d'ailleurs, être uniforme. Notre sol est très varié, non seulement en Slovaquie et dans la Russie subcarpathique, mais encore dans les pays de la Couronne de Bohême.

La situation légale de l'Office foncier[1] et son organisation exigent des améliorations. L'Office foncier est trop isolé; il ne se trouve pas en relations assez étroites avec les ministères et toute l'administration. Il n'est assujetti de plus à aucun contrôle: ou plutôt ce contrôle n'est exercé sur lui, jusqu'à un certain point, que par le Conseil d'Etat : en raison de leur teneur imprécise, les stipulations de la loi par laquelle l'Office foncier est soumis au conseil des ministres, n'assurent en effet pas le contrôle voulu. L'Assemblée Nationale, ou mieux la commission intéressée à, sur ce point, le champ libre pour exercer son activité, sa critique créatrice et son contrôle.

La proposition a été faite de transformer l'Office foncier en un ministère; le motif probable en a dû être la constatation du singulier isolement de l'Office. Je pense que c'est là une proposition raisonnable. De toute façon, une expérience de trois années nous amène à réformer cette institution si importante et, à mon avis, il va de soi que l'Office foncier doit être dépolitisé. L'intérêt de tous doit décider, en même temps que les directives techniques, agricoles et financières, et la compréhension politique des devoirs les plus naturels de notre République. Notre réforme foncière ne possède, du fait de son étendue, de la diversité des buts qu'elle poursuit et des milieux touchés, aucun exemple ni chez nous ni à l'étranger.

1. Office chargé d'appliquer la réforme votée par le Parlement.

Puisque nous sommes tenus de nous instruire par notre propre travail, par nos propres fautes, cherchons au moins à les découvrir promptement et à les faire vite disparaître. Il y a bientôt trois ans que la loi relative à la saisie des terres a été promulguée. Depuis, nous nous sommes aperçus — chacun le reconnaît — que nos lois sur la réforme foncière, aussi bien que l'organisation des services chargés de les appliquer, ont besoin d'être corrigées : corrigeons donc.

Les assurances sociales.

Le gouvernement actuel et les partis se sont mis en parfait accord pour procéder à l'exécution rapide de l'assurance sociale dans toute son étendue. Le plan adopté découle d'une juste connaissance de la situation économique et sociale; le premier crédit, assez considérable, figure déjà au budget et a déjà été voté.

Le communisme.

J'ai précédemment parlé à plusieurs reprises des autres réformes sociales; je ne répéterai pas ce que j'ai dit, mais je tiens à préciser mon point de vue quant au communisme.

Je me déclarais déjà contre le communisme dans ma critique du marxisme. Depuis, je me suis occupé constamment de ce problème. J'ai eu l'occasion d'étudier quelques communes communistes en Amérique et ailleurs; je suis attentivement l'essai communiste pratiqué en Russie. J'arrive à la conclusion suivante : le communisme est exigé par le principe démocratique d'égalité et en découle. L'égalité économique réclamée n'est pourtant pas encore du communisme. La propriété en commun est autre chose que l'égalité. L'égalité n'existe nulle part, ni au cours de l'histoire ni dans la nature. En réalité, l'inégalité règne partout, dans toute la nature aussi bien que dans la société humaine. Mais l'homme, pour cette raison même, conçoit un idéal d'égalité. Dans la pratique, égalité signifie un degré supportable d'inégalité. Le premier souci de la politique sociale sera d'atténuer les contrastes sociaux excessifs. En même temps l'idéal démocratique d'égalité implique la suppression de tout luxe nuisible et de l'esprit de jouissance; les fondateurs des démocraties et des républiques se sont toujours réclamés de l'exemple spartiate des anciens Romains. Le socialisme moderne est très fortement pénétré des idées de Rousseau. L'inégalité comporte, dans une certaine mesure, l'individualisme, sans lequel il ne peut y avoir de régime économique et d'activité sociale efficace. Quant aux individus, leur aptitude au travail se distingue non seulement par la quantité, mais aussi par la qualité.

Jusqu'ici les expériences communistes n'ont été faites que dans des petites communes et, le plus souvent sur des bases religieuses. Elles ont été de courte durée. Evidemment, comme la famille et l'amitié tendent à le prouver, le communisme n'est possible que pour des hommes parvenus, aux points de vue moral et intellectuel, à un haut, disons même au plus haut degré de l'évolution. Le premier théoricien du communisme, Platon exigeait l'ordre moral le plus sévère; le dernier grand théoricien, Marx, voit aussi dans le communisme la phase ultime et la plus élevée de l'évolution historique. Si l'expérience russe a eu un aussi terrible résultat, c'est parce qu'elle a été tentée sur une nation arriérée et moralement désorganisée. Le communisme découle plutôt du principe de la fraternité que de celui de l'égalité et de la liberté. Un communisme établi sur des bases uniquement économiques et matérialistes est chose absolument impossible.

Un communisme à grande extension est aussi rendu impossible par l'interdépendance et la réciprocité internationales. Aucun pays ne peut aujourd'hui se suffire à soi-même. Il ne saurait donc y avoir de communisme subordonné au non-communisme.

Il est enfin évident qu'il pourrait exister un très grand nombre de systèmes communistes, surtout s'ils s'agissait d'Etats grands et moyens. Les hérauts du communisme, qui se contentent de devises obscures, sont, par ce fait même, condamnés à la stérilité politique et sociale et au fiasco.

La Slovaquie et la Russie subcarpathique.

En Slovaquie, on a déjà commencé à établir les départements (zupy). Les préparatifs sont en train, et l'organisation de la nouvelle administration doit être achevée dans une demi-année. L'organisation départementale satisfera, tant en Slovaquie qu'ailleurs, les justes revendications d'autonomie.

La Russie subcarpathique est un territoire négligé au plus haut point. C'est dans la Russie subcarpathique que nous sentons les effets de l'absolutisme magyar et de la magyarisation d'avant-guerre, beaucoup plus encore qu'en Slovaquie. La population de la Russie subcarpathique doit être éduquée pour le service administratif et recevoir l'instruction nécessaire. Notre administration a déjà accompli, sur ce point une part considérable du travail. Le gouverneur Zatkovic m'a toujours confirmé que l'administration de la Russie subcarpathique était satisfaisante, beaucoup plus satisfaisante que sous l'ancien régime.

On aime cependant à pratiquer dans la Russie subcarpathique une soi-disant haute politique. Une importante fraction de la classe instruite notamment devenue étrangère au peuple, se livre à une stérile politique de partis au détriment du peuple dénué de toute idée politique.

Dans la Russie Subcarpathique, tout comme en Slovaquie, il est nécessaire de procéder à la réforme foncière Il faut en même temps apprendre l'agriculture au peuple, jusqu'ici habitué à une culture trop extensive, surtout à la praticulture. Il va de soi que les réformes administratives, pour être couronnées de succès exigent une population instruite; c'est pourquoi la création d'écoles et la propagation de l'instruction sont si urgentes. On a déjà fait quelque chose à cet égard, mais on ne peut rattraper en trois ans ce qui a été perdu pendant des siècles.

Le problème des Allemands de Tchécoslovaquie.

Je voudrais pour finir aborder le problème des Allemands. L'ancien régime et la guerre ont causé entre Tchèques et Allemands une grande défiance, et même plus que de la défiance, de la haine. Si je ne me trompe, un certain apaisement se fait sentir, et l'idée d'une nécessaire collaboration s'impose.

La question des Allemands de Bohême est, selon moi, la plus importante ou, pour mieux dire, notre seule question. La question de la Slovaquie et de la Russie subcarpathique est, de beaucoup, plus simple. Lorsqu'on traite la question des minorités ethniques chez nous, il convient de différencier ces minorités suivant leur quantité et leur qualité. Il n'est pas possible de réaliser une solution en bloc.

On a très souvent insisté, du côté tchèque, sur le désir d'adopter une solution conforme au modèle suisse. Il conviendrait plutôt d'envisager la Belgique comme modèle. La Belgique, en effet, est un Etat unifié, alors que la Suisse se compose, depuis longtemps, de petits Etats indépendants. Notre Etat — et tout particulièrement la Bohême — s'est historiquement développé comme Etat unifié; il doit donc le rester. Il ne peut être ni ne sera question d'autonomies territoriales; la peu avantageuse configuration des minorités ne le permet d'ailleurs pas.

Nos compatriotes allemands ont le droit de participer à l'administration et au gouvernement; c'est un droit naturel dans une démocratie. Une telle participation a cependant pour condition la reconnaissance loyale de l'Etat, reconnaissance dénuée de toute équivoque. Je ne méconnais pas l'importance des difficultés, des obstacles linguistiques, mais on peut les surmonter si les deux parties se rendent compte de la nécessité et des avantages d'une coopération. Notre Etat, comme tout autre Etat, possède et doit posséder sa langue; le besoin d'unité et d'ordre dans l'administration l'exige. Avec de la bonne volonté, la maturité politique et l'expérience détermineront les cas où l'emploi de la langue de l'Etat n'est pas absolument nécessaire. Les pays mixtes — et il n'y a, pour ainsi dire, pas de pays homogènes —

sont solides non pas seulement par la langue, mais par la satisfaction qu'ils offrent à leurs citoyens. Dès avant la guerre, les Allemands s'étaient fixé pour tâche d'apprendre le tchèque; de notre côté, nous apprendrons l'allemand. La connaissance des autres langues est aussi fort désirable. Comenius nous conseillait déjà avec juste raison d'apprendre la langue de nos voisins. Nos besoins courants, nos besoins journaliers l'exigent. Apprendre une autre langue universelle n'est pas un obstacle.

J'aimerais, à cette occasion, formuler un souhait : celui de voir certains des chefs allemands renoncer à leur façon d'agir. Ils sont encore trop imprégnés d'orgueil pangermanique et nous considèrent comme inférieurs. Ils se trompent grandement.

Je suis également surpris de voir une partie des chefs allemands juger et parler si faussement de notre situation. J'entends bien qu'il doit leur être pénible de renoncer à leur ancienne hégémonie, pour se contenter de vivre sur un pied d'égalité. Le manque de loyauté, la fausseté consciente ou singulièrement légère, dont ils font preuve dans leur façon de juger et de blâmer nos pouvoirs publics et notre Etat, ne m'en surprennent pas moins. Cela s'applique tout particulièrement à leur propagande à l'étranger, qui, très souvent, est fort déloyale. Cette propagande ne fait d'ailleurs que nous servir. Dans leur correction, les étrangers veulent également entendre l'autre partie. Ils se convainquent ainsi du manque de loyalisme et de la fausseté. C'est cependant du temps et de la peine perdus. Je manquerais d'impartialité si je n'accusais que la propagande allemande; mais, d'autre part, nous rencontrons les mêmes difficultés en face de critiques sans fondements venues de notre propre camp.

Je souhaite que, dans toutes les questions, et particulièrement dans les questions ethniques, le gouvernement ait un programme net et clair, et qu'il s'y tienne, sans égard pour l'opposition. Notre Etat, notre République exige, pour son maintien et son amélioration, un programme politique que l'habilité politique doit tirer de notre propre histoire, de l'histoire de l'Europe, ainsi qu'une exacte appréciation des situations créées par l'histoire et par la nature. C'est ce qui a fait et fait encore la force de notre politique étrangère. De même, notre politique intérieure ne peut et ne doit pas être dictée par de passagères et secondaires considérations de personne, de parti ou de lieu. L'existence de notre république est une question d'importance universelle. Grâce à la guerre et aux conditions de la paix, l'Europe et l'humanité sont parvenues à triompher du chauvinisme national. Partout, non seulement chez les petites, mais aussi chez les grandes nations, le chauvinisme est un étroit esprit de clocher. Par son aveuglement, par son despotisme mesquin, le chauvinisme a partout causé la perte de la liberté et de l'indépendance. La guerre mondiale constitue à cet égard un avertissement.

* * *

Mon intention n'était pas, Messieurs, de passer en revue tous les problèmes de notre politique. Je n'ai voulu que rappeler quelques-unes de nos tâches envisagées par M. le président Tomasek[1].

Amélioration de la situation générale.

Je suis avec la plus grande attention, parce qu'avec amour, le développement de la République dans tous les domaines. Je puis, en toute conscience, certifier que nous faisons des progrès. Partout, la situation s'améliore. Je ne veux pas dire qu'il n'y ait encore bien des défauts. Je pense les bien connaître et, dans la mesure de mes forces, je cherche à les corriger. Je suis cependant d'accord avec vous, Monsieur le Président de la Chambre, pour reconnaître que la République a accompli de bonne besogne.

Je vous remercie de vos aimables vœux et vous adresse, à mon tour, ainsi qu'à l'Assemblée Nationale, et à tous les dirigeants et collaborateurs des pouvoirs publics, mes souhaits de bonheur et de prospérité.

1. Président de la Chambre des Députés.

VIE INTERNATIONALE

Le Conseil suprême de Cannes

Marquée par des décisions d'une exceptionnelle gravité et finalement interrompue par le coup de théâtre d'une démission sensationnelle, la session du Conseil suprême à Cannes n'a été, de jour en jour, qu'une suite de surprises et d'incidents.

6 janvier. — Les séances de la première journée ont été consacrées au grand projet européen de reconstruction économique préconisé par M. Lloyd George.

Ce n'est pas avec des statistiques qu'on évalue les souffrances subies. Reconnaissons que nous avons souffert tous ensemble, les uns davantage, d'autre moins, mais que chacun a fait de son mieux.

Et M. Lloyd George a cité ici l'exemple de l'Angleterre

dont les pensions de guerre s'élèvent annuellement à 110 millions de livres et qui n'obtient son équilibre budgétaire qu'au prix de chargès fiscales plus lourdes que dans n'importe quel autre pays.

Puis, après avoir insisté sur la nécessité qu'il y a, selon lui, à ne pas pousser l'Allemagne à bout, de manière à lui éviter l'anarchie et la banqueroute, M. Lloyd George a ajouté

Que les réparations ne sauraient être recouvrées tant que l'état général de l'Europe ne sera pas amélioré, car la capacité de paiement de l'Allemagne est surtout représentée par son commerce extérieur. Or, elle a été à peu près rayée de la carte économique de l'Europe.

Au sujet des relations avec la Russie, M. Lloyd George a invité la France à combattre sa répugnance à traiter avec le Gouvernement des Soviets.

Après tout, il arrive qu'on soit amené à avoir affaire à des Gouvernements dont on n'approuve pas toujours les procédés, ainsi j'ai entendu parler d'arrangements conclus même avec les assassins des Arméniens. A Paris je me souviens également d'avoir entendu les représentants de la Turquie admettre que des millions d'Arméniens chrétiens avaient été égorgés et torturés et pourtant je connais des Gouvernements qui n'ont pas hésité à traiter avec eux. Je ne me

plains pas. Seulement, si avant de tendre la main aux Gouvernements du Nord, de l'Orient, du Sud ou de l'Occident nous nous inquiétons de savoir s'ils ont les mains propres, je ne sais pas trop quel genre d'affaires nous pourrons faire dans le monde.

Sans doute, a ajouté encore M. Lloyd George avec une certaine ironie, on peut se détourner de tous les assassins et marcher ainsi le front haut en levant les yeux vers le ciel, mais cette attitude est plus difficile à soutenir si on compose en Orient avec l'infamie tout en se refusant à en faire autant dans le Nord. En agissant ainsi d'ailleurs on n'obtient pas l'avantage matériel et on perd l'avantage moral.

Pour M. Lloyd George il n'y a donc qu'une ligne à suivre : faire la paix avec la Russie comme avec l'Asie Mineure, si « on veut obtenir la paix en Orient. »

M. Briand a accepté la suggestion :

Je tiens à dire tout de suite que la délégation française, a dès la première heure, adhéré à cette idée et d'autant plus facilement que toutes les fois que l'occasion m'a été donnée de m'expliquer sur cette question, j'ai déclaré que, pour dissiper le malaise qui pesait sur le monde, un grand effort de solidarité, de la part de tous les peuples était indispensable.

J'adhère donc pleinement, en principe, à la proposition de M. Lloyd George, sous réserve d'en examiner le détail plus à loisir.

Dans cette affaire, nous sommes d'avis qu'il ne convient pas de se laisser guider par des considérations sentimentales si honorables après tout qu'elles soient. Il ne s'agit pas de sacrifier à un préjugé les graves intérêts de l'heure présente.

En prenant l'initiative d'une aussi vaste entreprise que celle qui consiste à tenter la reconstitution de l'Europe, nous prenons une grave responsabilité car nous faisons concevoir aux peuples des espérances qui ne sauraient être déçues sans danger. Il faut que nous réussissions et que pour cela nous prenions toutes les dispositions et les précautions désirables.

C'est pourquoi notre contact avec la Russie doit être enveloppé des garanties que demandait avant moi l'un de mes prédécesseurs. Autrement, nous serions exposés à jouer un rôle de dupes.

Je dois convenir que, d'une façon générale, les mesures proposées par M. Lloyd George sont de nature à nous donner satisfaction.

Voici le texte de la résolution adoptée :

Les puissances alliées, réunies en Conférence, sont unanimes à penser qu'une Conférence d'ordre économique et financier devrait être convoquée dans les premiers jours de mars, à laquelle toutes les puissances européennes, Allemagne, Autriche, Hongrie, Bulgarie et Russie comprises, devraient être invitées à envoyer des représentants. Elles considèrent que pareille Conférence constitue une étape réelle et essentielle dans la voie de la reconstruction économique de l'Europe centrale et orientale ; elles ont la ferme opinion que les premiers ministres de chaque nation devraient, si possible, assister eux-mêmes à cette Conférence, afin que les recommandations de celle-ci puissent être suivies d'action le plus vite possible.

Les puissances alliées considèrent que la reprise du commerce international à travers l'Europe, ainsi que le développement des ressources de tous les pays, sont nécessaires pour augmenter la quantité de la main d'œuvre productive et pour alléger les souffrances endurées parmi les peuples européens. Un effort

commun des Etats les plus puissants est nécessaire pour rendre au système européen sa vitalité aujourd'hui paralysée.

Cet effort doit s'appliquer à la suppression de tous les obstacles qui entravent le commerce. Il doit s'appliquer aussi à l'octroi de crédits importants consentis aux pays les plus faibles, ainsi qu'à la coopération de tous pour la restauration de la production normale.

Les puissances alliées considèrent que les conditions fondamentales indispensables à la réalisation d'un effort efficace peuvent être définies dans leurs grandes lignes comme suit :

1° Les nations ne peuvent pas revendiquer le droit de se dicter mutuellement les principes suivant lesquels elles entendent organiser à l'intérieur leur régime de propriété, leur économie et leur Gouvernement. Il appartient à chaque pays de choisir pour lui-même le système qu'il préfère à cet égard ;

2° Toutefois, il n'est possible de disposer de capitaux étrangers pour venir en aide à un pays que si les étrangers qui fournissent les fonds ont la certitude que leurs biens et leurs droits seront respectés et que les bénéfices de leurs entreprises leur seront assurés;

3° Ce sentiment de sécurité ne peut être rétabli que si les nations (ou les Gouvernements des nations), désirant obtenir des crédits étrangers, s'engagent librement :

a) A reconnaître toutes les dettes et obligations publiques qui ont été ou qui seront contractées ou garanties par l'Etat, les municipalités et les autres organismes publics et à reconnaître également l'obligation de restituer, de restaurer ou, à défaut, d'indemniser pour les pertes ou les dommages qui leur ont été causés du fait de la confiscation ou de la séquestration de la propriété;

b) A établir un système légal et juridique sanctionnant et assurant l'exécution impartiale de tous les contrats commerciaux ou autres;

4° Les nations devront disposer de moyens d'échange convenables. D'une manière générale, des conditions financières monétaires doivent exister qui offrent au commerce des garanties suffisantes;

5° Toutes les nations doivent s'engager à s'abstenir de toute propagande subversive de l'ordre et du système politique établis dans d'autres pays;

6° Tous les pays doivent prendre en commun l'engagement de s'abstenir de toute agression à l'égard de leurs voisins.

Si, en vue d'assurer les conditions nécessaires pour le développement du commerce en Russie, le Gouvernement russe réclamait sa reconnaissance officielle, les puissances alliées ne pourraient accorder cette reconnaissance que si le Gouvernement russe acceptait les stipulations qui précèdent.

7 janvier. — Le fait dominant de cette journée fut, sur la demande de M. Lloyd George, la convocation des Allemands à Cannes. Toutefois on a convenu de fixer une étape à leur voyage, afin que, lorsqu'ils se présenteront, les Alliés soient d'accord sur les réparations.

Le problème n'a pas changé : l'Angleterre consent à des sacrifices mais à condition que son exemple, soit suivi par tous. Or le Gouvernement belge maintient son point de vue et refuse pour l'instant de rien céder sur sa priorité à moins que le chiffre des versements allemands pour 1922 ne soit augmenté; mais les experts britanniques limitent à 500 millions de marks-or ce chiffre, que M. Theunis, à son tour, trouve tout à fait insuffisant.

Tel est le problème, simplifié et dépouillé d'une foule de propositions et de contre-propositions provisoires.

8 janvier. — Cette journée a été entièrement consacrée à l'examen du pacte de garantie franco-britannique et à la question des réparations qui a fait quelques progrès.

En premier lieu, le chiffre de 500 millions de marks-or auquel se tenaient jusqu'ici les Anglais a été élevé par eux à 700 millions; sur cette somme, ils cèdent à la France 139 millions qui représentent leur dû pour frais d'occupation militaire et la Belgique accepte cette diminution de sa priorité.

Toutefois, la France juge cette somme encore insuffisante et réclame un minimum de 250 millions, sans préjudice des 1.250 millions en prestations, prévus par l'accord de Wiesbaden et qui ne sont, bien entendu, pas mis en question. Mais ici M. Theunis se déclare dans l'impossibilité de compléter la différence par un nouveau prélèvement sur la priorité belge.

D'autre part, il semble que les experts auraient suggéré que la réduction des versements dus par l'Allemagne soit subordonnée à l'acceptation des 7 conditions suivantes :

1° Les tarifs douaniers allemands devront être rétablis sur une base-or et non plus être calculés en mark-papier;
2° Les tarifs de chemins de fer et postaux devront être élevés;
3° Il devra en être de même du prix du charbon en Allemagne;
4° L'Allemagne devra, désormais, prendre toutes mesures pour équilibrer son budget;
5° Elle devra prendre toutes les mesures nécessaires pour restreindre l'évasion à l'étranger des capitaux allemands;
6° Arrêter l'émission de ses billets de banque, qui est une des causes principales de la dépréciation du mark;
Et, enfin, 7° procéder à la réforme de la Reichsbank.

9 janvier. — Les séances de cette journée furent consacrées au pacte franco-britannique et aux réparations dont le débat évolue vers un accord.

En premier lieu, la décision sur les garanties paraît ne devoir être prise qu'après l'audition de la délégation allemande. Quant à la répartition des 720 millions de marks-or, les positions respectives n'ont pas été modifiées en principe : mais la délégation française paraît prête à faire un sacrifice de 110 millions sur les 250 qu'elle réclamait hier encore, en sorte que la Belgique recevrait 580 millions de marks-or et la France 140. L'acceptation définitive est cependant subordonnée à l'assentiment des membres du Gouvernement, dont M. Briand tient à s'assurer auparavant. Quant à l'Italie, elle est autorisée à conserver 170 millions de lire, représentant des fonds allemands séquestrés par elle et qui devraient faire retour à la masse commune.

De même la répartition des prestations en nature a été fixée pour l'année 1922 : 1.250 millions de marks-or à la France en vertu des accords de Wiesbaden, 125 à la Belgique, 240 à l'Italie, 35 aux petits

créanciers. L'Angleterre a fait abandon de sa part dans les deux répartitions.

Deux autres décisions ont été également prises hier par le Conseil surpême. L'une concerne le consortium économique destiné à conjurer la crise économique européenne : elle décide la création d'une société au capital de 2 millions de livres et celle de sociétés indépendantes dans chacun des pays rattachés au consortium; le premier projet, on s'en souvient, comportait au contraire une société unique au capital de 20 millions de livres, la livre servant de base à toutes les transactions du consortium; ainsi sont tournées les difficultées de change qu'aurait causées l'emploi d'une devise unique.

Enfin, le Conseil a pris connaissance du radiotélégramme par lequel le citoyen Lénine fait connaître son adhésion empressée à la Conférence de Gênes.

10 janvier. — Ce fut une journée de crise et sans résultats positifs. De tous les conciliabules qui eurent lieu, il s'est dégagé, en fin de journée, l'impression que l'émotion causée à Paris par les nouvelles de la Conférence, comme la maladresse de certain journaux britanniques, ont fait marquer un temps d'arrêt aux négociations. Un fait du moins, est certain, c'est que toute l'affaire des réparations est remise en question, M. Briand n'ayant sans doute pas recueilli, après consultation du Gouvernement, l'adhésion qu'il escomptait à l'arrangement qu'on avait adopté. C'est alors qu'en hâte — car la délégation allemande arrive — M. Loucheur a mis sur pied un nouveau projet, dont le principe est, paraît-il, admis par M. Theunis, et qui respecte à la fois les intérêts belges et français.

Enfin, le Conseil suprême s'est occupé du programme de la Conférence de Gênes et, après avoir revisé la partie financière de l'ordre du jour qui porte sur diverses questions de change, de monnaies, de banques centrales et d'émission, de transports, ainsi que sur les mesures à prendre pour la législation des lettres de change et des chèques, il a admis que la Conférence n'aurait lieu que si toutes les Puissances convoquées adhéraient préalablement aux clauses de la résolution du 6 janvier. Les puissances qui vont être convoquées par les soins du Gouvernement italien comprennent toutes les nations européennes, les Etats-Unis, le Japon et les Dominions britanniques, y compris l'Irlande. On eût souhaité, tout au moins, que des conditions précises fussent posées auparavant au Gouvernement de Moscou.

11 janvier. — Départ pour Paris de M. Briand, qui désire soumettre au Gouvernement le pacte franco-britannique et audition de la délégation allemande.

Après un exposé de la situation financière et économique de l'Allemagne, M. Rathenau admet que celle-ci pourrait trouver les 720 millions de marks-or qu'on lui réclame, mais au prix d'un immense

effort dont elle resterait complètement épuisée, en même temps qu'un nouvel effondrement des cours du mark la mettrait dans l'impossibilité d'acheter des devises étrangères et la placerait dans une position comparable à celle de l'Autriche.

Répondant ensuite par avance aux demandes de garanties, M. Rathenau assure que l'Allemagne, ayant doublé récemment ses tarifs postaux et ferroviaires, ne peut avoir recours de nouveau à de telles mesures, si ce n'est graduellement et après un certain temps.

Quant aux chiffres qui sont apportés devant la Commission des réparations, M. Rathenau demande un délai, car il a besoin de connaître auparavant le montant fixé par les Alliés pour les prestations en nature et de se renseigner auprès de M. Loucheur sur les facultés d'absorption par la France des quantités prévues dans l'accord de Wiesbaden.

De ceci on peut conclure que les Alliés savaient déjà à quoi s'en tenir sur les possibilités de paiement de l'Allemagne, puisque M. Rathenau n'a pas élevé les objections qu'on s'attendait à lui voir formuler.

12 janvier. — A la suite de la démission du président du Conseil, qui s'est produite dans la séance du 12 à la Chambre, la délégation française quitte Cannes. La retraite du cabinet est survenue à la suite de dissentiments graves qui s'étaient manifestés, au sujet des pourparlers de Cannes, entre le président du Conseil d'une part et le Président de la République et certains ministres, d'autre part.

Le nouveau ministère, présidé par M. Poincaré, reprendra les négociations interrompues en ce qui concerne le pacte franco-britannique et le règlement des différentes questions en suspens entre les deux pays.

13 janvier. — Le Conseil suprême s'est réuni pour la dernière fois dans la matinée du 13 janvier.

Au début de la réunion, M. Lloyd George, qui présidait, a donné lecture au Conseil du télégramme qu'il avait reçu de M. Briand pour l'aviser de sa décision, et le Conseil s'est associé aux paroles de regret dont le premier ministre anglais a accompagné cette lecture. M. Lloyd George a proposé l'envoi d'un télgramme à M. Briand, le remerciant à la fois de l'accueil que le Conseil avait trouvé en France, et de la manière dont il avait assuré la présidence et aidé aux résultats obtenus par la conférence de Cannes pour la reconstruction économique de l'Europe en espérant qu'ils produiraient leurs fruits.

Le Conseil a examiné ensuite la situation créée par le départ de la délégation française.

Les décisions pour lesquelles l'accord complet avait été réalisé deviendront opérantes. C'est le cas notamment de la conférence de Gênes, M. Bonomi a été chargé de lancer les invitations.

Au contraire, pour les décisions qui n'avaient pas un caractère définitif, il y aura lieu de les considérer à nouveau.

Décision de la Commission des réparations.

La Commission des réparations a été ensuite introduite. M. Louis Dubois a donné lecture de la décision prise par la Commission des réparations au sujet des échéances allemandes du 15 janvier et du 15 février. La délégation allemande a été introduite à son tour; lecture et notification lui ont été faites de cette décision.

Voici la décision de la Commission des réparations :

La Commission des réparations décide d'accorder au Gouvernement allemand un délai provisoire pour les payements des échéances du 15 janvier et du 15 février 1922, pour autant que ces échéances ne soient pas couvertes par des payements en espèces déjà faits ou à faire et par des livraisons en nature ou le produit du « Recovery act », reçu ou à recevoir aux dates fixées ci-dessus, sous réserve des conditions ci-après :

a) Pendant la période de délai provisoire, le Gouvernement allemand devra payer en devises étrangères approuvées la somme de 31 millions de marks-or tous les dix jours, le premier payement devant être effectué le 18 janvier 1922;

b) Le Gouvernement allemand devra, dans les quinze jours, soumettre à la Commission un projet de réformes ou de garanties appropriées pour son budget et sa circulation fiduciaire, ainsi qu'un programme complet de payements en espèces et de livraisons en nature pour l'année 1922.

c) La période de délai provisoire prendra fin aussitôt que la Commission ou les gouvernements alliés auront pris une décision sur le projet et le programme indiqué au paragraphe *b* sauf ce qui pourra être prévu autrement dans cette décision. La différence entre le montant effectif payé pendant la période de délai provisoire et les sommes dues pendant la même période en vertu de l'état des payements deviendra exigible et payable dans les quinze jours à partir de la date de la décision de la Commission des réparations ou des gouvernements alliés, suivant le cas.

Quand le projet et le programme dont il est question ci-dessus auront été reçus par la Commission des réparations, ils seront transmis immédiatement par la Commission aux gouvernements alliés qui seront ainsi dans la situation ou bien de traiter la question eux-mêmes ou bien de la renvoyer à la Commission des réparations pour être résolue par celle-ci.

M. Rathenau a pris acte de la décision de la Commission des réparations au nom du Reich, ajoutant qu'il n'y avait pas, selon lui, carence de l'Allemagne parce que des négociations étaient engagées relativement aux versements qu'elle doit effectuer le 15 janvier et le 15 février. Il a pris acte également de l'invitation faite à l'Allemagne de participer à la Conférence de Gênes.

Programme de la conférence de Gênes.

Le Conseil suprême s'est mis d'accord le 11 janvier, dans la séance qu'il a tenue avant le départ de Cannes de M. Briand, sur le programme des questions à discuter dans la conférence qui doit être convoquée à Gênes au début de mars, en vue de faciliter la renaissance économique de l'Europe.

But et conditions générales. — La résolution du 6 janvier 1922, qui a été publiée, expose les raisons qui, selon l'opinion unanime de toutes les nations représentées au Conseil suprême, rendent nécessaire un effort commun de tous les pays européens en vue de restaurer la vie économique de l'Europe, et afin d'écarter les obstacles qui s'y opposent actuellement. La résolution indique également les conditions fondamentales d'un pareil effort, celles-ci comprenant d'abord la reconnaissance par tous les pays de leurs dettes publiques et l'octroi de compensations. Elles comprennent aussi des dispositions d'ordre financier et monétaire offrant au commerce des garanties convenables et avant tout la paix entre les nations.

Parmi les objets essentiels de la Conférence figurera l'examen des mesures pratiques nécessaires pour l'application de ces principes, et en particulier pour assurer, sans porter atteinte aux dispositions des traités en vigueur, les conditions indispensables au rétablissement entre les nations d'une confiance, sans laquelle le commerce international ne peut être restauré.

Maintien de la paix. — La première condition, qui est d'importance primordiale pour la reconstruction de l'Europe, est d'établir les relations de toutes les nations européennes sur la base d'une paix stable et durable.

Questions financières. — La Conférence étudiera également, en même temps que les conditions financières qui s'opposent à la renaissance économique, les mesures de même ordre susceptibles de la faciliter. Elle examinera en particulier la situation financière dans les divers pays en tant qu'elle concerne l'œuvre de reconstruction, les changements rapides dans la masse et le pouvoir d'achat des monnaies nationales, les fluctuations dans la valeur relative de ces monnaies telle qu'elle se reflète dans les changes, ainsi que la répercussion sur ces problèmes de la situation et du statut des banques centrales et des banques d'émission.

La Conférence examinera les conditions dans lesquelles le crédit public et privé pourra être le mieux rendu disponible pour l'œuvre de reconstruction.

Questions économiques. — Les obstacles à cette renaissance européenne sont d'ordre économique autant que financier. Le Conférence examinera donc comment peuvent être éliminées les difficultés qui s'opposent actuellement au libre échange des produits des divers pays, spécialement par la suppression aussi rapide et aussi complète que possible des nouvelles entraves dues aux conditions d'après-guerre.

L'amélioration et le développement du système des transports attirera spécialement l'attention.

Il y a lieu de mentionner en outre, parmi les questions pouvant être utilement étudiées, les garanties que le commerce international doit trouver dans les lois et les systèmes juridiques, ainsi que dans le régime des documents commerciaux dans les divers pays, la possibilité pour les pays spécialement qualifiés de donner une aide expérimentée et technique, le statut des agents consulaires, la protection des droits de propriété industrielle, littéraire et artistique, les règlements concernant l'accès et l'établissement des étrangers désireux de se livrer à des opérations commerciales.

La Conférence de Washington et les sous-marins

La Conférence de Washington poursuivait ses travaux relatifs à la limitation des armements navals quand, le 22 décembre, se posa la question des sous-marins. La Grande-Bretagne en proposait l'abandon. Tout en en condamnant l'usage contraire aux règles depuis longtemps reconnues du droit maritime, la France, l'Italie, le Japon en demandaient le maintien. Les Etats-Unis, qui, le 2 avril 1917, étaient entrés dans la guerre à raison de la manière illégale, inhumaine, inique, dont l'Allemagne employait ses sous-marins, ne s'opposaient pas à leur utilisation, mais seulement à la violation, par leurs commandants, des lois de la guerre. Le 23 décembre, M. Balfour développe le point de vue britannique. Le 24 décembre, M. Hughes propose, pour les sous-marins, les limitations suivantes : Etats-Unis, Grande-Bretagne : 60.000 tonnes; France, Italie, Japon : tonnage actuel, soit 31. 391 tonnes pour la France; 31.452 tonnes, pour le Japon, et, pour l'Italie, 21.000 tonnes. Aucun de ces chiffres ne donnait satisfaction aux intéressés. L'Italie demanda 31.000 tonnes, le Japon 54.000 tonnes. La France, après avoir posé comme première limite, 154.000 tonnes, puis, par concession, 90.000 tonnes, maintint expressément ce dernier chiffre. Le 27 décembre, l'accord était fait sur les grands vaisseaux de guerre (*capital-ships*); le 28 décembre, il échouait sur les sous-marins, et, du même coup, la Grande-Bretagne refusait toute limitation des bâtiments légers.

Le soir même, M. Root déposait trois projets de résolution :

« I. Pour qu'un navire de commerce puisse être détruit, il doit avoir reçu l'ordre de se soumettre à la visite et à la perquisition en vue de déterminer son caractère. Un navire de commerce ne peut être attaqué que si, après avoir été averti, il refuse de s'arrêter pour se soumettre à la visite et à la perquisition ou de suivre la route qui lui est indiquée après saisie. Un navire de commerce ne peut être détruit que lorsque l'équipage et les passagers ont été préalablement mis en sûreté.

« Les sous-marins belligérants ne sont en aucune circonstance dispensés de ces règles universellement admises. Au cas où le sous-marin ne serait pas en mesure de capturer un navire de commerce en respectant les dites règles, le droit des gens reconnu l'oblige à renoncer à l'attaque et à la saisie et à laisser le navire de commerce continuer sa route sans être molesté. Les Puissances signataires invitent toutes les autres Puissances civilisées à adhérer à la reconnaissance de ce droit établi, de sorte qu'il puisse y avoir une entente publique universelle bien définie quant aux règles de conduite selon lesquelles l'opinion publique mondiale aura à porter un jugement sur les belligérants futurs.

« II. Les Puissances signataires, désireuses d'assurer le respect des lois de l'humanité reconnues par le Droit international qu'elles ont proclamées relativement à l'attaque, à la saisie et à la destruction des navires de commerce, déclarent, en outre, que toute personne, au service de quelque Puissance que ce soit, agissant ou non sur l'ordre d'un supérieur hiérarchique, qui violera l'une ou l'autre

des dites lois, sera considérée comme ayant violé les lois de la guerre et susceptible d'être jugée ou punie comme pour un acte de piraterie. Elle pourra être mise en jugement par les autorités civiles et militaires de toute Puissance sous la juridiction de laquelle elle sera trouvée.

III. Les Puissances signataires reconnaissent l'impossibilité pratique de se servir des sous-marins pour porter atteinte au commerce sans enfreindre les règlements universellement adoptés par les nations civilisées, pour la protection de la vie des neutres et des non-combattants, et afin que l'interdiction d'un tel emploi soit universellement reconnue comme faisant partie du droit des gens, déclarent consentir à une telle interdiction et invitent toutes les autres nations à y adhérer également.

Si les résolutions ainsi présentées sont adoptées, c'est la suppression de la guerre au commerce que la Grande-Bretagne redoute par dessus tout; en effet, si l'on admet que les Puissances signataires reconnaissent comme impossible d'employer les sous-marins sans violer les règles universellement acceptées par les nations civilisées pour la protection de la vie des neutres et des non-combattants, et si l'interdiction de l'emploi des sous-marins pour la destruction du commerce est universellement reconnue, c'est la suppression de la guerre sous-marine au commerce, que la Grande-Bretagne redoute par dessus-tout. Comme, d'autre part, la Grande-Bretagne affirme que les sous-marins ne sont d'aucune utilité dans la guerre aux forces navales, la France, qui vient, avec la plus grande fermeté, de réclamer pour elle 90.000 tonnes de sous-marins, ne peut laisser passer une pareille formule sans y contredire.

Aux principes posés par les deux premières résolutions Root, elle ne peut qu'acquiescer, car elles sont l'expression d'un point de vue qui toujours fut le point de vue français, non seulement celui des jurisconsultes, mais encore celui des marins. Vainement, au cours d'une discussion qui fut vive, Lord Lee croit-il pouvoir saisir, dans une étude du capitaine de frégate Castex[1], l'indication d'un revirement d'opinion :

Une nouvelle guerre de course, très facile à mener, n'ayant rien de commun avec l'ancienne, apparaît comme aisément réalisable. Les vieilles thèses s'effondrent devant les nouveaux engins. Les principes eux-mêmes n'ont plus rien d'invariable et sont ébranlés. Ce qui, jadis, était voué à l'insuccès, devient un jeu d'enfant, grâce aux sous-marins. Après quelques siècles d'attente, grâce à l'ingéniosité des hommes, on tient enfin l'instrument, le système, la martingale, pour tout dire, qui culbutera, cette fois définitivement, la puissance navale anglaise.

On va reprendre la conception des Pontchartrain, des Confédérés et des Conventionnels. Avec le sous-marin, tout ira bien[2].

1. *Synthèse de la guerre sous-marine*, dans la *Revue Maritime*, Janvier 1920.
2. *Revue Maritime*, Janvier 1920, p. 21.

C'est à tort qu'il lit ce passage comme une recommandation faite à la France. Car, à l'alinéa même qui constitue le développement, cette phrase précède : « *Ainsi raisonnent les Allemands* ». Si d'ailleurs le capitaine Castex avait eu, comme jadis Gabriel Charmes et l'amiral Aube, l'idée d'appliquer à la lettre cette maxime de Clausevitz : « La guerre est un acte de violence à l'emploi de laquelle il n'y a aucune limite », ou celle-ci, de l'amiral anglais Percy Scott : « En guerre, tout est barbare », c'eût été, comme dans le cas de Gabriel Charmes et de l'amiral Aube, une boutade individuelle, suivie d'une immédiate révolte du sentiment de toute la nation. Fait absolument caractéristique, tandis qu'en vertu des règles mêmes de sa publication dans la *Revue Maritime*, l'étude du capitaine de frégate Castex n'engageait que sa responsabilité personnelle, la doctrine officielle exposée la même année, en 1920, à l'Ecole Supérieure de la Marine, par le capitaine de frégate Laurent, professeur titulaire du cours de stratégie et de tactique, était catégorique :

La guerre de course, toujours autorisée par les conventions internationales, quand elle est faite par des bâtiments de guerre belligérants, est interdite sous la forme que lui ont fait revêtir les Allemands. Que les Prussiens aient considéré les engagements les plus solennels comme chiffons de papier, c'est leur affaire, mais ce n'est pas à des Français qu'il convient de suivre des traces aussi honteuses. La vie des sociétés humaines comme celle des individus repose sur la bonne foi mutuelle et les Français précisément ont trop de fois montré aux autres peuples le chemin de la loyauté pour qu'ils puissent à présent, sous l'effet de surprise que leur a causé la guerre sous-marine, renoncer à ce qui fait leur gloire dans le passé et ce qui peut encore faire, j'en suis convaincu, leur force dans l'avenir. Si, de nous-mêmes, nous nous rangeons dans le camp des sauvages, nous serons les premiers à en subir les conséquences.

Les meilleurs d'entre nous, frappés des dégâts formidables qui ont été le résultat de la guerre des sous-marins allemands et de la gêne terrible qu'ils nous ont causée, cherchent à l'expliquer et ils arrivent à excuser, même à légitimer cette guerre atroce, contraire à la fois à toutes les lois divines et humaines. *Nous ne saurions trop réagir contre cette tournure d'esprit. Restons Français.* Des lois, des traités existent qu'on ne viole pas impunément. C'est à nous, Français, qu'il appartient de donner l'exemple, bien persuadés que les peuples qui s'honorent d'être civilisés ne cherchent en ce moment, comme dans le passé lointain, qu'à prendre le mot d'ordre chez la mère de toutes les civilisations modernes.

Personne ne pouvait donc, sans erreur grave, soupçonner la France de revenir à l'arme sous-marine, dans les conditions mêmes où, pendant la guerre de 1914-1918, l'avait employée les Allemands. Demander des sous-marins, c'était pour la France s'assurer les moyens de protection indispensable à sa marine de commerce, et particulièrement à ses nombreux transports de troupes des colonies et protectorats à la Métropole, contre des attaques venues des navires de surface. C'était encore éventuellement s'assurer, par la construction de grands sous-marins capables de répondre aux règles de la guerre au commerce, au même titre que les navires de surface, la possibilité d'es-

sayer à l'occasion une guerre, — mais une guerre parfaitement régulière — au commerce ennemi. Toutefois, ce dernier point de vue, dans la pensée française, n'était que subsidiaire : « Au cours de la dernière guerre, crut pouvoir dire M. Balfour, les sous-marins se sont trouvés impuissants contre les navires de guerre, leur action n'a été vraiment efficace qu'à l'encontre de navires de commerce. Donc, en insistant pour une flotte considérable de sous-marins, ce que la France projette, ce n'est pas une guerre défensive, mais offensive contre le navire de commerce et par conséquent, contre la nation qui a le plus à craindre dans cette attaque, l'Angleterre, puisse son existence même dans la sécurité de ses communications par mer ».

Un tel soupçon — est-il vraiment nécessaire de le dire ? — est l'injustice même. Comme toutes les injustices, il a son point de départ dans l'erreur. Il n'est pas exact que le sous-marin se soit, au cours de la dernière guerre, montré impuissant contre le navire de combat. De nombreux exemples prouvent le contraire. S'il est vrai que la Grande Flotte a pu tenir la mer pendant plusieurs mois au milieu des sous-marins, sans qu'aucun de ses bâtiments fût touché, la France n'en a pas moins perdu 3 cuirassés, 5 croiseurs et plusieurs autres bâtiments, du fait des torpillages sous-marins. Elle n'a pas été seule à souffrir du sous-marin dans sa marine de guerre : la Grande-Bretagne et l'Italie y ont aussi perdu un certain nombre de navires de combat. Mais surtout, dans la défensive, le sous-marin ne s'est pas montré inutile : si l'Allemagne a maintenu ses côtes intactes, ce n'est pas seulement à la barrière de mines, dont elle les avait garnies, qu'elle l'a dû, mais encore à la force imposante des sous-marins, qui ne permettaient pas aux bâtiments dragueurs de mines de s'en approcher sans péril. Dans l'Adriatique, l'existence des sous-marins a même constitué un moyen puissant de l'action ennemie, tandis qu'aux Dardanelles, les Alliés se sont heurtés à l'action des sous-marins, non seulement lors des attaques principales, mais au cours des longs mois pendant lesquels ils sont restés accrochés à la presqu'île de Gallipoli.

Le sous-marin présente surtout cet exceptionnel avantage qu'il est tout particulièrement l'arme des nations qui n'ont pas une grande flotte : une escadre de sous-marins coûte moins qu'un *capital ship*. Il est de toute nécessité pour la France de protéger ses communications avec ses colonies et protectorats de l'Afrique du Nord : question aussi importante pour elle que, pour la Grande-Bretagne, peut l'être la protection de son ravitaillement. Loin d'avoir à suivre, comme le proposait la Grande-Bretagne dans l'établissement de sa limite maxima, une rigoureuse proportion avec celle des grands vaisseaux, croissant ou décroissant suivant que la limite des *capital ships* monte ou s'abaisse, c'est, non pas dans le sens d'une proportion semblable, mais dans celui d'une proportion contraire que doit se calculer la li-

mite maxima du tonnage sous-marin, les sous-marins d'une nation devant être d'autant plus nombreux que ses grands vaisseaux sont plus rares.

La France avait fait connaître ses vues sur la question des sous-marins, d'abord à la Conférence des préliminaires de Paix de Versailles, puis devant la Société des Nations, quand le représentant britannique s'opposa à l'octroi de sous-marins aux petites puissances baltiques : dans ces deux circonstances, l'opinion favorable à la conservation des sous-marins avait rencontré une approbation presque unanime des gouvernements représentés.

La France estime que le sous-marin est la seule arme qui permette actuellement à une nation faiblement pourvue de vaisseaux de ligne de se défendre sur mer.

Le sous-marin ne peut suffire (même en très grand nombre) à donner la maîtrise de la mer à un belligérant : ce n'est pas une arme de domination. Beaucoup plus défensif qu'offensif, à raison de son faible rayon d'action, le sous-marin n'est pas l'instrument de l'attaque, mais celui de la défense, ni l'agent de l'Impérialisme, mais celui de la protection du droit : ce n'est pas l'arme des forts qui peuvent être tentés d'abuser de leur force; c'est celle des faibles, que leur faiblesse même incline à la sagesse, à la justice et à la paix.

Pour ces raisons, la France demande :

1° La non-limitation du tonnage des sous-marins, ou, tout au moins, la liberté d'en construire, pour elle, jusqu'à 90.000 tonnes;

2° La non-proportionnalité du tonnage des sous-marins au tonnage des navires de guerre, puisque, d'autant moins forte est la protection par les grands navires, d'autant plus forte doit être la protection par les petits;

3° La non-limitation, en aucun cas, du tonnage individuel du sous-marin puisque, plus ce tonnage augmente, mieux le navire peut satisfaire aux règles de la guerre au commerce, en recueillant l'équipage et les passagers à bord avant toute destruction, ou, dans le cas contraire, en détachant, sur le navire de commerce, l'équipage de prise.

La France pouvait développer un tel point de vue avec une confiance d'autant plus grande que l'*Advisory Commitee* américain, dans lequel entrait cependant 4 dames, et le leader ouvrier Samuel Goupers s'était prononcé avec la dernière énergie contre une guerre sous-marine qui n'eût pas respecté les règles applicables aux navires de surface, mais, en même temps, avait déclaré que « le sous-marin est un instrument de puissance navale faible » et qu'aucune limitation ne doit s'imposer à la diminution de sous-marins. On ne saurait donc comprendre comment, pour s'être, comme tout autre pouvoir naval faible, réservé de compenser par des sous-marins son infériorité en grands navires, la France a déchaîné sur elle l'injuste suspicion dont elle s'est trouvée soudain frappée à Washington.

Une telle situation ne pouvait être que le résultat de la confusion, de l'équivoque et de l'erreur. De franches explications devaient dissiper ce pernicieux brouillard. « Je supplie Lord Lee, déclara solennellement l'Amiral de Bon, de croire que jamais la marine française n'a eu l'idée d'utiliser, non seulement contre l'Empire britannique, mais contre quiconque, les méthodes de guerre des sous-marins allemands pour lesquels nous éprouvons un sentiment d'horreur ».

Le sous-marin n'a jamais été l'arme de l'Impérialisme, affirmait avec autorité M. Sarraut. Comment, ajoutaient les techniciens, supposer qu'une guerre sous-marine pût agir contre l'Angleterre, alors qu'avec sa prépondérance en grands navires, elle peut aisément, en bloquant les bases navales de son adversaire, rendre extrêmement difficile la sortie et l'action des sous-marins? Quand la France eut affirmé, en dépit des plus vives instances de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis, qu'elle ne pouvait réduire le chiffre de ses sous-marins à une limite inférieure à 90.000 tonnes, la position prise par elle était inébranlable et d'ailleurs ne devait, au cours des discussions qui suivirent, être à aucun moment ébranlée.

Le IV[e] Congrès International de droit aérien

Le 19 décembre, s'ouvrait à Monaco, sous le haut patronage de S. A. S. le Prince Albert I[er] et sous la présidence d'honneur de M. Le Bourdon, ministre d'Etat, assisté de M. Lagouëlle, conseiller d'Etat, directeur des études juridiques de la Principauté, le 4[e] Congrès International de droit aérien.

Déjà, à Paris, en 1911, à Genève, en 1912, à Francfort, en 1913, les multiples compétences judiciaires groupées, dans l'étude d'un droit nouveau, par la double initiative de MM. d'Hooghe et Delayen, sous la présidence d'honneur de M. Millerand, président effectif du Congrès de Paris, avaient commencé l'élaboration délicate d'un projet de Code de l'air.

Les progrès accomplis dans le domaine de la technique, la mise au point de plus d'une question à la lumière décisive de la guerre, enfin l'élaboration, depuis la paix, de nouveaux textes soit internationaux, soit internes, donnaient à la réunion un intérêt marqué. Quinze gouvernements, sans compter la Société des Nations, suivaient officiellement les débats auxquels prirent part, sous la présidence de M. de Lapradelle, de nombreuses personnalités scientifiques et, notamment MM. Ripert, Cohendy, Hamel, des Facultés de Droit, Henry-Couannier, de l'Institut des Hautes Etudes Internationales (France), Cogliolo (Italie)

des maîtres spécialistes du Barreau, MM. Clunet, Talamon, Imbrecq, Dieusy, Seyrol (France), Perowne (Grande-Bretagne) Pittard (Suisse), Wolterbeck Muller (Hollande), Thieffry (Belgique).

Accueillis par une éloquente bienvenue de M. Le Bourdon, au nom du Prince illustre dans la science dont la pensée va des abîmes aux cimes, (*ex abyssis ad alta*), les Congressistes ont commencé leurs travaux par l'examen de la Convention relative à la navigation aérienne du 13 octobre 1919, sur le remarquable rapport, conçu de manière objective, de M. Henry-Couannier. Le rapporteur relève d'abord un certain nombre d'omissions : l'absence de réglementation de la guerre aérienne, la convention s'étant limitée à l'état de paix; le manque de règles communes à tous les Etats concernant la responsabilité pour dommages causés par les aéronefs à la propriété privée; enfin l'absence de distinction entre le vol de nuit et le vol de jour. Le rapporteur signale ensuite comme susceptible de retouches: l'art. 7 relatif à la nationalité des aéronefs, qui ne paraît pas suffisamment explicite, lorsque les aéronefs sont la propriété d'une société; l'article 15 qui oblige à atterrir les aéronefs transitants au-dessus d'un Etat, si les règles de police de l'Etat survolé jugent un tel atterrissage nécessaire, tandis qu'il ne prévoit pas qu'on puisse obliger à atterrir sur un point quelconque un aéronef qui se propose de terminer son vol dans l'État survolé; enfin l'art. 34 qui détermine la composition de la Commission Internationale de Navigation Aérienne (C. I. N. A.) en donnant la majorité dans cette Commission aux cinq grandes puissances alliées.

Tout en reconnaissant que la Convention du 13 octobre 1919 est manifestement perfectible, mais pensant qu'avant de la perfectionner il est préférable de l'accepter immédiatement telle quelle, le Congrès, à l'unanimité des nationalités représentées, prie les gouvernements des Etats signataires de la Convention du 13 octobre 1919 sur la navigation aérienne, ou de ceux qui ont été invités à y adhérer, de prendre toutes mesures utiles pour que cette convention entre le plus tôt possible en vigueur.

Une seule abstention se produisit. Le représentant officiel du gouvernement des Etats-Unis fit observer qu'il ne pouvait s'associer à ce vœu, non pas pour des raisons d'ordre technique ou juridique, propres à la navigation aérienne, mais simplement parce que la Convention faisait, en un certain nombre de ses textes, et notamment à propos de l'organisation de la C. I. N. A., mention de la Société des Nations.

Reprenant, au rapport du Professeur Pittard, de Genève, le texte du projet du Code de l'air arrêté à la veille de la guerre à la suite des précédents Congrès de Paris, 1911, Genève, 1912, Francfort, 1913, le Congrès s'est ensuite demandé dans quelle mesure ce texte devait être modifié pour répondre aux transformations qui s'étaient opérées dans

la pratique. Tout en maintenant dans son ensemble le projet antérieurement voté, le Congrès a cru devoir, soit dès maintenant le modifier, soit tout au moins le remettre à l'étude en plusieurs de ses dispositions. D'importantes décisions ont été prises. La nationalité de l'aéronef doit être déterminée par celle du propriétaire. La co-propriété d'un aéronef n'est possible que si les 2/3 au moins des co-propriétaires ont la même nationalité, qui dès lors se communique à l'appareil. Enfin, sur la proposition de M. Ripert : « Hors le cas de nécessité, les aéronefs ne peuvent atterrir que sur les aérodromes ouverts au public ».

En ce qui concerne les assurances, le Congrès a émis le vœu qu'elles devinssent obligatoires, tant en ce qui concerne le personnel que le matériel. Sur la clause d'irresponsabilité, un vif débat s'est engagé, les uns demandant que la clause d'irresponsabilité fût permise, les autres qu'elle fût interdite : la question a été renvoyée pour une étude plus approfondie au prochain Congrès, ainsi que celle du privilège et de l'hypothèque sur laquelle s'est ouverte une discussion riche en aperçus profonds.

En terminant leurs travaux, les Congressistes affirmèrent leur dessein nettement arrêté d'appliquer à l'étude du régime international de l'air, envisagé sous ses multiples aspects, toutes les ressources de l'information documentaire et toute la rigueur de la méthode scientifique, suivant un plan largement tracé.

La prochaine réunion, sur l'invitation officielle du Gouvernement Tchéco-Slovaque, apportée par le Professeur Hobza, se tiendra à Prague en septembre 1922.

La Société des Nations en 1921.

Il n'y a guère de questions d'importance internationale auxquelles la Société n'ait été mêlée d'une manière ou d'une autre. La Société s'est occupée de problèmes politiques, économiques et humanitaires et, dans un certain nombre de directions, des progrès sensibles ont été accomplis, bien qu'ils ne soient pas toujours de ceux qui provoquent un vif intérêt dans l'opinion publique.

L'attention du public a été sans doute attirée surtout par la création de la Cour permanente de Justice internationale, la recommandation du Conseil au sujet de la Haute-Silésie et le désarmement.

La création de la Cour, à laquelle M. Bourgeois a pris une part considérable, représente le plus grand effort constructif de la Société ; elle est une des assises essentielles de cet édifice et un moyen efficace pour la réglementation pacifique des différends internationaux.

On n'était pas sans inquiétude, lors de la première Assemblée, sur la possibilité d'obtenir en temps voulu un nombre de ratifications suffisant pour procéder à l'élection des juges. La lenteur des formalités de ratification dans chaque pays justifiait cette inquiétude. Or, pendant les neuf mois qui se sont écoulés entre le vote par la première Assemblée du statut de la Cour et la réunion de la seconde Assemblée, le nombre des ratifications nécessaires (25) fut dépassé. Ce résultat, en lui-même, était important et l'élection des juges a pu avoir lieu sans difficulté. Les nations représentées à la Cour sont les suivantes : Amérique, Brésil, Chine, Cuba, Danemark, Espagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon, Pays-Bas, Roumanie, Norvège, Suisse et Yougoslavie.

La première session de la Cour est convoquée pour le 30 janvier, à La Haye.

Parmi les questions que la Société eut à traiter, il en est peu qui aient provoqué autant d'intérêt que celle de la Haute-Silésie. Les principales Puissances alliées n'avaient pu arriver à un accord sur ce point qui est de toute première importance, tant au point de vue politique qu'au point de vue économique. Finalement, elles avaient décidé de demander au Conseil de la Société de faire une recommandation au sujet de la délimitation de la frontière de la Haute-Silésie entre l'Allemagne et la Pologne. Le Conseil accepta l'invitation qui lui était faite et, du même coup, la question cessa d'être un sujet de controverse politique pour devenir un sujet de discussion juridique.

La Société était nécessairement liée, dans l'élaboration de sa recommandation, par les clauses du Traité de Versailles, qui posaient un certain nombre de principes définis pour le règlement du sort de la Haute-Silésie. Le Conseil soumit l'ensemble des faits à un examen indépendant et s'efforça d'interpréter loyalement et dans un esprit d'équité les stipulations du Traité. Il fut amené à conclure, étant donné les résultats du plébiscite, qu'il était nécessaire de diviser la région industrielle de la Haute-Silésie, mais étant donné la répartition géographique de la population et le mélange des éléments ethniques, le Conseil prit des mesures, en vue d'assurer, pendant la période provisoire d'adaptation, la continuité de la vie économique de cette région; s'appuyant sur ce principe, il traça une ligne de démarcation et recommanda l'adoption, par la Pologne et l'Allemagne, d'un certain nombre de garanties économiques qu'il considérait comme vitales. La recommandation fut acceptée par les principales Puissances alliées, puis par la Pologne et par l'Allemagne; les négociations prévues entre les deux Etats, en vue d'assurer la conclusion des accords nécessaires pendant la période de transition, témoignent d'un esprit de conciliation qui permet d'espérer le succès du projet établi par le Conseil.

En matière d'armements, l'action de la Société, nécessairement prudente, a fait cependant des progrès. Dans ce domaine, comme dans quelques autres, la Société a été gênée par un fait, dont les Membres de la Société ne peuvent pas ne pas tenir compte, et qui est son manque d'universalité. Pour cette raison, l'aspect naval du problème des armements présentait des difficultés qui ont paru presque insurmontables, mais la Conférence de Washington a réuni toutes les grandes Puissances navales, ce que la Société n'aurait pu faire pour des raisons évidentes, et, de ce point de vue, la Conférence a été d'une aide précieuse pour la réalisation de l'objet et du but même de la Société.

La question des armements terrestres présente des difficultés d'un autre ordre; cependant la deuxième Assemblée a établi certains projets précis qui fournissent les éléments d'une solution éventuelle. C'est ainsi qu'elle a invité la Commission temporaire mixte à élaborer un plan général de réduction des armements qui devrait être présenté au Conseil, si possible, avant la réunion de l'Assemblée en 1922; elle lui a demandé, en outre, de procéder à une enquête statistique complète des armements de tous les pays, en distinguant les forces militaires et de police nécessaires à la sécurité intérieure et les forces nécessaires à la défense nationale.

On convoquera, si possible, avant la prochaine Assemblée, la Conférence internationale sur la fabrication privée et le commerce des armes et l'on essaiera d'obtenir la ratification, par tous les Etats, de la Convention de Saint-Germain sur le trafic des armes. Un nouvel appel a été adressé aux gouvernements en vue de les inviter à prendre l'engagement de ne pas dépasser, pendant les deux années fiscales qui suivront le prochain exercice, le chiffre global des dépenses militaires, navales et aériennes prévu pour cet exercice. Enfin, sur un certain nombre d'autres points, l'Assemblée a adopté des résolutions qui peuvent devenir le point de départ d'une action définitive en matière de réduction des armements.

La Société s'est occupée de bien d'autres questions d'une importance presque égale. La plus difficile a été le différend entre la Pologne et la Lithuanie au sujet du territoire de Vilna. La Société n'a pas cessé de travailler à un accord, et, bien qu'elle n'y ait point réussi jusqu'à présent, il n'en reste pas moins que la paix est maintenue entre les deux pays depuis plus d'un an.

La Société s'est également beaucoup occupée, à la fin de l'année, d'un autre différend qui avait surgi entre l'Albanie et la Yougoslavie et dont la cause était surtout, jusqu'à ces derniers temps, l'absence d'une frontière nettement délimitée. A la demande du Gouvernement anglais, dont l'attention avait été attirée sur de sérieux incidents survenus à la frontière albano-serbe, le Conseil de la Société fut convoqué dans le même temps que la Conférence des Ambassadeurs fai-

sait connaître sa décision au sujet de la fixation des frontières de l'Albanie. Le Gouvernement albanais et le Gouvernement yougoslave prirent l'engagement de respecter la décision de la Conférence et la Commission de la Société, qui a été nommée pour suivre les événements sur place, a fait savoir que le retrait des troupes derrière la frontière fixée s'opérait sans incident. Les deux pays ont assuré le Conseil de leur désir d'entretenir entre eux des relations de bon voisinage.

La question très complexe de la souveraineté des îles d'Aland a été soumise à la Société. La solution qu'elle a trouvée a été loyalement acceptée par la Suède et par la Finlande et suivie d'une Convention sur la non-fortification et la neutralisation de ces îles. La décision du Conseil place les îles d'Aland sous la souveraineté de la Finlande, tout en stipulant, pour la population des îles, un certain nombre de garanties nouvelles, dont l'application est placée sous garantie de la Société des Nations.

Le projet de la Société pour la restauration financière de l'Autriche est une tentative de mise en pratique des principes adoptés à l'unanimité par la Conférence financière de Bruxelles. Il prévoit d'énergiques réformes intérieures, en même temps qu'une aide extérieure qui serait fournie par l'application du projet ter Meulen. L'Autriche a accepté d'entreprendre des réformes fondamentales et elle a déjà commencé à le faire. Toutefois, la réalisation du projet de la Société dépendait essentiellement de la renonciation, pour une période de vingt ans, de la part des gouvernements, aux hypothèques qu'ils détiennent sur l'Autriche. A deux ou trois exceptions près, tous les Etats ont accepté de suspendre leurs hypothèques, mais, parmi ceux qui n'ont point encore fait connaître leur réponse, se trouve le plus gros créancier de l'Autriche; or, le projet ne peut être mis à exécution, tant que ce créancier n'aura pas fait connaître son acquiescement définitif. Pour ce qui regarde la Société, son projet est prêt depuis plusieurs mois. La responsabilité du retard n'incombe pas à la Société elle-même et elle n'incombe que pour une part à quelques-uns de ses membres. Ce retard est regrettable à plus d'un titre, car on avait toujours espéré qu'une tentative sérieuse pour remettre de l'ordre dans cette partie de l'Europe, qui est la plus gravement troublée au point de vue financier, serait le signal d'une amélioration générale en Europe Centrale et qu'elle ne manquerait pas d'exercer une heureuse répercussion sur le reste de l'Europe et, en général, sur le monde. On s'explique, pour cette raison, que l'opinion publique se soit intéressée à ce projet de la Société, de la même manière qu'elle s'est intéressée au règlement de l'affaire de Haute-Silésie. Le problème de la Haute-Silésie a été résolu et si la restauration de l'Autriche ne tarde pas trop, on peut espérer que la Société aura fondé ainsi, sur deux bases solides, la stabilité de l'Europe.

La question d'Arménie a été de nouveau soumise à la Société et l'Assemblée a décidé de demander aux Puissances alliées et associées de prendre des mesures, quand elles procèderont à la revision du Traité de Sèvres, pour donner aux Arméniens un foyer national entièrement indépendant; on a offert, d'autre part, l'aide pratique de la Société pour la reconstruction du pays au moment voulu.

En ce qui concerne les fonctions administratives de la Société, les résultats obtenus ont été satisfaisants.

A Dantzig, quelques accords importants ont été signés entre la Ville libre et les Polonais. Comme bien d'autres parties de l'Europe, Dantzig a des difficultés économiques et financières; le Comité financier de la Société a fait une enquête à ce sujet. L'administration du Bassin de la Sarre a présenté, elle aussi, des difficultés du même ordre. La Commission de gouvernement s'est donné beaucoup de peine pour accomplir sa tâche et ses efforts lui ont valu l'approbation unanime du Conseil de la Société.

Un des événements importants de l'année fut la mise en action du système des mandats, bien que, par suite d'un retard dans le règlement de quelques points qui ne sont pas de la compétence de la Société tous les termes des mandats n'aient pas encore été approuvés définitivement. Le système a pu, néanmoins, être appliqué, parce que les Puissances mandataires ont bien voulu faire savoir qu'elles entendaient administrer les territoires conformément aux termes de ces projets, en attendant leur approbation définitive par le Conseil, et qu'elles soumettraient à la Société le rapport annuel prévu par le Pacte. La Commission permanente des mandats s'est réunie une première fois pour examiner quelques-uns de ces rapports, et l'on peut considérer que la Société est maintenant en état de remplir l'une des plus importantes obligations que le Pacte lui ait fixées.

Pour le reste, on ne peut que donner une idée générale de l'activité extrêmement variée de la Société.

Une convention déjà signée par un grand nombre d'Etats a été élaborée en vue de combattre la traite des femmes et des enfants. Un Haut Commissaire, P. Peet (Américain), a été nommé pour s'occuper de la restitution des femmes et des enfants déportés en Asie Mineure. Le Dr Nansen, Haut Commissaire de la Société, a fait savoir, à la fin de l'année, que le rapatriement des prisonniers de guerre pouvait être considéré comme terminé. Pour la somme de 400.000 livres sterling, 400.000 homme environ ont été rendus à leurs familles. Le Dr Nansen s'occupe en même temps, pour la Société, d'assurer un établissement et du travail aux réfugiés russes. La Société a obtenu, à peu de frais, des résultats précieux dans la lutte contre le typhus en Pologne. Encore a-t-elle été obligée de limiter ses efforts aux contributions en argent qu'elle a pu obtenir des Gouvernements qui avaient été invités à lui prêter leur concours financier.

On a institué, conformément aux articles 23 et 25 du Pacte, une organisation d'hygiène qui se compose d'une Commission provisoire d'hygiène et d'une Section d'hygiène auprès du Secrétariat, avec un directeur médical à sa tête. La Commission des épidémies de la Société, dont l'œuvre n'a pas peu contribué à enrayer l'expansion du typhus en Pologne, a été fondue dans cette organisation d'hygiène. Le Comité d'hygiène, réuni en août, a convoqué en décembre, à Londres, une conférence technique pour s'occuper de l'unification des sérums antitoxiques.

Des mesures ont été prises pour régulariser le trafic de l'opium. Les gouvernements ont été instamment priés d'exercer un contrôle plus strict sur les importations. Une enquête est instituée en vue de déterminer les quantités moyennes d'opium qui sont nécessaires pour les besoins médicaux et scientifiques et la Commission consultative de la Société a été autorisée à étendre ses recherches à toutes les drogues nuisibles et à convoquer à cet effet, si elle le juge bon, une conférence internationale.

Des projets sont en préparation pour réaliser la coopération internationale dans le domaine du travail intellectuel.

La Société s'est encore occupée des questions économiques et financières internationales. Une conférence importante des communications et du transit s'est réunie à Barcelone sous la présidence de M. Hanotaux. Au lendemain de la guerre, le rétablissement des échanges a été entravé par les différences de législations et les formalités de tous genres imposées au commerce international. Il s'agissait de faire disparaître ces obstacles et d'établir en matière de transport un minimum de législation économique applicable dans tous les pays du monde. Pour cela, le Conseil de la Société des Nations avait convié des fonctionnaires et des techniciens de tous les Etats à mettre en commun leur expérience. Il leur avait demandé de rédiger des conventions générales consacrant les règles qui doivent permettre d'assurer la libre circulation des matières premières et des produits fabriqués indispensables à la vie des peuples. Les travaux de la Conférence ont abouti à la rédaction de deux conventions, déjà ratifiées par de nombreux Etats, sur la liberté du transit et sur le régime international des voies navigables et à deux séries de recommandations sur les ports et les voies ferrées. Une Commission consultative a été nommée, qui est chargée de veiller à l'application et à l'élargissement des principes posés par la Conférence.

La Société a pris les mesures nécessaires à la protection des minorités dans plusieurs pays de l'Europe. Un certain nombre de résolutions de l'Assemblée constituent des interprétations et des amendements au Pacte, notamment à l'article 16 (blocus économique) qui a été rendu plus précis. De nouvelles dispositions ont été prises pour

assurer la répartition des dépenses, ainsi que pour la procédure à adopter pour l'entrée en vigueur des amendements au Pacte. Ces changements deviendront effectifs quand ils auront été ratifiés par tous les Membres du Conseil et par la majorité des Membres de l'Assemblée. Les propositions d'amendements relatifs à l'article 4 (composition du Conseil), à l'article 10 (intégrité territoriale) et à l'article 18 (enregistrement des traités) ont été renvoyées à la prochaine Assemblée.

Au cours de l'année, le nombre des Membres de la Société a passé de 48 à 51 et les prévisions budgétaires pour l'année 1922 ne s'élèvent qu'à un million de livres sterling, y compris les frais du Bureau international du Travail. Ces dépenses sont couvertes par les contributions des gouvernements des Etats Membres de la Société et elles sont légèrement inférieures aux prévisions budgétaires de l'année précédente.

Tout le travail de l'année 1921 s'est accompagné de nombreuses sessions du Conseil, de réunions d'experts et de conférences (telles que la Conférence du transit, la Conférence sur la traite des femmes et des enfants, la Conférence sur les réfugiés russes) et d'un grand nombre de commissions. A ces conférences ont assisté parfois certains des pays qui ne font pas partie de la Société. Le programme prévu pour l'année 1922 est considérable. L'année nouvelle s'ouvre le 10 janvier, par une session du Conseil qui sera suivie, peu de temps après, par la session inaugurale de la Cour permanente de Justice internationale.

L'inauguration de la Cour permanente de Justice internationale, sous la présidence de M. Loder, aura lieu, à La Haye, le 15 février.

***

A TRAVERS LES LIVRES

Henri Lyonnet, *Les Premières de Molière*, Paris, Delagrave, 1921.

Jules Truffier rédige la préface de ce volume, « un bon livre, dit-il, qu'il fallait faire ». Il rappelle que M. Lyonnet est « l'un des hommes de France qui le mieux connaissent l'histoire du théâtre ». Il définit le but de l'auteur : « Réduire de beaucoup en faveur des esprits curieux, la peine de chercher dans les archives, dans les bibliothèques, des documents souvent épars et peu connus... Permettre de se procurer maints livres rares... Donner une idée exacte du milieu dans lequel vécurent, circulèrent Molière et les personnages qu'il coudoya; des villes et des salles où furent jouées les pièces ».

M. Lyonnet consacre un chapitre à chaque pièce. Il aborde directement le sujet : « Nous sommes à Lyon, à la fin de 1652. Les amateurs de spectacle apprennent qu'une troupe dramatique française vient d'arriver en leur ville ». Molière parcourt la France en compagnie de cette troupe, dite alors de la « Béjart ». M. Lyonnet retrace brièvement les aventures théâtrales à la suite desquelles le fils du tapissier Poquelin entre dans cette troupe, puis il évoque chacun des acteurs : Madeleine Béjart, « grâce à elle, la troupe est la mieux pourvue, la plus magnifique en habits qu'il y ait en Province »; Joseph Béjart, frère de Madeleine, premier rôle « bien qu'il fût ou ait été bègue »; Geneviève Béjart, leur sœur, « Hervé » au théâtre; du Fresne, directeur de la troupe; René Berthelot, dit du Parc, « son obésité précoce va le servir dans les rôles de valet ». A Lyon, du Parc se marie. Mademoiselle du Parc, très belle, « deviendra une des principales étoiles de la troupe de Molière ». Les comédiens ont parcouru le Sud-Ouest et le Midi de la France. Partout, ils ont été accueillis avec succès.

Ils dressent des galeries et des loges dans un jeu de Paume situé « entre la rue de l'Angile et l'impasse de la Douane », et, en mars 1653, à l'occasion des fêtes du Carnaval, Molière donne officiellement sa première pièce, l'*Etourdi*.

L'*Etourdi* est emprunté au répertoire italien de Beltrame. Le per-

sonnage italien « Scappino » jouait sous un masque marron avec des moustaches châtain. « Passant sur la scène française le personnage prit des vêtements rayés. Du masque italien il ne conserva que le nom : Mascarille (maschera) »

« Cette pièce dans laquelle Molière tenait le rôle principal, Mascarille, eut à Lyon un succès prodigieux ». La recette fut de 400 livres.

« L'accueil fait à Lyon à nos comédiens avait été tel, qu'ils résolurent aussitôt de faire de cette ville le centre de leur exploitation ». Ils continuent ainsi à parcourir le Midi, très aidés par le prince de Conti qui les considère comme sa troupe officielle. Mais, en 1656, Conti partit pour Paris, et, le Prince parti, « Molière n'ignorait pas qu'il ne fallait guère plus compter que sur lui-même ». Ce fut alors qu'il jugea opportun de donner sa seconde comédie « digne de ce nom, *le Dépit Amoureux* ». Molière était alors à Béziers où s'ouvraient les Etats Généraux du Languedoc. « Le jour de la première, il fit distribuer gratuitement des billets d'entrée aux députés... Mais l'Assemblée des Etats fit notifier aux Comédiens « d'avoir à retirer les billets distribués et faire payer, s'il leur semblait bon, les députés qui iraient à la Comédie ».

Joseph Béjart créa Eraste; du Parc, Gros-René; Mlle de Brie, Lucile; Madeleine Béjart, Marinette. « L'opinion générale est que Molière devait représenter Albert, père de Lucile, rôle supprimé dans la refonte ».

La troupe passe ensuite à Nîmes, Lyon, Avignon, Rouen enfin. « Les amis de Molière lui conseillèrent, non pas de venir à Paris, mais de s'en approcher... » A Rouen, Molière connaît les deux Corneille, et après quelques voyages à Paris, « fait agréer ses services à Monsieur, frère du Roy ».

Le 24 octobre 1659, dans la salle des gardes du vieux Louvre, on monte un théâtre et la troupe de Molière joue *Nicomède*. A la fin de la représentation Molière vint sur la scène et supplia le Roi « très humblement qu'il lui donnât un de ces petits divertissements qui lui avaient acquis quelque réputation ». On joua le *Dépit Amoureux*. On accorde à Molière la salle du Petit Bourbon qu'il partage avec les Comédiens italiens.

Le 18 novembre 1659, première représentation des *Précieuses Ridicules*. Molière procède avec un soin minutieux à la distribution des rôles. « Par une manœuvre fort habile » il conserve à Gorgibus et Jodelet « les noms sous lesquels ils sont connus du public ». Les *Précieuses* n'ayant qu'un acte, on commence par *Cinna*. « La recette qui oscillait entre 300 et 70 livres monte à 533 livres; puis bondit », le lendemain, à 1.400.

M. Lyonnet cite les deux seules critiques que nous possédions sur cette première : le compte-rendu de Loret dans sa *Muse historique*, et le « *Récit en prose et vers de la Farce des Précieuses* » par Mlle des Jardins.

28 mai 1660. *Le Cocu imaginaire*. 300 livres de recettes. « Sans al-

ler aux nues, la pièce fut jouée 34 fois de suite avec des gains fort respectables ».

La construction de la colonnade du Louvre expulse la troupe du Petit Bourbon. Mais, grâce au Roi, elle est gratifiée du Palais-Royal. M. Lyonnet décrit minutieusement l'aménagement de ce théâtre.

Molière ne transportait généralement pas sur son théâtre les ballets dont on agrémentait ses pièces à la Cour. Cependant, en 1670, comme il fait réparer la salle pendant qu'il donne Psyché (17 janvier 1671) aux Tuileries, il fait « rétablir les dedans qui avaient été faits à la hâte..., raccommoder toutes les loges et amphithéâtres, bancs et balcons », relate Lagrange.

« Le 15 avril, après une délibération de la Compagnie de représenter Psyché qui avait été faite pour le roy... on commença à faire travailler tant aux machines, décorations, musiques, ballets et tous les ornements nécessaires pour ce grand spectacle. Jusqu'ici les musiciens et musiciennes n'avaient point voulu paraître en public; ils chantaient à la Comédie dans des loges grillées et treillissées, mais on surmonta cet obstacle, et avec quelques dépenses on trouva des personnes qui chantèrent sur le théâtre à visage découvert. Les frais et dépenses, menuiserie, peintures, bas de soie etc... se sont montés à la somme de 4359 livres 1 sol ».

Le montant des frais ordinaires pendant le cours des représentations était de 351 livres 1 sol. La première de *Psyché* rapporta 1022 livres, et la pièce eut 37 représentations consécutives.

« Cet ouvrage n'est pas tout d'une main », dit Molière. Corneille et Quinaud avaient collaboré avec lui.

En attendant que fussent terminés les préparatifs de Psyché, Molière avait représenté les *Fourberies de Scapin*, (26 mai 1671). « Comme directeur, il a tout un genre de clientèle à conserver ». Représentation sans éclat. « Les *Fourberies* boucheront un trou en attendant ». La recette, 545 livres 10 sols.

11 mars 1672. *Les Femmes Savantes.* On admet que la pièce fut jouée devant la Cour avant de paraître au Palais-Royal. « L'annonce de cette pièce fait encaisser 1735 livres et, cependant, il faut changer l'affiche après 20 représentations ». Les comptes rendus de cette première sont rares. Le plus connu est celui de Visé au commencement de 1672 dans le *Mercure Galant.* M. Lyonnet le transcrit presque entièrement.

4 février 1661. *Don Garcie de Navarre,* comédie héroïque. Insuccès.

24 juin 1661. L'*Ecole des Maris.* « Un événement pour les habitués du théâtre ». La recette monte de 410 livres le 1er jour à 1.132 le 9e.

Le 11 juillet la troupe est mandée à Vaux chez Fouquet; le 13 à Fontainebleau chez le Roi. A dater de ce moment, la troupe quitte fréquemment le Palais-Royal pour Saint-Germain-en-Laye, Versailles

Chambord. Le Roy mande ses Comédiens et propose des sujets à Molière, pièces « par ordre ».

Les Fâcheux (17 août 1661) : « Je pris ceux qui s'offrirent d'abord à mon esprit, et que je crus les plus propres à réjouir les augustes personnes devant qui j'avais à paraître », dit Molière.

M. Lyonnet décrit la construction de la scène, les vêtements des acteurs, rapporte les critiques et l'accueil fait par la Cour. Ensuite, il suit les « pièces sur commande » sur la scène de Palais-Royal où Molière les monte pour son public accoutumé. Pièces sur commandes : L'*Impromptu de Versailles* (14 octobre 1663), *Le Mariage Forcé* (23-31, janvier 1664). *La Princesse d'Elide* (8 mai 1664). *L'Amour Médecin* (14 septembre 1665), *Mélicerte* (2-5 décembre 1666), *Psyché* (17 janvier 1671), agrémentés de ballets où figure le Roi...

Revenons au 26 décembre 1662 « pour assister à la représentation de l'*Ecole des Femmes*, au théâtre du Palais-Royal. « Molière a voulu une interprétation de premier ordre ». Il se charge du rôle d'Arnolphe. « Le succès dépassa toute attente ». Une recette extraordinaire : 1518 livres.

L'*Ecole des Femmes* bouleverse Paris. Le 1er juin 1663, Molière présente sa « *Critique de l'Ecole des Femmes* » et dès lors « chaque représentation sera double ». « Molière se garde bien de paraître en personne. Il confie sa cause à ses meilleurs lieutenants ».

15 Février 1665 : *Don Juan*, dont le théâtre du Palais-Royal a la primeur. Le sous titre « *le Festin de Pierre* » attire la foule. Molière s'occupe de la mise en scène avec un soin « particulier » (mémoire de peinture faite pour les Comédiens Français, retrouvé par Monval dans les Archives de la Comédie Française). Les frais de décoration dépassent 1000 livres.

La recette : 1830 livres le 1er jour. 2.390 livres le 5e. « Néanmoins, quelques traits hasardés ont blessé le public de la première... quelques passages ont dû être modifiés dès la seconde, et les critiques se résument dans une brochure : « Observations sur une Comédie de Molière (10 mai 1665) » M. Lyonnet cite quelques passages de cet opuscule.

4 juin 1666. *Le Misanthrope*. « Il faut en finir, constate M. Lyonnet, avec cette légende représentant le Misanthrope tombé dès son apparition ».L'auteur expose comment on a mal interprété certaine phrase de Grimarest (Vie de Molière), comment la Cour étant à Fontainebleau, Molière n'eut que le gros-public « lequel ne connaissait guère le genre noble dans la comédie de caractères ».

M. Lyonnet cite le compte rendu élogieux de Subligny dans la *Muse Dauphine*, celui du jaloux de Visé lui-même : « *Lettre sur le Misanthrope* ». Aucune critique ne parut contre la pièce.

Molière interrompt les représentations le 6 août 1666 pour donner le

Médecin malgré lui : la recette ne dépasse pas 632 livres. Molière reprend *le Misanthrope* et le *Médecin malgré lui* dans un même spectacle ; la recette remonte à 973 livres !

L'*Avare* : 9 septembre, 1668. « Jamais pièce ne fut plus mal accueillie ». « Le public ne pouvait admettre qu'une pièce sérieuse fût écrite autrement qu'en vers ». Le public fut désorienté. « On vint le premier jour par curiosité, mais la recette tomba de 1069 livres à 495 puis 271... L'ouvrage ne trouve grâce que devant Robinet (lettres du 15 et du 22 septembre).

Tartufe. M. Lyonnet relate minutieusement la série des vicissitudes de cette pièce entre la représentation des 3 premiers actes à Versailles en mai 1664, après la *Princesse d'Elide*, et la première représentation autorisée le 5 février 1669 : mise à l'index en 1664 à la suite d'une campagne janséniste, lecture de la pièce au légat du pape, 1er placet de Molière au Roy, lecture chez Madame 31 juillet 1667, 1re représentation le 5 août 1667 sans lendemain, « le caissier encaisse 1890 livres, mais dès le lendemain survint un huissier pour défendre aux Comédiens de jouer une seconde fois. La porte de la Comédie est gardée militairement ».

Enfin, le 5 février 1669, toutes les interdictions sont levées. « La recette, dit Lagrange, atteignit 2860 livres et la pièce fut donnée 44 fois fait sans exemple, avec un maximum presque chaque jour ».

M. Lyonnet reproduit les lettres en vers de Robinet (9-23 février 1669), et fait la preuve « que Croisy créa le rôle de Tartufe. Molière était Orgon.

Le Bourgeois gentilhomme (23 novembre 1670). La pièce avait d'abord été représentée à Chambord le 9 octobre ». La Cour avait été déçue « de ne voir que de simples bourgeois... le roi n'adressa pas la parole à l'auteur, le premier soir. Ce ne fut qu'à la seconde qu'il se prononça ». Molière avait transporté sur la scène du Palais-Royal les divertissements : danses et musiques. Le public du Palais-Royal fut enthousiaste : 1397 livres, dit Lagrange !

« Pour bien juger du mérite de la Comédie, conclut de Visé, je conseillerai à tout le monde de la voir et de s'y divertir, sans examiner autre chose et sans s'arrêter à la critique de la plupart des gens qui croient qu'il est d'un bel esprit de trouver à redire. »

On ne trouve pas d'appréciation sur les interprètes, mais ce n'était pas l'usage.

Enfin le *Malade Imaginaire* (10 février 1673). Molière mourut au début de la 4e représentation. L'ouvrage fut présenté en comédie-ballet, avec chants et danses. « Les frais de la dite pièce, dit Lagrange, ont été grands à cause du prologue et des intermèdes et se sont montés à 2400 livres. Les frais journaliers ont été grands à cause de 12 violons, 12 danseurs, trois symphonistes, 3 musiciens. Récompenses à M. Bauchamp pour les ballets, une part à M. Baraillon pour les habits ». Soit 250 livres.

Les recettes des quatre premières avec Molière varient de 1992 livres à 1219, les 9 suivantes avec la Thorillière dans le rôle d'Argan : 1185 livres.

Le livre de M. Lyonnet renferme tous les renseignements concernant la composition de la troupe moliéresque, les modifications qu'elle subit, ses démêlés avec les comédiens rivaux du Marais et de l'Hôtel de Bourgogne, l'inventaire des costumes faits après le décès de Molière. L'auteur s'est proposé une étude purement théâtrale. Il néglige à dessein les discussions sur la vie privée de Molière, son mariage, ses tourments domestiques. Il ne s'attarde pas à rechercher le ou les personnages qui servirent de modèle pour Tartufe ou l'Avare ; il se borne à évoquer, avec une scrupuleuse exactitude « la façon dont les pièces de Molière furent composées et accueillies à leur apparition ».

A. Deliol.

A TRAVERS JOURNAUX ET REVUES

Une correspondance de Guillaume II

La *Deutsche Allgemeine Zeitung*, du 18 décembre 1921, a publié une correspondance de Guillaume II et du Maréchal Hindenburg, qui jette, sur les sentiments de l'ex-Empereur, à propos des responsabilités de la guerre, un jour curieux :

Il ne saurait être question d'une responsabilité de l'Allemagne dans la guerre. Il n'y a plus de doute aujourd'hui que ce n'est pas l'Allemagne, mais la coalition ennemie qui a méthodiquement préparé et délibérément provoqué la guerre.

Pour obscurcir ces agissements, la coalition ennemie a extorqué de force à l'Allemagne, dans le honteux traité de paix, l'aveu, contraire à la vérité, de sa responsabilité, et demandé que je fusse traduit devant un Tribunal ennemi. Vous me connaissez trop bien, mon cher Maréchal, pour ignorer que nul sacrifice ne me paraît trop grand dans l'intérêt de ma chère patrie. Mais un Tribunal où la coalition ennemie serait en même temps juge et partie ne serait pas un organe de droit, mais un instrument d'arbitraire politique, et servirait uniquement par ma condamnation qui, bien entendu, irait de soi, à justifier après coup les conditions de paix inouïes qui nous ont été imposées. L'exigence de nos ennemis devait donc, naturellement, être repoussée de moi. Mais il ne saurait davantage être question pour moi de comparaître devant un Tribunal neutre, quelle que fût sa composition. Pour les ordonnances que j'ai prises, en toute science et conscience, comme empereur et roi, c'est-à-dire comme représentant constitutionnellement irresponsable de la nation allemande, je ne reconnais le jugement au criminel d'aucun juge terrestre, si haut placé qu'il puisse être, car je prostituerais par là l'honneur et la dignité du peuple allemand représenté par moi.

Une instruction, un procès criminel exclusivement dirigé contre le chef d'un seul des Etats qui ont pris part à la guerre, dépouille cet Etat de toute égalité de droits avec les autres Etats, et par conséquent de son prestige dans la communauté des peuples. En outre, il éveillerait d'emblée l'impression escomptée par les ennemis, qu'il s'agit exclusivement dans toute la « question des responsabilités », de ce seul chef d'Etat et de la seule nation représentée par lui. A cela s'ajoute qu'un jugement impartial de la « question des responsabilités » est impossible si le procès ne s'étend pas aussi aux chefs d'Etat et aux hommes d'Etat dirigeants des puissances ennemies et si leur attitude n'est pas soumise à la même critique. Car l'attitude d'un Etat particulier, quand une guerre éclate, ne peut bien entendu être exactement appréciée que s'il est tenu compte des agissements de ses adversaires.

Une véritable mise au clair de la « question des responsabilités », à laquelle l'Allemagne n'aurait sûrement pas moins d'intérêt que ses ennemis, ne serait possible que si une instance internationale impartiale, non pas jugeait au cri-

minel telle ou telle personnalité particulière, mais précisait tous les événements qui ont conduit à la guerre mondiale, de même que toutes les autres violations du droit des gens, afin de déterminer exactement d'après cela la responsabilité des puissances intéressées.

Une proposition loyale de ce genre a été faite par l'Allemagne sous une forme officielle après la fin de la guerre, mais, autant que je sache, ou bien les ennemis y ont répondu par un refus, ou bien ils n'ont pas daigné y répondre du tout. L'Allemagne a, d'autre part, ouvert ses archives sans aucune restriction dès après la guerre, tandis que la coalition ennemie s'est jusqu'ici bien gardée de suivre un pareil exemple. Les documents secrets provenant des archives russes qui se publient actuellement en Amérique ne sont à cet égard qu'un commencement.

Cette seule attitude de la coalition ennemie, à côté des documents accablants qui voient le jour, indique où il faut chercher en réalité «la responsabilité dans la guerre ». Mais cela n'en constitue qu'un devoir plus impérieux pour l'Allemagne de rassembler, trier et publier, par tous les moyens possibles, tous les matériaux concernant à un degré quelconque la question des responsabilités, afin de démasquer les véritables auteurs de la guerre.

Maison Doorn, 5 avril 1921 Guillaume.

La politique extérieure tchèque.

Alexander Schilling consacre, dans la *Deutsche Politik*, du 12 novembre, un long article à l'étude de la politique extérieure tchèque; les passages principaux concernent les rapports de la Tchéco-Slovaquie avec la Hongrie, la Pologne, la Yougoslavie et l'Autriche allemande. Le danger dont est menacée l'Allemagne est constamment souligné :

En ce qui concerne la politique extérieure, la Tchéco-Slovaquie veut de plus en plus s'affirmer et devenir la puissance dirigeante en Europe centrale. La politique extérieure influera sur la politique intérieure et la politique économique de cet Etat.

La Tchéco-Slovaquie s'est fortement engagée ces derniers temps en politique extérieure, aussi bien dans la question de Haute-Silésie que dans celle du Burgenland. Dans la question de Haute-Silésie, la Tchéco-Slovaquie s'est rangée aux côtés de la Pologne, non seulement par haine pour le Reich allemand, mais pour incorporer à la Petite Entente la Pologne jusqu'ici récalcitrante. La question du Burgenland est arrivée à souhait pour la Tchéco-Slovaquie, car, malgré ses efforts, le Dr Benes n'était pas encore parvenu à obtenir un corridor vers la Yougo-Slavie. Ce qu'il n'a pu obtenir en 1919 il a espéré l'atteindre au moyen du Burgenland. Le Dr Benes ne se laisse pas détourner par des insuccès passagers, du but qu'il poursuit. Il a songé tout d'abord à une intervention armée en Burgenland. La Hongrie mobilisa. A ce moment, la Tchécoslovaquie a été à deux doigts d'une guerre. Mais la France étendit sa main protectrice sur la Hongrie et l'Italie s'opposa à cette intervention. Par contre, le Dr Benes réussit à attirer dans ses filets l'Autriche allemande qui avait fait appel à la médiation de la Tchéco-Slovaquie. Mais la Hongrie, elle aussi, fit appel à cette même médiation. Les rêves les plus ambitieux étaient réalisés. Pour un peu, la Tchéco-Slovaquie pourrait jouer le rôle de médiatrice en Europe centrale et orientale. Si l'Autriche se soumet et si l'Autriche allemande peut être incorporée à la Petite Entente, ce sera le couronnement de l'œuvre du Dr Benes. La Petite Entente s'étendra alors de la Baltique à l'Adriatique et à la Mer Noire et sera la puissance dominante à l'Est.

La Grande Entente à l'Ouest, la Petite Entente à l'Est et, entre ces deux meules, l'Allemagne condamnée à l'impuissance... La social-démocratie allemande d'Autriche se déclare en faveur d'une alliance avec la Tchéco-Slovaquie,

L'Autriche allemande et la Tchéco-Slovaquie sont déjà traitées d'alliées naturelles par la presse. L'Autriche allemande serait le dernier anneau d'une chaîne qui s'étendant de Dantzig à Trieste, isolerait complètement à l'Est l'Empire allemand. C'est là la tâche du cabinet Benes.

Se rendra-t-on compte, en Allemagne, de ce danger? Dans la question du Burgenland, la Tchéco-Slovaquie eut d'abord un échec. Toretta, le Dr Benes exerça les fonctions d'arbitre à Venise. Depuis ce moment, le Dr Benes ne pensa qu'au moyen d'entraver cet accord. L'aventure du roi Charles lui parut favoriser ses plans. La Tchéco-Slovaquie maintint sa mobilisation, bien que Charles fût prisonnier. Le Dr Benes a déclaré qu'il s'agissait pour lui non d'une personne particulière, non d'une dynastie particulière, mais d'un système qui menaçait l'Europe, et par là il entendait toute opposition faite aux traités. La Hongrie a agi contre le traité de Trianon. Au lieu d'être châtiée, elle obtint le plébiscite à Œdenburg; c'est là un préjudice. L'exemple pourrait être suivi. Or, l'œuvre de paix craque déjà par endroits. Le Dr Benes veut le maintien du traité de Trianon qui seul assure le maintien de la République tchèque. L'accord de Venise doit être aboli. Les baïonnettes tchèques sont pointées directement contre la Hongrie, indirectement contre l'Italie. Le Dr Benes vise à autre chose avec sa mobilisation. Peut-être — on ne peut pas savoir — pourra-t-il se frayer le « corridor » par la force des armes... Les idées directrices de la politique extérieure tchèque sont les suivantes :

1° Affaiblissement de l'Empire allemand;

2° Alliance quelconque avec la Yougoslavie jusqu'à la fondation d'un grand empire slave comprenant la Tchéco-Slovaquie et la Yougoslavie, ou la Tchéco-Slovaquie, la Yougoslavie et la Pologne.

3° Jusque là, renforcement de la Petite Entente;

4° Isolement complet de l'Allemagne à l'Est;

5° Maintien intégral des traités de paix.

La politique allemande doit s'orienter d'après ces directives. L'impérialisme tchèque est une grave menace pour l'Empire allemand; il reprend le rôle du pansavisme russe. La Tchéco-Slovaquie est aujourd'hui la puissance slave dirigeante.

Poursuivant son étude dans le numéro du 16 décembre de la *Deutsche Politik*, à propos du discours prononcé le 16 décembre par le Dr Benes pour la rentrée du Parlement, Alexander Schilling expose sa conclusion au sujet de l'Allemagne :

Ce que signifie cette « Confédération slave de l'Europe centrale » dans le flanc Est de l'Allemagne est clair, et il est clair aussi, malgré les dénégations de Benes, que c'est la France qui a forgé ce plan... L'encerclement de l'Allemagne est complet. Benes est un second Edouard VII et les piliers de ce rempart sont : la France, la Tchéco-Slovaquie et la Pologne.

Le quatrième centenaire de Sixte-Quint

Les historiens d'Italie ont commencé à célébrer, dans les journaux et dans les revues, le quatrième centenaire de Félix Peretti qui fut pape sous le nom de Sixte-Quint. La *Nuova Antologia* du 1er janvier 1922 publie une étude d'ensemble de M. Alceo Speranza. Cet article, dont l'esprit prête à la discussion, renferme une série de faits précis ou d'anecdotes qui évoquent, dans ses grandes lignes, la figure du dernier grand pape absolu.

Sixte-Quint fut un pape terrible, et si son œuvre n'égale pas celle d'un Grégoire VII ou d'un Innocent III, c'est qu'il vint au pouvoir dans un temps où la moitié de l'Europe avait appliqué la Réforme, où les rois catholiques, devenus forts, résistaient au pape. Enfin, Sixte-Quint ne régna que cinq ans (avril 1585-août 1590) et beaucoup de ses idées restèrent en projets. C'était un grand imaginatif. Il rêvait de croisades. Il pensa un moment à chasser les Musulmans de la Libye. Une mission de femmes libyennes arriva même un jour à Rome pour rendre hommage au pape et lui offrir des présents. Cet événement fut célébré par un poète de la cour, qui traduit en vers latin le compliment des femmes libyennes.

Accipe primitias regni presaga futuri
Accipe primitias regni presaga futuri
Africa quas mittis, fœmina quasque refert.

Certains mémorialistes du temps affirment que Sixte-Quint eut l'idée de mettre la main sur l'Egypte et de percer l'isthme de Suez. Personne, en tout cas, n'eut une plus haute idée de la fonction pontificale. « Il se comparait au soleil. De lui recevaient la lumière, comme des planètes ou des satellites, tous les souverains catholiques ».

Il essaya de faire de l'Italie de son temps, dominée par l'Espagne, un rempart solide contre les Turcs. Il désirait chasser les Espagnols et maintenir dans la péninsule quatre puissances italiennes : Venise, la maison de Savoie, les Médicis, le pape dont le territoire se serait étendu jusqu'au fond de la Sicile. Il ne put réaliser ces projets, mais fortifia les côtes italiennes contre les pirates barbaresques; il refit les murs d'Ancône et de Civita-Vecchia. Il ne cessa de prêcher la croisade.

* * *

Sa famille était de Montalto, mais il semble que lui-même naquit à Grottammare. Les Peretti étaient très pauvres et la légende raconte que le petit Felice garda les pourceaux. Les historiens de Sixte-Quint ont longtemps discuté sur ce point. Comme on pouvait s'y attendre, ils ne sont arrivés à aucune certitude. On peut penser au moins qu'il fut berger.

La légende des pourceaux naquit de bonne heure et fut entretenue par les ennemis personnels que Peretti ne tarda pas à se faire par son caractère rude et son ambition. Le langage était violent en cette fin du XVI^e siècle, même à la cour pontificale. « Après son élévation à la pourpre, (il fut fait cardinal par Pie V, le 17 mai 1570) et lorsqu'on commença à comprendre qu'il aspirait à la tiare, — le cardinal Peretti alléguait un rêve de son père et des prophéties successives, — on ne craignit pas de l'appeler « Lazare puant » et « âne venu de la

Marche », complimentsque plusieurs cardinaux, parmi lesquels le cardinal de Médicis répétèrent même pendant le conclave qui l'élut pape ».

Un de ses oncles, le P. Salvatore Ricci, était dans les ordres. Il remarqua l'enfant et le fit entrer à sept ans au couvent de St Augustin de Grottammare. Il passa ensuite au couvent de Montalto, puis à Ascoli. Il avait alors une douzaine d'années. Felice était très ardent au travail, mais très orgueilleux. On raconte que ses camarades les novices le raillaient de ses humbles origines et qu'ils le suivaient en classe ou au réfectoire en imitant le grognement des pourceaux. Un jour Felice s'élança vers l'un des novices en s'écriant : « J'ai été porcher, mais non pourceau, ee puisque tu agis en mauvais pourceau, j'agirai en bon porcher ». Et, prenant un bâton, il corrigeasévèrement le petit frère. Il ne pouvait endurer les offenses. En 1535, âgé de quatorze ans, il s'était pris d'admiration pour Jean de Leyde le chef des anabaptistes qui, ancien brasseur et même ancien porcher, avait réussi à s'emparer de Munster. Un moine, faisant encore allusion aux pourceaux, lui dit : « Frère Félix, c'est un de vos parents ». Le petit Peretti se redressa : « S'ilst mon parent comme porcher, il estle vôtre comme hérétique ».-

Il conserva cette impétuosité de caractère et on le vit un jour, devenu cardinal de Montalto, souffleter devant quatre témoins un de ses adversaires.

Il fut ordonné prêtre en 1547, mais déjà, comme frère mineur, il avait commencé à prêcher. Souvent il sortait de son cloître, allant prêcher de ville en ville. Il acquit une grande renommée.

D'aspect très noble, ayant des yeux noirs très vifs, il parlait en public avec une éloquence majestueuse et parfois même emphatique. Riche d'une culture historique, littéraire et même scientifique peu commune pour le temps, plein d'énergie et de résolution, le jeune prédicateur s'attaquait, du haut de la chaire, aux plus grandes puissances.

Il ne craignit pas de blâmer un jour, à Rome, la politique de Charles Quint et d'Henri II. Le cardinal Carpi, protecteur de son ordre, dut user, pour le défendre, de toute son influence. Il devenait cependant le prédicateur à la mode. Il eut parmi ses auditeurs saint Ignace de Loyola déjà vieux, saint Philippe de Neri et de nombreux prélats qui voyaient en lui un valeureux champion de la contre-réforme. Les cardinaux Caraffa (qui fut depuis Paul IV), Chislieri (qui fut depuis saint Pie V) vinrent lui rendre visite à son couvent. Le prince Ascanio Colonna lui confiat l'éducation littéraire de ses enfants.

En 1553, son ami Caraffa, devenu pape sous le nom de Paul IV, le nomma inquisiteur de la foi à Venise. Déjà, au cours de sa carrière, il avait eu des démêlés avec les Vénitiens et il avait dû quitter la ville. Nommé inquisiteur, il se montra plus sévère que jamais.

Il ordonna aux moines de vivre dans leurs couvents et se mit à poursuivre ceux qui désobéissaient, bien qu'un grand nombre fût protégé par les familles patriciennes. Il créa ainsi des embarras au Gouvernement de la République qui lui

ordonna de ne pas se mêler d'affaires préjudiciables à la liberté de l'Etat. Peretti; au lieu de se tenir tranquille après un avertissement de ce gouvernement puissant et terrible, fit afficher sur les portes de Saint-Marc une censure adressée au Sénat et ordonna à certains membres de cette auguste assemblée de comparaître en sa présence. Le Sénat ordonna à ses sbires de l'arrêter. Il le sut d'avance et s'enfuit. De retour à Rome, il disait à ses amis : « Ces Pantalons m'auraient pendu et je n'ai pas voulu me faire pendre à Venise parce que j'ai fait vœu d'être Pape à Rome. »

Devenu cardinal, Peretti s'écarte un peu de la Cour. Il renonce aux missions et aux procès d'inquisition. Lui qu'on a toujours vu si rude, il devient affable envers ses collègues. Il fait construire la villa Montalto derrière Sainte-Marie-Majeure. Il plante des vignes et des arbres. Il amasse de l'argent.

Grégoire XIII aime peu ce cardinal Peretti qui a souvent laissé entendre qu'il aspirait à la tiare. Et, pour briser ses ambitions, il lui enlève les rentes attachées à son titre. Peretti ne se plaint pas. Il cesse de bâtir. Il semble s'affaiblir physiquement, il tousse, il se traîne péniblement appuyé sur un bâton. On parle de ses mortifications. A ce moment, un drame très sombre vient ensanglanter la maison du cardinal Perettide Montalto.

Le cardinal avait auprès de lui le fils de sa sœur Camille, Francesco Mignucci. Francesco s'éprit d'une belle Romaine Vittoria Accoramboni et il demanda sa main. Vittoria était aussi recherchée par le sinistre Paolo Orsini, duc de Bracciano, qui avait autrefois étranglé sa femme Isabelle de Médicis fille du grand-duc Cosme. Vittoria donna sa main au neveu du cardinal et la famille Accoramboni fut comblée de faveurs. Mais l'un des frères de la jeune femme, Marcello, condamné à mort, gracié par l'influence du Cardinal, attira le jeune Francesco dans un piège.

Une nuit, Marcello envoya une lettre pressante à son beau-frère, le conjurant de se rendre immédiatement dans une maison de l'Esquilin où il devait rester momentanément caché, parce qu'il était poursuivi par les sbires. Malgré les conseils de sa mère, Francesco s'habilla rapidement et s'achemina vers le rendez-vous. Mais dans une rue obscure et déserte, près des jardins Sforzad, il fut frappé de trois coups d'arquebuse et égorgé par les sicaires qui avaient dressé l'embuscade. L'historien Moroni dit que c'étaient des sicaires du duc de Bracciano et que le cardinal de Montalto dissimula prudemment et même sut recevoir avec dignité la visite de condoléances du duc.

La veuve du malheureux Francesco rentra dans la modeste maison de son père. Peu après, avec sa mère et une femme de chambre, elle partit avec le duc Orsoni pour le château de Bracciano.

Grégoire XIII promit justice au cardinal qui déclara qu'il entendait pardonner. Néanmoins, Vittoria fut enfermée au château Saint-Ange. Elle en sortit peu après, à la mort du pape, et Orsini profita des troubles pour l'épouser. Six mois plus tard, Orsini mourut. Un de ses cousins, Lodovico Orsini, disputa l'héritage à la veuve. Vittoria fut assassinée à Ferrare Lodovico jeté en prison, fut étranglé par ordre de Venise.

* * *

Le 21 avril 1685, le conclave s'était ouvert. Les aspirants à la tiare étaient nombreux et les cardinaux électeurs étaient farouchement divisés. Croyant gagner du temps, ils finirent par se mettre d'accord sur le nom du cardinal Peretti pensant, vu l'état de sa santé, qu'il n'aurait pas longtemps à vivre; le 24 avril Peretti fut élu. Une phase grandiose s'ouvrit dans la vie de cet homme extraordinaire.

Le nom de Sixte qu'il choisit était une claire indication. Le dernier Sixte avait été Sixte IV, le premier Della Rovère, oncle de Jules II, prélat batailleur, énergique jusqu'à la dureté, qui avait prêché la guerre sainte contre Mahomet II, qui avait envoyé une flotte brûler Smyrne, qui avait été mêlé à la conjuration des Pazzi et avait lancé l'interdit sur Florence, qui avait assuré la police de ses Etats par de nombreux supplices.

On a souvent raconté que Sixte-Quint a peine élu rejeta ses béquilles et se redressa dans toute sa vigueur. Il faut sans doute laisser les béquilles aux romanciers. Mais il est certain que le mourant de la veille donna subitement les preuves d'une grande force physique. Il entonna d'une voix robuste les prières rituelles. Des cardinaux se pressaient autour de lui et offraient de le soutenir. Il les écarta : « Nous nous sentons assez de vigueur, dit-il, pour gouverner non-seulement l'Eglise, mais le monde. » Sortant du Vatican, il monta à cheval pour se rendre au Latran. Un jeune prince japonais qui lui tenait l'étrier, fut surpris de sa légéreté et lui dit « Je ne saurais en faire autant — Et pourtant, répondit Sixte, nous sommes lourd car nous avons un monde sur les épaules. « « Lourd? dit le Cardinal Farnèse qui se trouvait là. Votre Sainteté n'était pas aussi svelte quand elle n'était que cardinal. — Certes nous étions plus pesant, lui réplique le pape, car nous avions le monde aux pieds et dans le cœur; nous l'avons aujourd'hui sur les épaules et dans l'âme; ce nous est d'une grande légèreté ». Et le cardinal de Médicis, son vieil ennemi, ayant une fait une remarque analogue : « Quand nous étions cardinal, dit Sixte, nous avons marché les épaules basses et la tête inclinée pour chercher sur la terre les clés du ciel; mais maintenant que nous les avons trouvées, nous regardons le ciel, n'ayant plus besoin de la terre. »

Pendant la cérémonie du couronnement, le diacre ayant brûlé l'étoupe prononça la formule rituelle : « Sancte Pater, sic transit gloria mundi ! » Aucun pape n'avait jamais rien répondu à cette formule. Mais Sixte dit : « Notre gloire ne passera pas, car nous ne désirons pas d'autre gloire que de faire bonne justice ».

Il refusa aux criminels l'amnistie de joyeux avènement et commença par faire pendre sur le pont Saint-Ange, le quatrième jour de son pontificat, quatre jeunes gens qu'on avait trouvés porteurs d'armes prohibées. On raconte que, le soir même du consistoire, Sixte réunit

le gouverneur de Rome et les juges; il les prévint que celui qui soustrairait un coupable à la justice se verrait appliquer la peine encourue par le coupable.

Il aimait peu les manifestations populaires. Il interdit sous des peines sévères de se presser sur son passage et de crier : « Vive Sixte ! » « Nous entendons, dit-il, aller dans Rome sans être ennuyé et nous n'avons besoin d'aucun applaudissement; celui de notre conscience nous suffit.»

Deux jours après le couronnement de Sixte, un gentilhomme de Spolète, injurié publiquement par un de ses ennemis, tira son épée et menaça de le frapper. Les supplications des ambassadeurs et des cardinaux furent vaines. Le terrible Pape le fit immédiatement décapiter. Il envoya rapidement à la potence les bandits, les meurtriers, les voleurs, les malfaiteurs de toute sorte. La plèbe et les grands tremblèrent. Son nom jetait l'épouvante. On raconte que deux palefreniers d'un cardinal eurent une rixe furieuse. L'un réussit à mettre l'autre sous lui et tira son poignard pour le frapper. Mais soudain il jeta son poignard et dit à son ennemi : « Remercie Sixte. Sans la terreur que j'ai de lui, je t'aurais égorgé ».

Son terrible orgueil ne se mêlait d'aucune vanité et jamais il ne rougit de ses humbles origines. Certains cardinaux qui voulaient le flatter eurent un jour l'idée d'habiller sa sœur Camilla en princesse et de la lui amener au Vatican. Quand il la vit, le pape détourna la tête : « Cette princesse, dit-il, ne peut être ma sœur, car elle naquit modeste paysanne ». Le lendemain, sa sœur ayant repris ses vêtements ordinaires, Sixte l'accueillit affectueusement : « Je te reconnais, lui dit-il, ma sœur. C'est à moi de te donner la qualité et le manteau de princesse, non aux autres ». Il lui assigna une très forte pension, mais interdit à elle et à ses enfants de se mêler des affaires de l'Eglise, faute de quoi, à son grand regret, il serait obligé de les éloigner de Rome.

Il était généreux. On lui apprit un jour qu'un avocat qui avait été autrefois son ami était malade et dans la misère. Sixte lui envoya par son jardinier un panier de salade au fond duquel était cachée une bonne quantité de sequins. L'avocat guérit. Depuis, le peuple répéta en proverbe lorsqu'un pauvre tombait malade : « Il lui faudrait la salade du pape Sixte ! ».

La coutume était à Rome d'écrire des satires contre le gouvernement sur les deux fameuses statues de Pasquin et de Marforio Sixte ne fut pas épargné. Il faisait ouvrir des enquêtes sur les crimes les plus anciens. Un jour, on vit sur Pasquin, un dessin représentant Saint-Pierre en habit de voyage; auprès de lui, Saint-Paul lui demandant « Où vas-tu? — Je pars, répondait Saint-Pierre, de peur que Sixte se rappelle que j'ai coupé l'oreille de Malchus ». Une autre fois, Manforio demandait à Pasquin pourquoi il portait une chemise sale. « C'est, disait l'autre, parce que le pape a fait ma blanchisseuse princesse ».

Il avait une pénétration et une perspicacité merveilleuses. A peine avait-il mis le pied dans la salle qu'il voyait ceux qui manquaient au consistoire. Il

scrutait le visage des ambassadeurs et souvent pénétrait leurs secrètes pensées. Il aimait les livres, les arts, la construction dont il connaissait si bien la technique que, étant Cardinal, il avait dirigé lui-même les travaux de la villa Montalto. « En politique, avait-il coutunme de dire, il faut savoir pardonner, dissimuler, combattre un seul ennemi à la fois; la trop grande affabilité envers les familiers, si quelquefois elle est utile, entraîne souvent des inconvénients sérieux. Il faut communiquer aux grands les motifs de ses actes : aux autres il ne faut montrer que ses actes; conserver toujours l'expression habituelle de la physionomie, cesser de réfléchir pour commencer à agir. La rigueur et l'argent sont les éléments indispensables d'un bon gouvernement; un prince sans argent n'est rien.

Il mettait ses maximes en action et il fit peser sur les Romains de lourdes taxes. Mais, en cinq ans, il donna un aspect nouveau à la Ville Eternelle. Il fit ouvrir de larges rues parmi lesquelles la via Sistina sur le Pincio. Sous son règne, des obélisques antiques furent relevés et surgirent sur les places de Rome, la façade sud du Latran fut édifiée; le Quirinal fut reconstruit. On travailla à la tour du Belvédère du Vatican, à la coupole de St-Pierre: on construisit le pont Felice, on restaura les deux colonnes, on bâtit des aqueducs colossaux, des fontaines, parmi lesquelles la célèbre Aqua Felice, etc...

Il se souciait peu d'être aimé, il voulait être craint. Il intervenait directement dans les affaires privées. Lorsqu'un riche patron tardait à payer ses ouvriers ou voulait lésiner sur les sommes dues, Sixte faisait apporter les listes, payait sur sa caisse, puis retirait lui-même son argent sans indulgence pour les mauvais payeurs. Il entendait que chacun fût respecté suivant les lois, même les juifs. Quelques jeunes Romains ayant insulté des juifs, qui sortaient du Ghetto, Sixte les fit fouetter publiquement sur le Corso. Il aimait peu les jésuites, dont la méthode devait lui paraître trop douce. Quelqu'un lui ayant proposé un jésuite pour confesseur, il répondit : « Nous trouvons plus juste que les jésuites se confessent à nous, que nous à eux ».

Sa mort reste mystérieuse. Il était allé, dans les premiers jours d'août 1590, visiter les Marais Pontins dont il avait fait entreprendre le dessèchement. Il y contracta peut-être une fièvre « tierce » dont il sentit les atteintes le 20 août. Il ne voulait pas se coucher répétant le mot d'Auguste : « Oportet imperatorem stantem mori ». Il dut pourtant céder au mal et il mourut le 24 ou le 27 août, au milieu d'un terrible orage. On accusa l'ambassadeur d'Espagne, Olivares de l'avoir fait empoisonner. L'Espagne haïssait Sixte-Quint qui refusait de lui sacrifier Henri IV de France.

Ch. R.

L'œuvre du pape Benoît XV et la presse française.

On retiendra, parmi les nombreux articles consacrés par la presse française à l'œuvre du Pape Benoît XV, les commentaires particulièrement pénétrants de M. Maurice Pernot aux *Débats* (23 janvier).

M. Pernot distingue trois périodes dans le règne de Benoît XV, qui n'a pas duré plus de huit années : la guerre l'a presque entièrement rempli.

D'abord, le Pape songea à appliquer à une situation nouvelle les idées qu'il avait pieusement recueillies auprès de ceux dont il fut le collaborateur : Léon XIII et le cardinal Rempolla. Dès 1915, il parut pencher vers les Empires centraux, du côté desquels était l'intérêt de l'Eglise.

L'accord de mars 1915 fit pencher décidément la balance, en reconnaissant les prétentions de la Russie sur Constantinople : la victoire de l'Entente devait consacrer le triomphe de l'orthodoxie sur le catholicisme en Orient et ruiner de fond en comble le plan de pénétration et de conquête auquel Léon XIII s'était particulièrement attaché. Promettre Constantinople aux Russes, c'était porter à Rome, à son prestige, à ses espérances, une atteinte directe.

Mal informé, mal conseillé, mal obéi, le Pape s'appliqua, du mieux qu'il put, à tenir sa politique à l'écart des grands événements de la guerre :

Sa sublime fonction lui faisait un devoir, non pas de rester étranger aux événements, mais de les dominer pour les juger. On sait que Benoît XV s'y refusa toujours. Jamais sa voix ne se fit entendre, ni pour approuver, ni pour condamner.

La victoire des Alliés mit fin à une période d'hésitation qui avait paru déconcertante à une partie du monde catholique.

Sur tous les points, Benoît XV, après une période de tâtonnement et de perplexité, revenait à la tradition de Léon XIII : il hâtait de tout son pouvoir l'heure de la réconciliation avec la France, modérait au contraire l'empressement de ceux qui, dans son entourage, prétendaient régler la question romaine à la satisfaction de l'Italie, poursuivait enfin, en favorisant les progrès des communautés uniates, cette idée un peu chimérique, mais grandiose, de l'union entre toutes les Eglises chrétiennes.

Ce fut là sa préoccupation dominante; assurer à l'Eglise des forces nouvelles en Orient, en conquérant les Eglises qui ne diffèrent de Rome que par le rite, la langue liturgique et les traditions locales :

Benoît XV fut sans doute le premier homme d'Etat en Europe qui se fit une idée précise du changement que les divers nationalismes avaient opéré dans le Levant, et qui prît soin d'accommoder sa politique à la situation nouvelle qui en est résultée.

L'attitude neutraliste du Pontife a été blâmée dans certains milieux. M. Maurras essaye de dégager, dans l'*Action Française*, l'esprit de ses interventions au cours de la guerre. Pour M. Maurras le grand reproche fait à Benoît XV de ne s'être pas prononcé entre l'agresseur et l'assailli, l'envahisseur et l'envahi, ce reproche est plus qu'une erreur, c'est un mensonge. Le Pape Benoît XV s'est parfaitement prononcé. Mais cette décision publique et solennelle, communiquée à tout le monde catho-

lique, a été entourée, chez les Puissances de l'Entente, de tous les éteignoirs et de tous les obturateurs.

La note de juillet 1917 accordait tout au désir violent de voir cesser le massacre. Le cri de protestation unanime des catholiques de l'Entente le détrompa rapidement. Il sentit l'autre aspect du problème de la paix. Un bon ambassadeur de France aurait dissipé la méprise dès les premiers mots.

M. Buré (*Eclair*) constate, non sans tristesse, que le Pape multiplia res interventions « pacifistes », qui coïncidèrent toujours, chose singulière, avec celles du même ordre de l'Internationale socialiste.

La paix qu'il préconisait, ajoute M. Buré, était une paix seulement profitable aux Allemands.

On devine que M. Buré n'a pas pardonné à la diplomatie vaticane ses interventions en faveur d'une paix sans victoire.

Sans vouloir trancher la question, M. Georges Goyau, dans un article substantiel donné au *Petit Parisien*, cite le témoignage du cardinal Mercier, à qui le Pape assura que la cause belge était sa cause :

Le Cardinal Mercier, six mois après l'armistice, commémorait ce souvenir dans un mandement qu'il intitulait : *Hommage au Pape Benoit XV, précisions, éclaircissements.* L'histoire écoutera, avec une déférence recueillie, cette plume cardinalice, qui sut toujours parler avec fierté un langage de vérité : un témoin comme le Cardinal Mercier mérite le respect dû à un juge.

P. L.

LIVRES NOUVEAUX

Histoire des Etats-Unis d'Amérique par David Saville Muzzey (trad. A. de Lapradelle), 1 vol. in-8° de 744 p. Paris, Larousse, 1922.

De la période coloniale jusqu'à l'administration du président Harding, l'évolution des Etats-Unis d'Amérique n'avait encore jamais été donnée dans aucune histoire aisément accessible au public français. Grâce à la traduction toute récente de la belle histoire de D. S. Muzzey, œuvre classique en Amérique, il n'est pas un Français qui désormais ne puisse prendre des Etats-Unis, ce que tout Américain lettré doit savoir.

L'un des traits les plus intéressants du livre, ce qui est conçu d'une manière exclusivement américaine pour des Américains par un Américain, mais en même temps ce qui fait la haute valeur de ce livre, c'est que son auteur est un historien en pleine possession de la maîtrise technique, un fin lettré, habile à la présentation des développements au groupement des ensembles, au rapide portrait en quelques touches vives et frappantes des hommes, aux événements et par dessus tout un philosophe qui sait tout expliquer au point de vue de l'enchaînement des effets à leur œuvre, d'un sociologue enfin, qui dans le développement d'un grand peuple entraîné d'un mouvement rapide vers la prospérité par le travail, donne à l'histoire économique la prédominance sur l'histoire politique et ainsi qu'il convient aux représentants d'une nation pacifique, la préférence à l'histoire politique sur l'histoire militaire.

Un livre de cette valeur méritait une présentation typographique, d'une exécution parfaite. Ceux qui seront tentés de comparer les deux éditions américaine et française, se rendront compte que la seconde ne cède en rien à la première. Aux innombrables gravures du texte anglais, toutes reproduites dans l'édition française, la maison Larousse, a eu l'heureuse pensée d'en ajouter quelques-unes de source exclusivement nationale. Le goût français collabore ici avec la pensée américaine. Et ceux auxquels s'offre actuellement cet ouvrage édité suivant les meilleures traditions d'avant-guerre, seront tout surpris de voir qu'il s'étend jusqu'au seuil de l'année qui vient de finir.

Ernest Psichari, d'après des documents inédits, par Mlle A. M. Goichon. Préface de M. Jacques Maritain, édition de la *Revue des Jeunes*, 371 pp., in-12 orné de huit photographies, autographes et cartes.

C'est une très curieuse et très vivante étude sur le poète-soldat qui écrivit *L'appel aux Armes* et le *Voyage du Centurion*. En dix chapitres, sont évoqués tour à tour l'enfance et la jeunesse du petit-fils de Renan, sa conversion, ses campagnes militaires en Mauritanie, et sa mort héroïque en août 1914. Les citations précieuses empruntées à des lettres inédites, illustrant heureusement ces pages, qui ont été écrites avec un soin pieux. Mlle Goichon a recueilli tous les documents, consulté tous les témoins, suivi de ville en ville le voyage terrestre de ce noble soldat, de ce grand croyant.

Le Règne de l'Antéchrist, par Dmitri Merejkowsky. — **Mon journal sous la Terreur** par Z. Hippius. — **Notre évasion** par D. Philosophoff. traduits du russe, éditions Bossard, 262 pp., in-12.

C'est dans une collection nouvelle, élégamment imprimée, que viennent de paraître ces pages si neuves sur le bolchevisme. Parmi tant de livres, sur le grand drame de la Russie, en voici un qui mérite de retenir l'attention. La paix de l'Europe est en jeu. Merejkowsky adjure les peuples à comprendre le danger et à ne pas s'endormir au bruit trompeur des paroles. « L'Europe persiste à ignorer que de toutes les pentes, la plus douce, la moins rapide est celle qui mène à l'enfer. » De quoi le bolchevisme menace-t-il l'Europe ? — Pourquoi l'Europe est-elle restée immobile ? A quoi l'auteur répond tragiquement « La Russie ne vous brûle pas, Européens attendez la planche brûlera. » *Mon journal sous la Terreur* est au jour le jour le récit de ce qui s'est passé pendant le second semestre de 1919. Arrestations, perquisitions, se suivent. Pages tragiques qui sont extrêmement émouvantes. Le volume se termine par divers articles de Merejkowski sous les titres de *Le peuple crucifié*, la *Croix et le Pentagramme*, *Tolstoï et le bolchevisme*, *Le carnet de notes* (réflexions et aphorismes).

Imprimerie BIÈRE
18-20, rue du Peugue
BORDEAUX

931

DEC 12 1983

P
Fr.Lit.
V

Vie des Peuples
t.6,no.21/22(1922)

54

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY